

H. VINCK (ED.)

CONFLITS FONCIERS AU CONGO BELGE

FONTES HISTORIÆ AFRICANÆ



Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer
Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen

Yhuu le 6. 8. 1954.

Obi ngo ea homhe wa ngonda.

Dzambo.

1 nponda i muia y'ohi li ile o lomongo ntrin'ea
y'wengi yomha ile o lomongo sa iho.

2 Namongo npana mete homproho la halakula.
ngole ise ahi ichae etate ea nponda.
aeiya uti hela o bona ohae mungo.
nhi na homhe.
Ngonda efa ea sefu. sefu nton nponda
omolela hohae nta etate chi ise chae

3 Romongo sa ngonda ofeha ntrin'ea ngole
baya bayaya asala homongo ofeha.
ahuna ompanola nponda ele honto ole
lali homhe.
Romongo li sa ngonda ahona ori gito.
shuma ngonda ifa honto ohi te ile o
lomongo. hosi la
Wohaha nari nate nhalo ea ngonda
eosila.

Njoli } Njo li Joseph.
IKHA - by Bokunda

Conflits fonciers au Congo belge.
Opinions congolaises

Honoré Vinck, éd.

Bruxelles | Brussel 2011

Couverture: reproduction de la lettre de Joseph Njoli
(document 743 des réponses à l'enquête
de Boelaert).

H. VINCK (ED.)

CONFLITS FONCIERS AU CONGO BELGE

Fontes Historiæ Africanæ

ACADEMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER



KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Fontes Historiæ Africanæ

**Conflits fonciers au Congo belge.
Opinions congolaises**

Texte intégral d'une enquête de 1954

Honoré VINCK, éditeur

ACADEMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER



KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Fontes Historiæ Africanæ

**Conflits fonciers au Congo belge.
Opinions congolaises**

Texte intégral d'une enquête de 1954

Honoré VINCK, éditeur

Fontes Historiæ Africanæ/Sources of African History is an international publication project, initiated in 1962 under the general auspices of the “Union Académique Internationale” in Brussels to publish critical editions of sources for the history of sub-Saharan Africa.

ACADEMIE ROYALE
DES
SCIENCES D’OUTRE-MER

KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN

av. Louise 231
B-1050 Bruxelles (Belgique)

Louizalaan 231
B-1050 Brussel (België)

☎ 02.538.02.11 — Fax 02.539.23.53
E-mail: kaowarsom@skynet.be
Web: <http://www.kaowarsom.be>

ISBN 9789075652482
D/2011/0149/1

COMITE FONTES HISTORIÆ AFRICANÆ (Belgique/België)

Coordonnateur — Coördinator

Jacques VANDERLINDEN

Membres — Leden

John EVERAERT

John JACOBS

Jan VANSINA

Jean-Luc VELLUT

Honoré VINCK

Secrétaire perpétuelle — Vast Secretaris

Danielle SWINNE

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Le régime des terres au Congo belge: législation et pratique administrative.....	1
Prise de conscience: le foncier fait problème: 1885-1940	3
Fondements théoriques et interprétations divergentes	3
Une approche systématique: entre les deux guerres	4
Le décret de 1934 sur l'enquête de vacance des terres	6
Aux Congrès coloniaux nationaux	6
A l'Institut Royal Colonial	8
 Le «groupe Æquatoria»: la préparation conceptuelle et la prévalence du droit foncier coutumier: 1940-1960	11
Temps nouveaux	11
La préparation conceptuelle	13
Droit coutumier Nkundo-Móngo	13
A la recherche du propriétaire	15
Un plan d'action tous azimuts	19
 Action scientifique	23
Le débat sur la propriété foncière.....	23
Hulstaert et Boelaert élèvent la voix (1946-1960).....	25
Colloques et congrès.....	28
Institut (Académie) Royal Colonial: deux questions.....	32
Le paysannat indigène: vers la propriété «privée» et la redistribution des terres	33
Sur le terrain: une enquête chez les Móngo en 1954.....	34
La documentation	35
Les questions.....	36
Les participants et les réponses	40
Authenticité des réponses	45
Style épistolaire.....	46
La réaction de l'administration coloniale et ecclésiastique.....	46
L'utilisation de l'enquête dans les publications de Boelaert.....	48
 Action politique: la Commission permanente pour la protection des indigènes: 1953-1957	49
 Action judiciaire: faire la preuve à Coquilhatville: 1953-1959	57
Wijima versus l'Etat: coutumes et expansion coloniale	58

Mbandaka-Inkole-Etoo versus Mbandaka-Inkole-Jómoto	60
Lokondo versus H.C.B.-Flandria-Bòtèka: David et Goliath	69
Les Huileries du Congo belge glouton	71
Lokondo: assigné de déguerpir	72
Le ministre n'y peut rien	75
Le village Bongonde versus paysannat indigène (P. I.): l'Etat rusé et le notable têtue	76
Droits coutumiers superposés	76
Léopoldville s'inquiète	80
Ilongoy versus Nogueira: le colon arrive	83
Bonyoko versus Travaux Publics: calcul des indemnités	89
Conscientisation populaire: Blancs et Noirs.	93
A Coquilhatville: la confrontation	94
<i>Pax</i> défie les Blancs	94
La confrontation entre <i>Mbandaka</i> et <i>Lokole</i>	96
A Léopoldville et ailleurs: un intérêt limité	103
En Belgique: les quotidiens et les publications missionnaires	107
Aux conseils et commissions de réforme.	109
Le Plan Décennal, les conseils des provinces et du gouvernement général	109
La Commission spéciale des terres au Conseil colonial (1955-1956) .	113
La Commission pour l'étude du problème foncier (1956-1959)	117
Vers l'Indépendance	123
L'approche belge	123
L'approche congolaise	129
Tables rondes	132
Après l'Indépendance	133
Considérations finales	139
Conscientisation	139
Coutume et modernité	141
La mauvaise volonté de l'administration coloniale	142
Violences, résistance et soumission	146
Peine perdue?	148
Le pays inachevé	149
Sources	151
Langues et traductions	153
Figures	155
Abréviations et sigles	157
Répertoire biographique	159

— VII —

Bibliographie	167
Remerciements	179
Annexes	181
Annexe I. Réponses à l'enquête de 1954. Originaux et traduction française	183
Annexe II. Articles de Boelaert et d'Hulstaert dans <i>Pax</i>	407
Annexe III. Réaction de <i>Mbandaka</i>	419
Annexe IV. Correspondances parues dans <i>Lokole Lokiso</i> . Traduction française	431
Annexe V. Textes en relation avec les procès à Coquilhatville	477

Introduction

LE REGIME DES TERRES AU CONGO BELGE: LEGISLATION ET PRATIQUE ADMINISTRATIVE

L'introduction de ses normes morales, religieuses, sociales et politiques, l'exploitation des richesses du pays à son profit, l'appropriation de la terre selon ses propres besoins, constituent quelques-uns des multiples défis auxquels se trouve confronté le pays colonisateur.

Les premières installations des Européens au Congo s'appuyaient sur les contrats de cession de terres conclus avec les chefs locaux et avaient pour but apparent d'acquérir des points d'appui pour une exploration scientifique, commerciale et «civilisatrice». Les décrets et autres dispositions législatives conséquentes édictés sous le règne de Léopold II avaient, par contre, pour but la mainmise sur l'entièreté du territoire, en vue de l'exploitation commerciale et de l'instauration de sa souveraineté (STENGERS 2005, pp. 61-63). Ceci permettait en même temps au roi de réaliser sur le terrain son vieux rêve d'une colonie d'exploitation à grands bénéfices, à la Java (STENGERS 2005, pp. 26-27)¹.

A peu près tous les commentateurs étaient d'accord sur le principe que l'Etat, une fois fondé et reconnu, avait le droit de s'approprier et de gérer des terres «sans maître» ou vacantes. Mais, dans ce pays d'étendue énorme, avec une population clairsemée dont on ne connaissait que peu ou pas les coutumes, ni le nombre d'habitants, ni les besoins économiques, il n'était pas évident de percevoir les limites sur le terrain ou de comprendre la relation entre les hommes et la terre.

Tout ce qui est lié au problème de la législation foncière dans l'Etat Indépendant du Congo (EIC) et dans la Colonie belge tient en une simple phrase dans la Proclamation de l'administrateur de l'Etat Indépendant, au 1^{er} juillet 1885: «Nul n'a le droit d'occuper sans titre les terres vacantes, ni de déposséder les indigènes des terres qu'ils occupent. Les terres vacantes doivent être considérées comme appartenant à l'Etat.» (B.O. EIC 1885, p. 30; PIRON & DEVOS 1959, T. I, p. 776). Le décret du 14 septembre 1886 précisait: «Les terres occupées par les populations indigènes, sous l'autorité de leurs chefs, continueront d'être régies par les coutumes et usages locaux.» (B.O. EIC 1886, p. 378; PIRON & DEVOS 1954, T. I, p. 183). Tout le reste est interprétation, application administrative ou extension et précision de ces décrets.

¹ Stengers (p. 27, note 3) signale à ce propos les idées du duc de Brabant, le futur Léopold II, exprimées lors d'un entretien le 6 septembre 1862 avec Sir James Brooke et Spenser Ste John, qui rapporte que le duc «*has no enlarged views, no liberality of sentiment, he thought of nothing but how he could squeeze money out of the people... He laughed at the idea of respecting the rights of the natives, and talked of having a garrison to coerce them into paying revenue*».

En un premier temps, les textes législatifs sont l'objet d'interprétations de routine. Mais bientôt quelques éléments spécifiques s'y entremêlent: les grandes concessions industrielles doivent avoir une base légale de leur occupation de terrains parfois d'une énorme étendue, les opportunités commerciales doivent trouver une justification d'exploitation exclusive (caoutchouc et ivoire) et, plus tard, la passation du pays à la Belgique doit être acceptable pour les mœurs politiques et les besoins commerciaux belges. Ainsi, au début, l'interprétation juridique est large, mais l'interprétation administrative (les circulaires ministérielles, les instructions du gouvernement général, etc.) est de plus en plus restrictive et c'est sur cette interprétation limitative que va se développer une législation conforme, avec comme point culminant les décrets de 1891, 1892 et 1893 (BOELAERT 1956a, pp. 22-41) concernant le droit exclusif de l'Etat aux récoltes du caoutchouc, de l'ivoire et du copal.

Sous l'influence des conclusions de la Commission d'enquête de 1904, qui remarquait que cette interprétation restrictive enserrait l'activité des indigènes dans un espace très restreint et s'opposait à toute évolution de la vie indigène², le décret du 3 juin 1906 spécifie que «sont terres occupées par les indigènes, aux termes des dispositions précitées, les terres que les indigènes habitent, cultivent ou exploitent d'une manière quelconque conformément aux coutumes et usages locaux» (B.O. EIC 1906, p. 226; PIRON & DEVOS 1954, T. I, p. 183) et on ordonne le bornage systématique. Déjà le 8 septembre 1906, une instruction du gouverneur général indiquait la direction à suivre: au-delà des terres effectivement occupées (avant 1885) ne seront reconnus aux indigènes que certains droits, mais pas la propriété³.

La Belgique reprend la législation en vigueur d'avant 1908. Les commentaires sur la reprise du Congo par la Belgique et sur l'article 15 de la Charte coloniale (1908), article qui sera modifié par l'arrêté-loi du 19 mai 1942 (HEYSE 1945), donnant plus de pouvoirs en la matière au gouverneur général, génèrent des publications contradictoires et divergentes. Ensuite, sur le terrain, devant l'application du décret de 1910 sur l'organisation et la délimitation des chefferies, les administrateurs sont continuellement confrontés aux interprétations inconséquentes. Les textes sont intégrés en 1912 dans le Code civil, livre deuxième, titre premier, article 12 (PIRON & DEVOS 1954, T. I, p. 72). A partir de 1916, on dispose d'un compendium pratique, le *Rufast (Recueil à l'usage des fonctionnaires et des agents du service territorial au Congo belge)*, qui fera de l'interprétation restrictive la norme de l'application de la loi jusqu'à l'Indépendance: «En plus des terres que les indigènes habitent, cultivent et exploitent, ils peuvent avoir sur les terres environnantes, des droits spéciaux tels que le droit de passage ou d'accès, des droits de pêche dans telle rivière ou de chasse dans

² Voir *Rapport de la Commission d'enquête*, B.O. EIC, 1905, p. 152.

³ Voir l'instruction du vice-gouverneur général, B.O. EIC, 1906, p. 384 et un commentaire de Boelaert 1956a, pp. 49-51.

telle forêt, qu'ils exercent également à titre privatif d'une façon permanente ou périodique»⁴. Ce texte exclut de la propriété indigène les terres exploitées pour la chasse et la pêche, la cueillette et autres formes de jouissance, appelées dorénavant droits spéciaux ou «droits *sui generis*»⁵, terme introduit en 1906 par l'administration.

PRISE DE CONSCIENCE: LE FONCIER FAIT PROBLEME: 1885-1940

Très tôt surgit une littérature relative aux problèmes provoqués par la confrontation entre la législation foncière de l'Etat Indépendant ou de la Colonie belge, et le droit coutumier des peuples colonisés. Elle trouvait d'abord une place modeste dans les revues juridiques et dans des traités de droit colonial. Mais, avec l'avancement de l'occupation du pays, les problèmes à résoudre deviennent plus urgents et touchent à plusieurs domaines de l'administration.

Fondements théoriques et interprétations divergentes

«Qui est le propriétaire des terres non utilisées par les indigènes selon la perception des colonisateurs?» était donc la véritable question débattue. Deux opinions opposées émergèrent dès le début et leurs défenseurs, chacun de son côté, cherchaient à se justifier par le «droit naturel» (BOELAERT 1954b). Ceux qui défendaient que (toutes) les terres appartenaient aux Congolais avançaient l'argument du premier occupant. Le juriste Paul Coppens l'exprime ainsi: «L'indigène est le propriétaire du pays qu'il habite. D'une façon absolument générale, la chefferie détient un droit souverain sur toute l'étendue de son territoire. L'Européen, dernier venu dans la région, doit reconnaître ce droit»⁶. De l'autre côté, il y avait ceux qui prétendaient que le devoir humanitaire d'apporter la civilisation aux peuples «sauvages» — et les avantages pour l'humanité entière provenant du développement économique moderne du territoire — impliquait le droit de s'approprier les terres «non exploitées», pour les valoriser; par conséquent, c'est l'entité civilisatrice qui doit en être le propriétaire et s'en arroger la gestion.

La première tendance gagna de l'influence dans les milieux scientifiques et humanitaires qui perçoivent de plus en plus clairement les injustices du système instauré par l'Etat Indépendant et ne cessent de demander une réforme profonde des textes légaux et de la pratique de l'administration pour enlever toute équivoque. Trois noms y émergent: Félicien Cattier (1869-1946; publications principales: 1898 et 1906), Arthur Vermeersch (1858-1936; publications

⁴ Je cite le *Rufast* d'après l'édition de 1925⁴, p. 292.

⁵ H. De Page, 1962, *Traité élémentaire de droit civil belge*, T. I, n^{os} 124 et 133, Bruxelles, Bruylant, les décrit comme: «obéissant à des règles propres et dont la théorie est encore à faire».

⁶ Voir Coppens 1922, p. 738. Plus tard, cet auteur défendra des opinions beaucoup plus restrictives.

principales: 1906a et 1906b) et Emile Vandervelde (1866-1938; publications principales: 1910 et 1911). En quelques phrases lucides, Cattier dévoile tout le mécanisme de la motivation et de l'évolution de l'attitude de l'administration en la matière:

Quand l'État se décida à rompre avec l'esprit du traité de Berlin et à renoncer à la politique de liberté commerciale (...), les dispositions législatives libérales et humanitaires de 1885 et de 1886 furent, sous la pression des nécessités économiques, interprétées dans un sens restrictif, rigoureux. La politique de l'État, à partir de 1892, devient une politique financière et toutes les difficultés de la colonisation, au lieu d'être étudiées en elles-mêmes, au lieu de recevoir les solutions justes recommandées par la science et la pratique coloniales, ne furent plus examinées et résolues qu'au point de vue financier. Les solutions exactes furent écartées chaque fois que leur application eût été de nature à entraver le monopole d'exploitation que l'État s'était réservé. La question foncière comme toutes les autres, fut subordonnée aux intérêts fiscaux. (CATTIER 1906, pp. 19-20.)

Cattier illustre ensuite la position inique et unique au plan international de la législation congolaise, en se référant aux publications de l'Institut Colonial International. Dans un but documentaire et comparatif, cet Institut avait donné en 1899 une place au Congo dans sa *Bibliothèque coloniale internationale* (1899).

Cattier revenait encore à sa position en 1909 dans la remarquable brochure, «Le régime foncier du Congo belge» (CATTIER 1909), fruit des réflexions du Groupe d'Etudes Coloniales de l'Institut de Sociologie Solvay (MAGALI 1997). Au sein de ce groupe, on trouve les opinions les plus opposées. R. VAUTHIER (1909, pp. 8-19) y représente la position la plus radicale, cantonnant les indigènes dans leurs terres effectivement occupées ou d'extension. Ce sera cette position qui caractérisera toute la législation et son interprétation administrative conséquente. Emile Vandervelde citait ce texte de Vauthier pour s'y opposer formellement dans son article de 1910, «Le socialisme et la question des terres au Congo» (VANDERVELDE 1910), mais le ministre des Colonies, Renkin, suivra plutôt Vauthier lors de l'interpellation de Vandervelde, à l'occasion de la discussion dans la Chambre des Députés du budget de la Colonie (*Annales* 1910).

Une approche systématique: entre les deux guerres

Ces deux interprétations, foncièrement opposées, ainsi que des problèmes de pratique administrative provoquèrent entre les deux guerres une multitude de publications, se limitant souvent aux coutumes foncières d'une région déterminée⁷. Ainsi, chercheurs, ethnologues, juristes et magistrats pénétraient de plus en plus dans la spécificité des fondements du droit foncier coutumier et les remettaient dans un contexte culturel précis. Plusieurs d'entre eux essayaient de tenir

⁷ Bibliographie dans Malengreau 1947a, pp. 249-258.

compte des exigences de la justice et de l'équité dans des litiges à trancher, au lieu de chercher l'accroissement des dividendes des grandes compagnies.

Dans une contribution clairvoyante en 1922, Alphonse Engels (1880-1962)⁸, le futur vice-gouverneur général, se basant sur ses grandes connaissances et expériences variées de la vie indigène, avançait un nouvel argument pour y appuyer sa conviction que les dites «terres vacantes» étaient bel et bien une propriété dans le sens strict du mot et appartenaient de plein droit aux communautés locales. Il affirmait que les terres non cultivées ou non habitées, d'étendue parfois considérable, n'avaient pas seulement une valeur économique pour la communauté locale, mais aussi une valeur politique, car «plus grand sera le domaine, mieux la tribu sera à l'abri, dans ses villages, des incursions des voisins, mieux elle pourra se développer et plus élevé sera son prestige parmi les populations voisines» (ENGELS 1922, pp. 28-29). Ce raisonnement ne sera curieusement plus repris dans la future discussion, et il ne tirera pas toutes les conclusions logiques de sa thèse.

Dès le début, on avait avancé l'adage autour duquel se concentrera tout le débat jusqu'à l'Indépendance: «Au Congo, il n'y a pas de terres sans maître». Citons quelques auteurs qualifiés: VAN WING: «Il n'existe pas, de l'Inkisi à la Nsele, une seule parcelle de terrain à laquelle puisse s'appliquer au sens propre le terme de terre vacante.» (1921, I, p. 128); VANDERYST: «Théoriquement, il n'existe pas de terres vacantes — dans le sens juridique de cette expression — dans le Congo occidental.» (1922, p. 222); et à la Session de l'Institut Colonial International, à Paris en 1921, l'expression recevait une application plus large: «En Afrique il n'y a pas de terres sans maîtres.» (GELDERS 1948a, p. 214). Le thème apparut encore à plusieurs reprises dans les discussions et les publications de l'Institut Colonial International comme en 1927 à la session de Den Haag (La Haye) avec une longue et importante contribution de VAN DER KERKEN (1927).

Comment se fait-il que tant de personnalités se sont exprimées de manière si contradictoire? Peut-être y a-t-il une réponse dans la remarque de VAN DER KERKEN dans le chapitre «Les droits des indigènes sur leurs terres» dans «Les Sociétés bantoues du Congo belge», où il écrit judicieusement: «La conception indigène, en ce qui concerne les droits qu'ils exercent sur leurs terres, est d'abord très difficile à comprendre pour notre mentalité européenne, pénétrée des principes de la priorité quiritaire romaine⁹, et ensuite, très difficile à exprimer exactement dans un langage juridique, impropre à décrire des institutions juridiques sans analogie chez nous.» (1920, p. 55).

Mais deux institutions vont attirer et coordonner les efforts de réflexion et d'exploration des données économiques et culturelles, nouvellement «découvertes»

⁸ Notice biographique de J.-M. Jadot dans BBOM, VI, col. 361-364.

⁹ «Domaine quiritaire, domaine accessible aux seuls citoyens romains (*dominium ex jure Quiritium*), par opposition au domaine accessible à tous (*dominium ex jure gentium*)» (Litttré).

dans la Colonie, ce sont: le Congrès Colonial National et l'Institut Royal Colonial. Elles porteront le débat au niveau des principes et du comparatif. La discussion sera encore rallumée par les décrets de 1934, qui révéleront des aspects du problème jusque-là inaperçus.

*Le décret de 1934 sur l'enquête de vacance des terres*¹⁰

La législation foncière au Congo était en constante évolution, corrigeant des lacunes ou des contradictions découvertes au moment de l'application ou lors des discussions entre juristes. Le décret du 31 mai 1934¹¹ est de première importance dans cette évolution. Il établissait les modalités et procédures de l'enquête de vacance des terres qui devraient établir la nature de la terre sollicitée comme étant indigène ou domaniale.

Jusqu'à ce moment c'était le décret du 6 février 1920 qui régissait la pratique. Ce décret suscitait de l'incertitude chez l'acquéreur car les indigènes pouvaient à tout temps s'y opposer. Le décret de 1934 rendait obligatoire l'enquête et imposait l'établissement d'un acte authentique pour l'acquisition ou l'occupation des terres indigènes, ou la cession des droits des indigènes sur des terres domaniales donnant une force légale au procès-verbal constatant la vacance. Le décret n'était d'application que sur les terres rurales, à l'exclusion donc des centres extra-coutumiers¹².

Le décret sera constamment évoqué dans les procès menés par certains indigènes à Coquilhatville, encouragés par Hulstaert à attaquer les résultats des enquêtes, pour contester le montant et les destinataires des indemnités des cessions de terres. Le décret de 1934 provoquera de nouvelles publications et des considérations plus spéculatives sur la nature du droit coutumier en général et ses relations avec le droit écrit¹³.

Aux Congrès coloniaux nationaux

Le Congrès colonial national fut fondé en 1920 et avait comme objectif d'associer à la cause coloniale des savants, hommes d'affaires, politiciens et écrivains (COPPENS 1962). Jusqu'en 1959 treize sessions ont été organisées. Celles de 1926, 1940 et 1953 se sont occupées, entre autres questions, du problème

¹⁰ Voir les actes de la Commission chargée d'examiner le projet de décret relatif à la vacance des terres et aux droits indigènes. 1933-1936. ArAfr., PPA A/33 274 (3440). Texte du décret dans B.O., 1934, Bruxelles, pp. 676-685. Commentaire autoritatif: Heyse 1935.

¹¹ Voir Conseil colonial, 1933, *Compte rendu analytique*, Bruxelles, pp. 1531, 1615, 1691. Compléments principaux du 26 janvier 1935 (B.A. 1935, p. 62), du 14 mars (B.O. 1938, p. 398) et du 22 juillet 1938 (B.O. 1938, pp. 802-804; Piron & Devos 1959, I, p. 780).

¹² A ce propos l'étude judiciaire de Dufrénoy, P., 1935, Terres vacantes et circonscriptions urbaines, *Congo*, 16, I (2): 169-214.

¹³ Commentaires importants d'Heyse 1935 et 1947, pp. 12-18.

foncier. En 1926, G. Van der Kerken avait préparé un «Rapport sur le régime des cessions et concessions au Congo». Il y reprend sa position déjà défendue dans des écrits antérieurs (1920 et 1925): «En droit indigène, il n'y a pas, ou il n'y a guère de terres sans maître au Congo.» (Congrès colonial national 1926, p. 99). Il souligne que: «Les indigènes sont mécontents parce qu'on leur enlève, sans indemnité, des terres leur appartenant en réalité, mais que la législation considère comme vacantes. Les Européens — recevant des terres sous réserve des droits des indigènes — sont exposés à être évincés un jour par les indigènes, dont les droits ont été réservés.» (Congrès colonial national 1926, p. 99). Il propose une issue au dilemme ainsi créé: «Rien ne semble devoir empêcher les Européens d'exploiter les terres appartenant aux indigènes, lorsque ces derniers n'en ont pas besoin pour vivre dans le présent ou dans l'avenir, à condition d'indemniser convenablement les indigènes.» (Congrès colonial national 1926, p. 99). Malgré ce sens du compromis, il est fort contesté par certains membres du Comité Permanent auxquels le texte est soumis. Leplae, Halot et Stubbe (Congrès colonial national 1926, pp. 106-116), convaincus que Van der Kerken n'avait rien prouvé, jugeaient que le problème foncier n'existait pas et que tout avait été réglé par la loi de 1906. Jonnart de son côté affirmait que les droits des indigènes sur les terres sont très limités (Congrès colonial national 1926, pp. 116-118). Coppens, comme dans ses articles antérieurs (1922 et 1925), par contre, approuvait en grandes lignes les idées de Van der Kerken, et pensait qu'au début, l'étendue des terres vacantes avait été fort surestimée et qu'il fallait renverser les principes suivis dans la pratique des concessions, partant de la présomption d'occupation, créant ainsi un droit de propriété des indigènes sur presque la totalité des terres. Il pensait que nier le problème exposerait la Colonie aux pires mécomptes (Congrès colonial national 1926, pp. 109-113).

En 1940, l'approche de la guerre n'était pas propice à de pareilles discussions et le Congrès colonial, en sa session des 28 et 29 avril, se termine à la hâte. Heyse avait préparé un rapport sur «Le régime des terres», texte très court et sans éléments nouveaux (HEYSE 1940b). Van der Kerken, de son côté, y était revenu dans un contexte plus large et avait formulé un vœu pour tout un programme d'action: «voir le Gouvernement colonial encourager l'étude du Droit Foncier Indigène et procéder lui-même à de vastes enquêtes sur ce Droit Foncier Indigène et sur les besoins présents et futurs des indigènes en terres, dans les Chefferies, les Secteurs, et les Centres Extra-coutumiers» (VAN DER KERKEN 1940b, p. 23). Van den Abeele, FALLON (1940) et DE WILDEMAN (1940) y faisaient allusion dans leurs rapports sur la situation de l'agriculture. «L'enseignement agricole, le paysannat indigène, la propriété individuelle du sol, le colonat et les cultures en collaboration, font l'objet de débats mouvementés» rappelle le rapporteur de la session de 1947 en évoquant celle de 1940 (Congrès colonial national 1947, p. 14). Le thème reviendra brièvement en 1953 à la neuvième session du Congrès.

A l'Institut Royal Colonial

C'est Guy Malengreau qui, dans son article de 1939, «Le régime foncier dans la société indigène», dans «Congo», donnera le ton des discussions qui prendront une place importante à l'Institut Royal Colonial, dès le début de 1940. Aux séances des 19 février et 18 mars 1940, Moeller de Laddersous présentait une étude de la situation juridique des terres au Congo belge après le décret du 31 mai 1934. Il s'en suivit un important échange d'idées auquel participèrent Van der Kerken, De Jonghe, Wauters, Heyse, Gelders¹⁴ et Moeller. En conclusion, Moeller plaida pour une application de bon sens des textes qui semblaient des plus confus, notamment concernant le rôle de la magistrature dans les cas contestés.

Dans sa réplique, G. Van der Kerken revint à ses idées déjà clairement exprimées en 1920, quand il déclarait: «Il serait peu sage, dès lors, de considérer que les indigènes du Congo belge n'ont pas de droits respectables et légitimes sur le sol ou les eaux, parce ce que la conception actuelle (...) de leurs droits ne correspond pas à la conception et à l'organisation des droits des Romains, (...) ou des Français d'après la Révolution de 1789». Il déclare, sous l'influence des conceptions nouvelles sur la colonisation, que c'est aux «gouvernements colonisateurs à réparer, éventuellement, par des mesures appropriées, les dommages (...) causés aux indigènes par l'ignorance, la méconnaissance ou la violation délibérée de leurs droits» (1940). On l'entendra encore au Congrès colonial de la même année.

T. Heyse prenait une place à part dans la discussion (HEYSE 1940, pp. 113-117). Il était le bibliographe et l'exégète inégalé de la législation foncière (et autres domaines) du Congo, mais il ne manquait pas de prendre aussi position dans le débat sur des questions théoriques. En 1937, il avait déjà dévoilé sa pensée, pour le moins surprenante, dans un commentaire sur le décret de 1934: «En conclusion, nous pouvons dire que la réforme essentielle préconisée par Vandervelde dans son livre «La Belgique et le Congo» est réalisée». «La chose à faire», avait écrit M. Vandervelde, «c'est de renverser la présomption créée par l'Etat du Congo, de supposer l'occupation au lieu de supposer la vacance des terres.» (HEYSE 1937, p. 149). Le fond de la question étant, selon lui, réglé, il se concentrait dans son intervention sur la compétence et le rôle de l'administration et des tribunaux en cas de conflits avec les indigènes. Il prétendait que le législateur de 1934 avait dépassé ses pouvoirs en écartant la compétence des tribunaux. On l'entendra encore au Congrès colonial de 1940.

E. De Jonghe, grand patron de l'administration coloniale, se mêle aussi à la discussion. Il façonne l'étrange formule de «doctrine administrative» (DE JONGHE

¹⁴ Valère Gelders (1885-1954; au Congo: 1908-1926). Après le service au Congo, attaché à l'Université de Leuven. Il y collabore avec Guy Malengreau et se familiarise avec le droit foncier coutumier. Voir Sohier, J., 1995, dans BBOM, VIII, col. 129-134, et Jadot, J.-M., *Bulletin des Séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer (ARSOM)*, 26 (1955-1): 109-117.

1940, pp. 129-132), voulant dire ainsi que l'administration, dans les applications sur le terrain, s'en tenait de manière conséquente à une interprétation sélective et univoque du droit. Il traduisait ainsi fort bien le point de vue de l'administration, qui sera suivi dans la dispute à Coquilhatville pendant les années cinquante. Il affirmait nettement que l'expression «terres indigènes» est à interpréter de manière stricte selon des textes administratifs; tout le reste est terre domaniale sur laquelle les indigènes n'ont aucun droit de propriété, mais uniquement des droits *sui generis*. Il concède que le critère de «privatif», prévu par le décret de 1934, comme caractéristique essentiel de la notion de propriété, devrait être mieux défini mais dans un sens très strict. A. WAUTERS (1940, pp. 133-134), à son tour affirme, contredisant les autres orateurs, qu'il est de la compétence de l'administration de juger de la nature des terres. L'administration devient ainsi juge et partie.

Le 15 avril 1940, la Section des Sciences morales et politiques formule la question suivante pour le concours en 1942: «On demande une étude approfondie exposant ce que sont, selon le droit coutumier d'une peuplade déterminée, les droits exercés sur le sol et les eaux par les indigènes de cette peuplade»¹⁵. Il n'y a pas de trace d'une réponse à cette question. Une nouvelle question du concours de 1948 est formulée de manière toute proche.

Les discussions seront poursuivies après la guerre, avec l'apport qualifié d'Antoine Sohier et autres juristes et ethnologues, comme le «groupe *Æquatoria*».

¹⁵ *Bulletin des Séances* de l'Institut Royal Colonial Belge (IRCB), **11** (1940-2): 322.

Le «groupe Æquatoria»: la préparation conceptuelle et la prévalence du droit foncier coutumier: 1940-1960

Si l'histoire de la question foncière s'est jouée en un premier temps sans l'implication du «groupe Æquatoria»¹⁶, depuis le début des années quarante, elle s'y confondra. Il n'est pas dans mon intention d'entamer ici une historiographie complète et globale de la question foncière dans l'ancienne Colonie belge, mais de tracer l'histoire des actions et réactions, parfois agressives, de la part des partisans et opposants à la réforme de la législation foncière, à un endroit bien déterminé, Coquilhatville, capitale de la province de l'Equateur. Ce conflit aurait pu éclater ailleurs dans la Colonie, mais il me semble que le niveau de réflexion et d'action n'a atteint nulle part au Congo cette hauteur, une telle diversité et une telle ampleur. Le «groupe Æquatoria» s'y est profilé de manière combative et parfois provocatrice, convaincant ou défiant un grand nombre de personnes. Ce groupe ne se limitait pas à ses deux animateurs, Boelaert et Hulstaert, mais représentait un réseau étendu et actif dont nous ne citons que quelques noms: A. Sohier, E. Possoz, V. Van Bulck, P. Tempels, J. Van Wing (VINCK 1996, 2000b et 2007). C'est après la guerre et après la crise d'*Æquatoria* de 1945-1947 (VINCK 1987), que Boelaert et Hulstaert avaient atteint l'âge mûr, étaient reconnus comme compétents, membres de l'Institut Royal Colonial, de la Commission pour la linguistique africaine, publicistes féconds et, en ce qui concerne Hulstaert, affilié à l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale (IRSAC) et membre de la Commission permanente pour la protection des indigènes. Ils étaient ainsi préparés, sûrs d'eux, disposant d'outils conceptuels clairs et argumentés, pour se positionner à l'épicentre de la discussion intellectuelle et morale dans une colonie résolument entrée dans une ère de modernisation avec de nouveaux et grands défis.

TEMPS NOUVEAUX

VAN WING (1945 et 1947) dans ses deux rapports sur l'état de la population indigène du Congo, à la sortie de la guerre, ne mentionne pas la question foncière. Il faut attendre quelques années encore pour renouer avec la discussion d'avant la guerre.

¹⁶ L'expression est celle du *Rapport de la Commission pour l'Etude du problème foncier*, dans *Rapport 1957*, Volume I, p. 69. Elle se rapproche de celle utilisée à la fin des années trente, «Ecole de Coquilhatville», voir Vinck, H., *Colonial ethics: «The school of Coquilhatville» (1937-1960)*, www.aequatoria.be (consulté en novembre 2008).

Le nouveau contexte dans lequel la question de la propriété foncière se présentait alors, n'en changeait pas la nature par rapport à la période précédente, mais bien l'urgence et un certain nombre de modalités. L'option de la politique coloniale belge de passer prudemment d'une colonisation d'encadrement et d'exploitation à une colonisation de peuplement (JEWSIEWICKI 1979) — l'Office de Colonisation fut fondé en 1937 — accélérât la recherche d'une justification pour l'appropriation de terres par les colons.

Les activités commerciales et industrielles se développaient à grande allure. Les agglomérations explosaient tant par l'accroissement de la population européenne que par l'immigration des ruraux, nécessaires dans les services auxiliaires ou en quête d'un affranchissement des contraintes administratives et des coutumes ancestrales. Les équipements et les installations modernes d'utilité publique demandaient des terrains nouveaux. Les constructions nouvelles nécessitaient l'ouverture de carrières et les voies de communication occupaient de plus en plus de terrains. C'est après la guerre que le «paysannat indigène», qui aura pour effet de bouleverser profondément les droits et coutumes fonciers locaux, va prendre son essor. La pression sur les terres «vacantes» et celles «occupées par les indigènes» devenait toujours plus grande.

Devant l'impatience et une certaine agressivité des immigrants occidentaux, confortés dans leurs «droits acquis» par la législation et la pratique coloniales, il devenait difficile de concevoir une rapide évolution de la législation à l'avantage des autochtones. Trop d'intérêts se concurrençaient. En outre, les lois sont faites en Belgique et ceux qui doivent les exécuter ou en surveiller l'application correcte se trouvent bien au Congo, mais vivent dans un monde fort différent de celui de leurs sujets, tant matériellement qu'intellectuellement.

Si la législation n'a pas suivi, l'évolution de la mentalité chez les colonisés ne s'est pas arrêtée. Une prise de conscience politique s'est fait jour, d'abord lentement, puis par grands bonds en avant. L'anticolonialisme, appuyé par l'URSS, par les Etats-Unis et par l'ONU, ne cessera de peser sur la politique coloniale de la Belgique.

Après qu'en 1953, un timide décret, mal conçu, avait donné aux indigènes un accès conditionné à la propriété individuelle, soudainement, en 1954, le temps des réformes fondamentales semble arrivé. Les théories qui prônaient le renversement de la situation et devraient faire de l'indigène le propriétaire de son pays, dans le sens occidental du mot, refaisaient surface et trouvaient des expressions à résonance politique. Des commissions gouvernementales s'en sont occupées, des enquêtes sur le terrain sont faites en nombre. Devant la forte volonté d'une pléiade d'ethnologues et de juristes pour rendre justice au peuple congolais spolié de ses terres, la résistance de l'administration coloniale restait vive et tentait d'arrêter le mouvement.

L'enquête dont nous publions ici les réponses, a été organisée dans le but de répondre à la question-clé du débat: y avait-il des «terres sans maîtres» au

Congo au moment de l'arrivée de l'administration de Léopold II et des Belges et, par conséquent, une législation qui permettait de s'accaparer de la quasi-totalité des terres, était-elle moralement et juridiquement admissible? Jusqu'ici, la question n'avait été discutée que par les savants blancs. De l'opinion de Boelaert, le moment était venu pour poser la question aux Congolais. C'est ce qu'il a fait en 1954. L'enquête lancée par Boelaert n'était pas ethnologique mais avait des visés politiques. Elle devait servir de clef de voûte à son action pour la reconnaissance des droits fonciers des propriétaires coutumiers congolais, avec toutes les conséquences pratiques qui pouvaient en découler. Cette même année, la dernière de son séjour au Congo, Boelaert venait de conclure cette autre enquête, sur les modalités de la conquête et de l'occupation par les Blancs de la Cuvette Centrale. C'était l'autre volet, complémentaire à son argumentation, menant à la conclusion que les occupants s'étaient accaparés des terres par des méthodes cruelles et injustes. Cette enquête-là a déjà été publiée depuis quelque temps (VINCK 1995 et 1996), voici maintenant l'autre.

LA PREPARATION CONCEPTUELLE

Le discours scientifique tenu pendant la période coloniale était fortement structuré selon les lignes ethniques. En témoignent les multiples petites et grandes monographies sur le sujet qui toutes essayaient de décrire les caractéristiques du droit foncier des différents groupes et, en les comparant, d'en découvrir les traits communs et la structure la plus profonde. Ainsi avaient fait Boelaert et Hulstaert, tout en situant leurs recherches sur le droit foncier dans le cadre plus large du droit coutumier *móngo* en général et en le confrontant aux grands principes du droit occidental.

Droit coutumier Nkundo-Móngo

Dans le «Rapport de la Commission pour l'étude du problème foncier au Congo belge» de 1957, on peut lire: «Depuis une vingtaine d'années paraît à Coquilhatville la revue *Æquatoria* dont les animateurs sont les RR.PP. Boelaert et Hulstaert, lesquels, parmi les nombreuses études qu'ils ont consacrées aux populations Nkundo et Mongo, ont fait une large place aux questions foncières»¹⁷. *Æquatoria* était de fait devenu le porte-drapeau de la promotion de la culture du peuple *Móngo*.

Nous devons ici faire une petite digression terminologique. Dans les sources, dans les publications et dans la suite de notre texte, les ethnonymes

¹⁷ Rapport 1957, Volume I, pp. 69-70.

Nkundó et Móngo sont souvent utilisés indistinctement. Dans la compréhension des habitants eux-mêmes, les deux noms ont une extension plus ou moins large d'après que le nom est employé par les groupements locaux comme différenciation entre eux, ou bien comme nom collectif d'ethnie entre les voisins étrangers (HULSTAERT 1941). Hulstaert et Boelaert ont vécu surtout dans les localités Boteka, Bokuma, Ingende, Bamanya et Mbandaka, auxquelles on pourrait appliquer le vocable «nkundó». Ils ont étudié particulièrement la langue et la culture de ces régions. Ainsi dans la littérature savante, on utilisera le mot «nkundó». Quand ils commencent à étendre leur terrain de recherche vers d'autres groupes, ils parleront de «Nkundó-Móngo» pour évoluer finalement vers l'usage généralisé du seul mot «móngo» pour indiquer toute l'aire culturelle du cluster de groupes humains aux traditions et aux structures de société similaires, parlant une langue bantoue plus ou moins intercompréhensible (GUTHRIE 1948, C61). Dans le texte de cette étude, nous utilisons la dénomination de la source ou le terme général «móngo» («lomóngo» pour la langue).

Nous présentons ici la carte des ethnies (fig. 1) comme elles étaient situées sur le territoire du Congo belge, pendant la période en considération. Les Móngo ainsi définis, se trouvent au centre du pays. L'enquête qui est présentée ici, et la plupart des données de cette étude, se situent dans les contours de ce domaine.

Arrivés respectivement en 1925 et 1930 comme missionnaires catholiques, Hulstaert et Boelaert étaient avant tout préoccupés par des problèmes culturels et moraux comme la conservation, l'unification et la promotion d'une langue culturelle (lomóngo), la dénatalité, conséquence du désordre social créé par la colonisation et liée aussi à l'exploitation du caoutchouc sous le régime léopoldien. Par leur vocation de missionnaire, ils militaient pour l'adaptation de l'enseignement à la culture locale, pour l'insertion du christianisme dans les mœurs móngo et ils s'appliquaient à l'étude du droit coutumier avec un intérêt spécial pour son aptitude à l'intégration des nouvelles valeurs chrétiennes.

Ils n'ont pris que tardivement conscience des problèmes liés à la propriété foncière, provoqués par la pratique et la législation coloniales. Il est significatif qu'en 1938, dans *Ísó la bendélé* [Nous et les Blancs], signé par Paul Ngoi (mais attribué partiellement à Boelaert), tous les maux de la colonisation belge sont mis au pilori, sans qu'on y évoque les injustices liées à la législation coloniale sur la propriété foncière. Ce n'est qu'en 1946 qu'Hulstaert publia un premier texte sur le sujet (HULSTAERT 1946). Il y contestait la réalité des terres vacantes et des droits *sui generis*.

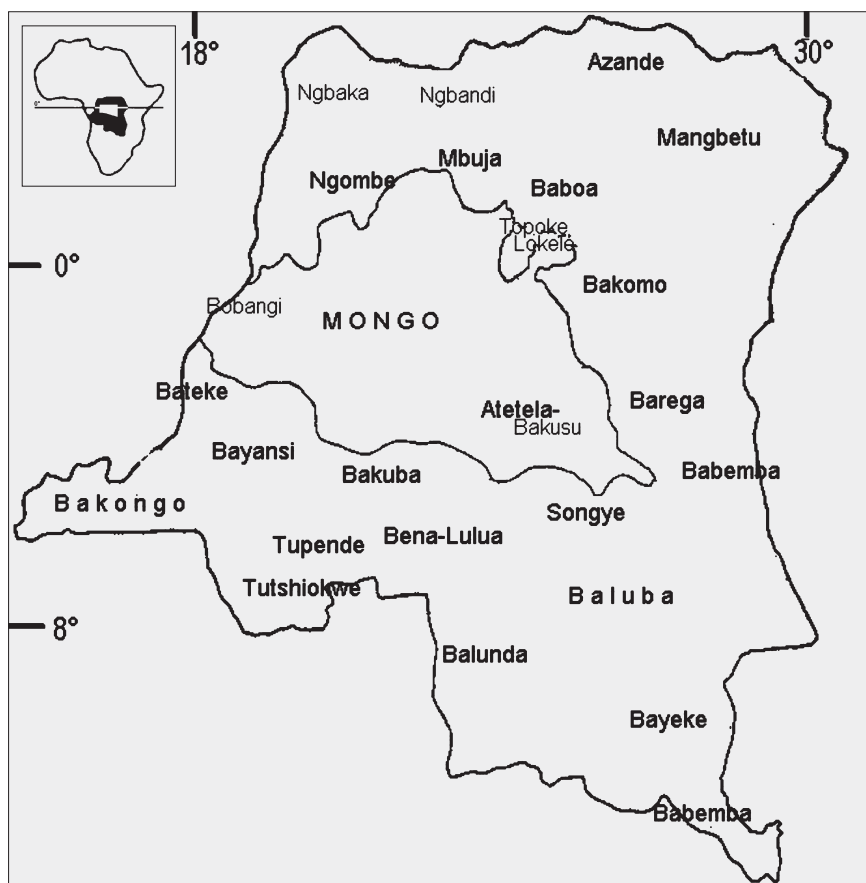


Fig. 1. — Carte ethnique du Congo belge¹⁸.

A la recherche du propriétaire

Dans l'introduction à l'«*African Agrarian Systems*», Daniel BIEBUYCK (1963, p. 4) critique la persistance de l'imprécision terminologique dans la discussion sur les droits fonciers, et il y voit une des raisons de la confusion qui continue à régner dans les milieux académiques. Il insiste sur la nécessité d'approfondir la terminologie en langue locale au lieu de «vouloir ramener les droits indigènes au code civil». De fait, Hulstaert et Boelaert n'avaient pas attendu ces remarques pour étudier, dès avant 1940, des concepts de base

¹⁸ Canevas de la carte dans Young 1968, p. 113. Source de la graphie et emplacement des noms des ethnies inspirés par Hulstaert 1950. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

comme *mpifo* (pouvoir, autorité), *loóko*¹⁹ (sol, terrain), et *bolelo* (limite), ainsi que la structure de la famille et des clans avec la terminologie y afférente²⁰. Déjà vers 1937, Hulstaert était arrivé à la conviction que l'autorité politique dans la société Nkundó revenait en règle générale à l'aîné (*nsómi*) de la famille du clan aîné résidant au village. Ils comprendront vite que l'autorité politique et foncière se confondait. La terminologie reste pourtant encore flottante et sa connaissance de la réalité également incomplète. Dans «Het erfrecht van de Nkundo»²¹ (HULSTAERT 1938, p. 5) il écrit encore: «Le *boloi* est la cellule élémentaire de l'organisation sociale (...). Dans le droit successoral, c'est le *boloi* qui vient au premier plan (...) La sous-division qu'on trouve dans certains *beloi*, c'est-à-dire en *bakundú* (singulier *likundú*), est d'importance secondaire et temporaire». Plus tard il désignera précisément le *likundú* comme unité de base du droit foncier. Il ne voit pas encore clair non plus dans le problème de la propriété commune ou personnalisée dans le chef du patriarcat. Il écrit dans la même étude: «La propriété peut être commune dans un groupe restreint ou plus large, selon le genre des biens et la situation des entités en question. Cela vaut dans une moindre mesure pour les terres.» (p. 15). Mais il penche vers l'idée que le patriarcat est plutôt le gérant de la propriété commune (p. 14). Quelques années plus tard, il n'hésitera plus à nommer le patriarcat du *likundú*, le vrai propriétaire foncier. Mais Boelaert, en conclusion de son enquête, est plus hésitant quant à la spécificité univoque de chacun de ces termes (BOELAERT 1955a, p. 166).

BOELAERT (1948a) aborde le problème par une approche fondamentale. Dans «Le clan équivoque», il cherche à spécifier la base de l'autorité dans la conception des Móngɔ. Il y distingue nettement le clan politique (parfois très composite: famille dominante, esclaves, clients) du clan généalogique (la seule famille dominante). C'est ce dernier qui règne et son patriarcat est le chef des personnes et le propriétaire terrien:

Or pour nos Nkundo, la propriété foncière est indissolublement liée à celle du pouvoir, du «*mpifo*». L'autorité, le patrinat du groupe régnant, de la lignée suzeraine, a sa source dans la possession du sol, le «*jus soli*». La propriété foncière (...) l'autorité sur les terres et les hommes est une. C'est le patriarcat du groupe suzerain qui «a», qui «possède» les hommes et les biens (1948a, p. 18).

¹⁹ *Loóko* voir D., p. 1252. Surtout dans l'expression *loóko jw'ésé*, «pouvoir sur le groupe ou personne qui détient ce pouvoir». D. Supplément, p. 316: «Ne se dit que du sol sur lequel on réside.» Hulstaert (1974) répète ses anciennes analyses «Ce terme [*loóko*] est une preuve pour l'affirmation fréquemment entendue (...) que le chef du groupement [au sens non administratif] est en droit le véritable propriétaire du domaine foncier plutôt que son gérant».

²⁰ Voir encore: Boelaert 1940 et 1951 ainsi que la description d'un cas précis dans Boelaert 1947.

²¹ Il s'agit d'un travail proposé pour le concours annuel (1938) de l'Institut Royal Colonial, mais non couronné et resté inédit. Une photocopie du manuscrit se trouve dans ArMSC, 3.H./Hulst. Texte original: «*De boloi is de eigenlijke kern van de sociale organisatie. (...) In het erfrecht treedt de boloi dan ook op den voorgrond. De onderverdeling die men in zekere beloi aantreft, nl in bakundú [enkelt. Likundú], is van bijkomstig belang en slechts tijdelijk.*» et «*De eigendom kan gemeenschappelijk zijn in een breedere of engere groep, naar gelang den aard der goederen en ook naar gelang den toestand der betrokken entiteiten. Dit geldt (...) in mindere mate voor de gronden.*».

L'autorité sur les terres est ainsi incluse dans l'autorité politique et elle n'est pas collective, mais personnelle dans le chef du patriarche. Il s'écarte ici de Van der Kerken et de tant d'autres, comme René Philippe (1959), qui se tiennent à une interprétation collectiviste de la propriété foncière. Boelaert pose que le respect de cette structure «paternale» est essentiel pour une bonne gestion de la communauté indigène.

En affinant toujours ses investigations, il «découvre» la complexité et réussit à décrire les modalités de l'enchevêtrement du concept et du vécu du clan et de la propriété foncière. Dans un document anonyme et non daté, mais sûrement de la main de Boelaert, on trouve une esquisse très claire de cette complexité des droits fonciers²², illustrée par divers exemples concrets dont je ne cite que celui-ci :

Bonjoku, village Bonkoso, chefferie Bonkoso, secteur Ingende. Le chef de secteur n'est pas propriétaire de toutes les terres du secteur. Le chef de Bonkoso non plus. Le capita de Bonkoso non plus. Mais le village de Bonkoso existe en trois clans : Bonjoku, Wafe et Ilongo dont chacun des trois chefs de clans sont propriétaires de leurs propres terres. Bonjoku comprend quatre sous-groupes : Bokenyola, Bokolongo, Boangi et Ifomi. Ces quatre groupes sont des partitions du maître-clan. Chaque groupe a des terres en usage, mais ils reconnaissent tous les quatre que le chef du groupe le plus âgé = Bokenyola, est propriétaire en permanence de toutes ces terres. A l'extinction d'un sous-groupe, le propriétaire reprend tous les droits sur ces terres²³.

Mais de ce fait, la discussion n'était pas encore close. Un nouvel élément entre dans la discussion théorique et aura une importance capitale dans son application sur le terrain : l'existence dans le clan de familles masculine et féminine, *jómoto* et *etóo*, toutes les deux détenteur souverains de droits fonciers. Dans son essai «Het erfrecht van de Nkundo» (HULSTAERT 1928, pp. 9-11), Hulstaert avait une première fois signalé l'existence et les attributions des clans (ou de familles-lignées) féminins (*jómoto*) et masculins (*etóo*) à l'intérieur de certaines familles. Boelaert le confirme en 1940²⁴ mais sans leur reconnaître la

²² Une remarquable étude comparative s'appliquant à plusieurs régions de l'Afrique au sud du Sahara, de Shipton & Goheen (1992). «Understanding African Land-Holding; Power, Wealth, and Meaning». — *Africa*, 62 (3): 307-325), donne un aperçu fort complet des multiples facteurs en jeu. Les descriptions des auteurs se rapprochent fort de la situation chez les M'ng'o comme décrite par Boelaert et Hulstaert.

²³ ArMSC, Papiers Boelaert, boîte «Recht».

²⁴ «Souvent on fait encore la distinction entre les groupes qui descendent d'un même fondateur mais par des mères différentes. Mais ici non plus, je pense, il n'y a pas de réelle autorité étatique, mais seulement des droits de préséance à cause des liens sanguins plus rapprochés (...). Les droits suzerains n'appartiennent qu'au chef de clan, (...) celui qui détient la haute main sur tout le territoire, qui peut décider en dernier ressort sur le territoire et la guerre et les intérêts d'état, même à l'encontre de tous.» Traduit du néerlandais : «*Vaak wordt hier dan nog onderscheid gemaakt tusschen de groepen die van denzelfden stichter afstammen maar langs verschillende moeders. Maar ook hier is geen echt staatsgezag aanwezig, meen ik, enkel prioriteitsrecht door nadere bloedbanden. Werkelijk suzeriniteitsrecht heeft alleen de klanleider, de man die het dominium altium heeft over het hele grondgebied, die in laatste instantie over grondgebied en oorlog en staatsbelangen kan beslissen, zelfs tegen allen in*». Boelaert 1940, p. 43.

souveraineté les uns envers les autres, et en conséquence, il attribuait à cette époque l'autorité foncière encore exclusivement au père du clan masculin. Avec l'avancement de leurs recherches, Boelaert et Hulstaert comprenaient que les deux clans/lignées, maternel et paternel, pouvaient être indépendants et suzerains dans de nombreux cas.

Par la suite on trouve des définitions plus sûres dans les documents d'Hulstaert à l'occasion de l'affaire Wijima, donc à partir de 1953. Les correspondants du bimensuel *Lokole Lokiso* y ont apporté également leur savoir. Les partisans de la position de l'administration tentaient de semer le doute et prétendaient qu'existait aussi l'opinion qu'«un enfant, membre de la lignée féminine, est considéré comme un esclave et n'a aucun pouvoir dans la famille maternelle»²⁵. Mais ils seront contredits par d'autres correspondants, principalement par Augustin Elenga: «Les lecteurs de Wangata-Ntomba (Secteur Ingende) sont d'accord avec le concept des autres Nkundo-Mongo [comme expliqué par Iséfé]. Personne ne peut disputer sa réponse, parce que une grande partie des lecteurs parlant des affaires des ancêtres des Nkundo-Mongo expliquent etoo et jomoto de cette même manière»²⁶. Et cela signifie «qu'il a pris tout le pouvoir»²⁷.

Boelaert et Hulstaert ont fait mention de cette réalité spécifique dans plusieurs articles pour la faire comprendre aux magistrats et à l'administration, et faire entrer ces concepts dans la discussion générale sur la législation foncière au Congo. En 1957, dans son «Dictionnaire lómóngo-Français» (pp. 900-901), Hulstaert en résume bien l'importance sous le vocable *jómoto*, tout en faisant allusion au cas de Wijima: «Cette question de *jómoto* est d'une application courante et quotidienne dans l'organisation coutumière et les relations sociales et juridiques des Nkundó. Sa connaissance est d'une importance capitale pour l'administration et la Justice. Et il est regrettable qu'elle soit pour ainsi dire complètement méconnue, voire ignorée par les autorités coloniales.» (D., pp. 900-901).

Hulstaert entrevoyait aussi la superposition historique des titres de propriété à l'intérieur même des villages, des clans et des familles, ce qui compliquait encore la compréhension de la réalité foncière. Ainsi les relations entre terriens et riverains de la région môngo, qui vivaient depuis longtemps dans une certaine

²⁵ Voir: «Likambo ja Ntsifimanaka litsingi ng'oko nd'étoo la jomoto», *Lokole lokiso*, 15 février 1955, n° 4, p. 5. La rédaction fait appel aux lecteurs pour se prononcer sur la question: «Ils vont nous dire également un mot sur tout ce qui est de la lignée féminine, parce que beaucoup d'étrangers et certaines gens disent qu'un enfant, membre de la lignée féminine, est considéré comme un esclave et n'a aucun pouvoir dans la famille maternelle. Nous n'irons pas te condamner dans cette affaire sans l'avis de nos lecteurs». Traduit du lómongo: «Tóleea baanji bauma ba lokole batotsingoja mpifo ea jomoto l'etoo. Batosangele ng'oko bilenge biuma bya jomoto ntisin'ea bafaya buke la banto bamo basanga bona oa jomoto ale wate ng'ole bokwala afa la mpifo nd'onyango. Iso tofaokwumba likambo nk'osangela baanji bauma».

²⁶ Voir le texte de la Correspondance dans *Lokole Lokiso*, reproduit en Annexe IV au n° 17. Ce texte d'Augustin Elenga sera largement repris par Hulstaert (1957c) dans son *Dictionnaire Lómongo-Français* au vocable «jomoto» D., pp. 899-901.

²⁷ Samuel Iséfé, voir *Lokole Lokiso* 1 (1955) du 1^{er} mars, p. 4; voir Annexe IV, n° 13.

ymbiose; les rapports entre les restants des groupes originaux repoussés de plusieurs centaines de kilomètres sous des pressions migratoires; le rapport avec les pygmées; le statut des villages d'esclaves; le statut des *bilali* (villages abandonnés), etc. avaient déjà été objet de recherches et de publications.

Entre-temps, Possoz avait publié son «Eléments de droit coutumier nègre», où il avait lancé le concept de «paternat» (ou «paternalité»), unifiant ainsi en un seul concept la base idéologique de l'autorité et de la propriété foncière dans les communautés traditionnelles congolaises (Possoz 1941a, pp. 65-75; 1941b et 1951, pp. 116-118). Le concept sera repris par Hulstaert et Boelaert et apprécié par A. Sohier.

Ernst Müller analyse et discute l'opinion d'Hulstaert sous la lumière de l'ethnologie judiciaire et en confrontation avec POSSOZ (1942) et VERDIER (1965), pour conclure: «Entre les affirmations de Hulstaert et moi-même n'existe qu'une légère différence.» (MÜLLER 1980, p. 339)²⁸. Rose-Marie EGGERT (1987, p. 183), à la recherche du système économique précolonial, conclue après une fine analyse des rapports et récits des premiers témoins occidentaux sur la pratique foncière des principaux composants de l'ethnie môngɔ: «que les bases du droit sont identiques dans les différents groupes môngɔ et que les caractéristiques et les obligations divergentes sont à réduire à une accentuation par les auteurs individuels d'un aspect distinct de la pensée juridique des mongo»²⁹. Pierre Mune, dans son «Le groupement du Petit Ekonda» (MUNE 1959)³⁰, élabore et affine encore cette terminologie dans son application concrète à son village natal.

Tout ceci a trouvé plus tard son équivalent dans la notion de l'«entité minimale foncière» qui sera conçue comme étant le concept charnière dans la typologie des systèmes de tenure dans la presque totalité de la colonie, par Biebuyck, suite à ses longues études minutieuses à partir de 1955 en fonction de la Commission de réforme foncière (BIEBUYCK & DUFOUR 1958).

UN PLAN D'ACTION TOUS AZIMUTS

Hulstaert et Boelaert avaient compris qu'un changement radical de la législation était nécessaire. Celui-ci devrait être une véritable inversion de la situation existante, restituant aux Congolais, les véritables propriétaires, l'autorité sur les terres déclarées vacantes par les colonisateurs. Ce changement souhaité serait

²⁸ Traduit de l'allemand: «Zwischen der Darstellung von Hulstaert (1946) und mir (Müller 1958) ergibt sich also nur ein geringer Unterschied».

²⁹ Traduit de l'allemand: «Die Rechtsverhältnisse in allen Môngɔ-gruppen identisch sind, und dass die unterschiedliche Charakterisierung gleicher Ansprüche und Verpflichtungen auf die Betonung eines jeweils anderen Aspektes der Rechtsauffassung der Môngɔ durch die einzelnen Autoren zurückzuführen ist».

³⁰ Recension par Hulstaert dans *Æquatoria*, 1956, 23 (2): 71-72.

utopique sans une préparation mentale des intéressés, Noirs et Blancs. Ils ont alors monté une stratégie tous azimuts, bien pensée et synchronisée, un véritable plan d'action, pour propager leurs idées et influencer les consciences. Le terrain était préparé, l'outillage conceptuel bien aiguisé. Le vrai combat commençait en 1953 quand Hulstaert soulève le problème devant la Commission permanente pour la protection des indigènes.

Pourquoi la campagne de conscientisation débutait-elle précisément en 1953³¹? Probablement était-ce à l'occasion de la demande d'assistance de Wijima, patriarche à Mbandaka, dans un procès relatif à une revendication foncière, qu'ils ont pris conscience de l'urgence du problème et qu'ils s'y sont engagés. Ou est-ce le lancement des paysannats indigènes dans la région (HULSTAERT 1953b)³² qui a éveillé leur attention? Mais il est probable que les thèmes du moment, qui occupaient le monde colonial, ont fini par s'imposer et la question foncière en était un. La révolte Mau-Mau au Kenya contre les injustices foncières a joué certainement aussi son rôle. Boelaert brossait, en 1954, en guise d'avertissement aux Blancs «bien-pensants», dans la feuille paroissiale de Coquilhatville, la situation foncière au Congo, sous le titre: «Pire qu'au Kenya?»³³. Hulstaert y ajoutait également un argument bien efficace pour l'époque quand il écrivait à Sohier dans sa lettre du 3 avril 1955: «Les communistes emploient déjà la question foncière dans leur propagande congolaise (cf. Eur.-Mag.)»³⁴. Et il y joint encore un argument bien fort dans sa lettre du 25 octobre 1955 au même Sohier, lettre dans laquelle il évoque la persistance du souvenir du «caoutchouc rouge», souvenir toujours vivace et agissant parmi la population locale. Une solution rapide s'impose car:

Des faits comme ceux signalés dans ma lettre au procureur général, doivent cesser, et cela non seulement près des centres, mais au fond de la brousse. (...) Sinon reviendront constamment les souvenirs de tous les actes de spoliation même les plus reculés, comme ceux de l'Etat Indépendant (qu'on ne manque jamais de rappeler quand un cas récent est discuté entre indigènes). Il faut donc absolument que cesse l'état de guerre latente (...): ils parlent encore de la «guerre des Blancs» comme actuelle. (VINCK 1997, p. 73.)

Hulstaert et Boelaert propageaient leurs idées chez les spécialistes de la question en publiant des articles dans des revues académiques, en correspondant

³¹ Voir la lettre du 10 juillet 1953 de De Wilde à Hulstaert «*De mensen zelf (eigenaars) zijn verwonderd, klagen bij P. Boelaert, die ze naar het parket zendt*». (Les gens mêmes [les propriétaires] s'étonnent et se plaignent chez le P. Boelaert, qui les envoie au Parquet.) ArMSC Corr. G. Hulstaert. Niet-MSc. Boîte 4A. Citation de la page 2.

³² Voir aussi une lettre d'Hulstaert à L. De Wilde du 10 juillet 1953, ArAeq., B. 52, f. 69; Mf. CH 141 et 147.

³³ Pax, 1954, n° 5, mai, p. 3. La révolte Mau-Mau avait débuté en 1950.

³⁴ Cité dans la lettre à Sohier (Vinck 1977, p. 169). Dans *Europe Magazine* (1955-11): 19, on dénonçait la propagande communiste reproduisant une caricature reprise de la revue communiste *L'Eveil du Congo* où l'on peut lire: «On va mettre la [sic pour «faire»] main basse sur nos terres pour les distribuer à des colons venant de Belgique».

personnellement avec auteurs, professeurs et chercheurs, en intervenant à l'Académie royale des Sciences coloniales. Ils portaient la discussion au niveau de l'histoire de la législation coloniale et de son interprétation, mettant l'accent sur les grands principes de la colonisation et du droit naturel.

En parallèle, ils cherchaient à vulgariser leurs recherches parmi la population congolaise et européenne. Dès qu'était sorti en septembre 1954 le numéro spécial d'*Etsiko*, feuille paroissiale pour les Congolais, avec les résultats de l'enquête dont nous publions ici le texte³⁵, la polémique de *Lokole Lokiso* (le successeur de *Etsiko*) avec *Mbandaka*, feuille de propagande du Service de l'Information, se déclencha³⁶. Boelaert et Hulstaert s'efforcèrent ensuite d'impliquer les responsables congolais et les « évolués » dans la discussion en nouant un dialogue intensif avec les lecteurs de leur périodique local par lettres interposées à la rédaction et par les contributions systématiques des rédacteurs indigènes. En même temps, ils essayaient d'éveiller les Blancs de la ville avec leurs textes provocateurs dans *Pax*, la feuille paroissiale de la cathédrale³⁷. Boelaert publiait ses avertissements et éclaircissements dans son style contestataire, dans des revues missionnaires belges et congolaises. Dans les revues académiques il occupait le terrain avec une série ininterrompue d'articles sur le sujet: quatre en 1955, quatre en 1956, un en 1957, et un en 1959.

Hulstaert de son côté cherchait à influencer les décideurs par ses interventions à la Commission permanente pour la protection des indigènes. Il était en contact suivi avec quatre des quatorze membres du Conseil colonial: De Cleene, Sohier, Van Wing et De Wilde, auxquels il rapportait régulièrement les abus et les manifestations de la mauvaise volonté de l'administration locale quant à l'application de la législation foncière. Il profitait de ce contact épistolier pour discuter des grands principes en jeu ou de l'effet sur le terrain des nouveaux décrets. Il cherchait à impliquer des parlementaires, cherchait du contact avec le ministre des Colonies (VINCK 1997), et il en parla probablement au roi lors de sa visite à Coquilhatville le 22 mai 1955³⁸. Le plan d'action comportait ainsi quatre volets: scientifique, politique, judiciaire et populaire. Leurs efforts généreux, joints à d'autres initiatives en la matière, ne seront malheureusement pas couronnés de succès. La réforme foncière passera au second plan quand, quelques années plus tard, le thème de l'indépendance politique tiendra les devants de la scène et changera la nature de la question.

³⁵ *Bomeko wa ngonda - Le problème de nos terres, Etsiko* [septembre 1954].

³⁶ Voir ci-dessous le chapitre « Conscientisation populaire: Blancs et Noirs » et Annexe III.

³⁷ « Encore les terres indigènes », *Pax*, juin 1954: 6 (Baert, Leo); « A Monsieur L. Baert », *Pax*, juillet 1954: 5 (Hulstaert, G.); « Post-scriptum », *Pax*, juillet 1954: 8-9 (Baert, Leo). Voir Annexe II.

³⁸ Le chroniqueur des missionnaires à Coquilhatville rapportait à cette date: « La soirée a été clôturée par une *garden party* dans les jardins de la résidence du gouverneur. Là, le roi s'est longuement entretenu avec le Père Hulstaert. *Provincialia*, MSC, Borgerhout, 1955, p. 30. Traduction du néerlandais: « 's Avonds werden de feesten besloten met een tuinfeest bij de gouverneur. Daar onderhield de Koning zich langdurig met Pater Hulstaert ».

Action scientifique

Les législateurs et les principaux administrateurs de la Colonie belge se trouvaient à Bruxelles, au parlement, au conseil colonial et au ministère des colonies. Mais bon nombre des membres de ces institutions étaient des professeurs et chercheurs. Ils se rencontraient à l'Institut Royal Colonial (Académie Royale Coloniale) ou autres cercles savants. C'est là aussi que se forgeait une partie importante de l'opinion publique agissante, car ces mêmes personnes formaient des générations d'étudiants et informaient les journalistes ou s'exprimaient eux-mêmes dans les journaux.

Pendant les années quarante, le «groupe *Æquatoria*» avait fait ses recherches dans le contexte de l'étude du droit coutumier en général. Dès le début des années cinquante, leurs études et publications seront mises au service d'un combat pour une réforme de la législation foncière. Ils avaient l'ambition de convaincre de leurs idées les faiseurs d'opinion et les décideurs. Ils se positionnaient activement dans les discussions et publications scientifiques. L'enquête sur le terrain, point de départ de toute recherche de la réalité ethnologique, ne pouvait pas y manquer. Boelaert s'y était mis deux ans avant la commission Biebuyck.

LE DEBAT SUR LA PROPRIETE FONCIERE

La prise de conscience des injustices fondamentales de la situation foncière au Congo ne s'était exprimée que parcimonieusement avant la guerre de quarante. Peu après, la discussion prenait de l'ampleur dans des publications scientifiques, aux colloques et à l'Institut/Académie Colonial(e) Belge, pour ne s'arrêter qu'à l'avènement de l'Indépendance. Le travail de référence pour cette période était certes «Les droits fonciers coutumiers» de MALENGREAU (1947a). L'après-guerre fut aussi la période des grandes revues coloniales, dans lesquelles les africanistes au Congo et en Belgique s'exprimaient.

Dans la revue *Zaire*, qui avait pris en 1947 la relève de *Congo*, les études sur la question foncière sont concentrées dans les années 1955-1959 en une dizaine d'articles. *Æquatoria*, qui reprend son élan en 1948 après une courte crise, est l'organe d'expression de Boelaert et Hulstaert. En 1946, Hulstaert était parmi les premiers à y relancer le débat³⁹. Mais on a l'impression qu'ils ont préféré s'exprimer dans d'autres revues, car seuls cinq textes relatifs aux droits fonciers

³⁹ Hulstaert a publié peu sur la question foncière. A part l'article de 1946, il publiera en 1953 et en 1954 des refontes de ses propositions (refusées) à la C.P.P.I. D'autres études sur le droit foncier que celles de Boelaert et Hulstaert publiées dans *Æquatoria*: Philippe 1954 et De Capmaecker 1954.

y ont paru entre 1946 et 1954. *Problèmes d'Afrique Centrale* a publié trois articles et deux notes de lecture. Le *Bulletin des Séances* de l'Académie Royale Coloniale, de son côté, donnera une large place aux discussions sur le droit foncier avec l'apport constant de Boelaert.

Le thème est particulièrement présent dans les revues fondées et dirigées par Antoine Sohier⁴⁰. Dans la *Revue juridique du Congo belge* (1924-1960), nous trouvons trois études doctrinales, dont celle de Victor DEVAUX (1938)⁴¹ est la plus importante. Elle s'occupe de la question des modalités juridiques pour la définition des terres comme vacantes ou indigènes. Le *Bulletin des juridictions indigènes* (1933-1960) nous livre deux textes, dont le «Questionnaire» sur le droit foncier coutumier (1935) composé par P. VAN ARENBERGH. Le deuxième était une longue étude de la main de E. KREMER esquissant l'état de la question (1956). Le *Journal des tribunaux d'Outre-Mer* publiait au moins⁴² douze textes entre 1950 et 1958 touchant à la question, dont neuf d'Antoine Sohier.

Le *Bulletin Agricole du Congo belge* n'a prêté que peu d'intérêt aux droits fonciers coutumiers, bien que toute l'activité agricole se passait sur ces terres sous régime coutumier. Leur intérêt se portait avant tout vers les techniques agricoles. Mais dans quelques articles, ils s'intéressent aussi au phénomène des paysannats indigènes. Un numéro spécial, dans lequel étaient publiées les contributions belges à la *Conférence Internationale Africaine sur l'Economie Rurale Indigène* au Nigeria en novembre 1949⁴³, ainsi que le rapport circonstancié sur le *Symposium International d'économie rurale tropicale* à Paris en octobre 1956, touchent au problème foncier⁴⁴.

Kongo-Overzee, plus tourné vers la linguistique et l'ethnologie selon l'orientation de son rédacteur en chef A. Burssens, semblait moins intéressé par ce problème politique. L'apport de cette revue est limité à deux articles de V. GELDERS (1946-47 et 1948a): le premier sur les paysannats indigènes et l'autre étant une longue recension du livre de Malengreau, «Les droits fonciers» (1947). *Lovania* (1943-1966), organe de l'Association des anciens étudiants de l'Université catholique de Louvain au Congo belge, semble peu intéressé par le problème, avec un seul article en 1952 sur les paysannats

⁴⁰ Voir l'excellent commentaire sur le rôle de ces revues dans la réflexion sur le droit coutumier et sa rencontre avec le droit écrit colonial: Sohier, J. 1982 «Réflexions sur les publications scientifiques en Afrique belge», dans: *Cinquantiennaire de l'Académie (I) 1928-1978*, Bruxelles, Académie royale des Sciences coloniales, pp. 215-236.

⁴¹ Victor Devaux (1887-1993; au Congo: 1912-1946), ancien procureur général à Elisabethville (1940-1946). Ses opinions sur la valeur et l'avenir du droit coutumier n'accordaient pas du tout avec celles d'Hulstaert, voir Vinck 1998.

⁴² Sohier touche parfois brièvement à la question traitant d'autres sujets. Je n'ai pris en compte que les textes exclusivement en relation avec notre sujet et les décisions des tribunaux suivies d'un commentaire substantiel contenant des réflexions théoriques.

⁴³ *Contribution à l'étude du problème de l'économie rurale indigène au Congo belge*, 1952, 43 (numéro spécial): 7-263.

⁴⁴ Signé par W., 1956, 47 (6): 1689-1692. Particulièrement intéressant y est la contribution de J. Henry, 1952.

indigènes où la question foncière est à peine mentionnée. Le *Bulletin du Cepsi*, publié à Elisabethville, se limite lui aussi à une seule étude (MICHOTTE 1949) en relation à notre sujet.

Hulstaert et Boelaert élèvent la voix (1946-1960)

Hulstaert et Boelaert sont omniprésents dans la discussion qui s'étale sur toute la période d'après-guerre. Dans son article sur la propriété chez les Môngo qu'il publiait dans *Æquatoria* en 1946, il touchait à tous les thèmes essentiels relatifs au problème foncier. Il y contestait, comme tant d'autres, l'existence de «terres sans maîtres» au Congo léopoldien et belge. Dans «Problèmes d'Afrique Centrale», Possoz s'explique avec les études du moment. Il s'y aligne sur la position d'*Æquatoria* quand il écrit: «Or, jamais le droit clanique n'a connu un seul droit collectif» (POSSOZ 1951, p. 116). Il s'attarde sur son concept de «paternat» ou l'autorité du patriarche individuel sur le domaine foncier (pp. 117-118)⁴⁵. HULSTAERT (1952) a fait sienne cette idée et il cite de longs extraits de cette étude. Plus tard (1953b), pour appuyer la thèse de la propriété patriarcale, il réagissait dans *Æquatoria* à l'article que F. CORBISIER (1953) avait publié dans *Problèmes d'Afrique Centrale*.

L'année suivante il y revenait, illustrant ses idées par la description et l'analyse de la situation foncière dans quelques villages des alentours de Coquilhatville (HULSTAERT 1954). Mais cette interprétation n'impliquait pas qu'il fermait la porte à une certaine évolution de la propriété patriarcale vers la propriété individuelle d'autres membres de la famille et il reconnaissait que, dans la coutume môngo aussi, la terre n'est pas considérée de manière absolue comme étant inaliénable.

Hulstaert et Boelaert avaient les mêmes idées sur la question foncière. Le dernier s'exprimait principalement dans *Zaire* (1955a, 1955b et 1957), la revue dirigée par Malengreau, et dans le *Bulletin des Séances* de l'Académie Royale Coloniale (1955, 1956d et 1959). Ses écrits, parfois au style provocant, étaient remarqués et cités, et suscitaient des répliques. Il construisait sa stratégie autour des points essentiels du problème:

- Y a-t-il (y avait-il) des «terres sans maîtres» donc «vacantes» lors de la prise de possession du pays par Léopold II?
- Avait-on le droit de les considérer comme terres domaniales?
- Quel est le fondement (juridique) de la propriété coutumière?
- Qui est le propriétaire des terres ancestrales? Une collectivité, un individu et lequel?
- En quoi la conception des indigènes concernant la propriété concorde-t-elle avec ou diffère-t-elle de l'occidentale?

⁴⁵ Voir aussi Possoz 1944.

- Existe-t-il dans le droit coutumier et dans la pratique la possibilité d'aliéner des terres?
- Lors de la vente ou louage d'un terrain, qui a droit à l'indemnité?

Il essayait de prouver que la pratique administrative courante avait engendré des conceptions contraires au décret fondamental de 1885. Il s'appuyait sur la mention du respect dû à la coutume en matière foncière, comme inscrit dans ce décret, et qui incluait un droit de propriété (et pas un droit *sui generis*), étendu aux terrains nécessaires à la chasse et à la cueillette. Selon lui, l'administration avait évolué vers une interprétation limitative de la propriété foncière aux terres effectivement habitées ou cultivées. Et Boelaert de citer Vermeersch, qui l'avait déjà en 1906 formulé ainsi: «Autre est la loi, autre l'arrêté d'exécution, autres les instructions secrètes.» (BOELAERT 1956a, p. 51, et VERMEERSCH 1906a, p. 254).

Boelaert publiait en 1954, l'année de son enquête, un article sur la «Législation foncière de l'Etat Indépendant et droit naturel», le premier d'une série de huit textes sur le sujet. Il y discute l'interprétation que donne l'administration au terme «terres indigènes» et les droits dits *sui generis*, qui ont été selon lui, inventés pour le besoin de la cause. Il se réfère aux anciens (F. Cattier, A. Vermeersch, P. Salkin, H. Rollin) et auteurs nouveaux (G. Hulstaert, J. Van Wing, G. Malengreau, E. Possoz), pour affirmer la nécessité de la reconnaissance totale et radicale, selon le droit naturel, des droits fonciers coutumiers. Y fait logiquement suite sa monographie, «L'Etat Indépendant et les terres indigènes», publiée par l'Académie Royale Coloniale en 1956, citée et discutée partout (BOELAERT 1956a).

Pendant la seule année 1955, immédiatement après son retour définitif en Belgique, il réussit à publier quatre articles sur le sujet. Son premier souci était d'exploiter les résultats de son enquête. Il les présente à l'Académie Royale Coloniale sous le titre «La propriété foncière dans l'idée des Nkundo» (1955a). Dans *Zaire*, il s'appuie sur la même enquête pour répondre à «La question cruciale des terres indigènes. Pourquoi les indigènes sont-ils mécontents?» (1955d)⁴⁶. Il y réagit en même temps à l'article d'A. Sohier dans le *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer* du 15 septembre 1955 (SOHIER 1955a).

Avec un texte, «Faut-il créer des réserves pour les indigènes?», publié dans le même *Zaire*, BOELAERT (1955c) répond principalement à l'article d'O. Louwers, «Le problème des terres indigènes», paru dans le *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer* (1954). Cet auteur proposait de délimiter les terres vacantes et d'en exclure les indigènes. Le résultat en serait une réserve de terre d'habitation pour les indigènes. BOELAERT propose plutôt l'inverse: «On pourrait envisager, mais seulement après cette renonciation [de la prétention des terres vacantes], de faire relever, par les groupements, les limites foncières de leurs domaines avec les

⁴⁶ Ce texte sera repris dans «La question cruciale des terres indigènes. Pourquoi ce mécontentement?», *Pax*, 1955, décembre: 1 et 5 (s. a.).

propriétaires, et ensuite, traiter avec eux, les cessions, concessions ou même les expropriations, si elles sont nécessaires.» (1955c, p. 142).

DEPAGE⁴⁷ (1955) avait présenté à la session de l'Académie le 16 mai, une étude «Contribution à l'élaboration d'une doctrine visant à la promotion des indigènes du Congo belge». A la réunion suivante, Boelaert s'explique avec l'auteur qui avait proposé de donner aux indigènes un droit réel de propriété foncière de la même manière que les Blancs, ce dont Boelaert s'écarte radicalement, car il n'y a rien à leur donner mais à reconnaître simplement le droit existant des indigènes sur leurs propres terres (BOELAERT 1955b). Il attaqua l'opinion sur la pertinence de la distinction entre propriété et souveraineté ainsi que sur l'extension de la notion de terres vacantes. Et il conclut: «Les considérations que l'auteur a cru devoir émettre à propos de ce droit de propriété foncière indigène et la solution qu'il propose à ce problème, sont de nature à la rendre insoluble et à méconter grandement les indigènes.» (BOELAERT 1955b, p. 591).

A propos des concepts de propriété et de souveraineté, souvent évoqués dans les discussions, Boelaert, dans son cours d'ethnologie (1957-1958)⁴⁸, fait une distinction éclairant les termes de l'énoncé:

Constatons d'abord que notre terminologie est inappropriée. Une propriété privée peut être individuelle (personne privée) ou collective (personne morale privée) et s'oppose ainsi à la propriété commune (Etat). Souvent on confond privé avec individuel, et collectif avec commun. Dans la plupart des sociétés primitives les notions de propriété foncière et de souveraineté sont bien distinctes (maître des terres contre chef). Dans d'autres sociétés apolitiques, la plus petite collectivité sociale est elle-même souveraine, de sorte qu'il n'existe pas encore de différence entre propriété privée et commune, et la propriété appartient au patriarche, au nom et pour le bien du groupe.

D'autre part, il reconnaît dans sa réaction à Depage, bien que de manière hésitante, qu'«il est admissible et probable qu'il y avait, au Congo, des terres vacantes dans le sens juridique du mot, c'est-à-dire des terres sans propriétaire, sans maître indigène (...) L'État Indépendant, dans l'ignorance quasi absolue des faits, croyait ces terres bien plus vastes et plus nombreuses qu'elles n'étaient en réalité.» (BOELAERT 1955b, p. 953).

En 1956, le juriste André Mallieux se mêle au débat par un article dans *Problèmes d'Afrique Centrale*. Il cite à côté des articles d'O. Louwers et d'A. Sohier, la contribution de BOELAERT dans *Zaire* (1955c) et surtout «L'Etat Indépendant» (BOELAERT 1956a). Il convient avec lui de souligner l'urgence

⁴⁷ Henri Depage (1900-1960), administrateur de sociétés coloniales au Congo belge. Il était administrateur du Fonds du Bien-être Indigène du Congo (1948-1954), membre de l'Institut Royal Colonial Belge (1953). Il intervient, par ses multiples publications dans le *Bulletin des Séances*, dans toutes les grandes questions coloniales sociopolitiques du moment. Voir: van de Putte, M., BBOM, VI, col. 310-313 et *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 7 (1961-1): 145-149.

⁴⁸ Cours d'ethnologie professé à l'Institut philosophique des Missionnaires du S. Cœur à Bree, dans ArMSC, Papiers Boelaert, boîte «Recht», p. 26.

d'une solution satisfaisante pour les indigènes et il propose, comme lui, de «renverser la présomption de domanialité des terres et présumer qu'elles sont toutes indigènes» (MALLIEUX 1956, p. 8).

En 1957, Boelaert publie dans *Zaire* son dernier texte sur la question foncière: «Les trois fictions du droit foncier congolais» (BOELAERT 1957a). Il y parcourt toute la littérature contemporaine sur le sujet pour en dégager la part imaginaire et idéologique relative à la notion même de propriété, à l'application du concept juridique de «droit *sui generis*» et au titulaire coutumier des domaines fonciers.

Il attaque particulièrement l'opinion de P. COPPENS (1956), qui avait prétendu au Colloque colonial sur l'Economie indigène, tenu à l'Institut Solvay de Bruxelles en 1956, qu'«il n'y a pas de commune mesure quelconque entre notre notion du droit de propriété, même individuelle, et la conception des bantous quant au sol (...). Leur conception est aux antipodes du droit européen». Il y oppose que le droit foncier coutumier comporte toutes les caractéristiques d'un véritable droit de propriété (BOELAERT 1957a, p. 400)⁴⁹. COPPENS (1956, p. 415) y avait fait sien aussi l'insolite argument encore avancé par Buisseret le 27 octobre 1956 à la rentrée de l'Institut Universitaire des Territoires d'Outre-Mer (INUTOM) d'Antwerpen, prétendant que la quasi-totalité des populations congolaises n'est fixée sur place que depuis l'arrivée des Blancs et qu'elles ne sauraient dès lors se prévaloir de plus de droits d'occupation de la terre que ceux-ci. Peu après, le 11 novembre 1956, le ministre voulait encore faire accréditer cette même thèse dans son discours d'ouverture de l'Université d'Elisabethville⁵⁰. Finalement, Boelaert se déclare heureux d'apercevoir un changement d'esprit qui se dessinerait dans le chef des responsables politiques au plus haut niveau. Il cite pour preuve un article dans *La libre Belgique* du 8 janvier 1957, qui rapporte l'initiative du Conseil colonial, instituant une commission d'étude du problème foncier. N'empêche qu'il reste convaincu que les «idées administratives» continueront à être rétrogrades.

Colloques et congrès

Entre 1948 et 1960, on note au moins huit colloques, symposiums, congrès et autres réunions savantes, qui ont été dédiés entièrement ou partiellement aux problèmes fonciers en Afrique subsaharienne en général ou au Congo belge en particulier.

A Amsterdam s'est tenu en avril 1950 le *Land tenure symposium* (1951). T. HEYSE (1951) et M. EVRARD (1951) y ont parlé de la législation sur les terres indigènes au Congo belge et au Ruanda-Urundi. Ils défendaient les interprétations

⁴⁹ Citation approximative par Boelaert de Coppens 1956, p. 417.

⁵⁰ Signalé par Hulstaert dans sa lettre à Boelaert et mentionné dans Boelaert 1957a, p. 400. Le texte était inséré dans *La Voix du Congolais*.

les plus restrictives de la notion des terres occupées et exploitées par les indigènes. Boelaert en a fait une recension critique dans *Æquatoria* en 1954:

La première impression qui se dégage de la lecture de ces études est bien qu'après tant d'années d'occupation on ne connaît encore que très vaguement le système foncier des indigènes: leurs idées sur la propriété, les titulaires des propriétés et l'extension de ces propriétés. Généralement on s'est tenu à des idées vagues qui sont passées en slogans: l'indigène ne connaît pas la propriété foncière; la propriété est collective; les forêts ne sont pas l'objet de droit de propriété, l'Etat a droit aux terres vacantes.

Et il concluait:

Les études qui nous sont présentées ici ne montrent pas les réactions des indigènes devant une solution si partielle du problème vital pour eux. Ces réflexions sont pourtant à la base des révoltes passées, présentes et futures⁵¹.

A la neuvième session du Congrès colonial national en 1953, G. Moulaert⁵², dans son texte «La disponibilité des terres», se souciait de l'affluence de colons blancs et plaidait pour «assurer aux populations indigènes l'espace vital nécessaire» (MOULAERT 1953), soucieux qu'il était aussi d'assurer une base saine pour le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire aux entreprises. Le problème avait évolué et se retrouvait dans certaines régions dans un contexte bien différent de celui du début du siècle. «Il n'y a plus aucune disponibilité de terres dans le Haut-Ituri et on a déjà trop réparti des terres aux colons européens au détriment des indigènes. Si dans 20 ans les indigènes se sentent à l'étroit dans leurs réserves, gare à la révolte Mau-Mau.» (MOULAERT 1953, p. 215). Les congrès suivants ne toucheront plus à la question foncière, bien que le comité permanent du Congrès colonial ait continué la réflexion pendant l'année 1955 dans une «Commission des terres indigènes» dont faisaient partie Coppens, Evrard, Halleux, Malengreau, Sand, F. Van der Linden (1883-1969), A. Moeller de Laddersous (1889-1971), A. Rubbens et le Congolais T. Kanza⁵³.

Lode De Wilde, membre du Conseil colonial, était fort engagé dans le débat. Il était l'organisateur des *Journées d'études internationales africaines* à Gent. En 1954, elles prenaient pour thème: *La collaboration des indigènes au développement économique de l'Afrique* (BIRNIE-VISSCHER 1954). Il avait déjà soumis la question des droits fonciers des indigènes au Congo au *Symposium international d'économie rurale tropicale* organisé à Paris en octobre 1953⁵⁴, où il donnera encore une conférence sur le même thème en 1956. Il professait la théorie de la propriété collective des terres comme étant généralisée au Congo

⁵¹ Recension de la publication des rapports par E. Boelaert, *Æquatoria* 1954, 17 (2): 74-75; citation de la page 74.

⁵² Moulaert, G. (1875-1958), BBOM, VI, col. 758-762.

⁵³ Rapport de la réunion du 24 mars 1955 avec quelques notes des participants, parmi les Papiers Van Wing, SJ-Heverlee, boîte 20.

⁵⁴ Lettre de De Wilde à Hulstaert, 30 juillet 1953. ArAeq., B. 54, f. 69; Mf. CH/148.

et il formulait des propositions hors de tout cadre réellement indigène: «Bien qu'en droit coutumier la propriété du sol appartienne aux groupements (clans, familles) constituant les Circonscriptions Indigènes (C.I.) de création officielle, la loi écrite considère les terres indigènes comme appartenant à ces entités politico-administratives.» et il jugeait que «le système des terres domaniales et terres de C.I. ne satisfait pas, et qu'il devrait être complété par l'organisation des groupements coutumiers en communes dotées d'un domaine communal» (DE WILDE 1957, p. 283). Moyennant un système de lotissement et de cession ou concession, on rendrait possible la valorisation capitaliste dont les profits pourraient aussi être attribués aux collectivités. Ceci est précisé dans une des conclusions du symposium qui prône que «pour qu'une terre puisse produire des revenus au profit des autochtones, il est souhaitable qu'une certaine forme de propriété soit reconnue en droit et officiellement enregistrée: - propriété collective; - propriété individuelle, au besoin en passant par un stade intermédiaire de droit transmissible sur la terre» (W. 1956, p. 1690).

À la grande *Conférence Interafricaine pour les Sciences Humaines* à Bukavu 1955, du 23 août au 2 septembre (Conférence 1955), le thème des droits fonciers était accessoire. Des septante recommandations approuvées, une seule concernait la question foncière. Hulstaert, Biebuyck et Malengreau y étaient, et c'est ce dernier qui a formulé la 56^e recommandation:

La Conférence, considérant l'importance des systèmes de tenure foncière sur la vie des communautés, recommande:

- que soient entreprises des études sur l'évolution des modes de tenure foncières traditionnels vers des systèmes nouveaux communaux ou individuels d'appropriation de la terre, et en recherchant des solutions propres à sauvegarder les exigences du progrès économique et de la stabilité sociale des communautés;
- que des sociologues et des ethnologues soient associés aux juristes chaque fois qu'il est question d'élaborer une réglementation foncière (Conférence 1955, p. 34).

L'assemblée la plus importante durant cette période était certes le *Colloque colonial sur l'économie indigène* organisé par l'Institut de Sociologie Solvay à Bruxelles du 9 au 13 janvier 1956. Depuis 1955, on le préparait dans un «Groupe d'étude du droit foncier indigène au Congo belge». Comme il se doit, on avait organisé préalablement une enquête auprès des responsables sur le terrain⁵⁵. Hulstaert y avait répondu⁵⁶. Les participants au colloque constituaient une belle sélection internationale de personnes intéressées aux problèmes coloniaux. Boelaert était du nombre. Il est intervenu à plusieurs reprises pour

⁵⁵ À propos de l'enquête, voir André Mallieux, «Le problème foncier au Congo belge», *Problèmes d'Afrique Centrale*, Bruxelles (Belgique), n° 34, 1956, p. 11. Ce colloque est mentionné dans les *Rapports du Conseil de province* [de l'Équateur], Session 1956, par le gouverneur Georges Schmit dans son allocution d'ouverture (p. 33).

⁵⁶ On trouve dans ses réponses une allusion aux litiges de Coquilhatville. *ArAeq.*, B. 97, f. 4, pp. 17-62; Mf. 3/28 et 46.

contester ou confirmer les thèses des orateurs. Le rapport («Vers la promotion 1956») nous livre les textes concernant la situation dans les différentes colonies africaines, mais en fait, toute l'attention se concentre sur le Congo. La Colonie belge y est présente par les textes de Brausch, Sohier, Malengreau et Coppens. Selon Antoine SOHIER (1956), les terres appartiennent toutes aux communautés indigènes, mais les concessions accordées sont à considérer comme des nationalisations ou expropriations *sui generis*, en quelque sorte «payées» par le bien social de la présence des Blancs. Cette thèse suscitera la réaction de Boelaert. Mais ils sont d'accord avec lui quand il conclut qu'il faut une solution urgente parce que la situation peut devenir explosive et la législation doit aller dans le sens — comme l'ont fait d'autres puissances colonisatrices — de la restitution ou de la reconnaissance des pleins droits indigènes sur leurs terres et de la recherche de modalités de transfert de propriété.

G. Malengreau, dans son intervention «Propositions pour une solution du problème foncier» (MALENGREAU 1956b, aussi 1956a) cite des longs extraits de l'étude de Boelaert: «L'Etat Indépendant et les terres indigènes» qui, selon lui, «démontre d'une manière péremptoire que le législateur de 1885 reconnaissait aux indigènes un véritable droit de propriété sur leurs terres» («Vers la promotion» 1956, p. 437). Il s'aligne sur les propositions avancées également dans la Commission des terres au Conseil colonial, dont les premières réunions se passaient en même temps. Malengreau affirme encore une fois «qu'il n'y pas de terres vacantes» et il propose de reconnaître la propriété de plein droit des terres indigènes aux autorités indigènes traditionnelles, mais de les gérer pour une longue période en forme de tutelle, en laissant ainsi le temps à l'évolution des mentalités politiques et des législations. P. COPPENS (1956), par contre, s'en tient à l'interprétation la plus restrictive du décret de 1885 et maintient qu'il y a de nombreuses terres vacantes, mais il veut en même temps se montrer généreux, car il propose de donner la moitié des terres vacantes aux indigènes. Boelaert réplique que «le décret stipule que toutes les terres vacantes appartiennent à l'Etat. Nul ne songe à contester ce principe, mais il ne faut pas en déduire, comme le fit l'administration, que sont vacantes toutes les terres non habitées par les autochtones» («Vers la promotion» 1956, p. 421).

En janvier 1960, Biebuyck a organisé à Lovanium un colloque en collaboration avec l'*International African Institute* de Londres, sous le titre *African Agrarian Systems* (BIEBUYCK 1963). Hulstaert regrettait ne pas avoir été invité, à côté des grands noms de niveau international qui étaient présents. Six des vingt participants traitaient des questions congolaises. Dans son introduction, Biebuyck doit constater qu'«il est étonnant de voir de nombreux auteurs se servir pêle-mêle de termes variés pour nommer et décrire la gamme des droits fonciers qui sont exercés par diverses catégories de personnes sur des terres à usages différents» (p. 4), mais il doit conclure également que «la notion de terres vacantes était de toute façon absente dans la plupart des sociétés»

(p. 15). Il faisait de multiples références aux travaux de la «Commission pour l'étude du problème foncier». Proche de l'Indépendance, ce colloque n'a plus pu influencer le cours de l'histoire de la réforme agraire en Afrique.

Institut (Académie) Royal Colonial: deux questions

A l'Institut Royal Colonial, le thème des droits fonciers au Congo belge a été souvent mis en exergue. On se souvient d'une séance en 1940, dédiée entièrement à la question des terres indigènes. Pour la période de 1941 à 1959, on enregistre plusieurs études de portée locale, publiées dans les Mémoires de l'Institut. S'y ajoutent les études de portée générale de MALENGREAU (1947a et 1949) et de HEYSE (1947), publiées également dans les Mémoires.

En 1948-1949, pendant son congé, Boelaert⁵⁷ assista avec assiduité aux réunions où il avait l'occasion de rencontrer les meilleurs spécialistes des études coloniales. A la séance du 28 mars 1948 (Hulstaert y était également présent), il est chargé avec F. Dellicour⁵⁸ de formuler la question du concours pour 1951. Ils libellent la question ainsi: «On demande une étude sur les droits fonciers des indigènes dans un territoire limité qui englobe au moins quelques groupements»⁵⁹. On reçoit une seule réponse, celle de Roger Nonkel «Notes sur le droit foncier coutumier Bwaka», parue plus tard dans le *Bulletin des Séances de l'Institut Royal Colonial Belge*⁶⁰.

Après son retour définitif en Belgique, Boelaert assistait à la réunion du 16 avril 1956, et on lui demandait de formuler, ensemble avec Malengreau, la question pour le concours de 1958 et de nouveau, c'est le droit foncier qui est à l'honneur. On accepte le texte suivant:

On demande une étude sur les droits fonciers coutumiers exercés par un groupement indigène de quelque nature qu'il soit sur les terres et eaux exploitées (par habitation, culture, chasse, pêche, cueillette). L'étude devra donner:

- a) La composition détaillée du groupe exploitant, avec indication des relations familiales et sociales existant entre les membres;
- b) Un relevé (au moins schématique) des terres exploitées, montrant les subdivisions réservées à des sous-groupements ou à des membres individuels ainsi que celles exploitées en commun;

⁵⁷ Boelaert était élu membre de l'Académie Royale Coloniale en octobre 1947. Il était en congé en Belgique d'avril 1948 à août 1949. Il était présent aux séances de mai, juin et décembre 1948, et de mars, mai et juin 1949. Hulstaert était en Belgique de janvier 1949 à avril 1951. Ils assistaient quelquefois ensemble aux séances.

⁵⁸ Monsieur Dellicour (1881-1968) était magistrat à Boma et Elisabethville entre 1906-1923. Voir Vanhove, J., Fernand Dellicour, *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, (1970-1): 73-76.

⁵⁹ *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, 1949, 20 (2): 405 et 440.

⁶⁰ *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, 1951, 22 (3): 632-667. Roger Nonkel, né en 1913, arrivé au Congo en 1936, commissaire de district assistant en 1955, était en correspondance suivie avec Hulstaert entre 1940 et 1944 principalement sur la question linguistique (lingala versus langue indigène).

- c) La description des droits exercés ou réclamés par le groupe sur l'ensemble, par les sous-groupes ou individus sur les parties dont l'exploitation leur est réservée⁶¹.

Boelaert procurera lui-même la réponse par l'intermédiaire du texte (daté de Boende au 1^{er} mai 1957) de Pierre Mune: «Le groupement du Petit Ekonda». Il en avait fait la traduction du lomóngo et dans la session du 19 mai 1958, il était désigné avec Malengreau pour en faire le rapport. Le texte est couronné en 1958 et publié en 1959⁶².

En 1956, il présente encore à l'Institut Royal Colonial, avec Hulstaert (BOELAERT & HULSTAERT 1956), l'étude d'E. Müller, «Le droit de propriété des Móngo-Bokóté» (MULLER 1958). Ce travail, résultat d'un séminaire à l'Université de Mainz, était basé sur leurs informations et études⁶³.

En 1952, Boelaert avait participé à l'enquête sur la formation politique des indigènes organisée par la revue de l'Université coloniale d'Antwerpen⁶⁴. Le 20 novembre 1956, il y était invité à donner une conférence sur «Les terres indigènes»⁶⁵.

Le paysannat indigène: vers la propriété «privée» et la redistribution des terres

Un important catalyseur de la réflexion sur les droits fonciers au Congo sera l'introduction d'une expérience agricole moderniste: le paysannat indigène. Lancé dans les années trente et repris comme importante base de modernisation dans le Plan Décennal de 1949⁶⁶, il envisageait l'introduction de méthodes d'agriculture plus rationnelles et l'évolution des exploitations agricoles individualisées. Ceci demandait une nouvelle répartition des terres. Mais les terres sont régies par des lois ancestrales des plus sacrées; y toucher c'était risquer d'ébranler les structures mêmes de la société. Le grand promoteur en était Valère Gelders, qui intervint aux Congrès coloniaux et publia de multiples études sur le sujet. Les réalisations sur le terrain provoqueront à leur tour une multitude de controverses et de réflexions. MALENGREAU en fera la synthèse (1949). J. Henry, chef de la section agronomique à Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo belge (INEAC), essaye d'en formuler les bases théoriques «Mais ce ne sont pas les conceptions philosophiques du colonisateur qui doivent déterminer les solutions locales. (...) L'introduction immédiate de la

⁶¹ *Bulletin des Séances*, Académie royale des Sciences coloniales, 2 (1956-3): 370.

⁶² Malgré l'appel insistant de *Lokole Lokiso* (15 septembre 1956, pp. 1 et 7), une seule réponse était parvenue à l'Académie.

⁶³ Hulstaert & Boelaert 1956.

⁶⁴ Politique d'intégration et formation politique des indigènes, *Problèmes d'Afrique Centrale* 1952, 18 (4): 271-275.

⁶⁵ José Clément, Les fastes et annales de l'INUTOM, dans *Middelheim, Méorial, Vriendenfonds van het Universitair Instituut voor Overzeese gebieden*, 1987, p. 103.

⁶⁶ Plan Décennal, II, pp. 380-381. Voir ci-dessous.

propriété privée en milieu indigène serait plutôt un frein et un obstacle à l'ascension de l'agriculture vers la prospérité. (...) Ce n'est pas la propriété individuelle qui facilitera des méthodes culturales.» (HENRY 1952, pp. 175-176).

Hulstaert était un adversaire logique des paysannats indigènes parce qu'il avait compris dès le début qu'il était inhérent à un tel système de heurter les valeurs les plus fondamentales de la société traditionnelle. E. Possoz les jugeait sévèrement «Une institution de plus menace la vie primitive et la bonne situation démographique des Noirs.» (POSSOZ 1951, p. 115). Pour leur établissement, trop souvent on parlait, sans nuances, de la présomption que toutes les terres non habitées ou non visiblement cultivées étaient des terres domaniales et donc à la libre disposition de la Colonie. Le manque d'études préparatoires, la recherche de résultats rapides, le manque de formation spécialisée des fonctionnaires, la doctrine «administrative», qui faisait peu de cas des droits fonciers coutumiers, étaient les causes principales de l'échec de cette politique dans plusieurs régions de la Colonie. Déjà dans une lettre à Sohier du 10 juin 1951, Hulstaert exprimait son mépris pour cette entreprise qui «n'est qu'une nouvelle forme de travail «obligatoire» et les indigènes (ici du moins) tâchent de prendre la fuite.» (VINCK 1997, p. 111). Plus tard, dans un commentaire sur un article de F. Corbisier, il s'exprime de manière plus nuancée quand il écrit dans *Æquatoria* en 1953: «Le Paysannat indigène est, en principe, un objectif trop beau pour l'avenir du Congo et de ses populations, pour qu'on le laisse s'établir sur des bases si peu humaines et si peu réalistes, avec la conséquence d'en miner les bases dès le début et d'aliéner ses meilleurs partisans.» (HULSTAERT 1953).

Dans une importante note, SOHIER (1955b) a analysé, sous l'influence du rapport d'Hulstaert sur le litige aux villages Bongonde, Ilanga et Buya, les dangers de déviation des buts en soi louables (voir ci-dessous le paragraphe: «Ilanga versus Paysannats indigènes»).

SUR LE TERRAIN: UNE ENQUETE CHEZ LES MONGO EN 1954

Devant les problèmes posés par la législation et la pratique foncières, les savants et les hommes politiques avançaient les solutions qui cadraient le mieux avec leurs préoccupations idéologiques ou économiques et la discussion sur la réforme de la législation se prolongeait, mais sans avancer beaucoup. Boelaert proposa alors une solution simple: demandons l'avis des Congolais (BOELAERT 1956a, p. 8). Il avait fait de l'enquête l'instrument privilégié de ses recherches linguistiques en 1938, littéraires en 1939 et 1951, ethnologiques en 1938 et 1943 et historiques en 1954 (VINCK 2002). Certaines des réponses étaient publiées dans les périodiques locaux de la mission catholique à Coquilhatville.

L'enquête sur les terres en 1954 était un élément essentiel dans la stratégie globale pour l'éveil d'une prise de conscience du problème foncier congolais. Elle devrait faire réfléchir les Congolais, éclairer les chercheurs et les responsables

administratifs, et éveiller les colons blancs. Ou, comme le formulait l'auteur anonyme dans *Lokole Lokiso* en 1956: «Cette enquête fera connaître aux autorités en Europe les souffrances que nous avons à cause de nos forêts». Dans ce but, il mettra, dans ses études ultérieures où il utilisera les résultats de l'enquête, l'accent sur les expressions des sentiments de déception et de colère des Congolais envers l'état colonial.

Déjà en 1925 Vanderyst avait écrit à propos des palmeraies «Les revendications des indigènes doivent être connues en Belgique. L'Etat doit les entendre. Il doit leur permettre de s'expliquer devant une commission d'enquête compétente, impartiale, indépendante de l'administration et des compagnies intéressées.» (VANDERYST 1925, p. 734). Boelaert s'en chargera à sa manière, trente ans plus tard.

Personnellement, Boelaert était au sommet de ses activités, mais 1954 était aussi sa dernière année au Congo. En sa fonction de directeur de l'imprimerie de la mission, il était de fait le rédacteur en chef de toutes les publications de la mission. A cette époque, la mission publiait successivement les périodiques pour Congolais: *Le Coq Chante* (1937-1948), *Etsiko* (1949-1954) et *Lokole Lokiso* (1955-1960), rédigés principalement en lomongo, ainsi que *Pax* (1952-1960), feuille paroissiale pour les Blancs, en français et en néerlandais (VINCK 2002, pp. 277-279). C'est dans *Etsiko*, d'avril ou de mai 1954, qu'il inséra un dépliant (non daté) pour lancer l'enquête. Ce dépliant a probablement encore été divulgué par d'autres moyens, car il disposait d'un réseau de collaborateurs éparpillés dans les postes de mission, entre Coquilhatville et Ikela (distant d'environ huit cents kilomètres).

La documentation

Les documents originaux des réponses à l'enquête se trouvent dans une seule farde conservée dans les archives des Missionnaires du Sacré-Cœur à Borgerhout (Belgique). C'est donc probablement le Père Boelaert lui-même qui les a amenés avec lui quand il est parti en congé en Belgique en septembre 1954. Toutes les réponses sont écrites à la main sur des feuilles de fortune, à l'encre, au crayon ou au stylo-bille, à quelques feuilles près qui sont dactylographiées (probablement par Boelaert); de fait ce sont des doubles des manuscrits. Les documents portent quelques annotations de la main de Boelaert et un numéro d'ordre les insérant ainsi dans sa grande collection de documents originaux concernant l'histoire de la région de l'Equateur⁶⁷.

⁶⁷ Boelaert avait collectionné un grand nombre de documents originaux ou copiés sur l'histoire de la province de l'Equateur et il les avait organisés en plusieurs sections et numérotés en continu tout en laissant encore des places vides pour des apports ultérieurs. Chaque section recommençait à la centaine. Ainsi les documents sur l'arrivée des Blancs à l'Equateur portent tous un chiffre dans les 500 et les réponses à l'enquête foncière débutent au numéro 700 pour clore provisoirement avec 743. Ce système lui permettait des renvois précis par un simple chiffre.

Nous y trouvons ensuite de sa main: la date de la réception du document, parfois une appréciation du contenu, des points d'interrogation, des soulignements, rarement des indications concernant le répondant. Contrairement à l'enquête sur l'arrivée des Blancs dans la région, ce dossier ne contient aucune traduction de la main de Boelaert. Charles Lonkama les a traduits à Bamanya en 2000.

Outre les réponses, le dossier contient les documents suivants: le numéro spécial, non daté mais sûrement de septembre 1954 de la revue *Etsiko* (le numéro 9 dans la série mensuelle), qui affiche les noms des participants et un résumé des réponses; deux listes manuscrites des participants avec des chiffres d'appréciation pour le classement et l'attribution du montant de la récompense; deux textes anonymes, de dix-sept et cinq feuilles d'une même écriture (autre que celle de Boelaert) en lomóngɔ et qui semblent être des tentatives pour résumer l'ensemble des réponses; une note d'une page en néerlandais de la main de Boelaert concernant l'autorité du clan féminin et finalement une note de deux feuilles faisant l'inventaire (incomplet) des articles parus sur la question dans *Lokole Lokiso* en 1955-1956. Plusieurs documents complémentaires proviennent des mêmes archives des Missionnaires du Sacré-Cœur à Borgerhout (ArMSC) ou des Archives Æquatoria à Bamanya en R.D.C. (ArAeq.). Quant à la langue utilisée, voir à la fin de la présente introduction.

Les questions

Boelaert n'a pas utilisé de questionnaire connu comme celui publié en 1935 par le *Bulletin des juridictions indigènes* (Questionnaire 1935), mais on peut y retrouver aisément plusieurs questions parallèles, bien qu'en rédaction adaptée au public et au but poursuivi: affirmer ou infirmer la doctrine administrative concernant les «terres vacantes», ou comme il le dit dans son résumé: «La raison de cette seconde question se trouve encore dans l'idée des Blancs».

Texte du dépliant original	Traduction
[recto] Wuo wa nstina ele Bankonji, basambi, bakotsi, balaki la bingambi bya Nkundó Móngɔ.	[recto] Une question importante aux chefs, juges, étudiants, enseignants et anciens des Nkundó- Móngɔ.
[verso] Bomeko wa ngonda. Bomongo yomba wate oata yomba ikae, akusa l'oanga l'iko o ng'olang'otema, mpe akusa l'ofeka bant'amɔ te bafikole.	[verso] Enquête sur les forêts. Le propriétaire d'une chose est quelqu'un qui possède son objet et il peut en faire ce qu'il veut, et il peut empêcher les autres de le prendre.

Leta akanela te bamōtsi batong'iso balōmbē la ngonda isal'iso basala, onko wate ekiso mongo.

Lolo ngonda iko iuma if'is'ofōfētse ko la ifa l'asala, Leta asanga:
iko ifa l'omongo: ayaila mpe bomongo nk'ende.

Bampaka batefela nda lombongo te: Ekoli atenya nd'osongwa. W'ofaontombela ikami la bolo.

Tswasa mpe te toate isanga ya bomwa nda joi liko ja ngonda
kela nsamboji ikiso basamboje Leta.

Bingambi mongo by'ese bandea isoso ya belelo bya ngonda batosangele:

1. Ngonda imo il'eko ifa l'omongo e? La ngonda imo y'itango ifa banto otswaka weyōweyo ile l'omongo e?
2. Bamongo ngonda iksio na? Nkina ese, nkina sefu, nkina is'ea likundu?
3. Bomongo ngonda akus'ofeka beyaya la bafaya ngonda ekae e? Akus'onyamola etat'ea ngonda ekae e? Nd'iwa ya bomongo ngonda, osangela ngonda na?

Tolanga nkalo iuma ikite el'iso nda joso ja nsanj'ea moambi ea mbul'ene. Iye o nda Imprimerie M.C. Coq ng'oyaka. Bekondo bele bya mpata⁶⁸ 20, 15, 10, 5 Fafa Lofulo.

L'Etat pense que la terre sur laquelle nous avons construit nos maisons et la forêt où nous avons fait nos champs sont vraiment notre propriété. Mais les forêts où nous n'habitons pas et où nous n'avons pas de champs, l'Etat dit que celles-là n'ont pas de propriétaire et qu'en conséquence lui seul en est le propriétaire.

Les anciens citent ce dicton: «Une discussion n'est tranchée que par le choc des opinions entre les parties». «Tu ne prendras pas par la force ce qui m'appartient.» Nous essayons donc de parler d'une seule bouche dans cette affaire de la propriété de la forêt pour que notre opinion soit connue de l'Etat.

Que les anciens dans les villages qui connaissent bien les limites des forêts nous disent:

1. Y a-t-il des forêts sans propriétaire? Et les forêts lointaines où un homme ne va pas souvent, ont-elles un propriétaire?
2. Qui est le propriétaire de nos forêts? Le village? Le chef? Ou le père du clan?
3. Est-ce que le propriétaire de la forêt peut en interdire l'accès aux immigrants et aux étrangers? Est-ce qu'il peut aliéner une partie de sa forêt? Qui hérite d'une forêt à la mort de son propriétaire?

Nous demandons que toutes les réponses nous parviennent avant le mois d'août de l'année en cours. Adressez-les à l'Imprimerie M.C. Coquilhatville. Il y aura des récompenses de 100, 60, 50 et 25 francs. Père Lofulo.

Maîtrisant la terminologie judiciaire et sociale en lomóngo, Boelaert choisit avec soin ses mots. Mais il est difficile de tirer un argument probant de la seule terminologie utilisée, et trop liée aux formes dialectales et aux flottements sémantiques à travers le temps et l'espace. Pour être sûr d'être compris de manière correcte et précise, il utilise encore des circonlocutions et des proverbes.

Les questions étaient destinées aux «chefs, juges, étudiants, enseignants et anciens». Il demande à ses informateurs de s'adresser aux «anciens dans les villages qui connaissent bien les limites des forêts», mais qui ne savent pas écrire! Les anciens ce sont les «bingambí», terme générique pour vieillards, mais qui inclut aussi une certaine position d'influence et de respectabilité dans la communauté. Les vrais informateurs, ce sont eux.

⁶⁸ Un *mpata* était une unité monétaire valant 5 francs (congolais).

Dans la préambule il essaye de circonscrire le concept de propriété de telle manière qu'il pourrait être valable et pour l'Européen et pour le Congolais: la propriété, c'est la possession exclusive d'un objet. Cette définition était également souvent utilisée dans les discussions académiques. Ensuite, il délimite encore très précisément le sujet pour éviter toute confusion: il exclut dès le début les terres qui à l'évidence sont considérées, aussi par l'administration, comme étant la propriété des indigènes: les terres habitées et cultivées.

Il n'existe effectivement pas de mot spécifique connu en lomongo qui indiquerait globalement «les terres occupées» en opposition à celles qui sont «non occupées». On pourra certes distinguer un nombre d'endroits spécifiques relayés par des mots précis comme le *esé* (*e-bi*) (localement aussi *bobila*⁶⁹ (*bo-be*)), ou le *loóko* (*lo-n*), le village, l'endroit des habitations permanentes avec leurs bananiers et poulaillers; le *lisala* (*li-ba*), champ cultivé ou en friche; le *nkélé* (0-0), palmeraie; le *eláli* (*e-bi*), village abandonné; le *nganda* (0-0), lieu de séjour temporaire; les zones aquatiques: *bekeli* (*bo-be*), ruisseau et marais; les *ntando* (0-0), rivières; le tout englobé dans le *ngonda*, *bongonda*, *bokonda* (plus ou moins synonymes), unité globale et vitale⁷⁰. La législation coloniale faisait une autre division de l'espace: elle distinguait l'endroit habité ensemble avec les champs visiblement exploités et le reste.

Boelaert poursuit par la citation d'un proverbe qui exprime la jurisprudence traditionnelle et par lequel il se met dans une position d'impartialité: l'Etat dit ceci, et vous, qu'est-ce que vous dites? «*ekoli éténýa ô nd'osongwá*»⁷¹. [La discussion n'est tranchée que dans un groupe de personnes.] Mais immédiatement après, il énonce les deux dimensions de sa stratégie: (1) Comme l'Etat est dans une position de force et de domination, n'ayons pas peur de dire notre pensée, ne nous laissons pas faire, même pas par l'Etat: «*W'žfaóntómbela ikámi la bóló*». [Tu ne prendras pas par la force ce qui m'appartient⁷².] Ce qui situe l'enquête dans une sphère de polémique. (2) Ensuite, il appelle à l'unité pour être mieux entendu: «*Toate isangá yá bomwa*.» [que nous n'ayons qu'une seule bouche.]

Enfin, il fait appel aux anciens et entame ses trois questions, dont certaines sont doubles et qui, de fait, couvrent toutes les grandes questions en discussion parmi les professionnels.

(1) La première question évoque le problème de base: Y a-t-il des terres vacantes? Et pour couvrir tout aspect du problème, il inclut les forêts «éloignées et peu visitées».

⁶⁹ *bobila*, voir D., p. 117: «village, groupement. Indique spécialement l'agglomération, mais est en général employé indistinctement avec *esé*. Le mot est assez limité géographiquement dans la région de l'Ouest».

⁷⁰ *Ngonda*: D., p. 1428: «Forêt sur terre ferme, mais à présent [1958] forêt en général et par extension, tout endroit hors d'une agglomération habitée».

⁷¹ Le dicton est cité dans D., p. 323, sous le vocable «bosongwá», signifiant: «parti, catégorie». Proverbe semblable: «Nasambaka likambo la bomwa bomoko.» [Une affaire n'est pas jugée sur base d'une seule parole.]

⁷² Le dicton dans D., p. 1767.

(2) Ensuite, il pose une question à «choix multiple» pour discerner qui est le véritable propriétaire de la forêt (*ngonda*). Ceci pour savoir qui a le droit de céder une terre ou qui devra être convoqué lors des enquêtes sur la vacance et qui pourra ensuite recevoir les indemnisations éventuelles. «*Esé? sefu? isé ěa likundú?*» [Le village? Le chef? Le père de la famille/lignage.] *Ese* est l'appellation commune pour «village» et peut englober toutes les composantes d'une communauté locale plus ou moins étendue. Le *Sefu* (mot déduit du français «chef» ou de l'anglais «*chief*») est le représentant de l'administration de l'Etat, appelé plus communément *Capita*, qui de par sa fonction n'a aucune autorité traditionnelle ni sur les terres, ni sur les personnes. L'enquêteur vise probablement ici le «chef de groupement», également une création de l'administration coloniale, au moins chez les Môngo, bien que l'administration ait tendance à le considérer comme tel. «*Isé ěa likundú*» (littéralement: le père de l'estomac), que l'on peut traduire par «patriarche», le plus âgé de la lignée aînée, qui est selon les analyses de Boelaert et Hulstaert le seul et véritable responsable souverain et propriétaire du domaine foncier du groupe local. Ceci doit trancher la question si la propriété foncière est aux mains d'un individu ou d'une collectivité. L'étude du concept de «pouvoir» en est un autre aspect⁷³. Dans les discussions savantes, on avançait qu'une distinction devrait être faite entre souveraineté et autorité foncière. Déjà en 1948, Boelaert avait écrit: «Pour nos Nkundo, la propriété foncière est indissolublement liée à celle du pouvoir, du *mpifo*.» (BOELAERT 1948a, p. 18).

Et l'élément religieux dans la question foncière? N'y a-t-il pas un lien religieux ou mystique entre la terre, les ancêtres fondateurs et les vivants? La question n'avait pas été posée mais elle surgit dans les réponses. Il est vrai, ce lien semble fort limité et exprimé en des formules qui font penser au vocabulaire du catéchisme chrétien. Sur les quarante-cinq réponses, Dieu créateur n'est mentionné comme le vrai propriétaire de la forêt que par huit personnes, les ancêtres par quatre, Dieu et les ancêtres ensemble par une personne. Le renvoi aux ancêtres se situe toujours dans une perspective historique, sans connotation religieuse. Le raisonnement de ceux qui évoquent Dieu est simple: Dieu a tout créé donc aussi les chefs des lignées et les terres qu'il leur a distribuées. Entre le premier ancêtre et l'actuel chef de terre il n'y a qu'un lien généalogique et le but de l'intangibilité des terres est économique: pourvoir aux besoins vitaux de l'actuelle et des futures générations.

(3) La troisième question est de fait composée de trois sous-questions qui doivent établir si le chef de terre môngo réunit en lui toutes les caractéristiques d'un véritable propriétaire selon les normes occidentales: le droit à l'exclusion des étrangers, la possibilité d'aliénation, et les règles de la succession.

La plupart des réponses suivent l'ordre des questions. Quelquefois on trouve des réponses généralisées sans beaucoup de structure.

⁷³ Hulstaert et Boelaert ont essayé d'éclaircir ce concept également par une petite enquête auprès des lecteurs, enquête publiée dans *Le Coq Chante* 1938, 3 (10): 4. Voir ci-dessus le paragraphe sur la «Préparation conceptuelle».

Les participants et les réponses

Le nombre de réponses reste bien inférieur aux cent trente-deux reçues pour l'enquête sur «L'arrivée des Blancs» organisée peu avant (VINCK 1996 et 1997). Dans la liste d'*Etsiko*, on ne trouve que trente et un noms, mais dans une deuxième liste (manuscrite), on en compte trente-neuf et dans une troisième on atteint le chiffre de quarante-trois. Dans les deuxième et troisième listes cinq personnes sont mentionnées avec la remarque «copiés» et ont été omises dans la liste publiée. Nous avons néanmoins reproduit leurs textes.

De fait, le dossier contient quarante-six réponses de quarante-cinq personnes (dont une collective) (tab. 1), le second document de Boenga ayant été numéroté par lui-même de «7a». Deux documents non comptabilisés et non marqués par la numérotation de Boelaert, mais se trouvant bien dans le dossier, ont été ajoutés par moi et numérotés de 744 (Collectif de Bombomba) et de 745 (de Bowanga).

Tableau 1
Relevé des réponses à l'enquête

Nom	Prénom	Village d'origine ou lieu de séjour	Fonction	Rang dans ms EB*	Rang dans <i>Etsiko</i>	N° Doc. EB*
Impote [Impotε]	Paul	Coquilhatville	TPP	11	14	701
Bolumbu	Marc	DCCM Monieka [Monyeka]		5	6	702
Mune	Pierre	SAB Bomputu	moniteur	2	3	703
Batokwa	Joseph	Centre extra-coutumier Coquilhatville	moniteur	6	8	704
Bokulu	Joseph	Flandria [Boteka]	écolier	20	24	705
Esōna	Jean	Flandria [Boteka]	écolier		30	706
Boenga	Jean	Flandria [Boteka]	moniteur	3	1	707
<i>idem</i>						707b
Eale	Joseph-Nestor	Mbeke	moniteur	12	15	708
Ngando	Jean	SAB Bosondongo, Mondombe		21	25	709
Bosiko**	Boniface	MC Bokela	moniteur	10		710
Yefa	Barthélémy	Yokolo Ikela	moniteur		31	711
Eteni	Pierre-Celestin	SAB Ngombe [Isongu?]	moniteur	21	26	712
Ekonya	Gabriel	Ingende	moniteur	8	11	713
Efonge	Louis	Nkombo / Bokuma	moniteur	15	18	714
Bosio	Louis	Yali Mongo	chef catéch	9	12	715
Bonkingo	Joseph	Engonjo l'onyeka	moniteur	15	20	716
Bondenge	André	Engonjo l'onyeka	moniteur	13	16	717
Bombute	François	Nkombo	juge cons.	13	17	718
Bosongo	Pierre	Batswa nord Boteka	moniteur	9	13	719
Lonkoi	José-Justin	Bokakata	écolier	7	9	720
Batsikala	Jean de la Croix	Yolofete Liondo	moniteur	19	23	721

Esanelo	Gustave	Mondombe	moniteur		21	722
Lianja	Bernard	Boende	écolier	23	27	723
Bassay	Alphonse	MC Mondombe	moniteur	15	19	724
Lofeka	Paul	H.C.B. Flandria [Boteka]	moniteur	4	5	725
Efoloko	Gaston	H.C.B. Flandria [Boteka]	moniteur	1	2	726
Basongo-	François	Yalokenge	moniteur	—	—	727
Basele-[Basele?]	Oscar	Yangili	moniteur	—	—	728
Mbaka-	Bernard	Yalokole	moniteur	—	—	729
Boyaka-	Joseph	Yalusaka	moniteur	—	—	730
Lokwa-	Odilon	Yongolongolo	moniteur	—	—	731
Bofumbo	Paul	Nkombo	tailleur	4	4	732
Pambi [Mpambi]	Arsène	Bonguma	chef		10	733
Bokombe	Thomasi	Yongo	moniteur		29	734
Bamanga**	Nicolas	Yango-Mondombe	chef			735
Ituo [Ituwo]	Albert	Flandria [Boteka]	moniteur		7	736
Bompuku**	François	Flandria [Boteka]	écolier	37		737
Nkoy/Nkoi [Nkoi]	Jean	CCB Lisafa (?)			28	738
Nkonyi	Ghislain	Mondombe	moniteur		22	739
Lokuli	Pierre	Yalifafu	écolier		40	740
Ikoma	Louis	MC Imbonga	catéchiste		41	741
Itale	Louis	MC Imbonga	Elève à Bamanya			742
Njoli**	Joseph	Ikua				743
Collectief***+		Bombomba	villageois			[744]
Bowanga**+	Nicolas	Imbonga	prêtre			[745]

Sources: *Etsiko*, (septembre) 1954, p. 16, avec compléments d'origines diverses.

* EB = E. Boelaert.

** Noms pas mentionnés dans la liste publiée.

— Disqualifié.

+ Sans numéro original.

Quatorze des quarante-cinq personnes avaient répondu aussi à l'enquête sur «L'arrivée des Blancs»: Paul Impote, Marc Bolumbu, Pierre Mune, Jean Boenga, Boniface Bosiko, Louis Efonze, Gustave Esanelo, Alphonse Basai, Arsène Mpambi, Albert Ituo, François Bompuku, Pierre Lokuli, Louis Ikoma et François Bombute. Six des participants avaient publié de brefs articles sur le sujet ou sur d'autres thèmes, dans *Le Coq Chante* ou publieront dans *Lokole Lokiso* (Joseph Batokwa, Gabriel Ekonya, Esanelo Gustave, Paul Lofeka, Gaston Efoloko, Louis Itale). Parmi les participants, on trouve vingt-cinq moniteurs (enseignants d'école primaire), cinq élèves d'écoles secondaires, trois chefs (de villages), un juge conseiller, deux catéchistes et trois personnes sans autre spécification de fonction. Les dates de naissance ne sont pas mentionnées dans les sources et il n'a pas été possible d'obtenir ces données par d'autres moyens.

A première vue, quarante-cinq réponses, ce n'est pas beaucoup, mais derrière une même lettre se cachent souvent plusieurs personnes comme le dit expressément Joseph Bonkingo (réponse 716): «Chez moi à Boende (*Etóo*), j'ai interviewé un bon nombre de vieillards sur la propriété des forêts et la plupart m'ont répondu de la même façon en utilisant le même proverbe»: «si le père n'a pas abattu de forêt, les enfants n'auront pas de jachère».

Tous se situent dans un milieu rural et sont en relation avec les missions catholiques de Mbandaka, Bokuma, Botéka (Flandria), Imbonga, Bokela, Bondombe, Basankusu et avec la mission protestante Bonyeka. L'endroit où le répondant a composé son document ne correspond pas nécessairement à son village ou à sa région d'origine, mais se situe au moins dans une aire géographiquement proche. C'est le cas notamment des élèves et des enseignants. Parfois on trouve des indications plus spécifiques concernant leur village d'origine dans le document même. Il est clair pourtant que tous sont originaires de la sphère culturelle m'ngɔ, bien que représentant des traditions propres comme les Nkundo, Bongando, Ekɔta, Bosaka, Bakutu.

Il est étonnant de ne pas voir le nom de Paul Ngoi parmi les participants. Il était à cette époque le plus proche collaborateur de Boelaert et d'Hulstaert. Mais, je pense pouvoir lui attribuer les deux documents inachevés et anonymes déjà mentionnés. Le premier, de quinze pages, est un exposé systématique en lom'ngɔ sur les terres dans la conception des M'ngɔ. Le deuxième, de cinq pages, sous le titre *Njuno ea bakumba* [rectification des courbes], est une ébauche de réponse à l'enquête. Il contient plusieurs remarques de la main de Boelaert. Je ne les ai pas incluses dans le dossier, principalement à cause de leur état inachevé, même fragmentaire.

La classification qualitative faite par Boelaert reprend les mots des questions et est ainsi basée sur les critères suivants: présentation (dix points); *ngond'iuma l'omongo?*/propriétaire de toutes les forêts? (vingt points); *Bomongo na?*/Qui est propriétaire? (quarante points); *bafeka bafaya*/interdire aux étrangers (dix points); *nyamola*/aliéner (dix points); *lisango*/héritage (dix points). Les participants sont classés selon le nombre total des points ainsi obtenus. Dans la première liste manuscrite, il utilise deux rangées de classification légèrement différentes. Il publie dans *Etsiko* seulement les trente et un noms qui reçoivent une récompense allant de cent vingt-cinq à vingt-cinq francs congolais⁷⁴.

On peut remarquer que les données de cette enquête se bornent à quelques dizaines de villages (fig. 2). On peut dès lors se poser la question si on peut tirer de ces données appartenant à un même domaine culturel des conclusions valables. Avec Hulstaert dans sa recension de l'étude de Pierre Mune sur le même sujet, on peut répondre que:

⁷⁴ A estimer à 20 et 3,75 euros actuels ou environ 15 000 à 1 800 Fc. (2008). En 2007 un pain coûtait 100 Fc.

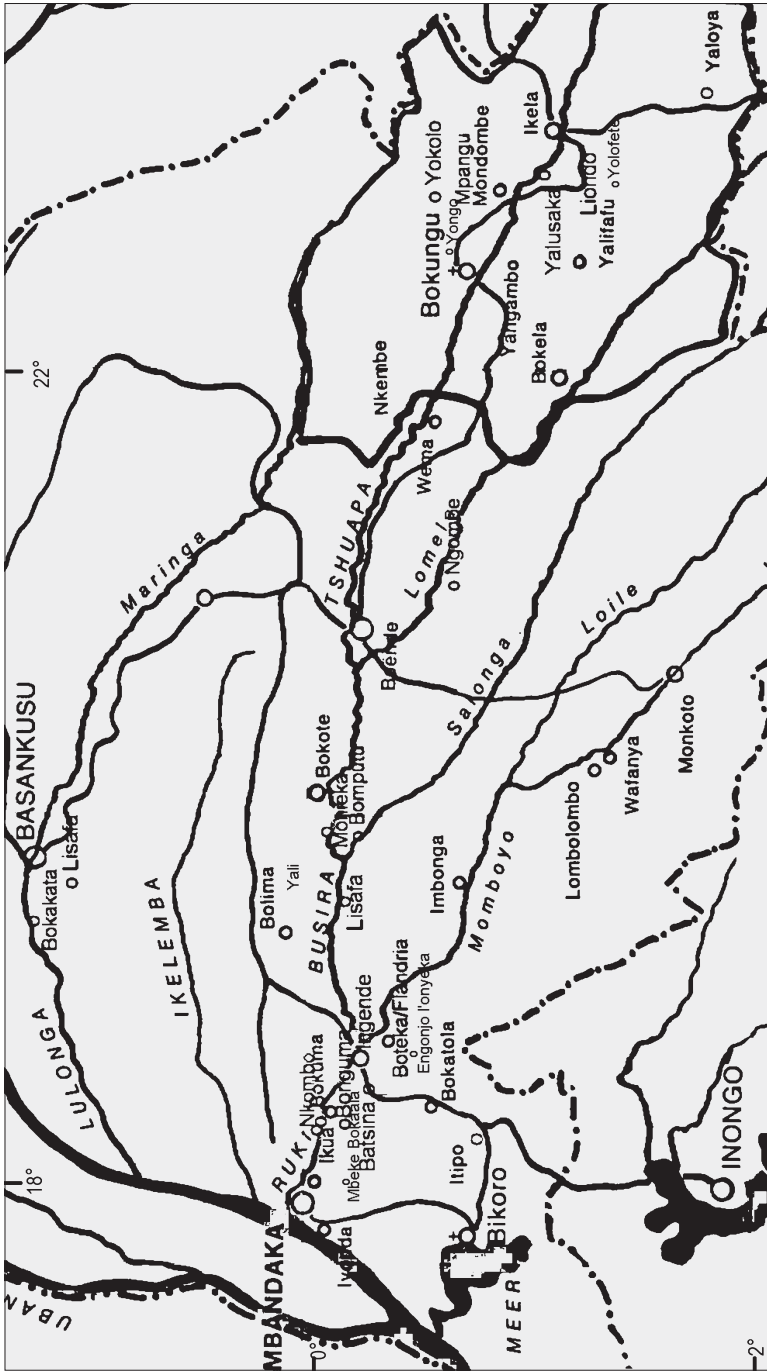


Fig. 2. — Carte des localités principales de la région et des villages des répondants à l'enquête⁷⁵.

⁷⁵ Carte qui couvre l'archidiocèse de Mbandaka-Bikoro, le diocèse de Bokungu et une partie du diocèse de Basankusu, reprise avec addition de plusieurs noms de localités de: Vereecken, J., 1970, *Missionnaires du S. Cœur 50 ans au Zaïre*, Bergerhout, Missionarissen van het H. Hart, hors pagination. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

Il faut donc se garder de généraliser hâtivement. Car malgré l'unité culturelle de l'ethnie Môngo, il existe pas mal de différences entre les diverses divisions, même entre groupes voisins, différences que seule une enquête géographique appropriée pourra déterminer et circonscrire. Cependant, d'autre part, cette même unité permet des généralisations provisoires et hypothétiques, si elles restent dans les limites raisonnables, surtout pour ce qui concerne les principes juridiques fondamentaux, à l'exclusion des applications de détail aux situations de fait. De toute façon, la présente étude confirme certains points qui ont déjà été mis en lumière pour d'autres groupements Môngo, notamment la possibilité de cession et de louage de terres, les règles particulières d'appropriation des pêcheries, et individualisation des domaines fonciers bien plus avancée que le reconnaît l'administration coloniale⁷⁶.

A part ces réponses écrites, Boelaert et Hulstaert avaient encore de multiples sources diversifiées pour s'informer sur la question. A Coquilhatville, ils étaient tous deux fort mêlés aux palabres foncières des années cinquante, ce qui leur procurait une masse d'informations. Leurs informateurs habituels, principalement Paul Ngoï et Augustin Elenga, étaient certes aussi mis à contribution en dehors du contexte de l'enquête.

La dernière note de réception de réponse est datée du 24 août 1954, mais le texte de Nicolas Bowanga porte la date du 2 septembre. Le 14 septembre de cette même année 1954, Boelaert a quitté définitivement le Congo. Le numéro spécial d'*Etsiko*, imprimé à Coquilhatville, avec la proclamation des résultats et le résumé des réponses, en français et en lomôngo, doit avoir été préparé encore par lui, fin août. Il est bien probable qu'il n'a pas attendu la dernière réponse pour composer son résumé. Ce résumé est reproduit en annexe. Hulstaert en a formulé un autre, plus succinct, dans *Æquatoria*⁷⁷, qui, dans sa concision, accentue la tendance univoque de rejet de la position de l'administration. Je le reproduis ici :

1. Toutes les terres ont-elles un propriétaire? La réponse est unanime: affirmative. Plusieurs correspondants ont cité des preuves: toute terre porte le nom du propriétaire; les limites (même dans les marais étendus et des forêts de plusieurs journées de marche, les limites existent entre les propriétaires); exclusivité des droits d'exploitation: champ, chasse clôture de chasse, etc.

2. Qui est le propriétaire? Le chef n'a aucune autorité sur les terres. Le village ne peut posséder, il faut une personne pour être propriétaire et c'est le patriarche du clan ou de la famille.

3. Indices du droit de propriété.

a) Le propriétaire peut défendre à un étranger d'y chasser. Si l'étranger tue une bête, il doit payer un tribut au propriétaire. Pour l'établissement d'un champ, il faut la permission du propriétaire qui prélève une part. L'usage n'annule pas la propriété, il en est de même pour l'autorisation de résidence.

b) Le propriétaire peut vendre sa terre, mais les ancêtres ne le faisaient que dans des cas extrêmement graves. Une partie des terres peut être donnée au mari de la fille, par affection, comme *nkomi*⁷⁸. Cette terre restera définitivement

⁷⁶ Recension de Muné 1959 par Hulstaert, G., 1960, *Æquatoria* 23 (2): 71-72.

⁷⁷ *Æquatoria* 1955, 18 (2): 70-71.

⁷⁸ *nkomi* D., p. 1470: contre-dot.

aux enfants, mais s'il n'y a pas d'enfants ou en cas de divorce, elle retourne au patriarche.

c) Par héritage la terre passe aux puînés du patriarche, puis au fils aîné. Durant le jeune âge de l'héritier, la terre peut être gérée par un patriarche apparenté jusqu'à ce que le fils puisse prendre en main son héritage.

Nombre de correspondants ajoutent le corollaire que les indigènes en cédant leurs terres à l'Etat ne pensent transférer que le droit d'usage et non la propriété, tout comme n'importe quel étranger qui vient résider dans un clan n'acquiert pas la propriété.

Authenticité des réponses

La question de l'authenticité des réponses doit être posée. Nous verrons que pour certains textes publiés dans le journal *Lokole Lokiso*, Hulstaert et Boelaert utilisaient des pseudonymes ou sobriquets. La situation est fort différente dans le cas de l'enquête. Il est pratiquement exclu que ces textes ont été manipulés par Boelaert. Il se trouvait à Coquilhatville et les auteurs des réponses à des centaines de kilomètres de là. Les lettres, toutes autographes, ont des marques indiscutables d'authenticité.

Mais on doit se poser la question s'il n'y a pas eu d'influence des missionnaires sur place, car bon nombre de textes proviennent de postes de Mission où résident des confrères de Boelaert. Une analyse de critique littéraire exclut toute influence directe. Mais une influence indirecte était-elle possible? Elle est fort improbable. Ne m'est connu aucun signe d'une quelconque connaissance, et encore moins d'une prise de conscience, de la problématique foncière parmi les missionnaires sur place au moment de l'enquête, à l'exception peut-être de Frans Maes, à l'époque directeur de l'école H.C.B. à Boteka. Il était sûrement plus ouvert aux problèmes liés à la colonisation. Evidemment les réponses provenant des moniteurs de cette école sont très variées et détaillées, chacun exposant la situation foncière traditionnelle dont il avait connaissance dans sa localité d'origine. Ont-ils connu l'affaire Lokondo située dans le voisinage de la mission de Boteka? Boenga, qui présente deux textes, est originaire d'un village voisin [Iámbo/Yambo] de Bofalamboka où se situe cette affaire.

Il est vrai qu'un texte anonyme (dans le style polémique de Boelaert ou d'Hulstaert) dans *Etsiko* de juillet-octobre 1953 aurait pu influencer l'un ou l'autre lecteur attentif. Effectivement cette revue était divulguée aussi à l'intérieur et arrivait aux mêmes postes de Mission (sans qu'on connaisse les détails de son influence possible, comme le nombre et les noms des abonnés). Mais là aussi l'analyse critique et la comparaison des textes ne permettent pas de déceler des influences directes, bien que le texte contienne l'élément essentiel de la polémique: l'Etat prend la terre des Congolais sans considération pour les véritables propriétaires. La rédaction ne reviendra plus à la question avant le lancement de l'enquête en avril-mai 1954. Les discussions entre les lecteurs de *Lokole Lokiso* datent toutes d'après le lancement de l'enquête.

Finalement, on doit toujours se poser la question de l'influence mutuelle. Les autochtones informaient les missionnaires et, en conséquence, les influençaient, et ceux-ci en tiraient des conclusions dans le domaine moral et social, ce qui se reflétait dans leurs publications et enseignement.

Style épistolaire

À l'école on avait appris à écrire des lettres. Ce style convenait mieux à la langue parlée habituelle des informateurs. Il souligne la relation personnelle avec l'enquêteur et se situe ainsi au niveau de l'interview guidée. Les finales des lettres proviennent souvent de la récitation des textes de la littérature orale: «C'est ici que je me tais», ou: «Tu entends le silence, c'est-à-dire: c'est fini». Il y en a qui s'adressent au «Père Lufulo»; d'autres «À tous les lecteurs d'*Etsiko*» ou encore «À l'Imprimerie». Quelques-uns font précéder leurs réponses d'une lettre de présentation; d'autres se contentent de quelques phrases en tête de leur réponse. La plupart des correspondants commencent directement, reprenant ou pas le titre du questionnaire.

La réaction de l'administration coloniale et ecclésiastique

Du côté civil, on n'est pas du tout heureux des agissements de Boelaert, comme en témoigne cette réflexion d'un administrateur rapportée par Hulstaert en 1955:

Un commissaire de district me disait récemment que ce sont les missionnaires qui suscitent ces problèmes; je lui rétorquai que de fait les missionnaires sont presque les seuls Blancs à encore avoir des contacts avec les indigènes et donc à entendre leurs doléances⁷⁹.

Justin Bomboko⁸⁰, rédacteur en chef de *Mbandaka*, répondait dans son journal au nom du Bureau local du Service de l'Information, que l'enquête avait été mal organisée⁸¹ et, ce qui semble plus grave, que l'enquêteur n'avait pas informé les lecteurs sur «la législation existante qu'en tant que citoyens nous ne pouvons rejeter». En conséquence, le seul résultat de son action a été de «semer le trouble». Nous reviendrons plus loin sur la polémique qui se développera entre les deux journaux les mois suivant la publication de ce numéro d'*Etsiko*⁸².

Hulstaert signalait à Boelaert en février 1955, que le procureur du roi à Léopoldville et président de la Commission permanente pour la protection des indigènes, M. Dumont, avait demandé deux exemplaires du fameux numéro d'*Etsiko*⁸². Dumont, dans sa lettre du 19 août 1955, pensait pouvoir infirmer les arguments avancés par Boelaert comme exprimés dans le résumé de son enquête:

⁷⁹ Hulstaert à Sohier, Lettre 68, Bamanya 19-1-55 (Vinck 1997, p. 156).

⁸⁰ Justin-Marie Bomboko, né en 1928, d'origine m'bo. Il a fait ses études secondaires à Bamanya, où il fit la connaissance du Père Gustaaf Hulstaert. Il devint le premier Congolais diplômé de l'Université Libre de Bruxelles. Membre de plusieurs gouvernements congolais.

⁸¹ «Le problème des terres indigènes», *Mbandaka* 1954, 8 (47) du 20 novembre: 1.

⁸² Voir lettre de J. Vandresse (substitut du procureur du roi à Coquilhatville en 1955) à Hulstaert, 19-4-1955. ArAeq., B. 97, f. 12, p. 432; Mf. 3/36.

Quel que soit le fondement coutumier des prétentions indigènes, telles qu'exposées dans la revue *Etsiko*, il est évident qu'il se heurte à notre conception du droit de propriété tel que défini par le décret du 3 juin 1906. Il apparaît que la conception des indigènes telle qu'elle est exposée dans cette étude peut ne pas être commune à tous les indigènes du Congo belge. Les indigènes confondent volontiers le droit de propriété avec le droit de souveraineté qui ne se manifeste que par l'exercice du droit de chasse et de l'indisponibilité des terres au profit d'un autre occupant⁸³.

Le procureur avait donc déjà pris conseil («il apparaît que...»), ce qui l'aidait à infirmer les conclusions de l'enquête: «La conception des indigènes (...) peut ne pas être commune à tous les indigènes du Congo belge».

Les supérieurs ecclésiastiques n'étaient pas ravis non plus de l'action de Boelaert. Le Supérieur religieux des Missionnaires du Sacré-Cœur à Mbandaka écrivait à son Supérieur Provincial en Belgique dans son rapport sur l'année 1954:

Le Père Boelaert, emporté par ses recherches sur le problème des terres indigènes, est allé un peu trop loin; bien qu'il veuille défendre le droit des indigènes contre l'Etat et qu'il n'ait pas tort, il publia tout un numéro d'*Etsiko* sur la question et ne se priva de dire à certains confrères: si je demande la permission pour cela, on ne pourra pas le publier. Cela nous a évidemment inquiété. Monseigneur aurait pu empêcher la distribution de ce numéro, mais, comme on a estimé que cela n'envenimerait pas la situation, Monseigneur a permis qu'il soit distribué⁸⁴.

Doit-on appliquer à l'enquête de Boelaert la justification de MALENGREAU (1947, p. 15) qui se montre ultrasceptique dans un texte de 1947 quand il écrit: «L'esprit superficiel ou le manque de préparation de certains enquêteurs, le choix peu judicieux des indigènes interrogés, (...) la confiance très limitée qu'on doit avoir dans les affirmations des Noirs quand ils parlent de leur régime foncier, tout cela paraît ébranler le crédit qu'il faut accorder à (...) notre documentation». Question oratoire à laquelle il avait déjà répondu à la page précédente: «Il en serait ainsi, par exemple, si l'on fait appel sans détour à la notion de propriété, notion abstraite pour nous, mais qui chez l'indigène évoque avant tout une réalité tangible. Il vit son droit plus qu'il ne le connaît. Il peut le décrire, mais c'est à nous de le définir. (...) Les attendus de leurs jugements témoignent souvent d'une remarquable sagacité». Malengreau visait ici les enquêtes et enquêteurs de l'administration qui d'ordinaire menaient les enquêtes lors des cessions ou concessions et qui, dans la presque totalité des cas, ne connaissaient ni la langue ni les coutumes des populations.

⁸³ Dumont à Hulstaert, ArAeq., B. 97, f. 16, p. 908; Mf. 3/42.

⁸⁴ ArMSC -Congo- B. Regio, f. 1954, p. 3. [Rapport sur la mission.] Sans date, mais au plus tard début 1955; sans auteur mais certainement de la main du Père Arthur Verbeek, Supérieur des MSC belges au Congo. Texte original: «*Pater Boelaert in volle studie van het grondprobleem voor de inlanders ging dan weer wat te ver; alhoewel hij het recht van de inlanders wil verdedigen tegen de staat en ook geen ongelijk heeft, publiceert een gehele Etsiko over dit probleem en liet natuurlijk horen aan sommige confraters: als ik daar toelating voor vraag dan mag het toch niet verschijnen. Het bracht natuurlijk ongerustheid mee. Toch had Monseigneur het versturen kunnen beletten, maar dan werd geoordeeld dat het toch geen kwaad bloed zou zetten, liet Monseigneur het toch verzenden*». Le Monseigneur en question était Hilaire Vermeiren (1899-1967). Voir BBOM, VIIC, col. 365.

E. Possoz semble avoir été très négatif envers l'enquête de Boelaert. Il avait présenté un article pour *Æquatoria* mi-1954 sur la question foncière. Hulstaert le récuse dans sa lettre du 29-7-1954: «Vous appuyez pleinement la thèse officielle de l'Administration»⁸⁵. Un an plus tard, il réagit encore plus vigoureusement à un texte proposé par Possoz: «Je ne comprends pas comment vous pouvez citer mon MARIAGE⁸⁶ comme argument contre l'enquête de ETSIKO⁸⁷ (...). Que toutes les questions concernant les terres concernées ne sont pas épuisées par un tel questionnaire, ne prouve pas que ces questions sont sans valeur ou que les réponses reçues sont erronées»⁸⁸.

Tout en prenant au sérieux l'avertissement, il y a lieu de se rappeler que cette enquête de Boelaert n'est qu'un élément dans un faisceau de recherches et d'études englobant tous les aspects de la société et s'étendant sur une trentaine d'années et dont la force de conviction se trouve principalement dans la convergence des données et des interprétations.

L'utilisation de l'enquête dans les publications de Boelaert

De retour en Belgique, Boelaert présenta lui-même les résultats de son enquête devant l'Académie royale des Sciences coloniales à Bruxelles, dans la séance du 21 février 1955. Le texte a été publié dans le *Bulletin des Séances* sous le titre «La propriété foncière dans l'idée des Nkundo» (BOELAERT 1955a). Il y met des gants, en présence de la pléiade de juristes et de savants en sciences coloniales, présents à la séance, dont J. Van Wing, J. Devaux, T. Heyse, L. Geubels, G. Malengreau, qui tous avaient déjà publié sur la question et dont plusieurs se retrouveront quelques mois plus tard dans la Commission des terres du Conseil colonial. «Il serait plus que téméraire de ma part si j'osais m'immiscer dans les multiples questions juridiques», commence-t-il sa communication. Nonobstant, il continue à exposer franchement et clairement les grands principes de la pensée môngo sur la propriété foncière et comment ceux-ci se sentent frustrés devant la législation en vigueur et surtout par la pratique de l'administration. Il évoqua encore son enquête dans plusieurs études par le renvoi à l'article publié dans le *Bulletin des Séances* (1955a). Mais, l'Indépendance étant advenue quelques années plus tard, Boelaert a abandonné le combat et l'enquête a trouvé le chemin des archives.

⁸⁵ «*Ge steunt tenvolle de officiële thesis van de administratie*». Lettre du 29 juillet 1954 (ArAeq., B. 57, f. 176b, p. 564).

⁸⁶ MARIAGE en majuscules dans l'original. Il s'agit du livre de G. Hulstaert, 1938, *Le mariage des Nkundo*, Bruxelles, Mémoires, Classe des Sciences morales et politiques, in 8°, l'Institut Royal Colonial Belge.

⁸⁷ ETSIKO en majuscules dans l'original. Il s'agit de la publication mensuelle de la mission catholique de Coquilhatville parue de 1949 à 1954.

⁸⁸ «*Ik begrijp niet hoe ge mijn MARIAGE kunt aanhalen als een argument tegen de enkwest van ETSIKO (...) Dat niet alle kwesties betreffende gronden uitgeput zijn door zulke questionnaire bewijst niet dat de gegeven vragen waardeloos zijn of de gekregen antwoorden verkeerd.*» Lettre Hulstaert à Possoz du 9 septembre 1955 (ArAeq., B. 57, f. 176b, pp. 569-570; Mf. 65).

Action politique:
la Commission permanente pour la protection des indigènes: 1953-1957⁸⁹

Le problème foncier n'avait pas été sujet à discussion de l'une ou de l'autre manière dans la Commission permanente pour la protection des indigènes jusqu'aux tentatives d'Hulstaert à partir de 1953. Seule la Sous-commission d'Elisabethville avait indirectement parlé de la question en discutant d'un projet du gouvernement pour permettre aux indigènes d'acquérir la propriété individuelle du sol situé dans les terres domaniales (GUEBELS 1953, pp. 460-461, 494-500), projet qui aboutira en 1953. La présidence de la Commission était d'office attribuée au procureur général à Léopoldville, à cette époque, Monsieur Gérard Dumont⁹⁰.

Hulstaert avait été nommé membre de la Commission, le 16 juin 1953. Il avait préparé deux communications pour la session d'octobre 1953, une sur la relégation (HULSTAERT 1992a) et une sur les droits fonciers des indigènes⁹¹. Il a présenté la première note, mais il sera empêché de faire communication de la deuxième, bien qu'inscrite à l'ordre du jour. Plus tard, dans un bref mémorandum: «Note sur le problème foncier»⁹², il a fait l'historique du refus systématique, par le président de la Commission, de lui permettre de présenter sa communication.

A la session de 1953 j'avais présenté une note sur le problème des droits fonciers coutumiers. Notre vénéré Président fit remarquer que la Commission étant insuffisamment documentée sur ce problème très complexe, elle n'était pas préparée pour en entreprendre l'étude. Comme l'assemblée se rangeait à l'opinion du président, je retirai ma note et le vœu en découlant. Mais la Commission maintint la question pour l'étudier à la session suivante⁹³.

De Waersegger, à l'époque substitut du procureur général à Léopoldville, avait déjà composé, le 13 février 1953, une «Note relative à l'interprétation du

⁸⁹ La documentation principale de ce chapitre se trouve dans les Archives *Æquatoria* B. 96; f. 6 et 7; Mf. 3/22 et 23 et B. 97, f. 9-10; Mf. 3/33.34.35. Ces documents incluent la correspondance d'Hulstaert avec le président de la Commission, les textes des notes présentés par les membres, les rapports des sessions, les réponses données par le gouvernement aux vœux, les rapports au roi.

⁹⁰ G. Dumont, voir «Répertoire biographique» à la fin de l'introduction.

⁹¹ *Protection des droits fonciers*, ArAeq., B. 97, f. 9, pp. 335-337; Mf. 3/34.

⁹² *Note sur le problème foncier*, ArAeq., B. 97, f. 11, p. 373; Mf. 3/35. Document non daté mais sans doute de 1957. Le document en notre possession est probablement la copie préparée par les services de la Commission et distribuée aux membres en préparation de la session de 1957. Voir la lettre de G. Hulstaert au président de la Commission permanente pour la protection des indigènes, Bamanya, le 29 septembre 1955, ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 899-903; Mf. 3/42.

⁹³ ArAeq., B. 97, f. 11, p. 373; Mf. 3/35.

décret du 5 juin 1906 et aux droits fonciers indigènes»⁹⁴. Cette note avait été composée «à la demande du département des Colonies» comme commentaire sur un projet de loi sur la tenure foncière⁹⁵. Et, selon Dumont: «Il n'avait fait l'objet d'aucune contestation». Ce texte de de Waersegger avait été communiqué à Hulstaert pendant la Session de 1953 à Bukavu. La teneur en est claire:

Dans sa lettre n° 311/302 du 15 juin 1952 adressée au gouverneur général, le ministre des Colonies exprimait l'opinion qu'il serait inopportun et dangereux de mettre en cause toute la politique foncière pratiquée de longue date par le gouvernement (...). Une pareille révision de ce décret risquerait d'avoir pour conséquence de donner à croire aux indigènes qu'ils ont jusqu'à ce jour été traité en matière foncière d'une façon inéquitable et injuste et fournirait des arguments aux mécontents et aux fauteurs de troubles à l'affût de tout ce qui pourrait créer du désordre dans notre Colonie. Elle aurait aussi en conséquence de remettre en cause certaines concessions de terres indigènes que l'on a erronément considérées comme domaniales⁹⁶.

Une confession étonnante de la part d'un ministre, une formulation claire de l'agenda caché de toute la politique foncière dans la Colonie belge: éviter des troubles et s'il le faut continuer à couvrir des pratiques injustes et illégales. Ainsi est formulée aussi toute l'argumentation qu'utilisera le Président de la Commission pour empêcher Hulstaert, pendant les deux sessions suivantes, de présenter son vœu. Hulstaert réagira à ce texte par ses «Considérations au sujet du droit foncier»⁹⁷ datées du 10 février 1954, mais soumises seulement au Président de la Commission, accompagnées de sa lettre du 13 août 1954 et, comme il écrivait à Sohler, c'était «une révision de la communication préparée pour 1953»⁹⁸. De Waersegger réagit à son tour aux propositions de 1953 de Hulstaert dans une

⁹⁴ Texte du 13 février 1953. ArAeq., B. 49, pp. 1497-1509; Mf. FB/50-51. Cette copie comporte des notes marginales d'E. Boelaert. Une autre version de ce document, identique à quelques phrases près, était probablement destinée à la publication: L. de Waersegger, *Note relative...* (1) A l'introduction du décret du 3 juin 1906, quant aux droits fonciers indigènes ArAeq., B. 97, pp. 247-254; Mf. 3/33 et (2) aux droits coutumiers de chasse des Indigènes B. 97, pp. 255-259; Mf. 3/33 Léopoldville, 10 septembre 1953. Déjà en 1940 il s'était exprimé sur la matière dans un document: *Droits des Indigènes en matière foncière*, 13 pages polycopiées, daté à Boma 19 janvier 1940. ArAeq., B. 97, f. 9, pp. 260-277; Mf. 3/33.

⁹⁵ Aucun autre projet de loi en cette matière n'est connu à cette date. Il est possible qu'il ait été composé en relation avec les décrets des 10 et 23 février 1953 sur l'accès à la propriété privée des indigènes.

⁹⁶ ArAeq., B. 49, pp. 1497-1509; Mf. FB/50-51; citation p. 1497. Cette argumentation est répétée par M. Dumont dans sa lettre à Hulstaert du 19 août 1955: «Contester cette thèse, c'est remettre en question toutes les cessions de terres consenties par les indigènes jusqu'à présent, c'est ouvrir la porte aux plus vives réclamations des indigènes (...) Discuter dès lors devant les membres indigènes de la Commission les fondements même de notre conception du droit foncier, c'est mettre en doute l'honnêteté des transactions passées.» ArAeq., B. 97, f. 16, p. 908; Mf. 3/42. Il appert des actes de la Commission des Terres du Conseil colonial, que le gouverneur général Pétillon avait suggéré à plusieurs reprises entre 1952 et 1954 des changements à la politique foncière mais «non adoptés par le Gouvernement». ArAfr. PPA A/275(3446).

⁹⁷ ArAeq., B.49, pp. 1566-1583; Mf. FB/51.

⁹⁸ «J'ai chargé un peu l'exposé et fait un peu de rhétorique; c'est que je voudrais forcer la note pour susciter la réaction de M. Dumont et surtout de de Waersegger, l'auteur de la note». Hulstaert à Sohler, Lettre du 10 février 1954 (Vinck 1997, p. 150).

brève note en 21 points: «Droits fonciers»⁹⁹ et il conclut qu'il «ne faut pas modifier le décret [de 1906], mais lui assurer dans la pratique une interprétation conforme à l'intention du législateur».

De Waersegger avait terminé sa «Note relative à l'interprétation...» par cette phrase effarante aux oreilles d'Hulstaert «Il ne nous appartient pas de critiquer cette appropriation [des terres], de la déclarer juste ou injuste, pas plus qu'il ne nous appartiendrait de critiquer l'annexion du Congo à la Belgique ou toute autre acte politique de l'Etat»¹⁰⁰.

Cela était peut-être vrai pour un procureur dans l'exercice de sa fonction, mais ce ne l'était pas pour Hulstaert qui réplique vigoureusement dans ses «Considérations»: «Cette affirmation — qui clôt le débat avant son ouverture — est exprimée dans des termes si absolus qu'elle nous paraît appeler des résistances»¹⁰¹. Ensuite, il s'accroche aussi à l'expression «droit naturel» utilisée par de Waersegger dans sa «Note relative à l'interprétation...», par tout un paragraphe «Loi et morale» (pp. 6-7) et Boelaert y répond à son tour dans *Æquatoria* par son article: «La législation foncière de l'Etat Indépendant et droit naturel» (BOELAERT 1954).

Hulstaert dévoile les véritables raisons du refus de Dumont dans une lettre à Antoine Sohier, membre du Conseil colonial, quand il lui écrit en février 1954:

Puisque vous parlez de droits fonciers, je joins copie d'une note¹⁰² que je transmets au procureur général de Léo; puisque, étant membre de la Commission pour la protection des indigènes, j'ai soulevé la question à la réunion de Bukavu, mais on m'a demandé de la retirer parce que cette question est trop complexe et que les membres n'ont pas eu le temps de l'étudier. Ce qui est peut-être vrai, mais il ne fait pour moi aucun doute qu'on veut esquiver la question qui fait PEUR¹⁰³.

Malgré cela, les préoccupations d'Hulstaert ne sont pas restées totalement absentes pendant cette session de 1953. Le sujet revient en surface lors de la révision du vœu 44 de 1951 (qui devient le n. 10 de 1953), concernant l'attribution aux indigènes de terres de bonne qualité à l'occasion d'un réaménagement

⁹⁹ ArAeq., B. 97, f. 9, pp. 340-341; Mf. 3/34, sans date, mais avec signature de de Waersegger.

¹⁰⁰ *Note relative à l'interprétation...* de de Waersegger, du 13-2-1953, ArAeq., B. 49, pp. 1497-1509; Mf. FB/50 (citation à la page 1504).

¹⁰¹ *Considérations au sujet du droit foncier*. Ce texte est daté du 10 février 1954. ArAeq., B 49, pp. 1566-1583; Mf. FB/51; Hulstaert révèle ensuite l'attitude inquiétante de ce haut personnage de la magistrature quand il poursuit son commentaire: «D'abord je suppose qu'il n'entre pas dans l'intention de l'auteur de la note de dénier d'une manière absolue tout droit de critique sur les lois d'un pays ou les actes de son gouvernement. Nous ne pouvons, en outre, admettre les théories totalitaires qui s'infiltrèrent mêmes dans les vraies démocraties. Une loi peut être injuste; et l'histoire est remplie du récit des actions injustes commises par divers états, anciens et modernes». Citation à la page 1566. L'expression «Une loi peut être injuste» rappelle en anticipation la phrase de l'allocution au 30 juin 1960 de Lumumba: «Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux».

¹⁰² Il s'agit de la note *Considérations au sujet des droits fonciers*, ArAeq., B 49, pp. 1566-1583; Mf. FB/51.

¹⁰³ Hulstaert à Sohier, Lettre 5 du 10 février 1954 (Vinck 1997, p. 150).

du territoire (dans le cadre du Paysannat Indigène). Dans la « Suite donnée aux vœux », le gouvernement général se montre très généreux :

L'administration s'entoure de toutes les garanties voulues pour éviter de léser les droits et desiderata des indigènes lors de la mise en œuvre des programmes de valorisation de l'agriculture indigène. Des enquêtes politico-foncières très poussées¹⁰⁴ sont menées au préalable et servent de base à l'établissement de lotissements (...). Ce sont les autorités coutumières¹⁰⁵ qui, en vertu des dispositions de l'article 48, répartissent les travaux (...)¹⁰⁶.

Cela doit avoir sonné supérieurement hypocrite aux oreilles d'Hulstaert, qui était au même moment en pleins démêlés avec l'administration et la justice à Coquilhatville pour la défense des indigènes lésés dans leurs droits fonciers. Il manifeste ses frustrations par des notes marginales sur sa copie du texte.

Le président de la Commission avait donc promis de programmer la discussion pour la session de 1955. Hulstaert s'y prépare. A l'approche de cette session, dans une lettre du 3 juin 1955, il demande au Président de la Commission de pouvoir réutiliser le texte de 1953, mais, de fait, il le révisé et l'envoie le 27 juin 1955, sous le titre : « Droits fonciers indigènes »¹⁰⁷. Le 19 août 1955, le Président lui répond sans ambages et lui dit de manière autoritaire sa vérité. Sa réponse montre qu'il a pris connaissance des résultats de l'enquête de Boelaert publiés dans *Etsiko* fin 1954. Il conteste la validité de l'application des conclusions d'*Etsiko* à tous les Congolais. Si les indigènes ne font pas de distinction entre le droit de souveraineté et le droit de propriété, c'est le moment de leur inculquer ces nuances, même si les ethnologues sont convaincus que ces concepts ne sont pas applicables tels quels à la situation congolaise. Et il poursuit que ni la chasse ni la pêche ne peuvent constituer des droits réels grevant le sol. Selon le procureur, les Noirs ont toutes les possibilités de faire valoir et reconnaître leurs droits. En outre, la Commission ne dispose pas de moyens d'investigation sur cette question. Discuter dès lors devant les membres indigènes de la commission les fondements mêmes de la conception occidentale du droit foncier, c'est mettre en doute l'honnêteté des transactions passées et créer une agitation politique. Et d'y ajouter : « Je souhaiterais qu'elle soit retirée de l'ordre du jour ». La lettre est importante aussi bien pour son contenu que pour le ton autoritaire. Je la reproduis ici en entier¹⁰⁸.

¹⁰⁴ Souligné par Hulstaert qui a ajouté en marge : « cfr palabres Coq ».

¹⁰⁵ Souligné par Hulstaert qui a ajouté en marge : « c.à.d. nommées par l'administr ».

¹⁰⁶ *Procès Verbal de la réunion de la Commission Permanente pour la protection des Indigènes ouverte à Bukavu le 19 octobre 1953*, Vœu n° 10, ArAeq., B. 96, f. 7, citation à la page 1145; Mf. 3/22.

¹⁰⁷ ArAeq., B. 97, f. 10, pp. 374-377; Mf. 3/35.

¹⁰⁸ ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 908-909; Mf. 42 et 43. Hulstaert a annoté la lettre dans la marge : *Gevallen* [Cas] : 1. *Telecom plaine aviation Ifekol Boyeka Coq*; 2. *Mbandaka Inkole Telcom*; 3. *Boyeka pas*; 4. *Pas paiement fon...*; *Couraf* 8-9-55; *Pays. Ind. Bombw*; *besako* [jachères]; *lokombo* [clôture de chasse]; *Ntomba, Bokeki*.

19 août 1955

Révérend Père,

J'ai examiné attentivement la note que vous avez déposée en vue de la discussion par la Commission pour la protection des indigènes, du problème des terres.

Déjà précédemment, je vous avais fait connaître la position qui paraît la seule légitimement fondée. Mais le problème n'a pas qu'un aspect juridique, il a aussi un aspect politique aux yeux du Gouvernement et sentimental aux yeux des indigènes.

Quel que soit le fondement coutumier des prétentions indigènes, telles qu'exposées dans la revue *Etsiko*, il est évident qu'il se heurte à notre conception du droit de propriété tel que défini par le décret du 3 juin 1906.

Il apparaît que la conception des indigènes telle qu'elle est exposée dans cette étude peut ne pas être commune à tous les indigènes du Congo belge. Les indigènes confondent volontiers le droit de propriété avec le droit de souveraineté qui ne se manifeste que par l'exercice du droit de chasse et de l'indisponibilité des terres au profit d'un autre occupant.

Il ne peut cependant être contesté que ni la chasse ni la pêche constituent des droits réels grevant le sol. Ce ne sont pas des modes d'occupation du sol et leur exercice ne peut être un indice de propriété du sol. Ceci est vrai en droit naturel et en droit écrit. Il a toujours été admis par le législateur que la chasse et la pêche s'exerçaient sur les terres domaniales qui, par définition, appartiennent à la Colonie.

Contester cette thèse, c'est remettre en question toutes les cessions de terres consenties par les indigènes jusqu'à présent, c'est ouvrir la porte aux plus vives réclamations des indigènes auxquelles les principes du décret du 3 juin 1906 ne pourraient plus être opposés, c'est créer un problème politique qui ne pourra être résolu que par la force.

Si les cessions faites autrefois n'ont pas toujours été entourées de toutes les garanties désirables et si certaines d'entre elles ne méritent pas notre approbation, il n'en est pas moins vrai que, depuis plusieurs années, les études préalables aux contrats de cessions de terres sont faites avec le plus grand soin et qu'elles donnent aux indigènes toutes les possibilités de faire valoir et reconnaître leurs droits. Il n'est pas douteux que la volonté du Gouvernement soit d'apporter la plus scrupuleuse bonne foi dans ses rapports avec les indigènes sur cette question dont la gravité ne lui échappe pas. Le décret du 3 juin 1906 a suscité des critiques, des études. Mais aucun de ceux qui se sont penchés sur ce problème n'a, jusqu'à présent, apporté une solution raisonnable au problème posé.

Il m'apparaît dès lors que la Commission pour la protection des indigènes ne dispose pas des moyens d'investigation nécessaires pour une étude complète de ce problème, et que trop peu de membres dont elle est composée, possèdent une compétence suffisante pour un travail fructueux et serein.

Discuter dès lors devant les membres indigènes de la commission les fondements mêmes de notre conception de droit foncier, c'est mettre en doute l'honnêteté des transactions passées. Toute discussion me paraît devoir aboutir à une impasse, à la constatation hâtive d'une opposition formelle entre les conceptions indigène et légale du droit de propriété. C'est aussi donner des armes aux membres indigènes de la Commission, dont certains pourraient s'emparer pour créer une agitation politique que vous seriez le premier, je n'en doute pas, à regretter.

Il me semble dès lors peu opportun de soumettre cette question aux délibérations de la Commission, et je souhaiterais qu'elle soit retirée de l'ordre du jour.

Si les arguments développés ne vous satisfont pas, je serai heureux d'avoir avec vous, avant la réunion de la Commission et à très bref délai, une plus ample conversation et souhaiterais que vous veniez en discuter avec moi à Léopoldville. Une feuille de route que je vous ferai tenir vous assurerait la gratuité de votre voyage.

Hulstaert ne peut réagir à cette lettre que le 8 septembre 1955 après son retour du Congrès africain de Bukavu (du 23 août au 3 septembre). Il va donc à Léopoldville. Il est de retour à Coquilhatville le 28 septembre 1955. L'entretien avec le Président de la Commission doit avoir eu lieu entre ces deux dates. Il a accepté de retirer sa note de l'ordre du jour, puisqu'il avait reçu l'assurance que le problème était activement étudié par le gouvernement général. Il avait obtenu en retour que sa note préparée pour la Commission soit envoyée au gouverneur général Petillon avec une copie de sa longue lettre du 29 septembre 1955 au Président de la Commission¹⁰⁹. Cette lettre était une réplique aux arguments exprimés dans la lettre de celui-ci du 19 août 1955. Il y prend le contre-pied de presque tous les points. Dans une lettre au gouverneur général Pétillon (1903-1996), du 6 novembre 1955, Hulstaert, après avoir été reçu en audience lors de son passage à Coquilhatville, veut se rassurer que sa lettre du 29 septembre avec la note lui avait été transférée, comme promis. «Comme suite à l'entretien (...) lors de votre récent passage à l'Equateur, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint copie d'un article que j'ai fait au sujet de votre dernier discours officiel (...) Permettez-moi de rappeler (...) la note que j'avais faite pour la Commission pour la protection des indigènes¹¹⁰.»

Entre-temps, il avait publié «La propriété foncière et le Paysannat indigène» (HULSTAERT 1953), soutenant les positions qu'il avait voulu défendre devant la Commission, et «Sur le droit foncier Nkundo» (HULSTAERT 1954), dans lequel il souligne la possibilité d'évolution du droit coutumier foncier, basé sur ses recherches récentes dans les environs de Coquilhatville.

La onzième session de la Commission s'est tenue à Stanleyville, du 3 au 8 octobre 1955. Hulstaert n'y présente donc pas sa note, mais le sujet apparaît quand même dans les rapports. Dans le «Rapport au Roi» sur cette session, nous lisons que le décret de 1906 est, selon les membres de la Commission, formulé de manière satisfaisante, mais qu'il y a certes quelques abus, notamment quant à l'identification des véritables propriétaires. On signale en outre que les conditions des contrats ne sont pas toujours comprises par les Noirs. Ils ne réaliseraient pas que la cession est définitive. On formule alors le vœu suivant (n. 18): «Que les indigènes coutumièrement qualifiés soient dès le début de l'enquête de vacance de terre informés avec précision des engagements qui leur sont proposés et des garanties qui leur sont données par la loi»¹¹¹. Dans la réponse du gouvernement général en 1956, on voit la réaction agacée de l'administration qui n'accepte pas d'admonitions:

Suite réservée au vœu n° 18: Il est difficilement imaginable à l'heure actuelle que des enquêtes de vacances soient menées sans que les principaux intéressés soient présents. Toute demande de terre, toute enquête postule logiquement la présence des

¹⁰⁹ ArAeq., B. 96, f. 6, pp. 1077-1085; Mf. 3/21.

¹¹⁰ Hulstaert au gouverneur général, 6-11-1955, ArAeq., B. 57, f. 173, p. 4; Mf. CH/54.

¹¹¹ ArAeq., B. 96, f. 7, p. 1177; Mf. 3/23.

chefs de terre coutumiers exerçant des droits sur le terrain faisant l'objet de la demande. Les formulaires d'enquête de vacances sont d'ailleurs conçus de façon à ce que les principaux intéressés ne soient pas ignorés. D'autre part, le délai de 2 ans accordé permet aux Indigènes qui s'estiment lésés de faire valoir leurs droits. Il est un fait cependant que des difficultés se font jour à cause d'une part de l'ignorance, de l'incompréhension, de l'intolérance de la législation foncière et, d'autre part, de la situation survenue dans certaines régions à la suite de la pression démographique¹¹².

Le 15 juillet 1957, l'invitation pour la douzième session, de nouveau à Bukavu, de fin novembre 1957, est lancée. Le 22 juillet Hulstaert répond qu'il y assistera et qu'il n'a pas de texte à soumettre. Mais le 27 octobre il rapporte qu'il a reçu la copie de sa note comme reproduite par la Commission et envoyée à tous les membres. Il a donc bel et bien présenté une «Note sur le problème foncier par le R. P. G. Hulstaert»¹¹³. Il s'aligne cette fois-ci sur la position du Président de la Commission et se contente de demander une rapide conclusion des études en cours; toutefois il n'oublie pas de mettre en garde pour les conséquences néfastes de toute tergiversation. Entre-temps la Commission de réforme du Conseil colonial avait été à l'œuvre sans que pour autant les résultats ou les conclusions en soient communiqués. Hulstaert exprime son inquiétude: «Or depuis lors, la question d'urgence est devenue comme inexistante». Il énumère les raisons qui urgent une solution: «Les autochtones ne sont plus simples spectateurs» et «Notre législation actuelle donne lieu à des interprétations disons... défavorables aux droits indigènes». Il formule le vœu suivant: «Que le Conseil colonial reprenne d'urgence l'étude du nouveau décret sur les droits fonciers et la mène rapidement à bonne fin, afin que le texte soit soumis par priorité à la signature royale».

Un autre texte encore renvoie à cette intervention d'Hulstaert. Parmi les «Etudes des questions soumises à l'attention des membres de la commission» mentionnées dans le «Rapport au Roi» de la session de 1957¹¹⁴, nous en trouvons une, anonyme, qui semble un résumé de la note d'Hulstaert. Nous y apprenons que cette fois-ci on ne diffère plus la question; au contraire, on voit les membres se montrer impatients. Unaniment ils demandent une grande diligence dans la formulation de la nouvelle législation prévue, tout en restant prudent devant des altérations du décret de 1906, mais sans en écarter l'éventualité. La commission émet alors le vœu suivant, apparemment contradictoire, voulant faire justice aux indigènes et conserver une même ligne politique traditionnelle:

¹¹² ArAeq., B. 96, f. 7, p. 1208; Mf. 3/23. Ce document était communiqué aux membres le 10 août 1956.

¹¹³ *Note sur le problème foncier par le R. P. G. Hulstaert*, ArAeq., B. 97, f. 10, pp. 373-374; Mf. 3/35. Le document n'est pas daté, mais doit être situé vers août 1957, car Hulstaert y déclare que «la commission a fait diligence. Le rapport est terminé depuis plus d'un an». La commission en question avait eu sa dernière réunion le 23 mars 1956 et déposé son travail le 2 mai 1956.

¹¹⁴ Rapport envoyé aux membres le 30 décembre 1957. ArAeq., B. 96, f. 7, p. 1228; Mf. 3/23.

Vœu n° 10

La commission constate que le Gouvernement a mis à l'étude la réforme du régime foncier et souhaite que ses membres soient mis en possession dès que possible du projet de décret établi par la commission administrative dont question dans la note du 30 octobre 1957¹¹⁵ adressée au président de la Commission. Se réserve de faire l'étude de ce projet de décret en une session spéciale en raison de l'intérêt essentiel que constitue cette question pour l'avenir du pays.

Affirme, dès à présent, sa conviction que le décret de 1906 est fondé sur des notions saines et équitables, que s'il paraît indispensable de préciser certains termes de ce décret et d'éviter ainsi les erreurs d'interprétation et les abus auxquels il a pu donner lieu et d'assurer ainsi la protection plus complète des droits des indigènes, il importe d'éviter d'ébranler les principes qui ont permis le développement du Congo et en conditionnent l'existence¹¹⁶.

Quant aux questions déjà débattues, mais repoussées par le gouvernement, concernant le respect de la liberté des chefs de terres, elles sont reprises cette fois-ci, avec beaucoup plus de compréhension que dans leur réaction sur le même point en 1955, et on y reconnaît les thèmes formulés maintes fois par Hulstaert dans ses démêlés avec les autorités à Coquilhatville. Et le Rapport poursuit:

Saturation des terres indigènes.

Malgré les instructions données par les autorités supérieures, des pressions sont, suivant certains membres, parfois exercées sur les autorités indigènes pour obtenir leur accord à la cession de terres. L'ignorance de la loi et la crainte de représailles administratives, empêchent ces autorités d'utiliser les voies de recours que la loi met à leur disposition. La commission estime dès lors émettre le vœu.

Vœu n° 11

La commission se fait l'écho des observations faites par plusieurs membres rapportant que des pressions, à ce point vives, sont exercées sur les chefs de terres qu'ils se trouvent dans l'impossibilité morale de refuser les terres qui leur sont demandées, qu'étant dans l'ignorance des recours que la loi leur donne, ils ne peuvent en faire usage et s'adresser au parquet dans le délai de deux ans qui suit la passation de l'acte¹¹⁷.

La session de la Commission permanente pour la protection des indigènes de 1957 a été la dernière. Je ne sais pas s'il en existe encore un «Rapport des suites données aux vœux». La session spéciale prévue n'aura pas lieu. Les choses ont traîné comme d'habitude, la prudence a été devancée par les faits bien contraires aux vœux des savants membres de la Commission. Toute illusion s'est évanouie le 4 janvier 1959.

¹¹⁵ Il s'agit probablement d'une note de la Commission pour l'étude du problème foncier «élargie» dans le prolongement de la commission Biebuyck. Il ne m'est pas connu de document contenant un véritable projet de décret.

¹¹⁶ ArAeq., B. 96, f. 7, p. 1239; Mf. 3/24.

¹¹⁷ ArAeq., B. 96, f. 7, p. 1240; Mf. 3/24.

Action judiciaire: faire la preuve à Coquilhatville: 1953-1959¹¹⁸

Les commissions de réforme, les discussions sur les grands principes du droit foncier, entremêlées aux idées nouvelles concernant le droit à la colonisation, se succédaient, mais cela ne changeait pas grand-chose à la situation sur le terrain, parfois fort précaire pour les indigènes qui perdaient de plus en plus de terres aux colons, aux entreprises industrielles ou aux entités administratives de la Colonie. Dans l'idée de Boelaert et d'Hulstaert, il était temps de tester l'interprétation et l'application de la législation foncière existante, prétendument satisfaisante et juste selon les responsables de l'administration. Bomboko dans son article dans *Mbandaka*, journal du service de l'Information, avait encore écrit en 1954, en réaction à l'enquête de Boelaert, que «l'indigène était suffisamment protégé et qu'il n'y avait aucune raison de craindre quoi que ce soit»¹¹⁹. Presque au même moment où Hulstaert s'engageait sur le terrain judiciaire, Boelaert quittait en septembre 1954 définitivement la Colonie et Hulstaert restait seul sur place pour mener le combat. Boelaert le soutiendra encore pendant les premières années qui ont suivi, à partir de la Belgique, par ses conférences et publications.

Ainsi cherchent-ils à soutenir de manière fort engagée, plusieurs Congolais dans leurs revendications devant la Justice. Il se présente cinq cas typiques dans lesquelles la propriété foncière des indigènes était particulièrement menacée.

L'extension de la ville de Mbandaka avait déjà provoqué le déplacement du village de Boyela en 1942. Une partie des habitants s'était installée dans Inkole, leur autre domaine foncier ancestral. Ce village à son tour fut menacé pendant les années cinquante par l'installation du TSF (Transmission Sans Fil) et par l'aménagement de la plaine d'aviation. Parallèlement se manifestaient encore deux autres conséquences de l'extension de la ville coloniale: la poussée des immigrés congolais vers l'acquisition d'un potager et les initiatives des colons blancs urbains envers les petites exploitations industrielles (carrières de sable, de limonite, scieries, ...). Hulstaert et Boelaert ont investi le plus dans le cas du patriarche d'Inkole-Jomoto, Wijima Bokilimba.

Le cas de Lokondo contre les H.C.B.-Flandria (Huileries du Congo belge) est illustratif de l'impuissance du simple Congolais devant une compagnie agro-industrielle puissante, qui, protégée par la législation, par un fallacieux contrat «tripartite» et par des cessions et concessions «inattaquables», avait su accaparer la presque totalité des terres ancestrales de sa famille.

¹¹⁸ La documentation principale se trouve dans ArAeq. B. 97, f. 10 à 16; Mf. 3/35 à 3/43. On y trouve la correspondance avec les magistrats, avec l'administration à Coquilhatville, avec le président de la C.P.P.I. (Commission permanente pour la protection des indigènes), des copies de pièces judiciaires, des notes de recherches d'Hulstaert et de Boelaert.

¹¹⁹ *Mbandaka*, 1954, n° 47.

Le chaos foncier causé par l'introduction du «Paysannat Indigène» dans la région de Coquilhatville, engendre une série de disputes, situées pour le cas en examen dans le village d'Ilanga, sur la route Coquilhatville-Bikoro. Des terres, manifestement indigènes sont considérées comme domaniales et les ayants droit traditionnels sont sciemment dépassés.

La pression des colons, en quête des meilleures terres, devient de plus en plus grande. On réclame le droit d'exploitation de carrières de pierres sur des terres indigènes (cas de Wijima), ou l'on occupe une partie de la terre familiale sans indemnités et sans la permission du propriétaire traditionnel. C'est le cas de la famille Ilongoy contre M. Nogueira.

Finalement, les grands travaux publics qui allaient ouvrir l'intérieur aux relations commerciales et relier les centres administratifs par la construction d'une digue de dix-sept kilomètres de long, entre Ingende et Joa (Zoa), ouvrant ainsi l'axe Mbandaka-Kisangani pour le trafic automobile, allaient détruire les pêcheries de M. Bonyoko, sans indemnisation convenable, obtenue seulement après protestation, et payée aux non-ayants droit.

Toutes ces palabres arborent en arrière-fond deux grands problèmes de l'organisation sociale coutumière. Premièrement, celui de l'autorité politique et foncière, formulée le plus souvent par la question: qui est le véritable propriétaire d'une terre «indigène», et donc à qui s'adresser pour obtenir une cession et à qui payer? Et deuxièmement: qu'est-ce qu'une terre indigène, existe-t-il des terres «sans maîtres», non indigènes ou vacantes? Dans les cas considérés, la reconnaissance ou la négation de l'autorité distincte des clans *jomoto* et *etoo* jouera aussi un rôle capital dont la valeur et la portée ont été exposées ci-dessus.

WIJIMA VERSUS L'ETAT: COUTUMES ET EXPANSION COLONIALE¹²⁰

Les archives *Æquatoria* ont conservé quasiment tous les documents afférents à la palabre de Wijima, comme les feuilles d'audience et de jugement, les correspondances avec les protagonistes, magistrats, administrateurs et spécialistes de la législation coloniale ou du droit coutumier¹²¹. La correspondance Hulstaert-Sohier (HULSTAERT 1954) nous livre d'importants compléments d'information, particulièrement sur les démarches entreprises en Belgique par Hulstaert. Il a fait plusieurs mémorandums qui résument à des stades différents le développement et les enjeux de l'affaire. Nous en publions un en annexe. Plusieurs publications d'Hulstaert et de Boelaert dans des revues académiques pendant cette même période sont directement liées aux problèmes évoqués dans le cas Wijima.

¹²⁰ Texte intégral de quelques documents relatifs à cette affaire: voir Annexe V.

¹²¹ La documentation de base se trouve dans *ArAeq.*, B. 97, f. 16, pp. 694-960; *Mf.* 3/40-43. Un grand nombre de ces documents sont des copies dactylographiées, parfois «pour copie conforme», souvent copies privées faites sur les originaux par le secrétaire d'Hulstaert. Boelaert et Hulstaert les ont fréquemment pourvues de notes marginales.

Les partis en place sont: l'Etat qui avait besoin de terres à Coquilhatville pour l'extension de ses services et pour répondre aux demandes d'exploitation de carrières par quelques Blancs; et Wijima et Eanga qui appartiennent au même clan, Mbandaka-Inkole, mais à des fractions différentes: *jomoto* et *etoo*¹²². Eanga veut se rendre maître des terres de Wijima, prétendant qu'il est le chef-patriarche de la totalité du clan et il complotte avec l'Etat contre Wijima. L'affaire est la plus illustrative, mais aussi la plus compliquée des cinq cas que nous voulons présenter ici. De fait, cette affaire est déjà ancienne. Elle s'étend sur environ dix-sept ans et est un enchaînement de manifestations d'ignorance totale des structures politiques et des droits fonciers indigènes de la part des autorités coloniales, de la corruption et de la ruse des «capitas» indigènes, de l'entêtement, parfois de la mauvaise volonté des instances administratives et judiciaires, et avant tout des insuffisances de la législation foncière existante. Hulstaert écrit dans une lettre¹²³ à Boelaert (déjà en Belgique), le 19 décembre 1954, «Ça devient une affaire sérieuse, une sorte d'épreuve de force». Il le dit sans ambages en 1957, à M. Brebant, commissaire de district de l'Equateur: «Il s'agit d'une question de droit indigène et de structure de la société Nkundo, et là je constate de plus en plus l'ignorance de la territoriale comme de la Magistrature»¹²⁴.

La terre en question est manifestement indigène selon l'interprétation la plus restrictive des critères du décret de 1906, c'est-à-dire: occupée activement par habitations, cultures, exploitation de carrières, plantations. Par ignorance ou par ruse, l'administration ne s'adresse pas aux vrais propriétaires Wijima et Ibuka, déjà bien connus pour leur entêtement et audace envers les Blancs, mais à Eanga, l'usurpateur, qui est leur acolyte. La base juridique, outre la coutumière, de la plainte est la reconnaissance de propriété, après audition de témoins, à la famille de Wijima, par le chef de secteur-adjoint Ikomo: «La réunion, tenue en présence des notables et conseillers Bongese E., Eanga L., Bolumba et Djukulu P., affirme que le terrain Mbandaka autrement appelé Bokonda-Ndjika wa Yoka Yamala appartient à la famille Djomoto, dont les ayants droit légaux sont Ibuka et Witshima»¹²⁵. Ce constat est confirmé par le jugement du tribunal de secteur de l'Equateur du 17 janvier 1953¹²⁶. Dans le déroulement de l'affaire cet argument ne sera plus pris en compte.

¹²² Voir le paragraphe ci-dessus: «A la recherche du propriétaire» et aussi Hulstaert (1990, p. 37).

¹²³ Hulstaert à Boelaert, 19 décembre 1954, ArMSC, Papiers Hulstaert, Correspondance. «*TSF zoekt minstens 150 ha in Lolifa. Zal 't gaan? Grond van Mbandaka Inkole voor TSF kwestie werd officieel bij Parquet opgeworpen wegens reclamatie v. Wijima... territoire zit er erg verlegen mee doch de nieuwe chef ff. Nkolobise en toekomstig echte chef Bontongw Filip trachten Wijima te doen verliezen omdat hij jomoto is... We wachten de zaken af. 't Wordt een zwaar geval: een soort krachtproef*».

¹²⁴ Lettre d'Hulstaert à Brebant, 3 février 1957; ArAeq., B. 97, f. 16, p. 793; Mf. 3/41.

¹²⁵ Lettre du 11 août 1952 d'Ikomo au Chef de Secteur de l'Equateur. ArAeq., B. 97, f. 16, p. 32.719; Mf. 3/40.

¹²⁶ Extrait de jugement n° 42 du 17-1-53. ArAeq., B. 97, f. 16, p. 32.766; Mf. 3/40.

Mbandaka-Inkole-Etoo versus Mbandaka-Inkole-Jómoto

Qui est Wijima? De son nom complet, Pius Bokilimba Wijima [Witshima]¹²⁸, fils de Nkota et de Wanga, est une des figures les plus remarquables de la Mbandaka coloniale. Ancien de la «colonie scolaire» de Nouvel-Anvers, ancien militaire (1911-1913), moniteur dans les écoles des Huileries du Congo belge à Ebonda (Alberta), il s'était installé finalement en 1920 sur ses terres ancestrales *jómoto* à Bofunga à Mbandaka-Inkole (fig. 3), village incorporé actuellement dans la ville de Mbandaka. Il y organise une véritable entreprise agricole. Il n'était pas l'aîné de la famille mais le frère cadet d'Ibuka¹²⁹, qui lui avait légué ses droits pour la conduite de cette affaire; il était donc le représentant «légal» de la branche *jómoto*. Hulstaert avait reconstruit la généalogie et les circonstances de l'insertion des ancêtres de Wijima dans le clan Mbandaka-Inkole comme suit:

La situation de groupes étrangers assimilés — on pourrait la comparer à la naturalisation en usage dans les Etats européens — se retrouve à une échelle inférieure, à l'intérieur de sections mineures. Tel le cas de la famille Bokilimba des Inkole Jomoto. L'aïeul Bokilimba, l'ancien originaire de Bonganjo (Injolo), était venu en visite chez le patriarche Bosenga, ancêtre de la branche masculine des Inkole. Bokilimba, célibataire, obtint de ses hôtes (sur quelle base ne se trouve pas dans la documentation) une épouse nommée Boyoo (un puits d'eau près du village sur la terre Bokondanjika a retenu le nom de cette aïeule ancienne propriétaire. Dans le droit coutumier c'est un titre de propriété). Leur fils Nkota (marié avec Bosomebe) fut le père de Wijima [Bokilimba] Pius, de ses frères Bolonjo (*cf.* ci-dessus 3. C.) et Ibuka Bernard (HULSTAERT 1990, p. 37).

De l'autre côté se trouve Lucien Eanga, fils d'Ibobe et d'Obodji, apparenté (présumé) à Tswambe¹³⁰. Selon toutes les reconstructions généalogiques de Boelaert et d'Hulstaert, Eanga appartenait au clan paternel *etoo* des Mbandaka-Inkole. Tswambe était un ancien compagnon de classe de Wijima à l'époque de la colonie scolaire. Ce Tswambe avait été relégué sous l'instigation du «père» de Wijima, avant de devenir greffier et chef de secteur. A son tour, Tswambe a pris soin de faire reléguer Wijima. Déjà en 1942, des entorses arrangées par le capita Eanga avaient été faites à la propriété du clan *jómoto*. Les protestations de Wijima lui vaudront la relégation à Booke sur la Haute Tshuapa, prononcée le 23 avril 1947. Par la personne de Tswambe interposée, Eanga et Wijima étaient donc des rivaux, si pas, à partir d'un certain moment (1953?), de véritables ennemis¹³¹.

¹²⁸ Différentes graphies. Voir: Lonkama Ekonyo Bandengo, «Bokilimba Wisthima (Pius), le controversé», dans Vinck 1990, pp. 116-118.

¹²⁹ A ne pas confondre avec Ibuka y'Olese qui reçut Vangele et négocia la cession du plateau de Bonkena pour y établir Coquilhatville en 1891. Lire Lufungula Lewono, «Ilonga Boyela et Ibuka y'Olese», dans Vinck 1990, pp. 97-105.

¹³⁰ Sur Tswambe (mort à Coquilhatville le 15 septembre 1953), lire: G. Hulstaert dans Vinck 1990, pp. 112-115 et Hulstaert 1986 (voir aussi www.abbol.com 14-11-2008).

¹³¹ Ces relations coutumières, quelque peu compliquées, sont exposées dans le document suivant d'Hulstaert: *Considérations au sujet de l'affaire des terres contestées: Etoo/Djomoto de Mbandaka-Inkole*, ArAeq. B. 97, f. 16, pp. 867-875; Mf. 3/42. Un autre récit fort éclairant est celui d'Ibuka et Wijima concernant les origines de Mbandaka, publié dans Hulstaert 1983.

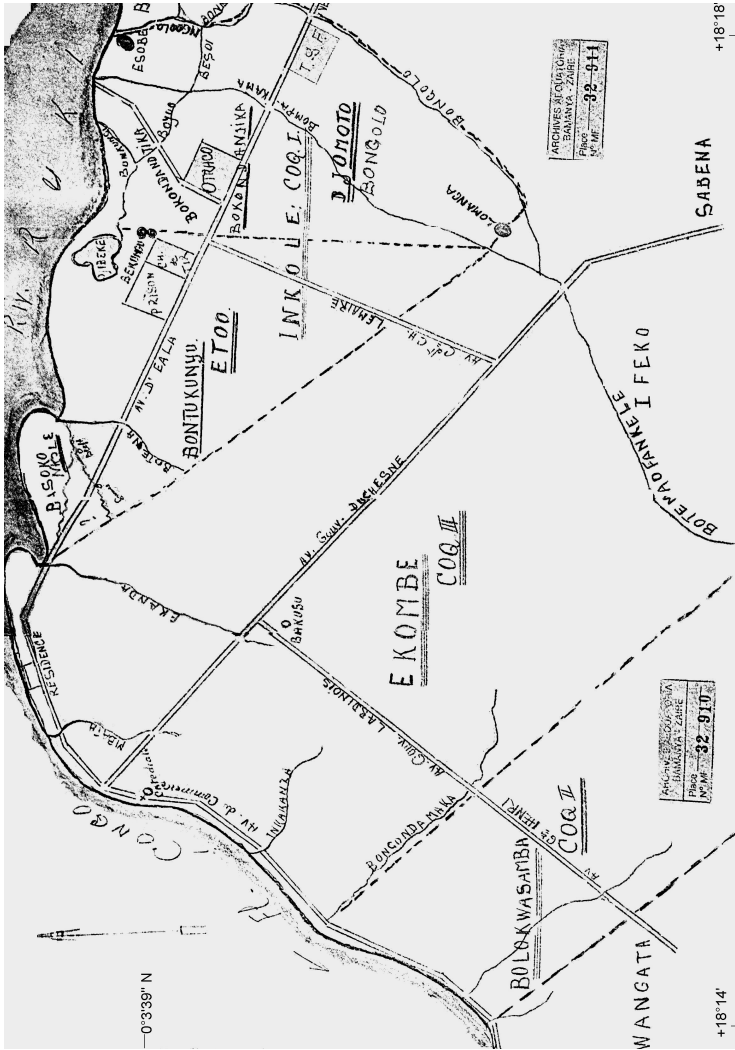


Fig. 3. — Croquis de Mbandaka-Inkole¹²⁷.

- ¹²⁷ (1) *Jomoto-Etoo*. ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 32.910-911; Mf. 3/43. Auteur G. Hulstaert. Après novembre 1956. In situ avec *Mémoire sur une enquête* (Annexe V). Coordonnées ajoutées par l'éditeur. Autres croquis importants des mêmes domaines; (2) *Domaines fonciers ancestraux et environs des Bokala* (*Bamanyu*). ArAeq., C.G. 250a, ArAeq., C.G. 250b, ArAeq., C.G. 251; Mf. C.G. 18. Auteur G. Hulstaert. 1953. (2b) *Terrres de Mbandaka*. ArAeq., C.G. 257, 1953; ArAeq., C.G. 258, 24-9-1953; Mf. C.G. 18, Mf. C.G. 19. Auteur G. Hulstaert. (3) *Jomoto-Etoo*. ArAeq., B. 97, f. 16, p. 32.704; Mf. 3/39. s.a., s.d. (4) *Bongolo*. ArAeq., B. 97, f. 16, p. 32.954; Mf. 3/43. Auteur G. Hulstaert. Vers 22-11-1954? (5) *Mbandaka*. ArAeq., B97, f. 16, pp. 32.930-931; Mf. 3/43. Auteur G. Hulstaert. s.d. (6) *Bolokwasamba-Wijima*. ArAeq., B. 97, f. 16, p. 32.706; Mf. 3/39. s.a., s.d. Palmeraie de Wijima, situation 1922. (7) *Jomoto-Etoo*. ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 32.697-699; Mf. 3/39. Auteur E. Boelaert. s.d. avec de multiples remarques de Boelaert.

Eanga faisait croire aux autorités coloniales qu'il est le représentant coutumier et ayant droit des terres des deux fractions d'Inkole: *jómoto* et *etóo*. En outre, il est *capita* de tout Mbandaka-Inkole (chef de groupement), fonction créée par l'administration et sans liaison avec les droits coutumiers. Après avoir perdu à l'Etat presque tous ses domaines fonciers paternels (*etóo*), Eanga s'est installé en 1947, avec la permission de Wijima, sur les terres *jómoto*, et c'est à partir de ce moment qu'il a tenté de s'y imposer comme propriétaire coutumier. Mais Wijima, de retour de sa relégation en 1951, revendique les droits coutumiers de sa fraction *jómoto*. A une certaine époque (1950 et années suivantes), Tswambe, chef de secteur, et Eanga, comme *capita*, étaient simultanément à différents niveaux les supérieurs administratifs de Wijima.

L'administration avait de grands projets d'extension de la ville. La partie principale du domaine convoité par l'Etat s'appelle Bokondanjika et est située à l'est dans la ville actuelle de Mbandaka, des deux côtés de la route à la hauteur du carrefour menant vers Bamanya, d'une part, et vers le Jardin Botanique d'Eala, d'autre part. Au nord, il est délimité par la Ruki et à l'ouest par la forêt Bontukunyu du clan *etóo*. La terre Bokondanjika est subdivisée en Bofungá, Mbókoleké, Mbesoy (Besoi) et Bongolo. C'est principalement de la terre Bongolo qu'il sera question dans les pages suivantes.

Confrontés à la spoliation systématique de leurs terres et devant la méconnaissance de leur autorité coutumière, Wijima et son frère aîné Ibuka se sont adressés à Boelaert et Hulstaert en 1953, pour demander leur aide. Boelaert commence par établir une généalogie précise de la famille Ibuka-Wijima, pour voir clair dans la structure familiale des clans de la ville de Coquilhatville. Ils font également les premiers croquis (fig. 4) de la situation sur le terrain des terres disputées.

En 1952, un an après son retour de sa relégation, la Colonie avait besoin de vingt-quatre hectares pour y installer la station TSF (Transmission sans fil). La terre choisie — une partie de la forêt Bokondanjika, appelée Bongolo — appartenait au clan *jómoto* et donc Ibuka-Wijima en étaient les propriétaires, mais ils n'avaient pas été invités à l'enquête de vacance qui a eu lieu le 28 mars 1952 effectuée par Jean Liebaert, à l'époque administrateur territorial Assistant¹³². L'Administration s'arrange avec le *capita*, Eanga, qui reçoit l'indemnisation et de ce fait la terre d'Ibuka-Wijima est passée, à leur insu, à l'Etat. En 1952 et début 1953, quelques affaires d'occupation ou d'exploitation illégales, par des personnes

¹³² Liebaert Jean (1921-?; au Congo: 16 juillet 1946-?), magistrat à titre provisoire le 8 août 1955, substitut du procureur du roi le 26 avril 1957. A propos de cette enquête et de la personne qui la menait, Philippe de Rode écrivait à Hulstaert: «Pour autant qu'il y ait eu un parcours de terrain comme l'impose le décret, l'enquête s'est sans doute effectuée au bureau de territoire, illégalité flagrante. Il faudrait savoir dis-je, si Wijima étant présent, il a émis des revendications et si elles ont été enregistrées par l'enquêteur (ce dont je doute, connaissant M. Liebaert). Trop souvent, je le sais, les enquêteurs ne se donnent même pas la peine de se rendre sur le terrain». Lettre du 26 novembre 1956. ArAeq, B. 53, f. 61, p. 033; Mf. CH 69.

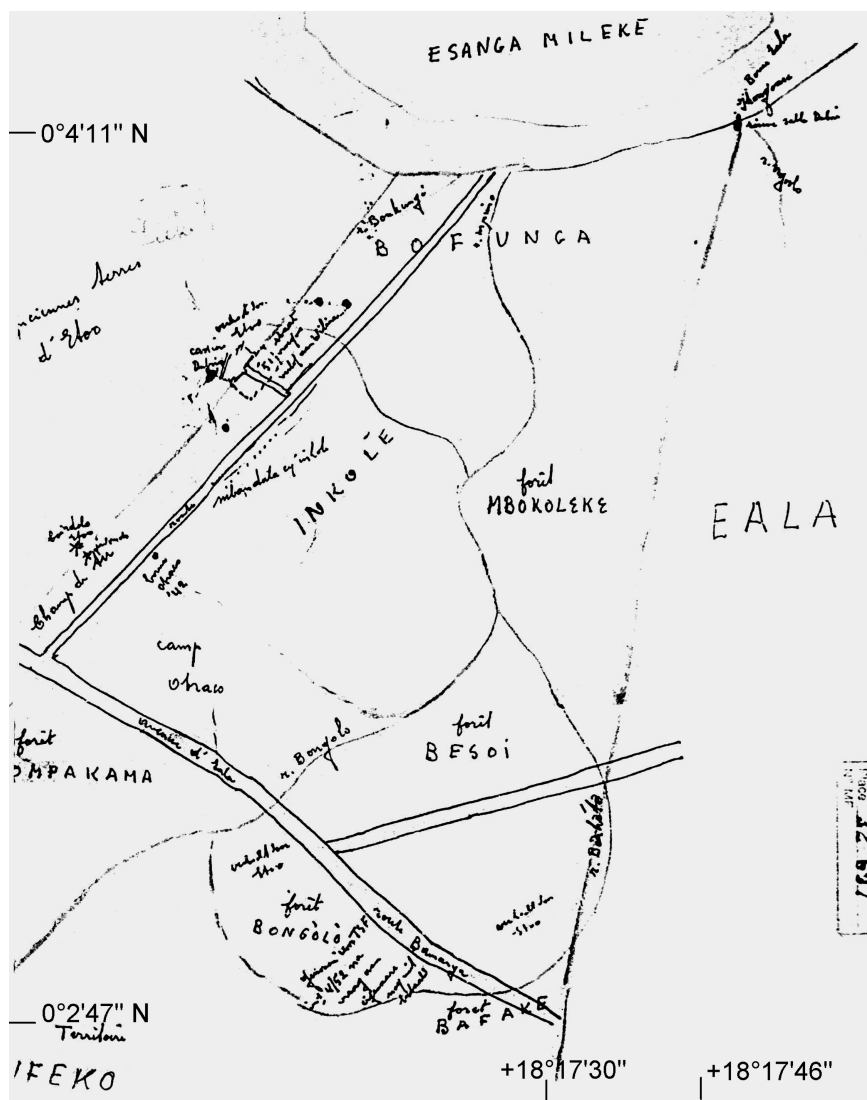


Fig. 4. — Croquis détaillé d'Inkole-Jomoto par E. Boelaert avec de multiples remarques relatives aux disputes en cours¹³³. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

¹³³ ArAeq. B. 97, f. 16, pp. 32.697-698; Mf. 3/39.

privées¹³⁴, des terres d'Ibuka-Wijima s'ajoutent encore au dossier. Il proteste à chaque occasion contre les nouvelles tentatives d'accaparement de ses terres.

Puis Wijima s'impatiente et il l'exprime clairement dans sa lettre du 26 février 1957 au procureur du roi Theunis à Coquilhatville: «Depuis tout ce temps, nous sommes privés des bénéfices que nous retirions de ce terrain (...) Nous avons fait appel à la protection sur laquelle nous comptons en votre qualité de protecteur officiel des autochtones et voici que depuis tout ce temps, rien ne se fait et personne ne nous explique de quel droit on nous prive de nos terres et du droit d'en tirer avantage»¹³⁵.

Début 1954 Wijima prend conscience du fait qu'entre-temps vingt-quatre hectares de sa propriété sont passés à la Colonie. Il proteste par lettre du 12 août 1954 avec demande de révision. Cette plainte a été renouvelée le 7 novembre 1954, le 2 février 1955 et le 20 mars 1956. Entre-temps une assemblée de réconciliation avec Eanga avait été organisée par l'administrateur Flament¹³⁶ au niveau du Secteur, le 20 novembre 1954, mais il n'en est sorti aucune décision ni aucun effet¹³⁷.

Sur ces entrefaites, une autre affaire s'est entremêlée aux précédentes. Quand Wijima apprend que l'Etat aura besoin d'une autre partie de ses terres pour la nouvelle plaine d'aviation, il proteste par sa lettre du 12 décembre 1955, auprès du procureur (A. Theunis). Il se rebiffe contre toute nouvelle demande de cession: «Dans les terres demandées pour le nouveau champ d'aviation, une partie appartient coutumièrement à notre famille *jómoto*. Lors de l'enquête [de 1952] notre avis n'a pas été demandé. (...) Par conséquent nous ne reconnaissons pas pour notre part ces transactions»¹³⁸. Le procureur lui répond le 14 décembre 1955 que cette affaire est encore à l'examen¹³⁹. Wijima proteste encore une fois le 3 avril 1956 auprès du Parquet:

Nous nous permettons respectueusement de réitérer notre plainte et de rappeler à votre bienveillante attention que nous sollicitons la révision de la procédure d'enquête conformément à la législation, parce que non seulement nous n'avons cédé aucun de nos droits coutumiers, mais notre avis n'a même pas été demandé, de sorte que nous n'avons [eu] connaissance de la spoliation qu'en constatant l'occupation effective par les Télécommunications¹⁴⁰.

¹³⁴ Hulstaert énumère les divers cas dans son essai sur les origines de Mbandaka (1990, p. 34): «De Bois exploitant une carrière, Vanderveken coupant du bois de la terre de Besoi avec ses détenus pour le vendre à la Régie des Eaux [Régideso], Vrancken faisant de même plus tard avec également l'autorisation du gouvernement». Ces litiges seront l'objet d'une longue correspondance publiée dans *Lokole Lokiso* en 1956 (lettres 26 et 29 à 30, publiées en traduction en Annexe IV).

¹³⁵ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 924; Mf. 3/43.

¹³⁶ Flament Raymond (1897-?; au Congo: 12 mars 1934-?), administrateur de Territoire le 1^{er} juillet 1956.

¹³⁷ *Considérations au sujet de l'affaire des terres contestées: Etóo/Djomoto de Mbandaka-Inkole*, ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 867-877; Mf. 3/42.

¹³⁸ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 806; Mf. 3/41.

¹³⁹ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 805; Mf. 3/41.

¹⁴⁰ ArAeq., B. 97, f. 16, sans pagination [803b]; Mf. 3/41.

M. Adriaens¹⁴¹, premier substitut du procureur du roi à Coquilhatville, y répond par la Proclamation le 23 avril 1956 constatant le non-fondé de la plainte de Wijima et Ibuka. Ils sont définitivement déboutés. En arrière-fond se multiplient les discussions sur le sujet dans le journal *Lokole Lokiso*, par le truchement de lettres de lecteurs, dont très probablement les deux protagonistes ou leurs porte-parole, cachés derrière des sobriquets significatifs¹⁴².

Ni Wijima ni Hulstaert n'abandonnent le combat. Wijima réagit et introduit un recours contre la Proclamation, par sa lettre à Adriaens du 10 juin 1956¹⁴³. Il le réitère le 18 juin et promet un mémoire expliquant les défauts dans l'enquête ainsi que les preuves de ses titres de propriétaire coutumier et il ajoute qu'«une étude circonstanciée, rédigée par un spécialiste de la matière, vous sera remise dans peu de temps». Le spécialiste en question était évidemment Hulstaert qui, malheureusement, était parti en congé pour plus d'une année (de fin mai 1956 à fin juin 1957).

Le 13 novembre 1956, l'administration veut étendre encore le premier terrain de la TSF sur la terre de Wijima. L'enquête a lieu le 19 novembre 1956. Cette fois-ci on avait reconnu l'autorité de Wijima (bien qu'encore partagée avec Eanga). Mais Wijima s'oppose à la cession et demande que d'abord toutes les questions annexes antérieures soient réglées. L'administrateur du territoire, Flament, l'instruit que, s'il ne cède pas, on prendra sa terre sans plus et il le menace d'une nouvelle relégation. Dans sa lettre du 28 novembre 1956, Wijima fait un rapport épistolaire de cet entretien à Hulstaert, toujours en Belgique: «A cette réponse [de refus de cession de leur terres dans les conditions présentes] l'administrateur se fâche et il dit qu'il va aller chez le gouverneur pour qu'il la prenne par la force de l'Etat, et que nous, si nous ne cessons la palabre des terres, il nous dénoncera»¹⁴⁴. Quand Hulstaert l'apprend, il s'émue et écrit à Brebant, entre-temps devenu commissaire de district de l'Equateur, habilité à prononcer la relégation, car c'est de cela qu'il s'agissait. Brebant, dans sa lettre du 2 janvier 1957, le tranquillise et l'assure que Wijima ne sera pas relégué de nouveau¹⁴⁵. Par lettre du 16 février 1957, le procureur du roi, A. Theunis, rappelle à Wijima la promesse de faire parvenir un mémoire sur le problème¹⁴⁶.

¹⁴¹ Albert Adriaens (1914-?; au Congo: 1938-?), premier substitut du procureur du roi à Coquilhatville depuis le 8 mars 1958.

¹⁴² Voir Annexe IV, les lettres 26, 29 à 34.

¹⁴³ Dans une lettre du 13 janvier 1957 à Hulstaert, Philippe de Rode la déclare illégale parce qu'Adriaens n'a pas organisé une nouvelle enquête après la plainte de Wijima. Il conseille à Hulstaert d'envoyer un mémorandum au procureur du roi, ce qu'il fera quelque temps après. ArAeq., B. 53, f. 61, p. 040; Mf. CH 69.

¹⁴⁴ Traduit du lómongo «*Nda nkalo eko, Administrateur aoloka bobé, ko asanga te, aotswa oeyanya gouverneur te, akoje bokiji la mpamba ea l'Etat, ko iso nga ntatotsika ekoji ea bokiji ifoto-tekye*».

¹⁴⁵ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 795; Mf. 3/41.

¹⁴⁶ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 800; Mf. 3/41.

Hulstaert avance alors l'idée d'une solution équitable qui consistera principalement à faire verser à Wijima des dédommagements de la part de l'administration, pour ses terres cédées et les droits d'exploitation manqués. Il cherche de faire restituer à la famille de Wijima une terre voisine ayant appartenu au patrimoine *jómoto* et saisie autrefois par l'administration, mais actuellement rentrée en domanialité.

Toujours en Belgique, il rédige enfin le rapport et l'attache à sa lettre au procureur général datée du 14 mars 1957. Mais entre-temps, le 18 mars, le procureur du roi à Coquilhatville conclut l'affaire. La voie judiciaire est maintenant définitivement fermée. Le 29 mars 1957, le procureur général répond à la lettre du 14 mars 1957 d'Hulstaert:

Le recours (...) a été examiné par Monsieur le procureur du roi de Coquilhatville. Celui-ci a conclu le 18 mars 1957, après avoir vainement attendu le mémoire de défense annoncé dès le mois d'avril 1956 par Witsima (...), en confirmant l'avis donné par Monsieur le premier substitut Adriaens. Monsieur Wijima aurait pu, par sa lettre du 26 février 1957, éviter de mettre en doute l'intérêt que le procureur du roi mettait à examiner le recours introduit (...) La question se trouve actuellement réglée de manière définitive. M. Wijima a épuisé tous les moyens que la loi mettait à sa disposition pour faire valoir ses droits¹⁴⁷.

Hulstaert y réagit encore par une note explicative dans laquelle il essaie de clarifier la situation et de répliquer à plusieurs points de la réponse du procureur général, et il conclut:

Combien de fois n'ai-je entendu la réflexion: W. n'aura pas gain de cause. Le Parquet est l'Etat comme la Télécommunication (qui occupe le terrain sous litige) est l'Etat. Ces Blancs sont tous de même mère ...(...) Il aurait été possible, voire facile de trouver une solution satisfaisante pour les deux parties, puisque l'intéressé lui-même m'a écrit avoir répondu à une question du substitut qu'il ne s'opposait pas à ce que les Télécommunications continuent l'occupation de fait du terrain, mais qu'il demandait la reconnaissance des droits de sa famille et une indemnisation convenable comme cela se pratique entre Blancs, et selon la loi¹⁴⁸.

Wijima, sachant que, du côté de la Justice, tout était fini, fait appel au gouverneur de la province. Dans sa lettre du 1^{er} avril 1957, il expose clairement l'histoire de sa palabre, et il conclut:

Vous voyez, M. le gouverneur, comment nous sommes traités et comment il est difficile d'obtenir le respect de nos droits. Nous ne voyons partout que des témoignages de malveillance à notre égard. On cherche vraiment à nous rendre la vie impossible pour que nous cessions de défendre nos droits ancestraux que nous croyons cependant garantis par la législation du Congo belge, afin de pouvoir nous évincer des terres léguées par nos ancêtres. Nulle part nous ne trouvons une protection, ni aucun signe de bonne volonté. (...) Tout cela ne nous dispose pas à

¹⁴⁷ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 843; Mf. 3/41.

¹⁴⁸ «Note explicative à la lettre Comm. Prot. Indig. N° 3.125/1/15.804» ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 841-842; Mf. 3/41. Il n'y a pas d'indication concernant le destinataire de cette note. Elle semble être plutôt un brouillon, sans date.

accéder de bon cœur aux désirs du Gouvernement. Qu'il arrange d'abord les questions pendantes, nous pourrions reparler de cette nouvelle terre qu'il convoite¹⁴⁹.

Le 11 avril 1957, bien trop tard, Wijima peut enfin présenter au procureur à Coquilhatville le *Mémoire* demandé. Il s'agit très probablement du «Mémoire sur une enquête de vacance Mbandaka-Inkole-24 Ha»¹⁵⁰. Il s'excuse du retard: «Le missionnaire auquel nous avons demandé ce service de le rédiger pour nous est en Belgique et cela a donc demandé beaucoup de temps pour la correspondance»¹⁵¹.

Le 29 avril 1957, Sohier, à la demande d'Hulstaert, avait écrit au ministre Buisseret¹⁵² pour plaider la cause de Wijima. Il conclut:

Il [Wijima] s'adresse au Parquet qui se tient sur un terrain plutôt strictement légal, plutôt qu'il n'agit dans un esprit de tutelle. (...) Une fois les décisions prises, on a peine à se déjuger (...) Cependant un fait me paraît certain: des terres appartenant au groupe de Witsima sont occupées par la Colonie ou des parastataux sans qu'il en ait été indemnisé, alors que, par leur situation, elles apparaissent comme de grande valeur (...). Mais j'estime que ce serait chose sage que de faire étudier patiemment cette affaire et d'indemniser l'intéressé. Ce serait équitable et de saine politique (VINCK 1997, p. 209).

Suite à la réaction de Philippe de Rode, à qui il avait demandé conseil¹⁵³, Hulstaert est convaincu que l'affaire est perdue pour Wijima et il tente de trouver une issue «extra judiciaire, qui puisse redresser, non les torts dans la Justice, mais au moins l'équité et ainsi donner satisfaction aux propriétaires coutumiers lésés», comme il explique au sénateur Housiaux¹⁵⁴, auquel il fait appel par une lettre du 7 mai 1957¹⁵⁵. Ce genre de solution avait été aussi le but de son intervention auprès de Buisseret. Est-ce sous l'influence de cette action d'Hulstaert, ou à l'instigation du gouverneur ou de sa propre initiative, que Brebant, commissaire de district de l'Equateur, s'engageait en ce même moment à trouver une issue acceptable aux litiges. Le 10 mai 1957, Wijima rapporte à Hulstaert¹⁵⁶ que Brebant a essayé d'élaborer avec lui un compromis. Effectivement, celui-ci essaie de trouver une solution globale et équitable et il fait des propositions, visite les endroits contestés, et promet de le rappeler quand il a vérifié les faits ou les documents. Alors Hulstaert conseille à Wijima d'accepter un possible compromis, principalement le supplément de compensation pécuniaire pour la terre Bongole¹⁵⁷. Ensuite

¹⁴⁹ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 890; Mf. 3/42.

¹⁵⁰ ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 912-916; Mf. 43.

¹⁵¹ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 799; Mf. 3/41.

¹⁵² August Buisseret (1888-1965), Belge, appartenant au parti libéral, ministre des colonies de 1954 à 1958. BBOM, VI, col. 136.

¹⁵³ Hulstaert l'a consulté à plusieurs reprises dans le cas de Wijima et autres. La correspondance de Rode-Hulstaert est importante, particulièrement les lettres du 26 novembre 1956 (Mf. CH/96, pp. 033-037) et du 7 mars 1957 (Mf. CH/96, pp. 044-047).

¹⁵⁴ Georges Housiaux (1914-?), sénateur socialiste et le spécialiste du Congo dans le parti. Il assistait avec la délégation du parti à la Table Ronde de janvier 1960.

¹⁵⁵ Hulstaert à Housiaux, 7 mai 1957. ArAeq., B. 61, f. A-B, p. 12; Mf. CH 97.

¹⁵⁶ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 847; Mf. 3/42.

¹⁵⁷ Lettre d'Hulstaert à Wijima, du 14 mai 1957 (d'Antwerpen), ArAeq., B. 97, f. 16, p. 849; Mf. 3/42.

il suggère de demander à Brebant d'attendre avec son enquête jusqu'à son retour prévu pour fin juin. Wijima est prêt à accepter. Mais Brebant, qui n'a finalement pas le pouvoir d'annuler les décisions judiciaires, est muté peu après et on perd la trace de l'affaire. 1958 semble des plus calmes; de toute façon, les documents nous manquent totalement pour cette année.

Se poursuivent encore quelques litiges sur plusieurs cas mineurs (exploitation de carrières de sable et de limonites par les Blancs Debois et Sanchez) ainsi que l'affaire de la terre pour la plaine d'aviation. Mais le rideau tombe définitivement avec la réponse du gouverneur Alphonse de Valkeneer¹⁵⁸ du 1^{er} avril 1959 à la lettre de Wijima du 19 janvier 1959¹⁵⁹. La réponse est négative sur les points principaux: «Seule une partie de 10 hectares se situe dans le domaine coutumier de Mbandaka-Inkole dont Monsieur Eanga Lucien du clan masculin (*Etóo*) est le représentant coutumier. (...) Et que l'enquête de vacance du 15 novembre 1954 a été régulière dans toutes les phases de la procédure»¹⁶⁰. Cette remarque fait fi de huit ans de recherches ethnologiques de Boelaert et d'Hulstaert et de lutte de Wijima et d'Ibuka.

Pour le gouverneur l'affaire est terminée, mais pas encore pour Hulstaert et Wijima. Ils répondent par une longue réfutation de ses arguments:

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre (...) du 1.IV.1959. (...) Votre réponse ne nous satisfait pas (...) Comme il nous semble que votre réponse négative est basée sur une conception erronée de notre coutume, permettez-nous de l'exposer d'abord brièvement. (...) Comment des terrains accordés à Messieurs Debois et Sanchez peuvent-ils être dits domaniaux, puisqu'ils se trouvent en plein village (...) Au moment de l'enquête ces terres n'étaient nullement vacantes, même dans le sens attribué à ce terme par l'Administration. (...) *Et de conclure*: Nous ne pouvons que regretter que le Gouvernement ne croit pouvoir nous donner satisfaction et ainsi terminer définitivement les litiges. Nous vous avouons respectueusement et en toute franchise que nous continuons à nous croire lésés, alors qu'à notre avis il eut été plus simple de nous donner satisfaction et de raffermir ainsi la confiance dont le Congo a actuellement un si grand besoin ¹⁶¹.

Le 5 juillet 1959, Hulstaert écrit à de Rode, ancien procureur du roi à Coquilhatville: «Malheureusement la magistrature est déjà atteinte par le mal elle aussi, nous en avons eu des cas ici les dernières années (...) 'Je ne pouvais quand même pas donner gain de cause contre l'Administration', m'a été dit textuellement par un magistrat qui se rendait bien compte que l'indigène en question était dans son droit»¹⁶².

¹⁵⁸ Alphonse de Valkeneer (1898-1973; au Congo: 1929-1960); commissaire provincial à Coquilhatville le 1^{er} janvier 1957 et Gouverneur du 1^{er} avril 1959 au 30 juin 1960. Voir BBOM, VIIb, col. 373-374.

¹⁵⁹ Lettre non retrouvée.

¹⁶⁰ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 937; Mf. 3/43.

¹⁶¹ ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 939-941; Mf. 3/43. Copie de lettre sans date.

¹⁶² Hulstaert à de Rode, ArMSC, Corr. Hulstaert, Boîte A4, Briefwisseling niet MSC [Correspondance non-MS] n° 3359/M.

Une dernière protestation auprès du procureur du roi à Coquilhatville, au 23 septembre 1959, n'a probablement plus eu de réponse, comme toutes les précédentes. «Nous nous permettons de prendre la respectueuse liberté de rappeler à votre bienveillante attention nos lettres du 20 mars 1956, du 3 avril 1956 et du 26 février 1957, ayant toutes trait à une affaire de terres cédées pour la nouvelle plaine d'aviation de Coquilhatville. Jusqu'à ce jour nous n'y avons pas reçu de réponse¹⁶³.» C'est parfaitement vrai ce qu' Hulstaert écrivait à Sohier dans sa lettre du 25 février 1955 (VINCK 1997, p. 168) qu'administrateurs, procureurs, juges ne se laisseront pas influencer par ce qui se passe en ce même moment au Kenya (Mau-Mau) ou par quelque prescription de l'ONU concernant les territoires colonisés.

LOKONDO VERSUS H.C.B.-FLANDRIA-BOTEKA: DAVID ET GOLIATH¹⁶⁴

Simon Lokondo habitait le village de Bofalamboka (fig. 5) dans le territoire d'Ingende où la compagnie agro-industrielle des «Huileries du Congo belge» (H.C.B.)¹⁶⁵ s'était installée en 1920 à Flandria-Boteka (fig. 6, 7). Des compagnies de ce genre s'étaient emparées d'énormes superficies de forêts (à Boteka 75 000 ha prévus) pour les convertir en plantation de palmiers (elaeis). L'acquisition de terres pour l'établissement de palmeraies et le monopole du commerce en fruits de palmiers étaient réglés par un contrat dit «tripartite» entre la Compagnie, l'Etat et les communautés indigènes. Même un Heyse, très favorable à ce genre de contrats, conclut son étude par ce doute: «Mais la Société des H.C.B. devra, dans l'application des contrats, éviter tout ce qui serait de nature à compromettre la confiance de l'indigène dans le caractère équitable des contrats qu'il souscrit.» (HEYSE 1926, p. 15). Lode Achten, commissaire de district au Kasai jusque 1928, met l'équité de ces contrats en question et confronte leurs stipulations avec la réalité vécue (dans son expérience des cercles H.C.B. de Leverville et de Brabanta). En 1928, dans un article dans *Congo*, il conclut avec cette phrase: «La situation actuelle ressemble à celle qui régnait dans les concessions si contestables, dans l'Etat Indépendant.» (ACHTEN 1928, p. 609¹⁶⁶).

¹⁶³ ArAeq., B. 97, f. 16, p. 938r-v; Mf. 3/43.

¹⁶⁴ Les principaux documents relatifs à cette affaire se trouvent dans ArAeq., B. 97, f. 11, pp. 382-463; Mf. 3/35. Les documents coloniaux utilisent le nom de Flandria, qui s'applique en premier lieu à l'établissement industriel et souvent aussi à la mission, toute proche. Hulstaert et Boelaert utilisent la plupart du temps le toponyme local de Boteke ou Boteka pour indiquer l'habitat traditionnel ou pour l'ensemble de l'agglomération. La dénomination «Flandria» disparaîtra à partir des années 1970.

¹⁶⁵ Lever Brothers, Unilever, au Congo depuis 1911 sous l'étiquette de «Huileries du Congo belge» (H.C.B.). Fondé par William Lever. Voir Fieldhouse, D.-K., 1978, *Unilever Overseas, The Anatomy of a Multinational*, London, Croom Helm et Stanford, Calif. Hoover Institution Press.

¹⁶⁶ M. L. Achten (1883-1933; au Congo: 1904-1928; voir BCB, III, col. 1-3). Texte original néerlandais: «*De toestand lijkt tegenwoordig erg op dien welke er heerschte in de zo gewraakte concessies van de Kongo-Vrijstaat*». Sur les conflits et les pratiques dans les cercles du Kasai de cette société, voir la publication récente Vanderlinden 2007. Voir encore Marchal 2001.

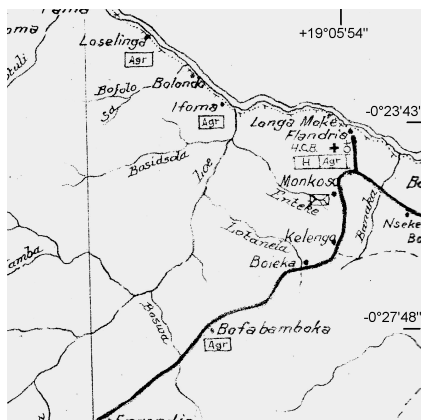


Fig. 5. — Carte de la situation de Bofalamboka par rapport à Flandria en 1953¹⁶⁷.

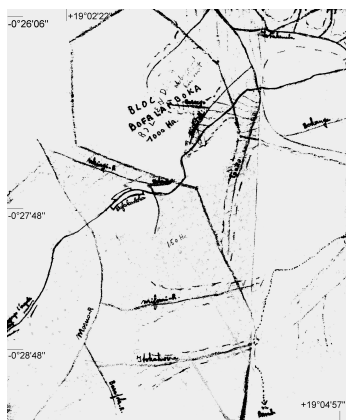


Fig. 6. — Croquis détaillé par E. Boelaert du Block H.C.B. à Bofalamboka (s.d.)¹⁶⁸.

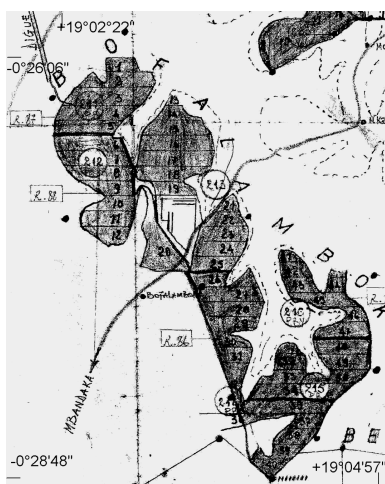


Fig. 7. — Détail de la carte des plantations Lever à Flandria-Boteka, section Bofalamboka, 1977¹⁶⁹.

¹⁶⁷ Extrait agrandi de la *Carte du territoire d'Ingende*, 1/200 000, I.G.C.B. (Institut Géographique du Congo Belge), 1951-1953. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

¹⁶⁸ ArAeq. Cartes Géographiques n° 219; Mf. C.G. 15. Coordonnées ajoutées par l'éditeur. Le croquis est très probablement de la main d'E. Boelaert. Nous en avons extrait la partie la plus significative pour notre propos. On y voit l'indication du bloc de 1 000 ha dont il est question dans les documents, au-dessus du village de Bofalamboka «Bloc Bofalamboka. 1 000 ha» et à travers de cette inscription on lit le toponyme «Bofalamboka». Le village Bofalamboka se trouve juste en dessous de cette inscription. L'interprétation des autres indications, fort imprécises, est plus difficile.

¹⁶⁹ La carte est signée par G. Katoto et datée du 20 juillet 1977 représentant les projets d'extension pour les dix années à venir. ArMSC-Cartes géographiques. Le Bloc de 1 000 ha se trouverait à gauche au-dessus de la route. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

Les Huileries du Congo belge glouton

En tant que premier directeur de leur école (primaire) professionnelle à Flandria et pionnier de la mission catholique de Bôtaka de 1927 à 1933, Hulstaert avait eu l'occasion de se familiariser avec les pratiques et la mentalité de cette entreprise multinationale¹⁷⁰. Confronté, à partir de 1953, aux plaintes de Lokondo, il s'informe auprès de l'administration à Coquilhatville de l'état juridique des terres concédées et autres privilèges des H.C.B. F.M. De Thier¹⁷¹ lui répond par lettre du 11 février 1955 que «les contrats tripartites en cours expirent en 1956» et que «les nombreuses correspondances échangées avec le gouverneur général et le département, laissent supposer qu'ils ne seront pas renouvelés, tout au moins dans leur forme actuelle»¹⁷². Cela signifie que la Compagnie sera soumise à la législation foncière et commerciale ordinaire, sans autres privilèges. Hulstaert pense «que les H.C.B. ne désireront plus ce renouvellement puisqu'elles ont tout obtenu ce qu'elles voulaient et pour le reste, la loi sur les zones huilières suffira à la protection de leur monopole»¹⁷³.

La cession de sa terre appelée «Ileo» au village de Bofalamboka, chefferie Bonkoso (Monkoso), près d'Ingende et de Bôtaka, avait eu lieu en 1931 selon les procédures habituelles de l'époque. Elle était comprise dans un bloc d'environ mille hectares, comprenant des terres indigènes et domaniales. Hulstaert rapporte même avoir été témoin de l'occupation effective de ce terrain par des exploitations coutumières¹⁷⁴. Lors de l'enquête de vacance, les indigènes avaient été représentés, comme d'habitude, par les autorités locales établies par l'administration, mais n'appartenant pas au clan compétent en matières foncières. Hulstaert, encore une fois, l'épingle clairement à cette occasion dans sa lettre du 10 mai 1954 au procureur général Dumont:

A cette même époque j'ai assisté à une enquête où les propriétaires coutumiers (que je connaissais parfaitement) étaient tenus à l'écart malgré la remarque faite par un des notables et traduite par moi-même pour l'administrateur territorial, qui estimait cette présence superflue parce que non prévue par les règlements. Comme il s'agit d'un des fonctionnaires les plus consciencieux que j'ai jamais rencontré au Congo, il a certainement appliqué les instructions minutieusement. Et il est connu

¹⁷⁰ Sur les débuts de la plantation et de la mission lire aussi Hulstaert 1991.

¹⁷¹ Franz M. De Thier (1913-?), diplômé de l'Université coloniale (Antwerpen); au Congo depuis 1939, commissaire de district assistant en fonction à Coquilhatville au 1^{er} juillet 1953; commissaire de district au 1^{er} janvier 1957. Il a publié une étude fort instructive sur le centre extracoutumier de Coquilhatville (1956).

¹⁷² ArAeq., B. 61, f. D., p. 8; Mf. CH/162. De fait les négociations ont démarré en juin 1956 et ont abouti le 23 mai 1958 par l'approbation par le Conseil colonial du projet de décret. Voir les textes *Conseil colonial* 1958, pp. 1248-1254.

¹⁷³ Lettre d'Hulstaert à Sohier du 3 avril 1955, Vinck 1997, p. 168. Il s'agit du Décret du 20 mai 1933 (B.O. 1933, p. 409) modifié en 1947, 1950 et 1951. Voir Piron & Devos 1954, II, pp. 1341-1344.

¹⁷⁴ Lettre d'Hulstaert au procureur à Coquilhatville, A. Adriaens, du 15 janvier 1955 (ArAeq., B. 97, f. 11, p. 405; Mf. 3/36).

que cette pratique est commune dans la région. Si donc elle est légale, on comprend d'autre part aussi la réaction de l'indigène mécontent. Si l'on ne peut parler de spoliation (légale ou non), comment appeler ces faits¹⁷⁵?

Le problème de fond restait bien sûr la spoliation de la presque totalité des terres des villageois, «vacantes» ou pas, ce qui les réduisait à une pauvreté précaire et sans avenir pour leur progéniture. Une conséquence directe en était qu'aux habitants ne restait d'autre issue que de remplir les rangs des travailleurs, «coupeurs de noix» à l'avantage des H.C.B. toujours en quête de main-d'œuvre¹⁷⁶. La terre en question a été définitivement enregistrée au nom des H.C.B. le 19 août 1946. Lokondo avait planté dès la fin de 1947-1948, plus de 3 000 palmiers sur un terrain qu'il présumait être sa propriété. Il ne prétend pas qu'il n'était pas au courant de l'enquête de 1931, mais bien qu'il ignorait que sa terre (Ileo) faisait partie du bloc des H.C.B.; par ailleurs, les bornes ne seront placées qu'en 1953, précisément pendant qu'il était à Coquilhatville, le 27 mai 1953, pour porter plainte contre les H.C.B. qui voulaient le chasser de ses terres¹⁷⁷.

La Compagnie contre-attaque en juin 1953, l'avertissant qu'il occupait illégalement un terrain, reconnu appartenant aux H.C.B. Ceci est confirmé par l'exploit du 9 octobre 1953 de l'huissier d'Ingende. Le 6 décembre 1953 a lieu encore une enquête contradictoire à Bonkoso présidée par l'administrateur du territoire d'Ingende avec les autorités coutumières, mais le clan de Lokondo y était représenté par «Ntando, patriarche d'un autre clan de Bofalamboka»¹⁷⁸. L'autre clan dans le cas présent était de la section *etoo*, tandis que Lokondo appartenait à la section *jómoto*¹⁷⁹. Une telle représentation en matière foncière n'est pas valide en droit coutumier. Tout le procès sera basé sur ce malentendu.

Lokondo: assigné de déguerpir

Le 1^{er} octobre 1954, Lokondo est condamné au Tribunal de police d'Ingende. Immédiatement il demande révision du jugement. Le 25 octobre 1954, le jugement est confirmé par le tribunal du parquet de l'Equateur à Coquilhatville. Le 8 novembre 1954, il est assigné de déguerpir ou de se présenter devant le Tribunal de Première Instance. Mais son entêtement l'avait emmené en prison au

¹⁷⁵ ArAeq., B. 97, f. 11, p. 421; Mf. 3/36.

¹⁷⁶ E. Boelaert (1948b) avait déjà fustigé les conséquences néfastes de cette politique. Voir les pratiques pareilles utilisées par les H.C.B. au Kasai (Brabanta et Leverville) et signalées dans le rapport d'inspection par Ryckmans en 1929-1930 (Vanderlinden 2007).

¹⁷⁷ Selon le récit des événements par Hulstaert (lettre à Dumont) et selon le jugement du tribunal de première instance à Coquilhatville, du 25 janvier 1955. ArAeq., B. 97, f. 11, p. 417; Mf. 3/36.

¹⁷⁸ Comme le rappellera le procès-verbal du jugement du 25 janvier 1955. ArAeq. B. 97, f. 11, pp. 32.416-420. Citation à la page 32.418. Mf 3/35.

¹⁷⁹ Voir la lettre d'Hulstaert à Sohier du 19 janvier 1955 (Vinck 1997, pp. 155-161): «On a trouvé encore une objection contre lui: il appartient à la lignée féminine. Cela sert bien dans les tribunaux... mais en droit indigène, cela ne dit rien du tout. La question est: quelle est la famille ou l'indigène propriétaire». Citation de la page 157.

territoire à Coquilhatville. C'est de cette époque que datent les premiers contacts entre Hulstaert et Lokondo.

Le 23 novembre 1954, ce dernier est représenté au tribunal par son intermédiaire Maître Bilteryst¹⁸⁰, car, comme il explique à Hulstaert, il «était en prison pour cette affaire et n'en est sorti que le lendemain du Nouvel An 1955, après y être resté trois mois»¹⁸¹. L'affaire est reportée au 11 janvier 1955.

Le cas est discuté aussi dans *Lokole lokiso* en janvier et février 1955 et en septembre 1956. L'auteur de l'article du 15 janvier s'appelle *Ntsifimanaka* (je ne déguerpirai pas). Il est presque certain qu'il s'agit d'un sobriquet d'Hulstaert et que le texte est entièrement de sa main¹⁸².

Hulstaert obtient alors d'Antoine Sohier qu'il écrive au ministre des Colonies concernant cette situation. Sohier s'exécute et écrit une lettre à Buisseret, datée du 24 janvier 1955 (VINCK 1997, pp. 206-207). Il y expose de manière succincte et claire le problème et son enjeu:

Les indigènes propriétaires, qui n'ont pas été appelés à la convention et ne savent même pas qu'ils sont censés avoir cédé leurs droits, continuent paisiblement leurs cultures et leur occupation. Vingt ans passent, et tout à coup, on intime aux cultivateurs l'ordre de déguerpir. Lokondo pour sa part s'y refuse. A ses yeux, il s'agit des terres de ses ancêtres et surtout du patrimoine des descendants. Aux yeux de la Justice, il ne peut s'agir que de terres enregistrées. Trois mois en prison (VINCK 1997, p. 207)¹⁸³.

Lokondo sera finalement condamné par le jugement du Tribunal de Première Instance de Coquilhatville le 25 janvier 1955, à déguerpir du terrain. Hulstaert a assisté à l'audience. Dans les actes judiciaires aucune mention n'est faite des droits coutumiers de la famille *jómoto* de Lokondo. On n'avait pas non plus prêté foi à son affirmation qu'il ignorait que sa terre était incluse dans le transfert de propriété, vu l'absence à l'époque de bornage et d'exploitation effective, et surtout du fait qu'il n'avait pas été convoqué à l'enquête de vacance.

¹⁸⁰ Je n'ai pu identifier cette personne, ou s'agit-il de F. Bilteryst (1922-?), arrivé au Congo le 8 septembre 1954, chef de bureau le 1^{er} janvier 1958? Il est cité par de Rode dans sa correspondance avec Hulstaert.

¹⁸¹ Lettre d'Hulstaert au procureur du roi, 12 janvier 1955. ArAeq., B. 97, f. 11, p. 406; Mf. 3/36. Il n'est pas clair pourquoi, étant emprisonné, il n'aurait pas pu être présent à une séance du tribunal, traitant sa cause. Il n'est pourtant pas exclu que la justice et l'administration agissaient de manière complètement séparée.

¹⁸² Textes en relation avec l'affaire Lokondo dans *Lokole Lokiso*: Ambya, 15 janvier 1955: 7; Ntsifimanaka, 15 janvier 1955: 7; 15 février 1955: 5; septembre 1956, n° 17: 3.

¹⁸³ Sohier fera allusion au cas Lokondo dans la 5^e réunion (2 mars 1956, pp. 3-4) de la Commission spéciale des terres au Conseil colonial: «Nous avons maintenu le respect des droits acquis. Certains indigènes sont cependant lésés et se trouvent en difficulté par suite de certaines concessions (...) les concessionnaires ont laissé les indigènes sur leurs terres pendant de nombreuses années. Un beau jour, sommé de déguerpir (...) Il m'est revenu qu'un indigène a dû abandonner ses terres en vertu d'une concession accordée 27 ans auparavant!» ArAfr PPA A/33 274(3446).

Hulstaert songeait à un appel à Léopoldville. Selon Sohier c'était une cause perdue. Reste que toute l'affaire, selon lui, est «une injustice, (...) même si elle est légale» (VINCK 1997, p. 206) et il craint que le cas nuira à l'évolution harmonieuse des relations entre indigènes et colonisateurs, car, comme il appert dans sa lettre du 24 janvier 1955 à Buisseret, il joue encore sur une autre corde:

Les évolués commencent à accorder beaucoup d'attention aux questions foncières. Les clans sont mécontents. Les communistes et les anticolonialistes font flèche de tout bois. Belle arme pour leurs propagandes qu'une affaire ou un homme reçoit trois mois de prison parce qu'il refuse de quitter ses terres ancestrales. (...) Lokondo ne s'était pas montré intraitable. Il avait proposé un arrangement: l'abandon d'une partie de ses terres. La société, elle est intransigeante. Je me permets de supposer qu'elle y voit une question de principe, le cas de Lokondo n'étant pas isolé. Elle a saisi le Tribunal de 1^{re} instance. Mais cela même prouve l'importance que l'affaire pourrait prendre d'un point de vue politique, colonial ou international, si l'affaire Lokondo fait jurisprudence. On remuera d'autres affaires. C'est ce qui m'a amené, Monsieur le ministre, à vous signaler celle-ci. L'intérêt public est, me paraît-il, engagé à ce que, plutôt qu'un arrêt de cour d'appel, dont on ne sait quel usage pourrait être fait, intervienne une solution de compromis, avec l'espoir qu'elle satisfasse, autant que possible, l'équité. On ne peut [trop] insister sur l'importance de la question des terres. Les erreurs commises ont été nombreuses. Les mois de prison et les relégations ne suffisent plus comme solution (VINCK 1997, pp. 206-207).

Le 27 février 1955, Hulstaert s'adressait à Dumont, Président de la Commission permanente pour la protection des indigènes, et lui exposait le cas¹⁸⁴. Il s'informait sur la possibilité et les conditions d'un appel à Léopoldville et plaidait la gratuité de l'instruction et la faveur d'un avocat *pro deo*. Il sollicitait en même temps l'intervention personnelle du procureur pour que les H.C.B. se prêtent à un compromis et laissent une partie du terrain à Lokondo. Et, comme il en avait l'habitude, il jouait sur les sensibilités des autorités et évoquait en termes fort semblables à ceux utilisés par Sohier les dangers (communisme et anticolonialisme) liés à l'application des interprétations restrictives de la loi:

J'estime pour ma part que dans ces matières nous avons tout intérêt à éviter de froisser les sentiments d'équité des indigènes, même si nous avons la légalité pour nous. Il y a trop de gens, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui aiment pêcher en eau trouble et exploiteront ces cas; sans songer aux communistes et aux anticolonialistes internationaux, n'oublions pas les mouvements subversifs religieux ou xénophobes qui se propagent de plus en plus, même à l'Equateur¹⁸⁵.

Aux craintes d'Hulstaert et de Sohier des effets néfastes sur le développement des relations entre Noirs et Blancs, Dumont, visiblement fort irrité, dans

¹⁸⁴ ArAeq., B. 97, f. 11, p. 412; Mf. 3/36.

¹⁸⁵ ArAeq., B. 97, f. 11, p. 414; Mf. 3/36. Au même moment Hulstaert était aux prises avec un mouvement de tendance kimbanguiste à Bantoi près de Coquilhatville. Voir Vinck 1996b.

sa lettre du 15 avril 1955, oppose la crainte de voir par contre les indigènes avancer une série de revendications et il lance un avertissement sévère à Hulstaert: «Soutenir les prétentions faites avec plus ou moins de bonne foi par les indigènes, me paraît de nature à les surexciter et leur faire croire qu'ils ont été spoliés par leurs protecteurs naturels. De telles convictions ne peuvent qu'entraîner des troubles sociaux»¹⁸⁶. Dumont décline l'assistance d'un avocat qui «pour utile qu'elle soit ne paraît pas indispensable, le Ministère Public se chargeant de la défense des intérêts de l'indigène». Pour le reste, dit-il, Lokondo est en faute et n'a qu'à acquiescer. Mais il accepte d'intervenir auprès de la direction des H.C.B. à Bruxelles pour obtenir une indemnisation. Hulstaert réagit à cette lettre le 10 mai 1955¹⁸⁷. Il signale l'étendue de la plantation de Lokondo, énumère les preuves de sa bonne foi et dénonce les interprétations administratives de la loi. Le 15 avril 1955, Lokondo interjette appel mais, peu après, il y renoncera définitivement.

Le ministre n'y peut rien

Finalement, Buisseret avait aussi répondu à Sohier, par sa lettre du 11 (12?) décembre 1955 constatant qu'il ne peut rien faire, mais qu'il espère que des situations pareilles ne se reproduisent plus¹⁸⁸. Le 29 décembre 1955, Hulstaert écrit à Sohier: «Entre-temps j'ai essayé de travailler les H.C.B. et j'ai bon espoir qu'ils n'exécuteront pas l'ordre de déguerpissement.» (VINCK 1997, p. 178). Lokondo, avant cette dernière date, avait déjà fait une proposition de compromis en acceptant la cession d'une autre partie des terres des H.C.B., en échange de la partie occupée de ses propres plantations. La Justice et les H.C.B. avaient rejeté ce compromis. Fin janvier 1956, l'affaire aurait été tranchée comme l'écrit Hulstaert de passage à Flandria au chef de secteur Baoso, et il lui demande d'assister Lokondo s'il serait convoqué pour signer un contrat:

Lokondo peut continuer à entretenir les palmiers qu'il a plantés, il peut couper les régimes des noix de palme, et il peut les vendre à la compagnie. Mais il ne peut ajouter d'autres palmiers et on lui interdit de construire une maison. Lokondo en a peur et craint plutôt la ruse de la compagnie. Vous n'ignorez pas vous-même, les manières des Blancs et leurs ruses. Ne pouvez-vous pas intervenir dans cette affaire? (...) Si on invite Lokondo à Ingende pour signer les documents, comment fera-t-il alors qu'il ne sait pas le français. Les Blancs de l'état vont-ils lui expliquer correctement? Vous n'ignorez pas leur collaboration avec la Compagnie. Vos gens croient-ils que le Blanc de l'état va arranger bien vos affaires avec d'autres Blancs? Je ne le sais pas, mais je n'en vois pas la possibilité¹⁸⁹.

¹⁸⁶ ArAeq., B. 97, f. 11, pp. 421-422; Mf. 3/36.

¹⁸⁷ ArAeq., B. 97, f. 11, pp. 426-428; Mf. 3/36. Citation pp. 426-427.

¹⁸⁸ La réponse du ministre est mentionnée dans la lettre de Sohier à Hulstaert du 17 décembre 1955 (Vinck 1997, p. 176).

¹⁸⁹ Traduit du lomóngö. ArAeq. B. 97, f. 11, p. 383; Mf. 3/35.

Finalement, sous la pression de toutes ces tractations¹⁹⁰, les H.C.B. adoucissent leurs exigences et acceptent un compromis limité, signé par les deux parties le 4 août 1956, selon lequel Lokondo peut continuer à exploiter de son vivant à son profit personnel sa plantation, en reconnaissant le principe de la propriété aux H.C.B.¹⁹¹.

Dans le décret approuvant la nouvelle convention (1958) entre la Colonie et les H.C.B., on lit à l'article 23 «Dans l'hypothèse où la situation foncière d'une région où la société possède des propriétés serait difficile, la Colonie le signalera à la société qui sera tenue, dans le délai de six mois, de désigner les terres qu'elle rétrocède. En échange, la société pourra obtenir d'autres terres»¹⁹². Était-ce une concession sous l'influence indirecte de l'action d'Hulstaert, car ses interventions, jusqu'au niveau du ministre, se situaient toutes pendant la période des discussions pour le renouvellement de la convention? D'autre part, il est étonnant de voir que Sohier, bien que présent à la réunion du Conseil colonial, ne soit pas intervenu lors de la discussion sur le projet de décret en 1958¹⁹³.

LE VILLAGE BONGONDE VERSUS PAYSANNAT INDIGÈNE (P. I.): L'ÉTAT RUSE ET LE NOTABLE TETU¹⁹⁴

En 1952, l'administration avait été chargée d'organiser le Paysannat Indigène dans le territoire de Coquilhatville. Hulstaert est saisi de quelques palabres engendrées par ces réformes agraires souvent inconsidérées, notamment celle impliquant les villages Ilanga I, Buya et Bongonde, sur la route Coquilhatville-Bikoro (fig. 8). La dispute se concentre sur les droits sur la forêt Bengongo.

Droits coutumiers superposés

Le 26 septembre 1952 avait eu lieu une réunion à Coquilhatville des chefs de secteur du territoire, sous la présidence de l'administrateur de territoire, Féron. Dans le rapport, on avait noté que «les indigènes de Bongonde déclarèrent

¹⁹⁰ Dans sa lettre du 24 janvier 1955, Sohier avait déjà écrit à Hulstaert: «Il me semble que le gouvernement doit intervenir devant les conséquences politiques possibles de l'affaire.» (Vinck 1997, p. 162). Dans une lettre du 25 février 1955, il écrit encore: «Je vous ai dit que j'avais saisi M. le ministre (...) et qu'il fallait à tout prix essayer de l'arranger (...). Je sais que Van Hove et M. Staner l'ont examinée». Voir aussi Hulstaert à Sohier 8 janvier 1956 (Vinck 1997, p. 181). Hulstaert se plaint de la chance manquée du ministre pour inciter les H.C.B. au compromis. Julien Vanhove (1905-1976) était directeur général au ministère des colonies comme Pierre Stanner (1901-1984).

¹⁹¹ Attestation ArAeq., B. 97, f. 11, p. 382; Mf. 3/35.

¹⁹² Conseil colonial 1958, p. 1252.

¹⁹³ «Examen du projet de décret approuvant la convention conclue le 16 avril 1958 entre la Colonie et la Société 'Huilleries du Congo belge'», Conseil colonial 1958, pp. 1092-1106.

¹⁹⁴ La documentation principale se trouve dans ArAeq., B. 97, pp. 663-675; Mf. 3/39-40.

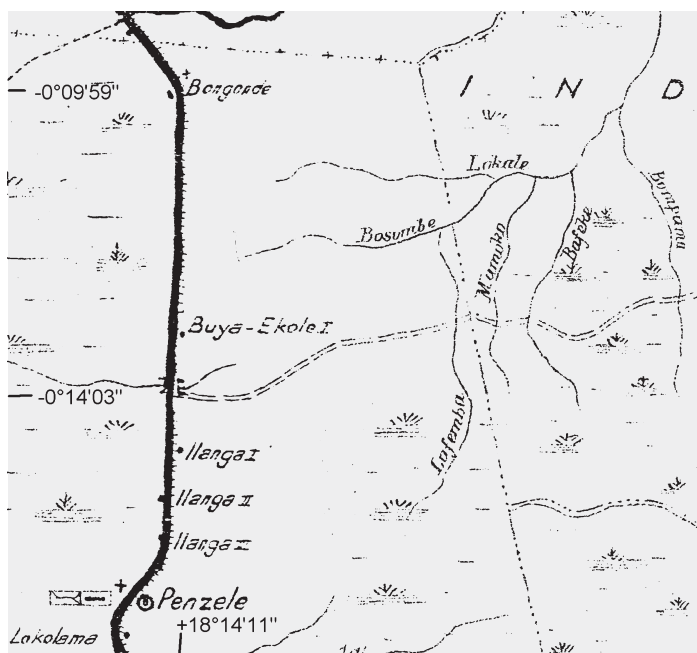


Fig. 8. — Carte de la disposition des villages Ilanga, Buya, Bongonde le long de la route Coquilhatville-Bikoro¹⁹⁵.

mettre à la disposition des Ilanga les superficies dont ils auraient besoin sur la terre Bengongo et de l'entièreté de celle-ci si c'est nécessaire»¹⁹⁶. Le lendemain, ceux-ci contestent déjà l'accord.

D'un document non daté, probablement de mai 1953¹⁹⁷, sûrement de la main de Philippe de Rode, procureur du roi à Coquilhatville à cette époque, qui avait fait une descente sur les lieux le 7 avril 1953, nous apprenons la suite des événements et leur interprétation coutumière et juridique (pp. 2 et 5-6). De Rode est

¹⁹⁵ Extrait agrandi de la carte du territoire de Coquilhatville, 1/200 000 I.G.C.B., 1952. La route pointillée mène vers le groupement des Injolo et le lac Mpaku. L'intervention d'Hulstaert dans cette affaire aura son reflet aussi dans son article 1953b. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

¹⁹⁶ Cité dans une *Note concernant le litige Ilanga-Buya-Bongonde*. ArAeq., B. 97, f. 9, p. 321; Mf. 3/34. Cette note fait le résumé de la réunion et des faits qui y sont directement afférents.

¹⁹⁷ Dans sa lettre du 9 mai 1953, de Rode écrit à Hulstaert: «Je m'étais rendu sur place en avril et j'avais pu constater *de visu* combien les griefs des Buya étaient justifiés et comment l'organisation des lotissements susciterait dans l'avenir des conflits incessants». Et il y ajoute: «Il y a quatre jours, je viens d'adresser une longue lettre au gouverneur dans laquelle j'exposais la chronologie des événements et la situation foncière des villages Bongonde, Buya (forêt Bengongo)». ArAeq., B. 97, f. 9, après p. 344; Mf. 3/34. Nous ne possédons pas de copie directe de la «longue lettre» de de Rode, mais le document manuscrit ArAeq., B. 97, f. 9, pp. 312-320; Mf. 3/34, en est très probablement le brouillon que de Rode a donné à Hulstaert.

convaincu que le rapport de la réunion du 26 septembre 1952 a été faussé en y ajoutant la phrase que Bongonde cédera «l'entière de celle-ci [la forêt Bengongo] si c'est nécessaire». C'est la cause de la contestation véhémement de Bolefo, notable de Bongonde, auprès de l'administrateur de territoire à Coquilhatville. Il prétend qu'ils s'étaient bien mis en accord pour céder quelques bouts de terrain pour compléter les lots d'Ilanga, mais que jamais il n'y avait été question de céder toute la forêt Bengongo.

De Rode a constaté aussi qu'une grande partie des lotissements devraient être qualifiés de «terre indigène» et qu'ils sont donc sujet à une procédure spéciale. Ensuite dans le même document, il prouve que et la loi écrite (entre autres le décret du 12 juin 1951¹⁹⁸) et la loi coutumière, avaient été gravement méconvenues par l'administration. Une enquête administrative est encore exécutée au 7 décembre 1953 par N. Muller, commissaire de province. Il essaie d'évaluer les prétentions coutumières de chacun des partis sans en tirer des conclusions¹⁹⁹.

Des enquêtes tant officielles que privées (de Hulstaert, sur témoignages et documents) ont démontré les méprises évidentes. Ainsi lit-on dans une «Note concernant le litige Ilanga-Buya-Bongonde» :

Les abornements ont été effectués en l'absence des notables; Bolefo a été éloigné au moment des lotissements (cote 12 verso). Les piquetages ont été effectués à travers les champs des Buya, sans tenir compte de leurs oppositions (cote 13 du dossier). (...) Il est significatif qu'à la réunion du 26 septembre, aucun notable Buya²⁰⁰ ne fût entendu. Les Buya étaient cependant directement intéressés²⁰¹.

Mais l'administrateur territorial assistant de Coquilhatville, Liebaert, déjà cité dans le cas Wijima, selon le document attribué à de Rode

se rendit sur place et procéda à la distribution des parcelles, sans qu'aient été convoqués les notables et les cultivateurs intéressés. Bolefo prétend même avoir été éloigné à dessein. Dès qu'il eut connaissance de l'occupation des Elanga, le chef des Bongonde se rendit à Coquilhatville, chez l'administrateur de territoire, pour élever une protestation en termes véhéments. Il fut immédiatement mis à la raison, invité à résider à Coquilhatville et obligé à se présenter deux fois par jour au bureau du territoire²⁰².

L'administration a le pouvoir de traiter ces protestations comme une opposition à la politique gouvernementale. Ceci, selon les mots de de Rode même, «a toujours été considéré comme un motif légitime de relégation»²⁰³. L'administrateur

¹⁹⁸ Le décret du 12 juin 1951. Le document cite l'article 1. «Nul ne peut, en vue de se livrer à une activité agricole ou d'élevage, s'installer sur une terre occupée par les indigènes, même avec le consentement de ceux-ci, sauf l'exception prévue à l'article 2.» ArAeq., B. 97, f. 9, p. 317; Mf. 3/34. B.O. 1951, p. 412; Piron & Devos 1954, II, pp. 1560-1561. Modifications décret du 15 octobre 1953, B.O. 1953, p. 1887.

¹⁹⁹ ArAeq., B. 97, f. 15, pp. 663-664; Mf. 3/39.

²⁰⁰ Dans ArAeq., B. 97, f. 9, p. 314; Mf. 3/34 est dit que les notables de Buya, Ilanga et Bengongo étaient présents.

²⁰¹ ArAeq., B. 97, f. 9, pp. 321-322; Mf. 3/34. Le document n'est pas signé.

²⁰² ArAeq., B. 97, f. 9, citation des pp. 315-316; Mf. 3/34.

²⁰³ ArAeq., B. 97, f. 9, pp. 312-320; Mf. 3/34, p. 316 (p.i. 6).

Féron, avec l'appui du commissaire de district²⁰⁴, préfère mettre Bolefo en résidence surveillée à Coquilhatville, sans autre forme de procès ou décision administrative. De Rode est d'avis que «l'ordre donné par l'administrateur Féron constituait donc un acte arbitraire caractérisé»²⁰⁵. Il aurait dû le reléguer en bonne et due forme ou le laisser libre.

Les faits et les méthodes mentionnés dans le document cité ci-dessus sont confirmés dans une lettre d'Hulstaert, du 10 juillet 1953, à Lode De Wilde, membre du Conseil colonial:

On a donc ici aussi commencé sans ménagement avec les P. I. aussi bien dans la région Coq qu'à Bikoro. Dans Coq, ils sont déjà bien avancés. Il y a beaucoup de plaintes de nos catéchistes, qui sont exclus du P. I., et qui ne peuvent obtenir de la terre lors de la distribution. Ils sont venus chez nous; les frontières passent dans leurs parcelles déjà en culture et leurs jardins sont absorbés tout bonnement dans les lotissements de X et Y. Ces parcelles ont été mesurées individuellement. Il y a des blocs qui ont été choisis dans les bonnes forêts à une certaine distance des routes, car le long de la route, il n'y a pas réellement de terre ferme, parce que les routes ont été mises sur les «crêtes», donc entre les marais. Les blocs se trouvent à 2 km et plus du village. D'après ce que j'ai entendu, les plus éloignés sont à 7 km. On ne parle pas encore d'obliger les gens à quitter les routes pour aller habiter leurs parcelles (comme dans l'Uele). Nous craignons que cela arrive à cause du contrôle. (Vous savez pourtant que le P. I. est théoriquement libre, mais chacun, le noir et le blanc, sait qu'on n'est pas libre; que personne n'est mis en prison parce qu'il est récalcitrant envers le P. I. ne prouve rien.) Quelques villages ont leurs sols dans un bloc, d'autres dans plusieurs blocs pour cause de manque de sols. A Coq, les terres sont généralement prises sur les sols du VILLAGE. Personne n'examine s'il n'existe aucune subdivision des sols selon les FAMILLES (en réalité c'est bien le cas). Aucune plainte n'est déposée. Une seule plainte nous est connue, celle du père d'un de nos catéchistes. Cet homme tient l'autorité patriarcale d'un village selon la vieille coutume (pas de capita pour l'Etat naturellement). C'est lui qui a protesté. On a fait travailler ILANGA sur les terres de BUYA-EKOLE. Ceux-ci, Buya-Ekole, ont été installés jadis à l'endroit actuel par l'administration, parce qu'ils ont dû venir habiter le long de la route. Ces terres leur ont été cédées par le groupe apparenté BONGONDE. Maintenant, les BUYA protestent contre l'implantation d'ILANGA et ont remis l'affaire aux PROPRIETAIRES Bongonde. Sur quoi la plainte au territoire. Pourtant, le jour avant, un accord avait été signé, par lequel BUYA a cédé sa terre au P. I. d'Ilanga. (On n'a pas demandé naturellement l'autorisation des propriétaires... mais du représentant officiel de l'Administration comme on a TOUJOURS FAIT...) Le plaignant a été retenu à Coq²⁰⁶, pendant plusieurs

²⁰⁴ Le commissaire de district de l'Equateur pendant la période 1951-1956 était Marcel Wilsens (1901-2003; au Congo: 1926-1956). Commissaire de district à Coquilhatville de décembre 1950 à juin 1956. Voir *Pax* (Coquilhatville), 4 (1956-7): 6.

²⁰⁵ ArAeq., B. 97, f. 9, citation de la p. 316 (p.i. 6); Mf. 3/34.

²⁰⁶ Nous avons déjà signalé ci-dessus le cas de Grégoire Bolefo. De Rode y mentionne encore le cas de Simon Weye. «Le 4 avril 1953, Bokanga Pierre de Buya venait nous informer que son oncle Weye Simon, venu à Coquilhatville pour réclamer contre l'installation des cultivateurs Ilanga sur ses champs, avait été condamné à 7 jours de servitude pénale par Monsieur l'administrateur Assistant Liebaert [celui qui avait organisé l'enquête]. Nous avons immédiatement fait suspendre l'exécution de cette peine et mis Weye en liberté.» ArAeq., B. 97, f. 9, p. 312 (p.i. 2); Mf. 3/34.

mois sans que l'affaire soit traitée, avec l'interdiction de quitter Coq, donc un genre de relégation sans en porter le nom ... Le fils, catéchiste, est venu nous raconter l'affaire et nous l'avons orienté vers le procureur. Celui-ci est intervenu et n'a pu rien obtenir de l'A.T. [administrateur territorial]. (Il déclarait plus tard qu'au territoire ils sont manifestement de mauvaise volonté...)

Le parquet a exigé alors que la palabre soit tenue ou bien que la personne soit reléguée en bonne forme ou bien qu'on le laisse rentrer chez lui. C'est cela qu'ils ont fait, à contrecœur, mais cela a été fait. Vu la mauvaise volonté des services territoriaux (et il ne s'agit pas ici d'un cas individuel ou isolé, mais de l'ATTITUDE dans cette région; je ne sais pas jusqu'où cette attitude s'est répandue dans la Colonie). Il y aura encore d'autres palabres de ce genre et ce pauvre monsieur doit s'attendre à la revanche, dès que le procureur actuel disparaît d'ici (probablement dans un proche avenir). Et dans la revanche, l'Administration a une arme puissante.... devant laquelle on est impuissant²⁰⁷.

Léopoldville s'inquiète

Cette affaire a eu des répercussions importantes qui ne touchaient pas uniquement aux problèmes fonciers mais plus encore aux méthodes de l'administration coloniale. L'affaire fit long feu, car elle passa à Léopoldville. De Rode avait parlé déjà en mai 1953 de cette situation à M. de Waersegger, le substitut du procureur général, de passage à Coquilhatville et à cette occasion il avait conseillé à Hulstaert de le rencontrer «et de lui expliquer comment sont organisés les Paysannats Indigènes dans cette province»²⁰⁸. Dans une lettre du 17 janvier 1954, de Rode en fait l'historique:

Le litige Ilanga-Buya-Bongonde vient de faire l'objet d'un long échange de vue entre le gouvernement général et le parquet général. A la suite d'un prétendu accord avec les Bongonde, des lotissements des P. I. avaient été installés sur la forêt Bengongo. (...) Les Ilanga ont donc, en 1953, commencé la mise en culture de la sole n° 1 de leur parcelle respective, et, ce faisant, ils ont nécessairement mis à mal les anciennes cultures des Buya. Or, les Buya ont trouvé une riposte très ingénieuse. Afin de bloquer le cycle rotatif prévu, ils ont mis en culture la sole n° 3 ou 4 des parcelles P. I. d'Ilanga. L'Administration, très ennuyée, n'avait pas prévu cette riposte. Elle a saisi le gouvernement général du problème. Or ce conflit suscite des remous profonds qui dépassent largement le cadre de l'intérêt purement local. D'autres villages furent aussi victimes de passe-droits sur le plan foncier, à l'occasion de l'installation de lotissements du P.I., suspendant leur activité agricole, curieux et anxieux de connaître l'issue du conflit. Les Buya sont donc à l'avant-plan de leurs intérêts. Consulté par le gouvernement général, le procureur général vient de faire connaître son avis dans une étude fortement documentée, qui me paraît inattaquable, sur le plan juridique et législatif²⁰⁹.

²⁰⁷ ArAeq., B. 54, f. 69, p. 8; Mf. CH/147. Traduction du néerlandais. Les majuscules sont dans l'original.

²⁰⁸ Lettre de de Rode à Hulstaert, du 9 mai 1953. ArAeq., B. 97, f. 9, page après p. 32.344; Mf. 3/34. Le 19 de Rode lui dit qu'il n'est plus indiqué d'aller le voir, ArAeq., B. 97, f. 9, p. 316; Mf. 3/34.

²⁰⁹ ArAeq., B. 79, f. 9, pp. 32.330-334; Mf 3/34.

Et le procureur général a conclu dans l'étude mentionnée par de Rode dans sa lettre ci-dessus: «C'est à tort que l'Administration l'a cédé en Paysannat Indigène aux indigènes d'Ilanga I»²¹⁰. Et la terre rentre aux Buya comme le conclut un document de 1957: «Ce différend ne fut aplani qu'après l'intervention de l'Administration et de la Magistrature, lorsque l'usage de la terre fut rendu aux propriétaires authentiques, c'est-à-dire aux Buya»²¹¹.

Mais l'administration locale à Coquilhatville est irrécupérable et tenace. Un cas semblable s'est présenté encore plus tard. Le 28 décembre 1955, Ignace Djidei, catéchiste à [Buya-] Ekele, village voisin d'Ilanga, conseillé par Hulstaert, se plaint chez le procureur du roi:

J'avais des jachères provenant d'une partie de la forêt des Basek'Isoswa. (...) Après les récoltes j'ai laissé la terre en jachère puis l'Agronome est venu et a distribué ces jachères à trois hommes (...). J'ai protesté plusieurs fois mais vainement ne recevant comme réponse que des menaces d'emprisonnement et d'amende (...). Par crainte de ces menaces, je n'ai pas osé insister plus loin, espérant aussi que ces hommes abandonneraient la terre après la récolte. Mais maintenant ils ont planté une deuxième fois et répondent qu'ils ne veulent pas abandonner ces terres qu'ils ont reçues du Blanc et qu'ils se sentent forts de son appui²¹².

Le 22 mai 1956, Djidei n'a toujours pas reçu de réaction; il reprend contact avec les autorités et proteste contre les tracasseries de l'agronome à son égard:

L'agronome Lefebore [sic pour *Lefèvre*, le même qui avait loti les parcelles des Ilanga] m'a commandé de nettoyer la pépinière de palmeraie de Mpenjele. Je ne peux comprendre cet ordre que comme mesure de représailles parce que je me suis plaint à vous. En outre je n'ai jusqu'ici jamais été obligé d'exécuter ces travaux sur des terrains qui appartiennent à un autre clan (...) Pour ce refus, une amende m'a été infligée de 100 frs²¹³.

Pendant que l'administration à Coquilhatville avait pris l'affaire en main, Hulstaert s'adressait à Malengreau pour critiquer ses belles théories sur les paysannats. Dans sa lettre du 17 mai 1953²¹⁴, il réagit à l'article que celui-ci avait publié dans le numéro spécial du *Bulletin Agricole* (MALENGREAU 1952) et il dénonce une fois de plus la mauvaise volonté de l'administration:

Il serait instructif de venir faire une nouvelle tournée par ici ... vous verriez comme on se moque éperdument de vos belles remarques et de vos sages conseils. L'Administration se fait à sa guise. Elle semble bien sûre de la protection en haut lieu. Car elle ne tient même pas compte du parquet pour les atteintes au droit de propriété foncière.

²¹⁰ ArAeq., B. 97, 9, p. 32.332; Mf 3/34. Cette note de de Waersegger ne m'est connue que par la longue citation qu'en fait de Rode dans sa lettre déjà citée du 17 janvier 1954.

²¹¹ *Note sur les paysannats vivriers en territoire de Coquilhatville*, p. 24. Papiers Housiaux, boîte «PP 127 Congo. Dossiers divers P [et] R», farde rouge au titre «Coquilhatville 8-4-1957».

²¹² ArAeq., B. 97, f. 10, p. 32.361; Mf. 3/35.

²¹³ ArAeq., B. 97, f. 10, p. 32.363; Mf. 3/35.

²¹⁴ ArAeq., B. 56, f. 145, p. 4; Mf. CH/45.

Et il cite le cas d'Ilanga-Bongonde:

On déplace des villages sur le terrain d'autres groupements, on les mélange sans aucun souci des limites ancestrales... Nous perdons notre temps à étudier ces questions, et à écrire là-dessus ... personne n'en tient compte. L'Administration ressemble de plus en plus à l'éléphant, disent les indigènes.

Dans sa réponse du 11 juin 1953, Malengreau confirme cette analyse par une référence de sa propre expérience:

Quand j'ai présenté mon rapport de mission sur les paysannats indigènes au chef du service de l'agriculture du gouvernement général, il m'a demandé de ne pas le publier, me promettant qu'on tiendrait compte de toutes mes remarques. Je lui ai répondu: «(...) si je ne le publie pas, je suis tout à fait certain que ce rapport sera enfoui dans un tiroir et qu'on s'empressera de l'oublier»²¹⁵.

Sohier aussi évoque cette affaire dans un commentaire d'un jugement: «Nous devons dire à ceux qui créent les paysannats: Attention au droit foncier coutumier! Récemment un missionnaire m'écrivait avec indignation qu'un paysannat avait été aménagé sur les terres d'un autre groupement. Faute évidente. N'y a-t-il pas encore assez de causes de désertion des campagnes?» (SOHIER 1953, p. 93).

Cette administration, sous la plume de Bomboko, se fait bonne conscience dans un article du 1^{er} janvier 1955 dans *Mbandaka* prenant en exemple les paysannats des Batswa sur les terres des Nkundo dans la région de Bikoro (120 km de Coquilhatville). Par inadvertance il dévoile les vraies méthodes en usage sur le terrain:

Quels sont les motifs qui ont poussé les Nkundo à donner *spontanément* leur accord? Selon l'avis des autorités chargées de la direction de ces paysannats, les considérations qui ont *fait céder* les Nkundo, propriétaires des terres, sont les suivantes²¹⁶.

Et l'auteur à les énumérer: la dénatalité chez les Nkundo, et donc le manque d'hommes valides, l'espoir de se libérer ainsi du travail que comporte cet établissement et le gain espéré par l'augmentation du tribut à payer par les Batswa aux Nkundo, car les Nkundo les considèrent toujours comme leurs serfs.

Le plus frappant dans cette histoire c'est l'arbitraire et l'obstination avec lesquels les autorités administratives agissent envers les Congolais, les jetant en prison sans fondement légal et falsifiant des rapports pour atteindre leur but. De l'autre côté appert ici la complexité des titres de propriété foncière dont les vraies dimensions restent certainement cachées à l'observateur superficiel ou à un responsable pressé. Cette palabre dévoile aussi la

²¹⁵ ArAeq., B. 56, f. 145, p. 5; Mf. CH/45.

²¹⁶ Italiques par l'éditeur. Citation de la page 3. Autres articles de propagande pour les paysannats dans le territoire de Coquilhatville par Bolela, A.O., 1956, *Mbandaka* 10 (29): 1 et 3; (36): 1 et 3.

puissance de l'administration territoriale même en opposition à la justice. Il faut l'intervention des plus hautes instances de Léopoldville pour les faire plier.

ILONGŌY²¹⁷ VERSUS NOGUEIRA: LE COLON ARRIVE²¹⁸

La procédure pour l'obtention d'une cession ou concession par un non-indigène était basée à cette époque sur le décret du 31 mai 1934. Une enquête sur la situation légale de la terre demandée était le préalable à toute transaction. Si la terre était reconnue vacante, c'est l'Etat qui se disait en être le propriétaire et concluait donc la convention avec le demandeur. Mais il était de coutume de récompenser la perte des avantages coutumiers que les indigènes tiraient de cette «terre vacante». Si la terre était reconnue indigène, il fallait, selon le décret du 3 juin 1906, et l'ordonnance du 30 septembre 1922 du gouverneur général, le consentement des ayants droit indigènes et la permission de l'administration et on devait passer par un acte authentique.

Le cas Ilongoy est fort compliqué, mais assez fréquent à l'époque de l'extension rapide de la «petite colonisation» après 1945. Un certain Nogueira Alvaro, selon les documents officiels résidant à Besau (Besaw/Besow) (fig. 9), avait choisi cet endroit sur la rive droite de la Momboyo (Loilaka) pour s'y installer comme colon-plantier. La convention entre la Colonie et Nogueira, signée le 24 juillet 1953, donc après la présumée reconnaissance du terrain, et un avenant du 12 juin 1954, sont soumis le 22 octobre 1954 au Conseil colonial comme il se doit²¹⁹. Selon le projet de décret d'approbation, il s'agit de 440 ha de terres domaniales²²⁰, destinés à une plantation de palmeraie sélectionnée. Le décret était approuvé à l'unanimité.

La documentation dans les archives Aequatoria nous révèle les dessous de l'affaire. Selon ces documents, l'enquête a eu lieu le 6 octobre 1952. Les terres ont été qualifiées entièrement comme domaniales. On aurait donc suivi la procédure habituelle, mais quand Ilongoy, frère puîné de Botuli (décédé le 9 septembre 1954), séjournant à Coquilhatville et travailleur chez M. Panchal, apprend que Nogueira, fin 1954 ou début 1955, a commencé à exploiter le terrain, il a remarqué que son propre patrimoine en faisait partie aussi.

²¹⁷ Graphie incertaine: Ilongoi, Ilongoy, Ilongoi, Ilongoy.

²¹⁸ Documents dans ArAeq., B. 97, f. 12-13, pp. 464-527, 528-639; Mf. 3/36-38.

²¹⁹ *Conseil colonial*, 1954: Examen du projet, pp. 1592-1595; Exposé des motifs, pp. 1665-1667; Rapport du Conseil colonial sur un projet de décret approuvant la concession et occupation (...) à M. Nogueira Alvaro, d'un terrain de 440 hectares, situé à Besaw, pp. 1867-1868.

²²⁰ «Les enquêtes de vacance, effectuées conformément aux dispositions du décret du 31 mai 1934, ont établi qu'il s'agissait d'une terre domaniale, grevée au profit des indigènes de droits de cueillette de fruits (100 palmiers, 10 safoutiers), de coupe de bois et de lianes, de poursuite de gibier ainsi que de passage sur deux sentiers.» *Conseil colonial*, 1954, pp. 1666-1667.

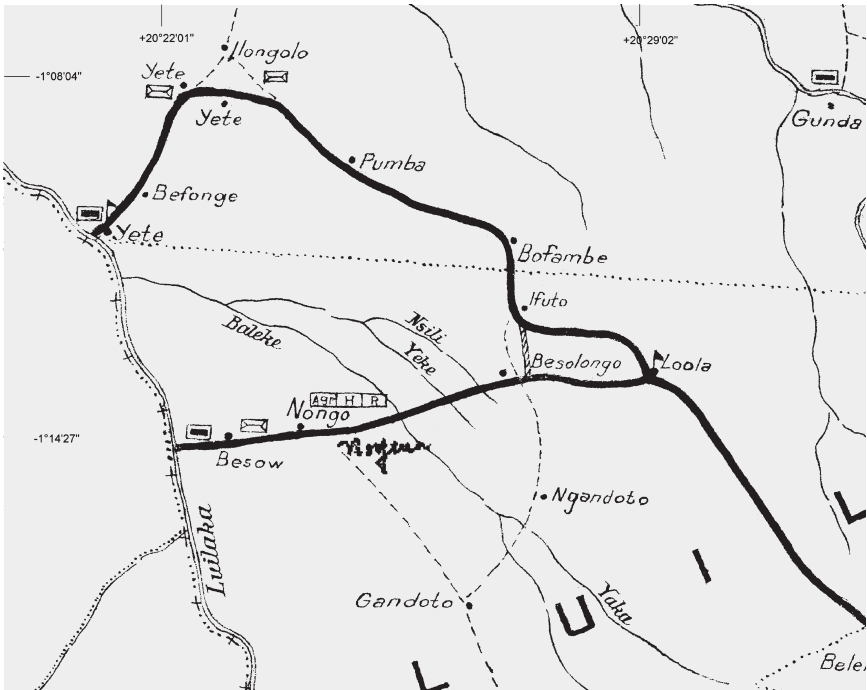


Fig. 9. — Carte de Besau et environs avec indication de la plantation Nogueira²²¹.

Il proteste de manière formelle par une lettre du 3 août 1955²²² auprès de l'administrateur de territoire de Monkoto, Bernard Van De Woestyne (1923-?; au Congo: 1946-?). De la réponse de l'administrateur du 1^{er} décembre 1955²²³, nous apprenons que la terre a été effectivement considérée comme domaniale, bien que selon Ilongoy sa palmeraie y ait été incluse. Il ne désarme pas et s'adresse au procureur à Coquilhatville par lettre du 22 décembre 1955²²⁴, précisant que déjà son frère décédé s'était opposé à la cession. Il reçoit une réponse le 11 juin 1956²²⁵ qui lui dit clairement que son frère Botuli avait confirmé les conclusions de l'enquête, que le temps d'opposition (deux ans) était passé et qu'«il n'y a plus à revenir sur cette question». C'est alors qu'Ilongoy prend contact avec Hulstaert

²²¹ Extrait agrandi de la carte du territoire de Monkoto, s.d. [1952], I.G.C.B., 1/200 000. Le ruisseau Baleke, cité comme limite par Ilongoy, y est indiqué. L'ajoute «Nogueira», marquée à la main sous le toponyme «Nongo», semble être de la main d'E. Boelaert. Carte conservée dans ArMSC. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

²²² ArAeq., B. 97, f. 12, p. 470; Mf. 3/36.

²²³ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 475; Mf. 3/37.

²²⁴ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 476; Mf. 3/37.

²²⁵ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 477; Mf. 3/36.

toujours en Europe, et lui explique que la terre qu'il dispute a été cédée seulement en 1954, celle de 1952 étant un autre domaine²²⁶. Mais quand Augustin Elenga, à la demande d'Hulstaert, enquête auprès d'Ilongoy, une version différente surgit :

En 1952, (...) la vente ne concernait pas Itumbe, elle concernait la forêt entre Ekoli et Banefomi. Ma forêt c'est Itumbe, c'est-à-dire la forêt appartenant à notre famille de Banefomi. Si M. Nogueira, en achetant Nkelankema, déclare qu'il a aussi acheté Itumbe, c'est un vrai mensonge. Car en avril 1954 ce monsieur est venu demander à mon frère aîné Botuli Louis, d'acheter cette forêt. Botuli a refusé catégoriquement. Regardez, qu'après la mort de Botuli en septembre 1954, ils sont revenus en mars 1955 négocier la forêt; moi j'ai envoyé ma lettre de refus en décembre 1955²²⁷.

Mais par la lettre du 30 mars 1955²²⁸ de Paul Bombute, un familier d'Ilongoy, nous apprenons que la forêt Itumbe avait bel et bien été «vendue» par ses familiers à cette occasion: «L'A.T. est arrivé avec M. Nogueira et ce dernier a acheté Itumbe à 20 000 francs. Je m'y suis opposé mais les autres n'ont pas voulu me suivre (...) Le Blanc nous a mis sous pression ici». Ilongoy, après la mort de son frère aîné Botuli, se sait le seul chef de famille et donc le propriétaire terrien. Sa famille l'a ignoré et il considère cette vente comme illégale et non avenue. Il leur demande de rembourser l'argent.

Il se développe alors une dispute dans *Lokole Lokiso* autour de ce cas²²⁹. Le 15 juin 1955, Ilongoy y expose son cas aux lecteurs et gémit: «Que feront mes enfants et moi, une fois admis à la retraite»? Et il conclut que l'argent doit être remis à Nogueira et la terre rendue au patrimoine familiale. La rédaction de *Lokole* répond dans le même numéro en posant qu'il a tort et que les grandes forêts sont propriété de l'Etat. Ceci est totalement opposé à l'opinion et à l'action d'Hulstaert et de Boelaert. Le rédacteur en chef Paul Ngwi (et Augustin Elenga?) le sait, car il prend clairement ses distances de leurs opinions et de celle d'Ilongoy et intime le correspondant:

Diffuse, toi-même, cette nouvelle à tous les lecteurs, car ils ont toujours pensé que Lokole répond à leurs questions selon les sentiments de ses fondateurs. Certains problèmes qui sont posés à Lokole peuvent avoir des solutions par la sagesse de ses fondateurs. Mais ce genre de problèmes trouve toujours leur solution dans le livre de lois de l'Etat et de certains spécialistes dans ce domaine²³⁰.

²²⁶ Lettres du 14 juin et du 25 juillet 1956. ArAeq., B. 97, f. 12, p. 517 et après 514 (lettres d'Ilongoy) et p. 516, lettre du 5 juillet d'Elenga à Hulstaert en Belgique.

²²⁷ Lettre d'Augustin Elenga à Hulstaert, du 5 juillet 1956. ArAeq., B. 97, f. 12, p. 516; Mf. 3/36.

²²⁸ Copie des lettres de Paul Bombute à Joseph Ilongoy du 16 et du 30 mars 1955. ArAeq., B. 97, f. 12, pp. 518 et 520; Mf. 3/36.

²²⁹ Voir dans *Lokole Lokiso* les documents reproduits ici en Annexe IV, n^{os} 17, 18, 20, 22, 23 et 24. Les données que l'auteur de ce texte y fournit ne correspondent pas tout à fait, à première vue, à celles de la correspondance officielle. Selon l'article dans *Lokole Lokiso*, il serait originaire d'Ifuto.

²³⁰ Texte original: *Lokole* 15 juin 1955, n^o 12: 6. «We mongo olambole losango lone ele baanji bauma ntsin'ea io bakanela sekoo te Lokole akaola byuo beki la wanya wa baondoli. Baoi bamo bal'eko bakoka la wanya wa baondoli. Lolo baoi b'eleng'ene baima sekoo o nda buku ya beeko bya Leta la benjea emo belongi la besala benko.»

Dans sa réponse dans le numéro du 1^{er} juillet, Ilongoy semble se résigner: «J'ai bien compris vos conseils (...) Nous ne sommes pas supérieurs à l'Etat. Nous n'agissons que selon la volonté de l'Etat. Mais on ne peut empêcher quelqu'un de réclamer quoi que ce soit»²³¹. La protestation contre l'attitude de *Lokole* provient d'autres personnes. Le 1^{er} août 1955, un certain Esukulu (signifiant «l'Hibou»; est-ce un sobriquet d'Hulstaert?) répond: «Si toi, Lokole, tu penses que tu as bien répondu à Ilongoy, nous, la plupart des lecteurs, pensons que ta réponse est d'une grande perversion. (...) Les forêts sont notre propriété exclusive»²³². Et le 15 septembre 1955, Esanelo à enchaîner: «Même si ces lecteurs nous embrouillent avec leurs écrits, nous, les propriétaires, n'allons pas accepter d'aliéner ces forêts»²³³. Et Is'afe [Nous deux] a le dernier mot le 15 novembre 1955: «Jusqu'à présent, beaucoup de Blancs se trompent à ce sujet (...) C'est pourquoi les Congolais exigent de l'Etat qu'il corrige l'interprétation de sa loi et reconnaisse notre droit foncier»²³⁴.

Ilongoy revient en charge auprès du procureur à Coquilhatville dans une lettre du 1^{er} août 1956²³⁵ et explique qu'il y a un malentendu et que les accords signés dans l'enquête de 1952 ne concernaient pas la terre de sa famille mais bien une terre voisine Nkelankema à Ekoli dont le propriétaire est Gilbert Bofenda. La terre de sa famille Ban'Efomi s'appelle Itumbe. «Aussi M. Nogueira a-t-il attendu la mort de mon frère, arrivée en septembre 1954, pour essayer d'acquérir cette terre.» Le 22 novembre 1957, le substitut du procureur du roi lui confirme que Nogueira n'a plus obtenu de concession après le 6 octobre 1952²³⁶.

A défaut d'avoir accès aux pièces de base (rapports d'enquête et de délimitation et textes des conventions du 24 juillet 1953 et du 12 juin 1954) nous ne pouvons pas savoir si effectivement il y a eu une ou deux enquêtes sur le terrain. Les procureurs à Mbandaka et à Boende et plus tard le procureur général (lettre à Hulstaert du 5 septembre 1958), nient l'existence d'une deuxième enquête; pourtant une deuxième convention est formellement mentionnée dans l'«Exposé des motifs» du décret du Conseil colonial. C'est fort suspect et cela donne une sérieuse probabilité à l'exactitude des prétentions d'Ilongoy et aux suppositions d'Hulstaert: une enquête assez imprécise en 1952, objet de la convention du 24 juillet 1953, et un changement ou un complément avec ou sans nouvelle

²³¹ Texte original: *Lokole* 1^{er} juillet 1955: 6. «Njələna folefole mongo nda lilako likinyo. (...) Lələ iso tofa nda joso ja Leta. Tokela o ng'olanga ende mongo Leta. Lələ bonto ofosenge ouwola joi.»

²³² Texte original: *Lokole* 1^{er} août 1955: 3. «We Lokole okole okanela nda wambo boke ele Ilongoy Joseph bələtsi; lələ iso baanji buke tsena wate wambo bəko bole la lojanyi jwa bəseketano w'ənene. (...) ngonda ile o ikiso.»

²³³ Texte original: *Lokole* 15 septembre 1955: 6. «Nkuma la baanji banko batosesenganya la bikətelə bikə, iso mpe bamongo ngonda tofimeje te tonyamole ngond'ekiso.»

²³⁴ Texte original: *Lokole* 15 novembre 1955: 5. «L'ae yooko Bendeke buke babunga nda joi line ko basanga te ngonda inko ifa l'amongo.»

²³⁵ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 473; Mf. 3/37.

²³⁶ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 480; Mf. 3/37. 6 octobre, date de l'enquête sur le terrain.

enquête, dans la deuxième convention le 12 juin 1954, incluant la terre d'Ilongoy. Sohier et Van Wing, pas encore mis au courant par Hulstaert, étaient présents à cette séance du Conseil colonial et ont approuvé le décret de cession.

L'affaire traîne jusqu'en 1958. Dans sa lettre du 9 mars 1958 (VINCK 1997, pp. 195-196), Hulstaert soumet le cas à Sohier:

Je me permets de vous envoyer le dossier complet sur un cas de terres dont j'ai eu connaissance récemment. Il vous servira peut-être pour vos travaux et votre documentation sur les situations réelles en Afrique, ainsi que pour vos études personnelles et votre revue *Journal T. O.* (...) Le présent cas est difficile à comprendre à distance. Pour autant qu'on puisse réussir à y voir clair, je pense que l'affaire se présente comme ceci. L'administration prétend qu'il y a eu une seule enquête et bien en 1952, plus aucune depuis lors. Les indigènes parlent d'une enquête en 1954 et disent ignorer une précédente. Il n'y a pas confusions d'années. Je comprends donc ceci: il y a eu une enquête au sens administratif en 1952 avec consentement de cession par le chef, le capita et un chef de famille (Bofenda et Lokondo) plus des notables divers, témoins (non-cessionnaires). Les propriétaires d'ITUMBE sont ou bien totalement absents ou bien ignorent que leur terre est englobée dans le bloc demandé par Nogueira. (N. B. ces enquêtes doivent se faire sur le terrain, mais souvent ou bien on ne sort pas du gîte d'étape ou bien on va aux environs du terrain et on y pénètre un peu — n'oubliez pas que nous sommes en région de forêt et de marais — on ne va pas faire le pourtour (ceci se fait extrêmement rarement) ou on désigne d'un large geste la terre à céder; les vieux marmonnent quelque chose, et l'affaire est dans le sac.) Il se peut que BOTULI ait donc été présent à l'enquête 1952. De toute façon, il a ignoré la cession. Son consentement est-il inscrit sur le P. V. d'enquête? Nous l'ignorons, ceci n'est dit nulle part; le procureur, sur témoignage sans doute de l'A. T., se contente de dire que BOTULI a été présent à l'enquête; il n'affirme pas son accord. Est-ce que le nom BOTULI est inscrit au P. V. d'enquête? Nous l'ignorons évidemment; ce n'est pas impossible; mais les faux en écriture de la part de l'A. T. peuvent être admis aussi, j'en ai connu des cas improuvables puisque ne s'appuyant que sur des témoignages d'indigènes, donc toujours impunissables, puisque n'étant jamais objet d'un contrôle sérieux.

Le paiement des indemnités minimales, vous en conviendrez avec moi, et le début des travaux par le colon sur le terrain datent d'après la mort de Botuli. Il est facile de faire une enquête un peu... brumeuse, puis d'attendre au-delà du délai prévu par la loi pour les réclamations et seulement exécuter les clauses de paiements après, et commencer les travaux quand le temps utile du délai a passé... Ce qui semble avoir été le cas ici. Aussi longtemps donc que la législation actuelle reste de vigueur, nous ne sortirons pas de ces injustices contre lesquelles même de bonnes volontés éventuelles du parquet seront impuissantes, car il ne peut aller contrôler le fond de tout dans les milieux ruraux intéressés souvent fort éloignés de tout centre.

Comme vous le voyez, je suis décidé de communiquer le dossier à M. le Proc. général au titre de Commiss. Protect. Indig., car il ne peut évidemment pas intervenir et n'ira pas à l'encontre du Pro roi local et ne peut évidemment exiger une enquête approfondie pour laquelle la magistrature manque absolument de personnel. Nous sommes là devant une impossibilité matérielle. Vous vous rappelez le cas Wijima où une enquête sur le fond était possible, puisque les dossiers comme les personnes se trouvent à Coq même; mais pour tout, le parquet a soigneusement évité, car, comme me disait le Subst., on ne pouvait quand même aller à l'opposé de l'administrateur et il ne faut pas que les droits fonciers indigènes arrêtent le développement de la ville ou le progrès du Congo.

Sohier a bien pris connaissance du dossier Ilongoy, et il réagit effectivement à ce dossier par un article plein d'amertume envers l'administration coloniale :

A plusieurs reprises, des petits dossiers m'ont été envoyés par des Européens s'intéressant aux noirs et attirant mon attention sur des cas d'injustice flagrante. C'est parce que j'en ai encore un sous les yeux que j'écris cet article. Un père de famille a bien vu un jour des notables circuler avec les autorités européennes, il ne s'est pas douté qu'il s'agissait de ses terres à lui. Un beau jour, un de ses descendants, devenu chef de famille à son tour, apprend que depuis des années la terre que les siens cultivent ne lui appartient plus. Il ne s'émeut pas d'abord, il a peur. Puis quand il se décide, on lui répond que tout est régulier, que son grand-père a eu des délais pour réclamer et qu'il n'en a pas profité. On conteste les droits particuliers, on conteste la qualité de chef de famille. Parfois, le chef de la famille est allé travailler à la ville, laissant la gestion rurale à un de ses frères; quand il réclame, il arrive qu'on lui objecte que, étant en ville, il n'a plus aucun droit et que sa réclamation ne peut être reçue. Rebuté par la hiérarchie administrative, il s'adresse au parquet, qui lui répond que tous les papiers sont en ordre, que la procédure est régulière et que les délais de réclamation sont expirés. Et sur le terrain d'un droit qui se contente de la légalité formelle, le parquet a raison (SOHIER 1958, p. 80)²³⁷.

Le 3 avril 1958, Ilongoy réagit au refus du procureur de revenir sur l'affaire et lui envoie une lettre de deux pages²³⁸ dans laquelle il conteste la véracité des faits avancés comme si son frère Botuli avait accepté la cession de leur terre. A la même date, il répond à la question du substitut du procureur (lettre du 22 novembre 1957) et donne une description précise des limites de son domaine ancestral :

Vous demandez des précisions. Mais nous autres Noirs n'avons pas mesuré nos terres et n'en connaissons pas la superficie en mètres. Je puis seulement vous dire qu'il s'agit de la terre nommée Itumbe, propriété coutumière de notre famille Ban'Efomi. Elle est limitée par la rivière Baleke et par la crique Nkomi, la limite d'avec Ekoli, propriété d'une autre famille d'Ifuto, est indiquée par l'arbre Botakanja. Sur cette terre se trouvent des exploitations de chasse, divers arbres fruitiers indigènes et introduits (papayers, avocats, orangers, etc.). C'est une partie de cette forêt qu'occupe Nogueira alors que nous n'avons jamais cédé la moindre partie²³⁹.

Ensuite il signale en détail les activités de Nogueira sur sa terre qu'il considère comme illégales. Le même jour, Hulstaert envoie le dossier au Président de la Commission permanente pour la protection des indigènes, le procureur général Dumont. Il insiste sur la reprise de la discussion de fond au sein de la Commission «car vous savez qu'il n'est pas un cas isolé»²⁴⁰. Le 5 septembre 1958, après vérification du dossier par le procureur du roi à Coquilhatville, le

²³⁷ L'article entier est cité dans l'Annexe II, n° 7.

²³⁸ ArAeq., B. 97, f. 12, pp. 482-483; Mf. 3/37.

²³⁹ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 484; Mf. 3/37. En l'absence de tout croquis précis, il est hasardeux de projeter en détail cette explication sur la carte du territoire.

²⁴⁰ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 485; Mf. 3/37.

procureur général répond que «la procédure a respecté les règles légales (...) que Botuli était présent (...) que le terrain avait été délimité par des piquets peints en blanc» et que la question est définitivement réglée²⁴¹.

Au 29 janvier 1959, Ilongoy proteste encore auprès de l'administrateur du territoire de Monkoto, du vol par Nogueira de plusieurs centaines de jeunes palmiers pour les replanter chez lui. C'est la dernière pièce dans le dossier.

Comme si souvent donc, deux vices fondamentaux entachent cette affaire: la terre est considérée comme domaniale, tandis qu'au moins de grandes parties ne l'étaient pas (signalées dans l'Exposé des motifs comme étant limitées à cent palmiers et dix safoutiers), et la méconnaissance des véritables autorités coutumières. Hulstaert n'a pas hésité à suggérer la corruption des fonctionnaires locaux de la territoriale. L'indépendance est proche, mais Noguiera restera et survivra même aux nationalisations sous Mobutu. Il quittera finalement l'endroit vers 1985.

BONYOKO²⁴² VERSUS TRAVAUX PUBLICS: CALCUL DES INDEMNISATIONS²⁴³

Le cas de la pêcheerie d'Albert Bonyoko est exemplaire pour les effets que pouvaient avoir les grands travaux d'aménagement du territoire pendant les années cinquante. Bonyoko était travailleur à l'Imprimerie de la mission à Coquilhatville, mais originaire d'Ingende, situé sur la Ruki, à 100 km de Coquilhatville. Il y avait conservé pour sa famille des droits de pêche (fig. 10). Le langage tenu par Bonyoko témoigne du changement de mentalité intervenu en cette période. Un bel acharnement pour défendre ses droits élémentaires, et un franc-parler en sont les caractéristiques. Ils contrastent avec la condescendance des préposés de l'administration. Hulstaert l'a fortement secondé dans son combat pour la reconnaissance de ses droits. Il signale le cas à Sohier dans sa lettre du 9 mars 1958:

Un autre cas, bien différent, m'a été communiqué un de ces jours. A Ingende on construit une digue dans le marais. Le soubassement doit être en sable de rivière. Il existe une société hollandaise à Coq qui pompe le sable pour remblayer le marais. La drague est transférée à Ingende et installée dans une crique, une sorte de lac qui est une pêcheerie. (...) Voilà donc que dans quelques jours on va pomper le sable; chasser les poissons, empêcher la pêche, et détruire sans doute pour de longues années la pêcheerie. L'Administration n'a rien demandé aux propriétaires et a chassé et menacé ceux-ci lorsqu'ils réclamaient. L'A.T. doit donc être sûr de son droit d'agir sans demander les indigènes. (...) Je vais un de ces jours soumettre le cas au commissaire de district pour voir si on peut faire quelque chose (VINCK 1997, pp. 196-197).

²⁴¹ ArAeq., B. 97, f. 12, p. 466; Mf. 3/36.

²⁴² Graphie variable: Bonyoko, Bonyoko.

²⁴³ ArAeq., B. 97, f. 14, pp. 640-662; Mf. 3/38-39.

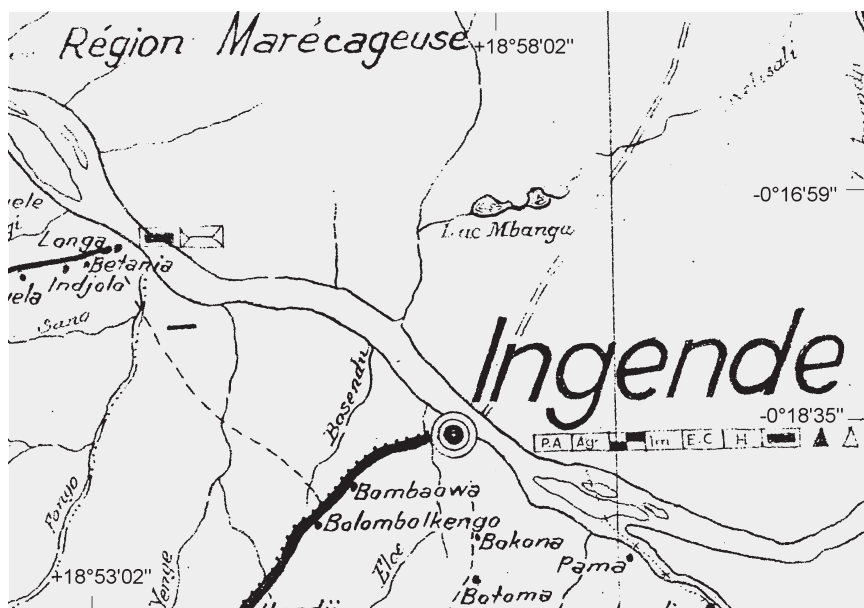


Fig. 10. — Carte du lac Mbanga par rapport à Ingende et le tracé de la digue²⁴⁴.

Hulstaert se demande à cette occasion s'il ne s'agit pas d'une expropriation pour laquelle doivent être appliquées les prescriptions du décret du 24 juillet, donc avec enquête et indemnisation²⁴⁵. Par sa lettre du 17 mars 1958, Bonyoko prend lui-même l'initiative et porte plainte chez le procureur à Coquilhatville: «J'ai l'honneur de porter plainte dans vos mains contre Monsieur l'administrateur, chef de territoire à Ingende»²⁴⁶. Et il poursuit:

A mon grand étonnement, Nsombo²⁴⁷ m'a écrit que Mr l'administrateur d'Ingende a installé une machine dans notre endroit de pêche afin de prendre du sable pour la construction d'une route²⁴⁸. Vous savez fort bien que les riverains ne vivent que de la pêche, mais cette pêche ne se fait pas partout, car chaque groupement a son endroit propre, mais comme Mr l'administrateur a installé la machine, il devrait

²⁴⁴ Extrait agrandi de la *Carte du territoire d'Ingende*, 1/200 000, I.G.C.B., 1951-1953. Le lac Mbanga y est clairement indiqué. La route en pointillé est la digue projetée entre Ingende et Yele. Coordonnées ajoutées par l'éditeur.

²⁴⁵ Le décret d'*Expropriation pour cause d'utilité publique* du 24 juillet 1956, B.O., p. 1428. Piron & Devos 1960, II, pp. 106-108.

²⁴⁶ Le titulaire, effectivement présent à Ingende, était A. J. Cochez (1915-?; au Congo: 1945-?), diplômé de l'Université coloniale d'Anvers. Administrateur de territoire depuis le 1^{er} octobre 1954.

²⁴⁷ Pierre Nsombo, un des deux «surveillants» de la pêcherie de Bonyoko à Ingende.

²⁴⁸ Il s'agit de la firme Ackermans-Van Haaren voir http://www.avh.be/uploadedFiles/Company_Profile/Historical_Overview/FamilialeJarenNed.pdf (consulté le 14 juillet 2009).

d'abord nous aviser. Où donc allons-nous nous approvisionner en poissons? Non seulement nous ne pouvons plus pêcher, mais encore lorsque le sable sera enlevé, la pêcherie sera détruite, car elle sera trop profonde pour les poissons de nos eaux et il nous sera impossible d'y exercer encore la pêche selon notre méthode et avec nos moyens coutumiers. Vous voyez par là quel grave dommage nous souffrons par cette action de l'Administration qui nous enlève notre gagne-pain des pêcheurs et cela même sans nous avertir et sans notre consentement²⁴⁹.

Le 28 mai 1958, il proteste auprès du commissaire de district assistant de l'Equateur, R. V. Godefroid²⁵⁰, contre la convocation à Ingende de deux personnes de sa famille dans le but de conclure un accord avec eux en son absence. M. Bonyoko s'indigne et exclame: «Monsieur le commissaire de district, cette pêcherie ne leur appartient pas, ils n'en sont que les administrateurs; ils n'ont donc pas le droit de signer des conventions à ce sujet. Aussi je me permets de protester contre cette action et je refuse de reconnaître toute convention qu'ils ont signée sous l'empire de la peur, dans cette question»²⁵¹. C'étaient quelques mots de trop, bien qu'il soit probable que c'est Gustaaf Hulstaert qui ait inspiré la lettre, comme il l'explique lui-même dans sa lettre du 9 mars 1958 à M. Sohier: «J'ai aidé l'indigène à la traduction et à la tournure de ses lettres, mais le fond est de lui». Dans cette même lettre Hulstaert n'épargne pas l'administration de ses critiques et l'accuse même de mauvaise volonté, d'incompétence et de sabotage de la législation (VINCK 1997, p. 197).

Le lendemain, Bonyoko reçoit la réponse du commissaire Godefroid, qui lui communique qu'il a fait payer à ses représentants sur place une indemnité unique de trois mille francs. Et il poursuit: «Par ailleurs je tiens à vous mettre en garde contre l'emploi dans votre correspondance, de certaines expressions paraissant mettre en doute l'intégrité du fonctionnaire s'occupant de cette affaire». Les familiers de M. Bonyoko acceptent l'argent et signent le 5 juin la décharge pour perte d'usage de la pêcherie durant cinq mois²⁵².

Bonyoko proteste de nouveau auprès du commissaire de district, par lettre du 1^{er} juillet 1958²⁵³, contre cette méconnaissance du vrai propriétaire et, en outre, argue-t-il, que la somme est largement insuffisante car l'endroit sera pour très longtemps dérangé et impropre pour la pêche normale. Il demande au moins dix mille francs. Le refus est catégorique de la part de Godefroid, commissaire de district, par sa lettre du 12 juillet 1958²⁵⁴, l'invitant d'aller lui-même à Ingende défendre ses droits. A quoi Bonyoko riposte dans sa lettre du 4 novembre

²⁴⁹ ArAeq., B. 97, f. 14, p. 647; Mf. 3/39.

²⁵⁰ Richard V. Godefroid (1912-?; au Congo: 1936-?). Commissaire de district assistant le 1^{er} juillet 1953. De lui est connu un *Rapport d'Enquête en vue de la création du secteur de Lukulela*, 1958.

²⁵¹ ArAeq., B. 97, f. 14, p. 646; Mf. 3/39.

²⁵² ArAeq., B. 97, f. 14, p. 649; Mf. 3/39.

²⁵³ ArAeq., B. 97, f. 14, p. 057; Mf. 3/39

²⁵⁴ Lettre de R. V. Godefroid, qui signe comme commissaire de district *a.i.*, ArAeq., B. 97, f. 14, pp. 655-656; Mf. 3/39.

1958²⁵⁵, qu'il travaille à Coquilhatville et ne peut s'absenter pour une longue période. Et il y ajoute que cela ne servira à rien car «le Procès-verbal de Remise d'Indemnités du 5 juin manifeste assez clairement l'opinion défavorable de Monsieur l'administrateur du territoire au sujet de mes droits sur l'étang». Et il conclut: «Pour terminer, veuillez me permettre (...) de répéter que quant à moi, je maintiens entièrement mes droits ancestraux sur la partie du lac Mbanga et ses pêcheries puisque je n'ai pas connaissance qu'ils ont été abolis par la législation ou par un acte administratif authentique». Ceci n'est pas le langage d'un travailleur d'imprimerie, mais bien d'un bon connaisseur de la terminologie législative qu'était Gustaaf Hulstaert. La documentation nous manque pour connaître la suite de l'affaire, bien qu'il soit possible qu'elle s'est arrêtée là.

Au terme de ce chapitre sur les démêlées d'Hulstaert et de ses protégés congolais avec les autorités judiciaires, une conclusion s'impose: les autorités, tant administratives que judiciaires, sont dans une ignorance manifeste des rudiments mêmes du droit foncier coutumier. Certains ne sont pas dépourvus de mauvaise volonté; d'autres montrent une condescendance ouverte envers les indigènes et se réfugient dans les méandres de la législation. Le système judiciaire aussi prêtait à confusion. Le procureur général et tous les procureurs du roi étaient dans leur juridiction les protecteurs légaux des indigènes, mais en même temps chargés de les poursuivre en cas d'infraction ou d'illégalité. L'administration, de son côté, avait le pouvoir de prononcer sans recours, une des peines les plus lourdes, la relégation, et on n'hésitait pas à intimider les récalcitrants par cette menace, dans deux des cinq cas présentés ici (Bolefo de Buya en 1953 et Wijima en 1958).

²⁵⁵ ArAeq., B. 97, f. 14, p. 654; Mf. 3/39.

Conscientisation populaire: Blancs et Noirs

Pour Hulstaert et Boelaert, une des conditions préalables au redressement de la situation injuste dans le domaine du droit foncier était la conscientisation aussi bien des Congolais que des colonisateurs. Les premiers devaient être incités à défendre eux-mêmes leurs droits et les derniers devaient être conduits à une mise en question, volontaire et pacifique, de leurs privilèges et possessions. Ils se faisaient dès lors un devoir d'informer les uns et les autres de leurs droits et obligations. Comment faire circuler le message? Le premier canal serait l'enseignement, mais évidemment, les programmes n'avaient pas prévu de telles interventions. Les manuels scolaires enseignaient avec zèle la vision colonialiste du développement du pays. La radio destinée aux Congolais n'a fonctionné qu'à partir d'avril 1949, sous le patronage du Service de l'Information. Existait encore ce qu'on appelait à l'époque l'«adresse publique», système de haut-parleurs mobiles ou fixes dans les rues des grandes agglomérations, instruments exclusivement manipulés par ces mêmes services. Ce n'est pas de ce côté qu'on devait attendre une action pour une émancipation politique.

Mais, au Congo, il y avait des journaux pour les Blancs, en français, de divulgation nationale, régionale ou parfois locale, et des journaux pour les Noirs, édités et divulgués localement, écrits principalement dans une des langues congolaises. L'existence de cette deuxième catégorie de moyens de communication était souvent éphémère et la diffusion en était très réduite et inégale selon l'époque. Et encore, plusieurs de ces périodiques étaient publiés par le service de l'Information même. Il ne restait que les publications des missions catholiques ou protestantes, qui étaient nettement plus indépendantes de l'intervention de l'Etat et plus difficiles à contrôler à cause de l'utilisation d'une langue locale. Cette situation pouvait être exploitée par ceux qui avaient des choses à dire qui ne concordaient pas avec le programme politique du colonisateur. Ces documents sont difficiles à localiser et, à défaut d'indexation, la recherche en est fastidieuse et nécessairement incomplète. Parmi les journaux congolais pour les Blancs, nous avons scruté *Le Courrier d'Afrique* pour la période 1950-1959 et procédé par coups de sonde dans certains autres journaux.

En ce qui concerne l'opinion belge, à défaut de monographies précises, nous nous sommes limité aux citations et références qu'en ont fait les auteurs dans leurs publications scientifiques.

Heureusement que, pour les publications parues à Coquilhatville, au centre de notre recherche, nous disposons de plus amples collections de journaux dans lesquels le thème a été largement débattu entre antagonistes.

A COQUILHATVILLE: LA CONFRONTATION

Coquilhatville, aux allures rurales, était la capitale de la province de l'Equateur. Informations, textes éducatifs et parfois polémiques provocantes ont été échangés entre les journaux locaux (VINCK 2000b). La mission catholique publiait à partir de 1936, principalement en lomóngɔ, un mensuel (ou bimensuel) aux appellations successives: *Le Coq Chante* (1936-1948), *Etsiko* (1949-1954) et *Lokolé Lokiso* (1955-1960 et 1962). L'influence d'Hulstaert y fut toujours prépondérante même dans *Lokole Lokiso*, par l'entremise de ses deux rédacteurs Paul Ngoi et Augustin Elenga, tous les deux depuis longtemps très liés à sa personne. Le Service de l'Information de l'Etat publiait, de son côté, à partir de 1945, un bimensuel sous le nom de *Mbandaka* (BOLELA 1971). La mission protestante publiait *Ekim'ea nsango*, qui n'est pas intervenu dans la dispute. La paroisse de la cathédrale avait sa feuille paroissiale qui atteignait aussi quelques Blancs de l'intérieur.

La question foncière, débattue depuis si longtemps dans les cercles académiques, atteindra dorénavant, par les initiatives de Boelaert, le public directement concerné. *Pax* ouvre le feu avec une série d'articles en juin et juillet 1954. En septembre paraît le résultat de l'enquête de Boelaert dans *Etsiko*. *Mbandaka* y réagit et ouvre la polémique par une suite d'articles en novembre-décembre. *Lokole Lokiso* y enchaîne immédiatement en janvier 1955 par un long échange d'idées opposées et d'attaques personnalisées entre «lecteurs» durant les années 1955 et 1956.

Pax défie les Blancs

A Coquilhatville *Pax*, la feuille paroissiale de la cathédrale, fut en 1954, pour quelques mois entre les mains de Boelaert. Dans ses éditoriaux ou autres textes, il situe l'action pour une plus grande justice dans les affaires foncières dans un contexte plus large. Dans un article de mars 1954, p. 4, sous le titre «*De emancipatie der Koloniën*» [L'émancipation des colonies], il cite les paragraphes 120 et 121 du «*Handboek voor internationale moraal*» (1939)²⁵⁶, qui soulignent le devoir du pouvoir colonial de préparer l'émancipation et l'indépendance des pays colonisés. Ensuite, il constate que les tendances à l'établissement d'un colonat blanc ou la création d'une communauté belgo-congolaise, sont opposés à ces principes d'émancipation. Dans les numéros suivants, il ouvre une correspondance avec un lecteur vraisemblablement fictif. Y intervient encore un «lecteur attentif» (de Rode?).

²⁵⁶ N/A., *Handboek van Internationale Moraal*, Antwerpen, Internationale studiekkring voor sociale vraagstukken, 1939. Edition Française: *Code de Morale Internationale*, 1937, Union Internationale d'Etudes Sociales, Spes, Paris.

Sous le pseudonyme de Leo Baert, Boelaert essaye d'éveiller ses lecteurs et il n'hésite pas à les provoquer. Dans le numéro de mai 1954, p. 3, sous le titre «Du sensationnel», il écrit:

Pire qu'au Kenya? (...) Mais n'est-ce pas surtout ce refus [au Kenya d'attribuer les bonnes terres aux Noirs] qui a provoqué la rébellion mau-mau? Et fallait-il d'abord en arriver à cette explosion bestiale de haine et de cruauté des deux côtés avant d'en arriver là? (...) Espérons. Oui, espérons que chez nous on ne laissera pas les choses en arriver là! Oh, je vois bien le sourire de mes rares lecteurs. Ce n'est pas possible, voyons; et il est absurde d'oser comparer la situation des deux colonies. Pourtant, voici quelques FAITS: Légalement, les dix millions d'autochtones congolais n'ont plus, n'ont pas de propriété foncière. Selon les textes le Congo n'appartient pas aux Congolais.

Et il en donne la preuve citant des chiffres des plus choquants, car, selon ses calculs, l'administration coloniale possédait en tant que «terres vacantes» 91 % de la superficie du pays.

Dans le numéro de juin 1954, p. 6, sous le titre «Encore les terres indigènes», Boelaert répond à une lettre (fictive?) de son «Cher ami». Il y renvoie à son article dans *Æquatoria* 1954, numéro 2, qui venait de paraître. La portée de sa réponse est que «la situation foncière légale doit bien changer, si on ne veut pas qu'elle suscite le mécontentement de ces indigènes que nous aimons bien tous les deux, n'est-ce pas?» Dans le numéro de juillet toujours en 1954, «un lecteur attentif» y réagit en argumentant que les textes législatifs (on renvoie au Code du Congo belge 6, p. 738, et au Rapport du décret de 1912) donnent bien un droit d'occupation des terres vacantes par les indigènes, selon les coutumes. L'auteur regrette que l'exécutif n'ait pas toujours bien respecté le souci d'équité du législateur et souhaite que le gouvernement se fasse un devoir d'y remédier. A ce texte, Leo Baert répond par deux notes dans le même numéro. Dans sa «Réponse à la lettre du lecteur attentif», il réplique qu'il est «inexact de prétendre que le droit coutumier principal des indigènes est le droit d'occuper les terres vacantes», leur droit étant de les avoir en propriété. Dans un «post-scriptum» dans le numéro de juillet 1954, pp. 7-8, il revient sur son premier article: «En lançant mon article Du Sensationnel, j'avais peur d'être mis au ban de la société 'bien-pensante'. Et voici que deux revues d'importance viennent de traiter *in extenso* la question des terres indigènes». Ces deux revues sont *Æquatoria* 1954 n° 2, dans lequel il épingle l'article de Hulstaert (à côté du sien sur la législation de l'Etat Indépendant et le droit naturel), et le *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer* du 15 mai 1954, pp. 65-68, avec l'article d'O. Louwers, «Le problème des terres indigènes», dont il cite quelques passages contradictoires. Boelaert s'oppose alors radicalement à la création de «réserves» pour les indigènes, idée plus élaborée dans un article dans *Zaire* (BOELAERT 1955c), comme semblait le suggérer la Commission d'enquête de 1904. Et il y lance sa propre solution (pp. 8-9): reconnaissance en pleine propriété des terres qui appartiennent aux autochtones selon la coutume, laisser faire le relevé des limites de

leur domaine par eux-mêmes, avec, si nécessaire, la clause de ne pas revenir sur les cessions et concessions passées.

Boelaert publie dans *Pax* en septembre 1954, p. 6, son entrevue avec Van Wing de passage à Coquilhatville. Il apprend de lui que, dans le district du Kwango, «le problème foncier commence à préoccuper la population». Van Wing, dans une communication devant l'Académie royale des Sciences coloniales sur ses deux voyages au Congo, déclare: «C'est ainsi que les évolués s'intéressent vivement à leurs terres ancestrales et adressent à l'administration des lettres de protestations contre certaines concessions.» (VAN WING 1956, p. 185).

Dans le numéro de *Pax* de mars 1955, p. 10, donc après le départ de Boelaert de Coquilhatville pour la Belgique (16-9-1954), nous trouvons encore une réaction à son premier article, signée S.Y.: «Il y a quelques mois un de vos articles a suscité pas mal d'intérêt, à ce qu'il paraît. (...) Quelques affirmations paraissent avoir passablement offusqué certains lecteurs.» (p. 10). Le nouveau rédacteur (le Père Jos Calsius senior) n'a pas continué la politique de Boelaert²⁵⁷.

Dans *La Gazette de l'Equateur* (exclusivement pour les Blancs), qui a paru à Coquilhatville de 1952 à 1957, aucun écho de cette dispute ne semble avoir pénétré, mais la collection consultée avait trop de lacunes pour en juger valablement. A noter aussi l'absence totale du thème du droit foncier dans *Ekim'ea Nsango*, mensuel protestant dont j'ai pu consulter la collection complète. Quant à la *Cuvette Centrale*, le journal lancé par Louis Likinda à Coquilhatville le 1^{er} mars 1957, le problème des droits fonciers est absent dans les quelques numéros que j'ai pu consulter.

La confrontation entre Mbandaka et Lokole

Mbandaka et *Lokole* étaient en opposition sur plusieurs points de politique indigène, comme la promotion de la langue et autres particularités culturelles des M'ong'o. Mais avec le temps, des thèmes politiques plus généraux firent leur entrée.

En 1952, Bomboko avait écrit dans *Mbandaka* à propos de l'introduction des Paysannats Indigènes: «On doit admettre que le travail des hommes obéit à la tradition (...) Pour satisfaire à cette exigence l'étude des institutions politiques traditionnelles du groupement envisagé est indispensable. L'Administration mènera une enquête pour connaître son organisation coutumière et son régime foncier. Car il ne sied pas d'attribuer un lopin de terre à celui qui n'en est pas le véritable ayant droit»²⁵⁸. Boelaert et Hulstaert défendaient les mêmes principes, mais ils reprochaient à l'administration de ne pas les appliquer.

²⁵⁷ En décembre 1955 paraît encore le résumé du texte de Sohier paru dans le *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, 9 (95): 125-128 (du 15 septembre 1955). Il y a confusion d'auteurs, car ce texte, signé S. A. (Sohier Antoine), est en fait à peu près le texte de Boelaert 1955d, où celui-ci cite longuement l'article de Sohier.

²⁵⁸ *Mbandaka* du 9 février 1952: 1.

L'année suivante, en 1953, Bomboko, dans le même journal, livrait son commentaire²⁵⁹ sur les décrets des 10 et 23 février 1953 relatifs au droit à la propriété individuelle pour les indigènes et l'acquisition d'une propriété foncière dans les centres extracoutumiers. Les Congolais étaient par ces décrets habilités à acheter des terres coutumières et des terres dans les centres extracoutumiers. *Etsiko* ne suivait plus l'auteur quand celui-ci défendait la position de l'administration et s'exprimait positivement sur ce décret. Immédiatement une riposte anonyme, mais probablement de la main de Boelaert ou d'Hulstaert, parut dans *Etsiko*: «Et si quelque riche venait d'acheter toutes les terres au village, où est-ce que les enfants du village vont trouver des terres pour leurs champs»? Mais quand Bomboko prétendait que «dans le village indigène, c'est ce que le Blanc appelle «clan» qui est le propriétaire de la terre»²⁶⁰, l'auteur s'insurge et s'exclame: «Il se trompe. Car il n'a pas grandi dans son propre village, et qu'il ne comprend pas ce que les vieux disent souvent: que le père est le propriétaire de la forêt, et ce père c'est le père du clan»²⁶¹.

Le même *Etsiko* publiait en 1954 les résultats de l'enquête de Boelaert sur les terres indigènes, et *Mbandaka* répliquait promptement dans une série d'articles, tous signés par Justin Bomboko. Le Service de l'Information de Coquilhatville s'inquiétait des éventuels effets nocifs sur la mentalité des indigènes des écrits de *Lokole Lokiso*, et Bomboko, rédacteur de *Mbandaka*, se sent appelé à réfuter en long et en large les résultats de l'enquête. Regardons de près ses arguments avancés à partir de novembre 1954²⁶². Il ouvre la série d'articles en discréditant la méthode de travail et en mettant en doute la loyauté de Boelaert:

Si des enquêtes de ce genre peuvent présenter un certain intérêt, parce qu'elles permettent de sonder l'opinion des Congolais sur un problème qui ne peut leur [mot illisible] étrangers, encore faut-il qu'elles soient bien organisées, qu'elles soient faites auprès de personnes suffisamment éclairées pour y répondre, qu'elles portent sur tous les aspects du problème et qu'au moins dans leurs conclusions, elles complètent les lacunes d'information et portent rectification s'il y a lieu. De tout ceci l'auteur de l'article ne s'est pas soucié, et c'est dommage. Si, après avoir résumé à l'usage de ses lecteurs, les notions coutumières du droit foncier, telles que les lui avaient présentées ses correspondants, il avait donné un aperçu de la législation existante qu'en tant que citoyens nous ne pouvons rejeter, s'il en avait

²⁵⁹ Bomboko, J., 1953, *Mbandaka*, 2 mai 1953 (18): 1-2; 9 mai 1953 (19): 1-2; 15 mai 1953 (20): 1.

²⁶⁰ Cette «citation» ne se trouve pas telle quelle dans les articles de Bomboko.

²⁶¹ *Etsiko*, *Leta aotsoleja beeki befe* [L'état nous a sorti deux lois], 1953, 7-8, pp. 1-4. Texte original: «Nga boatsi ɔmɔ oa likonja ja nsuki aosomba ngond'euma nd'ese ene...bana ba bamongo'ese bifosala bakio nko???». Hulstaert s'opposera aussi à ce décret à d'autres occasions comme dans son commentaire au discours du gouverneur général (Hulstaert 1955b, p. 137).

²⁶² Bomboko J. M., «Le problème des terres indigènes», *Mbandaka* 20 novembre 1954: 1 et 3; 27 novembre 1954: 1 et 4; 18 décembre 1954: 1 et 3; 11 décembre 1954: 1 et 3. ArAeq., Mf. pp. 152-153. Voir les textes complets en Annexe III.

exposé la portée exacte et démontré par la nomenclature des instructions administratives qui sont venus la compléter que les craintes exprimées sont sans fondement, nous aurions approuvé l'article sans réserve²⁶³.

Ensuite, il résume en quelques lignes le contenu des réponses, et il doit constater que le mal est fait: «Dans leur conclusion, ils estiment que l'Etat méconnaît les droits fonciers indigènes». Rien d'étonnant car, selon l'auteur, les correspondants d'*Etsiko* sont ignorants de la législation foncière et pour la commodité il oublie que la seule vraie question à laquelle l'enquête a voulu répondre était une question de droit coutumier et pas de législation coloniale: «Pour que les indigènes puissent donner un avis impartial sur un tel sujet, il est absolument indispensable qu'ils soient au courant des dispositions réglementant le régime foncier congolais. Nous sommes assez sceptique, pour admettre que ceux qui ont répondu à ces questions soient au courant de la législation sur la matière».

Bomboko a enquêté à son tour chez les membres du Cercle Léopold II²⁶⁴ à Coquilhatville, cercle patronné par le Bureau de l'Information. Et il a fait appel à M. Delrue²⁶⁵, Chef du Bureau du Service des A.I.M.O. (Affaires Indigènes et Main-d'Œuvre), pour sauver la vérité. Ce qui semble avoir fort bien réussi, car, après cette conférence, «tous ont dû reconnaître que l'indigène était suffisamment protégé et qu'il n'y avait aucune raison de craindre quoi que ce soit».

Dans les deux numéros suivants (48 et 49, des 27 novembre et 4 décembre), Bomboko fait un exposé très technique de la législation en vigueur. Dans le numéro 50 du 11 décembre 1954, on passe en revue le problème de la saturation des terres et des paysannats indigènes. Selon l'auteur, les indigènes n'ont rien à craindre, car le gouvernement prend soin d'eux: «Dans les questions foncières, le gouvernement accorde toujours la priorité aux intérêts des autochtones et ne peut passer outre que lorsqu'un intérêt supérieur l'impose. Il ne peut pas permettre que les besoins de la colonisation puissent constituer une entrave sérieuse à l'épanouissement des communautés indigènes». Et dans le numéro 51 du 18 décembre, on arrive à la conclusion qui s'impose:

En somme, il s'agit de concilier les besoins de la Colonisation avec ceux des populations indigènes. En ce domaine, nous avons montré que la politique du gouvernement est claire et sans équivoque: la primauté des intérêts des communautés indigènes. Mais l'Etat, dont la mission ici au Congo est essentiellement civilisatrice, doit veiller également au développement de ce pays. (...) Il faut également reconnaître que cette mise en valeur constitue une source de nombreux bienfaits pour les habitants de la région intéressée. (...) Citons à titre d'exemple, les soins médicaux

²⁶³ Bomboko, J., 1954, «Le problème des terres indigènes», *Mbandaka*, 20 novembre 1954 (47): 1-2. Citation de la page 1.

²⁶⁴ Le Cercle Léopold II était un organisme créé en 1944 à Coquilhatville, pour la promotion de la vie culturelle des évolués. Voir Vinck 1986.

²⁶⁵ Il s'agit probablement de Christian Delrue (1914-?; au Congo depuis septembre 1940), commissaire de district assistant au 1^{er} janvier 1958, voir Ministère du Congo belge et du Rwanda-Urundi, *Annuaire* 36 (1960), p. 533. Ou est-ce Michel Delrue (au Congo depuis 1950), chef de bureau au service des Affaires Indigènes et Main-d'Œuvre (A.I.M.O.) en 1950?

gratuits aux indigènes, des écoles pour leurs enfants, des routes où ils peuvent circuler librement.

Qu'on ne s'inquiète pas:

L'Etat fait tout pour notre bien: «L'Etat, c'est vous qui me lisez, c'est moi, c'est lui; en résumé c'est tout l'ensemble des citoyens. Le revenu qu'il tire de notre patrimoine foncier est destiné à la réalisation de son but qui est le «Bien Commun» ou le «Bien-être» de l'ensemble de tous les citoyens»²⁶⁶.

Hulstaert exprime en privé sa mésestime pour ce genre de servilité des évolués envers l'administration coloniale, et pour la naïveté de celle-ci. Dans sa lettre à A. Sohier du 3 avril 1955, faisant une allusion directe à Bomboko, il déclare:

Si les évolués dans leurs organes officiels en parlaient, il y aurait peut-être moyen d'obtenir quelque chose, car d'eux ils ont réellement PEUR. Mais ce sont des gens pour la majorité au service du gouvernement, qui ont rompu les liens avec l'intérieur, qui n'ont aucun besoin de terres et ne sentent pas en paysan; plus d'un parmi eux est ancien esclave de clans assujettis sans propriété foncière; d'autres, comme notre rédacteur général de *Mbandaka*, sentent bien le danger, mais sont liés à l'administration pour leur «carrière»; au jour J, ces mêmes évolués en révolte brandiront ce slogan, tout comme les communistes emploient déjà la question foncière dans leur propagande congolaise (VINCK 1997, p. 169).

Hulstaert demande dans une lettre du 6 février 1955 à Boelaert, en congé en Belgique, de réagir à *Mbandaka*, et il lui envoie les exemplaires avec les articles de Bomboko. Il lui écrit à cette occasion:

J'ai demandé une réponse dans ce sens: c'est toi qui as lancé cette enquête dans *Etsiko*. Ceci est une contre-attaque de l'Etat par Bomboko interposé (qui prétend être convaincu de ce qu'il écrit). Ne serait-ce pas le moment de faire quelques mises au point? De préférence dans *Lokole*, qui est le successeur d'*Etsiko*, qui, ayant disparu, ne peut plus se défendre. Sinon, nous devons le faire nous-mêmes ici, mais il est préférable que ce soit toi qui le fasses. C'est d'ailleurs un moyen pour mieux informer les Noirs de leurs droits et de la loi, etc. Faire cela directement et systématiquement me semble trop risqué; nous ne pouvons pas prévoir leurs réactions ni comment ils comprendront toute cette affaire. Cela doit se faire graduellement de sorte qu'ils soient informés pas à pas et apprennent comment se défendre et jusqu'à quel point. Je pense que *Lokole* collaborera, mais pas à pas, jusqu'à ce que la gazette soit assez forte par le nombre d'abonnés et de lecteurs²⁶⁷.

²⁶⁶ Ces textes évoquent cette autre incantation dans un manuel scolaire de 1935: «La grâce que nous rendons à l'état, c'est-à-dire: la colonie du Congo belge», leçon 31, dans *Bonkanda wa mbaanda w'école II*, Battson Memorial Press, Bolenge 1924, pp. 97-215. Voir ce texte complet en traduction française dans Vinck, H., 1988, Manuels scolaires coloniaux. Un Florilège, *Annales Équatoria* 19: 3-166. Texte cité aux pages 55-66.

²⁶⁷ *ArAeq.*, B. 49, p. 1487; Mf. FB/50, traduit du néerlandais: «Ik vroeg naar een antwoord nl. in deze zin: gij hebt die enquête gelanceerd in Etsiko. Dit is nu een tegenzet van de staat door Bomboko (die beweert overtuigd te zijn van hetgeen hij schrijft). Moeten nu niet enkele van die punten rechtgezet worden? En dan liefst in Lokole onder het motief dat dit de opvolger is van Etsiko, die dood zijnde zich niet meer kan verdedigen. Anders zullen wij het hier zelf moeten

Et effectivement *Lokole Lokiso* va se lancer dans la discussion avec conviction en se positionnant en intermédiaire, comme ce texte de Boakampifo (lettre 32) «Ngoi ne cesse de glorifier l'influence de Lokole, et il dit à moi et à certains amis que, s'il y a des dérangements concernant les litiges et de bonnes questions à traiter pour le bien-être du village, de les confier à Lokole et ce dernier trouvera des solutions pour nous».

Boelaert ne répond pas ouvertement. Mais, à partir de janvier 1955 jusqu'en août 1956, *Lokole* a publié une série ininterrompue de lettres de lecteurs et de réponses de la rédaction, réagissant à un élément de la discussion ou à une palabre de terres survenue entre-temps. Y prennent part vingt et une personnes dont un bon nombre portent des sobriquets significatifs, mais difficilement identifiables. Boelaert intervient dans le numéro du 1^{er} mars 1955 sous son nom indigène Lofúlo, et probablement sous le nom de Is'afe dans le numéro du 15 novembre 1955. La rédaction du journal, composée de Paul Ngoi et Augustin Elenga, intervient sous le nom de *Lokole*, mais souvent l'influence d'Hulstaert y est indéniable. Boakampifo leur adresse des reproches: «Vous tous les rédacteurs, vous ne vous êtes pas bien concertés. Je ne peux pas vous renier. Mais comme vous êtes juges, il faut savoir comment apaiser les parties en cause, car vous avez mis le feu entre nous et nos frères noirs au sujet de la palabre qui nous oppose» (lettre n. 30). Boakampifo et Iseseké²⁶⁸ se livrent un combat verbal en sept lettres, qui, vers la fin, tournent au vinaigre. Il est difficile de découvrir l'identité de ces deux personnages. Il est probable qu'Iseseké soit Wijima, le contestateur, et Boakampifo, Eanga, l'ami du pouvoir (ou leurs représentants), les deux protagonistes dans le procès Wijima. Quelques noms peuvent être de véritables noms propres, mais ils sont porteurs aussi d'une signification applicable aux tenants du débat. Nous rencontrons par exemple un certain *Ntsifimanaka* ce qui se laisse traduire par «Je ne vais pas déguerpir». Léon *Esukulu* [le hibou] ajoute à son nom «*la boninga nkele ea nsamanya*» [et son ami, la palmeraie clôturée]. Nous rencontrons encore un *Itsekutu* [dur comme une tête de calabas], *Yoba* [le Job de la Bible, ayant perdu tous ses biens], et *Mpondé* [l'interprète], que nous connaissons avec certitude comme étant Augustin Elenga, le secrétaire d'Hulstaert. Quelques textes sont anonymes comme celui qui ouvre le débat le 1^{er} janvier 1955, et un autre qui se situe vers la fin (le 15 septembre 1956); tous deux portent de fortes attaques

doen, doch ik had liever dat gij het deed. Het is trouwens een middel om de zwarten meer en meer in te lichten over hun rechten en de wet enz. Dat rechtstreeks en systematisch doen is mijns inziens wat gewaagd; we kunnen hun reacties niet voorzien, noch hoe ze alles zullen begrijpen, het moet geleidelijk gebeuren, zodat ze stilaan ingelicht worden en leren hoe ze zich kunnen verdedigen en in hoever; ik geloof wel dat Lokole daarin zal [mee]werken, doch het moet geleidelijk gebeuren, totdat de gazet sterk genoeg staat door het aantal abonnés en lezers».

²⁶⁸ Le sobriquet Boakampifo a été encore utilisé certainement par Paul Ngoi pour des articles concernant la défense de la langue lomóngó dans *Lokole Lokiso*. Le mot *boakampifo* signifie: «celui qui a droit au pouvoir», de *-báka* = attacher et *mpifo* = pouvoir, autorité. Isèséké, signifie un arbuste, symbole de propriété. Voir la dispute à ce sujet dans la lettre 33.

contre la politique foncière coloniale. Il est très probable que Boelaert ou Hulstaert en soient les auteurs.

A peu près toutes les disputes et les personnes impliquées dans les procès en cours à Coquilhatville, sont évoquées dans la discussion épistolaire dans *Lokole Lokiso*. Ilongoy expose lui-même son propre litige avec Nogueira; le cas de Lokondo versus H.C.B. à Boteka est évoqué par Ntsifimanaka; les Paysannats Indigènes sont le sujet de la lettre de Eslas; l'acquisition des terrains pour la plaine d'aviation à Ipeko est signalée par *Yeneje* [nom signifiant: «quelqu'un qui fait voir»]. Le cas des occupations illégales du terrain²⁶⁹ de Wijima est l'occasion d'un grand débat entre Isëseké et Boakampifo, le premier défendant la cause des droits traditionnels, le second prenant position pour la pratique de l'administration. L'évacuation du village Boyela au bord du fleuve Congo, pour faire place aux villas des Blancs, est évoquée par Efete et par Iyandja. Les grands principes de la législation coloniale et ses déviations administratives sont expliquées par Is'afe et par Lofúlo.

Finalement, Bokungu, nom bien symbolique, signifiant l'arbre le plus haut de la forêt et symbole de domination, un Móngo de Kinshasa, appelle, dans un poème publié par *Lokole Lokiso*, à l'insurrection contre les Blancs, pour reconquérir les terres volées. En voici un extrait²⁷⁰:

23. Et malgré tout, je coupe et je taille la jachère de mon père;
24. Je veux cueillir les fruits des palmiers de mon père;
25. Je veux établir une clôture de chasse sur les démarcations de mon père;
26. Et aller à la pêche dans les pêcheries de mon père;
27. Je veux faire la chasse de trappe dans la forêt de mes ancêtres. (...)
30. Qu'est-ce que tu m'appelles à la guerre? (...)
46. Au cas de procès, que nous les jugions;
47. Si ce sont des serpents *bembito*²⁷¹, coupons-les, que le sang coule dans la rue. (...)
50. Ils ne nous arracheront pas avec force nos biens,
51. Il vaut mieux qu'ils nous unissent, nous et la forêt; (...)
55. Peuple des Móngo, famille de mon père,
56. Ne laissez pas attendre la réponse.

Un thème qui joue un grand rôle dans les disputes est la position du clan maternel *jómoto* à côté du clan paternel *etoo*. Ainsi plusieurs correspondants tentent d'en donner des définitions et applications sur les problèmes fonciers.

²⁶⁹ Ces cas sont signalés à l'administrateur territorial par Wijima dans ses lettres des 2 et 27 octobre 1955 et des 12 et 21 décembre 1955.

²⁷⁰ Texte original dans P. Bokungu, «*Ofaontombola ikam la bolo*», *Lokole Lokiso*, 15 juin 1959, n° 8: 4. Voir le texte complet en lomóngo et en français dans Vinck 2004. Citation des pages 292-293: «23. *Nkót'okondola nd'osako'oki Fafa*; 24. *Njumb'akokaya nda nkele eki Fafa*; 25. *Nkom-baka lokombo bɔlɔ boki Fafa*; 26. *Njumbaka mpao o nd'etei eki Fafa*; 27. *Ntswak'okila nda bokonda boki Bankɔkɔ*. (...); 30. *Na oa'mi oeta mbunyi na?* (...); 46. *Ayak'esenge ko tswesambe*; 47. *Ng'embito ko tsetene kela balongo banange l'ololo*. (...); 50. *Bafaototombela ikiso la bolo*; 51. *Omeka nde batobase l'iso ko la ngonda*; 55. *Botonga wa Móngo, ilóngo ika Fafa*; 56. *Lotaoselake nkalo*». Traduction partielle du poème en néerlandais dans Boelaert, E., 1961, «*Moderne negerpoëzie*», *Africa – Tervuren*, 7 (4): 91.

²⁷¹ *Bombito* voir D., p. 231. Serpent cobra venimeux.

Bien que la majorité des lecteurs qui écrivent dans *Lokole* suivent les positions d'Hulstaert et de Boelaert, quelques-uns s'en écartent, notamment à un certain moment, la rédaction elle-même. Boelaert s'en plaint en 1955 dans une lettre au journal :

Depuis qu' *Etsiko* a lancé la palabre sur nos forêts, je ne comprends pas du tout la réaction des autochtones. (...) *Mbandaka*, a-t-il dit avec raison que les membres du Cercle Léopold II ainsi que de nombreux lecteurs d' *Etsiko*, ont violemment reproché à *Etsiko* de mentir? (...) Je ne cesse de leur [aux Blancs en Belgique] expliquer votre droit foncier coutumier, ainsi que la valeur que vous accordez aux forêts. (...) Hier encore, j'ai assisté à une réunion importante des Blancs à Bruxelles²⁷². Je leur ai parlé de vos plaintes et reproches. La plupart n'ont pas été vraiment d'accord avec moi. Me voici en train de chercher des alliés pour mener ce combat. (...) La plupart des Blancs ne connaissent ni vos problèmes ni vos idées, car vous n'avez pas encore le courage de parler. Cela n'est plus acceptable. Nous ne voulons pas de discussions colériques ou belliqueuses, mais nous voulons des occasions pour exposer notre point de vue. *Lokole lokiso* est bien situé pour que chacun exprime ce que lui tient à cœur. Continue à t'exprimer, continue à écouter. Père Lofulo²⁷³.

Plusieurs correspondants reprochent aux évolués leurs tromperies et leur connivence avec les Blancs pour s'enrichir aux dépens des gens frustes de l'intérieur, leurs parents : «A l'époque actuelle, certaines personnes pensent qu'elles peuvent ravir aux autres leurs biens par roublardise, soit parce qu'elles ont étudié et parlent le français, soit parce qu'elles travaillent chez untel ou tel autre Blanc, ou pour l'Etat lui-même. Si elles veulent ravir quelque chose à quelqu'un, elles le calomnient de faire ceci ou cela, on les accuse de tous les maux»²⁷⁴. Ainsi nous entendons dire par Louis Lokofe que la peur que suscitent les méthodes des Blancs pour faire pression sur les indigènes, les empêche de réclamer leurs droits :

Pendant l'année en cours, un Blanc se présente et me somme d'enlever tous mes biens de cette terre, car il l'a déjà achetée. Je me renseignai auprès de mes aînés qui me dirent que le Blanc n'a jamais acheté la terre, mais qu'il l'avait expropriée par méchanceté et ils n'ont pu faire face aux menaces du Blanc. Je déferai la palabre devant l'Etat qui me demanda de me référer à mes aînés. Ils me dirent : Nous n'allons pas à l'Etat de peur qu'il ne nous jette en prison. Prends les devants, toi qui n'as pas peur²⁷⁵.

²⁷² Il s'agit de la réunion du 21 février 1955, de l'Académie royale des Sciences coloniales. Boelaert y avait présenté un résumé des résultats de son enquête (Boelaert 1955a).

²⁷³ *Lokole* 1^{er} mars 1955: 3. Traduit du Lomángó: *Lim'eki Etsiko wojaka likambo ja ngonda mpene lenkina nkalo ya bamong'ese nye. (...) Nkina « Mbandaka » asangaki la nsansolo te banto ba Cercle Leopold II la baanji buke b'Etsiko baafenla Etsiko l'ampulu? (...) Mpotsike mpe ntsingaja beeko bya bankoko bakinyo l'elenge enden'inyo ngonda. (...) Lobi mpe ntswaki boloi wa Bendele bya ntsina mongo nda Bruxelles. Njasangelaki besaa bekinyo la mpengó ikinyo. Lolo etate mongo batafimeja fele bomwa bokam. Em'on'okema lokole jw'etumba l'ojweta isuki. (...) Buke wa bendele bafee baoli bakinyo la nkanyi ikinyo, ntsin'ea lotafoata eteefelo l'ofolu o nga bakune mongo. Ng'awoko afwonge lenkina. Tofolange bikoli bya nkele l'etumba, nde tolanga efoya ea nsasanga baloko. Lokole lokiso lol'eko kela tsoje bont'onto baoli bakae ba ntsina. Kong'otefela, nkong'ooka. Ff. Lofulo.*

²⁷⁴ «Ofaontombela ikami'a bolo likambo» [Vous ne pouvez pas me ravir par la force ce qui m'appartient], Anonyme, *Lokole* 1^{er} janvier 1955, n° 1: 7.

²⁷⁵ «Bakambo» [Conflit], Lokofe Lowi, *Lokole* 15 mars 1955, n° 6: 5.

Et Enguta, déjà en 1955, ne craint pas de dévoiler les manipulations des siens: «Beaucoup de civilisés qui travaillent dans l'administration signent des contrats clandestins en disant à l'Autorité qu'ils sont ayants droit de ceci ou de cela. Ils racontent aux Blancs des mensonges»²⁷⁶. On en arrive dans le système colonial à faire passer le voleur comme propriétaire, ainsi le prétend Pierre Efete²⁷⁷ dans *Lokole Lokiso* en 1956:

Comment un étranger peut-il se rendre maître d'une maison qui n'est pas la sienne, en chassant le propriétaire de la maison qui doit aller chercher un autre domicile? Je veux savoir qui est comparable à cet animal glouton: le Blanc, le Noir, une femme ou un homme, un jeune homme ou un vieillard? Donnez-moi une réponse satisfaisante sur cette affaire. Je ne suis pas assez intelligent pour donner mon opinion, mais stupide que je suis, je dirai que l'animal glouton, c'est le Blanc. (...) Le Blanc demande beaucoup de choses sans limite. Et comme en blaguant, en une seule année, il te ravit mille mètres de ta propre terre sans autre raison. Dans dix ans, il te ravira combien de mètres? Je crois qu'il te ravira toute la terre ²⁷⁸.

Et Is'afe à les inciter à plus de courage: «C'est pourquoi les Congolais exigent de l'Etat qu'il revoie l'interprétation de sa loi et reconnaisse notre droit foncier»²⁷⁹.

Est-ce que ces publications ont eu un réel impact sur la prise de conscience des Blancs et des élites et des masses Môngo de Coquilhatville et de l'Equateur? Il est difficile de le prouver. Nous avons vu que l'administration coloniale était bien vexée par l'action d'*Etsiko/Lokole Lokiso* et que la réplique avait eu son effet comme le prouve l'opinion hésitante de Paul Ngoi et l'alignement de plusieurs autres Congolais sur les thèses de l'administration. Nous verrons plus loin que le PNP (Parti National du Progrès), parti auquel adhéraient plusieurs Môngo, amis d'Hulstaert, n'avait inséré dans son programme économique qu'une seule petite phrase relative aux droits fonciers.

A LEOPOLDVILLE ET AILLEURS: UN INTERET LIMITE

On devrait se demander si, au niveau national, la question foncière intéressait vraiment la population congolaise, blanche ou noire; si les progrès dans la connaissance théorique du droit coutumier et son influence sur une adaptation de la législation avaient pénétré dans l'opinion publique; et si l'action d'Hulstaert et de Boelaert avait été entendue à ce niveau.

²⁷⁶ Enguta, au titre: «*Boloi nko liso. Ele baondoli la baanji bauma ba Lokole*» [Le groupe sans œil. A la rédaction et aux lecteurs de *Lokole Lokiso*], *Lokole* 1/15 décembre 1955, n° 23/24: 5.

²⁷⁷ Pierre Efete était une figure remarquable à Coquilhatville, où il fut longtemps juge au centre extracoutumier. Il a publié dans les périodiques locaux et était informateur apprécié en matière traditionnelle.

²⁷⁸ «*Of'a wanya nd'ulu – emb'o nd'olinga*» [Insensée est la tortue commune – la tortue des marais est dans la fumée], Pierre Efete, *Lokole*, 1^{er} août 1956, n° 15: 6-7. Citation p. 6.

²⁷⁹ «*Boeko wa Leta wa joso nda likwa ngonda*» [La première loi de l'Etat concernant les terres], Is'afe, *Lokole* 15 novembre 1955, n° 22: 5.

Sur base d'un coup de sonde dans *La Voix du Congolais*²⁸⁰, l'organe d'expression des évolués, publié à Léopoldville, on doit répondre par la négative. On y trouve à peine quatre articles en quinze ans (en 1949, 1950 et 1958), ou une dizaine de pages sur un total de plusieurs milliers. Hulstaert remarque dans un commentaire sur un article de Justin Mabanza en 1958²⁸¹ que les évolués sont plutôt préoccupés par leurs salaires et par des questions de prestige. Ceci est contredit par l'écrivain Dieudonné Mutombo²⁸² qui, dans le même journal de la même année, signale une évolution récente: «Au Congo, les Noirs tiennent beaucoup à la terre de leurs ancêtres. Même les déracinés, établis dans les villes et les centres extracoutumiers, pour peu qu'ils aient conservé des liens avec leurs clans, ressentent la nécessité de revoir le problème et de lui trouver des solutions adéquates».

Par contre, entre 1950 et 1960 à Léopoldville, le thème foncier était bien plus présent dans *Le Courrier d'Afrique*, par quelques mentions occasionnelles, mais aussi par quelques contributions de fond. Une section spéciale de quatre pages insérée dans ce journal sous le titre *Présence Congolaise* paraissait à partir du 22 décembre 1956 à un rythme mensuel pour devenir une édition séparée à partir de mai 1957. Cette section était destinée spécialement aux Congolais. En même temps l'attention aux questions foncières disparaît pratiquement de la section principale du journal, comme si c'était un problème exclusif des Congolais.

Regardons d'abord le journal proprement dit. Dans le numéro du 19 janvier 1956, on trouve un article sous le titre: «La question cruciale des terres indigènes». Ce texte était une réaction à l'article que Boelaert avait publié (BOELAERT 1955d) sous le même titre dans *Zaire* de novembre 1955 et qui était déjà une réaction à l'article de Sohier dans le *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer* du 15 septembre 1955 (SOHIER 1955a). A partir de ce moment, on trouve dans le *Courrier* à intervalles réguliers des contributions qui présentent différents aspects du problème foncier. Dans le numéro du 23 février 1956, p. 9, renvoyant à un article dans *La Libre Belgique*, l'auteur anonyme entame: «On sait que la question des terres est une de celles qui font actuellement couler beaucoup d'encre, les indigènes considérant la terre comme inaliénable coutumièrement et ne reconnaissant pas en l'occurrence les cessions et les concessions des terres déjà faites». Le 19 juillet 1956, pp. 11-14, est repris sur deux pages entières,

²⁸⁰ Voir aussi Lisobe, J., 1970, L'analyse du contenu de *La Voix du Congolais* 1945-1959, *Cahiers congolais de la Recherche et du Développement*, **15** (3): 46-70.

²⁸¹ Justin Mabanza, dans *La Voix du Congolais*, 1958, n° 141: 1016, cité dans Hulstaert 1958, p. 151. Mabanza (1921-?), ancien élève des Frères des écoles chrétiennes à Tumba, a fait carrière dans l'administration et devint (mars 1961) ministre de l'économie et ministre des finances (septembre 1962) dans le gouvernement provincial du Kongo Central. Membre actif de l'ABAKO (Alliance des Bakongo).

²⁸² Mutombo 1958. Citation à la page 602. S'agit-il du littérateur Dieudonné Mutombo, né en 1928, auteur de *Victoire de l'amour*, 1954?

l'article de Malengreau: «Propositions pour une solution du problème foncier» (qui cite BOELAERT 1965a), article qu'il avait publié déjà dans le rapport du Congrès de Solvay de janvier 1956 (MALENGREAU 1956b) et dans *Zaire* (MALENGREAU 1956a). Le 1-2 septembre 1956, p. 13, le Chroniqueur du journal reprend d'un autre journal, *La Relève*, la phrase suivante: «Il est inutile d'insister sur l'importance du problème...».

En 1957, *Le Courrier d'Afrique* continue à prêter son attention au problème foncier. Le 17 janvier 1957, p. 4, dans un article «Le régime foncier et le milieu coutumier», à l'occasion de la publication des décrets d'exécution de la loi sur la propriété privée, on évoque la Commission de réforme foncière du gouvernement général, récemment désignée, et on prête attention au problème de la stabilisation des paysans par les Paysannats Indigènes. Le 13 mai 1957, p. 4, à l'occasion du passage d'une délégation de la Fédération des Industries Belges et de l'exposé que Malengreau leur avait fait sur «Le problème des terres au Congo», l'auteur de l'article estime devoir corriger la thèse de l'orateur et il prétend qu'il s'agissait d'un problème propre au Kivu et concluait que la question foncière était un faux problème au niveau du reste du Congo. Selon lui, le vrai problème était la faible densité de la population, ce qui faisait obstacle à un recrutement plus massif de la main-d'œuvre pour les entreprises. Quant aux Paysannats Indigènes, l'auteur est d'opinion que c'est à l'administrateur de territoire de tout régler et il finissait par prétendre que cette institution était raciste parce que les Blancs en étaient exclus. Le 18 mars 1957, p. 8 dans le «Rapport de la séance d'ouverture du conseil de province» (de Léopoldville), on constate la saturation des terres dans le Bas-Congo, mais on ne veut pas mettre en discussion les grands principes de la législation foncière.

Dans le supplément du *Courrier d'Afrique*, *Présence Congolaise*, du 20-22 avril 1957, pp. 9, 14, Joscho Muta écrit fort judicieusement: «Un des problèmes dont dépendra la réussite de la future Communauté Belgo-Congolaise: les Congolais sont-ils oui ou non propriétaires de leurs terres? (...) Le droit de nos pères sur leurs terres était un droit de propriété et pourquoi, avec l'évolution actuelle, ce droit de propriété ne semble plus reconnu à leurs descendants?» Dans la présentation de ce texte, la rédaction renvoie à l'article d'A. MALLIEUX de 1956 dans *Problèmes d'Afrique Centrale*. Le 27-28 avril 1957, p. 9, «Un Belge» (anonyme) pose en réaction à l'article de Muta, la question peu originale, mais fondamentale: «Quand y a-t-il propriété foncière réelle?» Il s'aligne sur la position du gouvernement. Il défend aussi l'existence des droits *sui juris*. Le 18-19 mai 1957, p. 11, J. M[uta?], sous le titre «A propos de la propriété foncière», souligne le rôle important de la propriété foncière dans la vie économique des anciens. Dans l'édition du 29 juin-1^{er} juillet 1957, p. 1, le chroniqueur a remarqué le vœu du Conseil du gouvernement général, au point 3, qui demande de «voir définir exactement la notion de communauté congolaise et du problème des terres». Les années 1958 et 1959 ne nous livrent plus

aucun texte sur la question; même les rapports très détaillés des réunions de conseils à différents niveaux de l'administration et publiés régulièrement dans l'édition principale du *Courrier d'Afrique* restent muets. Les questions foncières semblent être reléguées au second plan, l'Exposition Universelle de Bruxelles et les problèmes de l'émancipation politique captivent toute l'attention de la rédaction.

On sait par une remarque de Julien Van Hove, à cette époque Inspecteur général des Colonies, à la 4^e séance (17 février 1956) de la Commission spéciale des terres que *L'Avenir Colonial* (Léopoldville) faisait également écho à ce problème: «Ce qui m'inquiète, c'est que non seulement les populations primitives ont cette conscience aiguë de la propriété des terres, mais également les gens les plus détribalisés. Cela résulte notamment de certaines déclarations de M. Nendaka et de certaines lettres adressées à *L'Avenir Colonial*»²⁸³.

Temps Nouveaux d'Afrique (1955-1962)²⁸⁴, fondé par les Pères Blancs, avait sa base au Rwanda (Bujumbura et Kabgayi), mais il s'intéressait aussi largement aux problèmes du Congo belge avec une attention spéciale pour l'actualité au Kivu. Le problème foncier est particulièrement bien présent durant l'année 1956 (six textes, dont trois de Bonaventure-Guillaume Zambithe) pour s'estomper pendant la période ultérieure, faisant la place aux multiples problèmes politiques à l'approche de l'indépendance. Dans un premier texte «Au Kivu. La propriété rurale indigène», Zambithe dénonce les effets néfastes du décret du 12 décembre 1952 sur la propriété immobilière des indigènes, qui les exclut de l'acquisition de terres en milieu coutumier. Et il conclut: «Nous reviendrons sur cette question aussi longtemps qu'il le faudra». L'article le plus en vue de Zambithe, longuement cité par Van Wing lors d'une réunion de la Commission des Terres (voir ci-dessus), s'intitulait: «L'instabilité des droits fonciers des cultivateurs indigènes du Kivu ruine l'agriculture». Il plaide pour la fixation légale et indiscutable des droits fonciers individuels pour les Noirs, ce qui protégerait le petit cultivateur contre l'envie et la rapacité des chefs. Il note que les Blancs qui jouissent de la stabilité de leurs droits fonciers, sont portés à mieux soigner leurs terres.

Finalement l'information ainsi rassemblée est trop limitée pour en tirer des conclusions fermes. Mais on ne peut pas nier que le problème était effectivement présent dans les esprits, même dans le contexte urbain. Blancs et Noirs avaient leurs opinions et quelques études savantes avaient trouvé la voie de la vulgarisation. Ainsi voit-on les études de Boelaert, Malengreau et quelques autres mentionnées et discutées ici et là.

²⁸³ ArAfr., PPA A/33 274 (3446) Rapport 4^e séance, p. 15. Je n'ai pas pu identifier les lettres en question, ni retrouver le texte visé de Nendaka.

²⁸⁴ Emmanuel Ntezimana Kinyamateka, «Temps nouveaux d'Afrique» et l'évolution socio-politique du Rwanda (1954-1959), 1978, *Etudes rwandaises*, 11 (numéro spécial - mars): 76-94.

EN BELGIQUE: LES QUOTIDIENS ET LES PUBLICATIONS MISSIONNAIRES²⁸⁵

Les Belges de la métropole étaient de plus en plus intéressés à la Colonie. Dans les journaux, les thèmes d'actualité coloniale trouvent leur rubrique régulière et les spécialistes sont invités à s'y exprimer. Mais il reste aléatoire d'en faire un bilan en ce moment. Un mémoire de licence d'Isabelle Ferrand, qui a analysé trois journaux flamands²⁸⁶, ne fait pas mention du thème. La recherche sur la présence de la question foncière au Congo dans les journaux belges n'étant pas encore entamée, nous nous contentons d'un échantillon, basé sur les coupures de presse retrouvées dans les Archives *Æquatoria* ou dans des renvois dans les publications concernées. Les études de Boelaert, Sohier et autres, parues dans des revues spécialisées, y sont souvent citées et les arguments et les conclusions discutés. Ainsi trouve-t-on, en 1955-1957, plusieurs articles dans *Le Peuple* et *La Libre Belgique*. Parfois Boelaert y répliquait dans ses études ultérieures. Et ainsi s'établissait un échange d'idées entre ceux qui plaident pour une inversion des termes de la législation et ceux qui défendent le statu quo et le droit des grandes compagnies belges et des colons blancs.

La «Chronique Coloniale» du *Peuple* du 8 août 1955 cite longuement l'article de BOELAERT (1955a): «La propriété foncière dans l'idée des Nkundo», où il présente son enquête. Et l'auteur anonyme avertit les responsables coloniaux: «La notion que les indigènes ont de la propriété foncière est respectable et nous devons nous garder d'appliquer les décrets sur les terres vacantes et autres sans réflexion, sinon, nous courrons les pires mécomptes. Nous savons ce qui se passe au Kenya».

L'auteur (anonyme) d'un article dans *La Libre Belgique* du 16 février 1956 dénonce: «Les abus de l'Etat, surtout à proximité des grands centres. Ces abus consistent à rendre les terres indigènes vacantes (...) et à les vendre ensuite, parfois à l'avance, pour une valeur décuple ou centuple de l'indemnité accordée». Ce texte est comme une référence certaine au cas de Wijima et du déguerpissement imposé au village entier des Boyela (des berges du fleuve Congo à Coquilhatville). Hulstaert a commenté ce texte dans *Æquatoria* (1956b). En novembre de la même année, le général Moulaert, toujours dans *La Libre Belgique*, s'aligne sur les thèses de Boelaert, renvoyant à un article de 1955, et il conclut: «Nous ne pouvons que nous rallier aux conclusions de l'auteur tendant à accorder aux communautés indigènes les droits fonciers sur toutes les terres

²⁸⁵ Des coupures de presse sur le sujet ont été collectionnées par Boelaert. Voir *ArAeq.*, B. FB 49; Mf. 53.

²⁸⁶ *Congo 1955-1960: De aanloop naar de onafhankelijkheid. Een analyse van de berichtgeving in drie Vlaamse kranten*: [L'approche de l'Indépendance. Une analyse des informations dans trois journaux flamands] *De Standaard, Vooruit, Het Laatste Nieuws*, Faculteit Letteren en Wijsbegeerte, Licentiaat in de Geschiedenis, Academiejaar 2000-2001, Universiteit Gent. http://www.thesis.net/congo_1955_1960/congo5560_inhoud.htm (consulté en novembre 2008).

qui représentent pour elles une utilisation nécessaire à leur existence»²⁸⁷. Trois autres articles y paraissent encore la même année. Dans deux articles en janvier 1957, un auteur anonyme accuse ouvertement le ministre Buisseret de sabotage de la réforme en préparation (Commission du Conseil colonial et du gouvernement général) et de collusion directe avec le Comité National du Kivu²⁸⁸. L'auteur débute son article par ce constat : «La question des terres indigènes s'est placée à l'avant-plan au Congo. Elle est l'une des principales, sinon la principale cause du malaise parmi les populations autochtones»²⁸⁹. Malengreau, Boelaert et Sohier sont cités en témoin de l'urgence de la solution. Pendant que l'importance du mécontentement des indigènes est minimisée par le gouverneur général dans sa lettre au ministre (voir le paragraphe sur le cas de Wijima), le nombre d'auteurs qui soutiennent l'urgence d'une solution croît avec les années.

À côté des journaux foisonnaient en Belgique les publications missionnaires, mais il me semble que dans ces milieux on n'était pas vraiment conscient du malaise autour des droits fonciers des indigènes. Il n'est pas clair quelle en a été la raison. Des sondages dans les Tables générales incluant les années 1950-1960 des revues comme *Missi*, *Jezuïtenmissies*, *Missions d'Afrique des PP Blancs*, *Nieuw Afrika*, *Rythmes du monde (Bulletin des Missions)*, *Het Missiewerk*, *Studia Missionalia*, *Grands Lacs* et les *Semaines missiologiques de Louvain* laissent soupçonner une absence probablement totale du thème.

Boelaert, après son retour définitif en Belgique, se limite à trois textes par lesquels il tente d'informer et de convaincre les gens d'Eglise et les fidèles, de l'importance du problème. En 1956, il publie un même article en français dans le *Bulletin de l'Union missionnaire du Clergé* (1956c) et en néerlandais dans *Kerk en Missie* (1956b). La phrase finale est un avertissement : «Un solution s'impose qui respecte les exigences de la loi naturelle et de la justice, une solution assez large pour prévenir un conflit qui rendrait impossible toute coexistence paisible des deux communautés». Il reprend le thème dans la revue néerlandaise missionnaire, *Rerum Ecclesiae* (1957c). Pour le moment nos informations se limitent à ces quelques références.

²⁸⁷ *La Libre Belgique* du 25 novembre 1956, «Les terres domaniales au Congo, Une Politique à réviser». Autres articles : 6 octobre 1956, pp. 1 et 2, «Problèmes Congolais. Les terres domaniales III» (Moulaert?); *Ibi*, 30 octobre 1956, «Problèmes Congolais. Les terres domaniales. Un autre son de cloche».

²⁸⁸ *La Libre Belgique*, 9 janvier 1957, II. «Carences de M. Buisseret», pp. 1 et 2.

²⁸⁹ *La Libre Belgique*, 8 janvier 1957, I. «Les terres indigènes», pp. 1 et 2.

Aux conseils et commissions de réforme

LE PLAN DECENNAL, LES CONSEILS DES PROVINCES ET DU GOUVERNEMENT GENERAL

Déjà avant la guerre, le problème foncier était entré dans les préoccupations du gouvernement général. Pierre Ryckmans en parle dans son «Discours d'ouverture du Conseil de gouvernement», en juin 1939. Ses considérations ont l'air bien simpliste. Pour Ryckmans, il n'existe pas de problème foncier: «En dehors des terres enregistrées — qui n'ont pu l'être qu'après constatation de leur vacance — toute l'étendue de chaque circonscription est ouverte à la libre expansion de ses habitants; au point de vue de ceux-ci, les choses se passent comme si le domaine privé de l'Etat n'existait pas» (RYCKMANS 1946, p. 133). En plus, il affirmait sans hésitation: «Le droit coutumier qui ignore la propriété foncière (...) le sol ne peut appartenir à personne» (p. 137). Ce texte est un bel exemple de l'ignorance fondamentale d'un des traits essentiels du droit coutumier.

Les auteurs du Plan Décennal de 1949 se donnaient encore bonne conscience en croyant que la politique foncière était basée sur la sagesse. «Vis-à-vis des entreprises européennes, l'influence des Pouvoirs Publics se fait sentir par l'application d'une sage politique des concessions. L'autorité veille à sauvegarder les droits indigènes; on ne peut admettre l'installation d'Européens sur des terres que les indigènes eux-mêmes seront en mesure de mettre en valeur» (*Plan Décennal* 1949, xxxiii). On verra dans la suite que dans la pratique la sagesse consiste à avantager unilatéralement l'intérêt économique du colonisateur. Dans la préparation du deuxième Plan Décennal, entamée au Conseil du gouvernement en 1959, le principe du droit fondamental des Congolais à disposer de leurs propres terres, n'est pas retenu. On formule des projets en partant de l'idée que l'Etat a la libre et entière disposition des terres dites vacantes puisqu'aucun problème foncier n'avait été discuté pendant les années précédentes²⁹⁰.

Le 1^{er} janvier 1952, Pétillon entrait en fonction comme gouverneur général. Dans quelle mesure le problème faisait-il partie des préoccupations du gouvernement général et quelle a été l'influence de l'action de Boelaert et Hulstaert à ce niveau? Nous savons qu' Hulstaert a essayé d'influencer personnellement le gouverneur général. Il a obtenu plusieurs audiences et nous avons conservé trois lettres personnelles de Pétillon et deux d'Hulstaert. En 1953, le gouverneur fait allusion au problème foncier dans son discours d'ouverture de la session annuelle du Conseil du gouvernement: «La préoccupation de laisser partout aux populations les terres dont elles peuvent avoir besoin, maintenant et plus tard». Ce texte est

²⁹⁰ Voir *Conseil du gouvernement du Congo belge. Session générale du 23 février au 3 mars 1959, Annexe II. Avant-Projet deuxième Plan Décennal. Notes documentaires. ArAfr. RA (14) 3.*

commenté par HULSTAERT (1953a, p. 117) dans *Æquatoria*, mais il n'y insiste pas, soulignant seulement le mot «partout» faisant ainsi allusion à la situation à Coquilhatville où il commence à s'occuper des affaires de Wijima. Il fera un commentaire plus explicite à l'occasion du discours de 1955 quand le gouverneur général évoque les problèmes liés à l'établissement des paysannats indigènes. Hulstaert est sceptique et il réagit dans *Æquatoria*: «Le gouverneur général rappelle la nécessité préalable d'études politiques et foncières: ne continue-t-on pas trop à les négliger? N'existe-t-il même pas des régions où l'on fait fi insolemment des droits coutumiers? Et pense-t-on aux difficultés qu'on prépare pour l'avenir?» (HULSTAERT 1955b, p. 137). Pétillon y pensait, comme il le disait lui-même à la réunion du 20 juillet 1955 du Conseil du gouvernement. Et on a pu y assister au dialogue suivant:

M. Kini²⁹¹: Que feriez-vous des villages englobés dans une concession?

M. Babylon²⁹²: (...) Aucun indigène n'est trop à l'étroit.

M. Clerbois²⁹³: (...) Ne pensez-vous pas qu'elle constitue un danger de nature à provoquer des troubles au Mayumbe?

M. le président [Pétillon]: Nous avons parfois pensé à ce problème.

M. Clerbois: Nous demandons qu'on y pense un peu plus souvent²⁹⁴.

Hulstaert commente, dans le même article, les propos du gouverneur sur le décret de février 1953, concernant l'accession des Congolais à la propriété immobilière:

On ne nous dit pas si les indigènes jouissant de droits fonciers *coutumiers*, individuels, familiaux ou collectifs, pourront en obtenir la reconnaissance officielle et garantie de la loi ou s'il ne peuvent accéder à la propriété immobilière qu'en achetant les terres à l'état seul. Il y a là, à notre avis, une grave lacune à combler (...) Il nous paraît qu'un examen sérieux de cette question aboutirait à une solution favorable à la consécration des droits ancestraux conformément à l'esprit de la loi (HULSTAERT 1955b, p. 137).

Il envoie le texte de son commentaire à Pétillon, accompagné d'une lettre, le 6 novembre 1955, un mois après ses vives protestations auprès du procureur général Dumont (sa lettre du 29 septembre 1955)²⁹⁵.

En 1957, il devient plus audacieux. Il reprend dans *Æquatoria* un extrait du journal de Kinshasa, *La Croix du Congo*, du 7 juillet 1957, p. 4, qui rapporte à son tour des propos tenus par le même Kini: «Lorsque Stanley est arrivé dans ce pays, ces forêts existaient déjà et existaient aussi les hommes qui les occupaient.

²⁹¹ Emmanuel Kini (1920-?), membre du Conseil du gouvernement, membre du Conseil de province de Léopoldville et membre de l'ABAKO. Il participera plus tard à la Table Ronde. Il fera une carrière politique après l'Indépendance. Secrétaire particulier de Kasavubu.

²⁹² Julien Babilon (1904-?; au Congo: 1928-1960?), gouverneur de la province de Léopoldville 1954-1958 et premier bourgmestre de Léopoldville.

²⁹³ Non-identifié.

²⁹⁴ «Compte rendu analytique des séances 17 au 25 juillet 1955» dans *Conseil du gouvernement du Congo belge, Session 1955*. ArAfr., RA (9) 9, pp. 52-53.

²⁹⁵ ArAeq. B. 96, f. 6, pp. 1077-1085; Mf 3/21.

Ces forêts existent toujours et si les hommes n'existent plus, leurs descendants sont là qui n'ont plus aucun droit à faire valoir sur ces terres!»²⁹⁶ Et le texte cité par Hulstaert poursuit: «Au cours de la journée de samedi, M. Pétillon a affirmé que lui-même et son administration pensaient comme les Congolais»²⁹⁷. Ceci provoque l'indignation d'Hulstaert devant ce qu'il considère comme une hypocrisie: «La position théorique et pratique du gouvernement est restée essentiellement inchangée. Il se refuse de reconnaître les droits de propriété dont se réclament les indigènes, et les études des fonctionnaires, de la métropole ou d'Afrique, n'ont cessé de chercher des arguments contre les droits coutumiers des autochtones.» (HULSTAERT 1957a, p. 144). Il s'insurge également contre la manœuvre de diversion d'une réforme préparée par le Conseil colonial depuis quelques années. Il rappelle encore une fois «que les paysannats et les coopératives indigènes ressemblent trop à des kolkhozes» et qu'il faut plutôt «des cultures de rapport établies par des petits colons-fermiers sur leurs terres ancestrales» (HULSTAERT 1957b, p. 94).

Par lettre du 7 septembre 1957, Hulstaert envoie une dernière fois son commentaire sur le discours au gouverneur lui-même et il ajoute: «Je crains que ce texte n'aura pas votre entière approbation (...) La question foncière ne semble pas près de sa solution (...) Le Conseil colonial vient d'accorder des cessions de terrains assez importantes dans des régions à population indigène très dense»²⁹⁸. Il note en haut de la lettre «Geen antwoord» [pas de réponse]. Mais 1958 promet des changements. «Au cours de la session budgétaire de 1958, le gouverneur général annonça au Conseil du gouvernement que celui-ci serait saisi de la révision du régime foncier lors de la session générale de décembre; sur proposition de certains conseillers, le gouverneur général accepta de soumettre aux conseils de province, à leur session générale de septembre, un exposé des principes généraux de cette révision»²⁹⁹. La session de décembre 1958 est reportée à février-mars 1959 pour permettre d'intégrer dans les discussions la déclaration du gouvernement belge du 13 janvier 1959, mais à croire les actes des Rapports des Sessions³⁰⁰, la question foncière n'y est même plus évoquée. Entre-temps, le 5 juillet 1958, Pétillon est fin de carrière et on s'approche des bouleversements de 1959-1960.

²⁹⁶ Je cite d'après le texte repris dans Hulstaert 1957a, p. 145, mais le texte du «Compte rendu analytique des séances de la Session budgétaire 1957, 23 juin au 2 juillet» est bien différent quant à son expression littéraire. ArAfr. RA (11) 5, p. 126. Ce texte est à lire dans le contexte de la discussion sur la révision du *Décret sur régime foncier* de 1949.

²⁹⁷ Le rapport paru dans le journal cité par Hulstaert n'a pas rendu correctement les propos du gouverneur. Selon le «Compte rendu» (voir note précédente) p. 162, celui-ci avait dit: «Je pense pour une large part comme vous», mais le journaliste avait écrit: «M. Pétillon a affirmé que lui-même et son administration pensaient comme les Congolais» (italiques par l'éditeur).

²⁹⁸ ArAeq., B. 57, f. 173, p. 3; Mf. CH 54.

²⁹⁹ Voir *Conseil de province de l'Equateur*, 1958, p. 188.

³⁰⁰ Voir *Conseil du gouvernement du Congo belge. Session générale du 23 février au 3 mars 1959*, ArAfr. RA (14) 1 à 4.

Les actes des conseils de province des années cinquante ont, à ma connaissance, été insuffisamment étudiés³⁰¹ pour en tirer des conclusions sûres au niveau de la Colonie entière, quant à notre problème. Par ailleurs, ces institutions officielles n'en ont pas fait une priorité. Les journaux de Kinshasa ont publié des rapports circonstanciés des réunions des conseils de la province du Moyen Congo et de Léopoldville et parfois d'autres provinces, mais on y mentionne rarement le problème foncier³⁰².

On dispose des rapports complets du Conseil de province de l'Equateur à partir de 1929³⁰³ (à cette époque appelé «Comité Régional»). Cette année, la Commission des titres fonciers se plaint de la sévérité du Conseil colonial dans l'octroi des terres et on demande la réduction des écritures prescrites (par l'ordonnance du 30 septembre 1922) concernant les enquêtes relatives à la disponibilité des terres indigènes. On propose en guise de solution la délégation des pouvoirs pour l'approbation des accords de cession, aux gouvernements des provinces (vœux n. 13), faisant ainsi «plus de confiance au personnel territorial enquêteur» (vœux n. 12)³⁰⁴. Ces propositions sont répétées en 1930 et 1931. Elles ont eu une réponse partielle dans le décret de 1934. Pour le reste l'ordonnance en question «donne entière satisfaction» et «les indigènes [en] saisissent parfaitement la portée» car «les droits coutumiers indigènes sont absolument sauvegardés, puisque en dernier ressort l'autorité territoriale juge» (p. 197).

De 1937 à 1944, le Conseil reste silencieux sur le problème. A la session de 1945, on a formulé un vœu dans le contexte d'une politique de colonisation de peuplement: «Des terres de colonisation doivent être réservées et délimitées en vue de faciliter l'installation de petits colons belges» (séance du 2 mai 1945). Les paysannats de leur côté ne sont pas toujours bien vus par les colons car avec leurs champs trop près de leurs plantations, ils pourraient contaminer leurs espèces (séance 1955, question 6), et pire encore, ils lient les gens à la terre, ce qui les rend moins disponibles comme main-d'œuvre pour leurs entreprises.

De 1946 à 1954 les droits fonciers indigènes restent absents des actes. Cela est d'autant plus étonnant quand on sait que Boelaert avait assisté en tant que «représentant des indigènes» aux sessions de 1951-1952-1953. Mais c'est

³⁰¹ Plusieurs mémoires de licence ont été dédiés à ce sujet par des étudiants de l'Université de Lubumbashi dans les années 1960-1980. Ces textes sont introuvables et de valeur inégale. Pour l'Equateur on peut signaler: Sima Krulikenum, 1976, *Conseils de province de l'Equateur (1945-1960)*, UNAZA, Lubumbashi.

³⁰² Une mention dans *Le Courrier d'Afrique* du 5 mars 1959, p. 6: «M. Callier [premier adjoint du premier bourgmestre de Léopoldville, décembre 1957] reconnaît que le problème de la législation foncière est très épineux et que du reste il a été prévu dans la déclaration gouvernementale qu'il sera remanié pour permettre aux Congolais de faire entendre leur son de cloche».

³⁰³ La consultation de ces actes s'est faite sur les microfilms A-003, A-004 et A-005 conservés au Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren, Section d'Histoire du temps présent. Les originaux seraient conservés à la Bibliothèque africaine, les Archives Africaines et les Archives générales du Royaume à Bruxelles.

³⁰⁴ *Comité Régional* [Plus tard «Conseil de province»], 1929, Vœu n° 12, du 25 avril 1929, p. 235; Vœu n° 13, p. 237.

peut-être aussi l'indice que le problème n'a commencé à occuper son esprit qu'à partir de 1953. Boelaert assistait encore une dernière fois à la séance d'ouverture en mars 1954 en tant que journaliste d'*Etsiko* et de *Pax*. Il en publiait un commentaire cynique: «L'accent est mis sur le P. I. ce qui dans ce cas ne signifie pas «Pauvres Indigènes», mais, semble-t-il, «Paysannats Indigènes»³⁰⁵. En 1955 on exprime le vœu de «Réduire au minimum les enquêtes pour l'octroi de terrains aux colons» (Séance IV, 1955, p. 45). Les rapports des sessions de 1956 et 1957 sont muets sur la question foncière.

En 1958, on aurait dû discuter dans les provinces (et territoires) des conclusions de la Commission d'Etude, mais durant la session de septembre 1958, on communique que «la décision du ministre des Colonies de s'attacher par priorité à définir, en accord avec le Parlement, les lignes maîtresses de la politique générale de la Belgique à l'égard des problèmes fondamentaux du Congo, oblige le chef du Département à retarder l'examen, par des conseils de province, de l'importante question du régime foncier. (...)»³⁰⁶.

Les «lignes maîtresses» en gestation étaient la déclaration gouvernementale qui sera publiée le 13 janvier 1959. Dans la Session budgétaire du 23 au 25 mars 1959, dans le rapport sur l'activité des services provinciaux en 1958, on retrouve cette déclaration dilatoire, avec une probable allusion aux problèmes et procès en cours à Coquilhatville: «L'intérêt des indigènes est demeuré le souci majeur de notre politique»³⁰⁷ répétant ainsi la formule rituelle du *Rapport au roi* sur le Congo.

Si le Conseil de province de l'Equateur s'est bien occupé parfois du problème foncier, c'est, à quelques phrases près, toujours en vue de la défense des intérêts des colons et, s'il le faut, sans égards pour ou carrément contre les intérêts des indigènes.

LA COMMISSION SPECIALE DES TERRES AU CONSEIL COLONIAL (1955-1956)³⁰⁸

Les discussions sur une possible réforme de la législation foncière se focalisent sur le texte du décret de 1906. Ainsi trouve-t-on des opposants à la réforme qui prétendent qu'une meilleure et plus juste application de ce texte suffirait à résoudre tous les problèmes et, de l'autre côté, il y a ceux qui militent pour une

³⁰⁵ Texte original: «Landbouw-politiek. De klemtoon wordt gelegd op de P. I. wat in dit geval niet 'pauvres indigènes' schijnt te betekenen, maar paysannats indigènes». Dans *Pax*, 1954, 2 (avril): 7 et 10, citation à la page 10.

³⁰⁶ «Communication sur la réforme du régime foncier», dans *Conseil de province. Session générale du 2 au 4 septembre 1958*, p. 188.

³⁰⁷ *Conseil de province 1959*, Session budgétaire du 23 au 25 mars 1959, p. 6.

³⁰⁸ Les textes se rapportant au travail de cette Commission se trouvent dans les ArAfr., P.P.A. A/33 n° 274 (3446). Le rapport de la réunion du 27 janvier 1956 y manque. On le trouve dans ArSJ-Heverlee, Papiers Van Wing, dossier 20. Plusieurs autres documents liés à cette Commission sont conservés à cet endroit.

refonte totale du texte comme seul moyen d'assurer une interprétation plus correcte des droits des indigènes. Sont contre une réforme radicale, en règle générale, les administrateurs, les juristes, les politiciens comme Brausch, Moeller, Coppens, de Rode, Corbisier, Delvaux, Dumont, de Waersegger, Heyse, Bomboko; sont pour: les ethnologues et les historiens comme Boelaert, Hulstaert, Malengreau, Van der Kerken, De Wilde, Biebuyck, Nicaise. Pour en sortir, deux commissions s'occuperont successivement de la question à partir de 1955.

En Belgique, le Conseil colonial s'en occupait. Des demandes de cessions de terres, qui passaient toutes par le Conseil colonial, sont l'occasion d'évoquer et parfois de discuter du problème foncier à un niveau plus général et fondamental. Déjà en 1952, on songeait à une réforme générale de la législation foncière³⁰⁹.

Hulstaert n'était pas membre de ce Conseil, mais nous avons vu à plusieurs occasions qu'il tentait d'influencer, à partir de ses expériences sur le terrain, plusieurs de ses membres qu'il comptait parmi ses connaissances et amis. Dans une abondante correspondance avec Antoine Sohier pendant cette période, il livre un flot d'informations concernant les procès sur les questions foncières dont il s'occupait à cette époque à Coquilhatville. Sohier fait probablement allusion aux informations obtenues d'Hulstaert, quand il dit dans la séance du Conseil colonial du 14 juin 1955: «J'ai eu l'occasion récemment de m'entretenir avec des personnalités de cette question des terres indigènes. (...) Beaucoup d'indigènes sont convaincus qu'ils sont spoliés de leurs terres. Cet état d'esprit peut devenir dangereux au point de vue politique»³¹⁰. Peu après, dans une lettre du 17 décembre 1955, Sohier confiait à Hulstaert: «J'ai oublié de vous dire que je compterais, sans vous dévoiler, faire bon usage de vos notes sur les terres indigènes» (VINCK 1997, p. 177). Et De Cleene cite l'étude d'Hulstaert «Sur le droit foncier Nkundo» dans une séance de la Commission des terres³¹¹.

Dans la séance du 21 octobre 1955 du Conseil colonial, Louwers communique que «M. le ministre s'est déjà déclaré d'accord pour soumettre la question des terres indigènes à une commission. (...) [Le] Conseil pourrait constituer une Commission et celle-ci travaillerait avec la collaboration des fonctionnaires compétents de l'administration. Elle pourrait aussi, au besoin, demander le concours de tel ou tel spécialiste»³¹². Sohier prend le devant et plaide pour aller vers un nouveau régime des terres et renvoie à son article dans le *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*. La semaine suivante, le 28 octobre, le président du Conseil communique que: «Le Conseil décide de constituer la commission spéciale comme suit: Président: M. Louwers. Membres: MM. De Cleene,

³⁰⁹ Voir le paragraphe sur la Commission permanente pour la protection des indigènes.

³¹⁰ *Conseil colonial. Compte rendu. Année 1955*, Séance du 24 juin 1955, p. 1166.

³¹¹ Il s'agit d'Hulstaert 1954. La mention par De Cleene dans: ArAfr., P.P.A. A/33, n° 274 (3446), Rapport de la 5^e séance, pp. 5-6.

³¹² *Conseil colonial. Compte rendu. Année 1955*, Séance du 21 octobre 1955, p. 1473.

De Wilde, Maquet³¹³, Marzorati³¹⁴, Sohier, Van der Linden³¹⁵, Waleffe³¹⁶ et le R. P. Van Wing³¹⁷. Plusieurs conseillers du Ministère des Colonies assisteront à certaines séances.

La Commission, reportée à cause de la maladie du Président Louwers, ne démarre effectivement que le 16 décembre 1955. «Mais que de difficultés de trouver une solution nette dans cet embrouillement où nous a conduit l'action désinvolte de l'administration», gémit Sohier dans la lettre du 17 décembre 1955 à Hulstaert (VINCK 1997, p. 177).

Le point de départ des discussions est la documentation fournie par le Ministère des Colonies et on en cite des extraits pendant la première réunion. «Il ressort de celles-ci que le problème dont l'examen nous a été confié, est devenu aigu depuis quelque temps et que diverses solutions ont été envisagées»³¹⁸. Malheureusement ces documents ne se trouvent pas dans le dossier et on n'en donne même pas les titres ou les références. La Commission, par contre, prendra en considération des études antérieures ou des notes de Louwers, Sohier, De Wilde, Waleffe et des propositions du gouverneur général (1952-1954) «suggérées mais non adoptées par le gouvernement». Ce sont finalement les idées de Malengreau qui pèseront le plus lourd. Sa conférence au Colloque de Solvay en janvier 1956 «Propositions pour une solution du problème foncier» (MALENGREAU 1956b) est une des pièces du dossier. De ses textes sont distillés par Louwers les différents points qui, après discussions et amendements, composeront la version finale du «Texte de la solution proposée par la commission»³¹⁹, qui sera le point de départ de la «Commission pour l'étude du problème foncier». Ils étaient arrivés aux propositions suivantes:

1. Respect des droits acquis. (...)
2. Il n'est pas touché au régime minier.
3. Les terres vacantes continuent à appartenir à l'Etat; mais sont seules terres vacantes les terres sur lesquelles aucun groupement ni aucun indigène ne possède un droit exclusif.
4. Ainsi sont terres indigènes, toutes les terres non vacantes, c'est-à-dire non seulement toutes les terres que les indigènes habitent, cultivent ou exploitent d'une

³¹³ Maquet, M. (1891-1964). Voir BBOM, VI, col. 688.

³¹⁴ Marzorati, Alfred (1881-1955). Voir BBOM, VI, col. 694.

³¹⁵ Fred Van der Linden (1883-1969). Il parcourut le Congo comme journaliste et pour quelque temps il fut chef de cabinet du gouverneur général (1910). Il a été membre du conseil colonial de 1930 à 1960. Voir Cornet, R.-J., dans *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, N. S. **16** (1970-1): 107-112.

³¹⁶ F. Waleffe, député socialiste, représentant du parti socialiste dans le Conseil colonial.

³¹⁷ *Conseil colonial. Compte rendu. Année 1955*, Séance du 28 octobre 1955, p. 1734. Marzorati sera remplacé à son décès par Robert. Jentgen y prit part en tant qu'auditeur (voir *Rapport 1957*, volume I, p. 200).

³¹⁸ Réunion du 16 décembre 1955. ArAfr., P.P.A. A/33, n° 274 (3446). Rapport de la première séance, p. 1, et *Rapport 1957*, volume I, I, n° 6, p. 200. Voir également ArSJ-Heverlee, Papiers Van Wing, dossier 20.

³¹⁹ ArAfr., P.P.A. A/33, n° 274 (3446), *Schème de la réalisation de la formule Malengreau (modifié par la commission)*, deux pages en deux exemplaires dont une annotée et amendée par Louwers.

manière quelconque, au sens qu'on a donné à ces mots jusqu'à présent, mais aussi les terres exploitées d'une manière occasionnelle, ou simplement différée. Sous ce régime seraient notamment terres indigènes sans conteste, les terres où les indigènes chassent, pêchent, coupent du bois ou récoltent, et toutes celles qu'ils se réservent pour étendre leurs cultures et leurs établissements.

5. Les terres indigènes continueraient à être régies par les coutumes et usages locaux sous l'autorité des chefs indigènes.

6. Cette gestion se ferait avec la participation des organes de l'autorité de la circonscription indigène (chefferie ou secteur) sous la tutelle de l'autorité administrative (...).

7. Les opérations foncières auxquelles les terres indigènes donneraient lieu seraient enregistrées sous les conditions prévues par la législation actuelle, au besoin amendée.

[8] Pour résumer le régime nouveau proposé, on peut dire qu'il aurait surtout pour effet de faire passer dans de nombreux cas, le pouvoir concédant des mains de l'Etat dans celles des communautés indigènes³²⁰.

La commission a siégé six fois et a présenté son rapport final le 2 mars 1956, sous la signature de Natalis De Cleene³²¹. Dans ce texte nous remarquons la sensibilité particulière de la commission pour l'agitation sociale autour du problème foncier, déjà perceptible au Congo et pour les événements Mau-Mau au Kenya qui y sont expressément évoqués. Le point fondamental a été la reconnaissance aux «indigènes» de la réelle propriété de leurs terres, aussi de celles qu'on avait considérées jusque-là comme n'étant grevées de droits *sui iuris*. Ce point a été accepté par la majorité, mais non sans discussion, qui menait à une abstention (M. Van der Linden). Pour exclure toute équivoque, la commission dans sa justification déclare au point 4: «Il ne s'agit pas en effet de fixer les conditions auxquelles doivent répondre les terres indigènes, mais tout simplement de reconnaître les droits existants»³²².

Van Wing avait fait sensation quand il avait lu à la cinquième réunion de la Commission une longue citation de *Temps Nouveaux d'Afrique*, un texte «d'un indigène du Kivu» (Bonaventure-Guillaume Zambithe, voir ci-dessous): «Les terres des indigènes sont maigres (...) Les terres des Blancs au contraire sont riches (...) Dès lors il convient de comprendre sa déception; mais cela ne suffit pas: il faut porter remède à cette situation. Il faut chasser les Blancs, affirment certains, afin de nous emparer de leurs terres» (ZAMBITHE 1956b, p. 1). Ces phrases provoquent l'inquiétude chez les membres de la commission quand ils réalisent qu'il y a des indigènes qui peuvent préconiser de chasser les Blancs pour s'accaparer de leurs bonnes terres (bien que l'auteur ne suive pas cette opinion).

³²⁰ Cité selon le résumé repris dans le *Rapport 1957*, volume III (Résumé), I^{re} partie, pp. 23-25. Un texte plus étendu dans volume I, octobre 1957, I, n° 6, pp. 197-210. Ceci correspond à la proposition de Malengreau (1956a,b).

³²¹ ArAfr., P.P.A. A/33, n° 274 (3446), document marqué du n° 813/58, pp. 16-19, et *Rapport 1957*, volume I, I, n° 6, pp. 197-210.

³²² *Rapport 1957*, volume I, I, n° 6, p. 205. Voir aussi ArAfr., P.P.A. A/33, n° 274 (3446), document marqué du n° 813/58, p. 15.

LA COMMISSION POUR L'ETUDE DU PROBLEME FONCIER (1956-1959)

En réponse à ce rapport du 2 mars 1956, le ministre, en accord avec le gouverneur, crée une nouvelle commission à déployer sur le terrain. Elle sera constituée en avril 1956 et attachée aux services du gouvernement général. Les membres en sont: J. Dufour³²³, président, conservateur des titres fonciers; Daniel Biebuyck, ethnologue de l'IRSAC [Institut Royal des Sciences d'Afrique Centrale]; et Y. Kennes, administrateur territorial³²⁴. Cette commission démarra en juillet 1956 et déposera son rapport au gouvernement général à Léopoldville en octobre 1957. Le rapport existe en un texte plénier de 320 pages et un résumé de 113 pages. Il est divisé en deux parties: I. Données juridiques et administratives; II. Données ethnologiques³²⁵.

Les conclusions sont basées en premier lieu sur l'analyse des études ethnologiques déjà publiées, dont celles expressément nommées et largement citées du «Groupe Æquatoria»³²⁶. Dans cette seule première partie du rapport, le nom de Boelaert est cité huit fois avec quelques larges citations de ses publications. Dans le chapitre doctrinal (chapitre IV), il figure parmi les trois noms principaux, avec Sohier et Malengreau, de ceux qui ont le mieux formulé jusque là, la discussion historique et théorique.

Ensuite, Biebuyck va diriger de nouvelles études de terrain faites par lui-même ou par d'autres chercheurs de l'IRSAC, de manière à couvrir à peu près l'entière du territoire de la Colonie et incorporer ainsi tous les types de droits fonciers coutumiers. Ils arrivent à formuler la proposition suivante:

La commission estime qu'il y a lieu dans la recherche d'une telle solution de:

I. Redéfinir le statut de la terre au Congo.

II. Rechercher les moyens de faire évoluer les systèmes fonciers traditionnels vers des nouvelles formes mieux en harmonie avec les nécessités du développement économique, social et politique du pays.

III. Instaurer des techniques qui permettront de résoudre les difficultés locales³²⁷.

«Le rapport de la commission fut soumis dès 1957 à une commission élargie, comprenant les autorités administratives les plus spécialisées en la matière. Cette commission procéda à un examen critique approfondi du rapport en question» explique le gouverneur lors de la session de juin 1958 du Conseil de

³²³ Jean P. C. J. Dufour (1921-?; au Congo: 1949-?), docteur en droit. Conservateur-chef de bureau, aux titres fonciers 1953.

³²⁴ Yves Kennes (1921-?; au Congo: 1945-?), administrateur territorial en 1951 dans l'Ubanguï. Il publie un chapitre dans Sohier, A., 1956, *Droit civil du Congo belge*, Bruxelles, F. Larcier.

³²⁵ Le rapport de cette commission est conservé à la Bibliothèque africaine à Bruxelles sous la cote: 30036D, Vol. I, II ou III (voir Références sous *Rapport*).

³²⁶ *Rapport 1957*, volume I, pp. 69-70, sous le titre: «A. Le groupe Æquatoria». Ensuite l'auteur expose longuement les idées de Boelaert et prête une attention spéciale à son article «Faut-il créer des réserves pour les indigènes» et à son livre *L'Etat Indépendant et les terres indigènes*. Voir aussi Biebuyck & Dufour 1958, p. 376.

³²⁷ *Rapport 1957*, Volume II, p. 113.

gouvernement. Tous se sont exécutés pendant les mois d'octobre-novembre 1957. Les réactions de cette «commission élargie»³²⁸ sont caractérisées par un axiome: «Il faut maintenir la législation actuelle avec quelques précisions et élargissements» et par deux concepts³²⁹: (1) si des concessions aux agitations actuelles doivent se faire, il faut le faire par le truchement d'une cogestion des terres entre autorités traditionnelles et l'Etat, et (2) il faut une tutelle administrative globale, principalement basée sur l'intervention de la circonscription indigène.

Biebuyck, visiblement agacé par tant d'incompréhension, s'exprime clairement dans sa réponse aux commentaires de Tevissen³³⁰, Directeur, Chef de service aux Titres Fonciers, de Bomans³³¹ et autres, dans une note datée du 19 novembre 1958³³². De nouvelles connaissances de l'histoire et de l'ethnologie ont fait mieux comprendre les points précis du disfonctionnement du système:

Tous les systèmes que l'on a opposés à celui de la commission restreinte se caractérisent par le souci manifesté par leurs auteurs de rattacher à tout prix la réforme envisagée à la législation actuelle³³³.

Et il va bien plus loin dans son analyse pour mettre à nu les racines de l'impasse:

Nous avons établi ici un système hybride. Ayant acquis la souveraineté sur ce pays, nous avons décrété l'appropriation au profit de l'Etat, de l'immense étendue de terres «vacantes», mais en même temps nous avons préservé les groupes traditionnellement détenteurs de droits sur ces mêmes terres de telle sorte que nous avons créé une dualité des titres, les indigènes prétendant être, comme nous, propriétaire de celles-ci. Comment peut-on penser qu'ils pourraient un jour, dans la conjoncture actuelle, renoncer à ces prétentions? C'est pourquoi, aux yeux des indigènes, notre régime est incompréhensible et notre position illogique³³⁴.

Et Biebuyck a identifié «les raisons qui dictent pareil souci» de leur commission restreinte:

³²⁸ D. Biebuyck, dans une lettre à H. Vinck de juin 2007, dit ne plus se rappeler le statut et la composition de cette commission «élargie».

³²⁹ Textes de J. Bomans, des 4 et 8 octobre 1957 (?); de N. Tevissen du 1^{er} octobre 1957; de J. Dufour (président de la commission) du 19 novembre 1957. *Rapport 1957*, Volume II, pp. 22-62.

³³⁰ Nestor F. G. Tévisson (1917-?; au Congo: 1946-?), conservateur en chef des Titres Fonciers au 1^{er} janvier 1956.

³³¹ J.-B. Bomans (1911-?; au Congo: 1933-?), commissaire de district au 1^{er} juillet 1953. Diplômé de l'Université coloniale, Sciences politiques et administratives.

³³² Ce document anonyme «Note pour la commission foncière» (mais par critique interne on doit l'attribuer à D. Biebuyck) comporte 21 pages et est daté du 19 novembre 1958, mais il se trouve dans un environnement de documents auxquels il réagit et qui sont tous datés de 1957. *Rapport 1957*, volume II.

³³³ *Rapport 1957*, volume II, «Note pour la commission foncière», p. 2.

³³⁴ *Rapport 1957*, volume II, pp. 5-6.

La solution que nous avons préconisée tient le plus largement compte de ces connaissances et de ces facteurs; elle est logique aussi: puisque nous n'avons ni l'intention ni les moyens de supprimer comme tels les groupes détenteurs de la tenure du sol, nous devons en reconnaître l'existence, sanctionner leurs droits et organiser, quant à l'exercice de ceux-ci, un système de contrôle qui nous permette de les orienter en conformité avec les principes qui commandent notre action, spécialement dans les domaines économique, social et politique. Cette solution implique la renonciation par la Colonie à ses droits patrimoniaux sur les terres domaniales, et c'est ce qui effraie, comme l'aveu d'une faute et la condamnation d'une politique et d'une législation vieille de près de 75 ans³³⁵.

Soucieux d'améliorer et d'affiner encore ses connaissances, Biebuyck envisage une nouvelle série d'études sur le terrain en août-octobre 1958. En parallèle, le gouvernement général envoie quelques fonctionnaires territoriaux suivre des cours d'ethnologie à l'Université de Lovanium pendant le premier semestre de l'année académique 1959-1960, cours essentiellement donné par Biebuyck lui-même. Ces cours étaient suivis d'enquêtes effectuées par les «étudiants» sur le terrain en association avec les services du cadastre.

Enfin, durant la Session budgétaire du 16 au 21 juin 1958 du Conseil de gouvernement, le gouverneur général communique qu'«Après diverses séances d'étude cette commission élargie s'est réunie du 2 au 10 mai 1958 sous la présidence du gouverneur général pour dégager les conclusions de ces travaux. C'est dans la perspective de ces conclusions qu'actuellement la Commission foncière oriente ses travaux d'élaboration des textes qui seront vraisemblablement soumis à l'examen du Conseil de gouvernement en sa prochaine session»³³⁶.

Je n'ai pas trouvé le rapport de cette réunion de mai 1958. Mais le 10 février 1959, à peu près un mois après la révolte de Léopoldville du 4 janvier 1959 et la déclaration du gouvernement belge du 13 janvier suivant, bien des choses avaient changé. Dufour écrit dans une note adressée au Directeur des affaires politiques du gouvernement général:

Ne convient-il pas, dès lors, de laisser aux instances politiques nouvelles dont on prépare la mise en place, le soin de dégager elles-mêmes une solution, sur la base de toutes les données recueillies par la Commission restreinte? Je sais que certaines espèrent encore échapper à pareille discussion, mais il faut admettre que nous ne sommes plus en mesure d'imposer (ni même de concevoir) une solution adéquate et, dès lors, ne vaut-il pas mieux laisser la discussion entièrement ouverte plutôt que de nous compromettre en présentant des projets qui, à force de tout vouloir concilier, risquent de ne recueillir ni l'adhésion des blancs ni celle des noirs³³⁷?

³³⁵ *Rapport* 1957, volume II, «Note pour la commission foncière», pp. 6-7.

³³⁶ Communication n° [absent]. «Réforme du Régime Foncier proposée par le gouverneur général» dans: *Rapport du Conseil du gouvernement du Congo belge. 1958. Session budgétaire 1958. 16 au 21 juin 1958. Annexes II. Notes documentaires. ArAfr. RA (13) 6*, pp. 168-169. Le document est signé par «La direction des affaires politiques».

³³⁷ *Rapport* 1957, volume II, note n° 44/0000325.

Le 15 mai 1959, N. Tevissen adresse une note³³⁸ à la Commission foncière. Devant l'impossibilité de l'application du «système arrêté en mai 1958 par la Commission foncière» (une note de Biebuyck, annexée — mais pas retrouvée dans le dossier —, est citée en appui), il signale que «le ministre a décidé de soumettre le problème foncier aux nouveaux conseils de territoire telles qu'ils sortiraient des élections prévues pour la fin de l'année».

Tevissen propose de mettre toutes les données rassemblées par la commission à la disposition de ces conseils. Mais, dans ce qu'il appelle un réflexe d'efficacité, il propose en même temps de le remplacer par un document-cadre ou, si nécessaire, par «des projets entièrement rédigés» qui devraient «orienter les discussions de telle façon qu'il en sorte quelque chose de positif».

Les principes à la base de ce document mènent à un renforcement de la pratique administrative existante³³⁹. Tout en reconnaissant l'existence d'un droit coutumier foncier indivisible, il en réduit le contenu à un «droit d'occupation ou d'usage [dont] les entités pourraient disposer avec l'assistance des organes qualifiés de l'Etat». Pour contrecarrer toute résistance possible par les titulaires coutumiers à l'aliénation de leurs domaines pour cause d'utilité publique, on renforcera la législation sur l'expropriation qui «s'étendrait jusqu'à l'utilité économique. Il est en effet certain que, de plus en plus, les groupes indigènes (je ne sais sous quelle action subversive)³⁴⁰ s'opposeront à la cession même temporaire de leurs droits en prétextant l'inaliénabilité de leurs terres pour contrecarrer l'action du gouvernement dans le domaine du développement économique et partant, politique». C'est le dernier mot qu'on a entendu de la Commission pour l'étude du droit foncier au Congo belge.

Alors que la commission du Conseil colonial, fortement sensibilisée à la fois par la prise de conscience politique des indigènes et par les nouvelles sensibilités provoquées par des études ethnologiques récentes, avait su s'aligner sur un revirement radical dans l'approche du problème foncier, au Congo même, on en reste bien éloigné. Le président de la commission, Dufour, est le représentant de l'administration qui, à l'avis des observateurs critiques, a, dès le début, su détourner l'option d'une législation généreuse envers les indigènes, à l'avantage de l'occupant belge. L'autre membre, Y. Kennes, est un représentant typique de cette même administration. Il ne reste que Biebuyck, le seul à être en mesure de comprendre l'apparente complexité de la situation dans ses

³³⁸ *Rapport* 1957, volume II, note n° 44/001167.

³³⁹ *Rapport* 1957, volume II, «Note pour la commission foncière», n° 44/001167 du 15 mai 1957, *passim*.

³⁴⁰ Cette «action subversive» est attribuée par Tevissen à «un grand nombre d'indigènes résolument appuyés par quelques juristes et quelques hommes de science influents». Voir: «Proposition de solution au problème foncier», 1^{er} octobre 1957, dans *Rapport* 1957, Volume II, Document III, p. 26.

composants essentiels, et d'en mesurer à la fois l'opposition fondamentale avec le système foncier belge, et en même temps être suffisamment libre pour prendre au sérieux les aspirations profondes des peuples congolais et surtout de la génération «émergente».

Le débat a été mené presque en vase clos, sans dimension comparative. La législation foncière dans les autres colonies africaines n'est pratiquement jamais prise en compte dans les discussions des commissions de réforme. Nous n'avons trouvé que ce seul renvoi dans un document présenté comme «Solution préconisée par Malengreau» à la réunion de la Commission du Conseil colonial (doc. IX), le 20 janvier 1956, dans lequel celui-ci renvoie à un décret de l'Afrique Equatoriale Française, du 20 mai 1955, qui préconisait la présomption de la propriété des terres aux indigènes³⁴¹.

Les travaux de ces commissions ont été évoqués à plusieurs reprises par des autorités politiques pour justifier le retard des décisions qui s'imposaient, comme cela avait été le cas dans la Commission permanente pour la protection des indigènes. De Rode, en tant que procureur du roi à Coquilhatville, le formulait ainsi: «Il faut réformer, préciser le décret de 1906. Le ministre des Colonies avance périodiquement que la question est à l'étude»³⁴². Et Buisseret n'avait pas manqué à cette habitude ministérielle. Le 25 juillet 1955, il écrivait au gouverneur général: «Je note enfin que vous me communiquerez les résultats des travaux entrepris en Afrique en vue d'une refonte éventuelle de notre politique foncière»³⁴³. Et quatre ans plus tard, on en est encore là quand «au cours de la séance du 15 mai 1959 de votre Conseil [Législatif], Monsieur le ministre Van Hemelrijck a déclaré que les études relatives à la réforme foncière étaient activement menées au Congo»³⁴⁴. Mais elles ont quand même pris fin, car les résultats des efforts de la Commission ont été déposés au bureau du Conseil Législatif entre mai et septembre 1959 et il était dans l'intention du ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi (septembre 1959 - juin 1960), August De Schrijver (1898-1991), d'organiser le 17 septembre 1959, une réunion spéciale pour les membres du Conseil colonial où les trois auteurs présenteraient leurs résultats³⁴⁵. On est à moins d'un an de l'Indépendance et le même

³⁴¹ ArSJ, Papiers Van Wing, dossier 20. Je cite la phrase-clé du texte du décret du 20 mai 1955 auquel Malengreau fait allusion: «Article 3. En Afrique-Occidentale française et en Afrique-Equatoriale française, sont confirmés les droits coutumiers exercés collectivement ou individuellement sur les terres non appropriées selon les règles du Code civil ou du régime d'immatriculation». http://www.foncierural.ci/images/telechargement/Decret_1955.pdf. Voir aussi Le Roy 1982.

³⁴² Dans une note (sans date, sans auteur mais identifiée comme étant de la main de Philippe de Rode), ArAeq., B. 97, f. 9, p. 308; Mf 3/34.

³⁴³ ArAeq., B. 97, f. 11, pp. 371-372, citation à la page 372; Mf. 3/35.

³⁴⁴ Kadoc, Papiers De Schrijver 11.3.3.2.

³⁴⁵ Un *Projet d'exposé relatif aux travaux menés par la commission d'étude du problème foncier du gouvernement général*, annoté par le ministre De Schrijver, dans KADOC, Papiers De Schrijver 11.3.3.2. Il s'agit selon les termes du document d'une réunion officieuse qui pourrait se tenir le jeudi 17 septembre à 15 h.

ministre de conclure avec le même refrain: «Il est donc absolument indispensable que l'étude (...) se poursuivent sans désespérer en Afrique, par un personnel spécialisé»³⁴⁶. Les documents de cette la Commission pour l'étude du problème foncier termineront leur carrière dans la Bibliothèque Africaine à Bruxelles³⁴⁷.

³⁴⁶ KADOC, Papiers De Schrijver 11.3.3.2.

³⁴⁷ La *Bibliographie ethnographique du Congo*, 1959, MRAC, 1961, pp. 56-57, signale que la documentation a été déposée dans les Archives Africaines. De fait, la cote est de la Bibliothèque africaine, où les documents mentionnés, reliés en trois volumes et une farde, sont effectivement conservés.

Vers l'Indépendance

Où en est-on à la veille de l'Indépendance? Est-ce que le problème foncier était passé au second rang devant l'acuité d'une solution radicale aux revendications politiques? L'approche belge et l'approche congolaise se différencieront. Les Belges, en métropole et au Congo, prennent conscience du fait que leur rôle va diminuant et les Congolais, de leur côté, se font forts de leurs futurs pouvoirs. Tout change si vite que çà et là des entrelacements rétrospectifs semblent suggérer des virements opportunistes, quand de fait ce ne sont que des analyses de la situation du moment. Il est curieux qu'une personnalité comme Van Wing, qui allait prendre à des intervalles réguliers (1951, 1955 et 1959) la température politique de la Colonie, n'ait qu'une seule fois fait état du problème foncier dans ses rapports devant l'Académie Coloniale et que Patrice Lumumba, dans «Le Congo, terre d'avenir», publié en 1961, mais composé en 1956, n'en souffle pas un mot³⁴⁸.

L'APPROCHE BELGE

Aucune allusion au problème foncier ne paraît dans l'argumentation de Van Bilsen (1956 et 1992) quand il lance entre 1954 et 1958 ses idées sur la programmation de l'Indépendance de la Colonie. Dans le rapport sur le Congo à la Chambre belge de 1956, on lit cette phrase fallacieuse: «Comme par le passé, seul l'intérêt des indigènes a prévalu en matière de concessions foncières.»³⁴⁹, phrase répétée littéralement l'année suivante dans le rapport de 1957, qui dissimule le problème derrière une terminologie équivoque: «Politique des concessions foncières. Aucune modification de la politique en 1957: comme par le passé, l'intérêt des indigènes a prévalu. La commission créée pour étudier la question foncière a déposé les résultats de ses recherches qui sont actuellement soumises à un examen approfondi»³⁵⁰. Dans le rapport de 1958 on s'en tient laconiquement, et peut-être avec résignation, à cette généralité «Aucun changement notable est à signaler dans ce domaine»³⁵¹. Une telle déclaration étonne quand on lit sous la plume d'un membre du Conseil colonial, Natalis De Cleene, en voyage d'information en juillet-septembre 1957: «La question des terres se présente toujours avec la même acuité. Le fait de ne plus accepter d'indemnités

³⁴⁸ Lumumba, P., 1961, *Le Congo, terre d'avenir*, Office de publicité, Bruxelles.

³⁴⁹ *Rapport sur l'administration du Congo belge pendant l'année 1956 aux Chambres législatives. Session 1957-1958*. Chambre des Représentants de Belgique, 1957, Bruxelles, p. 211.

³⁵⁰ *Rapport sur l'administration du Congo belge pendant l'année 1957 aux Chambres législatives. Session de 1958-1959*, Chambre des Représentants de Belgique, 1958, Bruxelles, p. 234.

³⁵¹ *Rapport sur l'administration du Congo belge pendant l'année 1958 aux Chambres législatives. Session de 1959-1960*, Chambre des Représentants de Belgique, 1959, Bruxelles, p. 241.

se généralise même dans certaines régions du Katanga. Les évolués, particulièrement du Bas-Congo, ont l'attention attirée sur le problème des terres»³⁵².

Pour le compte de la Chambre belge des Représentants, un «Groupe de travail pour l'étude du problème politique au Congo belge» a sillonné la Colonie du 20 octobre au 14 novembre 1958, présidé par l'ancien gouverneur général Pétilion³⁵³. Ils ont rencontré quelques centaines de Noirs et de Blancs, parfois en petit groupe, parfois individuellement, toujours sélectionnés selon leur fonction, appartenance politique ou sociale. Dans le rapport officiel, on peut lire: «A de multiples reprises les interlocuteurs du Groupe de travail ont demandé que la révision du régime foncier actuellement à l'étude, aboutisse sans tarder. L'accent a été mis sur la différence qui existe entre les conceptions foncières traditionnelles et occidentales»³⁵⁴. Cette insistance est d'autant plus étonnante qu'aucune question ou suggestion sur ce thème n'était prévue par le questionnaire officiel préparé par le Groupe de travail.

Les 4 et 5 novembre 1958, ils étaient à Coquilhatville. Le thème revient formellement chez plusieurs Congolais de Mbandaka et de l'Equateur (Alula, Anakonzapa, Bamala, Bobwa, Bolia, Bolisi, Bontongo, Bosele, Botuli, Elika, Ilufa, Kapinga, Likinda, Ngoi, Sambwa, Wijima et «Les représentants des autochtones»). Au moins douze personnes insistent sur la nécessité d'un changement dans la politique foncière. Quelques-uns ne mentionnent pas le problème foncier, comme le groupe «Les Indépendants africains», dont faisait partie Wijima, tant impliqué dans ces affaires de terres. L'expression la plus claire de l'opinion des Congolais de Mbandaka est certes celle d'Ilufa, à l'époque rédacteur de *Mbandaka*, journal du service de l'Information, journal qui quelques années auparavant, sous la signature de Bomboko, avait vivement récusé les conclusions de l'enquête de Boelaert. Ilufa déclare devant le Groupe de travail:

Rendre [aux] indigènes les terres domaniales. Les terres appartiennent à l'indigène. Il n'y a pas dans nos coutumes des terres vacantes. Chaque terre appartient en collectivité à la famille, au clan, au village. (...) ces terres sont encore vierges mais [cela ne] signifie aucunement que ces terres n'ont pas de propriétaires. L'indigène

³⁵² *Voyage au Congo belge*, p. 5, Kadoc, Papiers De Schrijver, 11.2.8.10.

³⁵³ Pétilion, L. A., 1979, *Courts métrages africains pour servir à l'histoire du Congo belge*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, pp. 222-224, 172-188. Pétilion, L. A., 1985, *Récit - Congo 1929-1958*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, pp. 403-406, 554-570. Il l'appréciait comme «Le seul plan complet de réformes politiques qui ait jamais été rédigé à propos du Congo».

³⁵⁴ *Rapport du groupe de travail pour l'étude du problème politique au Congo belge*. Session de la Chambre 1958-1959, 20 janvier 1959, Document 108, Bruxelles, Inforcongo 1959, p. 19. Mes citations ou renvois aux rapports des interviews proviennent principalement des Papiers Housiaux conservés dans les archives de l'Université Libre de Bruxelles dans la boîte «127 PP P. Housiaux Congo 1958. Groupe de travail», farde verte, marquée «Dossiers H. G. Housiaux. Coquilhatville». Voir aussi aux Archives Africaines à Bruxelles: *Groupe de travail pour l'étude du problème politique au Congo belge*: Documents 1510 à 1514 (Catalogue A17, pp. 20-21). Il s'avère que les Papiers Housiaux concernant le Groupe de travail sont souvent des doubles de ceux des Archives Africaines, ce qui s'explique par le fait qu'Housiaux était le principal rédacteur du rapport officiel.

n'a jamais eu l'idée de vendre ou de céder sa terre. Il la louait simplement. C'est ce système de location que les Congolais voudraient voir instaurer. L'indigène doit mettre sa terre en location lui-même. L'Etat ne peut qu'y prélever quelques taxes³⁵⁵.

Les Blancs de leur côté, entendus par le Groupe d'Etude, provenaient tant de Coquilhatville même que des grands centres de l'intérieur. Parmi eux toutes les autorités et quelques représentants des différentes classes sociales. Mgr Vermeiren, le Vicaire Apostolique de Coquilhatville, aborde le problème foncier en des mots fort semblables à ceux d'Hulstaert. De Valkeneer, gouverneur de la province de l'Equateur f.f., n'hésite pas à déclarer: «Il faut garantir aux Congolais la propriété de leurs terres»³⁵⁶. Dans le même dossier, nous trouvons encore un document de de Valkeneer, daté de novembre 1958, intitulé «Le problème foncier au Congo belge». Sur la réforme de la législation foncière il y déclare: «A priori toutes les terres seraient considérées comme terres indigènes»³⁵⁷. Curieusement, cette opinion, fort élaborée dans son texte, ne s'accorde pas tout à fait avec son attitude dans l'affaire Wijima pendant la même période. Veys, le commissaire de district de la Mongala, avance: «Opportunité de revoir les principes établis (...) Il existe trop d'exemples de graves conflits entre autochtones et civilisateurs dans d'autres pays d'Afrique (Kenya, Algérie) pourqu'au Congo on n'attende de chercher une solution»³⁵⁸. Dans d'autres rapports ou notes déposées, l'expression «régime foncier» revient sans autre précision, ou renvoie à l'organisation d'un cadastre généralisé.

Un de leurs interlocuteurs fut Hulstaert, qui leur remit une note. Il y mettait l'accent sur le problème foncier en le situant dans le contexte plus large du développement économique:

Nécessité de tendre à plus d'égalité économique entre Blancs et Noirs et donc de la constitution de capitaux entre les mains de ceux-ci, ce qui ne pourra se faire d'une manière solide que par une réforme du régime foncier; d'où urgence de publier la nouvelle législation ou une autre encore plus favorable aux autochtones, de sorte qu'ils puissent valoriser leurs terres et tirer profits substantiels des cessions ou louages³⁵⁹.

Dans ses notes personnelles des auditions, le sénateur Housiaux signale encore un autre élément avancé par Hulstaert: «Nécessité de reconnaître les

³⁵⁵ Papiers Housiaux, boîte «127 PP P. Housiaux Congo 1958. Groupe de travail», farde verte, marquée «Dossiers H. G. Housiaux. Coquilhatville». Document d'Ilufa, deux pages dactylographiées.

³⁵⁶ Papiers Housiaux, boîte «127 PP P. Housiaux Congo 1958. Groupe de travail», farde verte, marquée «Dossiers H. G. Housiaux. Coquilhatville». *Note remise au groupe de travail*, 5 novembre 1958, p. 2.

³⁵⁷ ArAfr. A17, farde 1513, II/5/5,6.

³⁵⁸ Papiers Housiaux, boîte «127 PP P. Housiaux Congo 1958. Groupe de travail», farde verte, marquée «Dossiers H. G. Housiaux. Coquilhatville». *Note remise au groupe de travail*, 4 novembre 1958, p. 5.

³⁵⁹ Document annexé à la lettre d'Hulstaert à De Rop du 13 janvier 1959. ArMSC, Papieren Hulstaert, Correspondentie De Rop-Hulstaert. Une copie aussi parmi les Papiers Housiaux.

petites divisions (ou familles) politiques qui existent dans l'Equateur avant nous. C'étaient d'ailleurs elles qui étaient les véritables propriétaires, alors qu'on se contente maintenant de l'accord du chef pour une cession», et Housiaux y ajoute entre parenthèses: «mais nouveau décret bientôt»³⁶⁰?

La documentation laisse percevoir également la présence de problèmes fonciers plutôt pratiques (précarité des terres disponibles) dans les auditions à Léopoldville (seize personnes ont mentionné l'urgence du problème foncier), au Kivu et au Katanga où Remy Mwamba écrit dans une note pour le Groupe d'étude: «Il est grand temps de réformer la législation sur la cession ou concession des terres au Katanga, si pas dans tout le Congo belge»³⁶¹. Au Kasai au moins cinq personnes évoquent la question, dont Ngandu, qui déclare que la population ne comprend rien à l'aliénation des terres domaniales, qui, selon Odia, sont la «propriété naturelle» des Congolais³⁶².

Malgré ces insistances, le Groupe de travail est d'avis que ce sujet n'entre pas dans le cadre de la mission leur confiée (p. 34) et ils n'ont pas jugé utile d'ajouter le thème à leur rapport officiel. Comme les conclusions du groupe mèneront à la *Déclaration gouvernementale* du 13 janvier 1959, on ne doit pas s'étonner de n'y lire que cette seule petite phrase: «La révision du régime foncier sera poursuivie»³⁶³.

Après les émeutes du 4 janvier 1959, une commission parlementaire d'enquête essaie, sur place, de faire la lumière sur les causes des événements et les remèdes à appliquer. Malgré le fait qu'elle ne mentionne pas les problèmes fonciers dans son rapport³⁶⁴, le socialiste Victor Larock l'introduit dans la discussion au parlement (21-23 avril) en déclarant: «Il n'existe plus au Congo des terres sans maîtres. Une partie, près de 20 % des terres cultivées, a été cédée ou concédée aux colons. Le reste appartient en principe aux Noirs, mais beaucoup d'entr'eux sont inquiets: ils savent ce qui s'est passé dans plus d'une région et ils craignent d'être dépossédés» (*Congo. Positions Socialistes*, p. 162). Et Antoon Spinoy à enchaîner: «Le régime foncier devrait donc être revu. Ce régime date d'il y a septante ans et il est en contradiction avec les coutumes des Bantous» (*Congo. Positions Socialistes*, p. 167).

³⁶⁰ Papiers Housiaux, boîte «127 PP P. Housiaux Congo 1958. Groupe de travail», farde verte, marquée «Dossiers H. G. Housiaux. Coquilhatville». Liasse de notes personnelles, p. 2.

³⁶¹ Papiers Housiaux, boîte «127 PP P. Housiaux Congo 1958. Groupe de travail», farde rouge, marquée «Congo belge», document daté d'Elisabethville au 16 octobre 1958, *L'avenir du Congo belge et les Baluba du Katanga*.

³⁶² ArAfr. A17, farde 1513, II/6/4.

³⁶³ Gérard-Libois, 1962², pp. 45-49, *Déclaration gouvernementale*, citation à la page 48.

³⁶⁴ Texte du rapport: Documents parlementaires, *Chambre des Représentants, Session 1958-1959*, n° 100/3, 27 mars 1959. «Commission parlementaire chargée de faire une enquête sur les événements qui se sont produits à Léopoldville en janvier 1959». <http://www3.dekamer.be/digidoc/DPS/K3166/K31660853/K31660853.PDF> Discussion du document dans les *Annales Parlementaires* aux 21 (n° 42) et 23 avril (n° 45) 1959, Larock à 42, p. 8, et Spinoy intervention pas identifiée.

L'administration coloniale, à la demande du ministre Van Hemelrijck³⁶⁵ lors de son second périple au Congo en juin 1959, a voulu évaluer la réaction aux déclarations gouvernementales, tant des indigènes que des Belges sur place. Dans ce but, on avait organisé deux séries de *Colloquia*³⁶⁶, un premier colloque en août-septembre 1959, orienté vers la déclaration gouvernementale du 13 janvier 1959, et un second, fin octobre-décembre 1959, centré sur le message du gouvernement belge du 16 octobre 1959 (GERARD-LIBOIS 1960, pp. 168-176), précisant les structures politiques futures. Le tout devrait être couronné par un colloque national à Léopoldville. Hulstaert rapporte de Coquilhatville à son confrère Boelaert le 23 août 1959:

Ici également ont démarré les soi-disant Colloquia entre l'Administration et les leaders politiques (...) Seul le MNC ne veut pas y collaborer. (...) La question des terres a été, elle aussi, soulevée dans ces réunions et de manière agressive avec menace d'imposer une révision des cessions. Les Blancs sont en très mauvaise posture et ils ne peuvent que reconnaître leurs fautes et promettre humblement de s'amender³⁶⁷.

Bien qu'on en ait parlé à Coquilhatville, à Léopoldville, par contre, le rapport de la réunion entre l'administration et les partis politiques du 15 septembre 1959 ne souffle mot des droits fonciers³⁶⁸. C'est plutôt étonnant, car plusieurs groupes ou partis politiques congolais commençaient déjà à l'insérer dans leurs programmes politiques.

³⁶⁵ Dans la notice biographique que Rubbens, A., 1977, BBOM, VIIB, col. 186-190, lui a dédiée, on apprend que l'échec du plan de décolonisation du ministre Maurice Van Hemelrijck (1901-1964) était dû à la résistance des fonctionnaires coloniaux devant toute réforme significative, exactement comme dans le cas de la réforme de la législation foncière.

³⁶⁶ Sur l'importance de ces colloques voir R. De Schrijver, 1992, Conversations avec Auguste E. De Schrijver, dans: *Recueil d'études. Congo 1955-1960*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, pp. 218-219. La première série avait été entamée sous le ministre Van Hemelrijck et poursuivie sous De Schrijver. Selon *Mbandaka* 1959, 13 (34): 1 et 2 et (35): 1 et 7, le colloque à Coquilhatville, présidé par M. Engels, chef du service provincial des AIMO (Affaires Indigènes et Main-d'Œuvre), a eu lieu le 19 août 1959 avec les représentants du Mouvement Nationaliste Congolais (MNC), du Parti de l'Indépendance et du Mouvement Traditionaliste Congolais. La deuxième série du colloque se tient à Coquilhatville le 19 novembre 1959 sous la présidence du gouverneur de Valkeneer. Voir *Mbandaka* 1959, 13 (48): 1.

³⁶⁷ Traduction du néerlandais: «*Ook hier zijn de zg Colloquia begonnen tussen de administratie en politieke leiders (...) Enkel de MNC (...) wil eigenlijk niet meewerken (...) De grondenkwestie werd ook op die vergaderingen opgeworpen en nogal wat stout met de bedreiging van herziening van alle cessies. De blanken hebben het erg kwaad en kunnen niet anders dan hun fouten bekennen en nederig beloven zich te beteren*». ArMSC, Papiers Hulstaert, correspondentie Hulstaert-Boelaert. Selon le rapport dans *Mbandaka*, 1959, 13 (34): 1 et 2, le MNC était bien présent.

³⁶⁸ Compte rendu de la réunion entre l'administration et les partis politiques, tenue à Léopoldville le 15 septembre 1959. Bibliothèque du Cedaf, Tervuren, VII-RDC-/Partis politiques n° 001/04. D'autres rapports se trouvent probablement parmi les Papiers De Schrijver au KADOC, 11.3.7.2.: «*Gesprekken, ('Colloquia') tussen de politieke partijen en de koloniale administratie te Leopoldstad. (...)*». September-november 1959. 1 omslag. [Conversations entre partis politiques et l'administration coloniale à Léopoldville.] Malheureusement, ces documents n'ont pas pu être consultés.

Les partis politiques belges, de leur côté, n'ont pas brillé en perspicacité dans l'identification de la problématique créée par le problème foncier. Dans une Déclaration du 26 février 1956 de la *Christelijke Volkspartij*/Parti Social Chrétien (CVP/PSC), le problème est à peine reconnu par une phrase prudente: «Promotion sociale par l'accès à la propriété foncière»³⁶⁹.

D'instinct, le Parti Socialiste Belge se tournait plutôt vers les problèmes des ouvriers des grands centres, ou des travailleurs des groupes agro-industriels, bien que le problème des droits fonciers coutumiers n'ait jamais été totalement absent de leurs préoccupations. L'Internationale Ouvrière Socialiste avait montré le chemin à suivre quand elle constata au congrès tenu à Bruxelles en août 1928, que «les peuples indigènes, livrés la plupart du temps à une domination brutale, (...) dépouillés dans bien des cas de la possession de leur sol» et on émet la revendication suivante: «Dans toutes les colonies d'Afrique (...) tout le sol non encore concédé à des Européens, doit être reconnu propriété inaliénable de la communauté des indigènes.» (*Congo. Positions Socialistes*, p. 15). En 1937 le parti lance un programme colonial, qui ne mentionne pas le problème foncier et les «Journées de Huysingen» en 1953 passent encore à côté. Il faut attendre le congrès extraordinaire du 30 juin-1^{er} juillet 1956³⁷⁰, préparé partiellement par la commission coloniale du parti, pour lire cette déclaration qui montre qu'on a saisi le problème et que la solution devrait être radicale: «Renversement de la présomption de domanialité des terres et révision du régime des concessions avec création d'un cadastre véritable en vue de l'expansion de l'économie rurale aux mains des autochtones»³⁷¹.

Le congrès du Parti Libéral, tenu à Bruxelles du 6 au 8 novembre 1959, est soucieux de donner aux Congolais accès à la propriété [foncière] individuelle, mais ne semble avoir aucune idée du fond du problème quand il recommande en termes sibyllins dans sa Résolution VI:

Le Parti Libéral émet le vœu que le Gouvernement, au moment de décider des réformes à accomplir, veille avant tout à garantir les droits et les besoins de chacun tout en tenant compte de l'évolution qui se dessine et qui se poursuivra. Il estime que les réformes doivent viser non seulement à associer progressivement les Congolais à la gestion du patrimoine, mais surtout à édifier un système qui leur assurera un accès aisé et sûr à la propriété foncière individuelle ainsi que la transmission de cette propriété aux descendants directs et qui offrira à chaque exploitant, qu'il soit noir ou blanc, les garanties nécessaires de stabilité et de pérennité³⁷².

³⁶⁹ Het Kongo-Manifest van de Christelijke Volkspartij, 1956, in: *Kongo Documenten*, Brussel, De Linie-Nieuwland, pp. 19-24; citation de la page 24.

³⁷⁰ *Congrès extraordinaire des 30 juin et 1^{er} juillet 1956*. Programme pour le Congo et le Ruanda-Urundi édité par le Parti Socialiste Belge, Bruxelles, Société d'Édition du Peuple, [1956], et *Congo. Positions*, pp. 39-49.

³⁷¹ Déclaration. Parti Socialiste Belge II,1, voir Gerard-Libois 1962², p. 26. Voir aussi *Congo. Positions*, p. 43.

³⁷² <http://www.liberaalarchief.be/archief5-1959f.html> (consulté le 7 août 2008).

Quand la Commission des Colonies de la Chambre et du Sénat en 1958 fit le bilan du travail législatif des quatre ans de gouvernement, le problème foncier en est totalement absent, car rien ne s'était réellement passé au niveau législatif. Des recherches dans les archives du parlement belge pour la période 1950-1959 n'ont rien révélé sur le sujet.

L'APPROCHE CONGOLAISE

Au Congo vivaient deux sociétés qui avaient un agenda bien différent: les colonisateurs et les colonisés. Les Blancs avaient des intérêts financiers et économiques considérables à défendre, la classe moyenne et les colons avaient des investissements personnels à préserver et les fonctionnaires un salaire, des primes d'expatriation et une carrière. Tous étaient attachés à un style de vie privilégié. Pour l'agro-industrie et l'exploitation minière, pour les colons indépendants, l'accès à la terre, et en conséquence le problème foncier, était vital, et la politique coloniale n'avait pas cessé de les assurer sur ce point.

Par contre, pour l'élite noire congolaise, la classe «émergente» des «évolués», les droits fonciers ne sont pas une priorité. Leur patrimoine, c'est leur salaire. Ils luttent pour le statut unique et des salaires égaux aux Blancs. La prise de conscience du problème foncier avec toutes ses répercussions, ne pénètre que lentement dans l'agenda politique des forces en présence au Congo.

Dans la déclaration des évêques du Congo du 29 juin 1956, qui fait le tour des problèmes religieux, sociaux et politiques de la Colonie, on n'entend pas un mot sur le problème des terres indigènes, sauf ceci, à part un rappel du droit à la propriété privée, suivi d'un énoncé sibyllin: «En cette matière le droit clanique doit s'adapter aux exigences de la morale chrétienne»³⁷³. L'adaptation du droit écrit aux réalités coutumières foncières, débattue à ce même moment dans la Commission d'étude, et la question foncière ne semblent pas avoir intéressé les évêques catholiques.

Le «Manifeste de Conscience Africaine»³⁷⁴ (juillet 1956) est un document bien long qui fait l'inventaire des questions les plus importantes du moment en vue d'une évolution politique de la Colonie. Pas un mot sur les droits fonciers. Même constat pour la Déclaration de l'ABAKO du 23 août 1956³⁷⁵. Mais, ces mouvements, une fois constitués en partis politiques congolais, ne passeront plus à côté de ce problème.

La FEDACOL (Fédération Congolaise des Classes Moyennes) prit position dans le débat par une déclaration du 17 janvier 1959: «En matière de régime

³⁷³ Ordinaires [du] Congo belge et [du] R.-U, 1956, *L'Eglise et les problèmes politiques et sociaux* (29 juin 1956), http://www.cier-be.info/article.php3?id_article=2 (7 août 2008).

³⁷⁴ Gérard-Libois, 1962², pp. 9-16.

³⁷⁵ Gérard-Libois, 1962², pp. 16-21.

foncier, la FEDACOL rappelle qu'elle a toujours soutenu l'accès des autochtones à la propriété foncière; le respect des droits coutumiers et pour tous, l'intangibilité de la propriété foncière»³⁷⁶. Ce qu'ils ont soutenu n'est pas la thèse des droits fonciers des indigènes sur les «terres vacantes», mais bien le décret de 1953 sur l'accès à la propriété individuelle pour les indigènes, qui leur permettait d'acheter des terres sous régime coutumier.

Patrice Lumumba, à son retour d'Accra le 28 décembre 1958, semble bien plus alerte, inspiré par la *Conference resolution on imperialism and colonialism* n. 5: «*That the rights of indigenous Africans to the fullest use of their lands be respected and preserved*»³⁷⁷. Dans son discours prononcé à cette occasion à Léopoldville devant plusieurs milliers de sympathisants, il annonce l'institution de cinq commissions dont la Commission n° 2 «qui aura au programme l'attribution des terres aux Africains»³⁷⁸. Plus tard on retrouvera la même exigence dans le programme du Mouvement Nationaliste Congolais (MNC) du 10 mai 1959 quand ils exigent la «révision du régime des monopoles fonciers et autres»³⁷⁹.

L'Interfédéral, un parti réputé modéré, se prononce dans son Mémorandum du 20 avril 1959 indirectement sur le principe fondamental du droit foncier: «En effet, les Africains se refusent à accéder obligatoirement à la propriété foncière individuelle pour obtenir des crédits nécessaires. Ils estiment que l'assiette foncière leur appartient de droit et, en conséquence, ils demandent que ce soit uniquement la mise en valeur des parcelles qui constitue l'élément de base pour l'octroi de fonds»³⁸⁰. Dans une déclaration du 12 août 1959, ce même parti est encore plus résolu: «Elle lutte pour la mise en application immédiate d'un plan (...): par la REFONTE DU REGIME FONCIER qui permettra à l'exploitant d'accéder à la prospérité de sa terre, capital à conserver et non instrument de production spéculative»³⁸¹.

De son côté, le programme du Mouvement Traditionaliste Congolais demande de «respecter les droits de nos chefs coutumiers et l'autorité, surtout le droit foncier et la valeur culturelle léguée par nos ancêtres»³⁸². Que la situation et donc les exigences politiques varient selon les régions est prouvé par la proposition du P.N.C. [Parti National Congolais] section de Bukavu, au Congrès de Lualuabourg d'avril 1959, où il demande de ne pas attribuer les droits fonciers aux chefs qui en profiteront pour exploiter leurs sujets, mais au contraire de «procéder par étapes dont la première serait la distribution aux habitants des

³⁷⁶ Gérard-Libois, 1962², p. 27.

³⁷⁷ Conference resolution on imperialism and colonialism, voir <http://www.fordham.edu/halsall/mod/1958-aapc-res1.html> (*Internet Modern History Sourcebook*, consulté le 3 juillet 2009). Texte original dans *All-African People's Conference News Bulletin*, Vol. I, n° 4, Accra: 1959, pp. 1-2.

³⁷⁸ Gérard-Libois, 1962², pp. 28-33.

³⁷⁹ Gérard-Libois, 1962², pp. 157-159.

³⁸⁰ Gérard-Libois, 1962², pp. 80-84, citation p. 83.

³⁸¹ Gérard-Libois, 1962², pp. 171-173, citation p. 172.

³⁸² *Lokole Lokiso* 5 (1959) du 15 juin, pp. 1 et 7, citation p. 1.

terres par une sorte de concession à long terme. (...) Après 10 ou 15 ans ces terres seraient acquises en pleine propriété»³⁸³.

Parmi les tracts distribués par les partis politiques congolais de Léopoldville à l'occasion du passage du ministre Van Hemelrijck, le 23 juin 1959, on exige pour réalisation sans délai: «Dédomanialisation de nos terres; Suppression expropriations arbitraires»³⁸⁴. Par contre, le Mémoire des partis politiques congolais du 24 juin 1959, adressé au gouvernement belge et remis au ministre du Congo, n'en parle pas³⁸⁵.

Le Congrès de Lualaba, où le MNC [Mouvement National Congolais] et l'Union Congolaise [Elisabethville] se rencontrent en avril 1959, a préparé un programme commun qui sera soumis au Congrès de Stanleyville du 23 au 28 octobre 1959. Il donne une réelle importance au problème foncier: «Problème foncier: remise de la gérance foncière aux pouvoirs publics. Droits de propriété foncière à reconnaître aux Congolais. Adoption du système de concession au lieu de celui de cession. Il n'y a jamais eu de terres vacantes»³⁸⁶. Mais ce Congrès de l'Union à Stanleyville n'y semble pas avoir prêté attention³⁸⁷. Par contre, le Congrès de Coquilhatville du 11 au 14 novembre 1959 pose que «Le problème des terres est primordial. La refonte du régime foncier conditionne la réussite d'une campagne de productivité agricole»³⁸⁸. Le document présenté par le Parti du Peuple au Congrès de Kisantu, le 25 décembre 1959, se montre bien conscient du problème et propose dans un réflexe communiste à l'occidentale, l'attribution de «la propriété de la terre aux entités politiques qui auront pour mission de l'exploiter au profit de la collectivité»³⁸⁹.

La propriété foncière est au cœur du conflit Lulua-Baluba au Kasai. Une étude publiée par *Le Courrier d'Afrique* les 4 et 5 février 1960 a été présentée à la table ronde par A. Kalonji le 16 février 1960. Il considère les graves émeutes comme des séquelles d'une mauvaise politique foncière: «Les problèmes fondamentaux qui expliquent l'intensité avec laquelle se pose le problème aujourd'hui, sont de deux ordres: politique et psychosocial: (...) Le décret de 1906, [est] encore en vigueur. C'est en application de ce décret que de nombreux groupements Baluba ont été installés par l'administration sur les terres qu'ils occupent maintenant»³⁹⁰.

Il est clair de ce qui précède que tous, même les Congolais politiquement sensibilisés, continuaient à regarder le problème foncier dans un cadre colonial, bien que dans l'optique d'une indépendance, les paramètres aient totalement changé.

³⁸³ Selon le rapport dans *Temps Nouveaux d'Afrique*, 1959, 5 (16): 3.

³⁸⁴ Gérard-Libois, J., 1962², p. 162.

³⁸⁵ Gérard-Libois, 1962², pp. 163-164.

³⁸⁶ Voir «Programme de base du Congrès de Lualaba en vue d'un accord entre MNC et Union Congolaise», *Temps Nouveaux d'Afrique*, 1959, 5 (16): 3.

³⁸⁷ *Lokole Lokiso* du 15 novembre 1959: 7-8, et Gérard-Libois, 1962², pp. 220-238.

³⁸⁸ Gérard-Libois, 1962², pp. 241-243 et *Lokole Lokiso* du 1^{er} décembre 1959: 4 et 8.

³⁸⁹ Gérard-Libois, 1962², pp. 262-268. Citation p. 263.

³⁹⁰ Gérard-Libois & Verhaegen, 1961, I, pp. 194-198. Citation p. 195.

TABLES RONDES

Il est étonnant qu'à la Commission des problèmes économiques et financiers (14 janvier 1960) à la table ronde politique (du 20 janvier au 20 février 1960), on ait mis unilatéralement l'accent sur la protection des droits acquis par les cessions et concessions passées en déclarant: «Le droit de propriété et, d'une façon générale, le respect des investissements et des biens acquis suivant la loi»³⁹¹. Ceci semble être une tactique préméditée par les responsables politiques belges, leur but principal étant de sauver les meubles. Deux notes (des 8 et 19 avril) destinées aux ministres participant à la table ronde économique (du 26 avril au 16 mai 1960) le prouvent à l'évidence. Dans la note préparatoire du 8 avril d'un conseiller, on lit:

Il paraît s'imposer que le gouvernement se borne à de formelles garanties quant au respect des biens, des engagements et des droits acquis, sans soulever la question du régime foncier. Si néanmoins, comme il faut le prévoir, elle était soulevée, répondre qu'il s'agit d'une question trop compliquée pour être résolue à l'heure; que la Belgique fait confiance au futur gouvernement congolais, lui abandonne le soin de la régler au mieux de tous les intérêts avec, s'il le désire, son assistance technique³⁹².

C'est ce qui arriva. Dans une note destinée aux ministres Pétillon et Scheyven, datée du 19 avril 1960, on cherchait des moyens pour sauver dans la Loi Fondamentale les «droits acquis» coloniaux, en évitant encore une fois de se prononcer sur le problème de la domanialité, car «il faut se souvenir que les Congolais, membres de la Commission politique ont déjà et de manière formelle rejeté, en matière foncière et minière, tout régime qui impliquerait la notion de domanialité au profit de l'Etat»³⁹³.

La Commission du développement économique et social à la table ronde économique, déclarait finalement dans sa Résolution au n° 11

La conférence ayant pris connaissance du texte de la loi fondamentale sur la structure du Congo en son article 223, constate que ce texte n'apporte aucune solution à la question de la propriété des terres et des mines, sur laquelle il appartiendra au Gouvernement congolais de se prononcer; prend acte que des études nombreuses ont été entreprises à ce sujet et seront remises aux autorités congolaises³⁹⁴.

³⁹¹ Point 10 des recommandations. Voir *Congo. Positions*, p. 273.

³⁹² Papiers De Schryver, KADOC, farde 11.3.33.18, document intitulé *Régime foncier*, p. 6. Souligné dans l'original.

³⁹³ Papiers De Schryver, KADOC, farde 11.3.33.18, document intitulé *Comment résoudre les difficultés concernant le texte qui doit remplacer l'article 15 de la Charte coloniale?*, p. 1.

³⁹⁴ Dumont, G., *La Table ronde belgo-congolaise*, Paris, Editions Universitaires, 1961. Gérard-Libois, J. & Verhaegen, B., 1961, I, pp. 85-103. Citation reprise de *Congo. Positions socialistes*, p. 334.

Le texte de ce paragraphe de la Loi Fondamentale (article 223) reprend presque littéralement la note du 8 avril³⁹⁵. Ces manœuvres ont permis à la Belgique d'éviter «le risque d'avoir à patronner ou admettre un régime [des terres] qui pourrait entraîner des conséquences redoutables pour ses ressortissants en Afrique»³⁹⁶.

Les Congolais semblent accepter cette procédure. Dans le premier projet de la structure du gouvernement Lumumba, les auteurs avaient prévu un poste des Affaires foncières³⁹⁷ et l'Avant-projet de programme gouvernemental (21 juillet 1960) y dédie tout un paragraphe:

Affaires foncières: Pour le passé, les droits acquis des propriétaires terriens seront consacrés s'ils ont satisfait au programme de mise en valeur et s'ils n'ont pas excédé les limites des terrains leur accordés. Pour l'avenir, les propriétaires coutumiers recevront une juste rémunération pour la cession de leurs terres, s'ils le désirent. En tout cas un régime spécial sera créé permettant à ces derniers de faire apport de leurs terres à des Sociétés moyennant un certain nombre de parts de fondateur et une participation raisonnable dans les bénéfices. Le Gouvernement étudie une nouvelle législation foncière de nature à concilier les droits coutumiers et les droits écrits, en tenant compte des impératifs de l'économie moderne³⁹⁸.

Mais que se passe-t-il sur le terrain à l'approche de l'Indépendance? Les Congolais commencent à occuper sans plus les terres à Stanleyville, à Matadi, à Luluabourg et certainement ailleurs, comme en témoigne, de manière détaillée, un rapport (anonyme) à Pholien, ancien premier ministre³⁹⁹.

APRES L'INDEPENDANCE

Les premières années après l'Indépendance n'étaient pas propices ni à l'étude ni à la recherche d'une solution pratique et politique de la question foncière en Afrique centrale.

A Mbandaka, selon l'étude de Bikoko, «après l'indépendance du pays, en 1960, un laisser-aller s'installa dans tous les domaines de la vie nationale. En ce qui concerne les problèmes fonciers à Mbandaka, ce laisser-aller fut renforcé par les propos démagogiques de certains politiciens qui laissèrent entendre que

³⁹⁵ L'article 223 de la Loi Fondamentale dont question: «Jusqu'à ce que la loi ait organisé le régime des terres, les cessions et concessions de terres, de forêts, de mines, d'eaux et de chemins de fer sont consenties, dans le cadre de la législation existante, par l'assemblée provinciale pour tout ce qui ressortit à la compétence du pouvoir législatif et par le gouvernement provincial pour tout ce qui ressortit à la compétence du pouvoir exécutif. Toutefois, les concessions de ressources hydro-électriques ayant un potentiel national sont consenties par la loi». http://fr.wikisource.org/wiki/Loi_fondamentale (consulté le 7 décembre 2009).

³⁹⁶ Papiers De Schryver, KADOC, farde 11.3.33.18, document intitulé *Régime foncier*, p. 6.

³⁹⁷ Gérard-Libois & Verhaegen, 1961, I, p. 308.

³⁹⁸ Gérard-Libois & Verhaegen, 1961, II, pp. 570-581. Citation p. 577.

³⁹⁹ *Nota over de gebeurtenissen in Kongo*, dans Archives Palais Royal, Fonds Pholien, 71, Correspondances. Cité dans Zana 2008, p. 432.

chaque individu pouvait redevenir propriétaire de sa terre dont le droit lui avait été injustement retiré par le colonisateur. Les chefs de terre reprirent la propriété des sols de leur ressort encore inoccupés et situés à l'intérieur du périmètre urbain». Et dans ce même cadre, Wijima prend sa revanche. Bikoko signale que: «Le chef Bokilimba [Wijima] lotissait le terrain plus ou moins marécageux situé entre les quartiers Basoko et Ikongowasa.» (BIKOKO 1984, p. 292). Mais il ne semble donc pas toucher aux terrains de la TSF-Météo de Bongolo.

Cette pratique doit avoir créé des situations chaotiques et avoir menacé l'ordre public, car les autorités provinciales se sentent obligées de réagir par un «Edit» daté du 29 novembre 1961. Ce texte évoque l'argument de base de toute l'action de Boelaert et Hulstaert, mais laisse entendre qu'un nouvel abus menace les terres coutumières: la vente de terrains aux étrangers. Il n'est pas clair qui sont ces «étrangers». L'édit ne fait pas de distinction entre terres domaniales et terres coutumières, bien qu'à cette époque la législation n'ait pas encore changé.

Edit n° 4

Suspension de la vente de terrains:

Le président de l'Assemblée provinciale de l'Equateur,

Vu..., vu....,

Attendu que le système consistant à mettre en vente les terrains est de nature à priver les populations autochtones de terrains de chasse et de culture pour leur subsistance;

Attendu que la procédure de cession de terre entreprise par les autorités coloniales tendait à favoriser les européens au détriment des allochtones;

Attendu que la vente de terrains risquerait de mettre tous les terrains entre les mains des étrangers;

Vu l'avis émis par l'Assemblée provinciale en sa séance publique du 2 octobre 1961;

Edicte:

Art. 1: Toute vente de terrains [est] suspendue dans toute l'étendue de la province de l'Equateur à partir de la date de la publication du présent édit,

Art. 2: Les indigènes sont cependant autorisés à mettre en location leur terre,

Art. 3: Les actes de cession doivent être conclus entre les demandeurs et les autorités indigènes en présence d'une autorité administrative,

Art. 4: Le ministre provincial des Affaires Foncières est chargé de l'exécution du présent édit, Donné à Coq, le 2 novembre 1961.

R. Bokanga⁴⁰⁰.

En 1963, le centre d'étude de droit comparé africain de l'Université Lovanium a pris l'initiative d'organiser à Léopoldville un colloque prévu du 2 au 9 avril portant sur *Les Régimes fonciers africains ou le Contrôle de la jouissance du sol*. Dans la présentation du programme, les organisateurs constatent que

⁴⁰⁰ Gouvernement de l'état de l'Equateur, *Bulletin provincial*, 1961, n° 1 (novembre), pp. 4-5. Raphaël Bokanga, oncle maternel de Justin Bomboko, était président de l'Assemblée provinciale de la province de l'Equateur et ensuite de l'Assemblée de la province de la Cuvette Centrale. Il présidait aussi la Conférence de Coquilhatville. Le ministre des Affaires Foncières de l'Equateur était O. Moussa (Botuli) du MNC-Lumumba.

«tous les pays situés au sud du Sahara sont actuellement appelés à faire face à un problème d'organisation du patrimoine foncier. D'aucuns inclinent vers un retour aux régimes traditionnels; cependant le fait colonial s'inscrit dans l'histoire de ce continent». Y participeraient Biebuyck, Malengreau et Vansina. Mais déjà le 22 janvier, il est reporté *sine die*.

Hulstaert, désillusionné, écrit en 1963 à son vieux compagnon de route, Emile Possoz: «Tous veulent rejeter l'ancien droit clanique. (...) Les terres sont simplement confisquées aux propriétaires sans enquête ou indemnisation. Le droit n'existe plus, à part le codex colonial. Toute l'Afrique parle de mentalité bantoue et logique africaine, etc...., mais ce ne sont que des mots et rien d'autre»⁴⁰¹.

La législation qui suivra, tant dans les Constitutions successives que dans les Ordonnances-lois ou Codes, fera montre d'une grande incertitude devant le problème et oscillera entre les extrêmes. La Constitution de 1964 précise qu'«Une loi nationale réglera souverainement le régime juridique des cessions et des concessions foncières faites avant le 30 juin 1960» (article 43, alinéa 4). Un des premiers actes de Mobutu après son coup d'Etat sera la promulgation de l'Ordonnance-loi du 7 juin 1966: «Le régime légal des cessions et concessions des terres domaniales actuellement en vigueur est à peu de choses près, celui que nous a légué le législateur colonial», lit-on dans l'exposé des motifs de la loi Bakajika⁴⁰² en 1966. Cette Ordonnance en ses versions I et II «constitue une rupture définitive et radicale avec le régime légal des terres de l'époque coloniale», (...) cette rupture «s'ordonnant autour d'une option fondamentale qui est la propriété exclusive et inaliénable de l'Etat sur le sol» (p. 8). Tous les titres acquis antérieurement devaient être contrôlés et justifiés. La nouveauté consistait alors dans le fait qu'étaient visées non plus les seules «terres vacantes» mais bien l'entièreté des terres sans distinction et que des non-Zairois perdaient la capacité d'acquérir une propriété à titre définitif. C'est l'aboutissement de la tendance hégémoniste de l'Etat moderne, se déclarant le seul propriétaire du sol et du sous-sol, sans égards pour le droit coutumier. Et l'article 1^{er} de la constitution révisée du 31 décembre 1971 y apporte une note fort léopoldienne: «Le sol et le sous-sol [zaïrois] ainsi que leurs produits naturels appartiennent à l'Etat».

⁴⁰¹ Hulstaert à Possoz, Lettre du 27 mai 1963. ArAeq., B. 57, f. 176b, p. 590; Mf. CH 66. Texte original néerlandais: «Iedereen wil het oude klaniek recht verwerpen. (...) De gronden worden nu gewoon afgepakt van de eigenaars, zonder onderzoek of vergoeding. Recht bestaat niet meer, tenzij de koloniale kodex. En gans Afrika praat over mentalité bantoue en logique africaine etc. etc. doch het zijn woorden en niets anders».

⁴⁰² Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés, telle que modifiée et complétée par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980, Exposé des motifs, *Journal Officiel, Kinshasa*, n° Spécial, 1^{er} décembre 2004, p. 5. <http://www.droit-afrique.com/images/textes/RDC/RDC%20-%20Foncier%20suretes.pdf> et Législation coordonnée. Voir le commentaire de Rubbens, A., 1975, La tenure du sol en droit zaïrois: commentaire de la loi 73/021 du 20 juillet 1973, in: R. Yakemtchouk, *Problèmes de l'enseignement supérieur et de développement en Afrique Centrale: Recueil d'études en l'honneur de Guy Malengreau*, Paris, Librairie Générale de Droit Paris, R. Pichon et R. Durand, pp. 91-114.

Le droit coutumier môngo et autre, qui stipule que c'est le père de la famille primogénitrice qui est le porteur du droit de propriété de la terre lui léguée par les ancêtres, n'est nullement pris en compte. Il doit se contenter d'une cession ou d'une concession par la grâce de l'Etat, d'un bien mal défini. Mais cette fois-ci, ce n'est plus une puissance étrangère qui se rend maître des terres, mais bien le peuple congolais tout entier dans son expression étatique, ou, au moment de la proclamation de cette législation, «le peuple zaïrois réuni dans le Mouvement Populaire de la Révolution» sous la conduite de son Timonier Inspiré Mobutu Sese Seko. Rubbens l'interprète ainsi: «Au Zaïre on réformerait même radicalement le droit des biens, selon les concepts africains, qui ne connaît pas la propriété privée du sol; à défaut d'un modèle romano-germanique pour le formuler, le législateur zaïrois a eu recours au modèle du socialisme d'Etat»⁴⁰³.

Et effectivement nous lisons dans la Loi Foncière de 1980 une étonnante déclaration: «En vertu du droit coutumier. Article 387: Les terres occupées par les communautés locales deviennent, à partir de l'entrée en vigueur de la présente Loi, des terres domaniales», et le numéro suivant, pour définir les terres coutumières, n'oublie pas de citer presque littéralement le texte du 3 juin 1906: «Article 388: Les terres occupées par les communautés locales sont celles que ces communautés habitent, cultivent ou exploitent d'une manière quelconque — individuelle ou collective — conformément aux coutumes et usages locaux»⁴⁰⁴. C'est l'apothéose de la législation et de la pratique coloniale. Les lois Bakajika, révisées par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980, restent, selon le commentaire de Sakata Gary, probablement en vigueur après la constitution du 18 février 2006, bien que celle-ci semble inaugurer un tournant. Dans son article 9, on ne parle plus de «propriété exclusive» mais de «souveraineté permanente»: «L'Etat exerce une souveraineté permanente notamment sur le sol, le sous-sol, les eaux et les forêts, sur les espaces aérien, fluvial, lacustre et maritime congolais ainsi que sur la mer territoriale congolaise et sur le plateau continental. Les modalités de gestion et de concession du domaine de l'Etat visées à l'alinéa précédent sont déterminées par la loi»⁴⁰⁵.

⁴⁰³ Rubbens, 1982, p. 141. Texte original: «In Zaïre zou men zelfs het goederenrecht radikaal hervormen, naar Afrikaanse opvattingen, die geen oog hebben voor de eigendomsrechten op de bodem; bij gebrek aan romano-germanistisch model om dit te verwoorden heeft de zairese wetgever naar de staatssocialistische instelling van het grondbezit gegrepen».

⁴⁰⁴ Loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés, telle que modifiée et complétée par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980. Reproduit dans: Loi Foncière, *Journal Officiel n° Spécial*, 1^{er} décembre 2004, citation de p. 89. <http://www.droit-afrique.com/images/textes/RDC/RDC%20-%20Foncier%20suretes.pdf>

⁴⁰⁵ La Constitution du 18 février 2006, article 9, voir <http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/1/35/48/78/RD-Congo/Constitution-RDC-18-fevrier-2006.pdf> (consulté le 30 juillet 2009). Un important commentaire sur cet article: Sakata, G., *L'Etat congolais conserve-t-il encore le droit exclusif de propriété sur le sol et le sous-sol? Analyse de l'article 9 de la Constitution du 18 février 2006*, sur http://membres.lycos.fr/sakatagarry/Le_sort_juridique_du_sol_et_du_sous_sol_en_RD Congo.pdf (consulté le 30 juillet 2009). L'auteur signale que la disposition relative au sol et au sous-sol dans la Constitution du 5 avril 2003 écrivait encore «Le sol et le sous-sol appartiennent à l'état. Les conditions de leur concession sont fixées par la loi, qui doit protéger les intérêts des populations locales» (souligné par l'éditeur). Cette phrase n'est pas reprise dans la Constitution de 2006.

L'ancienne discussion concernant la différence entre propriété et souveraineté peut recommencer.

Quelle est la situation actuelle sur le terrain? Un témoignage récent nous raconte que la même ambiguïté des anciens temps coloniaux persiste. Ainsi l'auteur anonyme de la *Monographie de la province de l'Equateur* conclut en avril 2005:

Au terme de la Loi Foncière, telle que modifiée à ce jour, le sol et le sous-sol appartiennent à l'Etat. Pour y accéder, une demande de terre doit être adressée à la Division des Affaires Foncières qui attribue des terrains aux personnes morales ou physiques pour un usage précis. Mais sur le terrain, on observe une dualité entre la loi foncière et la coutume selon les clans et les tribus. En effet, outre les terres distribuées par l'Etat dans le cadre des concessions agricoles, forestières ou industrielles, ainsi que les réserves, toutes les autres terres sont encore régies selon le régime foncier coutumier. Ainsi, ce sont les ayants droit coutumiers, en milieu rural tout comme (sic) exigent une redevance⁴⁰⁶.

⁴⁰⁶ Ministère du plan, Comité provincial de la stratégie de réduction de la pauvreté, Equateur, Mbandaka, 2005, *Monographie de la province de l'Equateur*, http://uppedscrp-rdc.org/IMG/pdf/Monographie_de_la_province_de_Equateur.pdf (consulté en février 2009), page 47: Mbandaka.

Considérations finales

CONSCIENTISATION

La législation foncière au Congo, et encore plus son application, s'était heurtée dès le début aux contestations des grands ténors de la conscience coloniale: Félicien Cattier, Arthur Vermeersch, Emiel Vandervelde. Avec le temps, les voix appelant à une réforme dans le sens de la reconnaissance intégrale des droits fonciers coutumiers des indigènes, se faisaient de plus en plus fortes parmi les ethnologues et chez un certain nombre de juristes et de magistrats, tant en Belgique qu'au Congo. De fait, tout au long de la colonisation belge, la revendication de la restitution de la terre congolaise aux Congolais s'est fait entendre, mais elle a retenti bien plus fort à partir des années 1940.

Avec Biebuyck et Malengreau, les missionnaires catholiques Boelaert et Hulstaert ont certes contribué beaucoup à la prise de conscience du problème parmi les ethnologues et les historiens belges, tout comme Antoine Sohier a rempli ce rôle parmi les magistrats. Une des caractéristiques de l'action des deux missionnaires a été, à côté de leur apport scientifique, d'avoir contribué de manière significative à la conscientisation des Congolais, les premiers intéressés, par une action pluridimensionnelle, soutenue pendant de longues années. Complémentairement, ils cherchaient aussi à susciter l'intérêt des Blancs au Congo et en Belgique, tout en lançant des avertissements pour les conséquences néfastes si une solution équitable était refusée. Leurs convictions, leurs prises de position, leur combativité ont été nourries par un long contact quotidien avec le peuple et par la parfaite connaissance de sa langue. C'est ainsi qu'ils ont pu capter les sentiments et les convictions populaires exprimés, entre autres, dans les réponses à l'enquête que nous présentons ici.

A côté d'une campagne de presse au Congo et en Belgique, Hulstaert cherchait à influencer personnellement les décideurs. Il essayait de les toucher au point le plus sensible: la conservation et le développement harmonieux de la Colonie. En Belgique, il a voulu mobiliser vraiment toute personne dont il s'imaginait qu'elle pourrait avoir quelque influence sur le cours des affaires. Il y avait en premier lieu les membres du Ministère des Colonies ou du Cabinet du ministre, comme Van Hove et surtout, Brausch, qu'il avait bien connus à Coquilhatville⁴⁰⁷, et

⁴⁰⁷ Au conseiller de Buisseret et ancien administrateur à Coquilhatville, Brausch, Hulstaert écrivait le 7 mai 1957: «Une affaire, dans laquelle, comme dans tant d'autres, on ne comprend pas le droit coutumier et on l'ignore souvent totalement, même dans les cercles qui sont en

Bolamba, Móngo de la Momboyo⁴⁰⁸. Il s'est même adressé à Georges Housiaux, député socialiste, et donc, selon la mentalité de l'époque, fort éloigné de l'idéologie missionnaire, mais spécialiste du parti pour les affaires coloniales. Ajoutons-y ses relations soutenues, épistolaires et personnelles, avec quatre membres du Conseil colonial. Il cherche même à impliquer le roi dans l'affaire: «Mon idée était évidemment que je m'occupe personnellement de ces messieurs, tandis que vous vous adressez au ministre, avec, si faire se peut, une note pour sa Majesté», écrit-il à Sohier (VINCK 1997, p. 190). Quelques semaines après, il vérifie si Sohier a effectivement réussi à passer la lettre [de Sohier au ministre Buisseret] au roi: «J'espère que vous aurez de votre côté réussi à faire parvenir à sa Majesté copie de votre lettre» (VINCK 1997, p. 192).

Le mécontentement dans les communautés rurales était grand, et on n'hésitait pas à le dire et écrire ouvertement à l'apogée du pouvoir colonial, comme le montre l'enquête de Boelaert de 1954 «L'Etat nous ravit la forêt et nous opprime par la violence» (Réponses 715 et 739, 2). Boelaert avait intitulé la présentation de son enquête: «Pourquoi les indigènes sont-ils mécontents?» (BOELAERT 1955d) et ce mécontentement, lié au problème des terres, fait exclamer Elenga, secrétaire d'Hulstaert, dans *Lokole Lokiso* en 1956: «Que tous les civilisés [évolués] soient prudents. On signale l'arrivée d'un léopard»⁴⁰⁹. Deux ans plus tard le poète Bokungu appelle à l'insurrection: «Que le sang coule dans la rue»⁴¹⁰. La sève révolutionnaire et insurrectionnelle était bien présente en milieu rural. C'est d'ailleurs aussi la conclusion de Stengers après son analyse de la politique agricole caractérisée par le travail forcé, cultures éducatives et obligatoires et le paysannat indigène, souvent destructeur des traditions foncières: «Et soudain, (...) avec une fougue plus grande encore que dans les villes, (...) ce fut (...) le radicalisme rural qui domina les derniers mois du régime belge au Congo» (STENGERS 2005, pp. 228 et 277-278).

contact direct avec les indigènes ou qui, par leur fonction, devraient connaître ces affaires (...) L'enquêteur ne savait certainement rien de toute l'organisation indigène en ce domaine». ArAeq.B. 53, f. 27, p. 10; Mf. CH 97. Traduit du néerlandais: «*Zaak, waar evenals op zoveel andere punten, men het inlands recht niet begrijpt en zelfs volslagen onwetend erover blijft, zelfs in kringen die rechtstreeks met de inlanders in contact komen of die door hun ambt die zaken zouden moeten kennen.. (...) De onderzoeker wist zeker niets af van de hele organisatie van de inlanders op dat gebied*». Brausch a quitté Coquilhatville pour Bruxelles pour être attaché au Cabinet de Buisseret, Ministère des Colonies, en juillet 1954.

⁴⁰⁸ Antoine-Roger Bolamba est né à Boma en 1913 de parents móngo. Il se profilait toujours comme tel. Rédacteur en chef de *La Voix du Congolais* du début (1945) à la fin (1959). Il fut membre du cabinet de Buisseret (septembre 1956 à octobre 1957), membre du gouvernement de Lumumba et d'Adoula. Décédé en 2002.

⁴⁰⁹ Mponde (sobriquet d'Augustin Elenega, dans *Lokole Lokiso* du 1^{er} septembre 1956, n° 17: 3: en lómóngo original: *Bambotsi bauma bene o folele. Bakosangele nkoi w'osanga bolanja*.

⁴¹⁰ P. Bokungu dans *Lokole Lokiso*, 15 juin 1959, n° 12: 4, verset 47: «*Kela balongo bamange l'ololo*».

COUTUME ET MODERNITE

Le droit coutumier en général était l'expression la plus claire des structures et des grands principes sur lesquelles la société indigène était basée. Loin d'être immuable et figé, le droit coutumier môngo était flexible, négociable et toujours en évolution. Il était aussi le baromètre de l'état d'intégration des nouvelles valeurs et usages introduits par la colonisation (RUBBENS 1982). Boelaert et principalement Hulstaert en avaient décrit les contours dans un grand nombre de publications sur base d'enquêtes minutieuses sur le terrain (BOELAERT 1947, HULSTAERT 1947, MUNE 1959) et d'analyses linguistiques pointilleuses. Au problème de l'inadaptation des droits fonciers traditionnels à la nouvelle situation économique et sociale, fréquemment évoquée dans les discussions, Boelaert répond dans l'épilogue de son plaidoyer à l'Académie Coloniale, le 21 février 1955, soulignant l'attitude accommodante des Môngo [-Nkundo]:

Pourtant ce Nkundó est aussi accommodant. Il ne veut pas brusquer le réel (...) Tout son système foncier évolue naturellement vers un système de propriété de plus en plus individuelle. Mais il voudrait que l'Administration, au lieu de le mécontenter et de le frustrer trop souvent par des interventions inacceptables pour lui, prenne plus conscience de la situation foncière réelle, la reconnaisse et agisse en conséquence (BOELAERT 1955a, p. 168).

En opposition à cette représentation nuancée et approfondie se trouve souvent celle de l'administration coloniale, prétendant que la tenure foncière était collectiviste et que le chef d'une communauté indigène (chefferie, village) était celui qu'elle-même y avait installé. On prêtait à ce fonctionnaire une autorité politique et foncière, et l'on s'imaginait respecter ainsi le droit coutumier. C'est un exemple précis de l'*Invention of Africa*, l'édification d'une société basée sur des fictions ou des pratiques opportunistes. Cette approche influencera la législation et la pratique judiciaire coloniale et postcoloniale en la matière⁴¹¹.

L'administration et ses disciples congolais, comme Bomboko, insistaient sur la nécessaire modernisation du pays et les sacrifices inévitables que celle-ci demanderait. Hulstaert et même Boelaert n'étaient pas sourds ni aveugles pour cet argument, mais ils voyaient en même temps que le sacrifice était toujours du côté des Congolais, et les avantages principaux du côté des Blancs et du grand capital, et que cette modernisation était basée sur des injustices fondamentales, interprétation que ni l'administration et ses émules congolais, ni les représentants du capital et des grandes entreprises semblent avoir aperçu. Boelaert encore plus qu'Hulstaert était écœuré par cette injustice inhérente aux méthodes de la colonisation et par les souffrances qui en découlaient pour le peuple. Les Congolais l'avaient bien observé: «Il a publié le livre *L'Etat Indépendant et les terres indigènes*, et un autre encore: *Nos forêts*. Cette affaire lui a attiré l'inimitié de l'Etat et des compagnies», écrivait Louis Bamala dans son *In memoriam* lors du décès

⁴¹¹ Voir à ce propos l'analyse et les prolongements postcoloniaux dans l'article de Pottier 2005.

de Boelaert⁴¹². Mais, bien que moins accommodant que son confrère Hulstaert, Boelaert, guidé par un certain sens de réalisme ou par sa propension au pacifisme intégral⁴¹³, admettait la nécessité d'une évolution paisible de la Colonie. Ceci explique les contradictions apparentes qui figurent dans certains des textes de Boelaert et d'Hulstaert, attaquant à la fois les méthodes et quelquefois les fondements de la colonisation, mais acceptant en même temps une colonisation «dans l'honneur». Leur approche humaniste rejoint les analyses plutôt stratégiques ultérieures du *Land Tenure Center* (Madison, Wisconsin, USA), comme le résume PLATTEAU (1996): «Les recherches récentes du Land Tenure Center suggèrent, face à l'insécurité foncière, d'explorer, d'une part, les solutions communautaires et, d'autre part, la prise en compte par l'Etat de l'évolution endogène des systèmes fonciers et des procédures informelles locales, plutôt que de systématiquement généraliser la propriété privée».

LA MAUVAISE VOLONTE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE

«La mauvaise volonté de l'administration coloniale» est un leitmotiv dans les considérations d'Hulstaert sur la colonisation en général et la gestion des droits fonciers des indigènes en particulier. Il en a fait maintes fois la démonstration. Des voix les plus autorisées rejoignent la sienne. Comme celle d'Antoine Rubbens, membre du conseil du gouvernement général à Léopoldville, qui écrivait dans une lettre du 25 août 1949 au ministre des Colonies, en réaction à l'Ordonnance 42/243 du 5 août 1949 du gouverneur général, donnant la préséance aux fonctionnaires de l'administration sur le procureur, dans le contrôle des enquêtes de vacance des terres:

Tous les magistrats du Congo pourront vous attester qu'ils ont plusieurs fois, au cours de leur carrière, été amenés, à constater soit, que les enquêtes n'avaient pas été menées avec la sincérité désirable, soit plus fréquemment, que des réponses

⁴¹² Louis Bamala (note biographique voir: Vinck, H., 1966, Louis Bamala, Bio-bibliographie, <http://www.aequatoria.be>), ancien élève de l'Ecole normale primaire de Bamanya (promotion 1931), à l'époque directeur du musée national, succursale de Coquilhatville; texte complet dans la feuille paroissiale de la cathédrale: «*Buku ileki nda nakota wate nda bempanyi befe. Wa joso nda nsosola mpifo ya bekili la ngonda. Akemyaki mpifo ya bamong'ese ko akakelaki nda befenda bya Leta la Kompagny. La ntsin'eka ojaki buku L'Etat Indépendant et les terres indigènes, ko ibubuku imo: Ngonda Ekiso. Joi linko jobelaki ilanga ya bendele bya Leta. Joi j'afe wate Nsong'a Lianja...*». Traduction: «Les livres les plus importants sont ces deux-ci: Le premier a trait à l'autorité sur les terres et les forêts. Il a souligné l'autorité des chefs de famille et il l'a défendue contre l'Etat et les compagnies. Pour cela il a publié le livre *L'Etat Indépendant et les terres indigènes*, et un autre encore: *Nos forêts*. Cette affaire lui a attiré l'inimitié de l'état et des compagnies». *Cathédrale*, Coquilhatville, n° 69, du 4 au 9 septembre 1966. ArAeq., Périodiques locaux; Mf. P. 160.

⁴¹³ Boelaert avait été objecteur de conscience pendant les années trente. Lire à ce propos Vinck, H., 2001, La guerre de 1940-45 vécue à Coquilhatville, *Annales Aequatoria* 22: 21-101, principalement les pages 55-60.

avaient été données par les chefs indigènes sous l'effet d'une crainte révérencielle, soit encore, que par l'écoulement d'un certain laps de temps entre l'enquête faite par l'administrateur territorial et l'interpellation faite par le substitut, les indigènes avaient eu le temps de soupeser l'importance des cessions qu'ils faisaient et qu'environnés de leurs conseils et chefs, s'étaient ravisés⁴¹⁴.

Antoine Sohier se joint souvent à lui, et particulièrement en 1955, dans un article du *Courrier d'Afrique* où il écrit: «Beaucoup de difficultés ne viennent-elles pas déjà du refus persistant des fonctionnaires de se soumettre à la loi, refus, comme dans bien d'autres matières, implicite mais presque général»⁴¹⁵. Le 17 décembre de la même année, Sohier écrit à Hulstaert: «L'Administration suit son chemin en se moquant des critiques. Ni le ministre et son cabinet, ni le gouverneur général, ni la majorité des services de Bruxelles n'y peuvent rien. Quelques-uns poursuivent leur chemin et mettent devant le fait accompli. Ils méprisent le droit autant que l'intérêt des populations» (VINCK 1997, pp. 176-177).

Il appert de ce qui précède que pour l'administration, l'évolution économique de la Colonie en fonction de l'industrie et du capital belge, avait la préséance sur les droits fondamentaux des indigènes. Fin 1956, devant Nendaka, l'un des premiers membres autochtones de la Commission permanente pour la protection des indigènes, Hulstaert est des plus explicite quand il constate que:

J'ai longuement étudié ce droit et ce cas particulier et il est hors de doute que les plaintes de Wijima et de sa famille sont fondées. Seulement le Parquet cherche tous les moyens pour débouter les indigènes dans ces questions de terre. Cela est même publiquement affirmé par des magistrats; ils veulent maintenir pour les Blancs les terres indigènes. La lutte sera dure, nous le sentons ici aussi, où mon confrère et moi essayons de convaincre les juristes et les hommes influents⁴¹⁶.

Au commissaire de district, Victor Brebant, Hulstaert avait lancé cet avertissement, en décembre 1956: «Car si à l'intérieur la mentalité de l'Administration ne change pas ou limite ces changements à quelques réunions et discours, verres de bière et photographies pour l'étranger ou l'ONU, nous perdons le Congo. Il est à mon avis moins cinq. Il faut restaurer la justice»⁴¹⁷.

En mai 1957, dans son *Mémoire sur une enquête de vacance Mbandaka – Inkole 24 ha*, à la défense de la cause de Wijima, destiné en premier lieu au procureur du roi à Coquilhatville et au procureur général à Léopoldville, mais

⁴¹⁴ Papiers Van Wing, ArS.J. Heverlee, Boîte 20, Copie de la lettre d'A. Rubbens, p. 1. Rubbens avait déjà exprimé son inquiétude dans deux articles dans *L'Essor du Congo*, «La grande pitié du paysan indigène», 23 septembre 1944 (aussi dans Rubbens, A., *Dettes de Guerre*, 1945, *Essor du Congo*, Elisabethville, pp. 45-50), et «La tenure agricole indigène», 14 février 1945.

⁴¹⁵ *Le Courrier d'Afrique* du 22 septembre 55, p. 14. Voir aussi Sohier 1958 et sa correspondance avec Hulstaert.

⁴¹⁶ Lettre d'Hulstaert à Nendaka du 20 novembre 1956, ArAeq., B. 97, f. 16. Mf. 3/41. Victor Nendaka (1923-2002) participait à la table ronde. Il était, pendant de nombreuses années, sous les gouvernements Lumumba et Mobutu, chef de la surêté de l'Etat.

⁴¹⁷ Lettre d'Hulstaert à Brebant, 6 décembre 1956. ArAeq., B. 97, f. 16, p. 791; Mf. 3/41.

distribué aussi à Sohier et en version abrégée à Housiaux, à Van Wing et à Brausch, il se faisait prophète en concluant :

La répercussion de cette affaire dans les milieux indigènes peut être très fâcheuse. La sentence du Parquet a été expliquée au secteur de l'Equateur comme définitive. Les autochtones ne manqueront pas d'en tirer la conclusion que leurs droits fonciers ne sont pas protégés (suffisamment) par le Parquet. (...) Le public indigène ne manquera pas d'avoir l'impression que le Parquet a absolument voulu éviter de donner gain de cause à la famille de Wijima et tort à une instance gouvernementale. Or cela me paraît souverainement regrettable. Je ne suis pas seul à estimer qu'au stade actuel de l'évolution du Congo, nous ne pouvons plus nous permettre pareille attitude (...) ni ce genre d'erreur dont on dit qu'elles sont pires qu'un crime (VINCK 1997, p. 218).

C'était aussi l'opinion de Sohier dans sa lettre du 24 janvier 1955 au ministre des Colonies, à l'occasion du cas Lokondo : « On ne peut [assez] insister sur l'importance de la question des terres. Les erreurs commises ont été nombreuses. Les mois de prison et les relégations ne suffisent pas comme solution » (VINCK 1997, p. 207).

Le procureur général Dumont, de son côté, jugeait la question bien futile quand Buisseret prenait son conseil avant de réagir dans les cas de Wijima et de Lokondo. « Concernant l'affaire de terres pour laquelle vous avez écrit au ministre, écrit Hulstaert à Sohier, j'ai eu des échos récemment lors de notre dernière session de la Commission permanente pour la protection des indigènes. M. le procureur général Dumont m'a dit avoir reçu une lettre du ministre et avoir tranquilisé celui-ci que ce n'est pas un cas grave puisqu'il ne concerne qu'une quinzaine d'indigènes » (VINCK 1997, p. 193). Le procureur général est inconscient de la gravité de la situation et le ministre n'y peut rien.

Découragé, Antoine Sohier, entre-temps président de Chambre de la Cour de Cassation et bientôt premier président de la Cour, écrit dans le numéro du 15 juin 1958 de son *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer* ces lignes amères et accusatoires :

J'avais reçu, il y a déjà quelque temps, de mon estimé collègue du Conseil colonial, le professeur L. de Wilde, le tiré à part d'une étude⁴¹⁸ sur la mobilisation des capitaux fonciers autochtones au Congo belge. Je viens de la lire, et je remarquai d'abord la connaissance des problèmes fonciers indigènes, le sens social de l'auteur, le caractère pratique des réformes préconisées par lui. Mais en même temps, je fus frappé par l'aspect chimérique des assurances qu'il donnait de la réalisation prochaine de certaines réformes, de la confiance en l'intervention du gouvernement et de l'administration. Comment, me disais-je, ne pas apercevoir la réalité qu'aucun progrès n'est en vue, n'est désiré par les instances compétentes ? Puis, je relus la couverture de la brochure. Il s'agissait d'une communication faite par notre ami à un symposium d'économie rurale tropicale tenu à Paris en 1956. Tout s'éclairait. Oui, en 1956, après tant d'études, tant de discussions consacrées à la question, après tant d'interventions au Conseil colonial, après les travaux de sa commission, on pouvait

⁴¹⁸ Il s'agit de de Wilde 1956.

être optimiste. Il était presque impensable que le gouvernement ne ferait rien, que tant d'ardeur pour une cause d'importance vitale serait éteinte. Et cependant nous voilà en 1958, non pas au même point, mais en deçà. Ce qui paraissait proche en 1956 semble utopique deux ans plus tard. C'est que la grande force des bureaux, l'inertie, a joué. Cette force qui retarde indéfiniment même des projets dont l'administration s'est faite le protagoniste, en sorte que les réformes sont presque toujours accomplies trop tard, dans une atmosphère de mécontentement, sans les paliers que la sagesse aurait commandés. Que dire alors des réformes dont l'administration est adversaire? Il suffit qu'elle annonce la mise des questions à l'étude, la constitution d'une commission administrative... On ne peut qu'attendre. Le problème est englué, pour des années, jusqu'à que se produise un nouveau sursaut de l'opinion. Cependant la vie continue. L'évolution des noirs se poursuit, qui deviennent plus conscients de certains griefs. Les études de droit foncier indigène se multiplient, qui toutes arrivent aux mêmes résultats. Nous avons cru à l'existence de droits exclusifs appartenant à des groupes très étendus — peu importe comment on les appelle. Or, à chaque observation nouvelle les droits se révèlent de plus en plus exclusifs, et dans le chef de groupes familiaux de plus en plus restreints, voire d'individus. Lorsqu'on entre alors dans l'examen des cas concrets, on s'aperçoit que les fameuses enquêtes de vacance, même lorsqu'elles ont été faites sincèrement sans céder trop aux influences extérieures, ont été viciées parce qu'elles ont été entreprises sans s'adresser aux véritables intéressés. On a traité pour d'immenses territoires avec les hauts personnages, sans penser aux quelques hectares de l'humble chef de famille. (...) J'écris cet article, aux détours de ma pensée, dans cette revue où le problème des terres a été si souvent étudié, pour rappeler une fois de plus qu'il existe, et qu'il ne constitue pas seulement une question juridique, mais humaine, et un jour, si nous n'y prenons garde, politique. Voilà qui est fait (SOHIER 1958).

Les fonctionnaires de l'administration coloniale n'utilisaient pas seulement l'arme de la pesanteur, de la temporisation, de l'oubli, mais, quand tout cela n'avait pas fonctionné, ils ne craignaient nullement de sortir un arsenal de répression: tracasseries, amendes, prison et relégation.

Ces accusations formelles et généralisatrices contre les fonctionnaires de l'administration de la Colonie, sont-elles fortuites ou exagérées? Pour Hulstaert, cette attitude des fonctionnaires provenait en premier lieu de leur ignorance des coutumes (foncières). Ignorance qu'on aurait pu comprendre et excuser si elle n'avait été la cause de beaucoup de souffrances et d'injustices et si elle n'avait sorti des effets presque exclusivement à l'avantage des colonisateurs Blancs. En ce qui concerne la réaction de Sohier, il me semble qu'il visait plutôt une caractéristique de toute administration qui consiste à vouloir s'imposer et qui dans ce but ne craint pas les abus de pouvoir, abus d'autant plus graves qu'ils étaient commis envers des personnes fort vulnérables. Finalement les deux accusateurs de l'administration restent bouche bée devant ce qui semble une apparente volonté d'auto-destruction par les membres de ce corps, car tout cela se retournera contre le «développement harmonieux de la Colonie» et donc contre leurs propres intérêts.

Les faits rapportés ici et les témoignages de personnes crédibles, poussent à accepter la véracité de ces imputations, avec des nuances cependant, que finalement les accusateurs signalent eux-mêmes. Les expressions «fonctionnaire»

et «administration», souvent amalgamées dans les textes, semblent parfois couvrir tantôt toute la gamme des institutions de l'Etat, tantôt uniquement les fonctionnaires de l'un ou l'autre corps de l'Etat. Les plus visés sont les fonctionnaires de la Territoriale aux échelons les plus bas. Mais les hauts fonctionnaires n'échappent pas à la critique. Le procureur général à Léopoldville, Dumont, le plus haut magistrat de la Colonie, apparaît dans la représentation d'Hulstaert comme le symbole de l'incompétence en matières coutumières, ainsi que de l'attachement au système de domination, et Léon de Waersegger, à l'époque substitut du procureur général à Léopoldville, était un adversaire particulièrement coriace d'Hulstaert. Par contre, ce dernier signale aussi que certains représentants de l'administration territoriale, comme les commissaires de district Victor Brebant⁴¹⁹ et Georges Brausch, sont moins ignorants et plus sensibles et compréhensifs envers les indigènes. Antoine Sohier lui-même n'hésite pas à généraliser quand, en 1947, il répond aux plaintes d'Hulstaert concernant les abus que se permettait l'administration: «Hélas, tout ce que vous me dites me paraît exactement juste, et il y a longtemps que je pense que tout dans notre colonisation n'est que façade, et que nous aurons un jour des comptes terribles à rendre» (VINCK 1997, p. 92).

VIOLENCES, RESISTANCE ET SOUMISSION

«L'Etat se prétend propriétaire à cause de son caractère belliqueux [*jäle*]. Il nous domine grâce à sa flèche hautement cruelle [*jäle*]. Nous, les propriétaires, nous avons peur de revendiquer notre droit», nous dit Paul Lofeka (réponse à l'enquête n. 725). Est-ce que l'histoire du problème foncier prolonge l'histoire des violences de l'Etat Indépendant du Congo et de la colonisation belge (recrutements, travail forcé, cultures obligatoires, déplacements des villages)? Il y a des ressemblances et des dissemblances. Le mot «violence» *jäle*⁴²⁰ n'est pas exclusivement à comprendre dans le sens de cruauté physique, mais aussi dans ses effets psychologiques et moraux. Le mot revient régulièrement dans les réponses à l'enquête et l'expression «par la force» s'y rencontre très fréquemment pour décrire la manière pour l'Etat de s'appropriier les terres. Comme dans le régime léopoldien, les souffrances du peuple ne provenaient pas en premier lieu de quelques louches personnages, mais d'une situation inhérente au système. Le fait que les autochtones faisaient le lien avec la période léopoldienne a été évoqué par Hulstaert dans sa lettre à Sohier du 25 octobre 1955 (VINCK 1997, p. 73).

⁴¹⁹ Hulstaert écrit à A. Sohier dans sa lettre du 14 mai 1957: «Si c'est lui (M. Brebant, je crois que je vous en ai parlé) qui s'occupe entièrement de cette affaire, il la mènera à bonne fin et en parfaite justice.» (Vinck 1997, p. 192).

⁴²⁰ Dans D., p. 886, le mot *jäle* est traduit par: «sévérité, violence, férocité, sauvage, rudesse».

L'application de la législation foncière coloniale a marqué profondément l'âme et le corps du peuple. La spoliation des terres ancestrales a été durement ressentie, tant sous Léopold II que sous la colonisation belge. En témoignent les plaintes de ceux qui en ont été touché: la perte, sans recours réel possible, du patrimoine familial et, en conséquence, la crainte de trouver sa famille dépourvue et appauvrie pour les générations à venir. En combinaison avec d'autres lois et décrets, et avec l'attitude partisane de beaucoup de fonctionnaires, la situation tournait souvent au cauchemar par l'application des peines comme la relégation ou la prison, pour ceux qui osaient résister. «*Likulá líkáé jölékola jále*, ses flèches sont par trop cruelles» (BOELAERT 1955a, p. 168). Et on ne craignait pas la chicotte comme en témoigne Lokondo «L'administrateur du territoire, lequel m'infligea des coups de chicottes pour que je déguerpis de ce domaine en faveur de la Compagnie»⁴²¹.

Il y a encore un autre genre de violence à prendre en considération, et qui tourmentait Blancs et Noirs: celle de l'incroyable complexité de la procédure, régulièrement changeante; celle des interprétations divergentes de la législation; celle qui menait les responsables à camoufler les fautes de procédure volontaires ou involontaires commises parfois des années avant par leurs prédécesseurs⁴²². Hulstaert lui-même n'en sortait pas sans la consultation presque permanente de ses amis juristes et magistrats comme Philippe de Rode, Antoine Sohier et autres, et sans des longues et fastidieuses études.

René Philippe, lui-même juriste et territorial, reconnaît les erreurs dues à l'ignorance quand il écrit: «Il peut en effet arriver que l'agent de l'administration, chargé de faire une enquête de vacance de terre, ne réunisse pas les ayants droit réels. Pour le faire sans erreur possible, il faudrait d'ailleurs être ethnographe au moins amateur. Aussi avoir étudié non seulement les droits fonciers locaux et leur dévolution mais encore les généalogies des différents clans» (PHILIPPE 1959, p. 38).

Que dire alors des chances des Congolais pour défendre leurs droits? Faire appel à un avocat était pratiquement impossible pour un Congolais à cette époque car impayable, et quand Hulstaert demandait au procureur général un avocat *pro deo* pour Lokondo, il lui était refusé. D'ailleurs, selon de Rode, des deux avocats établis à Coquilhatville, aucun n'était versé en la matière⁴²³.

Il y a eu résistance et soumission. Des textes de l'enquête expriment souvent une colère mal contenue qui se tait ou se cache. Les Wijima, Lokondo, Bolefo, Weye, Djidei, Bonyoko se sont opposés ouvertement et dignement aux autorités coloniales (Bonyoko: «Je refuse de reconnaître toute convention qu'ils ont signée sous l'empire de la peur»)⁴²⁴. D'autres avaient l'air résignés mais ne

⁴²¹ Voir *Lokole Lokiso* du 15 janvier 1955, n° 2: 7.

⁴²² Voir Coppens 1947.

⁴²³ Lettre de de Rode à Hulstaert du 26 novembre 1956. ArAeq, B. 53, f. 61, p. 036; Mf. CH 69.

⁴²⁴ ArAeq., B. 97, f. 14, p. 646; Mf. 3/39.

cédaient pas sur le principe, comme Ilongoy: «J'ai bien compris vos conseils (...) Nous ne sommes pas supérieurs à l'Etat. Nous n'agissons que selon la volonté de l'Etat. Mais on ne peut empêcher quelqu'un de réclamer quoi que ce soit»⁴²⁵.

Quelques-uns donnent tort à la ténacité de certains, comme Eslas quand il écrit «Comment oses-tu dire que l'Etat ne se préoccupe pas de nos forêts»⁴²⁶? Eslas semble avoir parfaitement assimilé les conseils du préposé à l'information M. Delrue, véhiculés par Bomboko: «D'ailleurs, après les explications fournies par M. Delrue, Chef du Bureau au Service des A.I.M.O., tous ont dû reconnaître que l'indigène était suffisamment protégé et qu'il n'y avait aucune raison de craindre quoi que ce soit»⁴²⁷.

PEINE PERDUE?

Hulstaert, Boelaert, Malengreau, Biebuyck et tant d'autres encore, étaient-ils des utopistes ou des visionnaires, quand ils poursuivaient leur action contre des puissantes forces économiques et contre une administration rouillée et coupée de l'Afrique réelle? Ils étaient en bonne compagnie. Déjà en 1935, MALINOVSKY (1966, pp. 317-318) en avait souligné l'enjeu: «*Land tenure deserves some special attention because of its supreme importance in the practical applications of Anthropology. It would be not an exaggeration to say that mistakes in land policy have caused the greater part of colonial and imperial difficulties*». A voir ce qui s'est passé au Kenya déjà dans les années 1950, au Congo même sous Mobutu pendant les années 1970, au Zimbabwe à la fin du vingtième siècle, et ce qui se trame dans l'actuelle Afrique du Sud, les Malinovski, les Hulstaert et tant d'autres voix dans le désert colonial, ont eu une vue manifestement plus éclairée que les sommités politiques de l'époque et leur analyse a été malheureusement confirmée par des faits souvent sanglants.

Hulstaert et Boelaert se sont-ils une fois de plus enfermés dans leur «*Flemish parochialism*»⁴²⁸ et manquaient-ils de la largeur de vue des grands acteurs de

⁴²⁵ Texte original: Lokole 1^{er} juillet 1955: 6: «*Njoleni folefole mongo nda lilako likinyo. (...) Lol iso tofa nda joso ja Leta. Tokela o ng'olanga ende mongo Leta. Lol bonto ofosenge ouwola joi*».

⁴²⁶ Lokole Lokiso 15 juin 1955, n° 12: 6.

⁴²⁷ Bomboko dans Mbandaka n° 47 du 20 novembre 1954: 3. Voir Annexe III.

⁴²⁸ L'expression est utilisée en ce sens dans Markowitz, M. D., 1970, p. 245. «*In this sense Flemish parochial nationalism was often projected by Catholic missionaries (for example, in the case of ABAKO) on to the African setting*» et suggérée par Ceuppens, B., 2003, *Congo Made in Flanders? Koloniale Vlaamse visies op «blank» en «zwart» in Belgisch Congo*, Gent, Academia Press. Les reproches visaient principalement leur politique linguistique et leur nationalisme ethnique, ou selon l'expression d'Isidore Ndaywel: «Le nationalisme flamand tropicalisé dans l'historiographie de Bamanya». Ndaywel, I., 1998, Notes marginales à la recension de son livre (...), *Annales Équatoria* 19: 434-439. Citation à la page 435.

l'histoire coloniale belge (le roi, le ministre, le gouverneur, le procureur général) ou de certains analystes du fait colonial aux 20-21^e siècles? Peut-être manquaient-ils de largeur, mais leurs analyses ne manquaient certes pas de profondeur.

Moins d'un an après les derniers soubresauts de l'affaire Wijima, Lumumba jetait à la face de tous ces hauts personnages, le roi en tête: «Nous avons connu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort» (GÉRARD-LIBOIS & VERHAEGEN 1961, I, p. 323). Et tous les bien-pensants de la Colonie et de la Belgique de s'étonner devant l'insolence de ces propos.

Hulstaert et Boelaert sont cités par la Commission pour l'étude du problème foncier, parmi les auteurs qui ont le plus apporté à l'éclaircissement conceptuel de la question des terres au Congo (Rapport vol. 3, p. 11). Ils ont obstinément avancé l'élément essentiel de la solution, notamment le renversement de la présomption de vacance et la supposition de l'occupation par les indigènes de toutes les terres, comme le prônait déjà E. VANDERVELDE en 1910 (p. 424). Le renoncement à la domanialité des «terres vacantes» et le relèvement par les groupements mêmes des limites de leurs domaines en seraient les conséquences logiques (VANDERVELDE 1911, pp. 12-13). Ils n'ont pas atteint leur but. D'autre part, on peut leur attribuer un prix de consolation: par leurs recherches fondamentales sur la structure de la société autochtone et sur l'essence et les caractéristiques du droit coutumier en général, et sur le droit foncier en particulier, ils ont contribué de manière non négligeable au progrès de l'ethnologie et à la compréhension du lien entre les méthodes de colonisation et leurs effets.

LE PAYS INACHEVÉ

La conclusion la plus évidente de tout ce qui précède est que le problème foncier était insoluble dans un contexte colonial. Curieusement, dans toutes les discussions, propositions et études, une prémisse jamais mise en cause par les personnes activement engagées dans la recherche d'une réforme, était la perspective d'une colonisation à longue durée. Tous, les rénovateurs et les conservateurs, Noirs et Blancs, y sont restés enfermés. Les plus engagés dans la réforme avaient prédit des troubles dus à un manque de solution rapide et équitable: Boelaert redoutait un scénario à la Mau-Mau; Sohier, avec tout son respect pour les droits fonciers coutumiers, ne pouvait s'imaginer une indépendance et l'abhorrait à son arrivée; Malengreau ne l'a pas eu en vue et Biebuyck n'a jamais tiré cette ultime conclusion de ses fines analyses. Hulstaert craignait qu'on fût en train de perdre la colonie, mais il n'exprimait pas ses propositions de réforme en référence à une décolonisation totale. Bien que la discussion fût déjà entamée par un Van Bilsen en 1954, et surtout à partir de 1956, et malgré les manifestes de *Conscience Africaine* et de l'ABAKO, aucun des experts engagés n'a utilisé le mot «indépendance». On s'étonne alors de le découvrir sous la plume d'Herman

Buelens⁴²⁹, l'expert du *Boerenbond*, qui ne s'était pas encore mêlé aux discussions jusqu'en 1958, quand, après deux voyages d'étude au Congo, il écrit ingénument dans *Zaire*:

La question des terres domaniales est avant tout une question de droit public. Les difficultés d'ordre public et politique qui s'élèvent à leur sujet ne pourront recevoir de solution saine et durable que si l'on admet, en principe tout au moins, comme base de la structure politique future, un Etat congolais indépendant. En effet, vu dans cette perspective, le problème change en somme de nature: les terres domaniales reviendront ainsi en principe à un Etat congolais, qui prendra la place de l'Administration européenne actuelle et succédera finalement aux anciennes communautés indigènes (BUELENS 1958, p. 247).

Personne d'autre ne semble avoir aperçu le lien entre ces deux termes jusqu'au moment où les mots «indépendance» et «droits fonciers» apparurent en même temps dans les prolongements du message royal du 9 et de la déclaration gouvernementale du 16 janvier 1959, non pas pour proposer une solution dans la perspective nouvelle, mais pour le transférer aux nouveaux responsables. Mais la clairvoyance de Buelens pourtant ne s'étendait pas assez loin et la solution et la pacification n'étaient pas complètes avec l'avènement de l'indépendance politique. Si on avait réussi à convertir en loi, la proposition avancée à plusieurs reprises, comme l'avait fait d'ailleurs la France dans ses colonies africaines en 1955, et à inverser la domanialité des terres déclarées vacantes en la transférant de l'Etat aux entités coutumières, l'Etat postcolonial aurait pu partir d'une base beaucoup plus saine.

En parallèle à la désintégration des fondements des structures de la société traditionnelle, substitués par l'autorité et le pouvoir de l'Etat moderne postcolonial et des forces néocoloniales, s'effritait aussi l'impact du droit foncier coutumier. Cependant il est clair que les structures familiales et claniques ne se sont pour autant pas éteintes mais se sont transformées et adaptées, tout en restant parfois très vigoureuses. Cette situation conduira de nouveau à des conflits semblables à ceux de la période coloniale et à l'exhumation d'anciennes récriminations, comme nous l'avons signalé pour la ville de Mbandaka et comme le démontrent les recherches récentes dans la région de Basankusu (BOURGEOIS 2009).

Les changements fréquents de la législation foncière qui se sont succédé depuis l'indépendance, brouillés souvent par des considérations idéologiques divergentes ou des intérêts privés des autorités, et par des périodes de guerre, n'ont pas pu apporter une solution satisfaisante. Ainsi persistent les conflits entre droits coutumiers fonciers, la législation de l'état postcolonial et les prétentions des migrations transfrontalières (VERDIER 1971).

⁴²⁹ Il y a une erreur manifeste dans l'attribution du prénom de l'auteur de l'article. Il ne s'agit pas de Karel, mais de Herman Buelens, membre de l'ONG «*Ieder voor allen*» du *Belgische Boerenbond*, et dont le rapport inédit de son voyage au Congo se trouve e.a. dans la bibliothèque du KADOC, Leuven: Buelens, H. et Van Heghe, A., *Problemen van het ruraal milieu in Belgisch Kongo en Ruanda-Urundi: verslag van een studiereis, december 1956-maart 1957*.

SOURCES

Sources inédites et imprimées rares

La documentation de base provient principalement de deux sources archivistiques — les Archives *Æquatoria* à Bamanya-Mbandaka (RDC) et les Archives des Missionnaires du Sacré-Cœur à Borgerhout (B) — et secondairement de plusieurs autres dépôts d'Archives officielles ou privées.

Le dossier principal constitué par les originaux des réponses à l'enquête de 1954 sur les droits fonciers se trouve dans les Archives de la maison provinciale des Missionnaires du Sacré-Cœur (ArMSC) parmi les Papiers Boelaert. Référence: ArMSC, Papiers Boelaert, boîte «Ethnologie».

Les Archives du Centre *Æquatoria* (VINCK 1999) au Congo (ArAeq.) conservent les dossiers sur les problèmes fonciers composés par Boelaert et Hulstaert. L'essentiel de ces archives a été microfilmé (VINCK 1993) et est disponible en Europe et aux États-Unis. Un catalogue détaillé de ces fonds est publié sur le site du Centre *Æquatoria* (www.aequatoria.be).

Hulstaert et Boelaert avaient enquêté intensément dans les environs de Mbandaka pour documenter leurs interventions dans les procès de Wijima. Cette documentation, ainsi que celle liée aux autres litiges fonciers dans les environs d'Ingende, Boteka et Bongonde-Ilanga, auxquels Hulstaert fut mêlé, provient presque exclusivement des Archives *Æquatoria*. Parmi les Papiers Hulstaert (Fonds *Æquatoria* dans ArAeq.) mentionnons la documentation en relation avec la Commission pour la protection des indigènes. La correspondance d'Hulstaert est partiellement conservée aux ArAeq., à Bamanya, et partiellement aux ArMSC, à Borgerhout. Pour notre propos sont particulièrement importantes les correspondances Hulstaert-Sohier et Hulstaert-de Rode. La première a été publiée dans les *Annales Æquatoria* (VINCK 1997) et sur le site internet du Centre *Æquatoria*. Hulstaert avait l'habitude de faire des copies carbonées de toute lettre non familiale. Ainsi nous avons dans le même dossier, la lettre envoyée en copie et la réponse en original. Nous avons traité ces copies carbonées comme des originaux, quand les véritables originaux n'ont pas été retrouvés. Sauf preuve du contraire, nous les avons considérées comme étant envoyées et arrivées chez les destinataires. Parmi les Papiers Boelaert aux Archives *Æquatoria*, on peut mentionner aussi un certain nombre de lettres échangées avec les spécialistes de la question foncière.

D'importance non négligeable sont les journaux et autres périodiques en langues africaines ou occidentales de l'époque. Pour les publications locales éditées à Coquilhatville, il est rare de trouver des collections complètes. Nous avons eu accès direct ou par microfilm (ArAeq.) à la série complète des titres *Pax* (ArAeq., Périodiques locaux; Mf., P 13-40), *Le Coq Chante* (ArAeq., Périodiques locaux; Mf., P 41-77), *Etsiko* (ArAeq., Périodiques locaux; Mf., P. 79-89) et *Lokole Lokiso* (ArAeq., Périodiques locaux; Mf., P. 89-117); et partiellement à *Mbandaka* (ArAeq., Périodiques locaux; Mf., P 152-160), *Ekim'ea Nsango* (ArAeq., Périodiques locaux; Mf., P 121-128) et *La Gazette de l'Equateur* (ArAeq., Périodiques locaux; Mf., P 160-167).

Les Archives du KADOC, à la *Katholieke Universiteit Leuven*, ont été importantes notamment pour les Papiers De Schrijver (11.3.3.2) relatifs à la dernière année de la *Commission pour l'étude du problème foncier* des années 1956-1959 (voir KWANTEN *et al.*, s.d.).

La bibliothèque du Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles conserve une copie photocopiée en trois volumes des rapports, conclusions et documents de synthèse de la *Commission pour l'étude du problème foncier* (BiblAfric. 30036D, Vol. I, II ou III et un volume bibliographique sous la cote 30479/C). Voir les détails dans la section Bibliographie sous: *Rapport*⁴³⁰. La bibliothèque a une collection quasi complète de *Mbandaka*, et partielle de *La Gazette de l'Equateur*.

Aux Archives africaines du Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles (ArAfr.) sont conservés les documents se référant (1) aux sessions de la Commission spéciale des terres du Conseil colonial, contenant les rapports des six séances, (2) au Conseil de gouvernement, et (3) au «Groupe de travail» et plusieurs autres documents qui ont menés au «Texte de la solution proposée par la commission».

Les rapports des conseils de province de la province de l'Equateur ont été dépouillés (en microfilm) dans les Archives de la Bibliothèque - Histoire du temps présent au Musée Royal d'Afrique Centrale à Tervuren, Belgique.

Les Papiers Van Wing, conservés dans les Archives des Jésuites à Heverlee/Leuven (ArSJ), dossier 20, transférées au KADOC, ont été utiles pour préciser l'apport de J. Van Wing aux activités de la Commission des terres du Conseil colonial.

Une documentation de première main se trouve parmi les Papiers Housiaux, membre du «Groupe de travail», conservés dans les Archives de l'Université Libre de Bruxelles (Campus Solbosch), non encore classés. Mes citations proviennent des documents de la boîte «127 PP P. Housiaux Congo 1958. Groupe de travail».

Quelques dépôts d'archives ou certaines archives familiales qui très probablement contiennent des documents intéressants pour notre sujet, comme les Papiers Antoine Sohier, Philippe de Rode et Lode De Wilde, n'ont pas pu être localisés ou dépouillés.

Sources publiées

Un certain nombre de publications des protagonistes se rapportant directement à notre sujet, peuvent être considérées comme sources, principalement celles de Boelaert, Hulstaert et Sohier. Voir «Références» ou notes infrapaginales.

⁴³⁰ Ces documents ont été utilisés dans les publications suivantes: Biebuyck 1958, 1959-1960; Biebuyck & Dufour 1958.

LANGUES ET TRADUCTIONS

Les textes en lomóngo (réponses à l'enquête et lettres des lecteurs dans *Lokole Lokiso*) ont été traduits par MM. Charles Lonkama Bandengo, Baudouin Bofeko Etaka et Guillaume Essalo, trois «locuteurs natifs» qui, en outre, ont fait usage des «Dictionnaires *Lomóngo-Français* et *Français-Lomóngo*» d'Hulstaert et de divers autres documents disponibles à la Bibliothèque Æquatoria à Bamanya. Sans exception, les textes écrits en lomóngo et publiés ici (Guthrie C61) sont influencés par l'*Etsifyelaka*, la grammaire scolaire d'Hulstaert (1937). L'influence dialectale y est minime. En règle générale, les auteurs utilisent les sept voyelles d'usage en lomóngo. Ils les écrivent selon la convention de l'*International African Institute* de Londres⁴³¹ (e et o ouverts pour e et o) ou parfois en les soulignant d'un trait (e et o) ou superposant un tréma (ë et ö). Les indications tonales n'étant pas utilisées dans les textes originaux, je ne les ai introduites que pour les mots en lomóngo cités dans le texte courant ou pour les proverbes repris des «Proverbes Mongo» (HULSTAERT 1958b) et reproduits en note infrapaginale. Ni le sujet ni le genre des textes présentés (réponses aux enquêtes et lettres dans *Lokole Lokiso*) ne se prêtaient à des expressions d'une haute qualité littéraire. Quelques-uns pourtant, comme ceux de Paul Ngai et de Pierre Mune, sont écrits en un lomóngo représentatif, avec un riche vocabulaire et une structure syntaxique maîtrisée et proche des modèles de la meilleure littérature orale.

Un grand nombre de répondants à l'enquête font usage de proverbes. Certains ont une origine typiquement judiciaire, d'autres sont d'usage courant. Je les ai identifiés autant que possible, avec renvoi, pour la traduction et l'application, aux «Proverbes Mongo» ou à d'autres sources publiées.

La terminologie môngo du droit coutumier n'étant pas codifiée, il en résulte une certaine ambiguïté qui se reflète dans la traduction. Les traducteurs n'ont pas toujours pu résoudre les problèmes qui en découlaient. A plusieurs endroits, j'ai dû revoir quelque peu leur travail et trouver une solution. Quelquefois, j'ai dû choisir la traduction la plus plausible dans le contexte. De cette ambiguïté provient çà et là une réelle ou apparente contradiction entre différentes réponses ou parfois dans un même texte. Boelaert avait déjà placé çà et là un point d'interrogation dans la marge. On rencontre plusieurs néologismes dans les textes en lomóngo, principalement introduits par la littérature scolaire. Le traducteur principal (Lonkama) les a retraduits, parfois de manière originale, ce qui les replace dans le contexte général des publications éducatives. Ainsi le concept de «civilisation», «civilisé» a été rendu en lomóngo par *limbotsi* et *bombotsi*, tandis que le terme courant, mais de signification plus étroite, était celui d'«évolué»⁴³². J'ai conservé ces traductions spécifiques.

Majuscules-minuscules, alphabet africain

L'usage conséquent des majuscules n'est possible dans la pratique que si l'on adopte une même règle, tant pour le texte courant que pour les citations. Celles-ci sont d'origine

⁴³¹ Adaptées au lomóngo par Hulstaert, G., 1937-38, Considérations sur l'orthographe du lonkundo-lomongo, *Æquatoria*, 1 (1): 1-12.

⁴³² Déjà dans *Le Coq Chante*, Boelaert et Hulstaert discutent dans plusieurs articles à partir des années trente sur la signification du mot «civilisation» et le traduisent par les termes mentionnés.

si diverse et suivent des règles différentes selon l'époque, le genre du document et l'érudition de l'auteur, qu'il serait extrêmement fastidieux d'en suivre la graphie quant à l'usage des majuscules. En outre, en copiant le texte, cette précision orthographique a été parfois perdue de vue. Pour cette raison j'ai opté pour la solution suivante: je suis les mêmes règles, minimalistes, pour la capitalisation, dans tous les textes en français, à l'exception des citations d'un texte publié. Pour les textes en *lomongo* nous suivons l'orthographe de l'original dans le cas d'une citation, autrement nous utilisons l'alphabet 'Africa' selon les règles établies par G. Hulstaert (1937).

Noms propres dans les documents du corpus

Les noms des plantes et des animaux sans traduction connue en français sont reproduits selon l'original — avec, entre crochets, le mot en graphie standardisée, si différence il y a — et suivis du nom scientifique pour autant qu'il soit connu et mentionné par le «Dictionnaire *Lomongo-Français*» de G. HULSTAERT (1957c).

Les noms des localités et des cours d'eau sont reproduits dans la traduction dans la graphie de l'original avec, si différence il y a, entre crochets, la graphie selon les règles de l'orthographe *lomongo* ou selon le fichier des noms des localités d'Hulstaert⁴³³. Dans le texte courant, la graphie standardisée des mots cités en *lomongo* est toujours appliquée pour autant que connue. Quant aux dénominations des localités ayant changé à différentes époques, nous conservons celles qui sont citées dans le document ou qui se rapportent à la période traitée dans la phrase ou le paragraphe en question. Ainsi Coquilhatville = Mbandaka; Léopoldville = Kinshasa; Flandria = Boteka = Boteke.

Les noms des personnes suivent les mêmes règles que les noms des localités, avec cette spécificité que les prénoms chrétiens sont soumis à des variantes multiples proches de l'original français, parfois inspirées de la résonance latine et souvent fort déformées par la prononciation locale. La graphie suit parfois les règles de l'orthographe de la «Grammaire du *lomongo*» (HULSTAERT 1961-1966), parfois d'une graphie anciennement standardisée. Des variantes significatives seront indiquées à l'endroit de leur mention principale. Les personnes signant par des surnoms et sobriquets ont été identifiées pour autant que possible à l'endroit de la première mention.

⁴³³ Ce fichier se trouve dans les Archives *Æquatoria* à Bamanya, et est repris partiellement dans Hulstaert 1992c. Pour les noms des personnes, voir Hulstaert, G., 1956, Noms de personnes chez les Nkundo, *Æquatoria*, 19 (3): 91-102; (4): 135-136.

FIGURES

Note à propos des échelles des cartes et croquis.

L'échelle des extraits des cartes éditées n'a pu être respectée à cause de la nécessité de leur adaptation à la mise en page de la publication actuelle. Les croquis n'avaient aucune indication d'échelle. Pour cette raison l'éditeur a introduit partout les coordonnées les plus précises possibles. Les croquis des figures 3, 4 et 6 ont été épurés des impuretés du cliché original pour améliorer la lisibilité des données.

- Fig. 1. — Carte ethnique du Congo belge, p. 15.
- Fig. 2. — Carte des localités principales de la région et des villages des répondants à l'enquête, p. 43.
- Fig. 3. — Croquis de Mbandaka-Inkole, p. 61.
- Fig. 4. — Croquis détaillé d'Inkole-Jomoto par E. Boelaert avec de multiples remarques relatives aux disputes en cours. Coordonnées ajoutées par l'éditeur, p. 63.
- Fig. 5. — Carte de la situation de Bofalamboka par rapport à Flandria en 1953, p. 70.
- Fig. 6. — Croquis détaillé par E. Boelaert du Block H.C.B. à Bofalamboka (s.d.), p. 70.
- Fig. 7. — Détail de la carte des plantations Lever à Flandria-Boteka, section Bofalamboka, 1977, p. 70.
- Fig. 8. — Carte de la disposition des villages Ilanga, Buya, Bongonde le long de la route Coquilhatville-Bikoro, p. 77.
- Fig. 9. — Carte de Besau et environs avec indication de la plantation Nogueira, p. 84.
- Fig. 10. — Carte du lac Mbanga par rapport à Ingende et le tracé de la digue, p. 90.
- Fig. 11. — Première page du dépliant invitant à participer à l'enquête, p. 185.
- Fig. 12. — Deuxième page du dépliant avec les questions de l'enquête, p. 185.
- Fig. 13. — Entête du mensuel *Pax*, p. 407.
- Fig. 14. — Entête du bi-mensuel *Mbandaka*, p. 419.
- Fig. 15. — Entête du bi-mensuel *Lokole Lokiso*, p. 431.

ABREVIATIONS ET SIGLES

<i>Annuaire</i>	<i>Annuaire officiel</i> , Ministère des Colonies, 1960, Bruxelles, Lesigne
ARSOM	Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer (Belgique)
ArAeq.	Archives Æquatoria à Bamanya, Mbandaka (RDC)
ArAfr.	Archives Africaines au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles, P. P. A. A/33, 274 (3446) Commission des terres
ArMSC	Archives des Missionnaires du Sacré-Cœur, Borgerhout, Belgique
ArSJ.	Papiers Van Wing, Boîte 20 aux archives de la Société de Jésus, conservées à Heverlee-Leuven, Belgique. (Depuis 2011 au KADOC.)
B.A.	Bulletin Administratif du Congo belge
B.O.	Bulletin Officiel du Congo belge
B.O. EIC	Bulletin Officiel. Etat Indépendant du Congo
BBOM	<i>Biographie Belge d'Outre-Mer / Belgische Overzeese Biografie</i> , 1968-1998, Bruxelles / Brussel, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer / Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen, volumes VI à VIII
BCB	<i>Biographie Coloniale Belge / Belgische Koloniale Biografie</i> , 1948-1958, Tomes I-V / Delen I-V, Bruxelles / Brussel, Falk - Van Campenhout, Institut Royal Colonial Belge / Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut - Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer / Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen
Couraf	<i>Le Courier d'Afrique</i> , journal de tendance catholique publié à Léopoldville
C.P.P.I.	Commission permanente pour la protection des indigènes
D	Hulstaert, G., <i>Dictionnaire lomongo-français</i> , MRCB, Tervuren, 1957
<i>Etsiko</i>	Périodique édité par la mission catholique à Coquilhatville de 1949 à 1954
H.C.B.	Huileries du Congo belge
KADOC	Documentatie- en onderzoekscentrum voor religie, cultuur en samenleving
KAOW	Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen (België)
L.B.	Leo Baert
LCC	<i>Le Coq Chante</i> , périodique édité par la mission catholique à Coquilhatville de 1936 à 1948
<i>Lokole</i>	<i>Lokole Lokiso</i> , périodique édité à Coquilhatville par la mission catholique entre 1955 et 1961
Mf.	Microfiche des ArAeq.
M.C.	Mission catholique
MSC	Missionarii Sacratissimi Cordis Jesu
<i>Proverbes</i>	Hulstaert, G., <i>Proverbes Mongo</i> , MRCB, Tervuren (1958b)
RDC	République Démocratique du Congo (Zaïre)
p.	page
p.i.	pagination intérieure du document cité
P. I.	Paysannat Indigène
s.a.	sans auteur mentionné
s.d.	sans date
s.p.	sans pagination
S.A.B.	Société Anonyme Belge pour le commerce du Haut Congo

Sigles des renvois aux documents des Archives Æquatoria

Dans la plupart des cas, il y a deux niveaux de renvoi aux documents conservés dans les Archives Æquatoria. En premier lieu, celui qui indique l'emplacement matériel dans le local où les archives sont conservées à Bamanya, indiquant successivement la boîte (B.), la farde (f.) et la page (p.). Une numérotation continue par dossier ou section de dossier a été apportée sur les documents mêmes, à l'aide d'un numéroteur mécanique, lors du microfilmage. Sauf exception, c'est à cette pagination qu'on renvoie lors de la citation d'un document. Ce numéro est en règle générale composé du chiffre de la cote et de la page. En second lieu suit le renvoi à la cote de la microfiche qui a été réalisée sur cette base. Par exemple: ArAeq. B. 97, f. 16, p. 791; Mf. 3/41 signifie: dans la boîte 97, farde 16, à la page 791 se trouve le document mentionné, qui peut aussi être consulté sur la microfiche (Mf.) 3/41, à la même page que sur le document.

B.	Boîte, suivie d'un chiffre, indiquant le numéro de la boîte
FB	Microfiches des Papiers Edmond Boelaert dans le Fonds Boelaert
CH	Microfiches des Correspondances Gustaaf Hulstaert
f	Farde avec documents à l'intérieur de la boîte
P	Microfiches des périodiques locaux
p.	Numéro de la page apporté sur le document lors du microfilmage des archives
1 à 9/et numéro d'ordre	Microfiches des sections 1 à 9 dans le Fonds Æquatoria

REPERTOIRE BIOGRAPHIQUE

Seules les personnes dont le nom revient à plusieurs reprises dans les pages précédentes, sont mentionnées ici. Les autres reçoivent une mention à l'endroit où apparaît leur nom pour la première fois. Pour les participants à l'enquête et les correspondants de *Lokole Lokiso* voir en tête de leurs textes.

BIEBUYCK Daniel

1925; au Congo: 1949-1961 (?)

Daniel Biebuyck, ethnologue de l'IRSAC (Institut de Recherche Scientifique en Afrique Centrale), membre de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer. Il commença ses recherches sur le terrain chez les Balega, au nord-est du Congo. Plus tard il se profila comme un des plus fins connaisseurs de l'art traditionnel du Congo. Après avoir enseigné à Lovanium, Léopoldville, il a été professeur d'anthropologie à plusieurs universités américaines. Comme publiciste fécond, membre de la Commission pour l'étude du problème foncier et organisateur du *Second International African Seminar*, intitulé *African Agrarian Systems*, Biebuyck a contribué de manière significative à l'approfondissement de la connaissance des systèmes fonciers en Afrique traditionnelle et coloniale.

Bibliographie: Biebuyck, D., 1966, *Rights in land and its resources among the Nyanga (Republic Congo-Leopoldville)*, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Classe des Sciences morales et politiques, XXXIV (2).

Notice biographique: http://en.wikipedia.org/wiki/Daniel_P._Biebuyck (au 29-1-2011).

BOELAERT Edmond

1899-1966; au Congo: 1930-1954.

Missionnaire catholique dans le Vicariat de Coquilhatville, cofondateur de la revue *Æquatoria* (1937). Auteur de romans missionnaires et de plusieurs essais sur l'Afrique. Membre de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer (1947), et de la Commission de linguistique africaine (1950-1960). Thèmes de recherche et de publication: la dénatalité des M'ongɔ, les abus léopoldiens, la littérature épique des M'ongɔ, la conservation de l'identité et de la langue lom'ongɔ. Il a joué un rôle considérable dans la prise de conscience du problème foncier au Congo belge.

Bibliographie: Storme, M., 1967, *Bulletin des Séances*. Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 167-192; Hulstaert, G., 1973, BBOM, VII A, col. 53-58; Vinck, H., 1991, Edmond Boelaert. 25^{ième} anniversaire de sa mort, *Annales Æquatoria*, 12: 564-570; Vinck, H., 1991, Edmond Boelaert, in: Winters, C. (éd.), *International Dictionary of Anthropologists*, New York, Garland, pp. 69-70; www.aequatoria.be

BRAUSCH Georges

1915-1964; au Congo: 1937-1954 et 1958-59; au Ruanda-Urundi: 1957-58.

En 1952, Brausch fut administrateur de territoire et commissaire de district adjoint à Coquilhatville, où il se montra bienveillant dans la discussion des conflits fonciers locaux. Il quitta le Congo en juillet 1954 pour une fonction dans le cabinet de Buisseret, ministre des Colonies. Il fut professeur à l'INUTOM (Institut Universitaire des Territoires d'Outre-Mer) de 1954 à 1958. Nombreuses publications, dont: 1961, *Belgian Administration in the Congo*, London, Oxford University Press.

Bibliographie: Harroy, J.-P., 1977, BBOM, VII B, col. 35.

Correspondance Hulstaert-Brausch: ArAeq. B. 53, f. 27; Mf. CH 26 et 97.

BREBANT Victor

1911-?; au Congo: 1933-1960.

Diplômé en sciences politiques et administratives de l'Université coloniale à Antwerpen. Il fut successivement à Ingende (1939), Boende (de? à?) et Coquilhatville comme administrateur de territoire (1947), et encore à Coquilhatville comme commissaire de district (1953). Il y initia le bimensuel *Mbandaka* en 1947. Il fut promu directeur du service des Affaires Indigènes et Main-d'Œuvre (A.I.M.O.), secrétaire provincial et finalement commissaire provincial le 1^{er} janvier 1959. Il était en relation avec Hulstaert et Boelaert depuis 1945. Il publia plusieurs études en relation avec la situation de la population rurale: 1939, *Les Bokala*, Territoire d'Ingende; La commune agricole, cellule du bien-être rural, *Problèmes d'Afrique centrale*, 8: pp. 86-94; et particulièrement sur les droits fonciers: 1953, *Problème foncier indigène au Kivu*, Léopoldville.

COPPENS Paul

1892-1969; en Afrique: 1916-1919; au Congo: 1920-1922 et 1930.

Juriste de formation et de carrière, il eut une brève expérience africaine. Il devint secrétaire du comité permanent du Congrès colonial national, membre de l'Académie coloniale (1959), et il siégea dans plusieurs commissions en relation avec l'Afrique. Publiciste fécond.

Bibliographie: BBOM, VII B, col. 67-86; *Bulletin des Séances*, Annuaire, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 1972 (1): 69-79.

DE CLEENE Natalis

1899-1979.

Membre du Conseil colonial, de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer. Fondateur des revues *Congo* et *Zaire*. De Cleene était en relations épistolaires avec Gustaaf Hulstaert. Papiers De Cleene - De Jonghe conservés au KADOC, Leuven (à ne pas confondre avec son oncle Natalis De Cleene (1870-1942), Vicaire apostolique à Léopoldville).

Correspondance Hulstaert-De Cleene: ArAeq. B. 53, f. 53; Mf CH 167-168 et 160.

Bibliographie: Rubbens, A., 1979, *Bulletin des Séances*. Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Annuaire (1): 47-58.

Correspondance Hulstaert-De Cleene: ArAeq. B. 53, f. 53; Mf. CH 160 et 167-168.

de RODE Philippe

1910-1976; au Congo: 1937-1956; au Ruanda-Urundi: 1956-1962 (?).

Après un service à la territoriale, de Rode était à Coquilhatville en tant que (substitut?) procureur du roi f.f. entre le 24 novembre 1952 et le 17 janvier 1954. Il est à Stanleyville à partir de mars 1954 et de retour à Coquilhatville en mars 1956. Nommé procureur du roi le 8 mars 1956 (*L'Annuaire du Ministère des Colonies* de 1960 le mentionne, à la même date, comme étant Conseiller Suppléant de la Cour d'Appel). Il part pour Usumbura fin avril 1956. Selon l'expression d'Hulstaert, qui le consultait souvent pour des questions juridiques, il était «très dévoué aux indigènes» et intervint plusieurs fois dans des conflits fonciers à Coquilhatville.

Correspondance Hulstaert-de Rode: ArAeq. B. 53, f. 61; Mf. CH 96.

de WAERSEGGER Léon

1902-1986; au Congo: 1927-1959.

Docteur en droit de l'Université Libre de Bruxelles (1925), il fut nommé «magistrat à titre provisoire» au Congo belge, le 29 août 1927. Il exerça la fonction de substitut et de procureur du roi à plusieurs endroits, e.a. à Coquilhatville comme procureur du roi auprès du tribunal de première instance, de 1942 à 1947. Après un court séjour au Ruanda, il fut

nommé substitut du procureur général à Léopoldville, le 3 décembre 1955. Le 2 mars 1959, il devint conseiller à la Cour de Cassation à Bruxelles pour y seconder A. Sohier dans les affaires concernant le Congo belge. Sa démission fut acceptée le 20 juillet 1972. *Bibliographie*: Cours de Cassation, 1986, *Décès de Léon de Waersegger*, Bruylant. Correspondance Hulstaert-de Waersegger incorporée dans le dossier C.P.P.I. et Problèmes fonciers ArAeq. B. 97, f. 9-16; Mf 3/33-43.

DE WILDE Lode

1905-1990; au Congo: 1928-1946.

Lode De Wilde occupait une place éminente dans la recherche sur l'agriculture au Congo belge. Ingénieur agronome, il devint pendant un premier terme directeur de plantation pour la *Bamboli Cultuurmaatschappij* (1928-1932). Ensuite, il participa à la fondation du Cadulac (Centre Agronomique de l'Université de Louvain au Congo) à Kisantu en tant que directeur (1932-1946). Il était membre du conseil d'administration d'un grand nombre d'institutions liées à l'agronomie tropicale, dont l'INEAC (Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo belge). Rentré en Belgique en 1946, il devint professeur à la *Rijkslandbouw Hogeschool* à Gent (1946-1975) et dans plusieurs autres institutions académiques. Il fut co-organisateur des Journées d'études africaines à Gent (1950-1963) et des *Symposia internationaux d'Economie rurale tropicale* à Amsterdam, Gent et Paris. Il fut membre du Conseil colonial de 1952 à 1959.

Bibliographie: *Liber Memorialis*, Faculteit van de landbouwkundige wetenschappen en de toegepaste biologische wetenschappen 1920-1995 (Réd. W. Dejonckheere), pp. 42-43. Correspondance Hulstaert-De Wilde: ArAeq B. 54, f. 61; Mf. CH 147-148.

DUMONT Gérard R. J. Gh.

1904-1964; au Congo: 1928-1960.

Carrière de magistrat à différents endroits au Congo belge. De 1952 à 1960, procureur général à Léopoldville. De par cette fonction il était aussi président de la Commission permanente pour la protection des indigènes. Il était peu accessible aux récriminations des indigènes.

Bibliographie: Lamy, E., 1998, BBOM, VIII, col. 107-110; Correspondance Hulstaert-Dumont: incorporée dans les dossiers C.P.P.I. ArAeq. B. 96, f. 6 et 7; Mf. 3/20-25 et Problèmes fonciers ArAeq. B. 97, f. 9-16; Mf 3/33-43.

ELENGA Augustin

1920-1986.

Né à Mbele, près de Boteka-Flandria, dans la province de l'Equateur au Congo belge. Augustin Elenga étudia à l'école primaire à Boteka, puis à l'école des moniteurs à Bamanya. Après avoir enseigné à l'école primaire de Boteka de 1944 à 1949, il fut engagé comme secrétaire du Père Gustaaf Hulstaert à Bamanya de 1950 à 1962. Avec Paul Ngoï il fut rédacteur en chef de *Lokole Lokiso* de 1956 à 1960. Il y publiait souvent sous le sobriquet *Mponde*, mot lomóngɔ pour *interprète*. Ensuite, il fut député provincial de la Cuvette Centrale, jusqu'à la suppression de cette province en 1966. Il entra au service du gouvernement comme directeur du Musée de l'Equateur et directeur adjoint aux affaires culturelles à Coquilhatville (Mbandaka). Jusqu'à sa mort en juillet 1986, il continua à offrir sa collaboration à temps partiel à G. Hulstaert, avec qui il avait gardé d'excellents rapports. Par ses écrits et par son influence, il est intimement lié à la prise de conscience culturelle et politique des Móngɔ.

Bibliographie: <http://www.aequatoria.be/BiblioElenga.html> et Lonkama Ekonyo Bandengo, 1990, Bio-Bibliographie d'Elenga Lokumambela Augustin, *Annales Æquatoria*, 11: 409-414.

Correspondance Hulstaert-Elenga: ArAeq. B. 54, f. 85; Mf. 30-31 et incorporée dans le dossier Problèmes fonciers, ArAeq. B. 97, f. 11 à 16; Mf. 3/35-43.

HULSTAERT Gustaaf

1900-1990; au Congo: 1924-1990.

Missionnaire catholique dans le Vicariat apostolique de Coquilhatville. Membre de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer (1945), de la Commission permanente pour la protection des indigènes (1953-1960), de la Commission de linguistique africaine (1950-1960), membre associé de l'IRSAC (1949-1960).

Bibliographie: Vinck, H., 1991, In memoriam Gustave Hulstaert, *Annales Æquatoria*, 12: 7-76; Vinck, H., 1991, Gustaaf Hulstaert, in: C. Winters, (éd.), *International Dictionary of Anthropologists*, New York, Garland, pp. 313-314; Vinck, H., 1998, BBOM, VIII, col. 182-186; <http://www.aequatoria.be/English/HomeEnglishFrameSet.html>

HEYSE Théodore

1884-1963.

Fonctionnaire au ministère des Colonies depuis 1910, professeur à l'Université coloniale, membre de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer de Belgique. Il se vit confier les dossiers sur les cessions et concessions de terres au Congo et devint ainsi un des plus grands spécialistes en droit foncier colonial. Il fut associé à l'élaboration du décret du 31 mai 1934 sur la procédure d'enquête de vacance des terres. Principalement connu pour ses nombreuses et précises bibliographies coloniales.

Bibliographie: Walraet, M., 1972, dans BBOM, VII A, col. 304-310; Van Grieken, E., 1964, *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, 137-155 (bibliographie).

LOUWERS Octave

1878-1959; au Congo: 1900-1903.

Secrétaire du Conseil colonial depuis 1909, vice-président de 1926 jusqu'à sa mort, il fut étroitement mêlé à toutes les discussions concernant la législation foncière du Congo belge. Son œuvre majeure est l'édition des *Codes et lois du Congo belge*. Il fut parmi les initiateurs du Congrès colonial national (à partir de 1920), membre de l'Institut colonial international, membre de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.

Bibliographie: Sohier, J., 1998, BBOM, VIII, col. 246-257; Laude, N., 1960, *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Annuaire (1): 232-253; Van Pottelsbergh, G., 2006, *Octave Louwers, Éminence grise van het Belgisch koloniaal establishment. Achter de schermen van de koloniale politiek in de jaren 1920 en 1930* [Octave Louwers, éminence grise de la politique coloniale belge au Congo dans l'entre-deux-guerres], *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis – Revue belge d'histoire contemporaine*, 36 (3-4): 453-494.

MALENGREAU Guy

1911-2002.

Professeur à l'Université catholique de Louvain. Il fut promoteur à partir de 1949 de la fondation du Centre universitaire Lovanium à Kisantu, plus tard Université Lovanium (1954) à Léopoldville-Kimwenza. Directeur des revues *Zaire* et *Cultures et développement*. Son livre *Les droits fonciers coutumiers chez les indigènes du Congo belge* a été fondamental pour le développement de la réflexion sur le droit foncier coutumier au Congo. Il fut consultant de la Commission spéciale des terres au Conseil colonial (1955-1956), qui fit siennes ses propositions de réforme.

Bibliographie: Yakemtchouk, R., 2002, Guy Malengreau, dans: *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, **48** (3): 355-360.

MUNE Pierre

?-?

Né Ekonda Moke, village situé près du confluent de la Busira et de la Salonga, près de la mission catholique de Bokote, dans la province de l'Equateur au Congo belge. Il fut enseignant à l'école de la plantation de la S.A.B. à Bomputu, probablement aussi au Poste de la mission catholique de Boende (1957-1962?). Il participa en 1954 à l'enquête sur *Eyelo ea bendele* [L'arrivée des Blancs]. En 1957, il répondit au concours de l'Académie Royale Coloniale Belge, par un essai sur la propriété foncière traditionnelle: *Bonanga wa Ekonda ea Bompou* ou *Le groupement de Petit-Ekonda*. Le texte fut couronné et publié par l'Académie (1959). Comme l'auteur le dit dans son introduction, ce travail est la troisième partie d'une trilogie (1) Histoire de l'arrivée des Blancs, (2) Histoire des Ancêtres, (3) Histoire de Petit-Ekonda, cité ci-dessus. Le premier volet se réfère probablement à la réponse à l'enquête en 1954 par Boelaert sur l'arrivée des Blancs à l'Equateur congolais, publié dans *Lokole Lokiso*, 15 mars 1955, p. 5, et 1^{er} avril 1955, p. 6, et reproduit en traduction française dans *Annales Æquatoria* 1996, **17**: 133-139. Le deuxième texte a connu un début de publication dans *Nsango ya bankonko* [Histoire des ancêtres], *Lokole Lokiso*, 28 juillet 1962, p. 3. On compte de nombreux articles de sa main dans *Lokole Lokiso*. Il déclara dans *Lokole Lokiso* (15 janvier 1955, p. 6) qu'il avait eu l'idée depuis 1947 de publier un journal en lomóngó. Il rentra au village avant 1970.

Bibliographie: <http://www.aequatoria.be/English/HomeEnglishFrameSet.html>

NGOI Paul: [Ngoi, Ngoy, Ngoy, Ngoyi]

1914-1987.

Paul Ngoi, né à Bokuma, fit ses études primaires à la mission catholique de Bokuma de 1919 à 1923. Humanités latines de 1926 à 1930. Sa vie professionnelle commença au petit séminaire de Bokuma où il fut engagé comme moniteur de 1931 à 1937. Pendant cette période, il connut E. Boelaert, G. Hulstaert, comme directeur ou enseignant, déjà engagés dans la promotion de la langue et de la culture mǎngó. De 1938 à 1939, on le retrouve à l'imprimerie de la mission catholique de Coquilhatville. En 1939, il rentra à Bokuma. En 1944, il fut réengagé à l'imprimerie de la mission à Coquilhatville, en qualité de clerc-secrétaire. C'est là qu'on éditait e.a. *Le Coq Chante* (1936-1948), *Etsiko* (1949-1954), périodiques auxquels il collaborait, et *Lokole Lokiso*, dont il fut rédacteur en chef (de 1955 à 1960 et en 1962). En 1962, il devint Secrétaire de l'inspection des écoles de l'archidiocèse de Coquilhatville, avant d'être engagé à la direction provinciale de culture et des arts, puis au Musée de l'Equateur, avec Augustin Elenga.

Bibliographie: <http://www.aequatoria.be/English/HomeEnglishFrameSet.html>; Vinck, H., 1998, Tradition et modernité mǎngó: Bio-bibliographie de Paul Ngoi (en collaboration avec Lonkama Ch.), *Annales Æquatoria*, **19**: 335-390.

Correspondance Hulstaert-Ngoi: ArAeq. B. 57, f. 163; Mf. 160 et incorporée dans le dossier Problèmes fonciers, ArAeq. B. 97, f. 11 à 16; Mf. 3/35-43.

POSSOZ Emiel

1885-1969; au Congo: 1926-1945.

Docteur en droit, inscrit au barreau de Bruxelles, de 1912 à 1926. Au Congo, il fut substitut du procureur du roi de 1926 à 1945 successivement à Niangara, Irumu et Libenge pour s'établir finalement à Coquilhatville de 1930 à 1939. Pendant cette période, il s'associa aux projets d'Hulstaert et publia régulièrement dans *Æquatoria* (19 textes). A Elisabethville (1940-1944), il rencontra Tempels. Avec son ouvrage

Eléments de droit coutumier nègre (1942) Possoz se qualifie comme l'un des précurseurs de la *Philosophie bantoue*, dont il a écrit l'avant-propos (première édition). En 1955, il se brouilla avec Hulstaert à propos de la question des terres indigènes.

Bibliographie: Vinck, H., 1986, Les Papiers Possoz aux Archives *Æquatoria*, *Annales Æquatoria*, 7: 327-331; Vinck, H., 1989, Emile Possoz. Biobibliographie et inventaire des Papiers Possoz à Sint-Truiden, *Annales Æquatoria* 10: 298-320; Bilolo, M., 1981 et 1982, La philosophie nègre dans l'œuvre d'Emile Possoz, dans *Revue Africaine de Théologie*, 5: 197-225, et 6: 27-57; Lamy, E., BBOM, VII B, col. 307-308. Notice biobibliographique sur www.aequatoria.be

Correspondance Hulstaert-Possoz: ArAeq. B. 57, f. 176b; Mf. CH 57-66 et 91-93.

SOHIER Antoine

1885-1963; au Congo: 1910-1934.

Affecté au parquet d'Elisabethville en 1910, il y termine sa carrière coloniale en 1934 en qualité de procureur général. Lorsqu'il retourne en Belgique, il recommence une nouvelle carrière en qualité de procureur du roi et finit en 1960 comme premier président de la Cour de cassation. Sa présence au Conseil colonial (Bruxelles) à partir de 1951 est de première importance pour l'histoire de la législation coloniale belge. Il collabore à de multiples commissions qui ont préparé les réformes de la législation du Congo belge. Une large part de ses publications est consacrée aux problèmes juridiques coloniaux. A. Sohier utilisait les idées et parfois les textes d'Hulstaert non seulement pour sa propre réflexion, mais aussi pour étoffer ses arguments au cours des discussions dans l'une ou l'autre commission, ou pour ses cours à l'Université coloniale.

Bibliographie: Jadot, J.-M., 1964, *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Annuaire (1): 169-178; Sohier, J., 1965, Antoine Sohier, *Bibliographie*, *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Annuaire (1): 165-184; Lamy, E., BBOM, VIII, col. 392-406; Vinck, H., 1997, Société coloniale et droit coutumier. Correspondance G. Hulstaert - A. Sohier: 1933-1960, *Annales Æquatoria*, 18: 9-238. Notice biographique sur www.aequatoria.be

Correspondance Hulstaert-Sohier: ArAeq. B. 58, f. 201; Mf. CH 96-97 et incorporée dans le dossier Problèmes fonciers, ArAeq. B. 97, f. 11 à 16; Mf. 3/35-43.

VAN DER KERKEN Georges

1888-1953; au Congo: 1914-1927.

Docteur en droit de l'Université de Bruxelles. Chef de Parquet et différentes fonctions dans la magistrature à Elisabethville (1914-1924). Commissaire de district et gouverneur de province f.f. à Coquilhatville (1924-1925). Il était un ardent défenseur de l'administration indirecte, dans le respect de la culture et de la langue des habitants. Après son retour en Belgique, il devint Professeur à l'Université de Gent et à l'INUTOM (Institut Universitaire des Territoires d'Outre-Mer) à Antwerpen. Ses multiples écrits sur la politique coloniale l'amènèrent à se prononcer à plusieurs reprises sur les problèmes fonciers au Congo. Son œuvre majeure, *L'Ethnie Mongo* (1944), bien que fort critiquée par Hulstaert, sert toujours de référence.

Bibliographie: De Cleene, N., 1967, BBOM, VI, col. 568-570.

VAN WING Joseph

1884-1970; au Congo: 1911-1915 et 1920-1945.

Prêtre jésuite et missionnaire à Kisantu et Lemfu (Bas-Congo). En 1946, il devint membre du Conseil colonial jusqu'à la dissolution de cet organisme en 1962. Il disposait au Congo d'un grand réseau d'informateurs, dont Gustaaf Hulstaert, qui le tenait au courant de l'évolution sociale et politique. Membre actif de la direction de nombreuses institutions

sociales et caritatives actives au Congo belge. En tant que membre du Conseil colonial, il était continuellement confronté aux problèmes fonciers. Membre de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, il y prononce son fameux discours «Le Congo déraile» (1951).

Bibliographie: Denis, J., 1998, BBOM, VIII, col. 461-470 et De Cleene, N., 1971, *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Annuaire (1): 87-98. Les Papiers Van Wing sont conservés dans les Archives des Pères Jésuites à Heverlee/Leuven. (KADOC depuis 2011.)

Correspondance Hulstaert-Sohier: ArAeq. B. 60, f. 241; Mf. CH 86-87.

WIJIMA [Witshima, Widjima] Bokilimba Pius
1892-1979.

Bokilimba Witshima est né le 17 octobre 1892 de P. Nkota, son père, et de M. Wanga, sa mère. Il est mort le 15 décembre 1979. Par un concours de circonstances, Wijima fréquenta la Colonie Scolaire de Boma avant d'incorporer la Force Publique le 1^{er} juin 1911. Démobilisé le 31 décembre 1913, il devint moniteur aux Huileries du Congo belge à Ebonda (Alberta). En 1919, il rentra à Mbandaka avant de se faire engager comme clerc-vendeur de la firme Fisset à Bokote et autres endroits. En 1920, il rentra chez lui pour cultiver sa terre natale. A cette époque, et peut-être inspiré par l'expérience d'Ebonda, il planta quatre cents palmiers et autres arbres fruitiers entre la SEDEC (Société anonyme d'entreprise commerciale du Congo belge) et l'Interfina à Boloko wa Nsimba (un village absorbé dans les années quarante par la ville de Mbandaka). En 1922, il fit planter encore trois cents palmiers à Bofunga (actuel Ikongowasa), village fondé par lui et ses frères. De 1921 à 1946, sur conseil de ses frères, il alla s'installer à Mbandaka-Inkole. Relégation à Boóké (Kasai oriental), de 1947 à 1950. Fin des années cinquante, on le trouve à Coquilhatville membre du Mouvement traditionaliste congolais (M.T.C.). Il y fut secrétaire de l'Association des classes moyennes. Il participa au premier congrès national de «l'Union», tenu à Stanleyville du 28 septembre au 3 octobre 1959. Ces partis finirent par former le Parti National du Progrès (P.N.P.) En février 1960, il ira à la Table Ronde pour ce parti comme membre suppléant. Il sera ensuite membre du collège exécutif provincial de l'Equateur.

Bibliographie: Lonkama, C., 1990, *Mbandaka, hier et aujourd'hui*, Centre Æquatoria, Bamanya-Mbandaka, pp. 116-118; Anonyme, 1960, Photo et notice biographique dans *Mbandaka*, 30 avril, p. 7. <http://www.aequatoria.be/English/HomeEnglishFrameSet.html>
Correspondance Hulstaert-Wijima: incorporée dans le dossier Problèmes fonciers ArAeq. B. 97, f. 16, pp. 694-960; Mf. 3/40-43.

BIBLIOGRAPHIE

- ACHTEN, L. 1928. Over de toepassing van het driezijdig kontrakt. — *Congo*, **9** (II): 602-610.
- BIEBUYCK, D. 1958. Grondrecht en grondbezit in Belgisch Congo. — *Zaire*, **12** (2): 151-164.
- BIEBUYCK, D. 1959-1960. Le problème des terres du Congo dans ses rapports avec les systèmes fonciers traditionnels. — *Synthèse*, **12** (163-164): 78-90.
- BIEBUYCK, D. (Ed.) 1963. African agrarian systems. Studies presented and discussed at the second international African seminar (Lovanium University, Leopoldville, January 1960). — London, Oxford University Press for International African Institute.
- BIEBUYCK, D. & DUFOUR, J. 1958. Le régime foncier du Congo belge. Etude ethnologique et juridique. — *Zaire*, **12** (4): 365-382.
- BIKOKO, E. 1984. Problèmes fonciers et espaces urbains à Mbandaka (Zaire). — *Les Cahiers d'Outre-Mer*, **37** (147): 291-299.
- BIRNIE-VISSCHER, F. C. (Ed.) 1954. De medewerking van de inboorlingen aan de economische ontwikkeling van Afrika. Internationale Afrikaanse studiedagen. Internationale jaarbeurs der Vlaanderen, Gent. / La collaboration des indigènes au développement économique de l'Afrique. Journées d'études internationales africaines. Foire internationale, Gand. / The collaboration of the natives to the economic development of Africa: international days for African studies, International Fair, Ghent. — [Bruxelles], Direction de l'Agriculture du Ministère des Colonies.
- BOELAERT, E. 1940. De Nkundo-maatschappij. — *Kongo-Overzee*, **6** (2): 148-161; *Æquatoria*, **4** (1941-3): 41-44.
- BOELAERT, E. 1946. La situation démographique des Nkundo-Móngo. — Elisabethville, C.E.P.S.I. (Centre d'Etude des Problèmes Sociaux Indigènes).
- BOELAERT, E. 1947. Les Bongoli. — *Æquatoria*, **10** (1): 17-34.
- BOELAERT, E. 1948a. Le clan équivoque. — *Æquatoria*, **11** (1): 13-19.
- BOELAERT, E. 1948b. Het ontvolkingsvraagstuk door de industrie in Afrika. [La question du dépeuplement par l'industrie en Afrique.] — 19de Nederlandse Missiologische week, Nijmegen, pp. 80-83.
- BOELAERT, E. 1951. Terminologie classificatoire des Nkundo. — *Africa*, **21** (3): 218-223.
- BOELAERT, E. 1954a. Provinciale raad. Openingsrede door den Heer gouverneur. — *Pax*, **2** (avril): 7-10.
- BOELAERT, E. 1954b. Législation foncière de l'Etat Indépendant et droit naturel. — *Æquatoria*, **16** (2): 41-50.
- BOELAERT, E. 1955a. La propriété foncière dans l'idée des Nkundo. — *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences Coloniales, nouvelle série, **1** (2): 162-168.
- BOELAERT, E. 1955b. A propos du Mémoire de M. H. Depage intitulé: Contribution à l'élaboration d'une doctrine visant à la promotion des indigènes du Congo belge. — *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences Coloniales, nouvelle série, **1** (4): 591-595.
- BOELAERT, E. 1955c. Faut-il créer des réserves pour les indigènes? — *Zaire*, **9** (2): 133-142.
- BOELAERT, E. 1955d. La question cruciale des terres indigènes. Pourquoi les indigènes sont-ils mécontents? — *Zaire*, **8** (9): 969-972.

- BOELAERT, E. 1956a. L'Etat Indépendant et les terres indigènes. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, nouvelle série in-8°, Tome V (4). Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales.
- BOELAERT, E. 1956b. Inheemse grondeigendom in Belgisch Congo. — *Kerk en Missie*, **36** (122): 71-73.
- BOELAERT, E. 1956c. Le problème des terres indigènes au Congo belge. — *Bulletin de l'Union Missionnaire de Clergé*, **36** (122): 62-64.
- BOELAERT, E. 1957a. Les trois fictions du droit foncier congolais. — *Zaire*, **11** (4): 399-427.
- BOELAERT, E. 1957b. Grond-politiek in Belgisch Kongo. — *Rerum Ecclesiae*, **71**: 120-122.
- BOLELA, A. 1971. Un aperçu de la presse congolaise écrite par les noirs de 1885 à 1960. — *Congo-Afrique*, **11** (51): 20-21.
- BOURGEOIS, U. 2009. Une gestion des terres conflictuelle: du monopole foncier de l'Etat à la gestion locale des Mongo (Territoire de Basankusu, RDC), Memoire Online. Sous la direction de: Denis Chartier, Université d'Orléans. http://www.memoireonline.com/12/09/2983/m_Une-gestion-des-terres-conflictuelle-du-monopole-foncier-de-letat-la-gestion-locale-des-Mong.html
- BUELENS, F. 2007. *Congo, 1885-1960: een financieel-economische geschiedenis*. — Berchem, EPO.
- BUELENS, K. 1958. Analyse économique du problème de la propriété foncière au Congo. — *Zaire*, **12** (3): 227-249.
- CATTIER, F. 1898. Droit et administration de l'Etat Indépendant du Congo. — Bruxelles, F. Larcier.
- CATTIER, F. 1906. Etude sur la situation de l'Etat Indépendant du Congo. — Bruxelles, F. Larcier; Paris, A. Pedone.
- CATTIER, F. 1909. Le régime foncier du Congo belge. — Bruxelles, Institut Solvay, Institut de Sociologie, Hayez, pp. 23-24. [Publié aussi dans *Bulletin de la Société belge d'Etudes coloniales* (1909-11).]
- Code foncier immobilier et du régime des sûretés. Textes légaux et réglementaires coordonnés 2005. — *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo*, **46** (numéro spécial), <http://www.leganet.cd/Legislation/JO/2005/JOS.15.10.2005.KIN.pdf> (consulté en décembre 2008).
- Conférence Interafricaine pour les Sciences Humaines / Inter-African Conference on Social Sciences 1955. 1^{re} réunion, Rapports, Recommandations, Section V. Méthodes d'Administration. — [London], Bukavu, Commission de Coopération Technique en Afrique au Sud du Sahara, C.C.T.A.
- Congo. Positions socialistes. 1885-1960 (s.d.) — [Bruxelles], Fondation Louis De Brouckère / Institut Emile Vandervelde.
- Congrès colonial national 1926. II^e Congrès colonial national (Bruxelles, 6-7 février 1926). Comptes Rendus et Rapports. — Bruxelles, Imprimerie Lesigne.
- Congrès colonial national 1940. Rapport préparatoire au V^e Congrès 1940. — Bruxelles, Editions techniques et scientifiques, R. Louis [38 fascicules].
- Congrès colonial national 1948. VI^e session tenue au Sénat de Belgique les 4 et 5 octobre 1947. Comptes rendus des séances et rapports préparatoires. — Bruxelles, Editions techniques et scientifiques, R. Louis.
- Congrès colonial national 1953. IX^e session – 1953. Le peuplement européen au Congo belge. Assemblée générale du 27 juin 1953. Rapports et comptes rendus. — Bruxelles, Editions techniques et scientifiques, R. Louis.
- Conseil colonial 1954. Compte rendu analytique des Séances. — Bruxelles, Lesigne.
- Conseil colonial 1958. Compte rendu analytique des Séances. — Bruxelles, Lesigne.

- COPPENS, P. 1922. Les grandes concessions et les droits des indigènes au Congo belge. — *Revue Economique Internationale*, **14** (4) (15 novembre): 364-378. [Résumé dans *Congo*, **3** (II-5): 738-740.]
- COPPENS, P. 1925. Le problème du régime foncier au Congo. — *Notre Colonie*, **6** (14 juillet): 142-145.
- COPPENS, P. 1947. La grande misère de nos administrateurs territoriaux. — *Revue coloniale belge*, **29**: 295-297.
- COPPENS, P. 1956. De la propriété collective vers la propriété individuelle. — *In*: Vers la promotion de l'économie indigène. Compte rendu du colloque colonial sur l'économie indigène (1956), Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay (Etudes Coloniales III), pp. 413-421.
- COPPENS, P. 1962. Les Congrès coloniaux nationaux. — *In*: Livre Blanc, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, I, pp. 37-42.
- CORBISIER, F. 1953. La propriété foncière et le paysannat indigène chez les indigènes d'origine Barega. — *Problèmes d'Afrique Centrale*, **19** (3): 6-19.
- DECAPMAKER, J. 1958. Le droit foncier et le matriarcat. — *Æquatoria*, **21** (4): 139.
- DE CLERCQ, E. 1938. Droits indigènes et régime foncier en droit congolais. — *Revue juridique du Congo belge*, **5**: 81-88.
- DE JONGHE, E. 1940. Terres indigènes et terres domaniales. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **11** (1): 129-132.
- DE LESPINAY, C. 1982. Regard interdisciplinaire sur les recherches relatives au statut de la terre en Afrique: anthropologie et histoire. — *Droit et Cultures*, **4** (4): 93-113.
- DENIS, J. 1956-1957. Coquilhatville. Eléments pour une étude de géographie sociale. — *Æquatoria*, **19** (4): 137-148; **20** (1): 1-4.
- DEPAGE, H. 1955. Contribution à l'élaboration d'une doctrine visant à la promotion des indigènes du Congo belge. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, *nouvelle série in-8°*, Tome V (2), Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales.
- DE PAGE, H. 1962. Traité élémentaire de droit civil belge, t. I, n. 124 et 133. — Bruxelles, Bruylant.
- DE RAECK, H. 1957. Le régime des terres au Congo belge et au Ruanda-Urundi. — *Encyclopédie du Congo belge*, Tome 3, Bruxelles, Editions Bieleveld, pp. 627-646.
- DE THIER, F. M. 1956. Le centre extra-coutumier de Coquilhatville. — Bruxelles, Institut de sociologie Solvay (Etudes Coloniales II).
- DEVAUX, V. 1938. Terres domaniales. — *Revue juridique du Congo belge*, **14** (3): 81-88.
- DE WILDE, L. 1956. Les capitaux autochtones et leur mobilisation dans l'économie rurale. III^e Symposium international d'économie rurale tropicale (Paris, 1956). — Paris, Ministère de la France d'Outre-Mer. Paru aussi en néerlandais: De mobilisatie van het grondkapitaal der inheemsen. — *Kongo-Overzee*, **23** (3): 265-285.
- DE WILDEMAN, E. 1940. Paysannat indigène. — Congrès colonial national, Rapport préparatoire au V^e congrès 1940, fascicule 25, Bruxelles, R. Louis.
- DUMONT, G. 1961. La table ronde belgo-congolaise. — Paris, Editions Universitaires.
- EGGERT, R.-M. 1987. Das Wirtschaftssystem der Mongo am Vorabend der Kolonisation. Eine Rekonstruktion. — Berlin, D. Reimer Verlag.
- ENGELS, A. 1922. Des droits particuliers ou collectifs des indigènes de la province de l'Equateur sur leurs terres. — *Bulletin de la Société belge d'études coloniales*, **29** (1-2): 24-37.
- EVARD, M. 1951. Note sur la législation foncière de la colonie du Congo belge. — *In*: Land tenure symposium, tropical Africa, Netherlands East Indies before the Second World War (Amsterdam, 1950). Leiden, Universitaire Pers, pp. 31-40.

- FALLON, F. 1940. L'agriculture indigène. — Congrès colonial national, Rapport préparatoire au V^e congrès 1940, fascicule 21, Bruxelles, R. Louis.
- GELDERS, V. 1931. L'organisation du paysannat au Congo belge. — *Congo*, **12**, (II-4): 543-558.
- GELDERS, V. 1935. Le développement de l'agriculture indigène et les institutions indigènes. — Compte rendu du Congrès colonial national, IV^e Session (29-30 juin 1935), pp. 126-127.
- GELDERS, V. 1946-47. Un essai de réforme agraire et rurale au Congo. — *Kongo-Overzee*, **12-13** (1): 88-102.
- GELDERS, V. 1948a. Les Noirs et la terre. — *Kongo-Overzee*, **14** (2): 213-222.
- GELDERS, V. 1948b. Une théorie ethnologique du droit indigène. — *Zaire*, **2** (2): 175-187.
- GERARD-LIBOIS, J. 1960. Congo 1959, Documents belges et africains. — Bruxelles, Les dossiers du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (C.R.I.S.P.).
- GERARD-LIBOIS, J. 1962². Congo 1959, Documents Belges et Africains. — Bruxelles, Les dossiers du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (C.R.I.S.P.).
- GERARD-LIBOIS, J. & VERHAEGEN, B. 1961. Congo 1960, Tomes I, II. — Bruxelles, Les dossiers du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (C.R.I.S.P.).
- GUÉBELS, L. 1953. Relation complète des travaux de la Commission permanente pour la protection des indigènes. — *Bulletin Trimestriel du Centre d'Etude des Problèmes Sociaux Indigènes* (CEPSI), **20**: 1-225; **21**: 277-390; **22**: 391-601; **23**: 617-754.
- GUTHRIE, M. 1948. The Classification of the Bantu Languages. — London, International African Institute, pp. 36-39.
- HARMS, R. 1974. Land tenure and agricultural development in Zaire, 1895-1961. — LTC (Land Tenure Center), Series No. 99, University of Wisconsin.
- HENRY, J. 1952. Les bases théoriques des essais de paysannat indigène, entrepris par l'INEAC au Congo belge. — *Bulletin Agricole du Congo belge*, **43** (numéro spécial): 159-193.
- HEYSE, T. 1926a. L'application du contrat tripartite dans les concessions de la société des Huileries du Congo belge. — *Congo*, **7** (I-1): 1-15.
- HEYSE, T. 1926b. Le droit foncier indigène et le régime légal des terres et des mines au Congo belge (en collaboration avec G. Van Der Kerken et H. Léonard). — Bruxelles, Institut colonial international.
- HEYSE, T. 1935. Le décret du 31 mai 1934 sur la constatation de la vacance des terres et la renonciation des droits indigènes. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **6** (2): 282-296.
- HEYSE, T. 1937. Terres vacantes et terres sans maître. — *Congo*, **18** (II-2): 132-149.
- HEYSE, T. 1940a. Terres indigènes et terres domaniales. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **11** (1): 113-117.
- HEYSE, T. 1940b. Le régime des terres. — Congrès colonial national, Rapport préparatoire au V^e congrès 1940, fascicule 34, Bruxelles, R. Louis.
- HEYSE, T. 1945. Le nouvel article 15 de la Charte Coloniale. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **16** (2): 261-275.
- HEYSE, T. 1946. Terres indigènes (législation 1939-1946). — Belgique Coloniale et Commerce International (novembre), pp. 458-467.
- HEYSE, T. 1946c. Rapport sur l'étude de M. Guy Malengreau intitulé «Les droits fonciers coutumiers chez les indigènes du Congo belge. Essai d'interprétation juridique». — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **17** (2): 477-479.
- HEYSE, T. 1947. Grandes lignes du régime des terres du Congo belge et du Ruanda-Urundi et leurs applications (1940-1946). — Mémoires de la Classe des Sciences

- morales et politiques, collection *in-8°*, Tome **XV** (3), Bruxelles, Institut Royal Colonial Belge.
- HEYSE, T. 1950. Le symposium d'Amsterdam sur le régime des terres indigènes en pays tropicaux. — *Journal des tribunaux d'outre-mer*, **1** (6): 73-74.
- HEYSE, T. 1951. Notions générales sur le régime foncier du Congo belge et du Ruanda-Urundi et la législation sur les terres indigènes. — *In*: Land tenure symposium, tropical Africa, Netherlands East Indies before the Second World War (Amsterdam, 1950). — Leiden, Universitaire Pers, pp. 1-30.
- HOCHEGGER, H. (Ed.) 1999. «La terre à cultiver pour tous». Droits fonciers dans la région Kwango/Kasai, Bandundu, Ceeba, Série I, vol. 32.
- HULSTAERT, G. 1937. *Etsifyelaka* 1. — Mbandaka, Missionnaires du Sacré-Cœur.
- HULSTAERT, G. 1938. Het erfrecht van de Nkundo. — ArMSC, Papiers Hulstaert (typo-script, 48 pp.).
- HULSTAERT, G. 1941. Nkundo et mongo. — *Æquatoria*, **4** (2): 35-37.
- HULSTAERT, G. 1944. Evolution du droit coutumier. — *Æquatoria*, **7** (2): 112.
- HULSTAERT, G. 1946. La propriété chez les Nkundo. — *Æquatoria*, **9** (1): 20-31.
- HULSTAERT, G. 1950. Carte linguistique du Congo belge. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, collection *in-8°*, Tome **XIX** (5), Bruxelles, Institut Royal Colonial Belge.
- [HULSTAERT, G.] 1952. Droit foncier et paysannat. — *Æquatoria*, **15** (4): 149-150.
- [HULSTAERT, G.] 1953a. Discours du gouverneur général. — *Æquatoria*, **16** (3): 115-117.
- HULSTAERT, G. 1953b. La propriété foncière et le paysannat indigène. — *Æquatoria*, **16** (3): 117-120.
- HULSTAERT, G. 1954. Sur le droit foncier nkundo. — *Æquatoria*, **17** (2): 58-66.
- HULSTAERT, G. 1955a. Conférence interafricaine de Bukavu. — *Æquatoria*, **18** (3): 96-97.
- HULSTAERT, G. 1955b. Discours du gouverneur général. — *Æquatoria*, **18** (4): 134-138.
- [HULSTAERT, G.] 1956a. L'Etat congolais et la propriété foncière. — *Æquatoria*, **19** (4): 154-156.
- HULSTAERT, G. 1956b. Noms de personnes chez les Nkundo. — *Æquatoria*, **19** (3): 91-102; (4): 135-136.
- HULSTAERT, G. & BOELAERT, E. 1956c. Présentation d'une étude du Dr Müller, intitulée «Le droit de propriété des Mongo-Bokote». — *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences Coloniales, **2** (6): 921-922.
- [HULSTAERT, G.] 1957a. Le Problème foncier au conseil du gouvernement. — *Æquatoria*, **20** (4): 143-145.
- [HULSTAERT, G.] 1957b. Le discours du gouverneur général. — *Æquatoria*, **20** (3): 90-95.
- HULSTAERT, G. 1957c. Dictionnaire lomóngo-français. — Tervuren, Annales du Musée royal du Congo belge, série *in-8°*, Sciences de l'homme, Linguistique, Volume 16, Tomes I, II.
- [HULSTAERT, G.] 1958a. Encore le problème des terres. — *Æquatoria*, **21** (4): 150-152.
- HULSTAERT, G. 1958b. Proverbes Mongo. — Tervuren, Annales du Musée royal du Congo belge, série *in-8°*, Sciences de l'homme, Linguistique, Volume 15.
- HULSTAERT, G. 1959. *Losako*, la salutation solennelle des Nkundo. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, collection *in-8°*, Tome **XX** (1), Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales.
- HULSTAERT, G. 1961-1966. Grammaire du lomóngo. — Tervuren, Annales du Musée royal d'Afrique centrale, Sciences humaines, n^{os} 39, 57, 58.
- HULSTAERT, G. 1974. La société politique Nkundo. — *Etudes Zaïroises*, **2**: 85-107.

- HULSTAERT, G. 1983. Traditions orales sur l'origine de Mbandaka. — *Annales Æquatoria*, **4**: 165-171.
- HULSTAERT, G. 1986. Tswambe, notable à Coquilhatville. — *Annales Æquatoria*, **7**: 167-171.
- HULSTAERT, G. 1990. Mbandaka Traditionnel. — In: VINCK, H. (Ed.), Mbandaka hier et aujourd'hui (Etudes Æquatoria-10), Bamanya, Centre Æquatoria, pp. 21-82.
- HULSTAERT, G. 1991. Les débuts de la mission de Boteke. — *Annales Æquatoria*, **12**: 509-533.
- HULSTAERT, G. 1992a. Note sur la politique de la relégation. — *Annales Æquatoria*, **13**: 538-545.
- HULSTAERT, G. 1992b. Institutions coutumières Môngo. — *Annales Æquatoria*, **13**: 529-545.
- HULSTAERT, G. 1992c. Onomastique Môngo. — *Annales Æquatoria*, **13**: 161-275.
- HULSTAERT, G. 1994. Encore des formules de salutation solennelle môngo. — *Annales Æquatoria*, **15**: 383-397.
- HUNT, N. 2008. Rewriting the Soul in a Flemish Congo. — *Past and Present*, **198** (1): 185-215.
- JEWSIEWICKI, B. 1979. Le colonat agricole européen au Congo belge, 1910-1960: Questions politiques et économiques. — *The Journal of African History*, **20** (4): 559-571.
- KREMER, E. 1956. Le droit foncier au Congo belge. — *Bulletin des juridictions indigènes*, **24** (10): 269-286.
- KWANTEN, G., VERHOOGEN, J. & VINTS, L. (s.d.) Inventaris van het archief van minister van staat August E. De Schryver, 1898-1991. Herwerkte en aangevulde uitgave (KADOC, Reeks inventarissen en repertoria nr. 34).
- Land tenure symposium, tropical Africa, Netherlands East Indies before the Second World War (Amsterdam, 1950) 1951. — Leiden, Universitaire Pers.
- LEPLAE, E. 1934. Les avantages et les modalités d'introduction du paysannat indigène au Congo belge. — *Congo*, **14** (I-4): 504-527.
- Le régime foncier aux colonies 1899. Série 3, tome II: 1. L'Etat Indépendant du Congo. 2. Colonies françaises (Tunisie exceptée). — Bruxelles, Bibliothèque coloniale internationale, Institut International Colonial.
- Le régime foncier du Congo belge 1909. Institut Solvay, Travaux du groupe d'Etudes coloniales. — Bruxelles, Misch & Thron. [Publié aussi dans *Bulletin de la Société belge d'Etudes Coloniales*, **16** (11): 711-747.]
- LE ROY, E. 1982. La législation coloniale française et belge. — Encyclopédie juridique de l'Afrique, tome 5, chap. 6, Abidjan, Dakar, Lomé, Les Nouvelles Editions Africaines, pp. 85-95.
- LONKAMA Ekonyo Bandengo 1990. Bokilimba Witshima (Pius), le controversé. — In: VINCK, H. (Ed.), Mbandaka, hier et aujourd'hui (Etudes Æquatoria-10), Bamanya, Centre Æquatoria, pp. 116-118.
- LOUWERS, O. 1954. Le problème des terres indigènes. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **8** (47): 65-68.
- LUFUNGULA Lewono 1986. Bongese, chef des Ntomba (Mbandaka-Zaire). — *Annales Æquatoria*, **7**: 173-183.
- MAGALI, L. 1997. Le Groupe d'Etudes Coloniales de l'Institut de Sociologie Solvay. Un laboratoire d'idées pour l'avenir de la Colonie belge (1908-1914). — Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain (thèse de licence).
- MAIR, L. P. 1931. Native Land Tenure in East Africa. — *Africa*, **4** (3): 314-329.
- MAIR, L. P. 1948. Modern Developments in African Land Tenure: An Aspect of Culture Change. — *Africa*, **18** (3): 184-189.

- MALENGREAU, G. 1939. Le régime foncier dans la société indigène. — *Congo*, **20** (II-1): 1-46.
- MALENGREAU, G. 1947a. Les droits fonciers coutumiers chez les indigènes du Congo belge. Essai d'interprétation juridique. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, collection in-8°, Tome **XV** (2), Bruxelles, Institut Royal Colonial Belge.
- MALENGREAU, G. 1947b. L'accession des indigènes à la propriété foncière individuelle du Code civil. — *Zaire*, **1** (3): 235-70; (4): 399-433.
- MALENGREAU, G. 1949. Vers un paysannat indigène. Les lotissements agricoles au Congo belge. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, collection in-8°, Tome **XIX** (2), Bruxelles, Institut Royal Colonial Belge.
- MALENGREAU, G. 1952 Les lotissements agricoles au Congo belge. — *Bulletin agricole du Congo belge*, **43** (numéro spécial): 193-218.
- MALENGREAU, G. 1956a. Propositions pour une solution du problème foncier. — *Zaire*, **10** (4): 387-403.
- MALENGREAU, G. 1956b. Propositions pour une solution du problème foncier. — Vers la promotion de l'économie indigène. Compte rendu du colloque colonial sur l'économie indigène (9-13 janvier 1956), Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay [Etudes Coloniales, fascicule III], pp. 435-448.
- MALINOWSKI, B. 1966 (1935). Soil-tilling and agricultural rites in the Trobriand Islands. — London, Allen and Unwin (Coral Gardens and their Magic, Volume I).
- MALLIEUX, A. 1956. Le problème foncier au Congo belge. — *Problèmes d'Afrique Centrale*, **10** (34): 285-295.
- MARCHAL, J. 2001. L'Histoire du Congo 1910-1945, Tome 3: Travail forcé pour l'huile de palme de Lord Leverhulme. — Borgloon.
- MARKOWITZ, M. D. 1970. The Missions and Political Development in the Congo. — *Africa*, **40** (3): 234-247.
- MICHOTTE, D. 1949. Amodiation et appropriation du sol par les indigènes du Congo belge. — *Bulletin du Centre d'Etude des Problèmes Sociaux Indigènes*, **10**: 26-45.
- MOELLER, A. 1940. Terres indigènes et terres domaniales. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **11** (1): 74-112.
- MOULAERT, G. 1953. La disponibilité des terres. Congrès colonial national. IX session. Le peuplement européen au Congo belge, Assemblée générale du 27 juin 1953. Rapports et comptes rendus. — Bruxelles, R. Louis, pp. 213-216.
- MÜLLER, E.-W. 1958. Le droit de propriété des Mongo-Bokote. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, nouvelle série in-8°, Tome **IX** (3), Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales.
- MÜLLER E.-W. 1961. Moderne Wandlungen im afrikanischen Bodenrecht. — *Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft*, **63**: 58-71.
- MÜLLER E.-W. 1980. Eigentums- und Nutzungsrechte am Boden bei den Mongo. Ein Problem der allgemeinen und angewandten Rechtsethnologie. — *Annales Aequatoria*, **1** (1): 327-346.
- MUNE, P. 1959. Le groupement de Petit Ekonda. — Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques, nouvelle série in-8°, Tome **XVII** (4), Bruxelles, Académie Royale des Sciences Coloniales.
- MUTOMBO, D. 1958. La question foncière au Congo belge. — *La Voix du Congolais*, **151**: 600-603; **152**: 646-648.
- NONKEL, R. 1951. Notes sur le droit foncier coutumier Bwaka. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **22** (3): 632-667.
- PHILIPPE, R. 1954. Notes sur le droit foncier au Lac Léopold II. — *Æquatoria*, **17** (1): 51- 57.

- PHILIPPE, R. 1959. Les modes de propriété chez les Mongo. — *Kongo-Overzee*, **25**: 17-72.
- PIRON, P. & DEVOS, J. 1954. Codes et lois du Congo belge. Première édition bilingue. — Bruxelles, Larcier.
- PIRON, P. & DEVOS, J. 1960. Codes et lois du Congo belge. Deuxième édition bilingue. — Bruxelles, Larcier.
- Plan décenal pour le développement économique et social du Congo belge 1949. — Bruxelles, Les éditions De Visscher.
- PLATTEAU, J. 1996. The Evolutionary Theory of Land Rights As Applied to Sub-Saharan Africa: A Critical Assessment. — *Development and Change*, **27** (1): 29-86.
- POSSOZ, E. [1941a]. Eléments de droit coutumier nègre. — [Elisabethville].
- POSSOZ, E. 1941b. Sur la terminologie du paternat. — *Æquatoria* **4** (1): 15-18.
- POSSOZ, E. 1944. Etudes de droit foncier. — *African Studies*, **3** (4): 172-177.
- POSSOZ, E. 1951. Droits fonciers, paysannat et lotissements indigènes. — *Problèmes d'Afrique Centrale*, **4** (12): 115-131.
- POSSOZ, E. 1952. Politique d'intégration et formation politique des indigènes. — *Problèmes d'Afrique Centrale*, **5** (18): 271-275.
- POTTIER, J. 2005. «Customary Land Tenure» in Sub-Saharan Africa Today: Meanings and contexts. — In: HUGGINS, C. & CLOVER, J. (Eds.), From the Ground Up: Land rights, conflict and peace in Sub-Saharan Africa. Joint project of the Institute for Security Studies & the African Centre for Technology Studies, pp. 55-75. <http://www.iss.co.za/pubs/Books/GroundUp/2Customary.pdf> (consulté le 10 novembre 2008).
- Rapport 1957. — BiblAfric. 30036D, Vol. I, II ou III.
- [Volume I] Commission pour l'étude du problème foncier. Rapport. I^{re} partie. Les données du problème foncier considéré du point de vue juridique et administratif, octobre 1957, 320 pp.
- [Volume II] Commission pour l'étude du problème foncier. Rapport. Les données du problème foncier considéré du point de vue ethnologique. (II^e partie), III^e partie et notes. Léopoldville, Gouvernement général, octobre 1957, 45 et 111 pp.
- [Volume III] Commission pour l'étude du problème foncier. Rapport (résumé). I^{re} partie: Données juridiques et administratives. II^e partie: Données ethnologiques, 111 pp.
- [Volume IV] Bibliographie sur la tenure des terres et les problèmes fonciers. Léopoldville, Gouvernement général, 1957, 163 pp.
- RUBBENS, A. 1982. De receptie van westers recht in Afrika. — In: Cinquantenaire de l'Académie 1928-1978, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, pp. 129-145.
- Rufast (Recueil à l'usage des fonctionnaires et agents du service territorial). — Bruxelles, Ministère des colonies, 1925, pp. 285-308.
- RYCKMANS, P. 1946. Discours d'ouverture du conseil de gouvernement, juin 1939. Etapes et jalons. — Bruxelles, Larcier.
- SOHIER, A. 1939a. Note sur la nature et l'autorité du chef politique et du chef de famille en droit coutumier congolais. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **10** (2): 250-254. [Aussi dans *Congo* 1939, **20** (II-5): 573-576.]
- SOHIER, A. 1939b. Nature de l'autorité du chef de famille et du chef politique en droit coutumier congolais. — *Bulletin des juridictions indigènes et du Droit Coutumier Congolais*, **7** (3): 88-89.
- SOHIER, A. 1949. Traité élémentaire de droit coutumier du Congo belge. — Bruxelles, Larcier.
- SOHIER, A. 1953. Droit foncier coutumier. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **4** (36): 92-93.

- SOHIER, A. 1954a. Les terres indigènes. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **5** (50): 115-116; (51): 126-127; (52): 145-146; (53): 157-158.
- [SOHIER, A.] 1954b. Les terres indigènes. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **5** (51): 140.
- SOHIER, A. 1955a. Le problème des terres indigènes. Pour une solution provisoire. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer* (15 septembre), **6** (63): 125-128.
- SOHIER, A. 1955b. Terres indigènes et paysannat. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **6** (55): 13.
- SOHIER, A. 1956. Protection des droits des communautés sur les terres indigènes. — *Vers la promotion*, pp. 423-434; 462-464.
- SOHIER, A. 1957a. La question des terres indigènes. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **8** (83): 78-79.
- SOHIER, A. 1957b. Le problème des terres indigènes. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **8** (88): 158.
- SOHIER, A. 1958. La question des terres indigènes. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, **9** (95): 80.
- STENGERS, J. 2005. Congo, Mythes et réalités. — Bruxelles, Editions Racine.
- STROUVENS, L. & PRON, P. 1948. Codes et lois du Congo belge. Textes annotés d'après les rapports du conseil colonial, les instructions officielles et la jurisprudence des tribunaux. Sixième édition revue, corrigée et augmentée. — Bruxelles / Léopoldville, F. Larcier.
- Troisième Symposium international d'économie rurale tropicale (Paris 1956, 1957). — Paris, Ministère de la France d'outre-mer.
- VAN ARENBERG, P. 1935. Questionnaire. — *Bulletin des juridictions indigènes*, **3** (1): 9-13.
- VAN BILSEN, A. 1956. Un plan de trente ans pour l'émancipation politique de l'Afrique belge. — *Les dossiers de l'Action sociale catholique*, Bruxelles, Mouvement ouvrier chrétien, février, pp. 83-111.
- VAN BILSEN, A. 1992. Een dekolonisatie voorstel. — In: Congo 1955-1960, Recueil d'étude / Verzameling studies, Bruxelles, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer / Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen, pp. 423-477.
- VAN DER KERKEN, G. 1920. Les sociétés bantoues du Congo belge. — Bruxelles, Bruylant.
- VAN DER KERKEN, G. 1926. Rapport sur le régime des cessions et concessions au Congo. — II^e Congrès colonial national (Bruxelles, 6-7 février 1926). Comptes rendus et rapports. Bruxelles, Lesigne, pp. 347-376; et Examen du rapport de M. Vanderkerken (*sic*), pp. 98-118.
- VAN DER KERKEN, G. 1927. Le droit foncier indigène et le régime légal des terres et des mines au Congo belge. — Session de La Haye de 1927. Rapports préliminaires. Bibliothèque coloniale internationale, Institut colonial international, pp. 1-246.
- VAN DER KERKEN, G. 1940a. Terres indigènes et terres domaniales. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **11** (1): 133-134.
- VAN DER KERKEN, G. 1940b. L'administration des indigènes. — Congrès colonial national, 1940, Rapport préparatoire au V^e Congrès 1940, fascicule 5, Bruxelles, R. Louis.
- VANDERLINDEN, J. 2007. Main-d'œuvre, Eglise, Capital et Administration dans le Congo des années trente, Volume I. — Bruxelles, *Fontes Historiae Africanae*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer.
- VANDERVELDE, E. 1910. Le socialisme et la question des terres au Congo. — *Revue Economique Internationale*, **7** (2): 407-431.

- VANDERVELDE, E. 1911. La Belgique et le Congo, le passé, le présent, l'avenir (Bibliothèque générale des sciences sociales). — Paris, Ed. Félix Alcan.
- VANDERYST, H. 1922. Système de culture des Bantu. — *Congo*, **3** (2): 216-228.
- VANDERYST, H. 1925. Les concessions de forêts secondaires et de palmeraies congolaises. — *Congo* II, 731-737.
- VAN GOETHEM, E. 1942. Proverbes judiciaires des Mongo. — *Æquatoria*, **5** (1): 2.
- VAN WING, J. 1921. Etudes Bakongo. Histoire et sociologie, I (Bibliothèque Congo-3). — Bruxelles, Goemaere.
- VAN WING, J. 1945. La situation actuelle des populations congolaises. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **16** (3): 584-605.
- VAN WING, J. 1947. Quelques aspects de l'Etat social des populations indigènes du Congo belge. — *Bulletin des séances*, Institut Royal Colonial Belge, **18** (1): 185-201.
- VAN WING, J. 1956. Impressions du Congo 1955. — *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences Coloniales, nouvelle série, **2** (2): 169-190.
- VAUTHIER, R. 1909a. Conclusions générales de M. R. Vauthier. — In: Le régime foncier du Congo belge, Bruxelles, Institut Solvay, Hayez, pp. 8-19.
- VERDIER, R. 1965. Chef de terre et terre de lignage. Contribution à l'étude des systèmes de droit fonciers négro-africains. — Etudes de droit africains et de droit malgache. Toulouse, Jean Porier, pp. 333-359.
- VERDIER, R. 1971. L'ancien droit et le nouveau droit foncier de l'Afrique noire face au développement. — In: Unesco, Le droit de la terre en Afrique (au Sud du Sahara), Paris, Ed. Maisonneuve et Larose.
- VERHAEGEN, B. 1962². ABAKO 1950-1960. Documents belges et africains. — Bruxelles, Les dossiers du Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (C.R.I.S.P.).
- VERMEERSCH, A. 1906a. La question congolaise. — Bruxelles, Imprimerie scientifique, C. Bulens.
- VERMEERSCH, A. 1906b. Les destinées du Congo belge. Supplément à «La question congolaise». — Bruxelles, Albert Dewit.
- Vers la promotion de l'économie indigène. Compte rendu du colloque colonial sur l'économie indigène (Bruxelles, 1956). — Université Libre de Bruxelles, Institut de Sociologie Solvay (Etudes Coloniales III).
- VINCK, H. 1986. Le cercle Léopold II à Coquilhatville (Mbandaka). — *Annales Æquatoria*, **7**: 337-344.
- VINCK, H. 1987. Le Centre Æquatoria de Bamanya, 50 ans de recherches africanistes. — *Zaire-Afrique*, **212**: 79-102.
- VINCK, H. (Ed.) 1990. Mbandaka, hier et aujourd'hui. — Bamanya-Mbandaka, Centre Æquatoria.
- VINCK, H. 1993. Le microfilmage des archives Æquatoria. — *History in Africa*, **20**: 423-427.
- VINCK, H. 1995-1996. L'Arrivée des Blancs sur les bords des rivières équatoriales. — *Annales Æquatoria*, **16**: 13-134; **17**: 7-415.
- VINCK, H. 1996a. Influence des missionnaires sur la prise de conscience ethnique et politique mongo. — *Revue africaine des sciences de la mission* (Kinshasa), **3** (4): 131-147 (version anglaise et française sur www.aequatoria.be).
- VINCK, H. 1996b. Les premières manifestations du kimbanguisme aux environs de Mbandaka en 1954 et 1959. — *Revue africaine de théologie* (Kinshasa), **20**: 95-105.
- VINCK, H. 1997. Société coloniale et droit coutumier. Correspondance G. Hulstaert - A. Sohier: 1933-1960. — *Annales Æquatoria*, **18**: 9-238.
- VINCK, H. 1998. Législation, colonisation, civilisation. La correspondance G. Hulstaert - V. Devaux. — *Annales Æquatoria* **19**: 305-328.

- VINCK, H. 1999. Centre Æquatoria. Archives et Bibliothèque / Æquatoria Center. Archives and Library. — In: DUTTON, L. S. (Ed.), *Anthropological Resources: A Guide to Archival, Library and Museum Collections*, New York-London, Garland, pp. 454-461.
- VINCK, H. 2000a. De studie van het schoolboek in Belgisch Kongo. — *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, **46** (2): 83-100.
- VINCK, H. 2000b. Dimensions et inspiration de l'œuvre de Gustaaf Hulstaert. — *Revue Africaine des sciences de la mission*, **7** (12): 208-236.
- VINCK, H. 2002. Het belang van de periodieke koloniale pers in Afrikaanse talen. — *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, **48** (3): 269-295.
- VINCK, H. 2004. Poésie de résistance au Congo belge: Le stupide étranger au long nez. — *Annales Æquatoria*, **25**: 273-302.
- VINCK, H. 2007. Ideology in missionary linguistics and ethnology. Æquatoria, a "Centre de recherches africanistes" at the Mission Station of Bamanya (R.D.C.), 1937-today. — Workshop Conference: The Secular in the Spiritual: Missionaries and Knowledge about Africa. Historisches Seminar der Universität Basel. Lehrstuhl für Geschichte Afrikas (Basel, 30 November- 1 December 2007) (sous presse).
- W. [DE WILDE] 1956. Symposium International d'économie rurale tropicale (Paris, octobre 1956). — *Bulletin agricole du Congo belge*, **47** (6): 1689-1692.
- WAUTERS, A. 1940. Terres indigènes et terres domaniales. — *Bulletin des Séances*, Institut Royal Colonial Belge, **11** (1): 133-134.
- YOUNG, C. 1968. Introduction à la politique congolaise. — Kinshasa, Editions Universitaires du Congo; Bruxelles, C.R.I.S.P.
- ZAMBITHE, B.-G. 1956a. Au Kivu. La propriété rurale indigène. — *Temps Nouveaux d'Afrique*, **2** (6): 3.
- ZAMBITHE, B.-G. 1956b. L'instabilité des droits fonciers des cultivateurs indigènes du Kivu ruine l'agriculture. — *Temps Nouveaux d'Afrique*, **2** (12): 1-8.
- ZAMBITHE, B.-G. 1956c. L'instabilité des droits fonciers des cultivateurs indigènes du Kivu ruine l'agriculture [2]. — *Temps Nouveaux d'Afrique*, **2** (14): 3.
- ZANA AZIZA ETAMBALA, M. 2008. De teloorgang van een modelkolonie, Belgisch Congo (1958-1960). — Leuven, Acco, 432 pp.

REMERCIEMENTS

Les archivistes et bibliothécaires rencontrés pendant cette longue recherche peuvent être assurés de mon estime et de ma gratitude. Les traductions du lomóngɔ en français sont principalement de la main de Charles Lonkama, mon ancien collaborateur au Centre *Æquatoria* à Bamanya. Guillaume Essalo, documentaliste de la Bibliothèque *Æquatoria*, mérite d'être remercié pour ses multiples services et sa contribution occasionnelle aux traductions des textes lomóngɔ. Ils ont bien mérité ma reconnaissance pour les multiples informations obtenues par leur intervention. Mon confrère Paul Verbruggen est responsable de la révision du français du texte entier. Que tous soient remerciés ici.

ANNEXES

Choix des documents

Les textes à publier en premier lieu en leur intégralité étaient, bien sûr, les réponses à l'enquête de 1954, avec leur traduction. Mais plusieurs autres textes, comme il a été indiqué plus haut, sont d'une importance capitale pour la compréhension de l'enjeu et de l'impact social de la question. Ainsi les articles polémiques en français de Bomboko dans *Mbandaka*, la correspondance dans *Lokole Lokiso* en lomóngɔ, et dont nous ne publions que la traduction, les articles d'Hulstaert et de Boelaert dans *Pax*, dont l'original est en français ou en néerlandais, et que nous avons traduits en français. Et enfin, quelques textes liés aux procès tenus à Coquilhatville, correspondances et autres documents.

ANNEXE I
REPONSES A L'ENQUETE DE 1954.
ORIGINAUX ET TRADUCTION FRANÇAISE

Règles d'édition

- J'ai tenu à reproduire les réponses, toutes écrites en lomóngo et parfaitement lisibles, sous leur forme originale manuscrite, mais adaptée à la nécessité de maintenir les pages en parallèle avec la traduction française. L'espacement entre phrases et paragraphes de la traduction est fait de manière à ce qu'ils soient autant que possible en parallèle avec l'original en regard.
- Structure de la publication de la traduction:
 - Première ligne: numéro d'ordre (repris de l'original) et prénom et nom de l'informateur;
 - Deuxième ligne: notice d'identification de l'informateur (basée sur plusieurs sources);
 - Tout ce qui suit cette notice est repris de l'original.
- Les textes de l'enquête avec leur traduction sont reproduits dans l'ordre établi par Boelaert, qui les avait classés dans la série de sa collection de documents historiques dans le groupe des 700. Ce chiffre est habituellement noté à droite en haut de la première page du document.
- La datation des réponses est normalement reprise de l'original et provient soit de l'expéditeur, soit de Boelaert (date de réception). Si nécessaire, je l'ai complétée et uniformisée. Quand elle manque, je l'ai reprise d'autres sources et mise entre crochets [].
- Les phrases soulignées dans l'original le sont également dans la traduction. Selon toute vraisemblance, c'est Boelaert qui en est l'auteur. Des lignes verticales apportées dans la marge sont également reproduites.
- Dans ces mêmes textes, des soulignements manifestement apportés par les informateurs dans leur copie originale et qui ne concernent que le titre ou rarement des sous-titres, ne sont pas reproduits.
- Les rares remarques sur les documents de la main de Boelaert sont reproduites *en italiques*. Les phrases biffées ou ajoutées en surcharge par les auteurs congolais, sont signalées en notes infrapaginales.
- Les pages ou feuilles d'un même document, parfois numérotées par les auteurs mêmes, sont toujours indiquées dans la traduction par un chiffre entre crochets [] précédant le texte. Quand les chiffres manquent dans l'original, je les ai ajoutés. Quand il n'y a qu'une seule feuille, il n'y a pas de numérotation introduite dans la traduction.
- Dans les citations reprises d'un texte en lomóngo, nous suivons la graphie de l'original. Nous n'avons noté les tons que s'ils sont indiqués dans les originaux.
- Les proverbes sont identifiés par le renvoi à une source publiée, principalement Hulstaert (1958b), *Proverbes Mongo*, avec mention du numéro d'ordre dans cette publication. En règle générale, j'ai repris un seul élément de la signification du proverbe, y donnée par l'auteur, parfois en citation directe, parfois en interprétation libre, en fonction de son application dans le texte de l'enquête. Dans plusieurs cas, une légère différence linguistique avec la version publiée est à signaler, souvent

limitée à la notation des tons. Quand le proverbe n'est pas mentionné, je le reprends en note en lómóngó dans la graphie de l'original avec une traduction personnelle dans le texte.

- Toute addition, traduction ou explication, par moi-même, à l'intérieur des textes principaux et des citations, est mis entre crochets [].

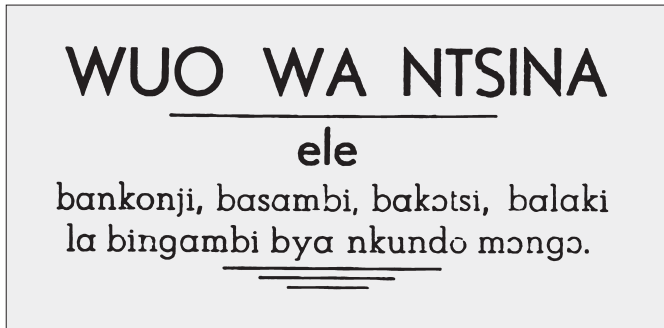


Fig. 11. — Première page du dépliant invitant à participer à l'enquête.

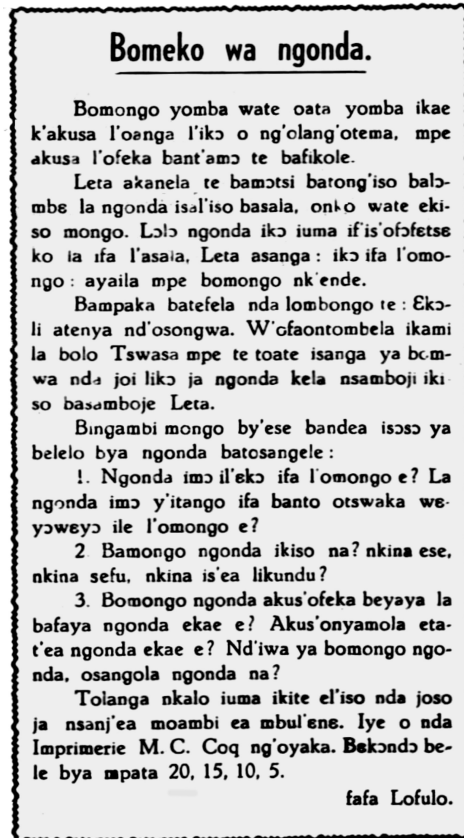


Fig. 12. — Deuxième page du dépliant avec les questions de l'enquête.

arg 17.6.54

701

Bomoko wa Ngonda.

- 1/ Buwo wa jaso: Ngonda imo ileko ^{ifa} l'omongoe?
Wambo: Nyonyo onko ngonda efa l'omongo
ngonda iuma ile ola nkolo. La ngonda
imo ya itango (ifotutsi la banto) ifotutsi l'anté?
Wambo ende ola ifotutsi la banto ile ola nkolo.
onko ngonda efa la nkolo.
- 2/ Buwo w'ase: Bomongo ngonda ikiso na?
nkina ise, nkina sefu, nkina is'ea likundu?
Wambo: Bomongo ngonda wete ise ea likundu
wete ise eotaki ise nkina ise eotaki ise eke,
nkina bale ntuke ife nkina nkote if' auma
baeta o ise ea likundu, ise ea likundu okusa-
cata ngonda. Bala lombongo lone: Ite
nt'a kota ngonda bona afaata bosako, wete,
ntsin'ea: nga ise ntaata ngonda bona
afaata esi ka ea nsasa la lisala, nkina
asa jasi. La ngoso bomongo ngonda -
nk'ise ea likundu.
Sefu afa bomongo ngonda, ntsin'ea sefu iuma
ifa baise ba likundu, emo sefu baka bokune
ba ise ko emo baka bona ea nsami, ko emo
baka bona ea nkama, ko emo baka bonte
ontsin'ea wanya, nkina bondjea bokae wa
bontendele, la ngoso bomongo ngonda nk'ise
ea likundu wete baise bauma imola nko-
otaki
- 3/ Buwo w'asate (3) Bomongo ngonda akusa
ofika beyaza? Wambo: ende? Bomongo
ngonda, akusa ofika beyaza la bafaza-
bupend'ekae. Nd'iwa ya bomongo ngonda
esangola ngond'ekae wete. Bokune okae
nkina bona okae, nkina bona ea nkama
ekae, lolo bonte mke loswefo. Bonte omo
akela ela ka nkolo boko boosi la -

701. Paul Impote

Identification de l'informateur: né en 1932, enfance à Boteka. Entre 1944 et 1959, il écrit 26 articles dans *Le Coq Chante*, Etsiko et Lokole et au moins 5 dans Mbandaka en 1951, et 8 en 1952. A côté des textes moralisateurs, on trouve des nouvelles de Léopoldville et de Coquilhatville. Deux textes (en 1948 et 1952) attirent l'attention par leur teneur obséquieuse sous le titre: «Pourquoi obéir aux autorités». De 1944 à 1947, il est caporal (mécanicien-chauffeur) à la Force publique et séjourne au Bas-Congo. De retour à Coquilhatville (1948?), il travaille aux Travaux publics (T.P.). Il répond aussi à l'enquête, en 1954, sur L'arrivée des Blancs. En 1955, il habite Avenue gouverneur Henry, 12, Coquilhatville II. Président de la 'Mutualité congolaise' à Coquilhatville.

[1]

[Sans date]

Reçu 17.6.54

L'enquête sur les forêts.

1. Première question: Certaines forêts n'ont-elles pas de propriétaires? Réponse: Non. Il n'y a pas de forêts sans propriétaires. Toutes les forêts ont des maîtres. Mais certaines forêts, qui sont éloignées des hommes? Réponse: Oui, même celles qui ne sont pas proches des hommes ont des propriétaires. Aucune forêt n'est sans propriétaire.

2. Deuxième question: Qui sont les propriétaires de nos forêts? Est-ce le père, le chef, le père de la lignée? Réponse: Le père de la lignée est le seul propriétaire de la forêt. C'est le grand-père ou le père qui a engendré ton père. Même s'ils sont au nombre de vingt ou de mille, ils sont tous appelés père de la lignée. Seul le père de la lignée peut avoir la forêt. Scrute ce proverbe: «Si le père n'abat pas la forêt, l'enfant n'aura pas une jachère»⁴³⁴, parce que si le père n'a pas de forêt, l'enfant n'aura pas droit à un champ pour chasser ou pour pêcher. De ce fait, seul le père de la lignée est le propriétaire de la forêt. Le chef [sefu] n'est pas le propriétaire de la forêt, car tous les chefs ne sont pas des pères de lignée. Le frère cadet du chef peut être nommé chef, le fils aîné peut être nommé chef, le neveu peut être nommé chef; quelqu'un peut être nommé chef à cause de sa sagesse ou s'il est savant de première classe. C'est ainsi que le seul propriétaire de la forêt, c'est le père de la lignée, c'est-à-dire tous les pères, excepté celui qui t'a engendré.

3. Troisième question: Le propriétaire d'une forêt peut-il l'interdire aux immigrants? Réponse: Oui. Le propriétaire d'une forêt peut l'interdire aux immigrants et aux étrangers. A la mort du propriétaire d'une forêt, les gens qui peuvent hériter sa forêt sont: son frère cadet, son fils ou son neveu, mais pas n'importe qui. Quelqu'un d'autre peut l'hériter au cas où aucun membre de ce groupe n'est en vie.

⁴³⁴ *Ise nt'akotá ngonda bona afaata bosako*. Plusieurs variantes. Proverbes 1229: *Isé ntákotá ngonda, bóna ntáléká mpumbá*. Signification: «Le fils a droit aux fruits du travail de son père». Ce proverbe est utilisé souvent dans la suite. Voir encore les explications et plusieurs variantes dans Hulstaert, G., Proverbes juridiques des Mongo, *Bulletin des Séances*, Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer (1971-3): 525-544, principalement p. 535.

bant'auma, kotema touma toopa la wite:
Enga bonto aokweya yom ba mda ndjela,
ifa lenkina la n'kolo, elaka nko ondjeli.
Lolo nda boeko mungo onko bonto osangola.
Elaka obanto bane, wite Bokune la boma
va nsoni la boma va n'hana nga aaj'ofetse
ek'ise. Ngonda ifa la basala nkina ifa banto
ofetse, ile ola bamkolo msoolo mungo. Lo-
ofete banto bafetse, nkina ntsin'ed lo si lo-
yante nkina boji wa banto batiki n'edemo
by'asala la baki. Lolo bamong'ese ba jobu
nge ti: bamongo ngonda ene awei ba-
fingolo nkina ba-fokala, la baowa la baki.
Lolo l'etat asange ti: ngonda ifa ofetse ko
ifis'ofetse basala ikae ngamo? Esile: Ba-
Belge bantiki congo, l'okura otana congo
euma o Ba-Belge msoala, na nga ba-Belge
baosila bantihalla nk'isi, li-fokoka congo
euma l'okura? Koo liise nkina Province ifiyo
efetse ofimiana ya ba Belge ntsin'ea banto
sila l'okura? Upe batiki li-fimeja ti banto
bafa b'ekole ekijo ti bafete nkina ba kele-
basala? Ifaw o'ange oflangge boiningo.
Wohutu wite, wa si la.

emi kumpati. Juml. ou T.P.P. ou.

[2]

Dans ce cas, tous ses biens sont comme si quelqu'un a laissé tomber quelque chose sur la route, cette chose n'a plus de maître, sauf celui qui prend l'initiative de la ramasser. Mais selon la loi, personne ne peut hériter sauf les gens précités : le frère cadet, le fils aîné et le neveu s'il a jugé bon de vivre auprès de ton père. Les forêts qui n'ont pas de champs ou qui sont inhabitées ont réellement des propriétaires. Si elles n'ont pas d'habitants, c'est soit à cause du dépeuplement, soit à cause de la paresse de ceux qui sont restés dans les travaux des champs et dans la pêche. Mais les propriétaires du village n'ignorent pas que les propriétaires de cette forêt sont un tel et M. X, qu'ils soient morts ou en vie. Comment l'Etat peut-il dire que les forêts que nous n'habitons pas et celles que nous n'utilisons pas pour nos champs lui appartiennent? Exemple: les Belges ont colonisé le Congo et l'on peut trouver des Belges sur toute l'étendue du Congo. Si le nombre des Belges venait à diminuer, seront-ils encore en mesure de peupler tout le Congo? Et les villes ou les provinces qu'ils n'habitent plus, ne seront-elles plus celles des Belges parce qu'ils ont fini par mourir? Et les vivants accepteront-ils que les hommes n'aient plus leur pays pour vivre ou pour faire des champs? Ce que tu détestes, ne le fais à autrui.

C'est ici que je me tais.

Moi, Impote Paul de T.P. Coq.

gndm 22/7

Monieka, D.C.C.H., le 20-6-54

26.6. 702

BOMEKO WA NGONDA.

1. Nyonyo. Ngonda iuma ile o la bamongo. Muma la ngonda u'itanga ile o la bamongo. Ng'ole ndatit'iso bongali la Tsaka ale ngonda ey'oneu' onene, ~~tole~~ tole o la belelo (klati) ea ngond'euko.

2. Bamongo ngonda/ikiso o wengi bonanga wengi ngonda. Wate wengi etenaka (ekilika) bale o l'ekinyo ngonda eki baire t'antoko bakio.

Sefu afa bomongo ngonda, onko nake bompifo baki & io ivokayate abatelele eke, mboko sefu afa bomongo ngonda. &

Ia ea likundu, wate ntoni e'ee afa bomongo ngonda, kika ayale bomongo ngonda o nd'etenaka eke mungo. Ale ntoni ea likundu wate nd'aoyi b'okisane la bompifo lolo te ayale bomongo ngonda, fo. o nye.

3. Belaya l'afaya, nga balomba bomongo eteni ngonda etenela te barale balala nkinla batunge balombe, ayaka bafetse anto, bomongo munda afokuse oafeka. Lolo ndi o bomongo ngonda afokuse l'vakaya ngonda botako nye.

Bouto afokuse bonyamola etate ea ngond'ekae nye. U'tina te ngonda ey'oute onko wate efungamelo la belimo beuma. Adata nse nyama, beto nse la tomo tomo o llima ngond'ekae.

Kika o bendele, nga baso-

702. Marc Bolumbu

Identification de l'informateur: *Marc Bolumbu était moniteur au Poste de la mission protestante de Bonyeka (Monyeka, sur la Tshuapa). Il avait répondu aussi à l'enquête sur L'arrivée des Blancs. Il a publié une soixantaine de notes dans Lokole entre 1955 et 1960. Il s'agit principalement de chroniques de la mission de Bonyeka; notes ethnographiques; considérations sur la dénatalité, la conscience ethnique môngo, les bienfaits de la colonisation et quelques moralités.*

[1]

Monieka [Bonyeka], D.C.C.M. [*Disciples of Christ Congo Mission*], le 20-6-54
Reçu 26.6.

Geschreven 22/7 [écrit 22/7]

L'enquête sur les forêts.

1. Non. Toutes les forêts ont des propriétaires. Même les forêts les plus éloignées ont des propriétaires. Voyez: entre nous, Bongale et Isaka, il y a une très grande forêt. Mais nous avons des limites (au milieu) de cette forêt.
2. Les propriétaires de nos forêts sont: chaque village [*bonanga*] possède sa forêt; de même, chaque hameau [*etenaka*] ou section séparée [*etuluka*] du village a sa forêt qui était sous le contrôle de ses pères et de ses ancêtres. Le chef [*sefu*] n'est pas le propriétaire des forêts, il n'est qu'une personne ayant une autorité conférée pour surveiller le village; donc le chef n'est pas le propriétaire des forêts. Le père de la lignée qui n'est qu'aîné du village n'est pas le propriétaire des forêts. Il n'est propriétaire de la forêt que dans son propre hameau. Il est le premier-né de la lignée en ce qui concerne la vie et l'autorité, mais il n'est pas le propriétaire de la forêt. Non.
3. Si les immigrants et les étrangers demandent au propriétaire de la forêt un endroit pour faire des champs ou pour construire des maisons, peut-être pour y habiter, le propriétaire de la forêt ne peut pas les interdire. Mais le propriétaire de la forêt ne peut pas leur céder la forêt pour toujours. Personne n'a le droit de vendre une portion de sa forêt. Car posséder une forêt pour un homme, c'est en conserver toutes les richesses. Dans sa forêt, il capture du poisson, du gibier, des chenilles et beaucoup d'autres choses. Sauf les Blancs. S'ils achètent

mba etate ey'okili la bosole mpampa
bonanga bokaya etate ea ngonda
eki'nde osomle. Lolo ukakafa
mpampa, mpampa.

Nd'iwa by'omwopo ngonda, ora
ngola ngonda wate bakune l'ana
bakae.

Exile: Nga bokulaka aowa,
bemola bona oansoni nijini mpe
bofendeja belemo l'woji, la ngo-
mola eki'ise otrike.

Lina kolo kala totafuna te
bonto anjamola ngond'ekae,
ng'otokanoja mpe ng'otorang'la
lingambi' bi'ese.

Emi Bolumbu Marc
Nda Bonieka, D. e. e. M.

[2]

une portion du terrain, le village leur donne la portion de terrain qu'ils ont achetée. Mais l'on ne partage pas la forêt. Non. A la mort du propriétaire d'une forêt, ses frères cadets ainsi que ses enfants héritent de sa forêt. Voici un exemple: si le patriarche meurt, on donne par prélèvement les instruments, les affaires et la forêt du père à l'aîné. Depuis des temps immémoriaux, nous n'avons jamais vu quelqu'un vendre nos forêts. C'est ce que les vieillards nous racontent et nous disent.

Moi, Bolumbu Marc à Monieka, D.C.C.M.

anh. 14.7.54

703

Bomeko wa ngonda.

Enkomya.

Boanji oa bosako bone, atasake
ntingo sea bosi bauma bale nd'okiji:
afatana. Kika usake o ntingo de
nda byambo bya byuwu ben'3:

I. Buwola ngonda nkina eatema l'
ant'amo.

II. Buwola banto loswele bale bamo-
ngo ngonda.

III. Buwola efenge ikela bamongo ngo-
nda, l'etshikelo letshik'is ngonda nd'
ibwa ikis.

lenko tafaoyala nk'otana wambo
mongo wa kwo.

We boanji mpre nyalemaka la wa-
nya: toamlake la lomo nk'osisimya

-2-

ko okanela.

Moune Terre Moritour.

703. Pierre Mune

Identification de l'informateur: *voir Notes biographiques ci-dessus.*

[1]

1

[Sans date]

Ontv[angen] 14.7.54 [reçu 14.7.54]

Enquête sur les forêts.

Préface.

Le lecteur de cette histoire ne doit pas chercher la signification de toutes les choses qui sont au monde. Il ne les trouvera pas. Il doit seulement chercher l'explication qui se trouve dans les réponses à ces trois questions: I. On demande si la forêt peut être possédée par n'importe qui. II. On veut savoir si n'importe qui peut être propriétaire des forêts. III. On veut savoir comment les propriétaires des forêts font hériter leurs forêts à leur mort. A ces questions, nous ne manquerons pas de donner une réponse exacte. Toi, lecteur, sois sage: ne lis pas avec rapidité. Tu dois réfléchir

[2]

2

et méditer.

Mune Pierre Moniteur

-3-

Byambo.

I. Nko ngonda efa l'amongo nze.
nkina la ngonda inko ifa l'banlt'oki-
te weyswey's oasaka toha, ile o l'
amongo.

Eswea te ngond'euoma ele l'amongo
la ntina inc 12.

1. Belelo (Limites). Onyang'ikenda bke-
nds j'osika nd'okij'one, wifotana
belelo bel'eks nd'ats'a benanga l'ena-
nga, nkina nd'ats'a baotsi l'aotsi.

Onko wate belngojiwa mogo wa folce
ntsin'ea batenaki belelo wate ek'is oka-
faka ngonda. Nd'ebila bekiso bena
ngonda imo il'eks o ntutama l'iso;

[3]

3

Réponses

I. Aucune forêt n'est sans propriétaire; même les forêts qui ne sont pas très souvent fréquentées par les gens à la recherche de biens, même celles-là ont des propriétaires. Nous savons que toutes les forêts ont des propriétaires à cause des deux faits suivants:

1. Les limites (*Belelo*): Où que tu ailles dans ce monde, tu trouveras des limites entre les villages ou entre les lignages. C'est un véritable constat, car, partout, les habitants ont tracé les limites lorsqu'ils se partageaient les forêts. Dans certaines forêts proches de nos villages,

ngole bant'z basala basala bakis &
o ntutuma wate batena bolelo nd'
ats'asala baks & Isls ek'is batafasala
basala wate bolelo baks botaki ek,

joso nye. Nobsks ngond' euma eta
n'iso belelo ele & l'amongo b'eko.

— 2 Lifeta (Domicile) — Limba byungo
byongololo elaka nk'w' yooko, te-
ma nkends ikend'iso ntsin'ea efete-
ls ekiso: tofokile wiji bsmakolo
sekoo nye! Toky' fac toolimana
tootsw' ac: "Swa ileki nd' itenel'ine
toluwe nde mprene." Bitumba ngoko
bitolenola: bonanga bonji boobota
bonji l. n.

Bonko ekend'iso tokenda la to-
ma toms, lsi tofokende la ngonda

[4]

4

si deux personnes font deux champs qui sont voisins, ils doivent tracer la limite entre ces deux champs. Toutefois, lorsqu'ils n'avaient pas fait les champs, cette limite n'y était pas.

2. Le domicile (*Lifeta*)⁴³⁵. Depuis des temps immémoriaux jusqu'à nos jours, nous effectuons des migrations à la recherche d'un domicile: nous ne restons pas toujours à la même place! Nous étions ici, nous nous déplaçons et nous allons là-bas: «La mortalité bat son plein dans cet endroit, allons ailleurs». Les guerres nous séparent également. Un village prend la fuite devant un autre village. Quand nous quittons le village, nous emportons certains biens, mais nous n'emportons ni la forêt

⁴³⁵ Note de Boelaert: «*pas claire*», pourtant le mot même a une signification non équivoque: D., p. 1141 *lifeta* = résidence.

-5-

la toma toms. Ngonda la toma toms
totikala nk'anko nda lifeta liki
joso, ko iso mungo tokenda nda li-
feta j'asju. Nga lifeta liko j'asju li-
tutji la lifeta ja kalakala wate tsuta
bakabaka nk'eks nda lifeta ja kala-
kala okolaka toma, l'asaka biatelo
bikiso nk'eks. Loh nga lifeta liko ja
kalakala jolekoka basika wate: tofu-
t'eks o sekoo. Moko ngonda nki-
ng efa l'anto bakit'eks lenkina
ele lo l'amongo bakae.

II Ole bomongo ngonda nko lwel-
le wate: "is'ea likundu". Onko nde
londo likae.

Nhin'ofoke kela nkosangele joi li-
ko folee: Bokiji bone bokijini
bole wate yomba ikaka ya Njakomba.
Bomongo mpe akafolaki bokili boko

[5]

5

ni d'autres biens. Bien que la forêt ainsi que certains biens restent dans l'ancien domicile, nous allons nous-mêmes vivre dans le nouveau domicile. Si ce nouveau domicile est à proximité de l'ancien domicile, nous rentrons de temps à autre dans l'ancienne demi-forêt prendre quelques biens, ou y chercher d'autres biens. Cependant, si l'ancien domicile est très éloigné, c'est-à-dire, si vous ne pouvez plus vous y rendre, même si les gens ne visitent plus ces forêts, elles ont toujours des propriétaires.

II. Le propriétaire de n'importe quelle forêt, c'est le père de la lignée. C'est sa part. Si tu ne comprends pas, je vais te le dire avec clarté. Le monde entier appartient à Dieu. C'est lui qui a partagé ce monde

-6-

ele ban'akae wate iso banto. Ida
likapo likae liki 'nd'okafelaka ban'
akae bokiji: atenaki o belelo, ko
asiselaki is bosite te bont'onto aa
te o fiendo j'omongo liki 'nde wa-
mbaka lim'el'ende. Njakomba: a-
takolake fiendo j'omonga.

Enwea likapo ja Njakomba ndali-
kw'okiji ngamo? Wate eki 'nd'otsi-
kwanyaka bokiji (zones), ko ilaki
banto nda wengi likapo. Bant'anko
baki Njakomba wilaka joto nda we-
ngi. Likapo wate baise ba bakundu.
Is'ea likundu aotake. Onene. Ape
onene lonko lokafwanake nda bi-
se la bise; lim'aka bise byoyatela
botti l'otsi, bepanga P'enanga.
Is'o is bauma babikake o nd'etate
ea bokiji eki is'ekis ea likundu
wambaka lim'ele Njakomba.

[6]

6

entre ses enfants, les hommes. Dans ce partage du monde, il a tracé des limites en prévoyant la part d'un chacun. Dieu n'a pas prévu que quelqu'un pourrait ravir la part de son semblable. Comment savons-nous que Dieu a partagé ce monde? C'est en différenciant les zones et en plaçant les hommes dans chaque division. Les hommes que Dieu avait d'abord placés dans chaque division, c'étaient les pères des lignées. Le père de la lignée fait naître une nombreuse descendance. Ces nombreux enfants se subdivisent en plusieurs villages. A partir de ce moment-là, les villages font naître des lignages et des peuples. Toutefois, tous habitent la portion du monde que le père de la lignée avait reçue de Dieu.

- 4 -

Lenkhina eki banto ofule buke: bao-
yakafela is mogo totatate tswa totisi
(subdivisions) o lim'etate ea nene
eki ise ekis ea likundu wambaka
ele Bomong'okiji: kela baite la base-
fu bakomana ke la tke.

III Lima kalakala elaka nk'ae yoo-
ko bomongo ngonda ayekete l'ekis
o ng'olang'ekete mogo: ng'alang'
stektj'ohle nke foshwele lakuseya.
Lelo bankoko bakiso ntabasimaki
joi liko ja natekya bokiji bokis nye.
Amfamba ngonda ake wate joi ja
bolo mogo ele bankoko bakiso
nkundo mogo. Ntwin'ea biatelo bi-
uma bik'is oataka biki o lima
ngonda; ko batimaki ngonda buke
mogo.
Kalakala bankoko bakiso baki

[7]

7

Comme il y eut accroissement démographique, ils se sont forgés de petites portions à partir de la grande portion que le père de la lignée avait reçue du Propriétaire du monde afin que les pères et les chefs y exerçassent leur autorité.

III. Depuis les temps anciens jusqu'à cette heure, le propriétaire d'une forêt agit dans sa forêt comme bon lui semble. Il peut, s'il le veut, la vendre à n'importe qui. Mais les ancêtres n'ont jamais apprécié l'acte qui consiste à vendre leur terre. Vendre une forêt était une affaire sérieuse auprès de nos ancêtres Nkundó-Móngo. Parce qu'ils tiraient toutes leurs ressources de la forêt, et ils remerciaient infiniment la forêt. Autrefois nos ancêtres étaient

- 8 -

l'anto buke mogo: lotilo lotaki el'
is nye. La ntun'ekes baki o la tonga-
ngonda tiwa totisi, baataki ngonda
uy'onene o bakiulaka l'ant'amo ba
jale bafnslaki baninga bekiji, nd'
bitumla bikis. Bont'ouma baki la
ngonda nd'ekek'eks aki la bapka to mo-
ngo okafela bant'amo ngonda ikac.
Bitanyaki bant'amo balangaki vasa
toma nda ngonda ikis o njitanyia mo-
ngo. Balakaki ban'akio te bafotowe
vasa toma nda ngonda y'ant'amo.
Nga bonto oja bango ngonda aotw'va-
sa toma nda ngonda y'ant'amo ko
bamongo baolotana wate golafutela mba-
laka uy'onene mogo. Ekek'emo bas-
ma bont'oko bi mogo. Kie nga nta-
bama bont'oko, ko bont'oko tafate
mbalaka ekoka wate bamongo ngonda
baolokola boombo sekoo.

[8]

8

nombreux: ils ne connaissaient pas le dépeuplement. C'est la raison pour laquelle ils n'avaient que de petites forêts. Seuls les patriarches et certaines gens qui les avaient ravies à leurs semblables pendant les guerres, détenaient de grandes forêts. Tout qui avait des forêts à ce moment-là pratiquait une avarice sordide. Ils ne distribuaient leurs forêts qu'à certaines gens. Ils faisaient chasser violemment les gens qui avaient tenté de chercher des biens dans leurs forêts. Ils avaient enseigné à leurs enfants de ne pas aller chercher des biens dans des forêts des autres. Si une personne qui n'est pas propriétaire de la forêt va chercher des biens dans les forêts d'autres gens et s'il arrive que les propriétaires le trouvent dans leurs forêts, cette personne doit payer une indemnité de mort. Parfois, on la tue sur place. Et si cette personne n'a pas une indemnité de mort adéquate, le propriétaire de la forêt le prend en esclavage pour toujours.

- 9 -

Bant'ako baki kalakala babate-
laki ngonda ikis o la boko mungo.
Benanga bemo baunyaki bemo bi-
tumba o la ntain'lea kela bafano-
le baninga ngonda ikis; kela is
bafunji bakomane l'eko.

Nda bongongo ngonda gawa otango-
la ngonda ikis o la boko mungo.
Mpre ntsa wate ilgng ikis babate-
la ngonda'eko o la boko mungo ng-
oki mbwele obatelaka: bafeka be-
ayaya l'ant'ama te bafase toma nda
ngonda ikis es lisando. Bafstekya
ngonda nko ntaina. Bafselembwa
nda nkembol'eko.

Ikrok'ikrok'ikrok'ikrok'ikrok'ikrok'
la nda bikeke bine bibik'ito mbi-
l'ene. Bokomba mpre bookaka. Ngo-
nda yootsikala o mprampa: nk'nto
obatal'iko nji. Indandambo ine

[9]

9

Les anciens surveillaient jalousement leurs forêts. Certains villages attaquaient d'autres villages pour leur ravir leurs forêts et afin que les pillards y exerçassent leur autorité. A la mort du propriétaire de la forêt, ses enfants mâles héritent sa forêt. En outre, sa famille doit surveiller jalousement cette forêt comme le défunt l'avait fait. Qu'ils interdisent les immigrants et certaines gens d'aller chercher des biens dans la forêt héritée. Qu'ils ne vendent pas cette forêt sans raison. Qu'ils ne se fatiguent pas à la surveiller. Maintenant que, avec le dépeuplement⁴³⁶ et la stérilité qui se font sentir, les forêts sont à l'abandon: il n'y a plus personne pour les surveiller. Le peu de gens

⁴³⁶ En lomongo le terme *losilo* est un terme «technique» pour le phénomène de la dénatalité sévère qui frappait le peuple môngo (et autres au Congo) jusqu'à la fin des années 1950. Hulstaert et Boelaert ont lancé une campagne de conscientisation du peuple et des autorités parallèle à celle sur les droits fonciers. Le phénomène a provoqué à l'époque aussi une littérature importante scientifique ou vulgarisante. Voir Boelaert 1946 et récemment Hunt 2008.

— 10 —

ny'anto itiki bafele lenkina wela wa
ngonda ng'oki bankoko bakia, ntin'ea
ngonda nlekol'anto la buke, ko ak'a-
nto bafeka ngonda ng'oki joso.

Ek'enko eki beyaya bemo otane
ngonda ikito bati bakon. Ikunda kongo
o nambi mtramtra mndgo mpe'io
bam bolake o ngambola. Ko bakanela-
ke o nga ngonda iko ifa l'amo-
ngo mpe. Seki nde ngonda iko ile
o l'amongo; mhe bitoi bine bitii-
ki bafobatela ngonda ikis iki bai-
se ng'oki bafite bakia ofatelaka:
baslem bwa bosala boko. Baobunga
o la ngond'ima: ko ng'aotana bo-
nto ala nda ngonda ekae eki ba-
noko afotejeje bonto onko mpe.
Lokeseji mndgo ntin'ea affa t'
ale ngond'ekae eki bankoko bakae
wotikelaka.

[10]

10

qui restent ne manquent plus de forêts comme du temps de nos ancêtres, car les forêts sont plus nombreuses que les hommes et il n'y a plus de gens pour interdire l'accès aux forêts comme auparavant. De ce fait, quand certains immigrants ont trouvé nos forêts (de Nkundó-Móngó) vacantes (sans propriétaires), ils les ont occupées. Et ils pensent que ces forêts n'ont pas de propriétaires. Alors que ces forêts ont des propriétaires. Mais, les quelques solitaires qui sont sur place ne surveillent pas leurs forêts qu'ils ont eues par voie d'héritage, comme leurs pères les avaient surveillées. Ils sont las de ce travail. D'ailleurs ils ne connaissent plus certaines de leurs forêts et s'ils trouvent quelqu'un dans la forêt de leurs ancêtres, ils ne lui disent mot! C'est déplorable, car ils ignorent que les ancêtres leur ont légué cette forêt.

- 11 -

Yso banto b'ekhek'ene tobatela
nk'isiki ya indangonda itutshi la we,
esaka we nte l'etwa we nda loko
mto l'isala we tosatata twa toko l'
ankonda kipa. Gola ngond'uma
eki bankoko baki eyambi o mpa-
mpya. Ikina l'nto ofesandj la we
likundu asy'afetsa wiji. Wama wa
ngond'eki we afil'otse eko nefe.
Ntin'ea ofa l'ale ngond'eki.

Tene nd'okiji wa Guankamba
benanga bemo betutshi te betile
banto nefe monga. Gola nga bant'
omo va wafaya naya okida nda
ngonda ekio wate bamong'ese boka
bant'oko balotshi monga ntin'ea
aolakokey'iso y'anto.

Mbaka ntin'ea bitumo bile 3
biki bafaya oyaile bamonga ngonda
ya nkumbi monga:

[11]

11

Nous, les hommes modernes, nous ne surveillons que la petite portion de la forêt qui est près de nous, là où nous pêchons et faisons la chasse, là où nous faisons de petits champs de manioc et des bananiers. Mais toute la forêt de nos ancêtres reste vacante. Même si quelqu'un qui n'est pas de ta lignée occupe un coin de ta forêt, cela te passe inaperçu. Car tu ignores que c'est ta forêt. Ici à Luankamba, certains villages risquent de connaître un dépeuplement total. Et si un étranger vient habiter leur forêt, les autochtones se réjouissent de la présence de cet homme, car il vient augmenter le nombre d'habitants. Donc⁴³⁷, il y a trois raisons qui expliquent comment les étrangers se sont imposés comme propriétaires des forêts Nkundó-Mngɔ:

⁴³⁷ *ntsina* [parce que], biffé.

- 12 -

1^o Bzola wa njea ea bankanda.

2^o Lotilo.

3^o Bolembwa (Bontrompe).

Etumo ea joso etolaka te nga bankoko bakiso beaki wanya wankota bankanda seki bakotaki ngonda ikiso iuma nd' onkanda, mpe iso bana seki tswa fomba baina ba ngonda ikiso iuma (itatate fo) ke la swiji bole iko la botuya w' iko.

Etumo ey' aq etolaka te nga banto bakiso bapula buke ndekola seki babatela ngond' ekis o la bole monga, ng'oki bankoko. Mwin' ea lombongo lomo losanga te, "njelengana ale wale nyabango ea njeelma."

Etumo ey' asato etolaka te nga banto ba lontsinga l'otsina ba l'eko seki babija ngond' ekis euma (itatate fo) eki bankoko otika-

[12]

12

1. L'ignorance de la lecture et de l'écriture,
2. Le dépeuplement,
3. La paresse.

Disons d'abord que, si nos ancêtres avaient su écrire, ils auraient pu consigner toutes nos forêts dans un livre et nous, leurs enfants, nous allions connaître aisément les noms de toutes nos forêts (pas seulement un petit nombre), voire leurs emplacements et leur nombre. La deuxième raison nous dit que, s'il y a un accroissement démographique considérable, les gens surveilleront jalousement leurs forêts comme les ancêtres ont fait. Car le proverbe dit: «Etre dans le besoin, c'est la mère des misères»⁴³⁸. La troisième raison est la suivante: s'il y a encore des gens persévérants et laborieux, ils sauront gérer les forêts (pas seulement une portion de la forêt) de leurs ancêtres,

⁴³⁸ *Njelangana ale wate nyango ea njeema*. Pas dans *Proverbes*.

— 13 —

ka mpreka la banto ba kokua

Emi bokosti nipsukeja o la
lombongo's lone: N. kanga wanya
atungy'emala."

Moune Pierre Moniteur
L. C. B. Bompratu sur Lalanga.

[13]

13

même s'il y a dépeuplement.

Moi, l'écrivain, je me limite à ce proverbe: «Un féticheur sage sait bien se tirer d'affaire»⁴³⁹.

Mune Pierre Moniteur

S.A.B. Bomputu sur Salonga.

⁴³⁹ *Nkanga wanya atungy'emelo*. Proverbe similaire dans *Proverbes* 1866: *Nkangá wányá bolaka bómó*. Signification: «A un bon entendeur un demi mot suffit».

Batshwa Ngonja
Komiteke t.c. s.c.

Cog.

Boquithalville, le 15. 7. 1954

noy 15. 7. 54

no 4

Bomoko wa Ngonda.

Ifoasang'onkoko nyango nd'ontamba nd'ibwala teka
ndaki 'etamba. tm'va lioko ja dwilaka lekoko nyoy'itaa wa-
bya bya Bomoko wa Ngonda.

Bankoko bawela te. Beshol'ekoko wate bakamto.

lele fela atawak'efeko.

Nda lioko likiso ja dwilaka. Lokoko, Ngonda ikiso ile ngoe.
wate ofokus'otana ngonda o liisi te efa lomongo nye. La
ngonda y'ekelakete, la y'itango, la ya lakalaka (koko) mongo;
ile o l'amongo.

Ndin'efa ngond'osenge lomongo na? Olangoja ntsin'efa
ngond'osenge lomongo. Din'ankoko wifotana ndaka bisanga
la bisanga wate o bejimb by'eloko bya lise. Nkuma la nda bita-
kalaka mongo, wifotana o bolele wa ndaka. ese l'ese. Nk'ek'iyo-
tinaka belele'anko, wate nk'is'ene atawaka ovalaka bekio belemo
o nda ekio etate; es'enyi mpe o nd'ekio etate (etonyi). Nk'ont'o-
fenda skaminga ovala liala, nkina akomba lokombo; nda ewi li
waasi la nyama bafefe kane ekita, bita impota ndekola o nda
basala la nkombo, lolo o nda nyasa bafambe, baya, bndala soi-soi,
lolo ank'eya fenda la io ja bakata nk'omo o'es'emo afafe
bafambe w'ese (w'itondo) eka buringa. yomba eko y'itondo na?
yomba y'itondo wate: maoma nkoi, nguma, ikanga, nja-
mbola mpembe ya njoku, nkina njekola bante. Ndin'ea nga
oata yomb'ike, yifoyala o ya bamongo etony'enko ea ngo-
nda. Ngoy ese bavya vixafola nda bakundu, ndin'ea ngonda
eko efa la lomongo loko. Bomongo nk'ese ngond'ekio nk'ese.

Bomongo wa ngonda wate ese. Npanga bant'auma
b'es'anki, bavya oya lungongajaka, bont'into l'ekae etate, efa
te ese bont'ekafaja usolo ekae, ale mde okememalaka ekawe,
wate onko mdele'inye te ngonda ea songolo, nkina ea fakala
wate: Onko eki iyo ovalaka l'atena belele, etonyi ea
ese ene, bante ba ekiko bawaka ovalaka bekio basala, nja-
sala liala, nkina akima la lokombo, nkina akota lokae bo-
mune lok onko wate mo etate etetama ngond'ea songolo.

704. Joseph-Gilbert Batokwa

Identification de l'informateur: ancien élève de l'école normale de Bamanya, il était originaire de la région de la Momboyo (mission de Wafanya). Plus tard il a été moniteur à l'école du Centre extra-coutumier (E.C.E.C) de Coquilhatville. Il a écrit une note dans Le Coq Chante (1938) et une dans Lokole Lokiso (1955).

[1]

Batokwa Joseph

Moniteur E.C.E.C.

Coq.

Coquilhatville, le 15.7.1954.

Reçu 15-7-54

L'enquête sur la forêt.

Si tu ignores tes ancêtres, ta mère n'a été qu'une esclave capturée pendant la guerre⁴⁴⁰. Moi, qui suis de la progéniture de Luilaka-Lokolo, je réponds aux questions de l'enquête relative aux forêts. Les ancêtres disent: «Les proverbes sont des réalités»⁴⁴¹. «Un endroit découvert, on perd son outil»⁴⁴². Dans notre lignage de Luilaka-Lokolo, voici comment se gèrent nos forêts. Tu ne trouveras jamais de forêts sans propriétaires. Que ce soient des forêts vierges, des forêts distantes ou des forêts anciennes, elles ne sont pas sans propriétaires. Pourquoi une forêt ne manque-t-elle pas de propriétaire? Ecoute pourquoi une forêt n'est sans propriétaire. Depuis le temps de nos ancêtres, il y a des limites séparant les forêts qui se trouvent entre les villages. Même dans chaque recoin de la forêt, on connaissait les limites des villages des hommes. Quand ils ont tracé ces limites, chaque village était censé aller rechercher ses ressources dans sa portion. Personne n'allait chez l'autre pour faire un champ ou une clôture de chasse. Pour la recherche de gibier, ils ne s'interdisaient pas l'accès, mais ils étaient stricts en ce qui concerne les champs et les clôtures de chasse. Pour chercher la nourriture d'origine animale, ils traversaient de temps à autre leurs limites respectives. Mais, en allant chez l'autre, il est prohibé à quelqu'un d'un autre village de capturer chez les autres «une bête du village». Quelles sont ces bêtes du village? C'est: Il est interdit de tuer le léopard, le boa [serpent Python Sebae Gmel], le pangolin, d'arracher les défenses de l'éléphant ou de capturer un homme. Car si tu captures pareille chose, elle appartiendra au propriétaire de la portion de cette forêt. Sur ce, le village viendra la partager dans la lignée, car cette forêt a un véritable propriétaire. Le propriétaire de notre forêt, c'est le village⁴⁴³. Si le propriétaire de la forêt, c'est le village, tous les villageois viendront se présenter pour recevoir chacun une portion de ce bien de la forêt. Ce n'est pas le village qui distribue ses richesses, mais c'est ton propre courage. Car ce qu'on appelle forêt de Monsieur untel ou de Monsieur X n'est que le résultat du partage de la forêt. Lorsqu'on a tracé les frontières de chaque village, certains avaient déjà fait leurs champs, leurs clôtures de chasse et des marques de chemin en forêt. C'est ce que nous appelons la forêt d'un tel ou

⁴⁴⁰ *Ofosang'ankoko nyango nd'ontamba nd'okwala bokandaki 'etumba*. Proverbe cité encore par d'autres participants à l'enquête. Pas dans *Proverbes*.

⁴⁴¹ *Bekol'ekolo wate bakambo*. Proverbe similaire dans *Proverbes* 238: *Bekoló bekoló, baóí*. Signification: «Les fables, les récits, les proverbes sont basés sur l'expérience».

⁴⁴² *Feléfélé atswák'efeko*. *Proverbes* 1027. Signification: «Il ne faut cependant pas dédaigner ces petites choses, mais y remédier dès le début».

⁴⁴³ Dans l'original: *ese*. A d'autres occasions les auteurs utilisent *likundú/likunjú*. Il est probable que la terminologie n'était pas exactement la même sur toute l'étendue du domaine môngo.

[2]

de monsieur X. Et l'Etat dit que les forêts lointaines lui appartiennent, qu'elles sont devenues ses forêts. C'est comme on dit: quand celui qui passe le premier n'a pas ramassé la nourriture d'origine animale, celui qui vient le dernier s'approprie cette nourriture. L'Etat s'est imposé à l'arrivée des Blancs. Lorsqu'il est venu poser des questions relatives à la forêt, lui a-t-on dit qu'il n'y a pas une forêt sans propriétaire? L'Etat acquiert ces forêts grâce aux pillages qu'il organise. Pourquoi le père de la lignée ne s'est-il pas approprié la forêt pour que ses enfants en héritent? Le père de la lignée ne s'est pas approprié la forêt, car le village (les patriarches) n'ont pas voulu partager la forêt. Après avoir tracé les limites des villages, ils regagnèrent leurs maisons pour vaquer à d'autres occupations. Celui qui prend une machette pour se faire un champ, une clôture de chasse ou des marques de chemin en forêt, aura la forêt à son nom. C'est à ce moment que chacun s'est approprié une forêt. Le propriétaire de la forêt interdit l'accès de sa forêt aux immigrants et aux étrangers. Ceux-ci ne peuvent pas faire de champs, une clôture de chasse, mais la recherche de la viande d'origine animale, autrefois, c'est le village (les patriarches) qui l'interdisait. De nos jours, ce sont les chefs du village ou le chef qui l'interdisent. Le propriétaire de la forêt peut vendre une portion de sa forêt. Comment peut-il la vendre? Il la vend s'il a une dette: quand il n'a pas d'argent à donner à son créancier, il lui remet une portion de sa forêt. A la mort du propriétaire de la forêt, ceux qui héritent sa forêt sont:

1. son propre fils. S'il n'en a pas,
2. son frère aîné ou son frère cadet issu d'une même mère et d'un même père. S'il n'en a pas,
3. le frère aîné ou le frère cadet de ses cousins. S'il n'en a pas,
4. le frère aîné ou le frère cadet d'un proche parent,
5. l'enfant d'un parent intime. Si je mets l'accent sur sa progéniture, cela veut dire que la forêt revient au village. Comme l'Etat est là, cette forêt revient à l'Etat (le propriétaire du village).

Tu entends le silence, c'est à dire c'est fini.

Batokwa Joseph

Aug 16.7 705

H. M.

Zlandria le 14-6-54

Wambo nda wuwo wa ngonda
~~~~~

- 1) Nda wuwo wa ngonda, imo ileho ifa la lamongo, lolo ifa bihe g nys. Ngonda ifa lamongo laile lamongo ileki buke wate ile lamongo. Ifa lamongo ja buke nys. Ngonda emoleho eata Km 3 nd'atwa hise bife, ho bahafala banyji Km 3, ho banyji kwate lina chi bantoko batiki la liendo ja buke. Ngonda imo ileho ya esanyenge la ifa la mbalo emoko lolo esse emobomembo eho. Ifa bontiki, mbina bonto mho loswete alanga atenge ilambi elaha ososomba nga lamongo, mbina lamongo aalanga mpe nga atalanga wate saanga te afanyamale ngonda chi basantoko.
- 2) Lamongo ngonda ihiso wate brantambo. Ifa ise chi ea holabala mbina mboko che ala ngonda la chi inole asatiki asala mbina shambara lehambo onko ele wate eho, mbina la bahasi-eya ele mbi eho. Ifa nga is'chi atiki la ngonda w' bina wifere sa la basala la balanga o mjesesa. La sefu la bantonyi bara basi la basala nda—



**705. Joseph Bokulu**

Identification de l'informateur: *élève à l'école des H.C.B. à Boteka, il reçoit son certificat d'école primaire (5 ans) en 1955.*

[1]

*Reçu 16.7*

Flandria le 14-6-54.

A.M.<sup>444</sup>

Réponses aux questions relatives à la forêt

1. A ces questions sur la forêt, on répond que s'il existe des forêts qui n'ont pas de propriétaires, elles ne sont pas nombreuses. Une forêt peut s'étendre sur 8 kilomètres entre deux villages, et quand on cherche les limites, on voit que les uns ont 3 kilomètres et les autres 5 kilomètres, parce que leurs ancêtres avaient reçu une grande portion. Il existe aussi des forêts qui appartiennent à toute la communauté sans propriétaire unique et qui appartiennent au village. Lorsqu'un Blanc ou n'importe qui veut construire une maison, il ne l'achètera que si les propriétaires ou le propriétaire le veut et, s'il ne veut pas la vendre, il dit de ne pas vendre la forêt de ses ancêtres.

2. Les ancêtres sont les propriétaires de nos forêts. Si ton ancêtre avait une forêt où il avait fait des champs ou des clôtures de chasse, cette forêt t'appartient sans autre procès. Et si ton père n'avait pas de forêt, toi, le fils, tu erreras partout pour chercher là où tu peux faire des champs et des pièges. Le chef et les propriétaires ne font la chasse, la pêche et les champs

<sup>444</sup> Abréviation de l'invocation pieuse *Ave Maria*. Revient sur quelques lettres en en-tête.

B. M.

Ulandiro le 14-6-50.

Etsiko na

~~Thambo mda wawu gwa mda ngonda~~  
~~Nda wawu wa ngonda, ile baka mawu~~  
nda kishabiso ngonda iki baise baka ofachola  
ngonda efach mbin'ea ale sefu nhina bakhanyi.

- 3) Bamongo nd ngonda akus'ofcha begaya la bafaya  
nd ngond'ehae mpe nga baya nhina bafaya aalpa  
balanga nhina aasala lisala nga bamongo ngonda  
aatana balanga ateno mbakata nhina akola  
binga nhina Waya. Baloti asale o la latomo  
jwamongo. Akusanyamala etate ea ngonda  
ehi ise elaka o nga Bendele basamba nhina  
aakafa banganyi Mpe la nga bento aowalamba  
te asale lisala kela bakafe enyi etate enyi mpe  
etate. Adibwa ya bamongo ngonda akola o boma  
nhina batomato nhina bekune. Geng Lolonga  
baende baasilo atiki o kamato akus'atehyo  
mbin'ea ende ifekumbwa ifotia lisala. Bonto  
nho laswele afchuse lekaka ngond'enho elaka  
o baloi baki baasilo la kamato la baende.  
Ngond'akiso Bendele badala o la jiale la loma  
afchobafa la ngonda la bekili ende. Baasilo

Bakoti mda Bakhuli jasye Gasar kane  
wobaki nda Ulandiro Boteke.

[2]<sup>445</sup>

que dans les forêts de leurs ancêtres. Tu ne lui raviras pas sa forêt, parce qu'il est chef ou propriétaire.

3. Le propriétaire de la forêt a le droit d'interdire sa forêt aux immigrants et aux étrangers. Et si un immigrant ou un étranger pose des pièges ou fait un champ sans permission, le propriétaire de la forêt viendra couper le ressort du piège ou détacher les câbles en acier de ces pièges. Il est recommandé de travailler avec la permission du propriétaire. Vous ne pouvez pas vendre une portion de la forêt de votre père, sauf si les Blancs l'ont achetée ou si le père l'a donnée gratuitement. Si quelqu'un te demande une forêt pour faire un champ, le partage sera égal. A la mort du propriétaire de la forêt, c'est son fils, son frère aîné ou son frère cadet qui hérite la forêt. Cependant, s'il n'y a plus de mâles et qu'il n'y a qu'une femme, celle-ci peut vendre la forêt, car elle ira vivre sous le toit conjugal. Personne d'autre ne peut récupérer cette forêt. Cette famille en reste propriétaire, jusqu'à l'extinction de tous ses membres, femmes et hommes. Les Blancs nous ravissent les forêts par la violence et par l'audace. Ils n'ont pas de forêts et de pays ici chez nous. C'est fini. Bokulu Joseph Oscar Marie, élève à Flandria Boteke.

<sup>445</sup> L'auteur a recommencé l'en-tête sur cette deuxième feuille, texte qu'il a biffé. Nous traduisons ici le texte supprimé: «A.M. Flandria le 14-6-54, Etsiko. Réponse à la question sur les forêts. En ce qui concerne la question sur la forêt, ça va très mal chez nous».

me 16.7

Gere + Marie! Flandria le 30/16/54

706

Bangoni Bameho wa ngonda

1) Nsya ngonda imo ipho ipa ~~eto~~ l'amango.  
Wengi ngonda nkuma l'ele ndakira de ol'amango

2) Ada wili wa ngonda <sup>ihiso</sup> ipa ntin'ea ese ho ipa ntin'ea  
sefu ho ipa ntin'ea isea likundu

3) Ende lomango ngonda akus'opika beyaya l'apaya  
nondo ngonda ehac. Ende  
~~akus'~~ akus'onyamola etate ngonda ehac.

Ndiwa ya lomango ngonda osangola wate  
ngonda wate. Bona ehac, ntina l'akume ehac

Essna year Wkholinda  
Flandria

**706. Jean Ёsɔna**

Identification de l'informateur: élève à l'école H.C.B. à Bɔteka; attestation 5<sup>e</sup> année en 1955.

[1]

*Reçu 16.7*

Ave + Marie! Flandria le 30/6/54

L'enquête sur les forêts

1. Non. Aucune forêt ne manque de propriétaires. Toutes les forêts, même celles qui sont éloignées ont des propriétaires.
2. Quant à ce qui concerne nos forêts, cela ne regarde pas le village, ni le chef, mais le père de la lignée.
3. Le propriétaire de la forêt peut en interdire l'accès aux immigrants et aux étrangers. Il est capable de vendre une portion de sa forêt. A la mort du propriétaire de la forêt, son fils ou son frère cadet hérite de la forêt.

Ёsɔna Jean, Elève à Flandria

I  
githu 20.7

reg 16.7  
Flanduile 6/7/57

707  
hda wili Bometo wa ngonda.

totauda lotoi kyla jioche! Lomongo  
bomo lotoi bankoko losanga: tofoya  
ntetelaka lohanga. Nda nyio ea joro.  
Nko ngonda ifa la nkolo wengi  
ngonda ile o l'amongo. Nkuma la  
bafotivie bahabaha nkina ile nd'c-  
ika ife o l'amongo. Ngonda ile  
nd'evika ile o l'amongo ntim'ea  
nga totoma bokila nyar, winahe  
ngidula ghingo wate lomongo'eks.  
Nkina bashinda <sup>nganda</sup> la nyama stefaka  
balanga, nkina okonilaka nkembo  
ile o l'amongo. Nkuma nk'ont'azanga  
ngonda imo il'eks ko ifa l'ankolo  
kont'eks fofombi ow'onenz. Atamba  
nd'airo l'anto fa nd'airo la njakompla  
ny'eks. Loalaka etoma leta te fasale  
betalilo njela nkuma nd'ngonda ea  
lote mingo, otana bahabaha o belolo  
bel'eks endati Bonina l'onanga.

**707. A. Jean Boenga**

Identification de l'informateur: *originaire de Yambo (Iámbo, Iyambo), chefferie Bonkoso. Termine l'école primaire aux H.C.B. en 1934. Moniteur à l'école H.C.B. de Boteka. Auteur de plusieurs articles dans LCC 15 août 1938, p. 9; Lokole 1<sup>er</sup> févr. 1955, p. 3; Lokole 15 sept.<sup>446</sup> et 15 nov. 1956, p. 2; Lokole 1<sup>er</sup> avril 1957, p. 6; Lokole 15 sept. 1958, pp. 4 et 7. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].*

[1]

I

Reçu 16.7

Geschreven 20.7 [écrit 20.7]

Flandria le 6/7/54

En ce qui concerne l'enquête sur les forêts. Apprêtez vos oreilles! Un proverbe de nos ancêtres dit ceci: «L'étranger ne peut même pas écorcher une pintade»<sup>447</sup>. Concernant la première question: il n'y a pas de forêts sans propriétaire. Toutes les forêts ont des propriétaires. Même si les gens ne s'y rendent que de temps à autre ou si elles sont éloignées, elles ont des propriétaires. Les forêts distantes ont des propriétaires, car lorsque nous allons à la chasse collective, le propriétaire de cette forêt est celui qui lance le cri de chasseur. Même s'ils partent pour le campement en forêt ou pour faire des clôtures de chasse, toutes ces forêts ont des propriétaires. Si quelqu'un dit que certaines forêts n'ont pas de propriétaires, c'est un menteur. Il ment devant les hommes et devant Dieu. Lorsque l'Etat demande de construire une route, même si cette forêt appartient à [mot inconnu]<sup>448</sup>, on remarque naturellement qu'il y a présence de limites entre les villages.

<sup>446</sup> Boenga demande à la rédaction si la réponse à la question de l'Académie peut être rédigée aussi en lomongo. On répond par l'affirmative et on promet de faire suivre le document au Père Boelaert. Aurait-il participé au Concours de l'Académie? Aucun texte n'a été retrouvé qui le prouve.

<sup>447</sup> *Bofaya ntetelaka lokanga. Proverbes 279* avec une graphie légèrement différente: *Bofaya ntáte-láká lokanga*. Signification: «Un étranger est sans droits politiques chez les Nkundó».

<sup>448</sup> Point d'interrogation de la main de Boelaert dans la marge.

Nengi ngonda ile o'lamongo b'iko. One wate  
bae? b'ahlanahi la Momiando. N'kura b'ahlanahi  
na?

Buile nda Ekofi episo ea Tugende  
leta aasala totalito lina Tugende thela.  
na otain'eks na? o belelo endatji iso  
la Ekofi ea iselom'a. Nda lokali  
lonho otana lamongo bal'eks nd'o-  
nyanga. isambongo bal'eks nda  
Mangata. Yoma il'eks wate laulo  
jo'anto nd'etumb'ey'onde mpe la  
nhange mpupa ile hahi. So b'amo-  
ngo nda in ngonda inho baasifa  
Powa. Mpe begaya bafaya) baanga  
ngonda ngonda inho ifa lamongo  
bafim'a bafim'a, bamongo bal'eks  
b'eki, toyele'ekkeke b'anto buke  
baotika b'anga bekis la ngonda  
in'is. tototsi tohoti baotur'asany-  
naha famung'asms. Mpe ngonda  
b'ihili, la ritande yecth'kala nd'ekika  
bafaya bakaneta te ifa lamongo.  
nda baoma yiskue ngabonto aasala  
disala elaka nh'oje nyongo (ofuto)  
et'omongo ngonda. Nengi bafaya  
amehe b'afetsa nda ngonda nko  
loswele ifina olikame lamongo ngonda



[2]

Par exemple, chez nous, dans le territoire d'Ingende, l'Etat a construit une route nommée Ingende-Wele. Qu'est-ce qu'on y trouve? On trouve des limites entre nous et le territoire de Bolomba. Dans cette forêt marécageuse, on trouve les propriétaires vivants à Bonyanga ou à Wangata. Ceci s'explique par le dépeuplement causé par la guerre des Blancs et par les épidémies de grippe. Et par conséquent, ces propriétaires sont tous morts. Alors les immigrants et les étrangers disent que ces forêts n'ont pas de propriétaires; ils mentent; ces forêts ont aussi des propriétaires. Mais, comme la mortalité a été forte, ils ont dû abandonner leurs villages et leurs forêts. Le peu de gens qui étaient en vie allèrent vivre dans certains villages. Et puis les forêts, les ruisseaux et leurs rivières restèrent sur place. Ces étrangers pensent que ces forêts n'ont pas de propriétaires. Si l'on tue un éléphant ou si l'on fait un champ, on doit une dette au propriétaire de la forêt. Tout étranger qui compte habiter n'importe quelle forêt devra s'entendre avec le propriétaire de la forêt. Toutes les forêts ont leurs propriétaires. C'est Dieu lui-même qui a voulu cela. Qui peut changer cela?

II

Nda wili nyuo ey'afe. Ngonda ifa  
ntin'ea ese, nkina sefu, nkina ise  
ea likundw. Otana nyama bulale  
ale la ngonda nyu ise ea tikuudw  
nkina sefu afoate ngonda.  
Nd'echo wa Mbombianda wengy-  
onto ale la ngonda l'ekeli; la  
ntando. Wenaka bafate ngonda  
l'ekeli la ntando wate: sayeskes  
l'aise bastikyang nda m'elaka,  
la nyongo l'akamilo l'amp: Is  
bana l'ankana laofimana betako.  
Nkuma l'isea likundw, nkuma  
ing'atwi lakae bacnyamolaka  
ngonda Crofinana. Ng'ale is'ea  
likundw amboyale Is'ale la ngonda  
Nkuma ale sefu aboyale ~~Is~~ sefu  
Is'ale ngonda afoate. Mlaata ngo-  
nda afa nda wili wa is'ale likundw  
nkina sefu. Ofa is'ale likuna phina  
ale nk'atwi ale la ngonda i'hae  
mongo beke. Nga nk'eskes ehae nkina  
ise ehae aki boati bakungo

[3]

II

Concernant la deuxième question. Les forêts ne sont pas là pour le village, pour le chef ou pour le père de la lignée. On peut trouver une personne d'ancêtre inconnu<sup>449</sup> qui a une forêt pendant que le père de la lignée ou le chef en manque. Selon la loi de Dieu, toute personne peut avoir une forêt, des ruisseaux et la rivière. S'ils n'ont pas de forêt, de ruisseaux et de rivières, c'est que leurs ancêtres et leurs pères les ont vendus pour une indemnité, pour s'acquitter de leurs dettes et régler certains problèmes. C'est pour cela que les enfants et les petits-fils vont en manquer pour toujours. Le père de la lignée ne peut pas avoir une forêt si ses parents l'ont vendue. Il est le père de la lignée, c'est vrai, mais il n'a pas de forêt. Même s'il est chef, c'est bien, mais il n'a pas de forêt. Avoir une forêt n'est pas synonyme d'être père de la lignée ou un chef. Quelqu'un peut ne pas être père de la lignée, mais avoir beaucoup de forêts. Si son ancêtre ou son père possédait beaucoup de cuivres,

<sup>449</sup> «*mpama bolule*» (*mpámá bulúlé*). *Mpámá*, D., p. 1363: «Groupement descendant d'un ancêtre d'origine inconnue, trouvé errant en forêt». *Búlulé* ou *wulúlé*, D., p. 1908: personne ou tribu opprimée.

l'akonga, ende aata ngonda l'ipili  
la ntano buke. Ntisiya bagaki  
oapambayaga l'akonga l'apanga  
hking nshas phina ise aki ndanga  
l'aali buke, tanto baat'ende la  
nyanga, lofijimelake la ngonda,  
l'ekeli, la ntanga, la ng'ako lotii  
likae jifoate ngonda buke.

hhuuma la ngonda ifotuti l'anto ife  
l'amongo. Ng'ayaya bams semika  
l'ifela ntisiya te tanto bafika  
akilao likam e fle ifotuti itiki  
nda ngonda enko. lomongo bams  
loki lantshas lofela. Lokilong'a  
m'ekae nyama lofaa, lomongo ifite.  
Loms te ifa, ifa nkele ifanga.  
l'amongo litimpi baarifa nko la  
brosli, ere lompundu l'ilangoims  
bafaboleja bayaya nye, nye.

Ng'afate lotomo.

[4]

il peut avoir beaucoup de forêts, de ruisseaux et des rivières, car ces choses se vendaient contre du cuivre. Si son ancêtre ou son père était polygame, les gens qui devaient lui payer une indemnité lui donnaient des forêts, des ruisseaux et des rivières. C'est ainsi que sa progéniture a eu beaucoup de forêts. Même les forêts qui sont très éloignées des hommes ont des propriétaires. Si un immigrant veut s'y installer malgré tout, il aura des palabres avec ceux qui vivent à l'écart dans cette forêt. Un proverbe des ancêtres dit: «Si un imbécile attrape son animal, donne-le lui, qu'il le gaspille lui-même»<sup>450</sup>. Un autre proverbe dit ceci: ? «La chose qui n'a pas de propriétaire, qu'elle pourrisse»<sup>451</sup>. Même si les ayants droit ne sont plus en vie, le village entier ainsi que sa famille n'oseront pas la vendre à un étranger. Non, sauf s'il y a quelque permission.

<sup>450</sup> *Lokilo ng'am'ekae nyama lokaa bomongo ofite*. La traduction est incertaine. Boelaert a mis un point d'interrogation dans la marge. Pas dans *Proverbes*.

<sup>451</sup> *Ifa nkolo ifonda*. Pas dans *Proverbes*.

### III

Nda wili uwa nyuo eyasato:

Ende, bomongo nda afokus'onyamola  
ngonda ekae. Gkus'onyamola o  
la ntima ea kuo. Ng'ont uola  
ti asembe akus'otshya etat'ea  
ngonda ng'ende alanga. Mpe  
ng'pata, likambo ja nkaka ng'ole  
mbalaka l'ams. Bomongo ngonda  
akusa l'efika beyaya ngond'ekae  
mri afa joi jo nyuola f! Beyaya  
nga alanga ngonda buole bomongo  
ng'alanga. Nkima akaa etate l'anga-  
nji, nkima atshya ntetshya. Is is  
ofaotana te bakafa ngonda buke  
ontetshya. Ng'eyaya, bakola etate  
ea ngonda ey'onto nko lotomo jomongo  
akita ele latolehi ng'ole Etat.  
Nd'iuwa yomongo ngonda, barungola  
ngonda, wate: Ban'anga, l'ana la nkama,  
l'ana b'isomot'ekae, l'ana la ban'akaa  
l'ankana l'ankanol'ekae. Bonto nko  
l'aswele f! Emi bolaki  
Songa Jean

[5]

III

Concernant la troisième question:

Oui, le propriétaire peut vendre sa forêt. Il peut la vendre pour une raison sérieuse. Si quelqu'un veut acheter une forêt, le propriétaire peut lui vendre une partie de sa forêt s'il le veut. Il peut faire de même s'il doit régler une affaire sérieuse, comme une indemnité de mort. Le propriétaire de la forêt a le droit de l'interdire aux immigrants. La question ne se pose même pas. Si des immigrants veulent avoir une forêt, qu'ils demandent l'autorisation auprès du propriétaire de la forêt. Celui-ci peut donner gratuitement une portion de sa forêt ou la vendre. Toutefois c'est rare d'assister à une distribution de forêt par vente. Si les immigrants prennent une portion de la forêt sans permission de la part du propriétaire, le problème risque d'être porté devant ceux qui dirigent l'Etat. Voici ceux qui peuvent hériter d'une forêt à la mort de son propriétaire: ses fils, ses neveux, ses cousins, ses petits-fils, ses arrière-petits-fils. Donc, pas n'importe qui. Moi, moniteur Boenga Jean.



Staudin le 11/8/54

7076

be fafa clargema wate fafa Edimo.

Fafa, nishokotela o bain la belai la fahunda ba  
vira. Sambo, Bembu, Lileli. Fafa bima by'omoso  
bauma ntiata eche luche, & p'p'p' la basala  
w'elanga epang. Nima nda liche bima mpanga  
nshokotela liche.

Be Sambo.

belai bya Sambo la fahunda bakio l'aire.

1. Bana b'otindo wate: basala l'ime. Bahunda  
& wate: Bana b'otindo: basala. Ngonda ikio  
wate lotombe. Bana b'ime: Boshaga: Ngonda  
ikio wate Bembu la nyete.

2. Bana b'panga wate Shonga. Bahunda & Bana b'panga  
l'ase b'efei. Ngonda ikio wate Londembe la b'ongga  
Ngonda b'anga

3. Bana b'eka wate Boleka. Bahunda & Bana b'eka l'anga  
Lokumo. Ngonda ikio yootainga nda wira bokio  
is bafeta nd'omanga wa b'eka la Lokumo. Enha  
bafeta ngonda.

4. Bana b'ano wate Bembu. Bahunda & Bana b'ano  
Ngonda ikio Bakhudmanga la Folsko. Bana b'ano  
Ngonda ikio wate Boleka la Bembu.

5. Bana b'anga wate Boleka. Bahunda & Bana b'anga  
L'etiki o limoko laha. Ngonda ikio wate Basala.

6. Bana b'apala wate Bamba. B'asala ny. Ngonda  
ikio n'etate wate elanga emoko line B'asala.  
(B'asala)

7. Bana b'ohamboli wate B'ohamba



**707 b. Jean Boenga**

[1]

Flandria, le 11-8-54

Au Père bien-aimé, Père Edmond.

Père, je t'écris au sujet des pères, des groupes de pères de la lignée de villages: Iyambo, Besombe et Likolo. Mais pour Bonkoso, je n'ai pas eu beaucoup de temps à cause de mes travaux champêtres. J'ose croire que je t'écirai le reste à la prochaine occasion.

Le village Iyambo.

Les groupes d'Iyambo, leurs pères de la lignée et leurs pères.

1. Les enfants de Botsindo et d'Imete. Deux lignées: les enfants de Botsindo; Bosaola. Leur forêt est Lotumbe. Les enfants d'Imete: Boenga; ils ont les forêts Bensange et Mpete.

2. Pour les enfants de Nkanga, c.-à.-d. Ikolongo. Deux lignées: les Booyo et les Befoi. Londombe et Lobyongo sont leurs forêts.

3. Pour les enfants de Yeka, on a Boleka. Ils ont deux lignées: les enfants de Yeka et les enfants de Lokumo. Leurs forêts sont restées dans le clan paternel. Ils habitent dans la famille maternelle de Yeka et Lokumo. Donc, ils n'ont pas de forêt.

4. Pour les enfants d'Inano, on a Bemengo. Ils ont deux lignées. Voici les forêts des fils d'Inano: Bakokwamanga et Foloko. Voici les forêts des fils de Lokondo: Balelo et Beembe.

5. Pour les enfants d'Inonge, on a Befale. Ils ont deux lignées. Une lignée est déjà éteinte, il ne reste qu'une seule ligne. Losafa est le nom de leur forêt.

6. Pour les enfants de Lompole, on a Byanga. Ils ne sont plus en vie. Pour ce qui concerne leur forêt, ils n'ont qu'une portion, c'est-à-dire c'est encore en litige. Le nom: Bofomi.

7. Pour les enfants de Bokamboli, on a Bikamba.

Ngonda ikis wate Bohamba wa Mpame.

8) Ban'a Mpamba wate Bandamba. Ngonda ikis wate Bofete.

### En Liholi

Beloi l'akundw la Liholi. L'ea tioti Bongilakoti.

1) Ban'a Bongilakoti wate Byembele l'Opanya. Bakundu & Bai Byembele, Bai Bofanya. Ngonda ikis wate Bendenke.

2) Ban'a Lajowa wate Shanda. Bakundu & Ban'a Lajowa wa m'faka. L'anjalojwa w'ama. Ngonda ikis wate Bantona la Banga.

3) Ban'a Lokasa wate Bomlwanja. Bakundu & Ban'a Lokasa l'ana Lofete. Ngonda ikis wate Bango la Bencambi.

### En Besombo

Beloi l'akundw: L'ea tioti Bomkasowaka.

1) Bongila l'Lyanda. Bakundu & Bai Bongila Bai Lyanda. Ly'ape ngonda ianga. Ngonda ikis wate: Boleji, Ngongole, Kwaja, Bomkasowala, Bkanga, la Biriukulu.

2) Ban'a Bologoma. Bakundu & Boleya l'ambenga. Ngonda ikis wate Bwenga, Bolinda, liwoko.

3) Bepesola: Ban'a Longosi; ngonda ikis wate Bole, Bendo la Bepesola.

[2]

Leur forêt, c'est Bokamba.

8. Pour les enfants de Mpombo, on a Bandamba. Bofetete est leur forêt.

#### Le village Likoli

Les groupes et les lignées de Likoli: le père de la progéniture: Bonjolakotsi.

1. Les enfants de Bonjolakotsi sont: Byembele et Bofanya. Ils ont deux lignées. Celle de Byembele et celle de Bofanya. Londembe est leur forêt.

2. Les enfants de Bolojwa sont les Ekonda. Ils ont deux lignées. Les enfants de Bolojwa l'aîné et les enfants de Bolojwa le puîné. Bontuna et Baonga sont leurs forêts.

3. Pour les enfants de Lokosa, on a Bombwanja. Ils ont deux lignées: les enfants de Lokosa et les enfants de Lofete. Leurs forêts sont: Kongo et Bensombi.

#### Le village Besombo

Les groupes et les lignées: le père de la progéniture Bonkasowokoso.

1. Bongila et Iyanda. Ils ont deux lignées, celle de Bongila et celle d'Iyanda. Les deux ont la forêt d'ensemble. Leurs forêts sont: Bolongiwa, Ngangole, Wanja, Bonkasowala, Lokongo et Bisukulu.

2. Les enfants d'Elongama. Ils ont deux lignées: Bokenda et Bambenga; Leurs forêts sont: Besenga, Bolinda, Linoko.

3. Befesola: les enfants de Lompole; voici leurs forêts: Loele, Beondo et Banjuya.

Ng'oni'si yungu: k'longa. Bakundu z: bgi lona  
b' l'igwala faji kan' o' Ekalamwa: Ngonda ihis  
wana, m'ile la mbonje.

o' Ekala-ben' o' bakumbili munda chas b'kuna  
bakundu bakis o' lino lifa ntunda beana  
o' l'kuala.

Inda n'ili, wa ngonda ile o' l' amongo. Ebo iyo  
bairi b' aoti bale o' la ngonda ihis.. Ngwanga  
is bairi b' aoti b'yalake n'la jiro: itin'ya  
ise ale b'ongiji pa tomo taw'ame.. N'kwa b'oni  
afa n'la b'iti l'iko ng' o' la b'ayya a'asala  
a'akola ngonda m'ile kana b'omongo o' a  
v'igonda.

Bonanga lokam wate Bonkoso.

Belele

N'li, w'ingile jio f' l'onda. N'li w'ile iyo  
la b'wala. N'li b'ali is l'angil: N'li wa b'li  
o' m'ile b'omongo.

Se' b'angoma, amba b'eso o' ng'ya akasa.

Bona Bonja Jean

[3]

4. Les enfants d'Ingwala: Ekonda. Ils ont deux lignées. Les uns, les enfants d'Ingwala, les autres, les enfants de Lokalamba. Mbele et Mboje sont leurs forêts.

5. Likala représente les enfants de Bokombeli. Sa forêt est Bokena. Il y a deux lignées, mais l'une n'a pas de prestige. C'est Likala qui représente tous les enfants. Pour ce qui concerne les forêts, toutes les forêts ont des propriétaires. Cependant, ce sont les pères des familles qui ont les forêts. C'est ainsi que les pères de la progéniture occupent la première place, car le père est le maître des biens de ses enfants. Donc celui qui ne fait pas partie de ce lignage, à l'instar d'un immigrant, ne travaillera pas dans une forêt sans l'autorisation du propriétaire de la forêt.

Mon village, c'est Bonkoso.

Les limites:

A l'est, Iyonda. A l'ouest, Wangata. Au sud, Bongili. Au nord, la rivière Bomboyo.

Père bien-aimé, recevez mes salutations les plus cordiales. Votre fils Boenga Jean.



**708. Joseph-Nestor Eale**

Identification de l'informateur: *moniteur à Mbèkè (Bakaala), dépendant de la mission de Flandria- Bòtèka.*

[Sans date]

*Reçu 17-7-1954* [indication au verso de l'original]

Réponse à l'enquête sur les forêts.

1. Aucune forêt n'est sans propriétaire. Même certaines forêts où les gens ne se rendent pas souvent, voire des forêts lointaines, elles ont des propriétaires.

2. Seuls les vieillards qui ont vécu avant nous et qui ont connu les guerres sont les propriétaires de nos forêts. Pour ce qui concerne la progéniture, chaque groupe a son père de lignée et sa forêt. Cette affaire ne concerne ni le chef ni le village entier. Elle concerne le groupe à qui de droit.

3. Le propriétaire de la forêt peut en interdire l'accès. Et le propriétaire de la forêt peut la céder à une tierce personne. Et si la personne brûle son champ, il pourra donner au propriétaire une portion pour que celui-ci plante. A la fin de la récolte, le propriétaire de la forêt récupère sa forêt. Il peut aussi vendre une portion de sa forêt. C'est-à-dire celui qui n'a pas de forêt vient l'acheter auprès de celui qui en a une. C'est de cette façon que l'acheteur peut avoir une forêt. Ceux qui ont droit à hériter sa forêt sont: le frère cadet ou le frère aîné du propriétaire. Si ces hommes sont tous morts, c'est son fils propre qui l'hérite. S'il n'a pas d'enfants, c'est son neveu, mais à condition que celui-ci ait déjà quitté son clan paternel et qu'il vive au milieu du clan maternel. N'importe qui ne peut hériter. C'est par la violence que l'Etat prend une forêt.

Eale Joseph Nestor, enseignant à Mbèkè (M.C. Flandria).



reg. h. 22/7

709

Ntingo eham ile wate ngoma. <sup>nika</sup>

- 1 Ende ngonda imo ile l'omongo,  
imo ifa l'omongo. La ngonta  
imo ifa itango, ifa banto bawaka  
werywery eho, ifa l'omongo.  
Ngonda ile l'omongo wate,  
ngont. chi is'ea likuntu  
bosalahi basala la balembe  
bahis, sho wate ngonta eho ele  
l'omongo !!
- 2 Bomongo ngonda chiso wate  
y'ed likuntu. Loh sefu  
ata ngonda ntiin. ea nyifo  
ur beta, nga nyifo ehante  
eola afate l'endina bomongo  
ngonda nyr:
- 3 Ende bomongo ngont. ehuf.  
ha beyya la bafaya la ngont. e.  
hae: Ende ehuf. onyama  
etate ea ngont. ehae elaha o  
bssls bokchi la ngont. ehae  
eh. ind. shule!



**709. Jean Ngando**

Identification de l'informateur: *Moniteur à la S.A.B. à Bosondongo, Bondombe (Mondombe).*

[1]

*Reçu le 22/7*

*Niks [rien]*

[Daté du 13-7-54]

Voici mon explication:

1. Certaines forêts ont des propriétaires, d'autres n'en ont pas. Même certaines forêts très éloignées où les gens ne se rendent pas souvent, ont des propriétaires. Les forêts qui ont des propriétaires sont celles qui appartenaient au père de la lignée. Celui-ci avait fait des champs et construit ses maisons. C'est de cette façon qu'une forêt devient une propriété.
2. Seuls les pères de lignée sont propriétaires de nos forêts. Cependant le chef reçoit une forêt grâce à l'autorité de l'Etat. S'il ne règne plus, il n'est plus le propriétaire de la forêt.
3. Le propriétaire de la forêt peut en interdire l'accès aux immigrants et aux étrangers. Il peut vendre une portion de sa forêt. Tout dépendra de la somme qui pourra le satisfaire.

Pd'iwa ya bomongo ngonda  
hangola o bon'shal mungo va  
nsimi; nsimi wote bn'ca joso:

Nda bomongo basanga te  
linkhuts Nwaka, lols lootar  
lofowe nye. Loms lonkhina te  
bomongo lyeche lkhala ntunato?

Bantea ntingo inho ife batonangla

Lms Moniteur Ogando Jean  
SAB: Bosondongo. Village  
Montembe.

19-7-54

[2]

A la mort du propriétaire de la forêt, c'est uniquement son fils aîné qui héritera la forêt. Un proverbe dit: «Le bananier peut mourir, mais pas le drageon»<sup>452</sup>. Un autre proverbe dit: «Le propriétaire de la crique dispose sa cloison à la sortie»<sup>453</sup>. Que ceux qui connaissent les explications de ces deux proverbes nous le disent.

Moi, moniteur Ngando Jean S.A.B. Bosondongo, village Mondombe, 13-7-54

<sup>452</sup> *Linkondo liwaka, loloo loota lofowe nye*. Pas dans *Proverbs*.

<sup>453</sup> *Bomongo lieke lokala ntundo*. *Proverbs* 423 *Bomóngó liéké lokala ntúndu?* Ce proverbe, avec variantes dialectales, sera utilisé encore par d'autres participants. Signification: «Le propriétaire des champs, d'arbres fruitiers, etc., a très peu de profit de sa propriété, parce que les autres volent ses produits».

2017  
24-22/17  
ekhalo ea bonoko wa ngonata,  
Bala l'iso l'alela tonta ngonda lina nko? Na ekekepi  
qakomba nkina mbonyanganda ekinde l'onto smoko te ekande  
etandelela ea ngonda, m'onyo. Eka saanga leta te ngonda ene  
epa la basala wate ekani, ant etenge we ilombe nkinde basala  
ekavere. Eka pele, nqa ole bonoko, nkina bonoko, nkina bonoko  
avata yombu, na bonoko bonoko? Ekafela fo. ente  
ndamla, ho are margo ndamla. A!! Na bonoko bonoko kumaki  
nko? Epa bonto ondo'itahi nke. Bala leta akandela o te ende ale nke  
le ea ngonda ntun'ea bonoko bonoko lina kalakala margo.  
Ho nqa'atlela, na smoko bonto akusofela leta imana nke?  
Leta leta afa bonoko ngonda nyé. Bonoko ngonda o Mbo-  
mbyanda. Akakomba ehi bonoko wataba, mpe alakapi bont'onto  
ekande etengi ea ngonda. Na ente leta adima nde bofaya.  
Na afa bofaya ekande ngonda ene ea bol'ekani wa Luana,  
mole, bofanganya, la Inente, L. Akeliasadongte ny'sko.  
La Beto's. Epa baina bonoko m'onyo fo. Bala leta aata  
ngonda o la gule ehi bonoko? Ekelesa wakaaba nguya  
te atokamanye nd'ekano Luana. Nqa akakomba avona  
ngonda efa l'onto smoko uteya ngonda Eka nyé. Wataba,  
Ekani yonila ng'ekoko. Emu Bonoko Bonoko m'onyo  
na la M. P. Bala.

**710. Boniface Bosiko**

Identification de l'informateur: *originaire de Isama Elongo, moniteur à M.C. Bokela, école des filles; son nom n'est pas mentionné dans la liste publiée. Publie dans Etsiko, mars 1954, p. 7, Wanya wa bolangi wa banto b'aindo [Les ruses des Noirs]; pp. 13-14 [l'accident du Père Daniel]; Lokole 1956, 15 avril, p. 6. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].*

[Sans date]

*Reçu 22-7*

Réponses à l'enquête sur les forêts.

Pour l'Etat et pour nous, d'où proviennent nos forêts? Au moment où Dieu avait créé le monde, y avait-il quelqu'un pour prétendre que cette portion de la forêt était sienne? Non? Regarde la forêt qui se trouve entre deux villages. L'Etat prétend que cette forêt qui n'est pas cultivée lui appartient, mais là où tu construis une maison, où tu fais un champ, c'est ton domaine. Voyons ceci: si un esclave, un opprimé ou un serviteur a une chose, que fera son maître? Il procédera au partage de cette chose. Le maître aura une partie et le serviteur une partie. Alors, de qui est cet esclave? De son maître certes. L'Etat pense qu'il est le propriétaire de la forêt, car les propriétaires ont eu peur de lui depuis longtemps. Si l'Etat parle, qui peut l'empêcher de parler. Toutefois, l'Etat n'est pas le propriétaire de la forêt. C'est Dieu qui est le propriétaire de la forêt, c'est lui que nos ancêtres appelaient Mbombianda. Il avait montré à chacun sa portion de la forêt. L'Etat, n'est-il pas un étranger? L'étranger ne connaît pas les forêts de mon village comme Lofanganya, Imende, Nkeliandonge et Betoko. Il ignore tous ces noms. L'Etat prend les forêts par la violence comme les chefs de l'Eglise lui ont donné le pouvoir de nous obliger à tous les travaux. Si Dieu fait disparaître la forêt, personne n'aura le pouvoir de la faire revenir.

C'est à cela que je me limite. Bosiko Boniface Moniteur de la M.C. Bokela.

Ecole succursale rurale 711

de Bionga 15 Juill. 1877.  
no 2 29.7.

Ele Fafa Lofule sangema nda m.c.

C<sup>o</sup> 9-  
Dokungu tinda bi tafe Ing'asmpa.  
Larimo mungo nda joi line ja ngonka liki  
We. sefoje.  
Leta abate la wade. iso Bante ntiin'ea  
akojwaka nda mba na. Londe ngondu. ss.  
Delelo bya ngondu, ekite no'ole Npoto la  
Congo bololo b'eks? Bainei b'epita m'poto  
lakolotomo? Bonanga bonanga plate l'opata ndata.  
Wengiceta, etc b'epita toma b'ekis mungo.  
Biam la.

I°. Mengi ngondu ile l'mungo. ja waps-waps no'ski  
ile l'ombongo.

II° Bonongo ngondu ekite wate Nyahomba. Wate.  
it'ea l'kundu.

III° Bonongo ngondu akus'efeka bafaya no'm'ekae.  
Ifonyamile, elaka onasom bu la b'p'p. Ntiin'ea  
Wke lo mungo aotolikafela bitendaka. Ké'ina ja  
bonongo ngondu n'k'isangola m'onda.

Dampaka batosangelahe to bonongo lieke  
lo kala n'kundu?

Nasila, amba belingako nk'esiki beyime  
ile Zart'helemzy Gafa-Biam bie  
bolaki Dadeaij.

**711. Barthélemy Yefa**

Identification de l'informateur: *moniteur à l'école succursale rurale de Bionga-Moma (selon Boelaert: Yokolo/Ikela).*

Ecole succursale rurale de Bionga

15 juillet 54

*Reçu le 28.7*

Au Bien-Aimé Père Lofulo à la M.C. Coq.

Bokungu, prête tes oreilles si c'est possible. Nous te remercions infiniment que tu nous aies tenus informés sur cette affaire de la forêt. L'Etat a un devoir de protéger les hommes, et c'est ce qu'il fait pendant les guerres. Mais il n'a pas de droit sur les forêts. Pour ce qui concerne les limites des forêts, n'y a-t-il pas de limites entre l'Europe et le Congo? Les Noirs iront-ils en Europe sans autorisation? Il y a des limites entre les villages et chaque village cherche ses biens chez lui. Les réponses: 1. Toutes les forêts ont des propriétaires. Même celles qui ne sont plus fréquentées ont des propriétaires. 2. Le propriétaire de nos forêts, c'est Dieu. C'est aussi le père de la lignée. 3. Le propriétaire de la forêt peut l'interdire aux étrangers. Mais il peut la vendre pour avoir de l'argent, car Dieu nous a donné à chacun une portion de la terre. A la mort du propriétaire de la forêt, personne n'hérite sa forêt. Les anciens nous ont dit ceci: «Le propriétaire de la crique dépose sa cloison à l'extrémité»<sup>454</sup>.

C'est fini. Recevez des compliments sans fin de la part de Barthélemy Yefa-Biambie, Enseignant Bateau.

<sup>454</sup> Voir note précédente.





**712. Pierre Célestin Eteni**

Identification de l'informateur: *moniteur à l'école succursale rurale de la S.A.B. Ngombe.*

*N° 12 reçu 29.7*

M. Catholique S.A.B. Ngombe 6-7-54

M. Cq. Aux écrivains d'Etsiko.

Nous avons reçu les lettres que vous avez envoyées. Voici la réponse à la première question: Non, une forêt n'a jamais manqué d'avoir un propriétaire. Même si quelqu'un va à la chasse et fait 10 km ou 2 000 km dans la forêt, cette forêt appartient à l'autochtone. Les forêts qui se trouvent entre les villages sont délimitées. Seuls les autochtones connaissent ces limites. Deuxième réponse: Non, c'est nous les autochtones, qui sommes les propriétaires de nos forêts. Car nous habitons la terre de nos ancêtres. Le chef ne peut pas nous ravir la forêt, car il est au service de l'Etat. Ce sont les autochtones et les pères des lignées qui possèdent la forêt. Troisième réponse: Les propriétaires des forêts ont le droit d'interdire aux immigrants et aux étrangers les forêts de leurs ancêtres. Il est souhaitable que les propriétaires ne vendent pas leurs forêts à l'Etat. Depuis les temps de nos ancêtres jusqu'aujourd'hui, nous avons de sérieux problèmes relatifs à la vente des forêts par leurs propriétaires. Les propriétaires des forêts ne veulent pas qu'un village leur ravisse leurs forêts. Le jour du rapt, on assistera à une guerre cruelle et à la perte de vies humaines. A la mort du propriétaire de la forêt, ce sont les autochtones ou le père de la lignée qui héritent sa forêt. Personne d'autre.

Moi, Moniteur Eteni Pierre Célestin. A l'école rurale succursale, S.A.B. Ngombe.

n. 13  
v. 1  
v. 2

Bomeko wa ngonda.

713

Lima kolokoto kalakala o nko ngonda ifa la  
bomongo, ngond'euuma ele o l'omongo, nkuma  
ngonda y'enene mongo kina y'isiki ile o l'omongo  
nkuma ngonda y'itango ifa banto otwaka wenywya  
ile o l'omongo. Nkuma l'omongo acwa lolo banka  
moola bakae bal'eks, is basangola ngond'enke ntiin'ea  
bafatika yomba iki ntekes mpampa. La ntiin'eks  
ngond'euuma ile o l'omongo. Lemkina twena  
seko, seko nga tpeenda nkendo, totana belelo byemi  
nda ngonda, nda mba nda ngonda y'acpi totana o belelo  
buko atungila te etenyi ene ea banto bane kes entenyi, eny  
ea banto banyu. Lima etan'iro bavi banko twena ko kolokoto  
te wengi ngonda ele o l'omongo.  
Leta ayaila<sup>l'omongo</sup> te ende ale bome okiso mpe<sup>soali</sup> waga  
wali aata yomba ile mpe o ya bome, ntiin'ea bome ale  
bonkonji. Lolo nd'inkoko miongo ende afa bomongo ngonda  
bamongo ngonda ikiso wate baise l'akunji. Ntiin'  
twena bakabaka nd'ese emi nga taoma nyama y'ekofa,  
ng'ole nkei, mpango la nguma ko la imo, batamba nke  
ika ise ea likundu, nke akola bikofo bikaie mpanga  
Akaa ilongo l'omni nd'afeka ikiso nyama. Nti wili u'ea  
ort'es'enke wate ise ea likundu, ese eate~~na~~ wate la ire  
ea likundu. Ene afa bonto t'aate yomba, oata o bonto la  
ntiin'eks oata ngonda nke ise ea likundu.  
Leta afa bomongo ngonda, ntiin'ea ende ale nde  
brenji, ofeka borenigano la bokolongano w'anto.  
Ende emi o ng'oki emi ofelaka ndo wili wa leta.  
Eki'ise ea likundu okafelaka bana bakae (wate belon) ba  
nd'es'ekae bant onto ~~likis~~ etate, ea ngonda, ko wengi boloi  
voir au verso

**713. Gabriel Ekonya**

*Identification de l'informateur: moniteur à l'école d'Ingende. Auteur de plusieurs articles: Etsiko, nov. 1953, pp. 10-11 (fable); oct., p. 16 (rapport sur une fête à Ingende); Lokole, 1<sup>er</sup> mars 1958, p. 2; Lokole, 15 mai 1958, p. 2 (rapport sur une fête à Ingende); Ekelesa Ekiso 2(1974)1, pp. 11-13 (histoire de la mission de Bolima).*

[1]

[Sans date]

N° 13 reçu le 28.7

Enquête sur les forêts.

Depuis des temps immémoriaux, il n'existe pas de forêts sans propriétaire. Toutes les forêts ont des propriétaires. Que ce soit de grandes forêts ou de petites forêts; même les forêts éloignées où les gens ne se rendent pas souvent, ont des propriétaires. Même si le propriétaire est mort, ses arrière-petits-fils existent et ils doivent hériter de la forêt. Ils ne doivent pas abandonner sans raison le bien de leur ancêtre. C'est ainsi que toutes les forêts ont des propriétaires. Souvent, lorsque nous voyageons, nous voyons des limites de forêts le long des routes et dans les forêts de chasse ou de pêche. Cela veut dire que chaque groupe a sa part de forêt et, par voie de conséquence, nous dirons que chaque forêt a un propriétaire. L'Etat s'improvise propriétaire de la forêt parce qu'il est notre mari et nous, nous sommes ses femmes. Si la femme a une chose, cette chose ne reviendra qu'au mari. Car le mari est le chef de la famille. Mais, selon la coutume ancestrale, l'Etat n'est pas propriétaire des forêts. Les propriétaires de nos forêts, ce sont les pères des lignées, car nous voyons souvent ceci: si un quelconque village capture un animal royal comme le léopard, l'aigle, le python et d'autres, on l'emmène chez le père de la lignée. A ce moment, celui-ci prend les parties réservées pour son autorité et, ensuite, il remet leurs parts à sa parenté et à celui qui l'avait tué. Pour ce qui concerne le village, c'est le père de la lignée qui est à sa source. On n'a un village que grâce au père de la lignée. Le village n'est pas une personne qui puisse posséder une chose; seule une personne peut posséder. C'est la raison pour laquelle le père de la lignée possède la forêt. Le chef n'est pas le propriétaire de la forêt. Il n'est qu'un surveillant qui lutte contre le dérèglement et la fourberie des hommes. Il n'est pas différent de l'Etat, comme je l'ai dit ci-dessus. Le père de la lignée a le droit de donner à ses enfants (les groupes) qui vivent dans son village une portion de la forêt. Et chaque groupe  
voir au verso

akuxa ofeka beyaya la bafaya ngona [redacted] akuxa  
onyamala etat'ea ngonda ekac o ngona [redacted] ngo.  
nd'iva ya bonango ngonda, orangila orangila ngonda  
ekac o bana, bankana la bankanoola bakac. Nya  
banko bafetra na emobakura oteya ngond'eko.

Emi amoniteur Ekonya Gabriel na'ngende.

[2]

a le droit d'interdire aux immigrants et aux étrangers sa forêt. Il a aussi le droit d'en vendre une portion s'il le veut. A la mort du propriétaire de la forêt, ses enfants, ses petits-fils ou ses arrière-petits-fils héritent sa forêt. Si ceux-ci habitent ailleurs, ils peuvent vendre cette forêt.

Moi, moniteur Ekonya Gabriel à Ingende.

Kombo le 15/7/54

Ele Imprimé, B. C. Casq.

Isauma tolena bamoko wa ngonda.

Islo tawola te ngamo?

Bampapa bapapa nda lom bonzo te  
bokuyula ngdolosa nkolo lituka ndipo likola.  
boraka bo bpendetu fello, bofanya bo find'omoni  
gisika e!! Ecoli mpe adenya nd'o songwa te tambe.  
nkalo isaumaka te tokosi eke.

Langaka lotai kela woke wambo teo!!  
Ngonda iumba it'eko te if'at'omongo ye wengi  
ngonda ileko o'akolo mpe ka lirai ya ngonda.  
ka ngonda imo y'atango ifa bante kilele  
lomongo mpe lalina ngoko = ndekke cakalakala  
mongo beyaya la ~~la~~ fanya ng'omongo'ea -  
ngonda abotana nda ngond'heal wale dolokanda  
mpe adolabisa te okitaki endo nda ngond'ekamu  
ngamo?

Bofanya nga ntasang'lotai weli bofanya  
adotia abakonga mpe nga ntadutia adutia  
lalina ndam, ndekkeke ye ngadolita adolita ya  
ye! ka wiko wa bakonga (ntukki 29)

Ngonda afa ut'in'ea sefu sefu aata  
ekae ngonda ong'ekae ise otakikaki.

Kope ngonda afa ut'in'ea es'euma ngonda  
ale ut'in'ea li'ea mbaoa nda likundu mungo  
limo'okoko ise ntakota ngonda w'ona ofade  
bosako ye!!

Kel'onda ale lima ise ise ise kiti nkise  
kotaki ise ekota w'ona.

Ino'ise aawa osangola lokuta la ngonda  
nkoni'ide mungo.

Islo ngonda afokafense ye botosikandiva  
w'okoko nkisa wela o fokafe ngonda ye  
boko ke boko mungo wa kaka kala.

Islo leta adoloma bakatilaanga te  
asale basala wengi ngonda ooko lalumba  
li'omongo ngonda ye.

Koko nde toka kafe ngonda weli bokoko.  
kolola mungo nde ofade ngonda ye nga nkoko -  
eke li'ise abataata limoko w'ond'ofade ye.  
la sefu li'ese elaka nko ekand'ise aataki -  
ekande ngonda nzunga wona aade, weli ise  
ntaata ngonda bora afade ye!

1) Ngonda iumba it'olomongo mpe lalina  
ja ngonda eke la sefu bataba ngonda

2) Bamo ngo ngond'aikiso weli baakoko.  
baatsi ngonda.

3) Mungo ngonda weli it'ea likundu  
ekootafese beyaya la bafanga bafutafese ye?  
afa ng'ea ya lisango ng'ekhe nkoko -  
ntakotakela ye. osangola ngonda obon'oa nsoni  
ait'ea likundu mungo ng'oki haile osangolaka  
eka nkoko zango, bomo ngo baatsi ngonda  
munga wona bafe ngo n'ga ngoko.

asala. beseo l'esero.

#### 714. Louis Efonje

Identification de l'informateur: *clerc à Nkombo (Kombo) sur Ruki (A.T. Kindr<sup>455</sup>). Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele (L'arrivée des Blancs). Un exemplaire dactylographié probablement par Boelaert et identique au manuscrit, avec des corrections d'orthographe, suit la copie manuscrite.*

[1]

Kombo le 15/7/54

A l'Imprimerie M.C. Coq.

Nous avons tous vu l'enquête sur les forêts. Mais comment? Les anciens disent le proverbe: «Si l'esclave fuit son maître, l'oppression bat son plein»<sup>456</sup>. Le trempage dans l'huile non purifiée a débordé! L'étranger a dominé l'autochtone. La discussion n'est tranchée que par le choc des opinions entre un groupe de personnes! Alors, nous nous sommes réunis pour te répondre. Apprête tes oreilles pour que tu enregistres nos réponses. Aucune forêt n'est sans propriétaire! Toutes les forêts ont leurs propriétaires et toutes les forêts ont des noms. Même si les forêts sont si distantes que les hommes n'y arrivent pas, elles ont des propriétaires et des noms. Autrefois, lorsque le propriétaire de la forêt trouvait un immigrant ou un étranger dans sa forêt, il le capturait pour le faire juger: «Comment es-tu parvenu jusqu'à ma forêt»? Si l'étranger ne se défend pas, il devra payer des cuivres comme amende. S'il ne s'acquitte pas de cette amende, il n'entrera plus dans la forêt; s'il ose y entrer, le propriétaire de la forêt le vendra au prix de vingt cuivres. Le problème des forêts ne concerne pas le chef. Si le chef a une forêt, c'est celle qu'il a héritée de son père. Le problème des forêts ne concerne pas le village entier. C'est au géniteur que revient le problème de la forêt. Depuis les ancêtres, si le père n'a pas abattu une forêt, l'enfant n'aura pas de jachère. On parle d'une forêt depuis les ancêtres jusqu'au père qui t'a engendré. Si le père meurt, c'est son propre fils qui hérite de ses biens et de sa forêt. Cependant, on ne donne pas une forêt. Quelque soit le niveau de la crise, on ne partage pas une forêt: c'est là une règle héréditaire, une vieille coutume ancestrale. C'est sans autorisation de la part des propriétaires que l'Etat a envoyé des cultivateurs faire des champs dans toutes les forêts! Donc, ne distribuons pas nos forêts, c'est la coutume ancestrale. Il est de ces gens qui ont de l'autorité, mais ils n'ont pas de forêts. Si ton père et ton ancêtre étaient dépourvus de forêt, toi non plus, le fils, tu n'auras pas de forêt. Peu importe si l'on est chef ou si c'est le village; le fils n'aura de forêt que si son père avait une forêt. Ainsi, si le père n'a pas eu de forêt, le fils n'en aura pas.

1. Toutes les forêts ont des propriétaires. Et des noms. Le village et le chef ne sont pas les propriétaires des forêts.

2. Les ancêtres sont les propriétaires de nos forêts. Ils sont les possesseurs des forêts.

3. Le propriétaire de la forêt est le père de la lignée qui t'a engendré. Les immigrants et les étrangers ne sont pas concernés par cette affaire. On ne parle pas de l'héritage si ton ancêtre n'a rien laissé pour toi. Celui qui hérite, c'est le fils aîné du père de la lignée. Il hérite comme les pères avaient eu en héritage les forêts de leurs grands-pères, les possesseurs des forêts; enfin, c'est le tour du fils d'avoir une forêt. C'est fini. Beaucoup de salutations.

<sup>455</sup> Etablissement commercial à Nkombo sur la Ruki, entre Coquilhatville et Ingende. Voir encore réponse 732. L'établissement est dans l'*Annuaire du Congo*, 1955, p. 823, comme «Commerce de traite A. Kindt».

<sup>456</sup> *Bokwála ng'áolota nkóló, litúka jöolekola*. Tonalisation dans la copie dactylographiée de Boelaert. Pas dans *Proverbes*.



Eni aw'oma -

Efonje Lami % - A.T. Kindi

Kumbo riv. Duki

Ebafafa elang'ema wete fafa lofulo.

Eni ndjwola t ndela npara t  
nshaki. Etaike wenz'ekeske nje  
npoate-je na nkele ngam?  
Esokond'enni wamba t'okumija bogud'ijo  
nda mikom ekaso ey'okuma.  
Nga ndjolanba nkela npute ek hafafa  
Bokuma. asila nde-ndela tokeseli  
mwango nda ndjoi liko. npoate Basoloe!!  
EFONJE LOUIS



[2 a-b]

[texte ajouté sur une deuxième feuille]

[recto]

Moi, de vous tous, Efonge Louis c/o A.T. Kindt Kombo riv. Ruki.

[verso]

Au Père Bien-aimé, Lofulo.

J'aimerais recevoir Etsiko chaque fois, mais je me retrouve toujours dépourvu. Que faire? Prière de me répondre tout en m'envoyant le prix qu'on paye pour l'avoir par le truchement de notre mission de Bokuma. Lorsque j'aurai mon salaire, je le verserai auprès des Pères de Bokuma. C'est tout. Cette affaire me cause beaucoup de tristesse. Je n'ai pas d'argent!!  
Efonge Louis

Yali le 17-7-54. n° 2 5/8/  
Fafa Lofulo. 715

Bala iso bawana bahe toline Bonhanda bohe la  
liwo behe bolotri mongo. Lolo Ngonda afesenge  
la (bongo) bomongo. Lolo l'eta atophonola Ngonda.  
O la djale Ngonda euma eoyala o' ea l'eta  
lolo llo la Ngonda o Banto bakae.

- 1 Bamongo batahi Ngonda wete Banhocho.
- 2 Bomongo Ngonda wete eses is'ea lihundu  
ngonda efa' ea chef ho ef'ea l'eta Ngonda  
ea " is'ea lohunda. 3 Bomongo Ngonda ahus'ofika  
Bixaya la bafaya nt'ea Ngonda chae  
nga Bomongo Ngonda Aowa Ngonda etaihi la  
Bona nhina Bohune. Fafa Lofulo  
bala nda uwo behe bele ngone, l'eta atophonola  
Ngonda la iso mongo o' ntsin'ea djale.  
Ngonda ilete o' kiso mongo. Thi baise Lihundu

Fafa Lofulo anba besiso behe ele djataba  
Iso bampaha bere

- 1 Catshite Basio Louis, def. esihiki o' Yali, Mongo (for  
Joseph Bantu)
- 2 Liandja Joseph
- 3 Bantama
- 4 Bontamba
- 5 Lohuli Louis
- 6 Bantama Tura

ngaw bohita odjutia feli repouse nts'ea  
ami chata toate nhina bohe  
nhina bolotri

Bondamba Ambroise

**715. Louis Bosio et Ambroise Bondamba**

Identification de l'informateur: *Louis Bosio est chef catéchiste à Yali, Nongi (selon Boelaert: Yali M'ngɔ).* Ambroise Bondamba est l'«écrivain» de la lettre au nom de quatre anciens du village.

*Reçu le 5/8*

Yali le 17-7-54

Père Lofulo,

Nous, tes enfants, nous avons vu ta lettre ainsi que tes questions. Nous sommes contents. Mais une forêt ne manque pas de propriétaire. L'Etat nous ravit nos forêts par violence. Toutes les forêts sont maintenant aux mains de l'Etat. Ainsi, que ce soit la forêt ou nous, nous sommes tous ses hommes. 1. Les ancêtres sont les premiers possesseurs des forêts. 2. Le père de la lignée est le propriétaire de la forêt. La forêt ne revient ni au chef ni à l'Etat, elle appartient au père de la lignée. 3. Le propriétaire de la forêt peut l'interdire aux immigrés et aux étrangers. A la mort du propriétaire de la forêt, celle-ci revient à son fils ou à son frère cadet. Père Lofulo, je me résume: L'Etat nous ravit la forêt et nous opprime par la violence. Les forêts nous appartiennent. Elles appartiennent aux pères des lignées. Père Lofulo, recevez des compliments de la part de Djababa.

Nous, les anciens du village,

1. Eatshite Basio Louis<sup>457</sup>

2. Liandja Joseph

3. Banuma

4. Bontamba

5. Lokuli Louis

6. Bokulu Pierre

Envoie-nous la réponse dès la réception pour savoir si nous avons mal ou bien répondu.

Moi, qui écris, Bondamba Ambroise

<sup>457</sup> En écriture de Boelaert: «*Chef catéchiste à Yali M'ngɔ (par Boende)*».



[7]16. Joseph Bonkingo

Identification de l'informateur: *originaire de Boende-Etoo. Moniteur à Flandria (école succursale rurale à Engonjo l'onyeka, Bonkoso).*

[Sans date; date sur la deuxième liste de Boelaert: 8-8]

Réponse à l'enquête sur les forêts:

Concernant mon village Boende (Etóo)<sup>458</sup>.

Chez moi à Boende (Etóo), j'ai interviewé un bon nombre de vieillards sur la propriété des forêts et la plupart m'ont répondu de la même façon en utilisant le même proverbe: «Si le père n'a pas abattu de forêt, les enfants n'auront pas de jachère»<sup>459</sup>. Pour ce qui concerne les forêts, toutes les forêts ont des propriétaires, celles qui sont très fréquentées aussi bien que celles qu'on fréquente rarement, elles ont toutes des propriétaires. Le père de la progéniture est le propriétaire de la forêt. C'est lui qui a tracé les limites entre lui et les villages voisins, et il a distribué à son lignage des portions de la forêt et il s'est réservé lui-même une portion. Ainsi, si quelqu'un de sa progéniture capture un léopard, ou un aigle, ou un éléphant ou un autre animal royal, ils doivent le lui présenter, car eux n'ont pas été à la base de cette forêt. Le chef n'a pas de forêts; s'il en a, il les avait héritées de son père. Tous les villageois n'ont pas de forêts. La plupart des gens qui habitent le village n'ont pas de forêts. Cette situation peut s'expliquer par le fait que quelqu'un de ton groupe n'a pas fait d'effort pour en avoir ou bien par le fait qu'il est arrivé après le partage des forêts. Ceux qui sont venus d'autres villages n'ont pas non plus reçu de forêts, lorsque leurs amis ont procédé au partage. Le propriétaire de la forêt ne voudra pas la vendre. Nous comprenons fort bien pourquoi nous sommes menacés: les Blancs nous ont décimés sérieusement et nous qui survivons, nous dépendons d'eux. C'est la raison pour laquelle ils nous ravissent nos forêts. A la mort du propriétaire de la forêt, son fils ou son petit-fils en hérite, et si aucun *Nkundó* n'est en vie, elle revient au pygmée, qui était son vassal. Certains ont eu des forêts par otage ou garantie, le verdict du tribunal lui a permis de l'avoir.

Bonkingo Jos, Moniteur de l'école primaire succursale Engonjo et Bonyeka. Chefferie Bonkoso, Flandria.

<sup>458</sup> *Etoo* signifie à la fois «masculin» et «vêtement» (masculin) et une terre ou un village qui a son origine dans une ascendance masculine. Souvent le mot désigne une partie d'un village ou peut même être un nom propre de localité. *Etóo* est un grand village sur la route Nkalamba-Ingende. L'héritage d'une terre par un pygmée, comme mentionné à la fin du texte, reste inexpliqué dans la tradition m'ngó. Est-ce un apax?

<sup>459</sup> *Ise ntakot'okondola bana bafaate mpumba (Bosako)*. Proverbe utilisé à plusieurs reprises dans la discussion; voir une variante *Proverbs 1229: Isé ntákótá ngonda, bóna ntáleká mpumbá*. Signification: «Le travail du père profite au fils». Plusieurs variantes.

717

Engonjo L'snycha le 1-8-54

Okato la Bomoko wa Ngonda.

Ngonda iuma ile l'amongo, wate is'ea.  
liotii, katalaka ~~is'engi~~ ehe baki l'okulaka  
ole ng'ole nssmi ehi'yo hi'ahi la ngonda ihae.  
Ko abatelahi ihs la bole ntuin'ea bootii toha  
lafobelelengana. Afeka la isal'end'asala la  
ile nd'ouha.

1. Oko ngonda ihs ifa l'amongo, iuma  
ile o l'amongo. La ngonda y'itango ifa  
banto otue welyoweyo ile o l'amongo.

2. Bomongo ngonda ikiso wate: Is'ea  
likundu.

3. Eende, bomongo ngonda akus'ofeka  
beyaya la bafaya ngond'ekal, ng'otua ohita  
nda likambo, ofuta falanga «france» eha'  
refu < Chef. » Affaonyamola ngonda l'isisi nye  
ambela bana l'itsnyji uma. Nd'iwa  
ya bomongo ngonda osangola n'ohune, ng'a-  
bela bana o bana, isis eschyele el'aka te  
ng'afaka bakune l'ana elaka o la ya-



**717. André Bondenge**

Identification de l'informateur: *moniteur à Engonjo l'onyka, Bonkoso, Flandria.*

[1]

Engonjo l'onyeka le 1-8-54

Réponses à l'enquête sur les forêts.

Toutes les forêts ont des propriétaires. Ce sont les pères de la lignée qui sont les propriétaires. Autrefois, chaque village avait son patriarche qui était considéré comme son aîné et celui-ci avait ses forêts. Il les partageait jalousement de peur de voir sa progéniture dans le besoin. Que ce soient les forêts où il faisait des champs ou celles qui étaient éloignées, il en interdisait l'accès aux gens.

1. Il n'existe pas de forêts sans propriétaires. Toutes les forêts ont des propriétaires. Mêmes les forêts distantes, qui ne sont pas souvent fréquentées, ont des propriétaires.

2. Le père de la lignée est le propriétaire de nos forêts.

3. Oui. Le propriétaire de la forêt peut l'interdire aux immigrants et aux étrangers. Si ceux-ci pénètrent dans sa forêt, ils auront un problème et payeront une amende auprès du chef. Le propriétaire ne peut jamais vendre sa forêt. Il la garde pour ses enfants et pour sa famille. Quand le propriétaire de la forêt meurt, son frère cadet ou son petit-fils hérite de sa forêt. Mais il est dit que, s'il n'a pas de frères cadets ou d'enfants, on cédera même la forêt à

717  
nana ile nda listi linko, nkuma la ;  
ale isisi, efotue nd'ole wa nyango.

Bondenge André ~~Moniteur~~ moniteur ed. Congorjo  
L'snyeka,

Cheff. Bonkoso Ingende

M. C. Grandia.



[2]

un petit-fils qui fait partie de ce lignage. La forêt ne reviendra pas au village de la mère.

Bondenge André, moniteur S. Engonjo et Bonyeka, Cheff[erie] Bonkoso, Ingende, M.C. Flandria.

1 Bombate François  
Juge - conseiller nécessaire R. L.  
Nkombo le 27 juillet 1944.

718

Bomoko Wa ngonda

Lolo nda wji wa lonkai  
lone, iso jima kala kala sta  
fa Leta okita nda fo hji baka  
botiso. la fofa baki la  
ngonda ko mola ngonda iko  
itki o la beko la belelo.

Ko ngond'emoeki mfuappa nye.  
We nji ngonda wengi boloi  
nhina wengi listi ya bato. Nemo  
ngonda cho tuki lanko bamongo.

Lolo nga Leta akola akola  
o la nguya ehse la ntina te  
ende labula otoat'iso. Lolo Leta  
mpeka la aotata afo kucya  
oko la ngonda lanko to tomo ele  
bamong'ese nye. Ivo tofo tane em  
ngonda ele nd'ohji chuwa bamong  
nye, nye.

**718. Bombute François**

Identification de l'informateur: *séjourna à Boma de 1906 à 1912. Ancien serviteur d'un médecin italien. Juge conseiller, résidant à Nkombo sur la Ruki. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele (L'arrivée des Blancs). Annales Æquatoria 16 (1995), pp. 54-58.*

[1]

Nkombo le 31 juillet 1954

*Juge conseiller Nkombo Ruki*

Enquête sur les forêts.

Pour ce qui concerne cette affaire, nous disons que, depuis des temps immémoriaux, avant que l'Etat ne foule notre sol, nos pères avaient des forêts et on trouvait des limites entre leurs forêts. Aucune forêt n'était sans propriétaire. Chaque groupe avait une forêt et chaque lignage avait également une forêt. Il n'y avait pas une forêt sans propriétaire. Ainsi, si l'Etat nous ravit les forêts, il le fait par violence, surtout que nous sommes ses sujets. Bien que nous soyons sous la domination de l'Etat, il n'a aucun droit de prendre une forêt sans l'autorisation des autochtones. Nous ne trouvons aucune forêt dans laquelle coule un ruisseau sans propriétaire. Non.

2 Bonlute François

Lo lo nda wji wa ngonda  
ya litango ile wete ngone.  
Emekeke wifokanela te ngonda  
emo ele bo sika la bato emo  
ntinga wete ngone:

1. Lo fu bunge le jima halakala  
aki bankoko bato baki  
buke lo lo aki eilelo ea  
bato la nd'iwa la nda  
butumba eho kwelo ea bato  
eolenya. Ko bato baango bayana  
bayana masusa ngoko ngoko  
wifena vete wji baki eilelo  
ekita vete bokonda nkina  
ngonda ey'onene mongo.

2. Omdena bato ngoko bahanda  
te bato batakho b'ch'ende  
bato baki jima halakala.

3. Ngonda ifa nd'elok'ea ese nkina  
sefu lo lo ngonda ele vete wenji  
likundu bale la chiyo ngonda  
eki banko ko bakiyo w'atsihelaka.  
Wenaka bonto afoate ngonda  
enole bafeta bokwila.

[2]

2

Bombute François

Pour ce qui concerne les forêts éloignées, je dis ceci: parfois l'on aura des difficultés pour comprendre pourquoi certaines forêts sont éloignées des hommes. Voici les causes:

1. Vous n'êtes pas sans savoir qu'autrefois, aux temps de nos ancêtres, il y avait un accroissement démographique incroyable. Mais, lorsque le taux de mortalité a augmenté, surtout avec les guerres, il y a une forte diminution de la population. Alors, les survivants ont commencé à se regrouper. C'est ainsi que les emplacements de villages délaissés sont devenus des forêts vierges ou tout simplement de grandes forêts. En voyant cela, les gens ont pensé que ces forêts n'avaient pas d'habitants. C'est une grosse erreur! Il y a eu là des gens depuis des temps immémoriaux.

2. Le problème des forêts ne concerne ni le village ni le chef. Il concerne les pères des lignées, car ce sont eux qui ont hérité les forêts de leurs ancêtres. Si quelqu'un n'a pas de forêt, il est appelé esclave.

3 Bombute Transis

3 Orde bomongo ngonda  
afika beyaya la bafoya te  
bafosale. Wd'iwa ya bomongo  
ngonda o ranyola wete bona  
phae, lolo nga afa l'ona uet  
ilongo phae bahola ngonda.  
Lolo nga loto lafoate  
ngonda ho nga andomba  
te asombe nkuseya la witehya  
te asombe la bafolo elenya  
elang'emi ng'otema ho kama

[3]

3

Bombute François

3. Oui. Le propriétaire de la forêt a droit d'interdire aux immigrants et aux étrangers de travailler dans sa forêt. Quand le propriétaire de la forêt meurt, son fils hérite de sa forêt. S'il n'a pas de fils, sa famille prend sa forêt. Cependant, si quelqu'un n'a pas de forêt et s'il veut en acheter, le propriétaire peut la vendre à un prix qu'il voudra fixer.

17  
Hambonda wiliwa ngoma

- 1 Ngonda iimma ile o l'amango  
Ngonda iimma nkuma ile basika mpe  
bantu batwa szi ile o l'amango.  
Nt'okijokiso o nko ngonda ifa l'amango
- 2 Bomango ngonda nk'aise ba likynda  
p'ese, bese afa la mpe nda wili wa  
ngonda, l'wanga'nto afa ngonda nko  
ekis ise, nkinda batomolo o kaka aawa, ale  
o ng'ole batikejwa
- 3 Bomango ngonda akusa l'afaka bafaka  
nkinaa bafaka nda ngonda baka  
Ntin'ea ende mungo afa mungo bomango  
oa yama, bafaka afa g'ng'adulwala l'atam  
nkina afa baka, ba fikaka nkina l'atam  
l'atam bafaka o kaka bafaka ende l'amango.  
Bomango ngonda akusa l'angamala ngonda  
ekae nkina l'atam ngonda, ng'a afa  
mbaka ko afa l'ikama, akusa l'olekya  
et'at'ea ngonda nda mbaka nko  
Nt'irwa ya bomango ngonda, ofiki l'atam  
la ngonda o baka l'atam, ng'a baka  
afaka o kaka nk' n'okae mungo

Bomango iimma k'antemala Portina-NOR  
(M.C. FLANDRIA)



**[7]19. Pierre Bosongo**

Identification de l'informateur: *moniteur à Batsina.*

[Sans date]

Réponse concernant les forêts.

1. Toutes les forêts ont des propriétaires. Même les forêts éloignées où les gens se rendent rarement, ont des propriétaires. Sur notre terre, il n'y a pas de forêts sans propriétaires.

2. Les pères des lignées des villages sont les propriétaires de nos forêts. Le chef n'a pas d'autorité sur les forêts. Tu n'auras une forêt que si feu ton père ou feu ton frère aîné l'ont laissée en héritage.

3. Le propriétaire de la forêt a le droit d'interdire sa forêt aux immigrants et aux étrangers parce qu'il est fier de sa propre possession. L'étranger ne dispose d'une forêt que par permission. Il peut aussi l'avoir en l'achetant ou avec de l'argent ou contre d'autres biens. Le propriétaire de la forêt peut vendre la forêt ou une portion de la forêt. S'il est coupable d'une infraction exigeant une indemnité de mort et s'il n'a pas d'argent, il peut vendre une portion de sa forêt pour échapper à cette affaire. Quand le propriétaire de la forêt meurt, son frère cadet hérite de sa forêt. S'il n'a pas de frère cadet, son fils en hérite.

Bosongo Pierre, Moniteur à Batsina-Nord (M.C. Flandria).

1. Ngonda (bokonda) <sup>aug 7<sup>th</sup> . 20</sup>  
Nda wuwo bokinyo wuwo-  
laka nda wiji wa bokonda  
mbil'eni onging' bokai  
lwolotwa nd'olma wak  
ndolako tek nda ikam  
ikala.  
Bala endo ekiso nda  
territoire ea masankuru,  
chefferi Silang'i; Aoka  
wa le booma monga-  
nda wiji wa bokonda.  
Kpotelela nda wiji  
wa bwanaga kuma,  
kika o nda chefferie ekiso  
ea Silang'i; territoire  
masankuru.  
Endoko Aokuna  
wae ba-compagnies  
ba-jubwa tima kobonga  
ko basolana nk'endo  
nd'ekiji. Eko bndrli

**[7]20. José-Justin Lonkoi**

Identification de l'informateur: *élève de l'école normale à Bokakata (Basankusu).*

[1]

I

[Sans date]

[Date du tampon postal sur l'enveloppe] «Basankusu 26 7 54 09» [et] «Coquilhatville 29 7 54 15».

*Zeer goed* [très bien]

La forêt (la forêt)<sup>460</sup>

En ce qui concerne les questions que vous avez posées sur les forêts, je vais vous répondre à ma façon. Chez nous dans le territoire de Basankusu, Chefferie Lilangi, nous sommes angoissés par le problème des forêts. Je ne parlerai pas de tous les villages, je parlerai seulement de notre Chefferie Lilangi, territoire de Basankusu. Ici, nous remarquons que les compagnies débarquent des villes et nous trouvent sur nos terres. Les Blancs

<sup>460</sup> L'auteur utilise ici les synonymes: *ngonda* et *bongonda*.

baolong ba magasini  
bakiya (magasini).

Oni jila joro ja nemya  
magasini ba kw. nkuma  
la nd'e sanga ea takilo.  
maka 30. la batika si  
bafuwola ba mong'ese. nki  
na basima botekya etei  
ea bokili ekoka la akakela  
ibonga inkoe?

Bala inokotola  
nda wiji bokilo botefela  
bando sek si, one nde  
bokili wa l'etsat.

Mina na?  
Mina waki l'etsat  
askinja baumba buke  
ntsin'ea maongya  
mboka (botalibo!).

Okonde onko afa  
ntina mong'ea kw.

Bala nda bokili  
bone bokiso; d'nda mbul'u;

[2]

II

y ont construit leurs magasins. Avant de les construire, ils doivent quand même demander la permission aux autochtones, même s'il s'agit d'une forêt libre de 30 km de largeur, pour construire leur implantation? J'ai vite compris pourquoi les gens disent souvent que la terre appartient à l'Etat. Pourquoi? Parce que l'Etat dépense beaucoup d'argent pour l'aménagement des routes (carrossables). Mais cette justification ne tient pas debout. Chez nous,

III

1954, bündel bya l'Etat bami-  
haki wae ba sofonola bokili  
bokiso, lolo bakonji b'ese la  
bāmpaka batadima jiri  
liko.

Emi monga lokaka-  
ja file nda jiri liko  
ngaso?

Iso Asoka wae  
nkile nda wuwu bonko.  
Baranga "bokikonda wa  
l'Etat" wae ntun'ia l'Etat  
ba sofoa, la ntun'eko  
baoyi bauma balabaat  
iso bale o ba l'Etat.

Asofonola o la bolu.  
(forces).

Emi monga ntun-  
na lokonda bokiso tofo  
banto okili.

Nkina nda ndaa-  
ra nje, ntakawa nja  
byiji beuma bya bnyj

[3]

III

en 1954, les Blancs de l'Etat ont tenté de nous ravir notre terre, mais les chefs des villages et les vieillards n'ont pas été d'accord. Que pensez-vous, vous-mêmes, de cette affaire? Nous, nous sommes fâchés au sujet de cette question des forêts. On a souvent l'habitude de dire que la forêt appartient à l'Etat, parce que nous sommes les sujets de l'Etat. C'est ainsi que tous nos problèmes reviennent toujours à l'Etat et qu'il nous ravit nos forêts par la force. Personnellement, je n'ai pas encore vu une forêt inhabitée. Si on parle de pêche ou de chasse, on se rend compte que toutes les



IV

bokonda beokoka o la  
jasele likiso ja Roma.

Bekonda beuma  
bekiso beokoka o la baina  
ba banto baki kalakala.

Mr. nde bokonda  
w'Is'a songole, onyi nde  
bokonda w'Is'a Fakala.

Bekonda beuma  
beasa o nholo ika bekw.

Muma la oata  
lyle, k'okusa o bofowla  
bomong yamba ikae o la  
bole? Na bomong p'fowle  
bome bofela si: "Mu ay-  
kunde la kong'ekae."

Mina: Nboloko aykende  
nda ngond'ekae."

Eki Leopold I  
owaka, ondosa ngolaki  
(succider) nda ngif'ekae  
na? L'af' on'okunde?

Ala nk'elung'emoko,



[4]

IV

forêts sont occupées parce que c'est là que nous recherchons nos biens. Toutes les forêts sont pleines de traces qu'ont laissées les anciens. Ici c'est la forêt de Monsieur X; là, c'est celle de Monsieur Untel. Même si tu en as la force, déposèderas-tu le propriétaire d'un bien par la force? Un proverbe dit: «La tortue marche avec son cuivre»<sup>461</sup> ou encore: «L'antilope mboloko [philantomba caerulus Ian Smith] se promène dans sa forêt»<sup>462</sup>. A la mort de Léopold I, qui lui avait succédé, n'est-ce pas son fils? Notre cas est similaire,

<sup>461</sup> *Ulu ayəkende la kong'ekae*. Pas dans *Proverbes*.

<sup>462</sup> *Mboloko ayəkende nda ngond'ekae*. Pas dans *Proverbes*.

eki bantó ba kalakala oiraka,  
nhi in bana bakiy basala-  
sangola nd'ekonda bento.

Kiso robika ari  
nyiko nko? ele likonja ô  
nd'okonda.

Banto bouke baowa  
o nda nbin'ea bokonda.

Wengi bokolo kuma  
npe banto bouke baokita  
eka balimo (pigeon) o nda  
mwele bokonda.

Ekil'bitat olombwa  
bantobanko ba bakambo  
bakiy b'ekonda; avona  
ka banto basu bandeya  
lööola baoyi, avla kayaka  
bakiy basala o nda nbin'  
ea mraamba, la ndowla  
bakambo baunia baakma  
nd'okonda.

Iena nko-nko  
o nga bonong bokonda

[5]

V

en ce sens que nous avons pleinement droit d'hériter les forêts de nos pères. Où est maintenant la source de notre vie? C'est à partir de la forêt que nous gagnons de l'argent. Beaucoup de gens ont perdu leur vie à cause de la forêt. Chaque jour nous voyons les gens se présenter devant les juges à cause de leur forêt. Lorsque l'Etat s'est lassé de la fréquence des problèmes entre les gens relatifs aux forêts, il a choisi certaines personnes qui savent juger les situations. Il leur a donné le pouvoir de juger avec soin toutes les affaires relatives aux forêts. Souvent, quand le propriétaire

aswa, elaka o bawwa  
bakele bokonda boku.

Pranto bouke boka  
wae bobo ntun. ea bank.  
kenyang bakip. basala  
ngaki wae baahde ekiy  
etki ey'okonda, k'ane  
yoko, banto bauma boka  
bosalarangano o b'anda.  
nto ea bokli boki bain ba  
kiy o alaka nda jon.

Pranto bakikya  
bikino wae nke-nke, boko  
ofotara end'ekiw nda  
dibangi i wae bont'akikya  
bokonda bokae.

Nga bont'omoto  
asmeke jilink jantak  
kya bokond'akae jntane-  
la ali kika o bolole.

Ongila bont'ofota  
ngila we, k'askokaya  
etaki ey'okonda eloka nkina

[6]

VI

meurt, les enfants héritent la forêt de leur père. Beaucoup de gens sont mécontents parce que leurs grands-pères n'ont pas eu une portion de la forêt, et de nos jours, la plupart se contentent des portions des terres que leurs pères avaient eues autrefois. Souvent, les gens vendent leurs outils, mais l'on ne verra jamais à Lilangi quelqu'un vendre sa forêt. Si quelqu'un tente de vendre sa forêt, il sera considéré comme un fou. Quelqu'un qui n'est pas apparenté, peut-il donner une portion de la forêt

VII  
la hini'e? Dnye! Nga o'la-  
na bont' ok'kaya k'kei  
e'okond'a'okae: sang,  
onko wae ok'launga nd'  
okema, ntun'calban to  
bamo basangi; bafimeja  
na l'aoji.  
Oleki la nwele  
bokonda o' bama to.  
Paswella ntina  
na? Abalina nkito  
e' onenr ele nd'okonda!  
Nkito ele nd'oko-  
nda elenge ngamo?  
Nd'okonda bama  
l'asniakiy basala ban  
l'akiy, bafona koma  
nderhela ndenge, la  
koma koko baata nkito  
bouke.  
Köle ndeya wate  
olaunga onduwoli wae  
basala, bakula basala o

[7]

VII

à un autre? Non, si quelqu'un te donne une portion de sa forêt, dis qu'il t'aime beaucoup, car même certaines gens d'une même parenté ne se donnent pas de forêts. Les femmes se disputent souvent les forêts. Elles se les disputent, car elles y voient une source de biens. En quel sens peut-on dire que les forêts rapportent des ressources? Dans la forêt, les femmes et leurs maris font des champs. Ils plantent beaucoup de choses et en tirent grand profit. Mais je sais que vous voulez savoir s'ils font des champs



VIII -  
nd'ekonda belutni, ko  
lafokite nd'ekonda bya  
lisi.  
Onye' ele baala  
bekonda bikiyo nd'eni,  
basala basala nk'eki.  
Na ekola la mbata  
soma bouke nki? Laf-  
eki ele be le by' anene le?  
Nd'ekonda w'eni,  
kafana wae nganja mo-  
ng'ya ngonda; b'gole  
b'k'na, b'k'ng'ula l'imo.  
Nganj'iki ikaya  
wate b'w'ol'bozuke monye  
nd'ekik'ea l'ik'ni. P'lip'ana  
wae banto baala basala  
bakiyo nd'eni monye  
ea b'k'ib'ni n'k'ib'na  
zo ba n'ambola n'ni'ea  
nkakita eke nda basala  
bakiyo; nk'eki nda lisala,  
b'k'nga esasa (hulle) ekio.



[8]

VIII

ailleurs que dans les forêts qui sont près d'eux et s'ils habitent aussi les forêts éloignées. Ils n'y habitent pas, mais ils s'y rendent pour faire leurs champs. Où trouve-t-on beaucoup de biens? N'est-ce pas là où l'on trouve de gros arbres? Dans des forêts éloignées, nous trouvons de véritables arbres de la forêt comme l'arbre botuna [*Cynometra sessiliflora* harms], l'arbre bokungu [*Piptadenia* Africa Hooks], du manioc, etc. Ces arbres donnent de la fertilité à la terre lors de la cueillette des feuilles ləkotsi [*colocasia antiquorum* scott araceae]. Vous trouverez beaucoup de gens qui ont leurs champs à quelque 30 km du village. Ils y construisent des huttes.

IV. Batonga ntun'ea beya  
fote ononiga wake afokeke  
ba ntwaakwa ko la aduuka  
(aller à l'école) na'okilo bini  
ki, la ntun'eko batonga  
lisasa likiya nk'iki.

Nga baosangya  
wake lakwe nda bakala  
barki bakiya, batamba  
soma na ndalamba,  
imola o barki. Ntun'  
ea bifotama farki nda  
lisaba.

Bant bakima-  
na l'okonda ny'onr la.  
Bakimana wal bina  
nkito e'onre e nd'ok-  
nda, loli afoonge isau  
nda wiji wa ngonda.

Nga l'okonda asanga  
wae ngonda ekiso el'ikal,  
nke emu ntuna wae  
botungya la murewo.

[9]

IX

Ils construisent ces huttes dans leurs champs parce qu'ils savent bien qu'ils doivent éviter les va-et-vient en une seule journée. C'est pour cela qu'ils les construisent. Quand ils se proposent d'aller travailler dans ces champs, ils emmènent de quoi manger, sauf les bananes. Ils savent qu'ils trouveront des bananes dans leurs champs. Pourquoi les gens se lancent-ils à la recherche effrénée des forêts? Ils veulent à tout prix avoir une forêt parce qu'ils se rendent compte que la forêt renferme des trésors. Il n'est pas recommandé de traiter à la légère une question aussi importante que celle de la forêt. Si l'Etat prétend que notre forêt lui appartient, cessez de nous déranger avec vos questions

14. lömö nda wiji wa bokonda  
Ntini' wa l'blat mongu  
atefela onr nde bokiji bokae  
la ntini' eki laoyi bauma  
bali o bakae.

lölö bokanekake  
wae onko ali bomua bokin,  
onko nde bomua wa l'blat  
mongu. Bomongu akine  
la ng'ow, lölö iso kiyi wae  
bokonda buma bolé o bokin  
mongu.

3. Baatefela nda  
lomongu lömö si: bomongu  
ese. aikaka l'ofaya, lölö  
lomongu lonko l'ofayingla  
se bofaya akusa bambu  
ese belesu buma bat'ky  
o la wali, loko.

l'blat ali nd'ofaya  
na aale bokae bokonda  
nko? End' ali lomongu  
Ng'alang atefela wae bokonda

[10]

X

concernant les forêts, car l'Etat dit souvent que notre terre lui appartient et que tout ce qui s'y trouve lui revient de droit. Mais ce n'est pas notre opinion. C'est là l'opinion de l'Etat. C'est ainsi qu'il voit les choses. De notre côté, nous savons que toutes les forêts nous appartiennent de droit. Un proverbe dit: «L'étranger peut porter secours à l'autochtone»<sup>463</sup>. Ce proverbe ne signifie pas qu'un étranger peut ravir par la violence à l'autochtone tout ce qu'il possède. Non. L'Etat n'est qu'un étranger. Comment peut-il avoir une forêt? Est-il un autochtone? Il peut prétendre être propriétaire

<sup>463</sup> *Bomong'ese, aikaka l'ofaya. Proverbes 418: Bomóngó esé aikaka la bofaya. Signification: «Le citoyen est parfois sauvé par son hôte».*

XI

bikai, nk'ele banyị basote-  
kya bokiye bokosuda.  
Dol'ekiso o nye!

Foposime ke topasina, oki  
bobotri nk'okole la boko,  
nbin'ia nk'end'onidiky  
okili, mpang'ate, boko  
nda wiji wa bokosuda  
bomö bifa bant'okile, mpi-  
meja wae bokosuda bomö  
bifa bant'okile, <sup>bol'ek</sup> bol'ek nye!

Bokosuda beuma  
beokoka ô la amwag, ke  
beuma beokoka ô la banyi  
ba boma.

Bokosuda bokiso "!!!!!!"

Emi,

Donkoi José-Justin  
wekobi nd'ecole Normal  
Bokakata.

kilimula bhasa.



[11]

XI

de la forêt à l'endroit de ceux qui lui ont vendu leurs forêts. Mais pas chez nous! Nous ne le voulons pas et nous ne voudrions pas vendre notre forêt. Qu'il la prenne par force puisqu'il est le chef du monde. Ce n'est que de cette façon qu'il l'aura. En ce qui concerne certaines forêts où les hommes ne se rendent pas, j'ose dire qu'il n'y a pas de forêts qui ne soient pas visitées par les gens. Toutes les forêts ont des propriétaires. Enfin, toutes ces forêts sont des lieux où l'on s'approvisionne. Notre forêt!!!

Moi, Lonkoi José-Justin, écolier à l'Ecole Normale, Bokakata.

Tournez la page.

[Sur une feuille annexe on trouve une lettre d'introduction]

Ele Fafa Defule,

Nda brang boko  
baku, nkina nkoka,  
inkina la mpokoki, ku  
nga nkokaka: kong ola-  
nga wai wusa wambo;  
ô nd'icwê Normale Bokakata.

Anr yoko iso  
~~Nde wai nda joma~~  
weli bonzwa.

Joma jipsila nda  
mukha la nsiy'ia 8.

Nde nsiy'ia wambo  
o nd'Okaka la.

Amba braso bya lolang.

bni bona,  
donkoi Tosi Tustin  
Cecile Normale

Bokakata.



[12]

Au Père Lofulo,

A propos de tout ce que je viens de vous écrire, que cela soit correct ou non, je vous prie de me répondre par le canal de l'Ecole Normale Bokakata. Maintenant nous sommes pendant les vacances de juillet. Les vacances prendront fin à la fin du huitième mois. J'attends impatiemment votre réponse à Bokakata.

Recevez mes salutations d'amitié.

Moi, votre fils, Lonkoi José-Justin, Ecole Normale Bokakata.

21

M. C. Yolofofo Léondo 12-14-7-54  
digne gen

Efe Bakoti Betsiko  
Izo toslamba benkanda la nsango ikinyo  
Isaho nipe toshwutsa ntsingo ikire.

Wambo wa 1 Nyonyo ngenda imisicate  
nho bamongo Ende kifa banto otrwaka  
ile bamongo

Wambo wa 2 Bamongo ngandikiso wate  
Bamongese da isila likunda.

Wambo wa 3 Ende akusa ofeka beyaya  
lafaya ho akhya boho nipe asang'elatan  
ma. Akusa anyamola kolo joro banto  
bapela itatiki bifufuta joro.

Adiwa ya Bamongo sangola ngenda  
wate basulunganyi kakis la bana baki  
Cesila

Em Betsikala Jean Croix Moniteur  
de la Ecole Rural de Yolofofo

**[7]21. Jean de la Croix Batsikala**

Identification de l'informateur: *moniteur à Yolofete Liondo.*

M.C. Yolofete Liondo le 14-7-54

*Bijna goed* [presque bon]

Aux écrivains d'Etsiko

Nous avons reçu vos lettres et vos nouvelles. Nous allons maintenant vous répondre.

Réponse à la première question: non. Il n'y a pas de forêts sans propriétaire. Même celles qui ne connaissent pas la présence des hommes ont toujours des propriétaires.

Réponse à la deuxième question: les autochtones et le père de la lignée sont les propriétaires de nos forêts.

Réponse à la troisième question: le père de la lignée a droit d'interdire aux immigrants et aux étrangers l'accès d'une forêt. Il veille aussi à ce que personne ne traite la forêt à la légère. Il peut procéder à la vente d'une portion de la forêt moyennant quelque somme d'argent. A la mort des propriétaires de la forêt, leurs successeurs ainsi que leurs enfants héritent de leurs forêts. C'est fini.

Moi, Batsikala Jean [de la] Croix, Moniteur à l'Ecole rurale de Yalofete

p. Esando Gustave  
Moniteur M. C.  
Mondombe

22

Nda wili'wa belelo bye nganda ikiso.

gnd

- 1) Ngenda imo il'eko ile l'amang'iko. Eleng: ea bamoti; batang'iso balambi, la nganda isal'iso basala. Inko nk'ant'obunga fele te; ngand'ene ea baseka. Sise, ene nde ea baseka fakala. Nda wili'wa nganda y'itango la if'iso ofeta, ichanda leta te ifa l'amongo, ngand'iko ile l'amongo. Na ntina if'iko l'amongo na? Elenga la lombango luv, lotefela bamperka te. Ifetange banko nd'ontamba.
- 2) Bamongo nganda ekiso wate: He ea likundu. Ntin'ea bakundu bape ntina basato nkima bane bakusa l'vate nd'et'imo.  
  
Leta atahanelake te ngand'iko ifa l'amongo, atilake bamongo nk'ende, ntin'ea tiveya fombo te. banto ato o lina lisafu likae.
- 3) Bamongo nganda akusa ofeka basaya ngand'ekue. He akusa lonyamela etate ea nganda endeli, lola luvote ju'into lola ju'am'ang'ese. Inko nde luvomi ju'into.  
Na'iwaga bamongo nganda, sangola nganda, wate: Likundu. He atumba nganda; bane ataat'ak'otako.

Wai wate nyofend'okoka.

Esando Gustave, Moniteur M. C. Mondombe.

## [7]22. Gustave Esanelo

Identification de l'informateur: *Moniteur à la M.C. Bondombe (Mondombe)*. Il a publié plusieurs articles dans *Etsiko*: septembre 1953, pp. 6-7; 7 août, p. 20; et dans *Lokole Lokiso*: 19 mai 1955; 1<sup>er</sup> juillet 1955, p. 3; 1<sup>er</sup> mars 1957, p. 2. Dans un texte du 1<sup>er</sup> septembre 1955, p. 6, l'auteur réagit aux articles de Bomboko dans Mbandaka. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].

[Sans date]

Goed [bon]

A propos des limites de nos forêts.

1. Certaines forêts ont leurs propriétaires. Prenons l'exemple des portions de terre où nous construisons nos maisons et des forêts où nous faisons nos champs. Personne n'ignore qu'on dit souvent que cette forêt appartient aux descendants d'un tel et celle-ci aux descendants de Monsieur X. A propos des forêts inhabitées qui sont éloignées des villages et dont l'Etat s' imagine qu'elles n'ont pas de propriétaires, nous disons carrément que ces forêts ont des propriétaires. Pourquoi seraient-elles sans propriétaires? Alignons-nous derrière ce proverbe des anciens qui dit: «Celui qui ignore le clan de son grand-père est un esclave»<sup>464</sup>.
2. Les propriétaires de nos forêts sont les pères des lignées. Car deux ou trois ou quatre pères de lignée peuvent constituer tout un village. Que l'Etat n'aille pas croire que ces forêts n'ont pas de propriétaires. Qu'il ne se proclame pas propriétaire, car nous n'ignorons pas l'origine d'un chacun de nous.
3. Le propriétaire de la forêt peut en interdire l'accès aux étrangers. Il a le droit de vendre une partie de sa forêt. Mais, la terre d'une personne revient aux autochtones. C'est le droit d'aînesse d'une personne. A la mort du propriétaire de la forêt, sa progéniture hérite de sa forêt. Si le père n'a pas abattu une forêt, l'enfant n'aura pas de jachère. Silence, c'est-à-dire: j'ai enjambé un arbre couché!

Esanelo Gustave Moniteur, M.C. Mondombe.

<sup>464</sup> *Ofosange bonkoko nd'ontamba*. Pas dans *Proverbes*.

N. 16.

Boende, 8-7-1954

Komoko wa ngonda  
Mkalo.

23

reming

Ngonda isal'isi lasala, la bamstji la songi balsmbe  
onko afa bamstji ba leta. Ole nde bokili bokiso  
omongo boki banksts o to sikela'ia. Yoo leta la bolo  
lokae: «sanga.» Bokili bone tofa bokingo, bole nde  
bikam: « Banksts batatika bokili boki baire baki  
la ntin'eko l'aeyoko bafeka bks.

1. L'omongo wa ngonda ele o lomongo mola o iki la-  
fafa atakita. Yfa l'omongo la ntin'eko leta ayaita  
lomongo nd'efas'eko.

2. Banksts ba tokano ja te. Kamongo ngonda ikito wa-  
te ese bonkunjie. 3. Ende lomongo ngonda akus'ofeka  
bafaya la bayaya ngonda ekas. An yamola kika  
onka bondete wa kopai afoate bokili. Nga bokulata  
L'opold afks osulingana na? Ofa bonokoe nde  
Mboka nd'iwa yfa lomongo ngonda osulingana o bona  
Wokaka wai wate asila

Emi Lianga Bernard

Ecole Atelier - Artisanal

M. C. Boende

**[7]23. Bernard Lianja**

Identification de l'informateur: *élève à l'école artisanale à la M.C. Boende.*

*Zeer weinig* [très peu]

Boende, 8-7-1954

Enquête sur les forêts.

Réponse.

Les forêts, où nous faisons nos champs, et la terre où nous construisons nos maisons, n'appartiennent pas à l'Etat. C'est notre propre terre que les ancêtres nous ont laissée en héritage. Comme l'Etat détient la force, il s'impose: «Cette terre ne vous appartient pas, elle m'appartient». Les ancêtres n'avaient pas abandonné la terre de leurs pères et c'est la raison pour laquelle on continue de la défendre de nos jours.

1. Non. Toutes les forêts ont des propriétaires, exceptées celles qui n'étaient pas en possession de nos pères. Et comme elles n'ont pas de propriétaires, l'Etat se déclare propriétaire de ces forêts.

2. Les ancêtres nous disent que le village entier est le propriétaire de nos forêts.

3. Oui, le propriétaire d'une forêt a plein pouvoir d'interdire l'accès de sa forêt aux étrangers et aux immigrants. Il ne peut la vendre qu'au Blanc d'une Compagnie si celui-ci n'a pas de terre. Si le roi Léopold n'est plus, qui peut lui succéder? N'est-ce pas son fils? Donc à la mort du propriétaire de la forêt, son fils hérite de sa forêt. C'est fini! Moi, Lianja Bernard, Ecole Atelier-Artisanal, M.C. Boende



Bokotsi ude  
Barray Elphinstone  
Bilani nd'ondombe  
M. Cathique

Mondombe 22-7-54. 24  
Lyn m'gw

### Nkhalo ele Tafa tofulo.

Uda wili wa lyuo bene beki w' Asuole nda  
nda likawa ngonda ikiso bele wate ngon  
Batefela nda lombongo te: b'ow 'a'iso e'owa  
lokai: Joi ja bolo litoleki nda likawa ngonda  
ikiso wate ifunji la belungako bya l'Etat.  
Olima bankoko bakiso totaf end te bant'wa  
apus'onyalamo la lokutu lokae la litatsilik  
iima ele bafaja la beyaya bekita nda bokai  
bokae. Eke la l'Etat afanda boye el'iso nde  
N'ende apusa l'otofono la ngonda ngamo!  
Mpaokusa loasa imo nkhalo buke. Olima bankoko  
ngonda ile o lamona iko wate o bankoko bakiso  
bale iningwa ja bokai ~~l'Etat~~ bokai bokiso.  
Tofaonyamola bokili ele l'Etat l'ofelu boye  
nd'otokawe ola te aotobikya luma bitamwa  
bude afai borwongo ngonda ikiso ale wate tofa  
Akola ngonda ifa banto ofofe tse l'ifio osala  
basala o la bole wate aotobikya nda bitimba  
likiso bya kalakala. I. Onko ngonda ele Mpa  
te efoate lomongo ngonda iima ile l'andongo  
la ngonda itutu la y'itango iko iima ile lan  
ngo: Joi ja n'sina nda ngonda y'itango wate  
balembwa ele bamongo te bafokite eko n'sin  
bosika: lolo nde bafokus'ofela ngonda inko  
Esile: Nd'atra Efoke la Longo la Kerr.  
Yahuma la Moma ele wate bangonda  
Efoone Momo lolo l'efio osala basala  
la kalombe eko bafofele ngonda eke  
bay'ohumanaka nk'eko nda jasi ja tou



**[7]24. Alphonse Bassay**

Identification de l'informateur: *moniteur à l'école de la M.C. Bondombe (Mondombe). Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].*

[1]

L'écrivain c'est

Bassay Alphonse

Enseignant à Mondombe

mission catholique

*Bijna zeer goed* [presque très bien]

Mondombe 22-7-54

Réponse aux questions du Père Lufulo.

Voici ce que je peux vous répondre à vos questions relatives à nos forêts. Un proverbe dit: «Là où se dirigent les yeux, c'est là que se fixe la pensée»<sup>465</sup>. Le problème qui nous éceure, c'est le pillage et la duperie de l'Etat à l'endroit de nos forêts. Au temps de nos ancêtres, nous n'avons jamais vu quelqu'un vendre son patrimoine et toute sa richesse à des étrangers et des immigrants qui foulent son sol. Que l'Etat fasse un signe de charité envers nous! Pourquoi se permet-il de nous ravir nos forêts? Je ne me donnerai pas la peine de parler beaucoup. Toutes les forêts ont des propriétaires et cela remonte aux temps de nos ancêtres. Eux sont les auteurs de notre terre. Nous ne vendrons pas notre terre à l'Etat par peur, sous prétexte qu'il nous a protégés pendant les guerres. Il n'est pas le propriétaire de nos forêts. C'est un étranger. Il prend par la force des forêts inhabitées et non cultivées, sous prétexte qu'il nous a protégés jadis pendant nos guerres. I. Aucune forêt n'est sans propriétaire, que ce soient les forêts qui sont près de nous ou les forêts éloignées, elles ont toujours des propriétaires. Le vrai problème réside au niveau des forêts éloignées, car leurs propriétaires éprouvent une certaine fatigue pour s'y rendre; mais ils ne peuvent pas oublier leurs forêts. Par exemple: il y a une grande forêt entre Topoke, Ilongo, le territoire de Yahuma et Moma. Bien que les gens ne fassent pas de champs et ne construisent pas de maisons dans cette forêt, ils s'y retrouvent pour aller chercher des biens

<sup>465</sup> *Etsw'aiso etswa lokai*. Pas dans *Proverbes*.



[2]

Bassai Alphonse

[?] Enseignant Mondombe M.C.

(suite)

dans la partie de cette forêt qui leur appartient. Comment un étranger peut-il acquérir une forêt à l'insu de son propriétaire? Il ne peut l'acquérir qu'avec la permission de l'autochtone. Si un étranger compte vivre avec les autochtones, il doit demander une portion de forêt et non toute la forêt. Les autochtones peuvent par contre réclamer une somme d'argent correspondant à la portion de forêt qu'ils ont donnée à l'occupant. Quand il veut quitter le village, il laisse la forêt aux autochtones et s'en retourne dans son pays d'origine. Il n'y a pas de problème si les autochtones acceptent de lui donner une portion de la forêt. Voyez comment les Blancs des compagnies achètent nos portions des forêts quand ils décident de vivre chez nous. Même s'ils ont acheté ces terres, ils n'en sont pas les propriétaires. Ce sont des immigrants qui sont venus vivre avec nous. II. Les pères de lignée et le village sont les propriétaires de nos maisons. Le chef n'est qu'un étranger dans notre forêt. III. Oui, le propriétaire de la forêt peut l'interdire aux immigrants et aux étrangers s'il ne juge pas bon de vivre avec eux. Mais s'il veut vivre avec eux, il peut leur donner temporairement une portion de la forêt. A la mort du propriétaire de la forêt, celui qui hérite de sa forêt est son successeur comme c'est prévu par les ancêtres depuis les temps immémoriaux. 4. Le propriétaire de nos forêts, c'est Dieu, le créateur de toutes les choses. Viennent ensuite nos premiers ancêtres qu'il [Dieu] avait créés. C'est ici où je me tais.

Bassai

Bomke wa ngonda.

25  
en gnd

Peta akanela te bamtsi batong'iso balumbi la ngonda  
isal'iso basala onko wate ikiso ngonda mungo inko. Mbates  
ngonda y'osika ifa banto otivak'eks woyowoyo ile nde  
ngonda ikanda iyail'ende bomongo w'ites nk'ende.  
Ngoko f, abunga, (afa te) la ngonda y'ituti la ngonda y'osika  
iyata o bamongo, nkuma la nko lisala ntsin'ea bositka  
l'auto, ile o l'amongo.

Ende Peta ayaila bomongo o la ntsin'ea jale j'etumba,  
ntsin'ea aotokonywa la likula likae joolikola jale. Iso mpe  
baataki ngonda tole la b'pulu la b'lu wa pijuvola baori.

Basanga; lombongo loms te: bampono la nsau l'oola  
w'okumbe.

Boms te: Oataki belwo bomong'etembe.

Belelo bya ngonda bele nd'atra ese l'ese, la bise biyelila  
bakafola ngonda wengi ese eata liondo ja ngonda liki ise  
ekis eataki bokili; w'akafelaka. Ng'oki Mbumo okafelaka  
ban'akae. Eki bana okafwane bont'onto l'ese. Tys bale wate  
baise ba bakundu. Ng'aota bakae bana ekafela ngonda  
nd'etat'ekae eki ise wokaaka. Wengi bana nga baota  
bakis bana; bana ba bana banko basa baasi nd'etat'ea  
ngond'eki ise wam-baka liondo.

**[7]25. Paul Lofeka**

Identification de l'informateur: *moniteur à l'école de la mission (1937) et de la H.C.B. Boteka (depuis 1951). A publié quelques textes dans LCC, 15-3-1939, pp. 12-13; 1-11-1939, p. 8; Lokole, 1-2-1955, p. 3 [défense du ləmōngɔ]; 1-3-1955, pp. 6 et 8; 1-6-1958, pp. 7 et 8; 1-12-1958, p. 132.*

[1]

*Zeer goed* [très bien]

Enquête sur les forêts. L'Etat reconnaît que la terre sur laquelle nous avons construit nos maisons et les forêts qui nous servent à faire nos champs sont nos propres forêts; mais, les forêts éloignées qui ne connaissent pas souvent la présence des hommes, celles-là, selon lui, lui reviennent. C'est une grosse erreur: que ce soient les forêts qui sont proches de nous ou les forêts éloignées, elles ont toutes des propriétaires. Même celles qui ne sont pas encore défrichées à cause de l'éloignement, ont des propriétaires. L'Etat se prétend propriétaire à cause de son caractère belliqueux. Il nous domine grâce à sa flèche hautement cruelle. Nous, les propriétaires, nous avons peur de revendiquer notre droit. Un proverbe dit: «L'on m'a ravi les safous par manque de sac»<sup>466</sup>. Un autre dit: «C'est le propriétaire des boutures qui a les champignons»<sup>467</sup>. On trouve les limites des forêts entre les villages. Et les villages qui se retrouvent côte à côte se partagent les forêts qui provenaient de leurs pères, comme Mpumo l'avait fait à l'endroit de ses enfants. Ces enfants sont les pères des lignées qui ont fait chacun un village. Si un des enfants engendre des enfants, Mpumo lui donne une portion de la forêt qu'il avait eue en héritage de son père. Pour cette raison, les fils et les petits-fils ne peuvent faire la pêche ou la chasse que dans la portion de la forêt qu'ils ont reçue de leur père.

<sup>466</sup> *Bāmpɔŋɔla nsau l'oola w'okumbe. Proverbes 170: Bāmpɔŋɔla nsáú la boóla wā bokúmbé. Signification: «On m'a ravi mon droit, mon bien, parce que je suis trop faible». Hulstaert y ajoute encore: «Les Blancs nous ont enlevé nos droits parce que nous sommes trop faibles, trop peu intelligents, etc.».*

<sup>467</sup> *Aataki bebwo bomongo etembe. Pas dans Proverbes.*

Ngonda iuma ile la bomongo, nkuma la ngonda y'osika  
iyata o bomongo b'iks. Nda kalakala monga nd'ek'ek'ea bitumba,  
nga bonto ofa bomongo oa ngond'enko, alékola ilinge (bombo)  
nkina aolambola njoku nda ngonda, bomongo ilinge la  
njoku o bomongo ngonda, mpanga bomongo ngonda okaaye  
mpoko nda wiji w'ilinge, elama nda wiji wa njoku, ng'ole etisli.

Bomongo ngonda ikiso, o baise la bakundu baataki  
bitate bya ngonda biki is'ekis ea mboata wakafelaka.

Sefu afoate ngonda, ntrin'ea nda kalakala iso  
totsaaki mpif'ea sefu, onko nde bokopo w'endile,

Bomongo ngonda akus'ofeka beyaya la basaya  
ngond'ekae te basale. Ntrin'ea basay'onko, ng'atanga  
akombe lokombo, joro uwote lotomo, nga bomongo aolaniga  
nkini'akombe; ng'aoma nyama ya nzuu ng'ole nsombo,  
bofala, mbuli, boendi, mpambi, lisoko, mpanga (~~elaka~~).  
akaye bomong'oa ngonda éléka (ng'ole lokolo nkina boks)  
Ng'aowofima onko wate bomongo. ngonda afita lokombo  
wate awila nda ngond'ekae. Ntrin'ea ale o ngond'ekae mungo,  
efa ea boyaya bonto bokombaki lokombo.

Bomongo ngonda bakus'onyamola etat'ea ngond'ai-  
kis, nga baata bakambo ba bolo, ng'ole baoma banto, nkina  
baowatembola la baali b'aninga. Baata bssls wa nsa-  
mba likambo, anyamola ngond'ekae, euma nkina

[2]

Toutes les forêts ont des propriétaires même les forêts éloignées. Autrefois, au temps des guerres, si quelqu'un qui n'était pas propriétaire d'une forêt, trouvait un esclave ou capturait un éléphant dans cette forêt, tout cela revenait au propriétaire de la forêt. En guise de récompense, le propriétaire lui donnait quelque chose en ce qui concerne l'esclave ou un morceau de viande s'il s'agissait d'un éléphant. Les pères des lignées sont les propriétaires de nos forêts. Ils héritent des portions des forêts de leurs pères. Le chef n'est pas maître de nos forêts. Car autrefois nous ne connaissions pas l'autorité d'un chef. Cette dignité n'a été conférée que par les Blancs. Le propriétaire de la forêt peut de plein droit interdire aux immigrants et aux étrangers de travailler dans sa forêt. Ainsi, si l'étranger compte faire une clôture de chasse, il doit d'abord demander la permission au propriétaire; s'il capture un gros gibier comme le sanglier [*potiochoerus porcus*], l'antilope [*cephalophus callipygus* Peters], l'antilope [*limnotragus spekii* S.], l'antilope [*cephalopbus Sylvicultor* A.], l'antilope [*cephaloplius nigrifons* G.], il n'aura qu'à offrir au propriétaire de la forêt une part du butin (une patte postérieure ou antérieure). S'il ne la lui donne pas, le propriétaire de la forêt détruira sa clôture de chasse et l'autre ne chassera plus dans cette forêt. Car c'est sa propre forêt; elle n'appartient pas à l'étranger qui a fait sa clôture de chasse. Les propriétaires des forêts peuvent vendre une portion de leurs forêts, s'ils ont des problèmes sérieux comme l'assassinat et l'adultère. Si le propriétaire de la forêt n'a pas d'argent pour se tirer d'affaire, il pourra vendre soit toute sa forêt soit

nkima etate, elaka o bonene wa likambo liki'nd'otaka.  
Beyaya bems baata ngonda l'is, nga aatsaki bonto oms  
ole la ngonda likambo, lile nga bntem b nkina mbalaka  
ehis wofomelaka nd'iwa y'ot'ekae.

Wengi ngonda eataki bomongo, ng'arwa, osangola  
ngonda nko lukume, bona mpe la btsiw'ot'ekae, oms afoate  
ngonda efatrikale mpe l'ese l'enne. Wene ese l'mene  
batrikala l'eko o nga ataata, mpe nga afa l'okume nkina  
btsiwa. Nga aatswaki la nkana ko nkan'ey'omoto aota bona  
wate bonankana akola ngond'eki hyangompame, nga  
aoyala nda bonyanggo. Wende aoyala bomongo oa  
ngonda. Ifokita bomongo o nga nyango mpame utaata  
bona, mpe ng'ataata batiwa.

wai wate asila.

Bofeka Paul

Bolaki nd'Otika

2001 H. C. B.

*Bofeka*



[3]

une portion de sa forêt. Tout dépendra de la gravité de son problème. Certains immigrants ont aussi des forêts. Ils les avaient eues soit par un cas d'adultère commis par un propriétaire de la forêt soit par un cas d'assassinat causé par un propriétaire de la forêt à l'endroit de leurs frères. Chaque forêt a un propriétaire. Si celui-ci meurt, son frère cadet ou son fils ou son pygmée hérite de sa forêt. La forêt ne revient pas au village. Si le village entier hérite de sa forêt, cela signifie que le propriétaire n'a pas eu d'enfants et qu'il n'a ni de frère cadet ni de pygmée. S'il avait une sœur et si celle-ci a un enfant, son neveu aurait hérité de sa forêt, à condition qu'il habite dans la famille maternelle. Dans ce cas, celui-ci deviendrait le propriétaire de la forêt. Il ne le deviendrait que si son oncle n'avait pas eu d'enfants ou de pygmées. Silence, c'est à dire, c'est fini.

Lofeka Paul, Moniteur à Boteka, Ecole H.C.B. [signature]

Ngonde. I

26

am qd

Qone nd'okili bokiso bopi Mbombianda wanga ka, ngonda  
iuna ile o lamongo; la ngonda imo y'itanga ifa banto  
okwaka wenywye ile o lamongo. Nla wanga bananga,  
lamongo ngonda ikiso wate: joso ig'ea likundu; wifiko ele  
ef'anto. Sh'ele. Ngonda ele ea is la likundu ngamo? Lima kalakala  
bant'auma bantuwaki o lima Odama, l'ifa is la ngongo  
lyant'auma. Shi'y'oto bana; ban'anko bawata bahio hana,  
mpe banto baqula nd'okili, ataongaki te bafite elenda emoko  
bakoqwana mbaki laoti; bise la'ise, binanga binanga o  
ng'and'jyo mb'etab im'ea, bawak w'nyingwa. Lima bokolo w'lti-  
mb'ea b'fempe. Bant'u bamo bayu bayaki b'ile mba o nko  
n'sima ea kwo. Bamo bakimaki baninga, etwelo ofalanga-  
ko o ng'anko. Bamo bafendata ntando, bamo bafotiki o nja  
nanto bamo, bant'ine mpe bant'waki wili la wili. Wenywye bamo  
baatiki epale wate baantaki ehi ngutu ehi w'waka ko  
basabaki. Bant'ine baatiki esale wate batanaki buringa  
bamo bafite m'ele ehi ko bafungaki etimba, bafungwaki  
mpe bafite ehi n'anko. Anko l'ig'ande b'jalo b'p' n'asala  
binanga, bant'waki oyoande ngonda o b'p'ung wate  
is'la likundu ea es'anko, m'is'la n'ida wenywye b'wanga  
oyoande ngonda, mb'is'la likundu. M'wanga, bant'ine lima  
sh'ele b'ant'waki aanda tokac b'wanga l'ilemba mpe la n'oko  
am ngonda ekiti ng'oko ef'anto b'ile. O ng'wanga b'wanga  
te: « B'kalo b'kalo » Bant'ine mpe b'ele b'ant'waki bise la'ise.  
b'ikoluti l'is. Shi wanga b'wanga ise olindela ng'anko n'ida ngonda  
bant'waki b'wanga, b'p'olo, mb'is'la a'wanga epale b'p'ala b'p'ala  
aluka n'konge mb'ilemb'imo ef'otiki. Etwelo n'ko esale b'wanga b'kalo  
: b'ko, b'p'alo, n'konge ef'otiki. O ng'wanga is n'ida b'wanga te: « B'kalo  
b'wanga nganga b'p'ala mb'ilemb'imo » Bant'ine b'wanga b'wanga mb'ilemb'imo  
b'kalo, mb'is'la ngonda imo ea itancla y'ilemb'imo b'wanga b'p'ala mb'is'la  
la b'p'ala. B'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga  
ahala b'kalo b'wanga mb'is'la b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga  
imo ea ngonda y'itanga. Ekele imo mb'ilemb'imo ngonda imo y'itanga  
ele ng'oko: bant'ine n'ida b'p'ala mb'is'la b'wanga b'wanga b'wanga  
n'ida n'ko k'ala b'wanga n'ida b'wanga mb'ilemb'imo b'wanga b'wanga  
wa joso la b'wanga n'ida ng'oko mb'ilemb'imo. Kon 25 mb'is'la la 30. Mb'is'la  
ngonda l'ilemb'imo b'kalo: ikij'otike mb'ilemb'imo wa joso ile n'ko ikis'la  
b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga  
ngonda l'ilemb'imo b'kalo. L'itina mpe o b'wanga. Mb'is'la n'ida ngonda imo y'itanga  
b'kalo ile n'ida ngonda n'ida b'wanga imo o b'wanga b'wanga b'wanga  
j'aminge, ale o'lati ja b'wanga ngonda. Lima ehi b'wanga b'wanga  
b'wanga b'kalo la b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga b'wanga

[7]26. Gaston Efoloko

Identification de l'informateur: *moniteur à l'école des H.C.B. Flandria-Boteka depuis 1946. Il a publié 21 textes dans Lokole entre 1956 et 1962.*

[1]

[Daté du 21/7/54]

*Zeer goed* [très bien]

Forêt I

Sur notre terre créée par Dieu, toutes les forêts ont certes des propriétaires; même celles qui sont éloignées et qui ne connaissent pas souvent la présence des hommes. Dans tous les villages, les pères des lignées sont les propriétaires des forêts et ensuite les habitants du village. Comment la forêt appartient-elle au père de la lignée? Depuis les temps immémoriaux, nous savons que tous les hommes viennent d'Adam et d'Eve, les parents de tous les hommes. Comme ils avaient donné naissance aux enfants, ceux-ci, à leur tour, ont aussi donné naissance à leurs enfants et il y eut beaucoup d'hommes sur la terre. Il [Dieu] ne leur a pas dit de vivre en un même endroit. C'est ainsi qu'ils se sont divisés en de nombreuses familles, en de nombreuses villes. C'est ainsi qu'il y a beaucoup de villages et de villes disséminés, comme vous le voyez en Histoire Sainte. Depuis la chute de la Tour de Babel, il y eut diaspora de la race humaine. Certains ont traversé la rivière et d'autres sont restés sur place. Ainsi, il y a eu des gens un peu partout. Chaque village a reçu un lieu de travail. C'est-à-dire une forêt. Certains n'ont obtenu leurs forêts que par la guerre et, quand ils ont choisi des lieux pour établir des villages, ils ont eu un chef qui leur proposait des forêts. C'est Mpumo<sup>468</sup>. Ce terme signifie le père de la lignée. C'est ainsi que, dans tous les villages, celui qui a le droit de fixer ou de décider à propos d'une forêt, c'est le père de la lignée. Ensuite viendra le tour de ses frères cadets et des enfants du village. Chacun finira par choisir sa parcelle et proposer là où il construira sa maison. Et c'est ainsi que la forêt revient à tous les villageois. Un proverbe dit: «Nos poissons bakala nous appartiennent»<sup>469</sup>. Ils tracent, enfin, des limites entre leurs villages et les villages voisins. Chacun d'eux va dans sa propre forêt et fait sa clôture de chasse, pose ses nasses ou fait ses champs. La forêt d'un chacun est pour ainsi dire protégée par une amulette-épouvantail. Et le proverbe le confirme: «Nous avons la même mère, cependant chacun a ses propres choses»<sup>470</sup>. Ce sont les pygmées qui font la chasse collective dans des forêts les plus éloignées du village. S'ils découvrent soit un ruisseau soit un lieu convenable pour faire une clôture de chasse, ils rentrent au village pour en informer leur maître. Sais-tu comment on devient propriétaire des forêts éloignées? Voici comment nous nous approprions une forêt éloignée: certains habitants quittent leur hameau pour aller vivre ailleurs avec d'autres. D'autres quittent leur village à 25 ou 30 km de distance. Cela veut dire tout simplement que les forêts abandonnées leur appartiennent toujours de droit. Et si l'on y capture un animal royal comme l'éléphant, le chasseur offrira au propriétaire de cette forêt la patte postérieure de cet animal. Le père de la lignée est la source de cette forêt. Donc, les forêts éloignées et les ruisseaux qui s'y trouvent sont la richesse des propriétaires des forêts, sauf si l'on va au-delà des limites qui séparent des villages voisins. Depuis que Dieu a mis l'homme à la tête de toutes les créatures ici sur terre,

<sup>468</sup> D., p. 1379: *Mpúmo*, chef. Peu usité selon D.

<sup>469</sup> *Bekala bekiso*. Proverbes 233: *Bekalá békísó békí Lokánjólá la nkàna*. Signification: «Même lorsqu'il s'agit manifestement d'une entreprise commune, la propriété est individuelle». *Bokalá*, D., p. 153, poissons sp. Clarias.

<sup>470</sup> *Tosangi nyango byomb'ont'onto*. Proverbes 2512: *Tsangí nyangó, byomba bonto bonto*. Signification: «Nous avons la même mère, cependant chacun a ses propres choses...».



[2]

II

il a voulu du coup que toutes les forêts soient aussi sous la domination des hommes. Et par conséquent, toutes les forêts ont des propriétaires. Le propriétaire d'une forêt peut l'interdire aux immigrants et aux étrangers. Excepté l'Etat «qui nous a ravi le cadavre à cause de sa belle voix»<sup>471</sup> car nous remarquons souvent qu'il travaille dans nos forêts sans permission. Il fait comme bon lui semble. Lui aussi est devenu un Mpumo (premier né) (père de lignée), depuis qu'il nous a enseignés et qu'il nous a sauvés des faiblesses de nos ancêtres et de l'obscurité d'une vie d'ignorant. C'est comme un proverbe dit: «Les arbres qui étaient inclinés se sont dressés»<sup>472</sup>.

Parfois, le propriétaire d'une forêt peut vendre une portion de sa forêt pour des raisons valables. Il peut la vendre s'il s'agit d'un cas d'adultère, de meurtre ou d'un problème très sérieux. S'il n'a pas d'argent pour payer cette indemnité de mort, il peut perdre une portion de sa forêt en l'offrant à celui qu'il avait offensé. Si quelqu'un lui demande une portion de la forêt pour qu'il y fasse son champ ou une clôture de chasse, il peut la lui donner. Mais si celui-ci capture un sanglier ou un éléphant, il donnera au propriétaire de la forêt la patte postérieure de l'animal et une portion du champ s'il s'agit d'un champ. Si la forêt du village est grande, c'est un autre père de lignée qui hérite de la forêt du propriétaire de la forêt après la mort de celui-ci. Et dans chaque portion de la forêt d'un chacun, on trouve des jachères, des emplacements de clôtures de chasse et des ruisseaux qui appartenaient au propriétaire de cette portion de forêt. Ceux qui héritent de sa forêt sont: son fils, son frère cadet ou son petit-fils ou son arrière petit-fils. C'est ce qu'un proverbe dit: «Si le père n'a pas abattu une forêt, l'enfant n'aura pas une jachère»<sup>473</sup>. Et si le propriétaire d'une forêt n'a pas de successeur, sa forêt revient au grand village. Car un proverbe dit: «Le cadavre du père est comme une chasse collective sans ordre»<sup>474</sup>.

Vous entendez le silence, c'est-à-dire la feuille a été arrachée par la lance.

C'est à cela que je me limite.

Efoloko Gaston, Moniteur; Ecole H.C.B. Flandria

Flandria, le 21/7/54

<sup>471</sup> *O leta onden'iso t'aotokoel'ilaka l'ongongo*: «L'état que nous voyons a fait de grands progrès dans le cadavre par sa belle voix». Traduction incertaine.

<sup>472</sup> *Betamba bekoseli bealongama*. Pas dans *Proverbes*.

<sup>473</sup> *Ise ntakot'okonda bana ntaataka mpumba*. *Proverbes* 1229: *Isé ntákotá ngonda, bóna ntáléká mpumbá* (voir aussi *Proverbes* 1228).

<sup>474</sup> *Ilaka ya fafa bokila w'ey'eyenge*. Pas dans *Proverbes*.

epi

27

M. M. Ede. Yalokenge diando 29/1/54

Lle bakoti: b'eti:ke

Jye talauba b'chunda bekiny obokoye bakoti; Wambo na bwa na  
4/ Jaso wate, ngawo, Moyo, nganda atasenguka Bawung'o. Kine, la  
bantot, asawa mpao na o tate na Kim to ukinda Kim 2, oo; Ngandaka  
eti na bawung'ere Duvye b'etile bja nganda o'wabwa, bawung  
1 Rendanga bawda b'etile, b'etile bja nganda o'wabwa, bawung'ereko.

2/ Wambo: Bawung, nganda i'kine wate na bawung'ere bakoti, na  
seko, eki bakoti bakoti; Wili na kit, apakole nganda, na i'ca alendo  
bala wa L'etile. Bakole nganda, o'wabwa, bawung'ere. Pese ca Likunda  
Wambo: Ende bawung nganda bakoti, bawung'ere b'etile, na nganda  
kio eki bakoti bakoti, Moyo bawung nganda bakoti, bakoti  
nganda eki, L'etile nye, L'etile bakoti bakoti, bakoti la p'etile  
na i'ca bawung nganda bawung nganda bakoti, bawung'ere bawung  
bawung, bakoti, bakoti bawung bawung; Etuna bawung bawung, na bakoti  
ke. Mwa ya bawung nganda bakoti, bawung'ere

L'etile ca Likunda. Mwandito nye

asile Embi wate Bawung; Kamali Simba, na  
p'etile nye diando;



**[7]27. François Basongo**

Identification de l'informateur: *moniteur à M.C. Yalokenge, Liondo. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].*

[1a]

*Copie*

M. Cath. Yalokenge Liondo le 9/7/54

Aux écrivains d'Etsiko.

Nous avons bien reçu vos lettres; voici la réponse.

1. Non, aucune forêt n'est sans propriétaire. Si quelqu'un s'en va faire la chasse dans une forêt qui se situe à 10 km ou 2 000 km du village, c'est que cette forêt appartient aux autochtones. Nous voyons les limites des forêts entre les villages.

2. Nous, les autochtones, nous sommes les propriétaires de nos forêts. Nous connaissons mieux les limites de nos forêts, car nous vivons sur la terre de nos ancêtres. Le chef n'a pas de pouvoir sur une forêt, car il travaille pour le compte de l'Etat. La forêt revient aux autochtones et au père de lignée.

3. Oui, le propriétaire de la forêt peut interdire aux immigrants et aux étrangers la forêt de ses ancêtres. Non, les propriétaires des forêts ne peuvent vendre ni leur forêt ni une portion de leur forêt. Concernant la propriété des forêts, nous connaissons un problème épineux qui date de nos ancêtres. Les propriétaires des forêts n'ont jamais accepté qu'un village leur ravisse leurs forêts et si ce cas se présente, cela conduit à la guerre et beaucoup de gens y perdent leur vie. Lorsque le propriétaire d'une forêt meurt, seuls les autochtones

[1b au verso]

et le père de la lignée doivent hériter de sa forêt. Personne d'autre.

C'est fini. Moi, c'est-à-dire Bosango François Simbo [Simon], Moniteur à Yalokenge, Liondo.





**[7]28. Oscar Basele**

Identification de l'informateur: *moniteur à l'école rurale de Yangili, Liondo.*

[1]

*Copie*

M. catholique Yangili Liondo: Le 10-7-54

Aux écrivains d'Etsiko.

1. Nous avons bien reçu vos lettres et voici la réponse à la première question. Non, on n'a jamais vu une forêt qui n'ait pas de propriétaire. Quand les gens se rendent à la chasse dans une forêt qui se situe à 10 km ou à 13 km du village, malgré cet éloignement, c'est que cette forêt est leur propriété. C'est grâce aux autochtones que nous connaissons les limites des forêts, des limites entre les villages et des limites des forêts que nous n'atteignons pas. Ce sont les autochtones qui ont de bonnes informations relatives aux forêts.

2. La deuxième réponse: la propriété de nos forêts revient aux autochtones qui habitent la terre de leurs ancêtres. Le chef s'est emparé de la terre de nos ancêtres à cause du pouvoir que l'Etat lui a confié. Mais ce pouvoir est vil. La propriété de nos forêts revient aux autochtones et au père de lignée.

3. La troisième réponse: oui, les propriétaires des forêts ont le plein pouvoir d'interdire aux immigrants et aux étrangers l'accès aux forêts de leurs ancêtres. Les propriétaires des forêts ne doivent vendre aucune portion de leur forêt. Du vivant de nos ancêtres jusqu'à l'heure actuelle, nous connaissons des conflits relatifs à la propriété des forêts. Les propriétaires des forêts n'acceptent pas de voir qu'un village s'empare de leur forêt. Si cela se produit, une guerre s'en suivra et beaucoup de gens périront. A la mort du propriétaire d'une forêt, les autochtones et le père de la lignée hériteront de sa forêt.

[2 au verso]

Moniteur Basele Oscar, école rurale à Yangili, Liondo.

AIR MAIL

capu  
No. Catholique jalokole Liendo le 6/7/54

Ele Bahstsi b'etika

29

Iso toolamba bantanda bekungo otosokoje  
o bolotri

Wambo wa buo wa joro wate ugonz. Vysup  
ngonda ntasugaha bamungo eko. Kina la  
bonto I etwa mpao nd'otale wa Km 10, ntina  
Km 2000, ngonda eko eke ca bamungo ese. T

Esweya bililo bya ngonda on'atira bwanaga b'ung  
Bant'ca bililo bya ngonda o bamung'etika.

Wambo wafi

Bamungo ngonda ikiso wate iso bamung'ese,  
bakisi nd'ese ekiso eki bankoko bakiso. Tda  
wili wa Chef, afokole ngonda ntin'ira ale  
nd'osala wa l'Etat. Bakola wate bamung'ese  
l'ise ca likundu.

Wambo wasato. Ende bamungo, ngonda bafika  
beyaya la bafaya nda ngonda ekiso eki bankoko  
bakiso. Vysup bamungo ngonda bafompanole  
ngonda ekiso l'etate nye. Lima bankoko bakiso  
bakisi acyoko toata nkaka nda joi. liko, ntin'ira  
bamungo ngonda. Bamungo ngonda bafineje te  
bonanga bemo bokole. Tda koloko bakunda itimba  
Banto bawu nd'otale bakiso. Kina ya bamungo ngonda  
o sangola ngonda o bamungo ese, l'ise ca likundu  
Bontams nye. Emi moniteur Mbaha Bernard  
de icole. Rural. jalokole Liendo

**[7]29. Bernard Mbaka**

Identification de l'informateur: *moniteur à la M.C. Yalokole, Liondo.*

*Copie*

M. Catholique Yalokole Liondo le 6/7/54

Aux auteurs d'Etsiko.

Nous avons bien reçu vos lettres.

Et voici la réponse à la première question. Non, il n'y a pas de forêts sans propriétaires. Si quelqu'un fait 10 ou 2 000 km pour aller à la chasse, cette forêt éloignée est sa propriété. Il existe des limites des forêts entre les différents villages. Ce sont les autochtones qui connaissent les limites de leurs forêts.

La deuxième réponse: nous, les autochtones qui habitons la terre de nos ancêtres, nous sommes les propriétaires des forêts. Le chef s'attribue nos forêts, car il travaille au service de l'Etat. Mais la propriété des forêts est aux mains des autochtones et des pères de lignée.

La troisième réponse: oui, les propriétaires des forêts peuvent interdire aux immigrants et aux étrangers l'accès aux forêts de leurs ancêtres. Non, les propriétaires des forêts ne peuvent pas vendre une portion de leurs forêts. Du vivant de nos ancêtres jusqu'à présent, nous connaissons des problèmes sérieux concernant l'appropriation des forêts. Les propriétaires des forêts ne tolèrent pas qu'un village s'empare de leurs forêts. Le jour où un village osera le faire, il y aura une guerre et des gens mourront. A la mort du propriétaire de la forêt, les autochtones et le père de la lignée héritent de sa forêt. A part ceux-ci, il n'y a pas d'autres personnes.

Moi, moniteur Mbaka. Bernard, de l'école rurale, Yalokole, Liondo.



epu

16. Cath S.A.B. Jalusaka 6/1/15

30

Ede Baktsi L'etsiko:

Iso toodamba benhandu bekinyo otosotaje  
baktsi. Wambo wa buwo wa jaso wate  
ngone. Nyonyo ngonda antasengaku-  
bamong'eko. Ihina la bonto I, atswa  
mpad nd'otale wa Km 10, nhina Km  
2000, ngond'eko ede ea bamong'ese.  
Esweya bebele bya ngonda o ndatsa  
bendanga l'endanga. Pandea bebele  
beko bya ngonda o bamong'eseko.

2/ Wambo: bamongo ngonda ihiso wate  
iso bamong'ese; bakisi nd'es'etiko  
etiko bankoko bakio. Wile wa chep  
afokole ngonda ntsin'ea ale nd'osata  
wa L'etat. Bakola ngonda o bamong'  
ese l'ise ea Lihundu.

3/ Wambo: ende bamongo ngonda baketa  
beyaya la bakaya nda ngond'etiko,  
etiko bankoko bakio. Nyonyo bamongo  
ngonda bakonyamole ngonda etiko,  
l'etat nye. Lima bankoko bakio  
toute nhaka la joi liko ntsin'ea  
bamongo ngonda. Bamongo ngonda  
bakinye te bendanga bomo bakole,  
nd'etiko bakio bakunda etamba,  
banto bawa nd'etiko bakio. Uina ya  
bamongo ngonda esangola ngonda o-

bamo g'ese l'ise ea Lihundu-  
nkant sma nye.

2/ Eme monifew boyaka jaso.

**[7]30. Joseph Boyaka**

Identification de l'informateur: *Moniteur à la M.C. S.A.B., à Yalusaka*

[1a]

*Copie*

M. Cath. S.A.B. Yalusaka 6/7/54

Aux écrivains d'Etsiko.

Nous avons reçu vos lettres. Voici la première réponse: non, il n'y a pas de forêts qui soient sans propriétaires. Si quelqu'un doit faire 10 km ou 2 000 km pour aller à la chasse, cette forêt est sa propriété. Il existe des limites des forêts qui se trouvent entre les villages. Ce sont les autochtones qui connaissent les limites de ces forêts.

2. La réponse: non, c'est nous, les autochtones habitant la terre de nos ancêtres, qui sommes les propriétaires de nos forêts. Le chef ne peut pas s'attribuer une forêt, parce qu'il travaille pour le compte de l'Etat. L'appropriation des forêts revient de droit aux autochtones et aux pères des lignées.

3. La réponse: oui, les propriétaires des forêts ont ce pouvoir d'interdire aux immigrants et aux étrangers l'accès aux forêts de leurs ancêtres. Non, les propriétaires des forêts ne peuvent pas vendre leurs forêts ni même une portion de leurs forêts. Depuis les temps de nos ancêtres, nous butons sur une difficulté majeure relative à l'appropriation des forêts. Les propriétaires des forêts ne tolèrent pas qu'un village s'empare de leurs forêts. S'il s'en empare, il y aura une guerre et des gens mourront. A la mort du propriétaire d'une forêt,

[1b au verso]

les autochtones et le père de la lignée doivent hériter de sa forêt. A part ceux-ci, personne d'autre ne peut hériter.

Moi, moniteur Boyaka Joseph.



**[7]31. Odilon Lokwa**

Identification de l'informateur: *moniteur à Yongolongolo, Liondo. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].*

Copie

Moniteur Lokwa Odilon

Ecole en Brique Yongolongolo Liondo

M. catholique Yongolongolo Liondo, le 7-7-54

Aux écrivains d'Etsiko.

1. Nous accusons réception de vos lettres. Et voici la réponse à la première question: non, il n'y a pas de forêts sans propriétaire. Si les hommes doivent faire 10 ou 2 000 km pour aller à la chasse, cette forêt est leur propriété. Les forêts qui se trouvent entre les villages, ont leurs limites et elles sont bien connues des autochtones.

2. La deuxième réponse: les autochtones qui vivent sur la terre de leurs ancêtres, sont les propriétaires de ces forêts. Le chef n'a pas droit de réclamer la propriété de notre forêt à cause de l'autorité que l'Etat lui a donnée. Ce n'est pas permis. Seuls les autochtones et le père de lignée ont droit à nos forêts. On peut donner au chef une forêt parce qu'il est aussi notre propre fils. Mais, en raison de son autorité pour l'Etat, nous ne pouvons pas la lui donner.

3. La troisième réponse: oui, les propriétaires des forêts ont le droit de défendre aux immigrants et aux étrangers l'accès des forêts de leurs ancêtres. Les propriétaires des forêts ne doivent pas vendre leurs forêts ni même une portion de leurs forêts. Du vivant de nos ancêtres jusqu'à maintenant, nous avons un problème sérieux relatif à la forêt. Les propriétaires des forêts n'ont jamais toléré qu'un village s'attribue leurs forêts. Si cela se produit, il y aura une guerre et beaucoup de gens y laisseront leur vie. Lorsque le propriétaire d'une forêt meurt, les autochtones et le père de la lignée héritent de sa forêt.

[Phrase suivante barrée:] Moniteur Odilon, école rurale de Yongolongolo, Liondo



Kombo le 22 juillet 1954

32

Imprimerie Mission Cath. Coy. ville

{ Besako bia ngonda ikiso bele ngoe nda b'ambaka }  
{ bia buwo bene. }

(1) Bingsumba bal'eko batosangela wete; ngonda imo if'eko ifala hamungo nye; tu ngonda iuma iyata o hamungo. Nyonyo mpekala ngonda imo ya nene il'eko ifa banto otaneko weyoweys nd'elok'ea bouene l'osika il'eko iyata o hamungo b'eko mpekala il'eki bouene l'osika lolo belelo bel'eko nd'angima ko nd'atasa hamungo l'omungo. Ko banto bafobue weyoweys ntamu te ileki l'osika l'otale.

(2) Bamungo ngonda ikiso wete bakulaka bakiso bale nda wengi ese; ko bano baata ngonda, mpanga bano batangemake o te ngonda ikinyo nd'eloka'ea basala nd'ese. Lolonde elala bamungo ukina boungo lasuele sataki. Ofa te ese, ko la sefu lolo is'ea likunda; ikanku omo awela te asiki nda mpifo ea likulaka l'angambi lolonde omo ale nda usange eube aata etate ea ngonda. Ko ko onkina aata etate ea ngonda akoe mpanga baumaka bayake besonge.

Wifena te ngole nda ese omo ele la baatsi ba ngonda bitiki (Belsi) bife kika, ukina baatsi l'omoko kika, ko bakafola nd'atasa bise bitungzi biyo la bitungzi liyo. Ikanku bama basala biyo bale o bempala la bokumo te ngonda ekiso es'ene.

(3) Ponde, hamungo ngonda akus'ofeka beyoya l'afaya ngondakae la boko nyanzo bafaya orangola eko ng'iyi besano l'eko bakabaka bifayala o ng'iyi hamungo ngonda eko. Ito bifayala liyatu la ukito nd'ekila bamungo l'eko.



**[7]32. Paul Bofumbo**

Identification de l'informateur: *tailleur à la factorerie Kindt, à Nkombo (Kombo) sur la Ruki, entre Mbandaka et Ingende. Le dossier contient une copie dactylographiée de ce document, appliquant la graphie lomongo.*

[1]

Kombo le 22 juillet 1954

Imprimerie Mission Cath. Coq.ville.

L'histoire de nos forêts sera connue à travers ces questions.

1. Nos vieillards nous disent ceci: il n'y a pas de forêts sans propriétaires. Non, même les grandes forêts où on ne voit pas souvent la présence des hommes à cause de leur grandeur et de leur éloignement, celles-là aussi ont des propriétaires. Bien que ces forêts soient grandes et éloignées, elles ont des limites connues. Si les gens ne s'y rendent pas souvent, c'est à cause de l'éloignement.
2. Les propriétaires de nos forêts se trouvent parmi les notables de chaque village; les uns ont des forêts et ensuite les autres qui ne les ont qu'à cause des champs qui se font au village. Cependant, il y a un véritable propriétaire: ce n'est ni le village ni le chef, mais le père de la lignée. Quelqu'un peut réclamer ce droit parce qu'il est une autorité et un vieillard, mais c'est le premier-né qui reçoit une portion de la forêt. Un autre peut avoir une portion de forêt et de cette portion de forêt, tout le monde vient en profiter. Dans un village, la forêt peut appartenir soit à deux groupes soit à un seul groupe. Ils peuvent même distribuer des portions de forêts aux villages voisins, mais ils sont secondaires et on reconnaît que cette forêt est à notre village.
3. Oui, le propriétaire de la forêt peut interdire jalousement aux immigrants et aux étrangers l'accès de sa forêt, sinon les étrangers risquent d'hériter de sa forêt où ils ont souvent travaillé. Ils pourront enfin devenir très riches en tirant plus de profits que le propriétaire de cette forêt. C'est la raison pour laquelle on interdit vivement aux étrangers l'accès dans nos forêts.

} Toloude no'afeka kibwa ya bonango ngonda la  
 bafay'ako nga ntangela bana-bolotai imola liana  
 l'ana baswela no'afeka bakiyo i ko hanto babwa;  
 onjet'iso te ilungu yofin'efelo nkina yf'ofin'ekupa.

Nkina efka bonango ngonda bafaya beyaya eko.

Poude akura l'onyamola nkina otekye eko  
 ebo boninga nga aata likamho. l'outa nko koswela  
 otutai l'ende l'ese etutai l'eko be'ende afoate hosolo  
 ntutama lolo likamho lile nkaka imamola nko oka  
 etati ekac ea ngonda nda mbelaka, nyango nkina  
 abambiki bakanga ba boninga la limo ja bolo  
 imola nko aowoka nganga nkina bokeli o fio.  
 Nkina atekya bant'one te oka hosolo kelo ende  
 asamba likamho liko liki banto wate. Afotekya  
 bafaya la beyaya lolo atekya batutai l'ende; bosike fo.

-stekeyo (nyamolo) erima wete ngone, eatelo  
 ea ngonda nkina bekeli wete ene. Toloude baoyi  
 hane bakelamiki okeke ea kalakala; k'ayoko bafu-  
 tokela nye nye.

Osangola wete bona nkina bonankana kua  
 bokune la bonkana ko la ilungu imo ya nkina  
 bakur'osangola ngand'eko. Bapofile pao nkala  
 munge nye. Nde beyaya la bafaya l'ento ukoslo-  
 suela bafotutame nye. l'ant'ankina bafa ba hosti  
 boko imola nkala no'oci boko mpanga osangola. N'pe  
 limo wete bamwaga ngonda bafokela te bant'one  
 kala oudewele ngonda ene ekani. nye. Alata ski-  
 tele aokita ebateneli.

Imola o l'etat okola la

jale aeyoko ngamo?

Bakar'i wambo bokuni omelaka l'osamba hane  
 meka loezela fete nkina oya none.

Beseso l'eseo beke pafa tofui l'anto hake.

one oke

Bofumbo Taul Taitlen de M. A. K.

Bofumbo Taul  
 Taitlen kinat

[2]

Mais si, après la mort du propriétaire de la forêt et de ces étrangers, le propriétaire n'a pas remis sa forêt à ses enfants, ceux-ci vont se disputer la forêt entre eux et l'on va assister à un carnage. C'est ce que nous disons: «L'igname ekufe trop vieille et durcie, résiste plus au genou que l'igname ekufe comestible»<sup>475</sup>.

Oui, il peut la vendre à un ami quand il a un problème à régler avec son voisin ou avec un village voisin. Et s'il n'a pas d'argent sur place, il devra lui donner une forêt ou un ruisseau. Ou encore il vendra sa forêt pour régler le problème qu'il a eu. Il ne doit pas vendre sa forêt aux étrangers et aux immigrants. Il ne la vendra qu'à ses voisins. Et c'est de cette façon qu'on procède à la vente d'une forêt ou à l'appropriation d'une forêt ou d'un ruisseau. Ces transactions se faisaient autrefois, mais plus de nos jours. Son fils, son neveu, son frère cadet, son petit-fils et certains parents peuvent hériter de sa forêt. Ces gens ne disparaissent pas tous à la fois. Cependant, les immigrants, les étrangers, personne, pas même les villageois qui ne sont pas dans son lignage, personne, à l'exception de celui qui fait partie de son lignage, ne peut hériter de sa forêt. Une suggestion: le propriétaire d'une forêt ne doit pas confier la surveillance de sa forêt à un étranger, sinon il y aura une usurpation de droit. C'est l'Etat seul qui s'empare de nos biens avec violence. Ce sont mes réponses. Essayez de les examiner et de me dire si j'ai raison.

Mes compliments au Père Lofulo et à son équipe.

Bofumbo Paul, Tailleur de M.A.K.<sup>476</sup>

Bafumbo Paul tailleur Kindt

<sup>475</sup> *Ilungu yofind'efelo nkina yofind'ekufe*. Pas dans *Proverbes*.

<sup>476</sup> La signification du sigle M.A.K. n'est pas claire. Peut-être: M[agasin] A. K[indt]? Voir aussi réponse 714.

Rongoma h, 18.7. 1954

Jofa Lofelo, n'ho lamha hankanda  
hoke wa homoko wa ngonda lo lo to i mangos,  
lo lo n'hesangela sangela hasambisi hasangela  
t'at te yamha asanga n'kolo eiko: a'uhie he  
pupungano. alongie n'kolo nda ho ka. n'toinia  
hokolo hane h'otabangela tes? Jaa n'takota ngonda  
hona afoate mpumha, ho ko. hane hasanga jisile  
asta n'kater. aga n'kater, asta yuganga, yugon-  
gan. asta yuganga n'gengeli. Witu nga o'ota hane  
hona asta e'ka. ho we ngo wa o'sangola lisang  
jekuter. langonda h'eli. Jofa h'ankanda h'ankanda  
e' h'ankana. l'ana h'ankana? e' h'otsi, n'kina n'ki  
i'atsi h'p'lob. ena te alila h'kolo h'uke a'pita lo'ku-  
ter. lo'fanga'ya. e' te'kia ngonda elanta h'afaliko  
h'kol' e'ka. h'if'ata imo ngonda la n'kuter e'  
h'if'esera nda'p'ka h'if'kita h'iteula. na lo'kape  
ngonda la n'g'akomba aema homo ho kiji e'  
e' homo n'g'akomba e'pa taeme homo kiji e'  
e' d'ansole n'banda imo ilu m'holama. imo ilu h'osika  
na y'sengh n'kolola ngamo e' ilala n'kololo. n'toinia  
hokeli h'onguka n' h'elika, nda ndalifa h'alo  
nga n'okenda e'f'ko e' na Wile Kila anda ngonda  
h'oi n'g'imoko o'ya l'andela - la ngoli, h'k'ito h'ee  
na h'andela. n' n'ca'anga, e' nda Wile n'na  
ngonda elu W'ngi e' e' l'ikio ngonda n'g'ki e'k'ko  
e' jise o'kafeloka h'ankoko. J' n'detango ja ngonda  
o'sango la n'ko n'kana, h'ankana, e'kolo e'ka, J

**[7]33B<sup>477</sup>. Arsène Pambi**

Identification de l'informateur: *chef à Bonguma, à 15 km de Bokuma. Dans le dossier se trouve une copie dactylographiée. Il a participé à l'enquête par Boelaert sur l'Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs] également en 1954.*

[1]

Bonguma le 18.7.1954

Père Lofulo, j'ai bien reçu votre lettre concernant l'enquête sur les forêts. Mais, je vous supplie d'aller dire à l'Etat qu'aucun bien n'est sans propriétaire, qu'il cesse d'agir en ravisseur, qu'il agisse avec droiture. D'ailleurs, un proverbe dit: «Si le père n'a pas abattu de forêt, l'enfant n'aura pas de jachère». Certains disent: le demi-singe nocturne lisile [Galago demidovi Fisch.] a engendré l'animal lémurien nkatu [pérodecticus potto Müll.]; l'animal lémurien a engendré le petit-fils, le petit-fils a engendré à son tour l'arrière-petit-fils<sup>478</sup>. Cela veut dire que, si tu engendres un fils, celui-ci va à son tour engendrer son fils et cela de génération en génération. Et quand tu meurs, ceux qui doivent hériter de tes richesses, de ta forêt, de tes ruisseaux, ce sont tes petits-fils, tes fils ou tes arrière-petits-fils, eux seuls. Un père qui est riche mais imbécile, peut gaspiller sauvagement ses biens sans se rendre compte qu'il laisse derrière lui une grande famille. Il peut aussi vendre sa forêt aux gens qui en manquent. Pense-t-il qu'il trouvera une autre forêt et d'autres biens? Ses descendants vont errer ça et là et deviendront des cancre. Nous ne pouvons pas distribuer nos forêts, car Dieu ne viendra pas créer un autre monde. Un autre Dieu viendra-t-il pour créer un autre monde? Il est vrai que, si certaines forêts sont près de nous, d'autres sont éloignées. Mais comment pourraient-elles être sans propriétaires? Même si on ne s'y rend que pour poser des nasses et des pièges, ou pour faire la chasse collective, quand on revient de là, on ramène des chaumes, des lianes et tout ce dont on manque au village.

2. Chaque village a ses forêts, comme le premier ancêtre les avait distribuées aux ancêtres. En ce qui concerne les legs: seuls les enfants, les petits-fils ou la famille peuvent hériter la forêt de quelqu'un.

<sup>477</sup> Il y a dans le dossier des originaux encore deux documents dactylographiés de ce texte. L'ajoute au crayon du B au numéro de suite est probablement introduite pour distinguer ce document des copies dactylographiées (par Boelaert?) bien qu'identiques.

<sup>478</sup> *Lisile aota nkatu. Nkatu aota Ingonga. Yongonga aota Ingonga ngengele*. Pas dans *Proverbes*. La traduction me semble très interprétative. D., p. 837: *ingongangengele* = ancêtre fondateur du groupe.

Lolo utsin'ca Chif ole Wete ale ngole nko ko exan  
to hauma. alangia hanto utanto Ingo ki lo Kapi Wa.  
joso. ngole, istoi lingo litaposila apiruzi takapile hapali  
Ko. S' nsole. nda Wete hane Ranto hano hakapangan  
da ngamhisaola ghar isanganaki lindi nda Wili Wa-  
upango has kime nda Wili oka jfate wca nsasala.  
Wete nga apaleto t'xana hise hasangala. Lolo, ngeto.  
elo ko hapalangzi utin'ca ngas ta hana hapozangze. nga  
haise hawa te ngand' kiso. K' hano engamelo e cango.  
nda Wete hantinko nga hana oke atata Wapi o Wanto ope-  
la ngaganda asanga mhoi hoso lo ndanga anganda.  
mpa ghe aolo ka etate canzanda - hano engamelo e cango  
da Wete ngata Wila Wamsuki angamola etate mo.  
lolo nda Wiji wa mpafika hayaza. la hapalandgari  
da onsole apas kaa. hanto omo nge-mpe Wiji wa jina  
ngo ja nga mungo nganda owa p'sangola, nganda nki.  
hapa hukana. Lunkina. Lolo njini y'kiso eke t'fate  
utsin'ca aotata, lolo eke Rappaja h' yaza hapata.

[2]

Le chef n'est là que comme l'ancêtre de tout le monde. Il n'est là que pour faire respecter les décisions que le premier distributeur avait prises; mais il ne peut donner la forêt des gens qui sont encore en vie à une autre famille.

3. C'est vrai, à propos de cette question, certains distribuent leurs forêts si le groupement issu de leur ancêtre, qui avait des liens de parenté avec sa belle-famille<sup>479</sup>, s'est uni avec lui du côté maternel, le suit dans sa famille paternelle. Il peut leur donner une portion de sa forêt si ceux-là n'ont pas quelqu'un qui puisse hériter de cette portion de la forêt. Mais, s'ils ont quelqu'un qui peut hériter de cette forêt, la famille paternelle ne voudra pas, car leurs enfants diront après la mort de leurs pères que cette forêt leur revient de droit. Une autre façon de perdre une forêt, c'est l'adultère. Si ton fils convoite la femme de quelqu'un qui n'a pas une forêt, celui-ci préférera recevoir une forêt et refusera l'argent de la part du coupable. Sur ce, le père du coupable lui cèdera une portion de la forêt. Une autre façon de perdre une forêt, c'est le fait d'être dans un état de besoin extrême. Alors on est contraint de vendre une portion de sa forêt. Il est vrai qu'on peut interdire aux immigrants et à ceux qui n'ont pas de forêts l'accès à nos forêts. On ne cède à personne une forêt. Lorsque le propriétaire de la forêt meurt, ce sont ses enfants, ses petits-fils et ses arrière-petits-fils qui héritent de sa forêt. Si nous courbons nos échine devant les caprices de l'Etat, c'est seulement parce qu'il nous domine, mais les étrangers et les immigrants ne doivent pas recevoir une portion de nos forêts.

<sup>479</sup> D., p. 1339; *Mbúsolá* = groupement issu d'un ancêtre qui est venu s'y établir avec sa sœur, donc à titre de beau-frère.



Asila Anika fele Besea buke  
lele Japa Efula Kemon

Kemi Ofef Rambi-Avini

Ro Kotoi nda Ranguma

Ko Ko imo goxi wite nda foi fa wuwo  
Wa Imangela etumba etulele eyetape nda faso.  
ho Kotoi ngo ki e Kae mpaka wkuris wos angela  
o faso fa Kiri nta wo ko

Ami



[3]

C'est fini. Mes compliments au Père Lofulo Edmond. Moi, Chef Pambi Arsène, écrivain à Bonguma.

Il y a encore une petite affaire c'est-à-dire à propos de la question du début de la première guerre du caoutchouc. L'écrivain qui était son aîné ou père dit n'avoir plus de vos nouvelles [traduction incertaine].

34  
mth

Yongo ka 24/1/54

Monkanda ele Tafa Lofulo Eyo-konji

Tafa o! iso bana baka trolena Bonkanda boki we  
loto-sokoje lantsin'ea bomoko wa chonda  
Bakoko bakiso batosangela te, nga Tse eke aovra asungela  
ngonda ekae wate bana chae Yongo te bofaya asinole  
bonongo ngonda ekae. Iso tokhahd likambo ja Leta nisoro  
to-bubunge te baoto-sikola nda, likwala ja bitumba na? iso  
tofuta mputsi la ntin'ea na? Iso tolimela te bofaya asinole  
bamongo bohili boko ngonda ekis. Leta ale wate bofaya  
itotantaki iso to-kisi nda bo-hiso bo-hisase boki, bakoko  
bakoko oke bonongo ngonda wate ise ea likundu  
Tafa o! la likambo line isir lanoju bastiyaki bihalasi  
to-langa te tokotale likambo ja Bohili toto imo bofafa  
batosokaja Bonkanda ntin'ea Bomoko wa bohili iso bolaki  
la Cheferie toolasa wanya wa bohili; mboko oke bonongo  
ngonda wate ise, ea likundu la bamongese ntin'ea bofaya  
chokoke chela te akele lisala, nda ngonda ea bamongese i-  
naka la bitumba Mboko oke bonongo ngonda wate bamongo ese  
M'ai wate asila bross buke bja to-langa  
Emi Moniteur Bokombe Chomasi aovra Yongo

**[7]34. Thomas Bokombe**

Identification de l'informateur: *moniteur à Yongo.*

*Niets* [rien]

Yongo le 24/7/54

Au Révérend Père Supérieur Lofulo.

Père! Vos enfants ont vu votre lettre avec l'enquête sur les forêts. Nos ancêtres disent ceci: si ton père meurt, c'est toi, le fils, qui hérites de sa forêt. Il ne convient pas qu'un étranger vienne ravir la propriété de la forêt, son domaine. Nous n'ignorons pas que l'Etat nous a rachetés de la servitude des guerres! N'est-ce pas pour cela que nous devons payer l'impôt? Mais, nous ne voulons pas qu'un étranger s'empare de la terre des autochtones. L'Etat n'est qu'un étranger qui nous a trouvés sur la terre de nos ancêtres. Donc, le père de la lignée est le propriétaire de la forêt. Père! Concernant cette affaire, nous, les écoliers, nous voulons comprendre comment l'on s'approprie une terre alors que vous, les Pères, vous nous envoyez des lettres relatives à l'enquête sur les forêts. Ayant compris la situation, nous, les moniteurs de la Chefferie, nous disons que le père de la lignée et les autochtones sont les propriétaires des forêts. Car l'étranger ne peut pas faire un champ dans la forêt des autochtones. Dans le cas contraire, il aura de sérieux problèmes, voire même des bagarres. Donc l'autochtone reste le seul propriétaire de la forêt.

Silence, c'est-à-dire, c'est fini. Mes compliments au Père Bien-aimé.

Moniteur Bokombe Thomas. Avenue Yongo.

le chef Samanga Nicolas  
Chefferier Impangu  
Village Zango  
Poste Mondombe  
Ehervitoire d'Isela

el halo

el halo ele fapa Isulu, fapa o?  
tolena bunhanda baki ne otoshopo  
la beu beuma beki notati bunha-  
nda. sala? iso banto bauma bale aue  
nd'ohisi la bendele, la baidu, banto ba-  
kurutalaka elenge ex bokihi bane n te  
batswa, iso topaki atana mba wa<sup>te</sup> nhele  
nhele batswa. Iso ha Chefferier Impangu  
tsimanaki lima bokala wa Ingele mpe  
(mpe) totenaki ntando ex. Iso ha Samanga  
wa lima Sangando mpe topaki tokita  
ntutama la ntando ex Ehwafo, ukaha  
tatana batswa mpe baaloka (nso) bitofele

**[7]35<sup>480</sup>. Nicolas Bamanga**

Identification de l'informateur: *chef à la chefferie Mpangu, village Yongo, poste Mondombe (Mondombe), territoire d'Ikela. Il n'est pas mentionné dans la liste publiée des participants, mais le document est numéroté par Boelaert et se trouve à sa place dans le dossier.*

[1]

[Sans date]

Le chef Bamanga Nicolas

Chefferie Mpangu

Village Yango

Poste Mondombe

territoire d'Ikela

Les réponses

Voici les réponses aux questions du Père Lofulo. Nous avons reçu votre lettre et nous avons vu toutes les questions qui s'y trouvent. Père, de tous les gens qui peuplent ce monde, que l'on soit Blanc ou Noir, ce sont les pygmées qui peuvent nous fournir des renseignements valables sur nos terres. C'est chez les pygmées que nous avons découvert les noix de palme. Nous, la Chefferie Mpangu, nous sommes descendus du Bokala Oriental. Nous avons traversé la rivière Luo et nous avons atteint le village Bongando. A partir de Bongando, nous avons continué notre marche et nous sommes arrivés près de la rivière Tshuapa où nous avons trouvé les pygmées.

<sup>480</sup> Le numéro d'ordre se trouve sur le verso de la feuille.

bikiso la bempatê bekiso baolote baotisa  
la ntando ea Eruapa, mpe iso topotana  
botamba bone wa lipa la muma ihac,  
na afeha totutata etswela la ntsin ea  
ntando ea Eruapa cutahetse iso mpe  
tasanga tobela mpe nkané tofutshenda  
lekina nge. Eolehe o mba iki: A Batswa  
ndafelha mpe inyo bendele tototane aue  
ndotshili bakiso, bekili beuma lelenole  
la ngonda inuna isochanigo bamongo tswa  
ga fambo la belelo ngoko, niyo bendele loata  
nhoko eatahi bokili endo ho? ngonda inuna  
ile liso tokenda liko tona nyama tokela  
basala nhind balumbé, nda ngonda j'esika  
totswa nkumbo nkina nkumbo nkina  
tokela bala bano w'isiri wate ikengga.  
Bamongo ba ngonda ikiso wa banto b'ese  
la chef bakusofelha befapa bemonga  
Compagne, lolo iso mungo tolepa te l'Etat  
t'batia bokili bakiso la poi tok linho  
iso la bankonji ba l'Etat tatela o  
ntefela la ntsin ea bokili bakiso—

[2]

Ceux-ci, se sentant menacés par nos agissements et nos poignards, descendirent la rivière Tshuapa. Et, c'est là où vivaient les pygmées que nous avons pour la première fois apprécié le palmier et ses fruits. Enfin, nous avons jugé bon de rester là, car la rivière Tshuapa constituait pour nous un obstacle naturel. Sur ces entrefaites, nous avons commencé à manger les noix qui appartenaient autrefois aux pygmées. Enfin vint le jour où vous, les Blancs, avez foulé notre sol. Toutes les terres ainsi que toutes les forêts qui sont ici nous reviennent de droit et nous connaissons sans hésitation les limites de nos forêts. Et vous, les Blancs, avez-vous un ancêtre qui a reçu une portion de terre ici? Nos forêts nous permettent de faire la chasse, des champs et de construire nos maisons. Dans des forêts éloignées, nous allons soit abattre de gros arbres soit nous créer un village retiré. Les propriétaires de nos forêts sont les autochtones et les chefs. Ceux-ci peuvent interdire à certains étrangers, comme à une compagnie, l'accès à leurs forêts. Mais, nous savons que l'Etat s'empare de nos forêts sans procès. C'est ainsi que nous avons des palabres avec les chefs de l'Etat à cause de notre terre.

ingo lafa la uhoko catahi bohili endo?  
nda behili behiso bamango wate bampan  
ha bese la chej pamangese nhato imo  
amo ole nda poso lihio wotaha  
wai wate asilo

sahathi de  
Bamango Justare



[3]

Vous n'avez aucun ancêtre qui a été propriétaire d'une terre ici chez nous. Ce sont les anciens et les chefs des villages qui sont les propriétaires de nos terres.

Personne ne peut se vanter devant eux.

Silence, c'est-à-dire, c'est fini.

L'écrivain c'est Bamanga Gustave

Bemeko wa ngonda.

N'kalo.

1. Lima bantoko bashise ngonda ile o l'a-mango. La ngonda y'utango: ya (yeeyee) ile o l'amango.

Ezile ng'ile ngonda endatu Bembo la Lokongo ju'olongwan'zi (Bongili). Lima ya g'pood' eke B'igoko. Engab'nti ems' chisi nda Lokongo ju'olongwan'zi. Lima lihae Butwolangu; akafo ngonda eke ende la baseha Elongama wate: Henri Bokungu la Bakutu Boniface.

Em'ezile. Lima Bembo-Bokenda wate bokili wa basek' Elongama, l'ootiwa Lokongo ju'eleke-Bongili.

Beheli bel'ek' wate: Muna ntutuma l'el' bomo, buja Muna Kati, buja Kati atana bokili u'snene wa lina Beruke, buja Beruke okita nd'sheli bomo wa lina Kakhala, wate bokili wa Bakutu Boniface l'okun'ofae Boloko Samille.

Buja Kakhala okita nd'sheli u'snene Enongo wa lina Tyek, wate bokili wa Bembo-buuma (u'esanyenge) buja Tyek

**[7]36. Albert Ituwō [Ituō]**

Identification de l'informateur: *originaire de Bolondo sur la Momboyō. Termine l'école professionnelle des H.C.B. à Flandria-Bōtēka et y travaille comme moniteur. Il a publié un bref texte dans LCC, 1939, décembre, p. 9. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bēdēle [L'arrivée des Blancs].*

[1]

[Sans date]

Enquête sur les forêts.

Les réponses.

1. Du temps de nos ancêtres et jusqu'à l'heure actuelle, toutes les forêts ont des propriétaires. Même les forêts éloignées ont des propriétaires. Voyez la forêt qui se trouve entre Bēsōmbō et Lokongo de Bolongwankoi (Bongili), cette forêt est dénommée Linoko. Et il y a un vieillard qui habite Lokongo de Bolongwankoi; il répond au nom de Butewolanga et il partage cette forêt avec les descendants d'Elongama qui répondent au nom d'Henri Bokungu et de Boniface Bakutu<sup>481</sup>. Encore un exemple. De Bēsōmbō-Bokenda jusqu'à Lokongo d'Ēlēkē-Bongili, la terre appartient aux descendants d'Elongama. Voici les ruisseaux qui s'y trouvent: Muna, à proximité de Bēsōmbō; après Muna, on a Kali; à partir de Kali, on trouve une étendue de terre considérable dénommée Besulu; après Besulu, on atteint un ruisseau dénommé Kakala; ce ruisseau appartient à Boniface Bakutu et à son frère cadet, Camille Bolofo. Après Kakala, on trouve un très grand ruisseau dénommé Iyele;

<sup>481</sup> Catéchiste renommé de la mission de Bōtēka. Notice biographique dans BBOM, VII C, col. 15-17.

okhita bsheli boms wa lina Bombambe,  
buja Bombambo okhita nd'okhili boms wa  
lina Bomkwarala, buja'aks okhita nd'okhili  
boms wa lina Hamu, buja Bifompi  
okhita nd'okhili boms wallina l'ists  
ntutama la Lohongo ju'e leke, onko wate  
bolelo bonjati Boms la Lohongo  
ju'e leke (Bongili).  
Ng'aks wate ngonda ea Boms em-  
khela g ntutama la bolelo wa Bongili.  
Bokala boms bakafu iys l'Ekukhola, mpe  
bokala boms bakafu iys l'Olenge.

Em'xile : nda ntando ea Eshuapa  
wate ntutama la bsheli wa Lingunda  
wa lina Lua onko wate bolelo bonjati  
Lingunda, Baanda, la Bempumba  
bele nda ntando ea Momboro.  
Bokala wa ntando la ngonda bolelo la  
wili wa Mto Momboro, onko wate :  
Bempumba.  
Bokala wa ntando la ngonda bolelo  
wili wa Eshuapa onko wate Lingunda.

Onda ntando ea Eshuapa bsheli boms  
bolelo wa lina Binkunda bole onda  
bokili wa Bempumba.

[2]

ce ruisseau appartient à tous les Bēsombō. Après l'Iyele, on arrive à un certain ruisseau dénommé Bombambo; après Bombambo, on atteint une terre ferme dénommée Bonkosowasala; ensuite, on trouve une terre ferme dénommée Nkoto à proximité de Lokongo de Bēlēkē; c'est la limite entre Bēsombō et Lokongo de Bēlēkē (Bongili). Donc, la forêt de Bēsombō prend fin près de l'entrée de Bongili. Il se partage la forêt, d'un côté, avec l'Ekukola et, de l'autre côté, avec Bolenge. Un autre exemple. Sur la rivière Tshuapa, et précisément à proximité du ruisseau de Lingunda dénommé Lua, on trouve des limites entre Lingunda, Boanda et Bempumba. Ces limites se retrouvent sur la rivière Momboyoy. Le côté de la rivière et de la forêt qui a le regard vers la Tshuapa, c'est Lingunda. Sur la rivière Tshuapa, on trouve encore un ruisseau dénommé Binkunda qui fait partie de la terre de Bempumba.

2. Bomongo ngonda ikiso wate is'ea Likundu.  
Wate huchigi ngonda nkina bsheli bole le  
isea Likundu estaki.  
Is'ea Likundu aataki bohili o lim'ek'ij  
iy'ofendaka ntando.

Bomongo ngonda akus'ofeka beyaya  
la ballaya ngond'ekae, ntain'ea Shanko  
bafu nda Likundu likae.

Bomongo ngonda akus'onyamola  
ngond'ekae nkina nda mposoma  
mbalaka nkina la rucla wa likonya  
ja lisongi ja wali.

Exile: ng'oki mpak'emso ea lina Mpetre-  
yongolo nda Bonjoku - (Sheffekie -  
Bontso akaki bohil'ekae etend'ekae ngonda.  
Mdiwa ya bomongo ngonda crangola  
ngonda wate: Msmu lea Likundu.

Ituo Albert

Bolohi Gladrie HCB.

[3]

2. Le père de la lignée est le propriétaire de nos forêts! C'est-à-dire chaque forêt et chaque ruisseau ont un père de lignée qui les avait reçus. Le père de lignée est entré en possession de cette terre depuis qu'il a traversé la rivière. Le propriétaire de la forêt peut interdire sa forêt aux immigrants et aux étrangers parce que ceux-ci ne sont pas de sa progéniture. Le propriétaire de la forêt peut vendre sa forêt, afin de payer une indemnité de mort ou par manque d'argent pour la dot finale. Exemple: un certain vieux répondant au nom de Mpetse Yongoolo à Bonjoku (Chefferie Bonkoso) avait donné une portion de sa forêt à son beau-père. A la mort du propriétaire de la forêt, l'aîné de la progéniture devient le propriétaire de sa forêt.

Ituo Albert, Moniteur Flandria H.C.B.



Namibia 25/7/1957. Kamukho wa ngonda. 37

1) Ngonda imo ibiko ifa lomongo e?  
Njanywa ngonda uuma ile o lomongo bibe nke  
iso baimbo bendele beotokojwa kutumba,  
banti eya Cynopsidome (Cynopsidome) orale ibe  
o lomongo, la ngonda yitanga ile o la lomongo  
la ifa bante otwake weywaye ik o lomongo.

2) Lomongo ngonda ibiko wate isea blundu  
sefe faa eze faa

3) Lomongo ngonda aturofeka beya la  
bafaya ngonda, efo kwe onjumu la ngonda  
ehwe, nbiwa lomongo ngonda orangola  
ngonda wate boma.

Cenita emi weheli o e chakasi ia  
koteha Namibia u.e.b.

Bompuhu 3a. (Bompuhu Franko) 5<sup>th</sup> A 12



**[7]37. François Bompuku**

Identification de l'informateur: *originaire de Bongili, élève de l'école des H.C.B. Flandria-Boteka, 5<sup>e</sup> classe en 1954. Il n'est pas mentionné dans la liste publiée des participants, mais le texte se trouve dans le dossier et a reçu un numéro.*

Flandria le 25/7/1954

Enquête sur les forêts.

La question:

1. Y a-t-il des forêts sans propriétaires? Non, toutes les forêts ont des propriétaires. Mais nous, les Noirs, nous sommes dominés par les Blancs à cause des guerres. Quand un agronome se met au travail, il a toujours besoin des autochtones. Même les forêts distantes ou celles qui ne connaissent pas la présence des hommes, ont des propriétaires.
2. Le père de la lignée est le propriétaire de nos forêts. Le chef ne l'est pas et le village non plus.
3. Le chef de la forêt peut interdire aux immigrants et aux étrangers l'accès à sa forêt. Il n'a pas le droit de vendre sa forêt. Quand le propriétaire de la forêt meurt, son fils hérite de sa forêt.

Bompuku François, Ecolier à Boteka, Flandria H.C.B., 5<sup>e</sup> Année.

Exp: NKoy Jean  
C.C.B. Lisa fa  
Elongo-Kombe  
Basahumu LE Tafa Lofulo.

Le 25/ Juillet "54.

Tafa nda joi likiw'okuwolaka soka nde  
Eboke Mongo; ko ng'oso oy'osuwola  
joi line.

Na nijifokamba ng'amo? Bokili bo-  
ne babhita e wia l'Etat mongo-  
Lolo ufa l'Etat kika ale nde Bende-  
le beuma besoy'endo ekiso nida Congo

Dala fela le, "Endo ekiso,  
sobika bouke o la ngonda,  
ntsin'ea basala nakasala, ko  
sobika o ntsin'ea nga toasala  
lisala, ko bona toma bouke,  
nga banko, basangu, uunda,  
nanasi, la toma ndenge la  
ndenge. Na toa ta toma tome  
nko? A ntsin'ea ng'onda?

**[7]38. Jean Nkoi (Nkoy)**

Identification de l'informateur: *travailleur à la C.C.B. [Compagnie du Congo Belge], Lisafa, Elongo-Kombe, Basankusu.*

[1]

I

Exp. Nkoi Jean

C.C.B. Lisafa

Elongo-Kombe

Basankusu

Le 25 juillet '54.

Au Père Lofulo.

Père, nous sommes très fâchés à propos des questions que vous nous avez posées. Que devons-nous faire? Notre terre est devenue un domaine de l'Etat. Ce n'est pas seulement l'Etat qui s'empare de nos terres, mais aussi tous les Blancs qui sont venus chez nous au Congo. Père, vous devez savoir qu'ici nous vivons surtout de nos forêts. C'est là que nous faisons nos champs et que nous cultivons des plantes telles que les bananiers, le maïs, les légumes, les ananas, etc. D'où proviennent toutes ces choses? N'est-ce pas de la forêt?

11

Nga nko ngonda na, totaata tona toso  
nko?

Goka wae bobo mungo. Bala fela  
nga iso bamo, bala bokiso botutsi  
la Compagnie emd; lina te,  
"C.C.P. kisaka. Baskola bokili o  
bouma, baasala njela ya lisii,  
mungo lima betumba betsakaji  
iso belaka o ekiyotsike lotaja  
esii ea 20 km a 15. o ntsin'ea  
ndiila ntaja te, nga bendele  
hya bafaya baoya, kela bafu  
lafon'olal, na iyo bayesola o  
ng'oso na iso mungo nko  
o ntsin'ea te tole banto ba  
yo e? Ala o ng'oso.

Colonde, bala fela joi line,  
bouke bana bakiso bao-  
ta kalasi, ko nga nda  
fela ng'asija kalasi, na  
o ng'alanga alonge boku —

[2]

II

Si nous n'avions pas de forêts, où irions-nous trouver ces choses? Nous sommes très mécontents. Regarde un moment. Pour nous, c'est le comble du malheur, car notre village est à proximité d'une compagnie dénommée C.C.B. Lisafa<sup>482</sup>. Ils nous ont ravi toutes nos terres, ils ont construit de longues routes à partir de nos maisons jusqu'aux lieux où ils ont indiqué les distances en kilomètres soit 20 ou 15 km sur les routes. Toutes ces bornes ne servent qu'à guider les étrangers blancs, qui vont venir nous ravir notre village. Pourquoi se permettent-ils d'organiser la confiscation de nos forêts? Tout cela, parce que nous sommes des Noirs? C'est comme ça. Mais regardez encore ceci: la plupart de nos enfants sont des écoliers. Et après leurs études, ils songeront à venir construire leurs maisons

<sup>482</sup> Cette compagnie agro-industrielle est connue sous plusieurs dénominations et propriétaires successifs: C.C.B. (Compagnie du Congo Belge); GAP (Groupe Agro-Pastoral, actuellement aux mains du Groupe Blattner, USA). Des pratiques et conflits actuels (2005-2009), semblables à ceux de la période coloniale, sont décrits dans Bourgeois 2009, pp. 48-49.

711  
dumba ndola, ko olana o l'etat aohola  
bokili, na wifokela ngamw?

Mifoy'osomba la bokili boke mong-  
e? Na la yomba ike mongo. Ko  
oid'osomba lenkinae?

Bala fele, "Mholoko a<sup>ka</sup>traa la  
kong'ekae, wae, l'el ini tole  
banta ba yoo, lolo bafatofono  
la nye, la ntsin'ea tole yoy-  
e? bafatofonola nye.

Anga nk'inyo baa fafa bas-  
ga ntsin'ekiso, ko lotsoja fele  
joi line.

Ale la ohiyosanga<sup>ka</sup>nda lo-  
mongo te; "Oky'enhele aola  
banganja bokak<sup>o</sup>je?

Na nga<sup>ole</sup> n'oki<sup>nda</sup> nke-  
le na ola banganja boka-  
ka lae?

Na nga bokili bole bokiso  
mongo, na osomba lenkina

[3]

III

au village. Quand ils vont trouver l'Etat en possession de leurs terres, que feront-ils? Est-il logique pour eux de racheter leurs propres terres? Où a-t-on vu quelqu'un acheter son propre domaine? Regarde, on dit souvent que «le mbo-loko [l'antilope nain/Philantomba Caerulue Ham. Smith] se promène avec son anneau de cuivre»<sup>483</sup>. Cela signifie qu'ils n'ont pas le droit de nous ravir nos terres, bien que nous soyons des Noirs. Maintenant, c'est à vous, les Pères, qui êtes venus pour nous, d'arranger cette situation. C'est ce que dit ce proverbe: «Celui qui a été dans la palmeraie doit-il manger les feuilles de manioc sans huile»<sup>484</sup>? Si cette terre est notre domaine, pourquoi devons-nous l'acheter?

<sup>483</sup> *Mboloko atsa la kong'ekae*. Pas dans *Proverbes*.

<sup>484</sup> *Oký'a nkele aola banganju bakoka é?* Pas dans *Proverbes*.

Bekili bekiso monga iae ?

Tafa o ? Ng'asima, tole-  
mduwake, ko tolemdwake  
de kela otuwoje joi line.  
liki l'Etat la Compagnie  
okole bekili bekiso.

Na ng'iso monga toosija  
kalasi iko banko bale l'  
esale bya. lisii nga  
baoya bi l'ela, na iyo  
bof bi fotong'etumba  
nko ? na iyo bi foso-  
mba lenkima bekiji  
la nk'eka leta e ?

Tafa lofulo otu-  
woja ifele joi line  
liki iyo ototungya.

Orosila Amba bese  
so bya lolongo Eni  
enti bono oke  
Nkoi Jean -



[4]

Père, si vous voulez, ne vous laissez pas de nous poser de pareilles questions relatives à ce que l'Etat et la Compagnie ont fait sur nos terres. Lorsque nous terminerons nos études, lorsque ceux qui étaient partis ailleurs vont revenir au village, où construiront-ils leurs maisons? Devront-ils de nouveau acheter leurs terres auprès de l'Etat? Père Lofulo, essayez de revoir ce problème, car nous sommes mal à l'aise.

C'est fini. Recevez les salutations de votre fils, Nkoi Jean.

Monodonte 6/17/54/3

Baangi bauma bekiki; nda uruwo bone  
wa ngonda, ikamihala wate ngona; ntalisanga jile bekali  
mwa ngoki bendele vyaka. Nsenge jile nda bankoko wate  
ngona; bankoko bakise bakisaki wate bant'ante l'okis bonanya  
ises la lina ja bonanga bokis. Esile ngole bonanga bokiso  
Mhase sefeli Luanikamba Carritairi bokali bokis bole wate lina  
bonkunjia, ako mpe bokapwana nda batisi l'akisi wengi  
liotsi la lina ja nkoko ekis, is mpe bawu ko bankuna l'ana  
batisika la la lina likis liki bankoko. Nda ngonda mpe o ngoki  
Ngokapwana nda mbanya (sanya), wengi ngonda la lina likae  
ja bankoko wetaka, bankana l'ana betake mpe o lina likis  
ki bankoko. Eho nda ngonda mpe belelo beliko, ngole bonanga  
boambi lingo batenda belelo o ngoki joso nd'akisi lingo, aku  
na la nda etekeleke afa bante oleke wyo wyo. Nda ngonda  
lina ja liotsi likis likasila nkina baosila. hawa mpe; elako  
nk'esamana bokili bauma bonkunjia. En mongo njolona jai  
limo ja likapo ja ngonda hile laeyoko ekiso, wate bant'omo  
oata o bonkunjia wa lieke hika wate basi ha lieke hika, ko asompa  
mte nd'ompo mpe bya lieke nd'okili, ko liotsi limo basanga  
we oata o basi hika ba lieke, nko k'eki ataatat bokili bone mpe.  
(Se nule jai ja nhakanwa, seki hile o solo afa tembulu mpe,  
njolona bante bone bayaki lina esii (bosika) bali mpe bante  
ba jale la bole, nde batatati boyalo wa nhakisa, mpe liotsi  
limo baolakola te bakise nda ngonda ekis, is mpe banta bana  
baofula linganga mongo, anko ki jale mongo, anko la is  
bale bamongo ngonda enko? Ngogo nkunas jale la linganga  
likis bafate ngonda enko mwa mongo. Nkem bamongo eko nkina  
l'etsiki, iso bante bafe, nko ngonda amos ekise etekala mko  
bamongo, nkina etekimwa esii nkina l'amongo aawa ekiko  
ola bamongo mte esii lina ja liotsi likisi nkiko l'ante baambi  
baambi.

**[7]39. Ghislain Nkonyi**

Identification de l'informateur: *originaire de Mpase, Luankamba, près de la Lomela. Moniteur à la M.C. Bondombe (Mondombe).*

[1]

M.C. Mondombe 6/7/54

A tous les lecteurs d'Etsiko. Voici ma position concernant l'enquête sur les forêts. Vous devriez plutôt commencer à faire mention des changements qui se sont opérés à l'arrivée des Blancs. Aux temps de nos ancêtres, chaque groupe avait un village et celui-ci avait un nom. Je peux éclaircir cette situation à travers l'exemple de notre village, Mpase, qui était dans la Chefferie Luankamba dans le territoire de Bokote. Mpase était subdivisé en plusieurs lignages et chaque lignage portait le nom de son ancêtre. Quand les ancêtres sont morts, leurs fils et leurs petits-fils ont gardé leurs noms. La situation est analogue pour les forêts: comme chacun a sa cour, chaque forêt porte aussi le nom donné par les ancêtres. Il y a également des limites dans ces forêts; cela veut dire que, depuis nos ancêtres, il y a des limites entre les villages et ces limites sont immuables, jusque dans le moindre recoin de la forêt où les gens ne se rendent pas souvent. En outre, le nom de leur lignage n'a pas disparu dans cette forêt, même s'ils sont tous morts, sauf si le village entier et toute la terre habitée disparaissaient. J'ai assisté personnellement à une affaire relative à la distribution de la forêt, pratique qui est encore en vogue chez nous. Quelqu'un avait reçu en partage tout un lac, c'est-à-dire les eaux du lac seulement. Mais en voulant accoster avec sa pirogue sur le bord du lac, un autre lignage vint lui dire qu'il n'avait que les eaux du lac et non le bord, car son ancêtre n'avait pas été le propriétaire de cette partie de la terre. C'est étonnant, mais c'est vrai. Ce que je vous raconte est vrai. J'ai aussi vu des gens qui étaient venus de loin, des hommes forts et intrépides. Mais, comme ils n'avaient pas de demeure, un lignage leur avait donné sa forêt, afin qu'ils puissent s'installer. Là, ils eurent beaucoup d'enfants. Bien qu'ils fussent des hommes violents et sauvages, étaient-ils devenus propriétaires de cette forêt? Non. Cette forêt ne leur appartenait pas, peu importe leur niveau de férocité ou leur supériorité numérique. Cette forêt appartenait aux propriétaires, même si leur lignage n'avait pas beaucoup d'hommes. Et il n'y a aucune forêt qui puisse rester sans propriétaire. En outre, même si le propriétaire d'une forêt distante est mort, cette forêt a un propriétaire, car le nom du lignage reste dans la mémoire des gens du voisinage.

Lombongo kama dosanga te, nkang'ikoso cati kong'a,  
bantu kempende bakuta mollet is bakela o mpanga,  
lomongo kong'a o nkang'ikoso. Buhe wa bantu batefela  
te one nd'ekili wa l'eta. Leta one afa bokili wa l'eta,  
ntsin'ea bont'omoto rafate, bekili befe, bokili wa l'eta  
wate nda Ngoto eka bendele. Bone wa Kong'o nde bokili  
bokiso bairide boki bantoko otititela, tolima bendele o ntini  
is bayo otolanga, nda janga line kikiso wungusanaka  
kala kala. Leta nd'ekili bone bokiso wa bairide nkini,  
lis bayale la jale eke o bokili bokiso bairide.

Bujamba bya byu bek'ane.

1 Nyayo nko ngonda eka l'omongo, elaka o listi kikis  
josiwa l'owa, ende la ngonda y'itanga ng'oto.

2 Bwamongo ngonda ikiso wate ese.

3 Ende akusa lofeka beyaya l'afaya ngond'ekae.

akusa l'onyamba ngasima ng'atanga, Oseungola  
o listi kikae.

Nkongi Ghislain Baron Jacques.

Bolaki nda

M.C. Mandembe Ikela St Chérie.

[2]

Un proverbe dit: «Notre devin, c'est celui qui a un anneau de cuivre»<sup>485</sup>: les hommes aux gros mollets se plaignent inutilement, le propriétaire de l'anneau de cuivre, c'est notre devin. Donc, cette terre n'appartient pas à l'Etat, car nul ne peut avoir deux terres. La terre de l'Etat, c'est l'Europe chez les Blancs. Celle du Congo, c'est la terre des Noirs, héritée de leurs ancêtres. Nous remercions les Blancs qu'ils soient venus nous délivrer de nos égarements. Toutefois, la terre des Noirs nous revient de droit malgré leur caractère violent à notre endroit.

Les réponses aux questions.

1. Non. Qu'il s'agisse des forêts distantes ou pas, il n'y a pas de forêts sans propriétaires, à moins qu'il y ait un cas d'extinction de tout un lignage.

2. Le village entier est propriétaire de nos forêts.

3. Le propriétaire d'une forêt peut interdire sa forêt aux immigrants et aux étrangers. C'est sa progéniture qui hérite de sa forêt.

Nkonyi Ghislain Baron Jacques, Moniteur à la M.C. Mondombe, Ikela Ste Thérèse.

<sup>485</sup> *Nkanga ikɔsɔ oati konga*. Pas dans *Proverbes*.

Abingo ea ekganda ekeu? 40  
Bonango ekganda iuma, nd'chili  
o ekganda mango. Ibo ude  
iso boindo t'endile tole oba-  
ya mango ba ekganda.  
Bendele mango ababatela  
nganda ko bafakake nga  
ekganda mango. Bale  
o bafaza, la totenda tatangiso  
tolombi la tswasala toba  
iso towa towa nd'ala obatela  
toko touma o ekganda mango.  
Ibo boindo bakung t'endile  
tole o bafaza ba ekganda  
yuma. Bonango ekganda  
uko ekganda mango obatela  
nganda yuma. Banto baus baki  
ekganda othaka nda nganda  
te bafaze bafazi ba ekganda  
tobisimwaki iso banto mango  
ba banto eyasiso to towa  
twa nd'ala nga nda nganda  
mate, kiloko la bintole la  
banyo buke. Ibo ude boindo  
bokiso bakung wa nkundo mango  
bafakisi anda bokili boki ekganda  
mango wemaka.

Buena bonango ekganda  
yuma o ekganda  
mango, bonango ekganda.  
avila luni ekhouteur Tiers  
Lahuli Ekoke Santarar Jalifafu.  
Chula. Ekiso Gat Bokela  
le 11/8/54 Jalifafu

**[7]40. Pierre Lokuli**

Identification de l'informateur: *moniteur à l'école Yalifafu, Bokela. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].*

[1]

[Daté du 19-8-54]

Voici ma position sur les forêts:

Dieu est le seul vrai propriétaire de toutes les forêts qui sont au monde. Et les Noirs et les Blancs, tous nous sommes étrangers dans ces forêts. Les Blancs protègent les forêts, mais ils n'arrivent pas à les entretenir comme Dieu. Ils ne sont que des étrangers. C'est Dieu seul qui protège, surveille les lieux où nous construisons nos maisons et où nous faisons nos champs. Tous les Noirs ainsi que les Blancs sont des étrangers dans toutes les forêts. Certaines personnes que Dieu a placées comme chefs de la forêt nous épouvantent quand nous allons à la recherche des biens dans la forêt. Ce sont des ogres et certains êtres légendaires. Cependant, tous les Noirs Nkundó vivent sur la terre créée par Dieu.

[2]

Donc, le seul vrai propriétaire des forêts, c'est Dieu.

C'est fini. Moi Moniteur Pierre Lokuli Ebore Sanstarer, Yalifafu Ehula, M.C. Bokela, le 19/8/54 Yalifafu.



U. K. K.

ny 2 24.8.54

L'Imbonga

41

Likafo ju ngonda lile wate,

Endatsi bise 2.

Banto ba joso bakafaki ngonda  
nde lima bimboko; Ntaja ya  
likafo wate, botamba wa nda-  
lubya nkina w' muni. Basa-  
nga ekawe awo, k'Emi awo.

Esunde nda njaasa toma  
Afa jsi, nga (mpao-bokila)  
nkina balonga, nkina  
njaasa muna la beti muni  
Afala jsi. Es ng' Oata  
yamba ymuni nda ngonda  
poringa, ngole mpimbe ya  
Njika, nkina dolena mpango,  
nga dolena dolokola Banto  
nkina dolena baumba, muni  
wate toma tsua bomango,  
ngonda.

M. C. Imbonga le 16/8/54

Catechiste Catechiste Thomas  
Louis



**[7]41. Louis Ikoma**

Identification de l'informateur: *catéchiste à la M.C. Imbonga. Il a participé à l'enquête sur Eyelo ea bendele [L'arrivée des Blancs].*

[1]

[Daté du 16.8.54]

A.k.k.<sup>486</sup>

*Reçu le 24.8.54 d'Imbonga*

Voici comment se faisait le partage de la forêt:

1. Entre deux villages: les anciens partageaient la forêt depuis nos ancêtres. Un pieu fiché en terre ou un grand arbre servait de signe de partage; il délimitait le domaine d'un chacun. Ils disaient: «Ici, c'est toi; là, c'est moi». Mais, pour ce qui concerne la recherche des biens (la chasse collective), les pièges, la cueillette ou le ramassage des chenilles, le problème des limites ne se posait pas. Toutefois, si tu trouves une chose de valeur dans la forêt d'autrui comme une pointe d'ivoire d'éléphant, ou tu vois un aigle, si tu vois passer un homme ou si tu trouves de l'argent, tout cela reviendra aux mains du propriétaire de la forêt.

M.C. Imbonga le 16/8/54

Catéchiste Ikoma Louis

<sup>486</sup> Sigle non-identifié.

2/ Endatsi belai' 2.  
belai befe bale wate banto  
basangi ise 1 nkina nyango 1.  
Ekiiso baingo aki joso wate  
juvende 1 Ayake baali buke,  
mpanga wali oai joso la baali  
bamb basangi lende wili bayake  
lsks j'Elome, ko oai bafeka la  
basangi l'ende wili bayake  
nda lsks j'Enss, mpanga el'ant  
betake; lsks juvelome lina ilome  
lsks juv'Enss lina iyali, nga  
iyali aota lsna joso ko ilome  
aota nd'afeka Ole nssmi  
wate ilome. Idoloi bauma  
nssmi ale nga ise ekiys toma  
bauma ende Akafelake bauma  
nkuma yomba yirene yalsja  
elake Akafole - o nda ilombe  
ihae, ls ofofime sms.

Thomas  
Lewis

[2]

2. Entre deux groupes.

Deux familles apparentées sont constituées de gens qui sont nés soit d'un même père soit d'une même mère. Autrefois, chez nous, les Noirs, un homme devait avoir beaucoup de femmes. La première femme et les femmes qui avaient des liens de parenté avec elle, se retrouvaient du côté masculin; la dernière femme et celles qui avaient des relations familiales avec elle, se retrouvaient du côté féminin. Les gens parlaient du côté féminin. Si le côté féminin met un enfant au monde avant le côté masculin, l'aîné sera du côté masculin. Dans toute famille, l'aîné est considéré comme le père. C'est lui qui distribue tous les biens. Même si l'on a une chose de valeur, le partage ne se fera que dans sa maison, mais il ne devra pas refuser quelque chose à un étranger lors du partage.

Ikoma Louis

2/ Endatsi Banto bafe.

Banto bafe balende banto ba liotsi  
1 ntsin'ea nga Tafa aota

baende 5 iys baota, 1 bana 2.  
1 bana 5. ko. 1 bana 7. ko 18 ko

1 bana 2. nga iyauma bale  
baende wate bokita nda  
laswelo jwa ngonda.

2ms asanga asalaki ane  
wate nyango ekani. 2ms te

Osalaki ane nde fafekani  
1gks banto 2 basangi boloi,

1s bokita lilanga mbanga.  
Olan tsin'eks. La bekeli

nkina ntando nk'eleng'eks  
basanga onko wateletsima

elia) eki ngoya elende.

ekimi. 1s nga sms aswa  
wate etsiki la sms osoki.

Boloi wate banto bale ise nkina  
nyango.

Ikhoma  
Lewis

[3]

Entre deux personnes.

Deux individus sont d'une même famille. A supposer qu'un père engendre cinq garçons et ceux-ci ont: le premier, trois enfants; le second, cinq enfants; le troisième, sept enfants; le quatrième, huit enfants et le cinquième, deux enfants. S'ils sont tous mâles, le risque est grand qu'ils vont se disputer la possession de la forêt. L'un dira que c'est sa mère qui a travaillé ici; l'autre dira: c'est son père qui a travaillé ici. De ce fait, deux individus d'une même famille peuvent vivre en situation conflictuelle. Il en ira de même en ce qui concerne les ruisseaux ou les rivières. L'un dira que cet étang, qui appartenait à sa mère, lui revient de droit. La famille n'est constituée que de gens qui ont soit un père commun ou une mère commune.

Ikoma Louis

Li kafa ja Ngonda

49

Benanga bekiso beuma bel'endo  
byimaki oorgile ea ntando. Ea  
ng'oko boyobanga bakafa bangonda  
ikiso.

Li kafa endatsi benanga. E.  
Bangusu la lokamba limaki  
ngile ea ntando. Eki iyo okite  
nda bakako. Ingende, Lokamba  
aoleka oa ntando, momboyo,  
Bangusu aoleka oa jwafa.  
Eki Bangusu olekaka aasafwa  
ow'okili. Eki'nd'okite nd'eko le  
endatsi jwafa la bomboyo aotana  
elali eki ntomba sftsaka.  
Eki'ako asftra eki Ntomba,  
ntsin'ea Ntomba baotwa lifeta  
wij'a ntando. Bangusu ao kita  
bomongo bokili. Mopaka Loka-  
mba olekaki ow'omboyo aota-  
na Bangusu aata bokili.  
Lokamba aokola bon'okae

**[7]42. Louis Itale**

Identification de l'informateur: *originaire d'Imbonga; étudiant à l'école normale de Bamanya et au Groupe scolaire à Coquilhatville. Il y termine ses études secondaires en 1958. A publié dans Lokole, 15-1-1956, p. 8; 1-2-1956, pp. 3 et 7; 15-4-1956, p. 7; 1-3-1957, pp. 6 et 8; 15-10-1957, p. 6.*

[1]

[Sans date]

Le partage de nos forêts.

Tous nos villages venaient d'en aval. C'est ainsi que nous allons parler du partage de leurs forêts.

1. Le partage entre deux villages

Bangusu et Lokamba étaient venus d'en aval. Arrivés à l'embranchement (à Ingende), Lokamba descendit la rivière Momboyoy et Bangusu la rivière Jwafa. Chemin faisant, Bangusu mit pied à terre, près d'un village qui se situait entre la Jwafa et la Momboyoy. C'est un endroit où autrefois vivaient les Ntomba. C'est là, sur cette terre des Ntomba, qu'il résolut de vivre, car ces derniers étaient partis vivre de l'autre côté de la rivière. Bangusu prit ainsi possession de cette terre. Le vieux Lokamba, qui avait emprunté la rivière Momboyoy, vint trouver Bangusu, propriétaire de cette terre. Lokamba prit sa fille

ow'omoto sa lina Boyoko aokaa  
mpaka Bangusu; asanga: « Kola  
bon'okam Boyoko wale, kela  
onkaa etenji ey'okili. »

Mopaka Bangusu aokaa  
Lokamba etenji ey'okili.

Bokili na mpaka Bangusu  
bole la 10 km; aokaa Bangusu,  
Lokamba 4 km. Bala basaka  
Lokamba baata bokili ntsi.  
n'ea ise Lokamba aasomba  
bokili l'on'okae ow'omoto.

- 2) Likapo endatsi baotsi 2.  
Baotsi bafe Bokolongo la  
Boenjola. Endatsi baotsi  
banko bafe ngonda el'eks  
lina ilolondo, baakafa  
ngonda o nd'angima, bokolo-  
ngo ek'iys mpe Boenjola ek'iys.  
Anko wate wengilisi la  
ek'iys ngonda liotsi limo  
li fase baasi'inda ngonda



[2]

Boyoko et la donna en mariage au vieux Bangusu. Lokamba dit: «Prends ma fille en mariage et donne-moi une portion de la terre». Le vieux Bangusu donna à Lokamba une portion de la terre. L'étendue de la terre du vieux Bangusu était de 10 km et il donna à Lokamba une portion de terre de 4 km. Tu vois comment les descendants de Lokamba ont eu une terre que Lokamba avait achetée en donnant sa fille à Bangusu.

2. Le partage entre deux lignages.

Deux lignages: Bokolongo et Boenjola. Comme il y avait une forêt entre ces deux lignages, ils ont partagé équitablement cette forêt. Bokolongo a reçu une portion et Boenjola une portion. Chaque lignage a donc reçu sa forêt et aucun lignage ne peut venir chercher

ey'aninga ba liotse lims.  
Wengi liotse basala onda  
ngonda ekis.

- 3) Li kafe ja ngonda endatse  
bonto bafe ba liotse lims ks.  
Bokulak'sms Baclenge aosta  
bana bafe, Bangusu la  
Lomama. Baclenge aki la  
ngond'ekae ek'ise Nkolobise.  
Eki Baclenge owe, Bangusu  
la Lomama baosta bana  
buke; la ng's ks bana ba  
Bangusu la Lomama baoka  
fa ngonda ek'ise Baclenge.  
Bangusu ea nsmi ao ko la  
etat'ea ngonda eeki.

— Bandoi, lima banks ks  
elaka nk'anr yoko bonto  
akisi onda ngonda eki  
banks ks bakae skalalo  
nga bont'sms aotwa

[3]

des biens dans la forêt d'autrui. Chaque lignage n'a qu'à travailler dans sa propre forêt.

3. Voici comment se pratique le partage de la forêt entre deux personnes de même lignage.

Un patriarche répondant au nom de Baelenge avait engendré deux enfants: Bangusu et Lomama. Baelenge avait une forêt qu'il avait héritée de son père Nkolobise. Après la mort de Baelenge, Bangusu et Lomama ont engendré beaucoup d'enfants. Alors, les enfants de Bangusu et de Lomama se sont entendus pour se partager la forêt de leur grand-père Baelenge. Bangusu, l'aîné, a pris une grande portion de la forêt.

Mes amis, depuis les temps de nos ancêtres jusqu'à nos jours, chaque homme habite la forêt de ses ancêtres. S'il commet l'erreur d'aller faire la chasse ou

jasi, nkina asala lisala  
nda ngonda ey'aninga.  
ifasata likambo lim'ele  
lomongo, ntsini'ea lomongo  
losanga: 'Ye ataksta ngo-  
nda bina ntaatake boso.

Itale Louis  
Miss Ymbonga  
Nekoli nd' Amanyu.

[4]

la pêche ou un champ dans la forêt qui n'est pas la sienne, il aura un problème sérieux avec le propriétaire, car un proverbe dit: «Si le père n'a pas abattu de forêt, l'enfant n'aura pas de jachère».

Itale Louis, mission Imbonga, écolier à Bamanya.



Le dossier contient encore trois documents, mais non numérotés par Boelaert:

(1) Un texte de Joseph Njoli.

(2) Un document anonyme qui fait clairement partie des réponses à l'enquête. Selon le contenu, il doit provenir d'un habitant d'Imbonga ou d'un des villages de la Moyenne Loilaka (Momboyo). Ce document est d'une écriture déformée et il se peut que des erreurs d'interprétation s'y soient glissées pour cette raison. Ce texte n'est pas mentionné par Boelaert dans ses listes des participants.

(3) Un texte de l'Abbé Nicolas Bowanga, prêtre à la mission d'Imbonga et originaire de la région de Lusako. Il n'est pas mentionné dans la liste des participants. Mais son texte est annexé au dossier et il est, de fait, une réponse aux questions de l'enquête. J'ai continué la numérotation des documents de Boelaert.

Thua le 6. 8. 1954.

Obingo ea homoho wa ngonda.

Dyambo.

1 ngonda ienina y'ohi li ile o bomongo, ntin'ea  
y'wengi yoniba ile o bomongo sa iho.

2 Bomongo ngonda mete bompho la halabula.  
npole ise ahi lehae etate ea ngonda.  
aewa uti hela o bona ohae nungo.  
ntina homune.

Ngonda efa ea sefu. sefu nta ngonda  
o nola lehae nta etate ehi ise ehae

3 Bomongo sa ngonda ofeha ntin'ea npole  
~~baye~~ boyaya asala bomongo ofeha.  
ahwa onyama la ngonda e le hanto ole  
lahi homa.

Bomongo li sa ngonda ahoana on'anto.  
thuma ng'onda ifa hanto ohi te ile o  
bomongo. toila

Wohaha nwa nate nhalo ea ngonda  
easila.

~~Ngile~~ } Ngile Joseph.

IKHA - by Bokuna



**[743]. Joseph Njoli**

Identification de l'informateur: *originaire d'Ikua sur Ruki. Il n'est pas mentionné dans la liste publiée des participants, mais son texte se trouve bien dans le corpus sans numéro.*

*Ikua le 6-8-1954.*

Quelques explications à propos de l'enquête sur les forêts.

Mes réponses:

1. Toutes les forêts du monde ont des propriétaires, car toute chose a un propriétaire.
  2. Les ancêtres sont les propriétaires de nos forêts. Cette affirmation se comprend facilement dans ce sens que, si le père a une portion de forêt, à sa mort cette portion reviendra de droit à son frère cadet.
  3. Le propriétaire de la forêt a plein pouvoir pour empêcher un étranger de travailler dans sa forêt. Il peut vendre sa forêt à quelqu'un qui a de l'argent. C'est le fils du propriétaire qui en est l'héritier. Même les forêts lointaines ont des propriétaires. C'est tout.
- Tu entends le silence, c'est que la réponse à la question des forêts est finie.
- Njoli Joseph, Ikua-Coq, Bokuma

1

Ifuto Etolatsi Ifuto la  
Nkasa Bakali Wija Bakali  
Bombanga Wija Bombanga  
Ifuto Etuluka ea joso  
1 Batsina 2 Ekifa 3 Lokinango-  
nda 4 Batemantando 5 Bengonda  
Wija Batemantando la Longis la  
lasangi Ekifa Longinda  
lasangi Wija ko ngonida  
Wija ngonida bokeli bonda  
Ifuto 2 Etoko Wija Ikeli  
Betoko

2

Betoko ngonda ea  
Bokonggo Etuluka ea  
joso 1 Ngondo 2 Injolo 3  
Lokonggo 4 mpingo 5 Esae-  
la 6 Ifoki 7 Besombo  
8 Bokonggo lasangi wete  
( Ngonda la Lokonggo lasangi  
Besombo litoko lasangi  
Injolo la Esaela la Loko  
Bokonggo lasangi  
Wija ko ngonda  
Wija ngonda  
bakako. Bakako  
+ lilingi joso ngonda 2  
2 lekke Wija ko olala  
( Tlingo Etuluka ea  
joso Bonsumbe 2  
Bonkoso Tyongo  
Tyongo yengondo  
oluta ndaka ko  
Wija bakako ngonda

**[744]. Habitants de Bombomba, secteur Eungu**

[1]

[Sans date]

1

Ifuto. Entre Ifuto et Nkasa, se trouve Bokali. Au-delà de Bombanga, on revient à Ifuto. Et le premier hameau, c'est Batsina; le deuxième, Ekifa; le troisième, Lokinangonda; le quatrième, Botemantando et le cinquième hameau, Bonginda. Botemantando et Longi ont des liens de parenté. Ekifa et Bonginda ont des liens de parenté. Au-delà de ces hameaux, il y a une forêt. Au-delà de la forêt, on trouve un ruisseau entre Ifuto et Betoko. Enfin, il y a un ruisseau qui va au-delà de Betoko.

2

Betoko. Betoko, c'est la forêt de Bokolongo. Le premier hameau qu'on y trouve est celui de Ngondo, le deuxième est celui d'Injolo, le troisième est celui de Lokongo, le quatrième est celui de Mpingo, le cinquième est celui de Esaela, le sixième est celui d'Ifoku, le septième est celui de Besombo et le huitième est celui de Bokongo. Ngondo et Lokongo ont des liens de parenté. Besombo et Ifuto ont aussi des liens de parenté et ceci vaut également pour Injolo, Esaela et Bokongo. Au-delà de tous ces hameaux, il y a une forêt. Au-delà de cette forêt, on se retrouve devant un confluent. On a d'abord deux forêts et deux ruisseaux. Après cela, on a Ilingo. A partir de là, on trouve quelques hameaux. Le premier hameau est celui de Bonsombe, le deuxième Bonkoso et le troisième Iyongo Yengondo. On revient au confluent, et au-delà du confluent, on a la forêt.

Bokanya Bomongo ngonda  
Wete Eale ngonda ea joso  
Bembangi Wija  
Bembangi bokeli Wija  
bokeli Bokanya Etuluka  
ea joso Bompele 2 Indemba  
3 jomato Basangi Bompele  
2 Indemba Wija ea ngonda  
Wija ngonda bokeli  
Wija bokeli katsu  
eondatsi Bomate Lokanya

4  
Bomate ngonda ea  
Kkum Etuluka ea joso  
1 Bondomba 2 Thombe 3  
Litsinene 4 Mtomba 5  
Bokenda 6 Bombelenge 7  
Ikolongo 8 Samba  
Wijako Bakako ngonda  
4 bokeli 3 wijako  
Olola Ekakambe joso  
Bomongo ngonda Wete  
Lonyeke Etuluka  
Jenoko 0 jomato  
toluta Wija Bomate  
ngonda katsu enda  
Tsi Bomate Lেকে 0

[2]

3

Bokanza. Bokanza, c'est Eale qui est le propriétaire de cette forêt. La première forêt est celle de Bembangî. Au-delà de Bembangî, on trouve un ruisseau. Au-delà du ruisseau, on se retrouve à Bokanza. Le premier hameau est celui de Bompele, le second, c'est Indemba et le troisième Jómoto. Bompele et Indemba ont des liens de parenté. Après ces hameaux, on a une forêt; au-delà de cette forêt, on a un ruisseau. Ce ruisseau est entre de Bomate et de Lokanga.

4

Bomate. Bomate est la forêt d'un noble. Le premier hameau est celui de Bondomba, le deuxième, d'Ilombe, le troisième, de Litsinese, le quatrième, de Ntomba, le cinquième, de Bokenda, le sixième, de Bombelenge, le septième, d'Ikolongo et le huitième de Samba. Après ces hameaux, on se trouve devant un confluent. Au-delà du confluent, on a quatre forêts et trois ruisseaux. Enfin, on arrive à Ekokombe. Le propriétaire de cette forêt est Lonyeka. Et l'on n'a qu'un seul hameau: Jómoto. Nous rebroussons chemin au-delà de Bomate; il y a une forêt entre Bomate et Ekele.



5  
E kele ngonda  
ea E kele  
Bomongo ngonda  
Wate Lofili Etuluka  
ea joso Bomoginda 2  
Bolenge 3 Bomhilinga  
wejako wate  
Okenda bomboaja  
Indole  
Iso Bombomba

6  
Elanga Bomongo ngo  
nda wate Lokoto Indatsi  
ende la Bakama ngonda  
Bembangi wija Bembangi  
Bokeli ~~Boto ka~~ Ekongo  
wija Ekongo Ingongonda  
wija ingongonda Bokeli  
Beloka wija Beloka  
Okita Besako lelali wija  
Besako lelali Olola  
Elanga Etuluka ea joso  
Bpompa eyafe Boteki  
Eyasato Befili enei  
Botematanda Eyatano  
Kkasankambe wija ko  
olindela Elali la besako  
Okitila ikekeli indatsi  
Elanga L, Etoko

[3]

5

Ekele. Le propriétaire de la forêt Ekele est Lofili. Le premier hameau, c'est Bonginda, le second, Bolenge et le troisième, Bombilingu. Après ces hameaux, on se dirige vers Bomboaja Indole. Nous, les Bombomba.

6

Elanga. Le propriétaire de cette forêt est Lokoto. Entre lui et Bokanza, on a la forêt Bembangi.

Au-delà de la forêt Bembangi, on se retrouve devant le ruisseau Ekongo. Au-delà d'Ekongo, on trouve une petite forêt. Au-delà de cette petite forêt, on arrive au ruisseau Beloka. Au-delà de Beloka, on trouve des jachères et des villages abandonnés. Enfin, on arrive à Elanga. Le premier hameau est celui de Mpama, le second Boteke, le troisième Befili, le quatrième Botematanda et le cinquième Nkasankombe. Ensuite, on pénètre dans un village abandonné et des jachères tout en descendant un petit ruisseau qui se trouve entre Elanga et Etoko.

Imbonga 2-9-1954.-

Fafa Mone Smenyama,

Etama nkalo imo ya bolikitano wa ngonda yookit'eko. Iso totaata byuo loswele bya joi liko. Lolonde nkaka mongo wate nda: "Etat'emo ea ngonda efa l'omongo el'eko nde nda Kongo?" Injolo ikiso, Boangi la Ntomba basanga: "Nyonyo, ef'eko nye." Elok'ea ngonda iumaka l'ekoji ko la ntando ikiso ile l'amongo ba bekila la besaka bekio. Lolo bitenela bisamba bamongo l'afeka 1° Bikila nkina baokó nd'atsa bise 2 bile la mbanga (*disput*) 2° Bamongo bafokiteye nda ngonda bosika ko boka bofoju eko. Osoko wate bomwa wa bingambi bya Nkone la bya Imbonga.

Biateji bya ngonda ek'io bimo o ng'eka benanga bemo. Loko ekek'emo io benjanyaki bioto la baaji nd'atsa bijimo 2 bya bise 2. Aki nga jengi ja bankana bako 2. Ko bamo basombaki l'akwala.

Esile emo: Ejimo Lokamba, mpak'ea Ifoku ya Ngunda, ya Losako la ya Besombo, lima ikando atsikaki bana bamo nd'Esombo iongo ya *Lowa* ko aotene Bolelo ende la Elinga ea Mbala-Loonje ko aonane ofetsa lifeta ja lilako nd'ekole ele nda mpumo ea Lokolo. Aulele ntand'enko elaka wij'a Boleko. Eko aotene bolelo ende la Bilinga bya Bolendo nda Mangilombe. Undolak'eko, aakola ko aose!a Imbonga aotsik'ona Ikokoanga ko aaka lifeta nd'Ifoku ya Ngunda koko bioto bimo l'Efaema baotsika Losako ko bamo baotsinimwa elaka Waka: Bolima la Bonginji baotena bolelo io la Bilinga bya Itete nda mpumo ea Loile. Engambi enko iyelaki Nkundo ikae ilekaki ow'okiji ko ende oa ntando.

Amba beseso nk'oanji wa l'afafa la Polo.

N. Bowanga.



**[745] Nicolas Bowanga**

Identification de l'informateur: 1908-1996, originaire de la région de Lusako sur Momboyo. Voir H. Vinck, *In memoriam Mgr Nicolas Bowanga*, *Annales Æquatoria* 1996, **17**, pp. 461-462. Au moment de l'enquête il était prêtre à Imbonga sur Momboyo dans le vicariat apostolique de Coquilhatville (plus tard l'Archidiocèse de Mbandaka).

Imbonga 2-9-1954<sup>487</sup>.

Au Révérend Père Mone,

Peut-être certaines réponses relatives au débat sur les forêts vous sont déjà parvenues. Nous avons eu de véritables discussions sur cette affaire. Ainsi, la question: «Y a-t-il des portions des forêts qui n'ont pas de propriétaires au Congo?» nous a donné du fil à retordre. Injolo, Boangi et Ntomba disent: il n'y a pas de forêts sans propriétaire. Comme toutes nos forêts, nos ruisseaux et nos rivières ont des propriétaires de chasse et de pêcherie. Mais les endroits litigieux pour les propriétaires sont:

1. Les lieux défendus et encore les grandes routes entre deux villages sont en position conflictuelle.

2. Les propriétaires ne se rendent pas dans les forêts éloignées et ils en ont peur. Ce sont les déclarations des vieillards de Nkone et de Imbonga. Certaines façons d'acquérir des forêts chez eux ne diffèrent pas de celles des autres villages. Cependant, il se faisait autrefois des échanges de parents et de femmes entre les patriarches de deux villages. Et cela paraissait comme une forme de dot pour ces deux villages. Certains allaient jusqu'à acheter des esclaves dans le village voisin. Un autre exemple: le patriarche Lokamba, vieux d'Ifoku de Ngunda, de Losako et de Besombo, avait laissé certains de ses enfants à Besombo, précisément au port de la Lowai, lors de son déménagement et il avait tracé une limite entre lui et les Elinga de Mbale-Loonje. Puis, il remonta le courant pour faire halte dans l'île qui se trouve à l'embouchure de la Lokolo. Il remonta ensuite cette rivière et se trouva au-delà de Boleko. Là, il établit la limite avec les Elinga de Bolendo à Mangilombe. En revenant de là, il se brouilla avec le village Imbonga et y laissa son fils Ikokaonga et trouva domicile à Ifoku de Ngunda. Certains proches parents et Efaema quittèrent Losako et un groupe alla jusqu'à Waka: Bolima et Bonginji établirent une frontière entre eux et les Elinga d'Itete à l'embouchure de la Loile. Ce patriarche s'est amené avec ses Nkundó; ceux-ci passèrent par la terre ferme pendant que lui passait par la rivière. Mes meilleures salutations à vous qui me lisez et aux pères et à Paul [Ngoi].

Nicolas Bowanga

<sup>487</sup> Ce document est une copie, non-signée, dactylographiée probablement par Boelaert. L'original n'a pas été retrouvé.



## RESUME DES REPONSES A L'ENQUETE PAR E. BOELAERT

*Le texte suivant est le résumé, anonyme mais très probablement fait par E. Boelaert, publié en lómóngɔ et en français dans le numéro spécial d'Etsiko, 1954 [n° 9]*

### Nos terres

Nous voici réunis aujourd'hui pour parler de la question des terres.

Un proverbe dit: «Vous êtes couché sur le dos et vous vous plaignez de la faim»<sup>488</sup>: Un homme couché ainsi n'attrape rien. Malgré que nos pères possèdent une grande richesse dans leurs terres, beaucoup de leurs enfants vagabondent comme des esclaves sans maître. Un autre proverbe dit que «le manioc mendié ne remplit pas la casserole»<sup>489</sup>. Mendier est une honte.

Beaucoup de jeunes ont quitté le village pour chercher à s'enrichir chez les Blancs. Mais l'argent coule par les doigts comme de l'eau. Aujourd'hui, vous en avez, demain, vous n'en avez pas. Mais la terre est une chose précieuse. C'est une source de biens qui ne tarit pas. Celui qui a une terre ne meurt pas de faim. Qui a une famille a une terre, comme on dit; ce n'est que l'esclave qui ne dit pas ses ancêtres.

La terre est le legs des ancêtres. Qui les vénère la laissera peut-être pour un temps, mais pas pour toujours.

C'est vrai qu'on peut dire que, jusqu'à présent, les indigènes n'ont pas encore pleinement profité de leurs terres. Mais le temps vient où ils vont s'y appliquer, car ces idées commencent à se faire entendre dans leurs têtes. Et il est bon que les propriétaires du cadavre crient plus fort pour que les étrangers n'enlèvent pas le cadavre de leur père.

### PREMIERE QUESTION:

#### TOUTES LES TERRES ONT-ELLES UN PROPRIETAIRE?

La raison de cette question est que l'Etat prétend que beaucoup de terres sont sans maître. Il dit que ces terres sont là comme un objet délaissé et puisqu'elles n'ont pas de propriétaire, l'Etat les ramasse et se les approprie. Dès lors, quand un Blanc désire occuper une partie de ces terres, il l'achète à l'Etat et paie

<sup>488</sup> *Oetsi is'a nkale osaana njala: is'a nkale afoate yomba. Proverbs 2166: Oétsí isânkale ósáana njala: ótanga nd'isânkale ááta yoma?* Signification: «Qui ne travaille pas, ne mange pas».

<sup>489</sup> *Yɔkɔ ya ntifulaka mpoke. Proverbs 2664: Yókó yámbóndélá níifuláká mpoké.* Signification: «On ne doit pas compter sur ce qu'on recevra des autres en mendiant».

l'Etat. Ce que l'Etat donne aux indigènes n'est pas donné pour la vente des terres, mais pour la perte des fruits qu'ils en récoltaient.

Dans cette question, tous les correspondants sont d'accord. Ils disent que toutes les terres, même les plus éloignées et profondes, ont un propriétaire. Ils disent que l'Etat se les approprie par les ruses et la force: il nous a vaincus par ses armes. Et nous, les anciens propriétaires, nous sommes trop faibles et trop peureux pour lui demander. A cause de cette faiblesse, «le propriétaire du jardin mange ses légumes à l'eau»<sup>490</sup>.

Plusieurs correspondants essaient d'énumérer les signes démontrant que les terres ont des propriétaires. Voici les principaux:

1. Les noms des terres. Toutes les terres ont des noms de propriétaires. Même, quand elles ont un nom propre, personne n'ignore que Wania est la terre des fils d'Ikunjwekulu; Bolinda, la terre des fils d'Elongami; Loele, la terre des enfants de Lompole, et ainsi de suite.
2. Les limites des terres. Même dans un marais très étendu ou dans une forêt de plusieurs jours, il y a des limites entre les propriétaires. Quand on dit «une terre étrangère», cela veut dire une terre dont cette personne ne connaît pas les limites et les bornages. Les habitants connaissent bien leurs terres, mais l'important c'est de connaître les limites des différents clans.
3. Les coutumes et usages. Au plus profond des forêts, vous ne trouverez pas une parcelle où vous pouvez construire un barrage de chasse ou faire un champ ou chasser sans permission du propriétaire.

Ces trois signes démontrent que les terres ont des propriétaires.

#### DEUXIEME QUESTION:

#### QUI EST LE PROPRIETAIRE DES TERRES?

La raison de cette seconde question se trouve encore dans l'idée des Blancs. En Europe, l'individualisme règne dans la recherche de la terre. Depuis le mariage des enfants, le père n'y a plus de droit sur les terres de ses enfants; l'aîné, sur celles du cadet. A la mort d'un homme, ses propres enfants se partagent ses terres.

Voyant que nos coutumes ne sont pas comme les siennes et que chez nous plusieurs hommes travaillent sur la même terre, le Blanc dit que sa propriété est individuelle et que la nôtre est collective. Et puisqu'il pense que nos terres n'appartiennent pas à un homme, mais au village, ils prétendent que le chef est le représentant du village pour toutes les terres.

Parmi tous les correspondants, il n'y a personne pour admettre cette théorie. Tous prétendent que le chef est bien le représentant de l'Etat pour ses ordres, mais qu'il n'a aucune autorité sur les terres indigènes.

<sup>490</sup> *Okya'a nkele asla banganju bokaka.* Pas dans *Proverbs*.

Les correspondants disent aussi que le village n'est pas une personne qui puisse posséder; il faut un homme pour posséder. Donc, celui qui possède la terre, c'est le patriarche du clan<sup>491</sup>.

Le Blanc ne comprend pas ce nom de clan. Il ne connaît que le village, et il ne sait pas que le village n'indique pas l'origine. Le village n'indique pas si vous êtes fils d'un tel ou d'un tel, parce que chaque village peut avoir deux, trois, dix hameaux, et chaque hameau représente un clan. Ces clans peuvent être apparentés ou non, peuvent se marier entre eux ou non, mais chaque clan est son propre maître dans sa terre, et c'est le patriarche du clan qui «possède» les hommes, les terres et tout. Le hameau peut avoir des clients, des Batswa ou des étrangers, mais ceux-ci n'y habitent que sous les ailes du patriarche du clan.

Depuis longtemps, nos ancêtres se sont ainsi partagés toutes les terres, comme dit le proverbe: «Les chenilles du bonjolo, mais chacune sa branche»<sup>492</sup>, ou bien: «Parents de mère, mais chacun son lopin»<sup>493</sup>.

Le patriarche du clan habite avec ses puînés et ses enfants, mais eux tous se dressent par le père. Tous sont [de] son sang. Le patriarche et ses enfants ne forment qu'un corps, le patriarche en est la tête; eux, ils en sont le tronc.

Les autres parents, qui n'appartiennent pas au clan paternel, y adhèrent comme des adjoints, tout comme les locataires: clients, Batswa et étrangers. Tous ceux-ci y habitent avec le consentement du patriarche, mais ils savent très bien que seul le patriarche est le propriétaire de la terre. L'autorité ne peut être contestée. Car «c'est le propriétaire de la tige qui peut cueillir les champignons»<sup>494</sup>.

### TROISIEME QUESTION

Cette dernière question se rattache de nouveau à la pensée des Blancs que notre propriété foncière n'est pas une vraie propriété. Aux yeux des Blancs, notre propriété foncière n'est pas une vraie propriété, parce que le propriétaire n'a pas le droit de défendre sa terre aux étrangers et qu'il ne peut pas la vendre.

#### A. Défense de la terre

Selon nos lois coutumières, le propriétaire peut chasser un étranger qui vient chasser sur des terres qui ne lui appartiennent pas.

<sup>491</sup> Le texte original en lomóngo utilise le mot *likundú* dont la signification est plus générale que le mot «clan» (D., p. 1156) mais qui acquiert dans le contexte de la propriété foncière, le statut de terme technique pour indiquer le propriétaire terrien. Voir l'Introduction.

<sup>492</sup> *Bakanga 'onjolo, bont'onto etafe*. Pas dans *Proverbes*.

<sup>493</sup> *Tosangi nyango, beomb'ont'onto*. *Proverbes* 2512 (?).

<sup>494</sup> *Oataki bebwo, bomong'etembe*. *Proverbes* 2154; *Ótáki bebwo áolé betémbé*. Variante de 2291. Signification: «C'est celui qui a travaillé qui mérite d'en profiter».

Un étranger qui tue une bête dans une forêt doit payer un tribut au propriétaire de la forêt.

Un étranger qui fait un champ sur une terre, doit avoir la permission du propriétaire. Quand il a coupé et brûlé la forêt, il doit céder la moitié du terrain nettoyé à cultiver au propriétaire. Après la récolte, le propriétaire reste avec sa terre.

Un étranger qui vient habiter chez un patriarche, même quand il y demeure très longtemps, n'oublie pas qu'il n'est pas propriétaire de la parcelle.

### B. *Vente de terres*

Le propriétaire peut certainement vendre sa terre. Nos pères le faisaient autrefois, mais très rarement et pour une raison très grave; et ils ne vendaient qu'à des voisins, jamais à des étrangers. Le propriétaire peut aussi donner une partie de ses terres par affection, ou comme anti-dot. Une anti-dot est le don que fait le père à sa fille pour son mari. Quand la fille a rejoint son mari du même village et que celui-ci n'a pas de terre, la fille ira mendier chez le patriarche, qui donnera au mari un morceau de terre comme anti-dot. Si le mari et la femme ont des enfants, ce morceau de terre restera définitivement aux enfants, mais s'il n'y a pas d'enfants ou s'il y a divorce, le lopin de terre retourne au patriarche.

Cet exemple d'anti-dot nous montre de nouveau qu'il est difficile d'interpréter les mots. Le don d'une terre en anti-dot est conditionnel. Ainsi nous avons vu que le don d'une terre à un étranger n'est pas un vrai don non plus, puisqu'il est temporaire.

Plusieurs correspondants prétendent que c'est aussi l'idée qu'ils se font de la vente de terres à l'Etat. Ils disent que l'Etat a beau prétendre qu'il l'achète, mais il n'en devient pas propriétaire; il est comme un étranger qui vient habiter avec eux. A son départ, il laisse la terre aux propriétaires et il retourne d'où il est venu.

Un correspondant cite un exemple de Coq même. L'Etat dit qu'il a acheté la terre de Boyela, mais les propriétaires de cette terre n'étaient même pas présents: ces terres appartiennent à Bolokwasamba. Seulement sous la pression dominatrice, des clients Boyela ont accepté que l'Etat paie les maisons et les biens meubles, mais ils n'avaient nullement l'intention de vendre la terre définitivement.

### C. *Héritage des terres*

L'héritier des terres est le puîné du patriarche défunt, s'il en a un. S'il n'y a pas de puîné, le fils aîné hérite la terre. Si cet enfant n'a pas l'âge requis, un autre père proche peut gérer la terre jusqu'à ce que le fils puisse exercer son autorité.

## CONCLUSION

Certains correspondants étaient mécontents de ce concours. Ils prétendent que les Blancs nous enlèvent nos terres parce que nous ne sommes que des Noirs. Mais, disent-ils, même l'antilope tient à son avoir, et ils ne céderont pas leurs terres.

La faute principale est que les Blancs ne comprennent pas la langue des indigènes et qu'ils ne cherchent pas à les comprendre. Une cause de confusion se trouve aussi chez les évolués et dans ce qu'ils écrivent trop légèrement.

La vie dans un centre n'est pas comparable à celle de l'intérieur. Dans un centre, il faut tout acheter, maison, toit et tout ce qu'il y a dedans; nourriture et habits, toujours acheter. Mais quand les Blancs auront occupé toutes les terres, comment subsisteront les indigènes? Où demeureront leurs enfants? Est-ce qu'ils devront acheter la terre?

Il est bien vrai que beaucoup d'indigènes sont fatigués de la vie au village, parce qu'ils n'y ont pas les moyens, mais peu à peu nous commençons à comprendre le bien et la valeur de la terre.

Il est bien vrai que nous avons diminué par l'occupation, les maladies et la dénatalité et les villages se sont rétrécis. Mais ne voyez-vous pas que la natalité reprend? Et si nous ne sommes pas avares de nos terres, où habiteront nos enfants?

Si nos pères avaient connu l'écriture, ils auraient mis par écrit les noms, les limites et les propriétaires des terres. Mais à présent beaucoup ont appris à écrire. C'est leur devoir très important de se réunir avec les patriarches, les anciens, les chefs et les greffiers pour écrire ces choses.





## ANNEXE II

### ARTICLES DE BOELAERT ET D'HULSTAERT DANS *PAX*



Fig. 13. — Entête du mensuel *Pax*.

#### Règles d'édition des textes de *Pax*

Les textes originaux sont en français.

Disposition: numéro d'ordre; titre; auteur mentionné dans l'original; identification éventuelle; référence à l'endroit où il est publié dans *Pax*. On trouve une collection complète de *Pax* dans ArMSC et dans ArAeq. Mf. P. 13-40.

#### 1. Du sensationnel. A travers les lectures, Leo Baert, *Pax*, mai 1954, p. 3.

##### 3. Pire qu'au Kenya

*Pax* cite ailleurs une coupure du *Standaard*<sup>495</sup> sur le Mau-Mau et la réorganisation du système gouvernemental au Kenya. Il y paraîtrait que la contre-terreur n'aboutit pas bien. Aussi, la commission ministérielle d'enquête a conclu 1) que «ce qui doit changer, c'est d'abord la mentalité de certains Blancs», et 2) qu'il faut permettre aux cultivateurs de couleur d'exploiter les terres vacantes situées dans les Highlands, strictement réservées jusqu'ici aux Blancs» (Couraf<sup>496</sup>, 31 mars 1954). Mais n'est-ce pas surtout ce refus qui a provoqué la rébellion mau-mau? Et fallait-il d'abord en arriver à cette explosion bestiale de haine et de cruauté des deux côtés avant d'en arriver là?

##### 4. Espérons.

Oui, espérons que chez nous on ne laissera pas les choses en arriver là! Oh, je vois bien le sourire de mes rares lecteurs. Ce n'est pas possible, voyons; et il est absurde d'oser comparer la situation des deux colonies. Pourtant, voici quelques

<sup>495</sup> *De Standaard*, journal flamand, à cette époque de tendance catholique. L'article repris dans *Pax* à la page 9 sous le titre «Nog Mau-Mau» [Encore Mau-Mau]. Renvoi au *Standaard* du 15 mars 1954.

<sup>496</sup> *Le Courier d'Afrique*, journal catholique de Léopoldville. Je n'ai pas pu identifier le texte.

FAITS: légalement, les dix millions d'autochtones congolais n'ont plus, n'ont pas de propriété foncière. Selon les textes, le Congo n'appartient pas aux Congolais. Légalement, les indigènes peuvent disposer des terres qu'ils habitent ou cultivent comme si c'étaient des «terres indigènes». Légalement, tout le reste du territoire congolais appartient à l'Etat qui en cède ou concède aux particuliers ce qu'il veut.

Et voici quelques CHIFFRES

Superficie totale du Congo: 235.000.000 ha.

Cultures indigènes (renseignement officiel à l'ONU: 1952, VI. B. I. Vol. II, p. 13)<sup>497</sup> 3.879.013 ha.

Missions (en '47: De Week<sup>498</sup> 11.4.54) 155.792 ha.

Particuliers (en '47. ONU, o.c., p. 288) 6.740.782 ha.

Ce qui donne:

Autochtones: 1,65 %

Missions: 0,06 %

Colons: 7,20 %

Etat: 91,09 %

5. Oui, espérons.

Selon la même source officielle onusienne, 75 % des terres du Kenya sont réservées aux indigènes (p. 284).

Je sais bien que la loi du 22.3.1910 continue, avec toutes les restrictions croissantes, de permettre aux indigènes «de récolter les produits végétaux des terres domaniales», mais c'est là une simple tolérance, éminemment révocable. Et je crains que ceux qui réclament, avec le dernier Congrès colonial<sup>499</sup> et avec le Comité d'action de Bukavu<sup>500</sup> (24 mars 1954) qu'on fasse «reconnaître à chaque indigène la propriété individuelle de la terre qu'il cultive ou qu'il occupe», n'en arrivent à leur but, malgré toute la bonne volonté du Gouvernement.

«Au lieu de toutes ces enquêtes de vacance, qui sont toujours à recommencer, faites une fois pour toute l'enquête d'occupation. Constatez l'étendue des terres indigènes; arrondissez-les même si vous voulez, et puis qu'ils n'en sortent plus!», disent les colons.

Combien de temps encore le Gouvernement résistera-t-il à ces pressions croissantes? L'Angleterre n'a-t-elle pas du céder au Kenya, dans les Rhodésie et le Nyassaland? Et chez nous? N'est-il pas fini avec la priorité des intérêts indigènes? Le Congo n'est même plus terre congolaise, il est terre belge!

<sup>497</sup> La «source onusienne» à laquelle Boelaert se réfère ici est très probablement celle qu'il présente dans *Æquatoria*, 16 (2): 73-74: *Etudes spéciales sur les conditions économiques et le développement économique dans les territoires non autonomes*, 1952, VI. B.2.

<sup>498</sup> *De Week*, hebdomadaire catholique flamand.

<sup>499</sup> *Congrès Colonial National, 1953, IX<sup>e</sup> session. Le peuplement européen au Congo belge*. Assemblée générale du 27 juin 1953, Bruxelles, Editions R. Louis.

<sup>500</sup> *Comité d'action de Bukavu*: je n'ai pas pu identifier ce groupe d'action.

Ce ne sont pas les récentes instructions relatives à la «délimitation de blocs pour la colonisation» (Couraf, 1-4-54) ou les adoucissements à la loi sur l'expropriation (Cf 7.4.) qui satisferont longtemps la faim des colons.

Léo Baert

## **2. Encore les terres indigènes, Baert Leo, *Pax*, juin 1954, p. 6.**

Cher Ami,

Votre bonne lettre du 15 mai<sup>501</sup> me pousse à revenir sur le problème de la législation foncière, expliquée plus à fond dans le numéro deux d'*Æquatoria* de cette année.

Sont dites «terres indigènes» les terres que les indigènes habitent, cultivent ou exploitent. Nul ne peut les en déposséder.

Sont terres domaniales = propriété de l'Etat, toutes les terres que les indigènes n'occupent pas. Nul n'a droit de les occuper.

1° La loi ne reconnaît pas, jusqu'ici, aux indigènes la propriété des terres qu'ils occupent: La Charte coloniale du 18.10.1908 dit que «des lois régleront à bref délai, en ce qui concerne les indigènes, les droits réels» (dont le premier est précisément la propriété). Ce n'est toujours pas fait.

2° La loi laisse à l'administration le soin de constater et de déterminer officiellement la nature et l'étendue des droits d'occupation des indigènes.

En pratique, juristes et ethnographes - et les études se sont multipliées ces derniers temps - sont d'accord pour dire que «généralement l'Administration a interprété le terme «cultivé» dans un sens tout à fait étroit, ne visant que le lopin de terre cultivé au moment de l'enquête».

La loi foncière fondamentale de 1906, semble pourtant penser aux jachères dont vous parlez, quand elle dit que l'administration PEUT attribuer une superficie de terres triple de l'étendue de celles habitées ou cultivées. Seulement, ces terres d'extension sont terres domaniales aussi longtemps que l'attribution n'est pas faite.

Et je sais bien que le Rufast conseille de se montrer large et de compter les jachères dans les terres indigènes, mais le Rufast ne fait pas loi et la détermination de l'étendue des terres indigènes continue à dépendre de l'administration.

3° Mais vous me dites que je discute sur des prémices fausses, que je ne dois pas envisager la situation légale, mais bien la situation réelle. N'ai-je donc pas le droit d'envisager la situation légale? Et d'en tirer des conclusions légales? Et n'est-ce pas un peu dangereux d'opposer le pays réel au pays légal? Mais passons à votre argument: «Les indigènes ont le droit d'habiter, de cultiver, et d'exploiter leurs droits fonciers partout». Ils ne sont donc pas si mal logés en réalité que la loi le ferait croire.

<sup>501</sup> Il ne se trouve nulle part dans *Pax* une lettre datée du 15 mai. Est-ce une allusion à une lettre fictive?

Seulement: a) «La théorie admise et consignée dans le Rufast ne reconnaît aucun droit proprement dit aux indigènes en ce qui concerne l'occupation des terres vacantes appartenant à l'Etat et ne voit à la base de cette occupation d'autre fondement qu'une simple tolérance administrative». (Commentaire du décret de 1934. b). N'oubliez pas que, du moment qu'un indigène délaisse définitivement son habitation ou son champ pour aller travailler ailleurs, les terres délaissées retombent automatiquement dans le domaine de l'Etat. c) Il me semble qu'il n'y a pas mal d'ordonnances qui restreignent cette tolérance. d) Mais, surtout, toutes les permissions n'enlèvent rien au fait que ces terres n'appartiennent pas aux indigènes.

Et voilà pourquoi je continue à dire, cher Ami, que la situation foncière légale doit bien changer, si l'on ne veut pas qu'elle suscite le mécontentement de ces indigènes que nous aimons bien tous les deux, n'est-ce pas?

Bien vôtre Leo Baert.

PS. Le chiffre de 3.879.013 ha de cultures indigènes est pris dans les renseignements fournis à l'ONU par... le gouvernement belge.

**3. Van onze lezers. Nos lecteurs nous écrivent. A Monsieur L. Baert, C°/Pax.**  
Un lecteur attentif [= Hulstaert?], *Pax*, juillet 1954, p. 5.

Monsieur,

La question des terres indigènes que vous avez soulevée dans *Pax* est bien intéressante, mais aussi combien embarrassante! Telle que vous la représentez, elle est même inquiétante. Car elle touche la conscience de ceux pour qui les primitifs aussi ont des droits foncièrement humains. Evidemment nous, simples particuliers, ne sommes pas responsables de la législation foncière et de son application, c'est la responsabilité du gouvernement et du fonctionnaire qui y est directement et indirectement engagée - nous ne pouvons même prendre sur nous une part de cette responsabilité. Mais, voilà, on a une conscience chrétienne ou on n'en l'a pas. Je ne puis, en toute honnêteté, me défaire d'un certain sentiment de culpabilité, parce que, en fin de compte, même si je ne suis pour rien dans la législation présente, néanmoins j'en profite, comme d'ailleurs pratiquement tous les coloniaux, soit directement comme moi, soit indirectement, comme p. ex. les fonctionnaires.

Il y a encore ce sentiment bien humain - *nihil humani a me alienum puto* - qui nous fait appréhender les conséquences futures d'une situation qui ne manquera pas, dites-vous (et je veux bien vous croire, car c'est normal), de provoquer le mécontentement des autochtones. Ce mécontentement ira même, c'est encore naturel, croissant au rythme de l'évolution, qu'il soit attisé ou non par l'anticolonialisme de certains mouvements politiques ou des milieux internationaux.

Grâce à Dieu, nous avons jusqu'ici été préservés des difficultés qu'ont connues ou connaissent encore d'autres territoires africains. Ce qui me semble être

dû, au moins en grande partie, à la politique gouvernemental en matière d'enseignement indigène, politique inaugurée par Léopold II<sup>502</sup> et continuée jusqu'à ce jour indépendamment du parti auquel appartenaient les ministres<sup>503</sup>. La rupture de cette tradition que les journaux viennent d'annoncer, met en danger la paix scolaire et sociale parmi les autochtones, et rend donc doublement stricte l'obligation d'éviter tout motif de mécontentement. Car, à lire les nouvelles (naturellement atténuées) des événements dans certaines colonies en Afrique ou en Asie, on n'est plus si indifférent [sic pour «on ne peut rester indifférent»] à ces questions épineuses et explosibles [sic pour «explosives»]. Passe encore pour ceux qui ne viennent ici que pour une carrière. Mais quand on a fait du Congo sa seconde patrie, qu'on compte y passer sa vie, qu'on y met tout son capital et toutes ses forces, quand on veut y faire souche, la perspective du mécontentement provoqué par des questions agraires n'est guère séduisante, et l'on voudrait collaborer à leur solution équitable.

Cependant, ne croyez pas pour autant que je suis d'accord avec vous sur toute la ligne. P. ex. si le Rufast ne reconnaît aucun droit proprement dit aux indigènes en ce qui concerne l'occupation des terres vacantes appartenant à l'Etat et ne voit à la base de cette occupation d'autre fondement qu'une «tolérance administrative», il ne faudrait pas oublier que le Rufast n'a aucune autorité législative. Je n'ignore pas qu'il est le vade-mecum de l'administration territoriale qui en fait grand cas, mais cela est une autre question. Il faut éviter de confondre la facilité administrative avec le droit et la justice. Une opinion contraire fut émise au Conseil colonial, rapport cité dans le Code du C.B. 6°, p. 738<sup>504</sup>: «Si, en disposant que toutes les choses sans maître appartiennent à la Colonie le législateur de 1912, lui attribue purement et simplement la propriété de toutes les terres vacantes, il ne l'a fait que sous réserve du respect des droits coutumiers des indigènes, dont le principal est précisément le droit d'occuper les terres vacantes». D'ailleurs, partout dans les textes, si on les lit attentivement, transpire ce souci de respecter les droits coutumiers des autochtones. Que ce souci a souvent manqué à l'exécutif est certainement regrettable, mais c'est là une autre question.

Il est aussi regrettable que le gouvernement ne semble guère enclin à remédier à cet état de choses déficient, en sacrifiant la commodité administrative à la justice. Il ne saurait cependant être difficile de trouver des solutions équitables, avec tout le personnel compétent dont disposent les services gouvernementaux. Et ils le feraient sans nul doute s'ils sentaient quelle

<sup>502</sup> Allusion à la Convention de 1906 entre l'Etat Indépendant et le Saint-Siège.

<sup>503</sup> Il s'agit de la rupture, par la nouvelle législation scolaire sous le ministre libéral Buisseret, du quasi-monopole de l'enseignement attribué aux missions catholiques.

<sup>504</sup> Référence est faite à la 6<sup>e</sup> édition de 1948 des *Codes et Lois du Congo belge*, Strouvins & Piron, F. Larcier, Bruxelles.

importance il y a à éviter de froisser les indigènes par la méconnaissance de ce qu'ils estiment être leur droit sacré. Si le gouvernement juge que ces droits indigènes coutumiers sont abolis ou doivent être abolis, il conviendrait qu'il le leur explique clairement avec raisons à l'appui. Je vous autorise à publier dans *Pax* cette lettre, en tout ou en partie, si vous le jugez utile. Veuillez agréer, etc.

Un lecteur attentif.

**4. Réponse à la lettre du «lecteur attentif»,** Leo Baert, *Pax*, juillet 1954, p. 9.

Réponse à la lettre du «Lecteur attentif».

Cher correspondant inconnu,

Bien merci pour votre bonne lettre si compréhensive. J'ai relu encore une fois le passage que vous citez du Code C.B 6°, p. 738. Vous y voyez avec moi que l'opinion citée va à l'encontre de la thèse généralement admise et que le Conseil colonial n'a pas voulu délibérer sur cette controverse. Il me semble inexact de prétendre que le droit coutumier principal des indigènes est le droit d'occuper les terres vacantes. La terre que l'Administration désigne généralement comme vacante appartient coutumièrement à un groupe familial déterminé qui, lui seul, y exerce tous les droits du propriétaire. Sans la permission du propriétaire, aucun étranger ne peut s'y installer ou y installer des cultures, pas même y chasser. Prétendre alors que «le souci de respecter les droits coutumiers des autochtones transpire partout dans les textes» quand on leur refuse le fondement même de ces droits, notamment la propriété, semble assez contradictoire.

Respectueusement vôtre

Leo Baert

**5. Post-scriptum,** Baert Leo, *Pax*, juillet 1954, pp. 8-9.

Je suis un peu confus. En lançant mon article «Sensationnel» de Mai, j'avais peur d'être mis au ban de la communauté bien-pensante. Et voici que deux revues d'importance viennent de traiter in extenso la question des terres indigènes.

La Revue *Æquatoria*, 1954-II, y est complètement consacrée avec une étude documentée sur la législation foncière de l'Etat Indépendant et le droit naturel, des notes intéressantes sur le régime foncier au Lac Léopold II et un article révélateur du R. P. Hulstaert qui conclut: 1° que les indigènes revendiquent la propriété de toutes leurs terres, forêts comprises; 2° que les terres sont généralement propriété des familles, mais qu'elles tendent à devenir individuelles; 3° que le transfert de propriété foncière a été pratiqué dans cette région; 4° que des femmes peuvent avoir un droit de propriété; 5° que le droit coutumier est souple et adaptable.

De son côté le *Journal des Tribunaux d’Outre-mer*, qui fait autorité, publie dans son n° du 15.5.54<sup>505</sup>, une étude de 12 colonnes, due à la plume de O. Louwers sur «ce problème, en fait redoutable».

En voici quelques extraits:

«Ces terres ou forêts ont cependant pour eux (les indigènes) une importance vitale au sens propre du mot, puisque c’est la chasse ou la pêche qui leur assure une partie importante de leur nourriture. Elles ne sont pas terres indigènes, estime-t-on généralement, parce qu’elles ne sont pas «terres occupées.» (Quoique le texte légal dise expressément: sont terres indigènes, les terres exploitées par eux de quelque manière que ce soit. L.B.). Les décisions restrictives prises à cet égard sont péniblement ressenties par les indigènes. Elles sont contraires aux conceptions qu’ils se font de leurs droits, et c’est pourquoi, aux dires de missionnaires très avertis en cette matière, «la politique foncière de l’Etat congolais est injuste» (p. 67).

Un peu plus loin, M. Louwers cite l’opinion de M. A. Sohier qu’il n’y a jamais un consentement véritable de la part des indigènes à marquer leur accord sur une concession où ils sont partis. (Mais quelle est alors la valeur de tous ces contrats? L.B.) «En tous cas, les noirs, dit Sohier, ne se reconnaissent pas le pouvoir d’aliéner le domaine. Beaucoup de prétendues cessions consenties par eux sont basées sur un malentendu ou une pression».

Et M. Louwers de continuer: «L’avenir des indigènes est devenu de plus en plus incertain et précaire... Une évolution poursuivie dans le sens de la restriction des terres indigènes amènerait une situation à la fois immorale et politiquement dangereuse. Les réactions en seraient terribles».

Malheureusement, ce très courageux article moral finit en mauvaise politique: «Le sens belge, si réaliste, si pratique, n’admettrait jamais que l’on déclare que toute la terre de ce territoire appartient aux indigènes». Mais le roi Léopold n’est tout de même pas venu chercher des déserts ou des terres vacantes? Mais tout le monde trouverait naturel que la terre du Congo appartenait aux Congolais! Mais les 450 traités faits avec les chefs indigènes cédaient tout de même des territoires qui se confinaient? Ce n’est tout de même pas possible que les Indigènes ont dû attendre la promulgation du décret de 1885 pour avoir un droit de propriété? Pour savoir ce qui leur appartenait et ce qui ne leur appartenait pas?

Et voici que l’auteur oppose à «ce principe de droit naturel un autre principe également de droit naturel, à savoir que la terre est pour l’usage de l’ensemble d’une communauté humaine et qu’on ne peut la laisser en friche ou inexploitée pour la convenance de quelques-uns».

Il n’y a pas d’opposition de principes ici. Premier principe: la terre appartient aux indigènes. Second principe: si le bien commun exige une nouvelle réparti-

<sup>505</sup> Louwers 1954. Ceci semble être la seule étude de l’auteur sur la question foncière. Réaction dans Boelaert 1955c.

tion des terres, l'autorité peut exproprier ou obliger d'une autre manière les propriétaires primitifs.

La solution de fortune, préconisée il y a 50 ans, comme provisoire, par la Commission d'enquête<sup>506</sup>, M. Louwers voudrait y trouver «les éléments d'une solution satisfaisante». Il s'agit de reconnaître à chaque groupement les terres comprises dans un périmètre déterminé, terres qui seraient absolument inaliénables, même avec le consentement des habitants.

Cette solution semble radicalement à écarter comme solution raciale et de «réserves», comme impossible à réaliser, vu la situation réelle des groupements; comme inadmissible par les colons et par l'Administration; et surtout, comme inadmissible par les indigènes, comme ne tenant pas compte de la réalité de leurs droits préexistants.

Pourquoi ne pas reconnaître légalement comme propriété indigène les terres qui leur appartiennent selon la coutume, c'est-à-dire les terres qu'ils exploitent de quelque manière que ce soit, donc aussi pour chasse ou pêche ou cueillette ou réserve? (Si besoin: avec clause de ne pas revenir sur les cessions et concessions passées.) Faire relever, par les groupements, les limites foncières de leurs domaines, avec les propriétaires et traiter avec eux? Ce serait juste, et de bonne politique.

Leo Baert.

**6. Cher Pax.** Y. S.<sup>507</sup>, *Pax*, février 1955, p. 6.

Il y a quelques mois un de vos articles a suscité pas mal d'intérêt, à ce qu'il paraisse. Il traitait de la question foncière en relation avec les droits indigènes. Je ne me rappelle plus exactement la teneur de l'article, mais quelques affirmations paraissent avoir passablement offusqué certains lecteurs, notamment au sujet des quantités de terres attribuées aux Blancs en regard de ce qui est reconnu comme terres indigènes. Cependant l'auteur a signalé que ces chiffres étaient puisés dans les documents officiels du gouvernement.

Il intéressera peut-être vos lecteurs soucieux de l'harmonie des relations raciales dans cette colonie que durant le temps de l'Etat Indépendant déjà 6.000.000 d'HA ont été cédés aux sociétés coloniales et 14.500 aux missions catholiques, en exécution de conventions passées par le roi souverain avec le St Siège.

Je puise ces chiffres dans un ouvrage très intéressant que vient de publier l'Académie royale des sciences coloniales sous le titre: *L'Œuvre civilisatrice de la Belgique au Congo de 1885 à 1945*, par G. Hostelet<sup>508</sup>. Nous ne possédons pas de chiffres d'ensemble pour la période de la Colonie belge, mais il est

<sup>506</sup> Il s'agit de la commission internationale d'enquête de 1904 sur les abus dans l'Etat Indépendant.

<sup>507</sup> Initiales non-identifiées.

<sup>508</sup> Hostelet, G., 1945, *L'œuvre civilisatrice de la Belgique au Congo. De 1885 à 1945*, Institut Royal Colonial Belge, Bruxelles. Hulstaert en a fait une longue recension dans *Æquatoria* 1955, 18 (1): 35-37.



clair que la différence n'a fait que s'accroître, tant par l'augmentation des sociétés que par l'arrivée de colons de plus en plus nombreux, catégorie qui était presque inexistante au temps de l'E.I. [Etat Indépendant]!

Si l'on pouvait calculer le nombre de personnes européennes et autochtones qui de part et d'autre doivent vivre sur ces terres et de leur exploitation, nul doute que la disproportion (que les esprits malveillants relèvent parfois contre les missions et leurs œuvres philanthropiques) n'apparaisse précisément en sens contraire, n'en déplaise à ces sectaires qui trouvent un plaisir malin à répandre l'erreur et à semer le trouble dans les esprits en imputant à ce bouc émissaire qui se nomme 'mission' des situations déplorables ou des événements dont, plus d'une fois, ils sont eux-mêmes la cause.

Y.S.

### **7. La question cruciale des terres indigènes. Pourquoi ce mécontentement?**

S. A.<sup>509</sup>, *Pax*, n° 12, décembre 1955, pp. 1 et 5.

Un article très remarqué de Monsieur Sohier, procureur général honoraire et directeur de la classe des sciences morales et politiques de l'Académie Royale des sciences coloniales, vient de donner, dans le *Journal des Tribunaux d'outre-mer*, du 15 septembre dernier<sup>510</sup>, un exposé de l'état actuel de cette «question cruciale» des terres indigènes. L'auteur y affirme entre autre que «les noirs n'admettent pas la base même de notre système.... que l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1885, fondement du régime, leur apparaît comme une spoliation».

Cette ordonnance, qui est à la base de toute la législation foncière au Congo, déclare que «Nul n'a le droit d'occuper sans titre des terres vacantes, ni de déposséder les indigènes des terres qu'ils occupent, les terres vacantes doivent être considérées comme appartenant à l'Etat».

Ce texte semble si clair que, pendant des années, personne n'en a pris ombrage. Tout le monde n'y a vu que l'application d'un principe reconnu par tous les juristes qu'en vertu de sa souveraineté l'Etat a le droit de disposer du sol qui n'est la propriété de personne.

Dans son interprétation juridique, l'ordonnance nous dit donc: «Personne n'a le droit de s'approprier sans titre des terres sans maître ni de déposséder les indigènes des terres qui leur appartiennent; les terres sans maître appartiennent à l'Etat».

Et l'on se demande en vain en quoi les indigènes puissent s'opposer à cette ordonnance, comment ils peuvent y voir une spoliation.

<sup>509</sup> S. A. = Sohier Antoine. Bien que signé ici par Sohier, le texte de *Pax* n'est qu'un résumé et en même temps un échange d'idées avec le texte de Sohier. Le texte reproduit ici une partie de Boelaert 1955d, avec quelques modifications mineures.

<sup>510</sup> Sohier 1955a. Selon la lettre d'Hulstaert à Sohier du 25.10.1955, le même texte était publié dans *Le Courier d'Afrique* du jeudi 22 septembre 1955, pp. 13-14. Cette lettre d'Hulstaert (Vinck 1997, pp. 171-176) est de fait un long commentaire critique de l'article de Sohier.

Au moins à l'Équateur, où j'ai spécialement étudié la question, je n'ai jamais entendu nier ce droit de l'Etat de s'approprier les terres sans maître.

Et que c'est là l'interprétation à donner au texte ressort à l'évidence de toutes les consultations délibérées par d'éminents juristes sur la demande même du roi-souverain. Maître Picard et Cattier, qui les résument toutes, écrivent: «Si le droit de l'Etat sur les biens sans maître n'est pas une conséquence logique de la souveraineté, l'Etat Indépendant du Congo a pu décréter la règle admise dans la législation civile des pays civilisés, que les biens vacants et sans maître appartiennent à l'Etat». Cela ressort aussi des déclarations du Secrétaire général de l'Etat Indépendant: «L'Etat ne revendique son droit que sur les forêts sans maître».

Cela ressort enfin de la lettre du roi contre une brochure où Banning critiquait la politique domaniale: «Veut-il dire que l'Etat n'a pas les biens sans maître? Qu'il démontre pourquoi. Soutient-il que l'Etat, bien que propriétaire, n'a pas le droit de régler l'exploitation de ces biens? Qu'encore une fois, il nous donne ses raisons».

Non, l'ordonnance de 1885, interprétée comme il se doit, ne contient aucune injustice envers les indigènes du Congo, et aucun noir ne s'insurgerait contre une déclaration si inattaquable.

Mais là où les indigènes ne sont plus d'accord, c'est sur l'explication non juridique de ce texte, sur son application «abusive» comme la nommait déjà la Commission d'enquête de 1904. Monsieur Sohier avoue lui-même, dans l'article cité que, dès les premières applications du décret, les termes essentiels: *occupation et vacance* furent expliquées de façon non juridique. Et de fait, l'ordonnance a toujours été appliquée comme si elle disait: «Personne n'a le droit de s'installer sans titre légal sur des terres vagues ni de déloger les indigènes des terres où ils sont installés; les terres vagues appartiennent à l'Etat».

Cette explication non juridique et cette application abusive du décret de base se prouvent par toute la législation ultérieure aussi bien que [*le texte s'arrête ici abruptement et poursuit à la page 5. Par rapport au texte dans Zaïre, une dizaine de lignes ont été omises ici*]

«Pour qu'un bois puisse être dit occupé, explique le Secrétaire d'Etat, il faut qu'il ait donné et donne lieu à une exploitation suivie, et ce n'est aucunement le cas pour le district de l'Équateur, il n'existait là aucune exploitation du caoutchouc avant la promulgation du décret de 1889.»

Et quand le décret du 5 décembre 1892 prescrira une enquête pour constater si vraiment les indigènes n'ont pas de forêts à eux, les instructions confidentielles du gouverneur général, expliqueront aux enquêteurs: «Il n'y a pas lieu dans l'enquête que vous ferez de s'occuper de la faculté qui est laissée partout aux indigènes d'aller chercher dans les forêts les articles nécessaires à leurs besoins personnels, le seul point à élucider est celui de savoir si dans certaines régions - et les limites de ces régions devront être déterminées avec soin - les indigènes exploitaient le caoutchouc dans un but commercial en vue de le vendre à des

factoreries.» Et notez que, passé l'enquête, aucun droit sur les forêts ne sera plus reconnu aux indigènes que celui qui aura été admis par le gouverneur général... Pour déterminer si une terre est vacante, c'est-à-dire sans propriétaire, le Gouvernement ne regarde donc pas si cette terre a un propriétaire ou non, mais, comme le dit encore la Commission d'enquête, si elle est habitée [sic pour habitée] ou cultivée par les indigènes.

Ne parlons pas des excès commis en application «abusive» du décret de 1885. Les critiques si pertinentes de la commission d'enquête eurent pour effet la loi ou le décret du 3 juin 1906 qui devait redresser la situation. Une nouvelle enquête devait déterminer et constater officiellement la nature et l'étendue des droits fonciers indigènes, «de sorte que les décisions de l'Etat sur cet objet, *simplement déclaratives d'une situation et de droits préexistants*, échappent à tout recours.»

Malheureusement, le décret, au lieu de redresser l'interprétation fausse du décret de 1885 et de reconnaître les droits de propriété préexistants, se base lui-même sur cette interprétation fausse et déclare ne reconnaître comme terres non-vacantes que les terres occupées par les indigènes, soit par habitation, soit par culture, soit par exploitation dans le sens indiqué par le Gouvernement.

Même si les indigènes avaient donc, par droit naturel et par droit coutumier, tous les droits de propriété sur certaines terres, ces terres étaient déclarées vacantes, sans maître et domaniales, du moment quelles n'étaient pas habitées ou cultivées par ces indigènes.

Ce n'est que dans l'interprétation non-juridique du décret de 1885 que nous nous trouvons, comme le P. Vermeersch le constata déjà à regret en 1906, «en présence d'une immense expropriation» et, ajoute-t-il, «nous évitons à dessein une qualification plus grave.» (p. 128).

Ce n'est que dans cette même interprétation abusive que Monsieur Sohier peut proposer la solution du problème des terres indigènes en prenant comme base l'affirmation que le décret de 1885 a exproprié les indigènes de toutes les terres vagues qui leur appartenaient.

Mais il faut avouer que cette interprétation non-juridique est contraire à tous les essais de justification du décret de base, tant du roi même que de son administration centrale et de ses conseillers, qui tous ont justifié le décret par le principe des terres sans maître.

Il faut avouer que cette interprétation est contraire à tous les textes qui affirment que tous les droits préexistants des indigènes ont été reconnus et protégés par la législation.

Il faut avouer que cette interprétation mérite tous les reproches faits à la politique domaniale, et «accorde à l'Etat un droit de propriété absolu et exclusif sur la presque totalité des terres, enserme l'activité des indigènes dans des espaces très restreints, immobilise leur état économique, s'oppose à toute évolution de la vie indigène - et met les indigènes à la merci des autorités». (Texte de la Commission d'Enquête).

Et il faut avouer que cette interprétation donne raison aux indigènes dont Monsieur Sohier écrit, dans l'article cité, que «leur attitude a toujours été une revendication muette de l'existence, dans le chef des communautés, de droits fonciers privatifs sur les terres que nous prétendons inoccupées. Ils n'hésitent pas à déclarer que les terres dites vacantes faisaient partie de leur patrimoine ancestral inaliénable».

Et cet éminent auteur ne craint pas de dire: «Les noirs ont l'impression que, en déclarant vacantes les vastes étendues de terre devenues domaniales, notre colonisation a commis une injustice fondamentale. Or la terre de leurs pères représente les racines, le passé, la personnalité de leur peuple. S'ils restent sous cette impression, tôt ou tard la question foncière sera utilisée par les agitateurs. En tout cas, elle constituera un obstacle invincible à la politique d'intégration nationale. Cette politique exige une franche collaboration de toutes les classes, de toutes les parties de la population... il faut réaliser l'accord des esprits et des cœurs». S. A.

### ANNEXE III REACTION DE MBANDAKA

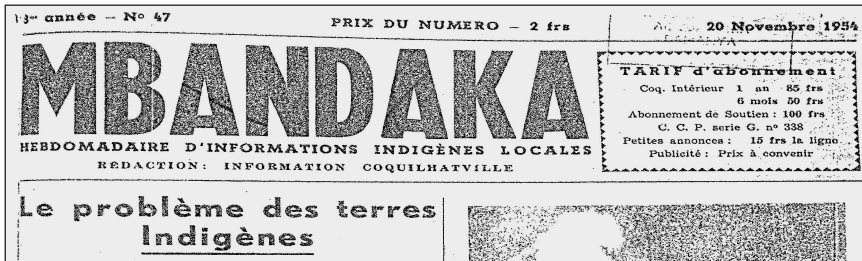


Fig. 14. — Entête du bi-mensuel *Mbandaka*.

Une collection quasi complète de ce journal est conservée dans les Archives Africaines à Bruxelles. Pour le contexte global de cette publication, voir l'introduction. Nous avons déjà signalé que Bomboko avait dans le même journal (1953 n°s 18 à 20) publié un premier commentaire qui avait provoqué la réaction d'*Etsiko*, le prédécesseur de *Lokole Lokiso*. Quelques numéros de *Mbandaka* sont conservés dans les Archives Æquatoria et Mf. 53, 2238-2765 et Mf. P 152-160. Reproduction avec l'aimable permission de Monsieur Bomboko.

#### 1. Le problème des terres indigènes, *Mbandaka*, n° 47 du 20 novembre, pp. 1 et 3.

Il y a quelques mois, notre confrère *Etsiko* publiait les résultats d'une enquête qu'il avait menée auprès de ses lecteurs congolais, au sujet des terres indigènes. Ceux-ci devaient répondre à ces trois questions: Toutes les terres ont-elles un propriétaire? Qui est le propriétaire des terres? La propriété foncière indigène est-elle une véritable propriété?

Si des enquêtes de ce genre peuvent présenter un certain intérêt, parce qu'elles permettent de sonder l'opinion des Congolais sur un problème qui ne leur peut [mot illisible] laisser étranger, encore faut-il qu'elles soient bien organisées, qu'elles soient faites auprès de personnes suffisamment éclairées pour y répondre, qu'elles portent sur tous les aspects du problème et qu'au moins, dans leurs conclusions, elles complètent les lacunes d'information et portent rectification s'y a lieu.

De tout ceci l'auteur de l'article ne s'est pas soucié, et c'est dommage. Si, après avoir résumé à l'usage de ses lecteurs les notions coutumières du droit foncier, telles que les lui avaient présentées ses correspondants, il avait donné un aperçu de la législation existante qu'en tant que citoyens nous ne pouvons rejeter, s'il en avait exposé la portée exacte et démontré par la nomenclature des instructions administratives qui sont venus la compléter que

les craintes exprimées sont sans fondement, nous aurions approuvé l'article sans réserve.

Mais Etsiko n'est parvenu, par cet exposé unilatéral, qu'à semer le trouble dans un domaine qui mérite d'être étudié plus attentivement et sans parti pris.

C'est ce que nous essayerons de faire ici.

Mais avant d'entrer dans les détails, voyons d'abord comment les correspondants d'Etsiko ont répondu à ces trois questions. Ils sont tous d'accord pour dire qu'il n'y a pas de terres sans propriétaires. Chaque bout de terrain porte un nom distinct, il est délimité et ne peut servir qu'à l'usage personnel du propriétaire.

Ce n'est pas le chef qui en est le propriétaire, mais le clan représenté par le patriarche. Enfin à la troisième question, ils ont répondu que la propriété foncière indigène est bien une propriété. Ils fondent cette affirmation sur le fait que le représentant du clan peut en interdire l'accès aux étrangers; il peut leur défendre de s'y installer ou d'y établir des champs; il peut en céder une partie comme anti-dot ou en vendre un morceau à des non-membres du clan. On peut-en acquérir la propriété par héritage.

Dans leur conclusion, ils estiment que l'Etat méconnaît les droits fonciers indigènes.

D'autre part, en lisant les résultats de cette enquête, l'impression générale qui s'en dégage est qu'actuellement les indigènes sont sans protection dans l'exercice de leurs droits fonciers.

Il reste maintenant à savoir si les avis, exprimés par les quelques correspondants d'Etsiko, permettent d'en tirer une conclusion générale. On peut se demander dans quelle mesure ils reflètent l'opinion de tous les indigènes en cette matière. La plupart des Congolais qui ont lu cet article d'Etsiko sont d'accord pour reconnaître qu'il manque d'objectivité. Pour que les indigènes puissent donner un avis impartial sur un tel sujet, il est absolument indispensable, qu'ils soient au courant des dispositions réglementant le régime foncier congolais. Nous sommes assez sceptique, pour admettre que ceux qui ont répondu à ces questions soient au courant de la législation sur la matière. Nous ne dirons pas qu'il n'y a pas une part de vérité dans tout ce qu'ils ont répondu. Quant à nous, avant de commenter les résultats de l'enquête d'Etsiko, nous avons jugé utile d'entendre d'abord l'opinion des membres du Cercle Léopold II. Il ressort des discussions qui ont eu lieu à cette occasion que la plupart des Congolais n'ont aucune idée du régime foncier actuel. D'ailleurs, après les explications fournies par M. Delrue, Chef du Bureau au Service des A.I.M.O.<sup>511</sup>, tous ont dû reconnaître que l'indigène était suffisamment protégé et qu'il n'y avait aucune raison de craindre quoi que ce soit.

Il n'est pas admissible de laisser perdurer une telle ignorance car c'est précisément cette dernière qui engendre les erreurs ou les fausses interprétations. Dans notre prochain numéro nous publierons un aperçu sommaire du régime foncier

<sup>511</sup> A.I.M.O. = Affaires Indigènes et Main-d'Œuvre.

congolais, nous insisterons spécialement sur la protection accordée aux indigènes et essayerons dans la mesure du possible de redresser certaines erreurs contenues dans l'enquête menée par notre confrère Etsiko.

J.M. Bomboko

**2. Le problème des terres indigènes (Suite du n° 47), Mbandaka, n° 48 du 27 novembre 1954, pp. 1 et 4.**

*[Je saute le texte purement technique d'un survol de la législation en vigueur.]*

Dans notre dernier numéro, nous avons évoqué le problème des terres indigènes qui fit l'objet d'une enquête menée par notre confrère Etsiko. Aujourd'hui nous donnerons un aperçu du régime foncier tel qu'il est réglé par la législation.

**Catégorie des terres**

La législation distingue trois catégories de terres, à savoir les terres indigènes, les terres domaniales et les terres privées. Voyons maintenant ce que l'on entend par ces trois catégories.

**I. Terres Indigènes**

Qu'appelle-t-on terres indigènes?

Selon la législation, les terres indigènes sont celles que les indigènes habitent, celles qu'ils cultivent et celles qu'ils exploitent d'une manière quelconque conforme aux usages et coutumes locaux.

Il faut cependant que cette exploitation se fasse:

1. à titre privatif (si les indigènes ont d'après la coutume ou d'après la loi, le droit d'en interdire l'usage aux autres groupements);
2. à titre permanent ou périodique, une exploitation occasionnelle ne suffit pas;
3. de manière qu'elle suppose l'exploitation du sol; par exemple cueillir des fruits de palmiers, extraire de la terre, des pierres ou des minéraux.

En un mot, les terres occupées par les indigènes sont celles qui sont destinées à satisfaire leurs besoins actuels. A cela il convient d'ajouter les terres de jachère et les terres d'extension.

Les terres de jachère sont celles qui sont abandonnées momentanément, mais que les indigènes récupéreront suivant la rotation périodique des cultures et des défrichements. Elles doivent être suffisantes pour que les indigènes ne soient pas obligés d'établir des cultures sur des emplacements antérieurement cultivés avant que ces terres n'aient retrouvé leur fécondité. Les terres de jachères doivent être considérées comme terres cultivées, donc comme terres occupées.

Les terres d'extension sont celles qui ne sont pas effectivement occupées par les indigènes. Selon les instructions actuellement en vigueur, les commissaires de district sont autorisés à attribuer à chaque village une superficie de terre triple – et même davantage – avec autorisation du gouverneur général, de l'étendu occupée.

Cette disposition se justifie par l'accroissement éventuel de la population et aussi par le développement de l'activité économique des indigènes qui ne cultivent plus seulement pour leur subsistance, mais aussi pour le ravitaillement des centres et pour l'exportation.

## **II. Terres domaniales**

Ainsi dénommées parce qu'elles font partie du domaine de l'Etat, ce sont les terres qui, après enquête, sont reconnues comme n'étant pas indigènes et qui, d'autre part, ne sont pas encore données en concession à des privés. C'est cette notion qui fait le plus souvent l'objet de critique de la part des congolais et aussi celle qui est la moins bien comprise. Certains croient que cette délimitation entre terres indigènes et domaniales a été fixée une fois pour toutes et qu'en dehors des terres que les indigènes habitent, cultivent ou exploitent, ils n'ont plus d'autres droits fonciers.

Si, comme nous le dirons plus loin, cette délimitation avait été réalisée, les choses en seraient là effectivement. Mais cette délimitation n'a jamais eu lieu et il en résulte que la notion de «terres domaniales» reste fictive jusqu'au moment où ce caractère est constaté par une enquête. L'indigène étale ses droits sur des faits : habitation-culture-exploitation. L'Etat n'acquiert des droits que si l'indigène reste en défaut de prouver les siens.

La primauté des intérêts des indigènes est donc pleinement sauvegardée dans le principe. Aussi longtemps qu'une enquête n'établit pas définitivement qu'un bloc est terre domaniale, les communautés indigènes conservent le droit de se l'approprier sous une des trois formes mentionnées ci-dessus, donc d'en faire une terre indigène. On peut déjà se demander comment il pourrait être question de spoliation.

D'autres diront : «Oui, mais toutes les terres nous appartiennent». C'est ici qu'interviennent, à côté des intérêts de la population autochtone qui, répétons-le, bénéficie d'une primauté incontestée, les intérêts du pouvoir occupant. Et si ceux-ci se confondent avec les intérêts du colonat européen, indirectement mais sûrement, l'intérêt des populations indigènes y est intimement mêlé. Une économie axée sur l'agriculture seule est inconcevable. Un cultivateur ne peut pas seulement se livrer à l'agriculture pour ses propres besoins, ce qui rendrait tout progrès économique impossible, mais il doit le faire pour la consommation. Le consommateur, c'est l'ouvrier, l'artisan, l'employé, c'est-à-dire tous ceux qui prêtent leurs services à un patron qu'il soit congolais ou européen. Dans la situation actuelle des choses, il est plus souvent européen. Le colon ou la Société, s'installant au Congo, rend un circuit économique possible. Mais, pour s'installer, il faut des terres. C'est la raison pour laquelle l'Etat, après avoir pris toutes les mesures (nous les commenterons plus tard) pour que l'indigène ne soit jamais à court de terres, a estimé que celles qu'il ne pouvait pas mettre en valeur, étaient domaniales, afin de lui permettre de les distribuer à bon escient au profit du colonat.



### III. Terres privées

Ce sont des terres, indigènes ou domaniales, cédées ou concédées à des privés. Les deux cas sont possibles avec la différence que :

— si les terres sont reconnues domaniales par l'enquête, les notables ne peuvent s'opposer à leur aliénation parce que leur intérêt (chasse-pêche-coupe de bois etc.) ne peut mettre en échec l'intérêt de la Colonisation, étant bien entendu que tous ces droits seront indemnisés.

— si les terres sont reconnues indigènes par l'enquête, les notables peuvent s'opposer à leur aliénation parce que l'intérêt de leurs administrés prime ici l'intérêt de la Colonisation.

Disons quelques mots des droits qui peuvent grever une terre domaniale.

Les indigènes peuvent exercer certains droits particuliers, certaines facultés et même des tolérances sur des terres qu'ils n'occupent pas effectivement.

#### a) Droits particuliers ou droits *sui generis*

Ce sont les droits que les indigènes exercent également en général à titre privatif, d'une manière permanente ou périodique, mais qui n'impliquent pas l'appropriation exclusive du sol. (A suivre.)

### 3. Le problème des terres indigènes (Suite du n° 48), *Mbandaka*, n° 49, du 4 décembre 1954, pp. 1 et 3.

La législation reconnaît ces droits et les indigènes peuvent les faire constater et respecter.

Ces droits, les indigènes peuvent continuer à les exercer sur des terres domaniales et même sur des terres concédées à condition qu'ils aient été constatés et réservés lors de l'enquête de vacance de terre.

Ce sont par exemple; droits de pêche, droits de chasse, droits d'accès ou de passage, droit de coupe de bois de chauffage, droit de récolter des chenilles, etc.

#### b) Facultés

Ce sont des droits reconnus aux indigènes et qu'ils peuvent exercer sur les terres domaniales en vertu de la législation sur la récolte des produits végétaux, sur la pêche, la chasse, les coupes de bois.

Ce sont des droits en ce sens que les indigènes ne peuvent en être privés que par mesure d'intérêt général. Mais ils diffèrent des droits *sui generis* dans ce sens qu'on n'en peut pas interdire l'usage à des tiers.

C'est par exemple la récolte du caoutchouc ou du copal sur des terres non-occupées par les indigènes.

#### c) Tolérances

Aussi longtemps que les terres indigènes et domaniales ne sont pas limitées, l'Etat tolère le déplacement des indigènes sur les terres vacantes, chaque fois que cette tolérance leur est favorable. En pratique, ces déplacements sont contrôlés par les autorités territoriales.

Les terres vacantes deviennent par suite de cette occupation, des terres indigènes. Par contre, celles abandonnées sans esprit de retour, deviennent domaine de l'Etat.

Il faut cependant remarquer que c'est une simple tolérance qui ne constitue pas un droit.

Comment se fait la délimitation des terres indigènes et la cession des droits reconnus aux indigènes par la législation?

Selon le décret du 3 juin 1906, cette délimitation devait se faire d'une manière systématique, définitive et immédiate.

Heureusement cette disposition n'a pas été appliquée, car elle aurait sans doute amené la création de réserves dans certaines Colonies d'Afrique.

Aujourd'hui cette reconnaissance de la nature et de l'étendue des droits d'occupation et des droits *sui generis* des indigènes se fait habituellement à l'occasion des concessions des terres. Autrement dit, chaque fois qu'un particulier européen ou congolais étranger au groupement ou l'Etat a besoin d'une terre, la législation prescrit qu'il faut, avant de se l'approprier, vérifier par le moyen d'une enquête s'il s'agit d'une terre indigène ou autre.

#### **Quel est l'objet poursuivi par l'enquête de vacance de terre?**

Suivant la Loi, cet objet est double: d'abord l'enquête doit établir le caractère domanial ou indigène de la terre convoitée. Si c'est une terre domaniale, elle doit entraîner la reconnaissance des droits éventuels des indigènes; ensuite, elle doit régler la cession des droits appartenant aux indigènes. (A suivre page 3.)

La législation veut de cette manière protéger efficacement les droits des indigènes, par l'organisation d'une procédure minutieuse et contrôlée.

Il veut aussi les mettre à l'abri de l'esprit de lucre des particuliers peu scrupuleux qui tenteraient d'acquérir à vil prix, des droits fonciers.

Il veut d'un autre côté protéger les concessionnaires, car, après un certain délai, les indigènes ne peuvent plus invoquer d'autres droits que ceux constatés par le procès-verbal.

#### **Comment se fait cette enquête?**

Pour mieux saisir la procédure relative à cette enquête, il est bon de prendre un cas comme exemple, M. Jean, colon nouvellement arrivé dans la région, a besoin d'une terre pour s'installer et commencer une activité. Comment va-t-il s'y prendre?

D'abord, M. Jean commencera par prospecter la région où il désire s'établir. S'il découvre un bloc de terrain qui répond par la situation et par la composition du sol à l'usage auquel il le destine, il le délimite bien visiblement et en dresse la carte qu'il joindra à sa demande envoyée à l'autorité compétente. C'est le commissaire de district qui décide s'il y a lieu de donner suite à cette demande de terre et de procéder à l'enquête de vacance de terre. Il faut remarquer que cette enquête est obligatoire chaque fois qu'il faut accorder une concession.

Elle est effectuée par l'administrateur ou par un autre agent du service territorial spécialement désigné à cet effet et parfaitement au courant des questions indigènes.

L'enquêteur convoque sur place, chefs, notables et indigènes intéressés. Ils parcourent ensemble le terrain et ensuite commence l'interrogatoire des chefs et des indigènes, relatif aux droits qu'ils peuvent revendiquer sur le terrain en question. L'autorité, chargée de l'enquête, dresse procès-verbal des opérations et en donne connaissance aux indigènes et chefs convoqués. Elle avertit en même temps les indigènes qu'ils peuvent adresser des réclamations à l'autorité supérieure, s'ils ne sont pas d'accord avec les résultats de son enquête.

Sous peine de nullité, le procès-verbal doit mentionner que toutes les formalités ont été respectées. Il doit contenir certains renseignements de nature à éclairer les autorités supérieures: situation démographique, superficie des terres déjà aliénées et de celles qui sont encore disponibles, etc.

Le dossier ainsi établi est transmis au commissaire de district pour examen. Celui-ci, s'il n'est pas satisfait du procès-verbal, peut le corriger ou éventuellement ordonner une nouvelle enquête. S'il l'approuve, il transmet le dossier au magistrat du Parquet, qui l'examine au point de vue des droits des indigènes. S'il n'y voit aucune objection, il marque son approbation. S'il a des observations à faire, il les fait parvenir au commissaire de district.

Celui-ci peut, ou bien marquer son accord aux observations du magistrat et éventuellement ordonner une nouvelle enquête sur les points litigieux ou bien ne pas partager l'avis du Parquet.

Dans ce dernier cas, le gouverneur, après examen par ses services (Agriculture, Terres et Affaires Indigènes) prend la décision, d'accord avec le procureur du roi. Il peut éventuellement ordonner à son tour une nouvelle enquête.

Si le désaccord subsiste, cela équivaut [*à cet endroit, le texte est interrompu dans la copie*].

#### **4. Le problème des terres indigènes (Suite du n° 49), Mbandaka, n° 50 du 11 décembre 1954, pp. 1 et 3.**

Précédemment, nous avons passé en revue les principes de base qui régissent le régime foncier congolais. Nous avons, chaque fois, essayé dans la mesure du possible de faire ressortir les principales dispositions destinées à protéger les droits des indigènes sur les terres qu'ils occupent.

Avant de terminer, il est bon que nous parlions d'autres mesures qui sont destinées à garantir le développement actuel et futur des communautés indigènes. Il s'agit en l'occurrence de l'enquête de saturation des terres et de la création des Paysannats dans les milieux ruraux.

##### **Enquête de saturation des terres**

Selon les correspondants d'Etsiko, les congolais ont peur de voir toutes les bonnes terres attribuées à des européens. Cette crainte est-elle justifiée? Elle ne

l'est pas du tout. Dans les questions foncières, le gouvernement accorde toujours la priorité aux intérêts des autochtones et ne peut passer outre que lorsqu'un intérêt supérieur l'impose. Il ne peut pas permettre que les besoins de la colonisation puissent constituer une entrave sérieuse à l'épanouissement des communautés indigènes.

Ainsi, avant même que les correspondants d'Etsiko aient soulevés la question, des mesures avaient déjà été prises pour que les congolais ne se trouvent pas à court de terres. L'une de ces mesures est l'enquête de saturation.

### **En quoi consiste cette enquête?**

Comme nous l'avons fait déjà remarquer, l'enquête de vacance de terre est menée habituellement à l'occasion d'une demande particulière de concession. Mais préventivement et indépendamment de celle-ci, les autorités administratives en ont prescrit une autre destinée à connaître l'état de saturation au point de vue de l'occupation des terres. Il s'agit en somme de faire l'inventaire des terres disponibles dans une région déterminée et de voir si elles sont suffisantes pour satisfaire les besoins actuelles et futurs des indigènes.

Comment se fait cette enquête? Il arrive que, pour des raisons géographiques (proximité d'un grand centre, d'une grande voie de communication, etc...) ou autres, on demande plus de terres dans une région que dans une autre. Des régions particulièrement encombrées et menacées de saturation sont signalées par l'administrateur de territoire au gouverneur de province. Ces régions peuvent être une chefferie, un secteur, un clan ou même un village.

Le gouverneur de province prescrit l'enquête de saturation pour ces régions menacées. Cette enquête aura pour objet de déterminer les disponibilités et les besoins en terres de l'unité foncière considérée.

Pour ce faire, on détermine d'abord les besoins actuels et futurs des indigènes (terres actuellement occupées, terres de jachères et terres d'extension) en tenant compte de la situation démographique.

Généralement, on admet que les besoins en terres de cultures y compris les jachères et les terres d'extension sont par famille (au sens strict) de l'ordre:

a) Cuvette centrale et sa périphérie

Terrains sablonneux.

1- régions forestières: 15 ha.

2- régions de savane: 12 ha.

Terrains argilo-sablonneux argileux.

1- régions forestières: 11 ha.

2- régions de savane: 9 ha.

b) Régions montagneuses de l'Est: 5 ha

Ensuite, on calcule la superficie des terres indisponibles, c'est-à-dire celle qui font l'objet d'un droit privé et appartenant soit au domaine public de l'Etat (routes etc.), soit à des particuliers, et celles qui sont impropres aux cultures.

Pour savoir si la région est saturée, on soustrait de la superficie totale, la somme des terres indispensables aux besoins indigènes actuels et futurs et des terres indisponibles.

Cette enquête peut amener à cette constatation, que les indigènes n'ont plus assez de terres ou n'en ont que juste assez pour subsister. Dans ce cas, on n'accordera plus de concessions dans cette région, sauf celles qui sont justifiées par une raison d'intérêt public ou celles qui ne porteraient aucun préjudice aux indigènes parce que se situant dans une partie inexploitée et inexploitable par eux, de leur domaine (exemple: concession d'une carrière dans un banc rocheux inculte). Elle peut révéler que les habitants disposent d'un excédent. Celui-ci est donc disponible et peut faire l'objet de concessions éventuelles.

Cette enquête est menée par un agent du service territorial assisté d'un agronome.

### **Paysannats indigènes**

La création des paysannats indigènes suppose une occupation intensive des terres disponibles par les paysans congolais. Il faut noter qu'ils sont établis sur les meilleures terres de l'endroit et facilement accessibles.

Il est vrai que ces terres sont des terres indigènes et, à ce titre, exclues de toutes les demandes éventuelles de concessions. Dans ces paysannats, chaque individu dispose en principe d'une superficie de 9 ha, qu'il peut cultiver indéfiniment suivant un système de rotation rationnelle. Ceci constitue un pas vers l'appropriation exclusive et individuelle du sol.

La crainte de voir toutes les terres occupées par les européens n'est donc pas justifiée. Nous devons au contraire reconnaître que les mesures qui sont prises actuellement sont suffisantes pour assurer le développement de la prospérité des communautés indigènes.

Dans notre prochain numéro, nous vous ferons connaître nos conclusions.

### **5. Le problème des terres indigènes (Suite du n° 50 et fin), Mbandaka, n° 51 du 18 décembre 1954, pp. 1 et 3.**

Que faut-il en conclure?

Nous venons de parcourir l'ensemble de la législation foncière de la Colonie. Maintenant que nous sommes au terme de notre exposé, nous devons répondre à certaines questions soulevées par notre confrère *Etsiko*.

En premier lieu, toutes les terres ont-elles un propriétaire? Personne n'a jamais dit le contraire et le droit coutumier règle bien le régime foncier indigène avec précision et clarté. D'ailleurs, c'est souvent sur base de l'organisation que les limites de la plupart des circonscriptions indigènes ont été fixées.

D'aucuns prétendent que l'Etat méconnaît le droit de propriété, puisqu'il s'approprie des terres inoccupées, sous la forme de terres vacantes.

En somme, il s'agit de concilier les besoins de la Colonisation avec ceux des populations indigènes. En ce domaine nous avons montré que la politique du

gouvernement est claire et sans équivoque: la primauté des intérêts des communautés indigènes.

Mais l'Etat dont la mission ici au Congo est essentiellement civilisatrice, doit veiller également au développement de ce pays. Il faut reconnaître que celui-ci ne peut se développer que par une mise en valeur effective et rationnelle de notre patrimoine foncier. C'est pourquoi l'Etat donne à ces colons, qui désirent les mettre en valeur, les terres que les indigènes ont en trop.

Il faut également reconnaître que cette mise en valeur constitue une source de nombreux bienfaits pour les habitants de la région intéressée. Dans le cadre de ce petit article, je ne saurai vous énumérer les nombreux avantages qu'ils entrent. Citons, à titre d'exemple, les soins médicaux gratuits aux indigènes, des écoles pour leurs enfants, des routes où ils peuvent circuler librement. Il y a des régions qui ont dû leur rapide développement uniquement à l'installation d'une société ou d'un colon.

Comme on le voit cette mise en valeur est une question primordiale pour assurer l'avancement de ce pays. Il n'est que juste que l'Etat puisse garder le contrôle de l'utilisation de nos biens fonciers.

Est-il exact que l'Etat s'approprie les prix des terres qui sont cédées aux blancs et ne paie aux indigènes qu'une indemnité pour la perte des fruits qu'ils en récoltaient?

Ici aussi on va un peu trop loin. Avant tout, demandons-nous qui est l'Etat. Car il semble que l'on veuille opposer l'Etat aux indigènes, comme il s'agissait de deux particuliers.

L'Etat, c'est vous qui me lisez; c'est moi, c'est lui; en résumé c'est tout l'ensemble des citoyens. Le revenu qu'il tire de notre patrimoine foncier est destiné à la réalisation de son but qui est le «Bien Commun» ou le «Bien-être» de l'ensemble de tous les citoyens. Des dispositions sont prises pour assurer le paiement des droits que les indigènes perdent à l'occasion d'une concession. Comme nous l'avons déjà démontré, l'enquête de vacance de terre est entourée des garanties sérieuses pour les respects des droits indigènes. Il n'est dès lors pas exact d'affirmer que l'Etat s'approprie des terres, non occupées par les indigènes, par la force ou par la ruse.

Qui est le véritable propriétaire des terres? Est-ce le chef nommé ou désigné par l'Administration ou celui que désigne la coutume?

Ici encore il n'y a pas matière à discussion. Le Gouvernement a consacré depuis longtemps le respect des coutumes indigènes; il est évident que le gérant du patrimoine terrien est celui que la coutume désigne comme tel. D'ailleurs lors de l'enquête de vacance, l'autorité s'informe toujours auprès du chef pour savoir s'il connaît le véritable propriétaire du terrain demandé.

Enfin, est-ce que les indigènes qui peuvent s'établir comme colon ont également l'obligation de demander une concession ou d'acheter de la terre?

Il faut avant tout voir si l'indigène en question fait partie ou pas du clan propriétaire des terres. Dans le premier cas, il n'a pas besoin d'adresser une demande

de concession ou d'acheter la terre dont il a besoin pour ses activités; l'autorisation du patriarche suffit.

Dans le second cas, l'indigène est considéré comme étranger et, pour s'y installer, il doit adresser une demande de concession, tout comme les Européens. Il y a cependant lieu de noter que, suivant la législation actuelle, l'autorisation de l'autorité coutumière suffit pour l'occupation précaire des petites étendues de terrain.

Nous devons admettre que le problème des terres indigènes est très complexe, car il varie de région en région, suivant l'organisation traditionnelle envisagée. En guise de conclusion, nous ne pouvons que reconnaître que le gouvernement fait passer les intérêts des indigènes en premier lieu, que la mise en valeur de notre pays ne peut se réaliser sans participation de notre part sous la forme d'un abandon des terres que nous avons en trop et qu'il n'y a aucune raison de craindre que les indigènes soient à court des terres.

Le problème a été mal posé, car il ne fallait pas opposer la législation écrite à la coutume; comme dans bien de cas, celle-ci doit céder le pas à la première, lorsque l'intérêt commun s'impose.

J.M. Bomboko





ANNEXE IV  
CORRESPONDANCES PARUES DANS *LOKOLE LOKISO*.  
TRADUCTION FRANCAISE



Fig. 15. — Entête du bi-mensuel *Lokole Lokiso*.

### Règles d'édition

Voir le contexte de cette correspondance entre lecteurs de *Lokole Lokiso* dans l'Introduction. Le texte original en *lomóngó* n'est pas reproduit ici. Le texte en traduction n'a pas pu suivre la division en paragraphes de l'original.

Dans la traduction française nous avons suivi l'ordre suivant:

- Un numéro d'ordre selon l'ordre chronologique de la parution;
- Le titre original en *lomóngó* avec traduction entre crochets;
- L'auteur;
- La référence complète de l'article;
- Une note d'identification de l'auteur à la première mention ou référence à une note biographique antérieure;
- Le texte même;
- Des notes infrapaginales.

Les mots ou phrases en italiques ou en majuscules dans l'original sont rendus comme tel dans la traduction.

Les mots en *lomóngó* repris dans la traduction sont reproduits en italiques.

**1. Empote Jean Pierre te** [Empote Jean communique ce qui suit], Empote Jean-Pierre, *Lokole* 1 janvier 1955, n° 1, p. 7.

Identification du correspondant: *Jean Pierre Empote était enseignant à la mission de Wafanya sur la Momboyo (et à Coquilhatville?). On le connaît de ses multiples articles en lomóngó dans Lokole Lokiso entre 1955 et 1959.*

Ici chez nous, nous avons vécu l'événement suivant pendant la saison des chenilles. Un garçon de 14 ans, répondant au nom de Wanga Albert, était allé ramasser des chenilles derrière la maison d'un homme appelé Bonkole Jacques. Il y trouva un anneau de cuivre sous un arbre. C'était une bête qui l'avait déterrée. Il se disait: «Il ne convient pas que je le prenne, car il est peut-être destiné aux morts». Cet endroit était éloigné du village de cinquante mètres. Albert sortit de la forêt, mais n'ayant pas trouvé son père, il raconta l'histoire à une femme. Celle-ci alla en informer le propriétaire de l'endroit où l'anneau avait été trouvé. Ils partirent avec Albert à cet endroit. Ils creusèrent et en trouvèrent encore 56 et 2 autres, ensemble 58. Ils les amenèrent à la maison. Le propriétaire déclara que c'étaient ses anneaux qu'il avait gardés dans la forêt. Le père d'Albert arriva et dit: «Donnez-moi les anneaux de cuivre de mon fils». Mais l'autre ne céda pas. Un procès fut initié. Chacun fit sa déposition. On dit ceci au propriétaire de l'endroit: «Ce n'est pas ton argent. Sinon, pourquoi n'étais-tu pas capable d'apurer ta dette? Tu es à court d'argent. D'où viennent alors ces anneaux de cuivre?». Mais il ne voulut pas donner ces anneaux au père du garçon. Jusqu'à présent la palabre continue. Mes amis, instruisez vos enfants qu'en pareils cas, même si le père est allé très loin, on doit l'attendre, car nous avons beaucoup réprimandé cet enfant qui n'a pas attendu son père.

Empɔtɛ J. Pierre à Wafanya

**2. Ofaontombela ikami'a bolo. Likambo** [Vous ne pouvez pas me ravir par la force ce qui m'appartient. Un litige], Anonyme, *Lokole* 1 janvier 1955, n° 1, p. 7.

Toi qui t'incites à minimiser la tradition de ta culture! Regarde comment chaque réalité comporte son histoire. Comprends-tu cet exemple? A l'époque actuelle, certaines personnes pensent qu'elles peuvent ravir aux autres leurs biens par roublardise, soit parce qu'elles ont étudié et qu'elles parlent le français, soit parce qu'elles travaillent chez Untel ou tel autre Blanc, ou pour l'Etat lui-même. Si elles veulent ravir quelque chose à quelqu'un, elles le calomnient de faire ceci ou cela, on l'accuse de tous les maux. Il n'en est pas question, car les ancêtres disent ceci: «Vous ne pouvez pas me ravir par ruse ce qui m'appartient». Comme nous voulons améliorer notre façon de vivre, éduquons nos enfants à un comportement dans la vraie civilisation. Cessons nous-mêmes avec la roublardise et l'imposture. Chacun a ses biens. Qu'il soit Batswa ou Booto<sup>512</sup>, chaque chose appartient à un Batswa ou à un Booto. Qu'il soit riche ou pauvre, une chose appartient à un riche ou à un pauvre. L'Etat a-t-il promulgué une loi pour prendre les biens d'autrui? Ici même à Coq, certaines personnes aiment entreprendre des manœuvres dilatoires pour ravir les biens d'autrui. Même des juges Nkundó-Móngo<sup>513</sup>, qui connaissent bien notre langue et ses proverbes,

<sup>512</sup> Deux peuples vivant dans la même région, les batswa étant soumis aux baoto.

<sup>513</sup> Sur la double appellation ethnique Nkundó-Móngo: voir Introduction.

sont complices de comportements pareils pour s'attirer une faveur, ou conserver leur position, ou par peur d'être destitués. Les vieux de ce genre ne méritent pas de respect de la part de leurs semblables ni de leurs cadets. J'en connais un qui avait menti devant un Blanc, un qui à la maison se reniait et désavouait nos ancêtres... et c'était un vrai Móngo. Voilà des gens qui vont valoir à notre Congo le qualificatif pertinent de triste pays. Vous, lecteur, lisez un peu la palabre suivante et donnez-nous votre point de vue.

**3. Ambya** [Ceszez], Anonyme, *Lokole* 15 janvier 1955, n° 2, p. 7<sup>514</sup>.

Ceszez!

Si le père n'a pas abattu de forêt pour faire un champ, son enfant n'aura pas de jachère en héritage<sup>515</sup>! Comment donc un rat<sup>516</sup> peut-il dominer le propriétaire de la clôture de chasse<sup>517</sup>. Nous ne sortirons du village que si le partage est équitable. Oh Malin! Fais attention de tromper un rusé<sup>518</sup>! Allons-y!

**4. Bonkanda ele Lokole** [Lettre à Lokole], Itsékutu Yoba, *Lokole* 15 janvier 1955, n° 2, p. 7.

Identification du correspondant: *le nom Itsékutu a toute l'apparence d'un sobriquet. Le mot est décrit dans D., p. 874, comme «Jeune homme vaillant, ne craignant pas l'effort du travail ou de la lutte; courageux». Le prénom Yoba n'est autre que Job le pauvre de l'Ancien Testament ayant été dépouillé de tous ses avoirs par ses ennemis. On pourrait traduire ainsi son nom par «Job, le courageux». Le village d'où il écrit, Bokala, est un nom relativement fréquent dans la région. Il y a un hameau Bokala tout près de la mission de Bamanya.*

Bokala, le 18-1-1955

Chers amis,

Un problème me tracasse, et j'espère trouver une solution auprès de vous à travers votre réponse à la présente lettre. Notre administrateur de territoire a envoyé des scieurs de l'Etat pour se procurer des planches. A son arrivée chez nous, il nous rassembla et fixa les limites entre les scieurs et nous. Il donna une partie

<sup>514</sup> Ce bref texte semble une composition de trois proverbes dont deux ont été identifiés dans les *Proverbes*.

<sup>515</sup> *Ise ntakota ngonda bona afoat'osako. Proverbes 1229, et similaire 1228, appliqué à la clôture de chasse. C'est le proverbe statuant la règle du droit foncier. L'expression est toujours citée dans le contexte de la propriété foncière.*

<sup>516</sup> *Botómba*, D., p. 339: rat de Gambie [*Cricetomys dissimilis* Rochebr]. Souvent utilisé dans les proverbes ou dictions. Le dicton exprime l'absurdité de l'inversion des valeurs dans l'ordre colonial où l'étranger s'est fait propriétaire (et dominateur) des propriétés autochtones. La comparaison des Blancs à un rat se trouve encore dans d'autres textes hostiles aux Blancs. Voir Vinck 2004.

<sup>517</sup> *Seki nde botomba afinda bomongo lokombo*. Pas dans *Proverbes*.

<sup>518</sup> Dans le texte: *Elangangala o! Oalak'ofoy'ofomb'elangi. Proverbes 809: Elángángálá áfomba elángi*, traduit comme: «Un rusé trompe un malin».

de notre forêt aux scieurs pour procéder au découpage des planches, avec interdiction formelle d'aller dans la partie accordée aux autochtones. Il nous ordonna de ne pas empêcher les scieurs de travailler dans la partie qui leur est octroyée. Nous acceptâmes cet accord et primes congé de l'administrateur. Et les scieurs commencèrent leur travail. Voici que tout récemment, les scieurs ont commencé à franchir la limite tracée par le Blanc lui-même pour se mettre à couper anarchiquement des arbres de notre côté. J'ai vainement tenté de les empêcher. Ils ont déclaré avoir été envoyés par l'Etat et qu'à ce titre, si je continuais à les empêcher, ils iraient se plaindre chez le Blanc de leur choix. Je vous demande alors que faire avec ces gens? Merci et salutations cordiales de la part de votre ami angoissé,  
Itsekutu Yoba

**5. Olangema Itsekutu Yoba** [Cher Itsekutu Yoba], Lokole, *Lokole* 15 janvier 1955, n° 2, p. 7.

Cher Itsekutu Yoba,

Lokole vous remercie beaucoup de cette lettre et compatit, après lecture, à toutes vos souffrances. Avant de vous répondre, il vous demande de lui donner les dimensions de ces bornages tracés par le Blanc. C'est-à-dire, de lui préciser à quel niveau se situait la limite: à l'arbre untel ou un tel autre, ou à un ruisseau déterminé. N'oubliez pas que vous travaillez au village avec des vieux, des camarades qui ont établi ces bornes avec les scieurs. Demandez-leur ce qu'ils pensent et communiquez-le nous. Salutations et consolation de Lokole

**6. Bakambo. Baninga balangema** [Palabres. Chers amis]<sup>519</sup>, Ntsifimanaka Kamili, *Lokole* 15 janvier 1955, n° 2, p. 7<sup>520</sup>.

Identification du correspondant: *Kamili (Camille) Ntsifimanaka*: est-ce le nom propre d'une personne ou un sobriquet? Le mot *ntsifimanaka* a une signification évidente: n-tsi-fo-im-an-aka à traduire par «Je ne vais jamais m'en aller», parfaite allusion au refus de se laisser chasser de sa propre terre par un arrêté de justice. Le mot est utilisé dans sa signification ordinaire dans le titre de l'article d'Iseseke du 1<sup>er</sup> avril 1956, n° 7, p. 2: Ntsifimanaka la Etsikafaka baata lobi o ngwanga: «Celui qui ne décampe jamais, celui qui ne partage jamais». En guise de signature il y ajoute encore à son nom l'extension: Oyesese, l'errant. Il se présente comme originaire d'Elinga. Il est difficile de localiser l'endroit car le mot indique aussi un groupe de pêcheurs en général et peut indiquer une fraction d'un village riverain composé de pêcheurs.

<sup>519</sup> L'affaire évoquée ci-dessous ressemble fort à celle de Lokondo versus H.C.B. Vu le style et l'exposé systématique des arguments légaux, je pense que le texte est de la main d'Hulstaert même et que ce nom hautement symbolique de Ntsifimanaka est un sobriquet.

<sup>520</sup> La lettre est datée du 27 janvier 1955, mais parut dans le numéro de *Lokole Lokiso* daté du 15 janvier. D'autres lettres dans ce numéro sont également datées après la date de parution.

Elinga, 27 janvier 1955

Actuellement, j'erre dans la rue, je n'ai plus de logement pour moi, ma femme et mes enfants. J'ai un procès avec une Compagnie à cause du domaine que m'ont légué mes ancêtres. Elle déclare avoir acheté ce domaine auprès des habitants du village. Moi, je n'ai pas été d'accord, car je ne suis pas au courant de ce marché. Lorsque les villageois sont allés aliéner les terres, notre famille ne s'y est pas présentée. Après signature, les terres des gens qui ont conclu le contrat avec la compagnie ont été bornées. Ma forêt n'a pas été bornée. Ce n'est que dernièrement, en 1953, que la Compagnie a borné notre forêt. J'en ai été fort surpris. J'ai été me plaindre à Mbandaka, mais on m'a conseillé de retourner au village. Je vaquais paisiblement à mes occupations lorsque la Compagnie m'a accusé chez l'administrateur du territoire, lequel m'infligea des coups de chicottes pour que je déguerpisse de ce domaine en faveur de la Compagnie. On me jeta en prison, mais je ne désarmai pas, car je n'y comprenais rien. Partout où j'ai été me plaindre, au district comme au Parquet, tous sont unanimes: le domaine appartient désormais à la Compagnie, car les documents sont établis à l'Etat en son nom et, par conséquent, je dois évacuer les lieux avec toute ma famille. Me voici devenu errant, ne sachant que faire ni où aller. Moi, je suis né ici. Mon père m'a légué ce domaine, où j'ai cultivé les champs depuis mon enfance. La Compagnie ne m'a jamais dédommagé. Je ne suis pas lettré pour connaître le contrat qu'a conclu la Compagnie. Notre famille n'a pas été partie prenante de ce contrat. Alors on me chasse de mon domaine pour que j'aille où? Quelle infraction ai-je commise? On m'a exproprié sur base d'un contrat signé par la Compagnie? Je n'y comprends rien et aucune juridiction ne m'a donné raison. Toute la famille que mon père m'a transmise, est en train d'errer avec moi, et je vous demande ce que je dois faire, où je dois aller? Où trouverai-je un autre domaine? Que faire avec tous ces produits des champs et de l'élevage, fruits de durs labeurs endurés par mes enfants et par moi-même? Comment vais-je nourrir mes enfants? J'attends impatiemment votre réponse ainsi que votre conseil. Merci beaucoup.

L'errant: Ntsifimanaka, Kamili

**7. Ele Lokole** [A Lokole], Ntsifimanaka K., *Lokole* 1 février 1955, n° 3, p. 8.

A Lokole

Votre réponse m'a apaisé<sup>521</sup>. Mais il me faut vous donner un complément d'explication lorsque vous dites qu'il faut éclairer les lecteurs au sujet des droits fonciers du côté paternel et du côté maternel. Tout cela peut être vrai, car j'ai moi-même oublié que mon père est considéré comme issu du côté maternel. Voici comment je l'explicite aux lecteurs. On me considère comme issu du côté

<sup>521</sup> Il n'est pas connu de réponse avant le 15 février. Y a-t-il eu une réponse privée qui a été publiée dans *Lokole* quinze jours plus tard? La datation des numéros de *Lokole* est sujet à caution.

maternel, parce que mon père est venu s'installer dans le village de sa mère où vivaient son grand-père et son oncle maternel<sup>522</sup>. Il y épousa ma mère et ils nous y mirent au monde. Des descendants de mon grand-père et de mon oncle maternel, seuls nous survivons. Et nous n'avons jamais vu un autre groupe qui était leur voisin. Ainsi, les lecteurs comprendront mon droit à l'héritage maternel. Beaucoup de salutations.

Ntsifimanaka

**8. Bakambo. Ntsifimanaka** [Palabres. Ntsifimanaka], Lokole, *Lokole* 15 février 1955, n° 4, p. 5.

Nous avons reçu votre information, mais il s'est passé un temps pour vérifier comment ces juges vous ont donné tort et la régularité du procès pour y porter correction. Nous voici revenus et voici la réponse dans *Lokole* à votre attention.

1. Vous savez que l'Etat nous a ravi toutes nos forêts, qu'il en est l'unique propriétaire et qu'il en distribue à quiconque lui en fait requête. Si quelqu'un dit à l'Etat le nom de la forêt qu'il désire, l'Etat enregistre que désormais une telle forêt appartient à un tel Monsieur. Dès cet instant, vous quittez l'endroit, car, même si le requérant a menti, l'Etat ne s'occupe pas de ses mensonges et ne se donne pas la peine d'aller vérifier ou visiter cette forêt. Il va se fier au rapport de bornage de celui qui le lui a présenté. La Compagnie ayant déclaré à l'Etat que la forêt lui appartient, vous n'avez plus rien à dire, car c'est lui qui est allé au Bureau déclarer être propriétaire de la forêt.

2. Avant de céder à la Compagnie la forêt que vous réclamez, on a donné l'information sur la législation en la matière pour que tout le monde en soit au courant. C'est alors que vous auriez pu prévenir l'Etat pour que votre forêt soit sauvegardée. Vous venez plus de 20 ans après pour réclamer, pourquoi ce retard? Nous voyons que vous avez pourvuivi les sangliers sur les queues<sup>523</sup> et n'oubliez pas que la poule qui fait du tapage sera attrapée par un animal.

3. Lorsque les Blancs achètent les terres à l'Etat, ils ne le font pas en cachette. Pourquoi dites-vous que vous n'étiez pas au courant? N'avez-vous pas causé avec les gens de votre hameau à leur retour? Quel pêcheur qui ignore l'aurore!

4. Vous dites que vous y êtes né et que vous y avez cultivé des champs. Mais sachez qu'en 1931<sup>524</sup>, un Agent de l'Etat et un géomètre ont prospecté cette

<sup>522</sup> Cette distinction s'avère essentielle en matière de propriété foncière et reviendra dans de multiples palabres documentées dans ce dossier. Voir Introduction.

<sup>523</sup> *Proverbes* 4043: *Ñākímáká nsombo beləmbó*. On ne poursuit pas un sanglier derrière sa queue. Signification: Ceux qui viennent trop tard ne trouvent plus ce qu'ils cherchent.

<sup>524</sup> Ce paragraphe est une citation presque littérale d'une partie de la lettre d'Elenga à Lokondo du 16 février 1955 (ArAeq., Boîte 97, f. 11, p. 387; Mf. 3/35), écrite au nom d'Hulstaert pour s'informer sur la situation exacte sur place. Elenga ira lui-même enquêter à Bofalamboka chez Lokondo et fera son rapport précis à Hulstaert le 7-5-1955 (ArAeq., Boîte 97, f. 11, p. 384; Mf. 3/35). Ces informations lui serviront pour ses interventions auprès des autorités à Coquilhatville.

terre sus-évoquée et ils ne vous ont jamais vu. Ils n'ont jamais trouvé vos champs et ils n'ont trouvé que deux champs appartenant à de tierces personnes. Les propriétaires de ces champs ont autorisé la Compagnie à occuper ces terres une fois la récolte du manioc terminée. Où étiez-vous alors? La terre qui vous appartient, c'est celle qui est mise en valeur ou une jachère, mais la forêt vierge appartient plus à l'Etat qu'à vous. A cause de ce qui précède, vous n'avez pas gagné le procès. Lorsque vous dites que vous êtes toujours dans la rue, est-ce que l'Etat vous a délogé de là où vous habitiez avec les autres? Habitez-vous dans un champ ou dans un village? L'Etat a exproprié la forêt dont vous prétendez qu'elle vous a appartenu alors qu'il n'en était pas ainsi; vous habitez toujours à l'endroit habituel avec maisons et bananeraie comme tous vos congénères. Vous nous avez informé que certains de vos amis ont vendu leurs terres et il s'avère qu'à cette occasion ils ont vendu la vôtre à la Compagnie, voilà un procès que vous pouvez intenter contre eux chez le Chef, pour qu'ils vous rendent une partie, car, même traditionnellement, c'est du vol. Mais quant à poursuivre la Compagnie, nous devons vous dire de laisser, car si vous perdez encore le procès, vous allez vous ruiner par des amendes faramineuses. Il convient que vous suiviez ce conseil en assimilant tout ce qui est écrit ici<sup>525</sup>.

Lokole

**9. Likambo ja Ntsifimanaka litsingi ng'akɔ nd'étoo la jomoto** [La palabre de Ntsifimanaka s'explique encore par les concepts d'*étoo* et *jómoto*], Lokole, *Lokole* 15-2-1955, n° 4, p. 5.

Victoire avec la loi, perte avec la loi.

Etre sauvé par le juge n'est possible que lorsque le créancier te sauve [en te remettant la dette]<sup>526</sup>.

L'affaire de Ntsifimanaka se situe également au niveau de la lignée masculine ou féminine. Nous sommes fort étonnés de ton information et nous cherchons les voies et moyens pour trouver une solution à ton affaire. Nous sommes en possession de ton plaidoyer et de tes jérémiades. C'est là ton opinion. Cependant, nous apprenons par oui-dire que les autochtones t'ont ravi la terre et l'ont vendue parce que tu travailles dans ton clan maternel. Mais nous ignorons jusqu'ici la position que tu occupes dans ce clan. Avant de te donner une réponse satisfaisante, nous te signalons que nous avons fait part de ton affaire à tous nos lecteurs afin qu'ils

<sup>525</sup> Lokondo poursuivra encore son action et interjette appel le 15 avril; mais finalement, il écoute le conseil de Lokole et renonce.

<sup>526</sup> Le proverbe se trouve en exergue de l'article. *Elonga l'osise! Ekwa l'osise! Mbiki la nkonga nk'omongo likambo aokotsika*. La première partie de ce texte est proche de *Proverbes* 835: *Elónka la bosisé, ekwa la bosisé*. Proverbe judiciaire. Signification: «C'est une règle de droit». La deuxième partie s'aligne sur *Proverbes* 1634. *Mbíki la nkónka ô bomóngó nyongo áokobíkyá*. Proverbe judiciaire. Signification: «Ne va donc pas te vanter que tu as gagné ton procès à cause de l'intervention d'un juge ami».

puissent nous donner des éclaircissements relatifs au pouvoir de la lignée féminine et masculine. Ils vont nous dire également un mot sur tout ce qui est de la lignée féminine, parce que beaucoup d'étrangers et certaines gens disent qu'un enfant, membre de la lignée féminine, est considéré comme un esclave et n'a aucun pouvoir dans la famille maternelle. Nous n'irons pas te condamner dans cette affaire sans l'avis de nos lecteurs<sup>527</sup>. Lorsqu'un de nos lecteurs nous donnera des éclaircissements sur la lignée féminine ou la lignée masculine, nous nous rangerons derrière cet avis afin de ne pas négliger les arguments de base au profit des éléments accessoires. Bois un peu d'eau [Apaïse-toi].

Reçois nos salutations

Lokole

**10. Nkalo. Baninga balangema** [Chers amis], Itsekutu Yoba, *Lokole* 15 février 1955, n° 4, p. 5.

Bien-aimés,

J'ai lu les réponses à mes questions (dans *Lokole* n° 2, p. 7) et je vous remercie infiniment. Veuillez jeter un coup d'œil sur les limites que l'administrateur du territoire a fixées à notre intention. Pour marquer les bornes, il a écorché certains arbres. Voici ces arbres: l'arbre bofambu [*macaranga* *coeruleum*], l'arbre boango [*chrysophyllum* *lanceolatum*], l'arbre bokungu [*peperomia* *africana*], l'arbre lileko [*paachyasma* *tessmannii*] jusqu'à la jachère; de l'autre côté jusqu'aux endroits de rouissage du manioc de nos femmes. J'avais réuni tous les membres du village pour leur faire part de tout ce que vous m'aviez dit, mais ils m'ont conseillé de ne pas nous étendre sur les détails dans cette affaire de la scierie. Car ils travaillent pour le compte de l'administrateur du territoire. Comme nous travaillons au village, nous avons décidé de geler cette affaire de la scierie, de peur de comparaître devant le tribunal. Il serait bon d'oublier l'affaire de la scierie. Veuillez jeter un coup d'œil sur cette lettre relative à notre prochain rendez-vous pour entendre mes lamentations concernant les bornes. Sachez, cependant, que je ne suis pas content parce que mes frères ont refusé de se ranger derrière mon avis.

Recevez mes salutations.

**11. Nkalo. Yoba elangema** [Cher Yoba], Lokole, *Lokole* 15 février 1955, n° 4, p. 5.

Bien-aimé Yoba,

Nous avons reçu ta lettre concernant les bornes et autres circonstances. Nous te remercions infiniment. Tu sais, toi-même, qu'à part les champs et les jachères,

<sup>527</sup> L'appel du rédacteur a eu peu de succès. Il ne m'est connu qu'une seule réaction: *Lokole* 1 mars 1955: 4.



les forêts ainsi que tous les arbres appartiennent à l'Etat. Personne ne peut se hasarder à couper un arbre sans la permission de l'Etat. Après que l'administrateur du territoire a tracé les limites, les scieurs les ont franchies et ont coupé les arbres sans la permission de celui qui avait tracé les limites. Ils ont eu l'audace de couper ces arbres et c'est la raison pour laquelle ils sont fautifs devant l'Etat bien qu'ils soient ses travailleurs. Ils ont fait preuve d'un comportement qui n'est pas prévu par la loi. Si les membres du village n'avaient pas eu peur, ils auraient gagné le procès devant l'Etat, car celui-ci n'est pas partial. En outre, nous ne voyons aucun élément qui puisse leur faire perdre le procès. Nous n'avons rien à ajouter puisqu'ils ont eux-mêmes négligé cette affaire. Le propriétaire du cadavre va boire de l'eau, les étrangers vont chiper des cannes à sucre<sup>528</sup>. Ils se sont désintéressés de cette affaire. Que faire?

Lokole

**12. Ol'etoo k'ole jomoto** [tu es *etoo* et tu es *jomoto*], Isefe Samuel, 35 Av. Ekota, Coq, Lokole 1 mars, n° 5, p. 4.

Identification du correspondant: *Isefe se présente comme étant originaire du village Bongili dans le territoire d'Ingende. Voir la réplique d'Augustin Elenga à cette lettre dans Lokole Lokiso du 1<sup>er</sup> juin 1955, p. 6.*

Dans son numéro quatre, *Lokole Lokiso* nous disait que le problème de Ntsifimanaka pouvait être éclairci par le concept d'*etoo* et *jomoto*. Moi je désire ajouter aussi mon interprétation selon la tradition en ce qui concerne ce concept d'*etoo* et *jomoto*. Chez nous, quand une sœur n'a pas encore de mari, alors, le frère n'a pas d'épouse. Mais quand le neveu quitte le village où sa mère l'a mis au monde, c'est-à-dire son village paternel, et qu'il va travailler dans le village de sa mère, les frères de sa mère, ses oncles maternels, lui donnent du pouvoir. Ce pouvoir nous l'appelons le pouvoir de jomoto. Donc les enfants des oncles maternels l'appellent «père». Et ainsi il peut prendre l'autorité chez les oncles maternels. Celui qui prend le pouvoir de chef, c'est lui, de même que [c'est lui qui prend] le pouvoir de la lignée<sup>529</sup>. Quand les enfants des oncles maternels tuent une bête, c'est lui qui mange là-bas. S'ils ont une palabre, c'est lui qui juge parce qu'il a pris tout le pouvoir<sup>530</sup>. Personne ne se dispute avec lui. Quand le hameau des enfants de jomoto n'est pas encore mort, les enfants d'*etoo*, c'est-à-dire des oncles maternels, n'ont aucune autorité. C'est ainsi que nous avons trouvé les choses chez nous depuis nos ancêtres. Moi qui écris, je suis du secteur Bongili, territoire d'Ingende, chefferie Wangata.

<sup>528</sup> *Bomong'ilaka aamel'asi bafaya baɔngɔl'ekoko, iɔ mongo baotsiola na boketo bomo na?* Proverbes 419: *Bomóngilákámela bási, bafaya báɔngɔla bekokó*. Signification: «Si le premier intéressé à la réussite d'une palabre (...) fait peu de zèle, comment veut-on que d'autres se donnent de la peine?»

<sup>529</sup> «*okola mpifo ea sefu nk'ende ngoko, là mpifo ea liotsi nk'eleng'eko*».

<sup>530</sup> «*ntsin'ea ende aokola mpifo euma*».

**13. Likambo ja Ngonda ikiso** [La palabre de nos forêts], Lofúlo, *Lokole* 1 mars 1955, n° 5, p. 3.

Identification du correspondant: *Lofúlo est le sobriquet africain d'Edmond Boelaert. Ce nom, qui signifie «bulle d'écume», lui a été donné à cause de ses cheveux abondants et blonds.*

Depuis qu'*Etsiko* a lancé la palabre sur nos forêts, je ne vois plus de réactions des autochtones. Est-ce que vous ignorez que c'est une affaire très importante? *Mbandaka* a-t-il dit avec raison que les membres du Cercle Léopold II, ainsi que de nombreux lecteurs d'*Etsiko*, ont violemment reproché à *Etsiko* de mentir? Je remarque qu'ici en Europe, les gens ne cessent de faire des commentaires sur cette question. De plus, je ne cesse de leur expliquer votre droit foncier coutumier, ainsi que la valeur que vous accordez aux forêts. Il n'y a pas longtemps, j'ai rencontré deux prêtres noirs, et eux aussi étaient d'accord avec *Etsiko*, car chez eux, au Kwango, les problèmes ressemblent aux nôtres. Hier encore, j'ai assisté à une réunion importante des Blancs à Bruxelles<sup>531</sup>. Je leur ai parlé de vos plaintes et reproches. La plupart n'ont pas été vraiment d'accord avec moi. Me voici en train de chercher des alliés pour mener ce combat. Etes-vous au courant qu'il existe des autorités qui cherchent des voies et moyens pour modifier, en votre faveur, la législation foncière de l'Etat? Il convient qu'ils connaissent votre point de vue, c'est-à-dire le point de vue des personnes importantes de chez vous: des chefs, des juges, des greffiers, des notables, des patriarches de clans, etc.<sup>532</sup> Et ne dites pas que les Blancs n'ont point d'oreilles. La plupart commencent à en avoir. En voici un exemple: en juin de l'année dernière, le gouverneur général a publié une lettre<sup>533</sup> très rigoureuse. Il ordonnait que désormais les frais d'achat des forêts soient versés à la caisse de la chefferie. Quelques Blancs<sup>534</sup> l'en ont violemment critiqué en votre nom, les propriétaires fonciers. C'est une affaire qui est allée très loin. Ils se démènent pour annuler cette lettre. La plupart des Blancs ne connaissent ni vos problèmes ni vos idées, car vous n'avez pas encore le courage de parler. Cela n'est plus acceptable. Nous ne voulons pas de discussions colériques ou belliqueuses, mais nous voulons des occasions pour exposer notre point de vue. *Lokole lokiso*

<sup>531</sup> Il s'agit de la réunion du 21 février 1955, de l'Académie royale des Sciences coloniales, où il avait présenté les résultats de son enquête (Boelaert 1955a).

<sup>532</sup> Dans cette énumération des groupes de représentants des autochtones, Boelaert ne mentionne que les autorités traditionnelles, ignorant les évolués qui, en d'autres occasions, sont qualifiés de traîtres de la cause des autochtones.

<sup>533</sup> Circulaire du 9 juin 1954 par laquelle était décidé de verser les indemnités de cession des droits *sui generis* à la caisse du secteur ou de la chefferie. Par la lettre 21/17372 du 10 juin 1955, il retire la circulaire. Le ministre par sa I. 311/656 du 25 juillet 1955, s'aligne sur le revirement du gouverneur général.

<sup>534</sup> Hulstaert commente la lettre du gouverneur général dans sa correspondance avec Sohier: lettres des 30 janvier 1956 et surtout 17 février 1956 (Vinck 1997, pp. 182-185). Il en prend partiellement ses distances. *Le Courrier d'Afrique* du 8 juin 1955, p. 1, avait publié un éditorial «A qui payer?» pour fustiger la circulaire du gouverneur. Je n'ai pas pu localiser les réactions négatives de ces «quelques Blancs».

est bien situé pour que chacun exprime ce qui lui tient à cœur. Continue à t'exprimer, continue à écouter.

Père Lofulo

**14. Bakambo** [Conflit], Lokofe Lowi, *Lokole* 15 mars 1955, n° 6, p. 5.

Identification du correspondant: *Louis Lokofe. Il écrit sa lettre de Loele, village que je n'ai pas pu localiser. Il demande une réponse des lecteurs mais qui ne viendra pas.*

Loele, 15-2-1955

Notre père a mis au monde 3 enfants issus d'une même mère. Il est mort depuis longtemps, mais il nous a légué une très vaste forêt. A la mort de papa, je me trouvais au travail en ville lorsque les deux frères aînés se partagèrent tout l'héritage. A mon retour ici, j'ai construit des maisons et cultivé beaucoup de champs. Je ne savais pas qu'une autre personne en avait acquis la propriété. Pendant l'année en cours, un Blanc se présenta et me somma d'enlever tous mes biens de cette terre, car il l'avait déjà achetée. Je me renseignai auprès de mes aînés qui me dirent que le Blanc n'avait jamais acheté la terre, mais qu'il l'avait expropriée par méchanceté et ils n'avaient pu faire face aux menaces du Blanc. Je déférai la palabre devant l'Etat qui me demanda de me référer à mes aînés. Ils me dirent: «Nous n'allons pas à l'Etat de peur qu'il ne nous jette en prison. Prends les devants, toi qui n'as pas peur». Aujourd'hui, j'ai encore été chez l'administrateur pour lui exposer mon point de vue. Il m'a chassé. Il m'a dit qu'en tant que cadet, je n'avais pas à réclamer la terre alors que les aînés n'en font pas cas, je n'ai aucun droit devant les aînés. Je me démène sans issue. Dans la famille, il n'y a que moi et eux deux. Or ils redoutent la prison et la chicotte. Le Blanc dit que je ne suis qu'un cadet. Que vais-je faire avec cette terre héritée de papa? Je vous demande à vous tous, lecteurs de *Lokole*, par quelle voie passer? Quiconque ayant une solution peut me répondre dans ce journal. Salut et merci pour la réponse que j'attends.

Lokofe Louis

**15. Atalokotsa** [Il ne l'a pas écrit], Yenenje, *Lokole* 1 avril 1955, n° 7, p. 7.

Identification du correspondant: *Yenenje Balo semble être originaire de la région de Mbandaka et probablement impliqué dans la palabre des terres d'Ifeko/Ipeko (affaire Wijima).*

L'Etat a pris la terre à Ifeko, appelée Lokuku, pour y construire l'aéroport. Il a dit aux propriétaires qu'il paie seulement les 170 palmiers qu'ils y avaient plantés, mais qu'il ne paie pas le terrain. Il a ainsi calculé le prix pour les palmiers<sup>535</sup>: 100 palmiers pour 10 000 francs. Le prix de 70 palmiers est allé dans la caisse de la chefferie. Ils distribueront l'argent de la manière suivante: le plus

<sup>535</sup> Divers calculs de la main d'Hulstaert, plus précis, dans *ArAeq.*, B. 97, f. 16, pp. 819-821; Mf. 3/42.

âgé d'Ifeko recevra le prix de 30 palmiers; les associés 25; quelques autres voisins aussi 25. Bonsombe, le groupe qu'ils ont trouvé dans leur village (ils ne sont pas originaire d'Ifeko), prend la part égale au prix de 20 palmiers. Aux propriétaires reste un terrain au nom d'Ingolo.

**16. Tokanela te bokunji oa lokole** [Nous pensons que le tambourineur], Lokole, *Lokole* 1 avril 1955, n° 7, p. 7.

Nous pensons que le tambourineur de ce tam-tam d'Ifeko n'a pas compris les propriétaires de la forêt. Nous ne croyons pas sa parole et nous attendons un autre message. Tout le monde sait que l'Etat achète vraiment la terre; et il achète si le propriétaire y concède. Regarde qu'ils se soutiennent bien mutuellement, il a donné de l'argent au propriétaire de la terre et il n'en a pas retenu une partie. Le bavard a répandu que l'Etat a pris la somme de 70 palmiers, c'est-à-dire 7 000 francs; nous ne croyons pas cela sur des rumeurs, mais nous n'entendons que nos propres oreilles. Un jour nous ne manquerons pas d'avoir un messager qui ne cache rien de ce qu'il a entendu.

Lokole

**17. Etoo la jomoto** [Clan masculin et clan féminin], Augustin Elenga, *Lokole* 1 juin 1955, n° 11, p. 6.

Identification du correspondant: voir *répertoire biographique*.

Merci beaucoup à notre ami Isefe Samuel (Av. Ekota n° 35 Coq) pour sa réponse dans *Lokole* n° 5 p. 4 (ce qu'est la lignée masculine et ce qu'est la lignée féminine). Lui et d'autres lecteurs de Wangata-Ntomba (Secteur Ingende) se sont joints à l'opinion de quelques Nkundo-Mongo que nous sommes. Personne ne peut contester sa réponse, car une grande partie des lecteurs qui parlent de la coutume des Nkundo-Mongo, expliquent la lignée masculine et la lignée féminine de la même façon. Le *Lokole* n° 4 a lancé cette question uniquement pour couper court aux contestations de certaines jeunes gens qui pensent que la coutume des Nkundo-Mongo peut changer à cause de notre manque d'intelligence et de recherche profonde, que possèdent les amis d'autres tribus. «Tu l'emportes sur moi à cause du raccourci»<sup>536</sup>. Moi et toi [qui] sommes égaux, tu me surpasserais à cause du père? Nous supplions nos gens qui ont reçu la primogéniture<sup>537</sup> des Blancs et un pouvoir important, de dire aux étrangers exactement ce qui se passait dans les temps reculés, afin qu'ils choisissent ce qu'il faut: c'est-à-dire enlever de mauvaises choses et les remplacer par de bonnes comme un pas vers

<sup>536</sup> Contraction des proverbes 2296 et 2297: *Ondekí nd'â nténá* et *Ondekí nd'â nkáí, ngá longonjí ntóndekólé*. Signification: «Celui qui tire son succès de facteurs extérieurs et pas de ses propres efforts, n'est pas le meilleur».

<sup>537</sup> Dans l'original: *linsómi*, D., p. 1176: droit d'aînesse, liberté. Elenga fait allusion au fait que son adversaire a reçu son pouvoir des Blancs et pas selon les règles coutumières de la succession.

la civilisation, tel qu'on le fait dans d'autres pays. Si les gens qui sont proches du pouvoir ne comprennent pas la coutume des Nkundo-Mongo, qu'ils ne cessent de se renseigner auprès des simples gens qui connaissent la coutume, sinon ils ne diront aux autorités que des erreurs et des mensonges; alors la cacophonie et les contestations n'auront point de fin. Nous ne disons pas cela pour rien, car nous remarquons dans des livres importants écrits par certains savants au Congo sur les Nkundo-Mongo, que beaucoup de données sont déformées<sup>538</sup>. Et je pense que, si vous interrogez ces auteurs, ils répondront toujours ceci: «Untel m'a donné cette information, untel autre m'a donné cette explication». Que ces informateurs se souviennent que ces erreurs qu'ils communiquent aux étrangers pour obtenir du pouvoir ou pour se faire justice ou avoir de privilèges sont à la base de la destruction de tout un peuple. Certaines personnes informent les Blancs qu'un enfant issu de la lignée masculine n'a pas de droit sur les biens de la lignée féminine. De qui est cette coutume? Des Nkundo-Mongo peut-être? Mais, pas du tout. Regardez un peu, analysons l'explication de Samuel Isefe, car beaucoup entendent parler de la lignée féminine, mais la compréhension n'en est pas suffisante par les immigrants. Samuel nous a expliqué que si le fils de la sœur quitte le village paternel et qu'il se déplace chez toi, son oncle, pour y élire domicile au village maternel, ses oncles lui accorderont les privilèges dont jouissait sa mère dans ce village (*jomoto j'otsineanga*). Après l'installation de celui qui jouit de ces privilèges dans le village de sa mère, il y prend une femme. L'enfant qui est issu de ce mariage jouit du droit de la lignée masculine de sa mère. Un tel enfant issu du côté paternel de sa mère n'est pas de la descendance féminine, mais masculine à part entière, car lui et les fils de son oncle maternel sont des petits et des grands frères. Et sa mère et les femmes de l'oncle du mari sont des coépouses. Un enfant dans le village maternel de la lignée masculine n'est pas originaire du village maternel de son père, car sa mère n'est pas originaire de ce village. Elle n'est qu'une femme qui y est épousée. D'ailleurs personne ne peut avoir deux villages maternels. Si ton arrière-grand-mère n'a eu pour sa part que des parents du côté paternel, pour lesquels elle a épousé beaucoup de femmes et qu'il n'y ait personne pour s'occuper de ces biens, le petit-fils maternel hérite de plein droit ces biens issus du côté maternel. Si ta mère t'a mis au monde sans père, dans la prostitution, tes oncles maternels sont tes pères et tu as droit à leur héritage, en tant que descendant d'ancêtre féminin dans la lignée féminine. Dès lors, nous discernons toutes les catégories de la parenté dans la lignée féminine. *Botsineanga, etoo, nkasa, bowambalaka*. Quand les gens expliquent aux étrangers, il ne faut pas qu'ils disent que l'enfant de la lignée masculine n'a pas d'autorité dans la lignée féminine, parce que tous le Nkundo-Mongo se boucheront les oreilles, ils ne reconnaissent pas ce qu'on dit là concernant la lignée féminine. Nous pouvons accepter que le *bowambalaka* soit critiqué; mais, en toutes circonstances, chez les Nkundo, si le fils concerné

<sup>538</sup> Je n'ai pas pu identifier les livres auxquels il fait allusion.

par ces autres catégories prend la parole, toi qui [y] as droit en tant que descendant de la lignée masculine, tu es comme son esclave du fait qu'il (peut) épouser, hériter ta mère.

Augustin Elenga

**18. Lokole ale nde jembo ebokelo ey'akunda** [Lokole n'est qu'un étang où l'on dépose les gris-gris], Eslas, *Lokole* 15 juin 1955, n° 12, p. 6.

Identification du correspondant: *le nom Eslas n'a pas de résonance ləmónɡɔ. Est-ce un sobriquet dont la signification nous échappe? Nous trouvons encore plusieurs textes (une fable, des chroniques, des réflexions morales) sous ce nom dans Lokole Lokiso en 1955 et 1956. De ces textes on pourrait déduire qu'il a été à l'école à Bamanya et au Groupe scolaire à Coquilhatville en 1936-1937.*

L'étang, rempli de végétation, ne tient pas compte du caractère des gris-gris. Il ne refoule pas tout ce que l'on y jette. Ne fais aucune distinction entre les batteurs; dès que tu tiens les baguettes, Lokole parle et informe le public de ce qui est dans le for interne du batteur. C'est ainsi que je réponds aux questions de Ntsifimanaka à travers Lokole. Lokole à toi! J'ai vu les réponses à Ntsifimanaka sur son affaire, dans *Lokole* du 15 février, n° 4. Certaines de tes réponses sont ambiguës, et c'est la raison pour laquelle je te demande d'être clair et précis. Voici des propositions qui sont dans ma tête: Tu dis: «Tu sais que l'Etat nous a ravi toutes nos forêts; il en est lui-même le propriétaire et les distribue à n'importe qui se présente». Comment cela? C'est de cette façon que nous devons vivre? Les forêts qui appartenaient à nos ancêtres ne sont-elles pas nôtres aussi longtemps que cette terre est à nous? Je reste perplexe devant ce comportement de l'Etat, car je pense que c'est le contraire qui devrait se faire. Comme c'est notre terre, toutes les terres nous reviennent de droit. En réalité, l'Etat nous gouverne, il est notre père et cherche des voies et moyens pour que tôt ou tard nous puissions avoir de bonnes conditions de vie à son image, mais le fait de nous ravir les terres, ne voyez-vous pas que cela fera de nous des esclaves qui travaillent pour le compte de leur chef? Si cela était vrai comme tu le dis... mais, si nous ne sommes pas esclaves de l'Etat, cela veut dire que cette terre nous appartient. L'Etat est notre chef, il inspecte, forme des projets et arrange toutes les situations comme le fait un chef à l'endroit de ses sujets. Ensuite, tu dis: «Si quelqu'un vient proposer à l'Etat le nom d'une forêt dont il veut être propriétaire, l'Etat n'hésite pas à prendre acte en confirmant que la forêt X appartient pour le moment à monsieur Y. Et par voie de conséquence, cette forêt n'appartiendra plus au vrai propriétaire». Humm! Cela tire les oreilles. Si, comme tu le dis, quelqu'un se présente à l'Etat pour lui demander une forêt ou pour l'acheter, je pense qu'une telle aliénation des terres à des tierces personnes qui ne sont pas l'Etat, fera de nos arrière-petits-enfants des malheureux. Mais l'Etat ne manquera pas de demander l'avis du propriétaire de cette forêt. Si tu n'es pas d'accord, si tu ne veux pas vendre ta forêt, l'Etat ne viendra pas te la ravir pour la donner à celui qui s'est présenté comme acheteur. N'es-tu pas au courant de la situation de

SECLI et de Mbandaka ea Mbula<sup>539</sup>? SECLI a voulu s'approprier la forêt de Mbandaka, mais ce dernier s'y était opposé; mais après, ils ont accepté parce qu'ils étaient divisés, une partie acceptait, une autre refusait et finalement le terrain est parti. Si on avait refusé catégoriquement, nous l'aurions appris. On n'a jamais dansé sans une préparation au préalable. L'Etat ne vendra pas une forêt sans toutefois faire signe à son propriétaire. Tu prétends que «même si cet homme invente le nom d'une forêt pour l'acheter, l'Etat ne tiendra pas compte de ses mensonges et ne se donnera pas même la peine d'aller voir cette forêt». Non! Tu exagères. N'as-tu pas entendu qu'on n'achète pas une pirogue sous l'eau? C'est une comparaison. Voici un autre exemple: deux hommes se disputaient la possession d'une forêt, et l'Etat a tranché cette affaire en visitant lui-même cette forêt pour voir la réalité. Et la rosée matinale que tu vois a mouillé tous les Blancs qui sont entrés dans cette forêt. Si les sauvages se disputent les forêts, l'Etat descend sur le terrain avant de trancher l'affaire. A fortiori pour l'achat d'une forêt par un étranger! N'ira-t-il pas voir cette forêt? Et pourtant, Ntsifimanaka atteste lui-même «qu'en 1931 un certain administrateur de territoire et un géomètre ont exploré les forêts». Ils ont fait le tour de la forêt de la Compagnie pour l'acheter, et toi, comment oses-tu dire que l'Etat ne se préoccupe pas de nos forêts? A mon avis, Ntsifimanaka n'a pas raison. Il poursuit un sanglier dans sa tête. Il a perdu le procès. J'ai seulement voulu vous informer sur les choses qui me passent par la tête.

Si vous entendez le silence, c'est que je me repose.

Eslas

**19. Bakambo ba ngonda ikiso**<sup>540</sup> [Palabres au sujet de nos terres], Ilongoi Joseph, *Lokole* 15 juin 1955, n° 12, p. 6.

Identification du correspondant: *Joseph Ilongoi était magasinier de la firme Panchal à Coquilhatville, mais originaire de Besau sur la Momboyo. Voir l'affaire Ilongoi versus Nogueira ci-dessus.*

Chers amis

Je suis un lecteur de *Lokole*. Je vous expose un problème désolant pour que vous m'indiquiez la route à suivre, si vous le voulez bien, et si vous trouvez ma préoccupation justifiée. J'ai reçu une lettre de mon village Ifuto, groupement de Luile, territoire de Monkoto. Mon père m'a légué une très grande forêt appelée Itumbe. Toute la famille me communique qu'un Blanc, Nogueira, a acheté cette forêt pour y installer son entreprise. Il a payé aux villageois 20 000 Frs. De ce montant, ils ont mis une partie dans la caisse de la chefferie, une autre partie a

<sup>539</sup> SECLI = Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba, dont une importante plantation a été établie à Wenji, [Wenje] situé à environ 20 km de Mbandaka. Mbandaka éa Mbula est un village voisin de Wenje.

<sup>540</sup> Cette affaire est encore documentée dans le procès d'Ilongoi (voir ci-dessus) et dans les correspondances diverses d'Hulstaert.

été partagée et je ne sais pas s'il en reste encore quelque chose. Les gens restés au village me demandent ce que j'en pense. Je suis venu ici à Coquilhatville pour travailler. Je suis comme dans un campement de pêche. J'ai des enfants et j'approche de la vieillesse de sorte que je vais retourner au village construire pour mes enfants et leur partager l'espace et la terre héritée de mon père. Tous ces gens qui ont pris l'argent du Blanc, n'y avaient pas droit. Personnellement, je suis contre la vente de cette forêt, même si ce Blanc, Nogueira, a déboursé des milliers et des milliers. On ne peut pas aliéner une terre, c'est un bien précieux. Même les Blancs qui sont en Europe ont un terrain que leur ont légué leurs pères. Mon domaine renferme une forêt contenant des essences. Nogueira a commencé par abattre des arbres et en faire des planches sans notre permission. Alors, maintenant qu'il a acheté tout le domaine, que feront mes enfants et moi une fois admis à la retraite? Je ne suis pas d'accord avec cela, et j'exige qu'on remette à Nogueira son argent. Avant toute autre réponse, je demande encore l'avis de la famille restée au village.

Beaucoup de salutations et merci pour vos conseils.

Votre ami attristé, Ilongoi Joseph, magasinier C/O Panchal, Coquilhatville.

**20. Ndoi Ilongoi Joseph** [Mon ami Ilongoi Joseph], Lokole, *Lokole* 15-6-1955, n° 12, p. 6.

Nous te remercions beaucoup pour ta lettre d'information. C'est bien de nous avoir donné des éclaircissements sur la nature des forêts dans cette lettre. Mais, calme-toi afin que tu puisses saisir l'essentiel dans tout ce que tu poses comme questions. Nous pensons que tu as suivi les procès relatifs aux forêts dans les premiers numéros de *Lokole*. Ce n'est plus nécessaire de donner des informations sur les lois de l'Etat parce que tu habites Mbandaka et que tu travailles continuellement avec les Blancs qui lisent et qui connaissent les lois de l'Etat. Voici ce que l'Etat dit: il y a deux sortes de forêts. Il y a les forêts des autochtones et celles de l'Etat. Les forêts des autochtones, ce sont soit les jachères là où l'on a cultivé la terre soit là où l'on habite. Toute forêt qui est défrichée ou habitée par les autochtones revient aux autochtones. Cependant, toutes les autres forêts (les grandes forêts qui n'ont pas été défrichées depuis les ancêtres jusqu'à nos jours) appartiennent à l'Etat. L'Etat peut les vendre à tout qui se présente. Là tu n'as rien à réclamer, car ce sont les lois qui parlent. Donc, tu prétends que la forêt de Lote est la vôtre, mais elle est à l'Etat. Les 20 000 frs, que tu dis être le prix d'achat de cette forêt, n'est pas le vrai prix d'achat. Ce n'est qu'une façon de t'apaiser, car l'Etat a endommagé ton droit de pêche, certains travaux de chasse, etc. Ne pense pas que c'est le paiement de cette forêt, car l'Etat est le propriétaire de cette forêt d'après sa loi et ne peut en aucun cas acheter la forêt de Lote aux autochtones. Par conséquent, si Nogueira demande à l'Etat de travailler à Itumbe, il y deviendra le propriétaire de cette forêt d'après les lois sur la forêt. Diffuse toi-même cette nouvelle à tous les lecteurs, car ils ont toujours



pensé que Lokole répond à leurs questions selon les sentiments de ses fondateurs<sup>541</sup>. Certains problèmes qui sont posés à Lokole peuvent avoir des solutions par la sagesse de ses fondateurs. Mais les problèmes de ce genre trouvent toujours leur solution dans le livre des lois de l'Etat et de certains spécialistes dans ce domaine. Sur ce, calme-toi et, si tu restes encore sceptique, fais voir nos réponses aux Blancs qui possèdent des livres de loi et tu comprendras clairement la situation. L'Etat a récupéré toutes les grandes forêts qui n'ont jamais été défrichées. Ce sont ses propres forêts.

Reçois nos salutations.

Lokole

**21. Nkalo ele Ilongoy Joseph** [Réponse d'Ilongoy Joseph], *Lokole* 1 juillet 1955, n° 13, p. 6.

Je vous remercie pour vos conseils au sujet de ma concession que Nogueira a achetée. Ce domaine est ainsi composé: d'une part la forêt et, de l'autre, des champs, une palmeraie, et diverses plantes. Ce n'est pas un nouveau domaine. J'ai demandé au village qu'on me communique la surface de la forêt et celle des champs. Après avoir obtenu ces données, je vais encore me référer à vous pour d'autres conseils, on peut poursuivre une affaire même pendant une année: la palabre ne pourrait pas. J'ai bien compris vos conseils. Un chien n'aboie pas après avoir vu un porc-épic. Mais nous ne sommes pas supérieurs à l'Etat. Nous n'agissons que selon la volonté de l'Etat. Mais on ne peut empêcher quelqu'un de réclamer quoi que ce soit.

Salutations à vous, lecteurs de *Lokole*.

Moi, votre Ilongoy J. à Coq

**22. Bonjolo atsweka nk'eto**<sup>542</sup> [L'arbre bonjóló produit seulement des chenilles], Eslas, *Lokole* 15 juillet 1955, n° 14, p. 6.

Je vous demande ceci: parce que moi-même je me suis tourmenté la tête en vain et je n'ai pas de réponse. Expliquez-le moi dans *Lokole*. Beaucoup de gens étudiés se sont installés définitivement dans les villes des Blancs. Ce n'est pas mauvais, c'est bien. Certains bruits proviennent maintenant des villages des

<sup>541</sup> Le journal *Lokole Lokiso* était la propriété des Missionnaires qui l'avaient fondé. L'auteur de ce texte qui signe «*Lokole*» fait allusion principalement aux Pères Boelaert (Lofúlo) et Hulstaert qui correspondent parfois avec les lecteurs et signent de leurs sobriquets. Il reconnaît leur sagesse dans certains cas, mais il les juge incompetents en matière foncière. Il est fort étonnant de voir comment la rédaction de *Lokole* se distancie d'Hulstaert et Boelaert et reprend exactement et avec force les points de vue du journal de l'administration *Mbandaka*. Il n'est pas clair qui a effectivement écrit ces textes signés par la rédaction de *Lokole*.

<sup>542</sup> *Bonjóló atsweka nk'eto*, *bofaya atswaka nk'ola*. Pas dans *Proverbes*. Semble être un proverbe ou une salutation solennelle. Signification: «Un étranger se perd sans village natal». *Bonjóló*, D., p. 415: arbre Combretodendron africanum Ex. Lecithydac. 500.

incultes et qui sont des choses très sérieuses comme la distribution de parcelles de la forêt sous le nom de «paysannat indigène». On distribue aux villageois des parcelles pour cultiver pour toujours. Moi je vous demande: l'arbre *bɔnjɔlɔ* produit seulement des chenilles, l'étranger perd son village natal. C'est-à-dire quand vous allez dans la ville des Blancs, vous serez dans votre village comme un étranger. Le jour où vous ou l'enfant que vous avez engendré ne supporte pas l'école qu'il faut, vous arrivez au village. Comment, vous et votre enfant, ou allez-vous travailler? La forêt ne convient pas, c'est la forêt, une partie est de la bonne terre, une autre partie est difficile; la bonne, les travailleurs l'ont déjà, c'est-à-dire ceux qui sont au village, vous êtes devenu un étranger dans votre propre village où vous êtes né, alors qu'allez-vous faire? Où allez-vous travailler vos champs quand vous rentrez au village? Je vous remercie, *Lokole*, avec la réponse que vous allez me donner.

Eslas

**23. Bakambo [Conflits]. Nda Lokole Lokiso N° 12** [Dans *Lokole Lokiso* n° 12], *Esukulu l'oninga nkele ea nsamanya*, *Lokole* 1 août 1955, n° 15, p. 3. Identification du correspondant: *le nom Esukulu qui signifie «hibou», est très probablement un sobriquet. Il est d'autant plus probable que cette signature est complétée par une extension Esukulu l'oninga nkele ea nsamanya [Esukulu et son ami, la palmeraie clôturée], qui s'applique directement au problème traité dans le texte. Toute la teneur de ce texte (notamment l'allusion à la dépopulation) et le choix du nom avec son extension, porte à croire que Boelaert ou Hulstaert en est l'auteur, qui s'oppose ainsi à la rédaction de Lokole.*

Dans *Lokole Lokiso* n° 12, de [15] juin 1955, j'ai lu un article [p. 6] concernant nos terres et la réponse réservée par Lokole à Ilongoy Joseph. Si toi, Lokole, tu penses que tu as bien répondu à Ilongoy, nous, la plupart des lecteurs, pensons que ta réponse est d'une grande perversion. Si vous dites que les grands domaines terriens appartiennent à l'Etat, pourquoi l'Etat n'hérite-t-il pas, à la mort de quelqu'un, de sa maison, de ses poules, de ses chèvres et chiens et de tous ses autres biens à la place des enfants???? Ses biens appartiennent-ils à l'Etat? Or l'Etat, c'est lui le propriétaire de tout. Lokole, je vous demande d'expliquer une fois de plus pourquoi l'Etat est propriétaire de tous les grands domaines forestiers? Car vous dites que les petits domaines et les jachères appartiennent aux autochtones. Un proverbe dit: Si le père n'a pas abattu de forêt, le fils n'aura pas de bois<sup>543</sup>. Et un autre de renchérir: Si le père n'a pas dressé de clôture de chasse, le fils n'aura point de gibier<sup>544</sup>. L'Etat n'est pas le propriétaire de la forêt. Ces forêts appartiennent à nos seuls ancêtres, et l'Etat en

<sup>543</sup> *Proverbes* 1229. Ce proverbe judiciaire est la base de la justification de la propriété foncière clanique.

<sup>544</sup> *Isɔ ntakomba lokombo bɔna ntaataka bowela*. Variante dans *Proverbes* 1228. *Isé ntakombá lokombo, bɔna ntátáká bɔlɔlɔ*: «Le père n'a pas établi de clôture de chasse, le fils n'a point cet emplacement».

a exproprié nos ancêtres de force. Il n'a rien indemnisé. Il les a obtenues par la force. Pour ma part, l'Etat est le chef des hommes, mais il n'est pas propriétaire de la forêt. Sinon vous pouvez déduire que, comme nous sommes des esclaves de l'Etat, les forêts sont sous la dépendance de l'Etat. L'Etat n'est pas le chef de la forêt, ni des criques ni des étangs. Si vous, Lokole, vous dites que les forêts appartiennent à l'Etat, moi, je vous réponds que toutes les forêts ont été habitées par les ancêtres. C'est à cause du dépeuplement de notre pays que les forêts sont devenues inhabitées. Donc, ce sont des forêts que les ancêtres nous ont léguées. Toutes les Compagnies qui veulent acheter une concession doivent s'adresser d'abord aux vieux du village et l'Etat ne vient que s'interposer entre l'acheteur et les propriétaires de la forêt. Abandonnez votre façon injuste de présenter les choses. Vous présentez les choses selon le droit écrit et pas selon le droit des ancêtres. Comme il est fort, l'Etat peut promulguer des lois à sa guise, car nous ne pouvons pas nous y opposer. S'il y a des gens qui peuvent s'y opposer, il y aurait toujours des discussions au sujet des terres et autres biens. L'esclave ne surpasse pas son maître. Les forêts sont notre propriété exclusive. L'Etat les protège comme il nous protège nous-mêmes. Que l'Etat reste l'inspecteur de nos forêts, qu'il abandonne l'expression «propriétaire de la forêt». Si vous percevez le silence, c'est que le bombolo [*Dendrohyrax dorsalis*] a atteint le sommet de l'arbre.

Moi, Esukulu [le Hiboux] et son ami, la palmeraie clôturée.

**24. Ngonda ikiso** [Nos terres], Esanelo Gustave, *Lokole* 15 septembre 1955, n° 18, p. 6.

Identification du correspondant: *Gustave Esanelo était moniteur à la M.C. Bondombe (Mondombe). Il a aussi participé à l'enquête. Voir la note biographique supra (numéro 722 de l'enquête).*

Nous voici pour reprendre la palabre au sujet de nos forêts. La forêt est à coup sûr un héritage de nos ancêtres depuis des temps immémoriaux. La valeur de quelqu'un provient de ses origines. Même si *Mbandaka*<sup>545</sup> dit qu'*Etsiko*<sup>546</sup> a rendu un jugement injuste, nous, de notre part, nous ne pouvons pas être d'accord avec lui. Lorsque l'Etat déclare que ces forêts n'ont pas de propriétaires et que c'est lui qui en est le propriétaire, on devrait conclure que ses origines ne se situent pas en Europe. Il n'est même pas un immigré qui est venu vivre avec nous. Il s'en érige propriétaire par l'esprit de pillage qui le caractérise. Il nous a vaincus parce que sa flèche est plus tranchante que la nôtre (*Ets.*, p. 4). Si vous entendez dire: une forêt étrangère, c'est celle dont on ne connaît ni les bornes le long des chemins ni les limites (*Etsiko*). Nous, les autochtones, n'ignorons pas nos forêts. Personne n'ignore les bornes des forêts appartenant

<sup>545</sup> Voir le texte des articles de Bomboko en annexe.

<sup>546</sup> L'auteur renvoie à la brochure *Bomeko wa Ngonda ikiso, Etsiko* 1954, n° 9.

à tel ou à tel autre groupe. Ces bornes ne signifient-elles pas que chaque forêt a son propriétaire? C'est cela qui nous fait penser que leurs lois ne sont pas comme les nôtres. Ils disent même ceci: les chefs sont les propriétaires des forêts des autochtones. Les chefs n'ont pas de droit sur les forêts des villageois. Ils ne sont que les représentants du pouvoir de l'Etat. Le pays n'est pas une personne pour posséder quelque chose; seule une personne peut posséder quelque chose. Donc ne peut posséder une forêt chez nous que le père d'un groupe clanique (*Etsiko*).

Alors, pour quelle raison, le Blanc ne comprend-t-il pas la notion de groupe clanique? Ils ne reconnaissent qu'un «village», alors qu'un village n'indique pas nécessairement la vraie origine de quelqu'un. Un village peut avoir cinq, six ou même dix clans. Chaque clan constitue un groupe qui, seul, peut revendiquer la propriété d'une forêt. Comme l'Etat prétend acheter nos forêts (n.d.l.r.: Non, non, l'Etat ne prétend pas acheter nos forêts, il prétend plutôt en être propriétaire; s'il en est ainsi, pourquoi en acheter?), il n'en est pas propriétaire, il est un étranger venu s'installer chez nous. Si jamais il partait aujourd'hui, il laisserait la forêt des autochtones et retournerait d'où il est venu. *Etsiko* a tranché la palabre de nos forêts. En conformité avec la manière dont *Etsiko* a tranché, toute palabre ne peut être résolue que par le choc des opinions. On ne peut pas me ravir par la force ce qui m'appartient<sup>547</sup>. Nous avons appris que certains lecteurs ont donné tort à *Etsiko*. Ces lecteurs-là sont-ils des gens venus d'Europe ou nos propres enfants du Congo? Même si ces lecteurs nous embrouillent avec leurs écrits, nous, les propriétaires, n'allons pas accepter d'aliéner ces forêts, de crainte que nos enfants aillent errer comme des esclaves sans maître. Silence, c'est que le couteau est enfoncé dans la souche d'un arbre.

Esanelo Gustave

N.B. Comme le dit notre ami Esanelo, depuis la parution de l'affaire relative aux forêts dans des journaux, aucun autochtone n'a été satisfait de cette situation. C'est-à-dire tout le monde soutient avec force que l'Etat n'est pas le propriétaire de leurs forêts.

**25. Boeko wa Leta wa joso nda likwa ngonda** [La première loi de l'Etat concernant les terres], *Is'afe*<sup>548</sup>, *Lokole* 15 novembre 1955, n° 22, p. 5.

Identification du correspondant: *Is'afe* = *Iso bafe* [Nous deux] peut s'appliquer en tant que sobriquet à plusieurs personnes dans le contexte des droits fonciers. Il est très probable que l'auteur en soit Boelaert<sup>549</sup>.

<sup>547</sup> Le même proverbe signalé dans *Proverbes* 1229 revient toujours comme base juridique de la propriété foncière.

<sup>548</sup> Sobriquet souvent utilisé dans les publications locales. Il peut indiquer Boelaert et Hulstaert ensemble ou séparément.

<sup>549</sup> Le typoscript de ce texte se trouve parmi les papiers Boelaert dans les Archives *Æquatoria* (ArAeq., B. 49, p. 1620; Mf. FB 52), ce qui est un indice très clair que Boelaert écrivait ce genre d'articles dans *Lokole* sous couvert de plusieurs pseudonymes.

La toute première loi que l'Etat a promulguée au sujet des terres remonte à 1885. Elle est ainsi libellée: «Nul n'a le droit d'occuper sans titre des terres vacantes ni de déposséder les indigènes des terres qu'ils occupent. Les terres vacantes doivent être considérées comme appartenant à l'Etat». Cette loi promulguée par l'Etat ne pose aucune difficulté à personne, car nous savons tous que l'Etat a le droit de gérer quelque chose qui n'a pas de propriétaire. La difficulté provient des mandataires de l'Etat qui ne connaissent pas les coutumes du Congo et qui prétendent que les terres que les indigènes n'occupent pas actuellement n'ont pas de propriétaires. C'est pourquoi ils ont prétendu que ces terres appartenaient désormais à l'Etat. Jusqu'à présent, beaucoup de Blancs se trompent à ce sujet et disent que ces terres n'ont pas de propriétaires. A cause de cette méprise, l'Etat a promulgué une loi additionnelle en 1906, loi qui stipule que toute terre vacante appartient aux indigènes jusqu'à ce qu'il y soit érigé une station, une plantation ou une palmeraie, mais les terrains de chasse ou de pêche qui n'ont pas de propriétaire appartiennent à l'Etat. Cette loi est ainsi libellée: «Sont terres occupées par les indigènes les terres que les indigènes habitent, cultivent ou exploitent». L'iniquité de cette loi provient de son interprétation erronée qui dit que toute terre non-exploitée n'a pas de propriétaire. Les Congolais n'ignorent pas cependant qu'une terre inhabitée ou inexploitée a toujours son propriétaire. Car elle constitue toujours une source de vie à laquelle on recourt sans cesse. C'est pourquoi les Congolais exigent de l'Etat qu'il revoie l'interprétation de sa loi et reconnaisse notre droit foncier.

Nous deux

**26. Nkonga ikiso** [Notre arbitre], Boakampifo, *Lokole* 15 novembre 1955, n° 22, p. 5.

Identification du correspondant: Boakampifo = *Celui qui s'attache le pouvoir, de -bāka = attacher et mpifo = pouvoir, autorité. Impossible de l'identifier avec certitude. Il n'est pas exclu que ce sobriquet ait été utilisé par des personnes différentes. En d'autres contextes il est associé à Paul Ngɔi mais dans les lettres suivantes (29 à 34) il peut être appliqué à Eanga. Avec cette lettre s'ouvre la discussion publique entre Boakampifo et Isěseké. Ifeko = Ipeko, village maintenant absorbé dans Mbandaka. La réaction dans la lettre 29. Les faits évoqués ici concernent l'occupation de la terre de Bongolo par des immigrants ruraux, considérée illégale par Wijima car concédée par Eanga à partir de 1952. Wijima avait obtenu leur déguerpissement. L'affaire sera encore évoquée dans la lettre 30.*

Voici encore quelque chose qui nous tourmente<sup>550</sup>. Nos pères ont dit ceci: la terre appartient aux survivants<sup>551</sup>. Ceux qui ont commencé avec ces terres que

<sup>550</sup> L'occasion de cette intervention est la plainte de Wijima contre des occupations illégales de ce qu'il prétendait être sa terre ancestrale. Mais son rival Eanga prétendait avoir les mêmes droits sur cette même terre, et finalement l'administration déclara que la terre disputée était domaniale. Voir correspondance ArAeq., B. 97, f. 16, p. 787 et suivantes; Mf. 3/41.

<sup>551</sup> *Ngonda nd'otsikali. Proverbes* 1810: *Ngonda ndé botsikalí*. Signification: «Il ne faut pas se la disputer entre parents, puisqu'elle ne fuit point et qu'on peut donc toujours la retrouver».

nous avons aujourd'hui sont déjà morts, et nous, leurs descendants, nous allons les suivre. L'administrateur<sup>552</sup> a attiré l'attention des villageois qui nous entourent sur le fait que nous, les immigrés qui habitons les villes, nous ne pouvons pas pénétrer dans leurs forêts pour y chercher du bois, des lianes et nous ne pouvons pas non plus y cultiver des champs. Et ceux qui sont laborieux dans la culture des champs, lassés de devoir tout acheter, comme c'est le cas ici à Coq, ont demandé aux autochtones des forêts de pouvoir y cultiver des champs. Quelques autochtones les ont vendues en bloc ou les ont divisées équitablement. Quelques temps après, les autochtones malhonnêtes prennent l'argent, mais reviennent vous ravir le champ que vous avez cultivé. N'est-ce pas du vol? Le vol de trois biens 1. mon argent, 2. mon travail, 3. les plantes que j'ai cultivées... Nous demandons à Lokole d'arbitrer auprès de l'administrateur pour nous communiquer la loi concernant les terres et les biens des autochtones d'ici, à Coq.

Boakampifo

**27. Boloi nko liso. Ele baondoli la baanji bauma ba Lokole** [Le groupe sans œil. A la rédaction et aux lecteurs de *Lokole Lokiso*], Enguta, *Lokole* 1/15 décembre 1955, n° 23/24, p. 6.

Identification du correspondant: *Enguta appartient probablement au cercle de Wijima. Tout autre élément d'identification manque. Ceci est le seul texte connu sous ce nom.*

Vous avez conçu une bonne idée en créant notre *Lokole*; grâce à lui, nous pouvons demander des explications sur des choses qui nous intéressent, nous qui n'avons pas fréquenté de grandes écoles ou qui ne travaillons pas dans de grandes villes. Tout ce que vous nous exposez à travers *Lokole* nous soulage le cœur. Vous devez savoir qu'on ne bat pas le tam-tam *Lokole* seulement en temps de joie. Depuis nos ancêtres, le tam-tam *Lokole* diffuse la guerre, la fête, des injures, des menaces, etc. Aujourd'hui, je remarque que le temps passe depuis que vous avez menti en nous disant que vous, les évolués, vous alliez nous envoyer à nous qui ne sommes que peu lettrés, les informations que vous recevrez de partout<sup>553</sup>. Beaucoup d'entre nous qui vivons ici dans les villages indigènes, nous avons le cœur brisé à cause des malhonnêtetés et des manières d'agir qui voient le jour actuellement. Les administrateurs et d'autres personnalités importantes envoient des circulaires aux chefs; il arrive même qu'ils

<sup>552</sup> Il s'agit probablement de B. Rousche qui, dans sa lettre du 14 décembre, à Wijima, écrit «J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les occupants de vos terres, s'ils n'ont reçu aucune autorisation, doivent être poursuivis devant le tribunal du secteur de l'Equateur». ArAeq., B. 97, f. 16, p. 782 et suivantes; Mf. 3/41. Dans sa réponse du 21 décembre 1956, Wijima écrit: «En vous rendant sur le terrain pour contrôler les limites entre les familles jomoto et etoo, vous avez encore défendu publiquement aux étrangers de construire sans autorisation». ArAeq., B. 97, f. 16, p. 781; Mf. 3/41.

<sup>553</sup> Un tel texte n'a pas été identifié dans *Lokole Lokiso*.

causent avec vous dans les cercles ou dans divers endroits de rencontres. Ici chez nous à l'Equateur, nous avons appris par ouï-dire qu'on va instaurer des taxes sur l'extraction de la limonite, du sable, etc. Il paraît même que nos terres appartiennent désormais à l'Etat. Nous apprenons tout cela par la rumeur. Mais nous qui n'avons pas beaucoup étudié, nous n'y prêtons pas foi, car nous ne savons pas si cela est vrai ou faux. Je pose la question suivante au nom de tous les imbéciles de chez nous, car chez nous aujourd'hui chacun dit n'importe quoi: ces circulaires à propos des lois, sont-elles vraies? Un civilisé de chez nous ne les a-t-il pas encore lues? Pourquoi les commis qui dactylographient ces lettres et les Chefs qui les lisent, nous les cachent-ils? Nous avons cru que vous êtes devenus des intermédiaires entre l'Europe et nous, alors que vous êtes devenus ceux qui nous opposent à eux? Un arbre est fort par ses racines. Si l'Etat promulgue une loi, il convient que les chefs nous expliquent sa portée, alors nous n'aurons pas de remords. Comment allons-nous nous en sortir si vous, les civilisés, à qui les Blancs exposent des lois, vous vous terrez chez vous et vous vous contentez de nous poser des questions comme pour nous berner, nous qui avons des yeux troués? Comment allons-nous nous en sortir si l'administrateur explique aux Chefs des lois dans des langues que nous ne comprenons pas, en même temps qu'il achète, aliène nos terres? Le Blanc pense comme suit: le Chef et ses enfants comprennent tout ce que nous édictons et ils vont l'expliquer aux plus âgés. Ici nous disons: le Chef et les jeunes gens qui sont au courant des choses des Blancs, ne nous ont rien dit; donc, il n'y a rien de grave. Mais plus tard, lorsque la coercition devient âpre, le plus souvent vous et le Chef vous dites: nous leur avons déjà dit, mais les indigènes sont têtus. N'est-ce pas de la fourberie? Beaucoup de civilisés qui travaillent dans l'administration signent des contrats clandestins en disant à l'autorité qu'ils sont ayants droit de ceci ou de cela. Ils racontent aux Blancs des mensonges. Ils refusent de nous mettre au courant des injonctions, des lois, des devoirs, des obligations auxquels nous astreignent les autorités; puis, par cynisme, ils nous envoient en demander des explications au Blanc. Arrivés auprès du Blanc, nous n'avons rien à dire, et ceux qui nous y ont envoyés ne font que se moquer de nous, comme si nous étions des bêtes. Si nous ne sommes pas là, qui vont-ils administrer? Ils oublient que le bâton qu'on utilise pour tuer le varan, est le même qu'on utilise pour tuer le crocodile. Je pense que vous n'allez pas croire entièrement à ce que j'ai communiqué, et vous allez me répondre par des reproches et des ressentiments, car *Lokole* n'a pas donné de leçons, mais il a engendré la colère et la rancune. De toute évidence, nous supplions tous les lecteurs, surtout les détenteurs d'une parcelle d'autorité, de nous communiquer sans faille les lois que promulgue l'Etat et dans les termes mêmes qu'utilise l'autorité. Si ce n'est pas le cas, il convient que lui-même nous les traduise dans nos dialectes, afin que cesse cette malhonnêteté.

Mpaka [vieux] Enguta

**28. N.e.B.**<sup>554</sup> **Mpaka Enguta** [Vieux Enguta], Anonyme, *Lokole* 1/15 décembre 1955, n° 23/24, p. 6.

Identification du correspondant: *Le texte n'est pas signé. Il est donc sous la responsabilité de la rédaction.*

Même nous qui travaillons pour diffuser l'information, les nouvelles et les correspondances de nos frères à travers *Lokole*, nous nous étonnons beaucoup. L'autorité de nos chefs et le rôle des civilisés consistent à se servir eux-mêmes, et non pas à servir les autres. Mais prenez patience, nous de *Lokole*, nous cherchons d'autres voies, et si nous parvenons à nous entendre avec les administrateurs, tout ira mieux.

**29. Nkalo ele Boakampifo** [Réponse à Boakampifo, lettre n° 26], Isěseké, *Lokole* du 15 janvier 1956, n° 2, p. 2.

Identification du correspondant: *Isěseké, D., p. 858: petit arbuste Microdesmis puberula Hook.f. Euphorbiac. 72,465,618. C'est le symbole du propriétaire de la jachère parce qu'il est plus vieux que l'arbre géant bokungu. Sobriquet de Wijima ou d'un représentant. En arrière-fond de cette lettre se trouve le litige des occupations illégales des terres de Wijima et plus précisément la querelle 'armée' et des procès qui s'en sont suivis*<sup>555</sup>.

Dans le n° 22, p. 5 [= lettre n° 26], un ami se plaint du comportement de l'Etat et des autochtones vis-à-vis des immigrés au sujet des terres. La terre appartient au survivant...! Tous les lecteurs s'en plaignent avec l'auteur, car nous souffrons beaucoup à ce propos, et nous ne savons où aller à cause de cette disette. Nous éprouvons une petite difficulté du fait que l'auteur n'explique pas clairement ce qu'il entend par les immigrés laborieux. Ceux qui habitent les villes n'ignorent pas que chaque personne a son village et que chacun possède sa terre, que lui ont léguée ses ancêtres, même si les Blancs veulent toujours spolier les autochtones. Personne ne laisse partir sa pirogue sur la rivière; on ne peut aliéner ni jeter sa terre. Les citadins sont riches en travaillant chez le Blanc; les villageois le sont en cultivant la terre et en vendant leurs produits aux Blancs. Qu'ils sont cupides les civilisés de l'époque actuelle! Ils font et le travail salarié et le travail des champs! L'auteur dit: parfois ils achètent une partie de la terre, puis on la leur ravit. Là, d'accord, mais comment, vous, immigrés, pouvez-vous reconnaître le vrai du faux propriétaire de la terre dans ces villes pleines d'immigrés? Les vrais propriétaires ont immigré ailleurs; le plus souvent des immigrés cupides ayant

<sup>554</sup> Probablement l'abréviation de *Nkótó éa bokótósi* (La compréhension du rédacteur) ou «Note de la rédaction».

<sup>555</sup> Dans une lettre du 1<sup>er</sup> avril 1957 au gouverneur de province, Wijima évoque cette affaire en ces mots: «Voyant qu'il nous était impossible d'obtenir justice [au tribunal de secteur] nous sommes retournés au tribunal de secteur le 4 octobre [1956] pour demander la quittance pour frais d'inscription que nous n'avons pas reçue en janvier [3 janvier 1957], afin de porter l'affaire au territoire. Alors la famille d'Eanga nous a attaqués avec des couteaux. Nous avons été sauvés grâce à l'intervention du brigadier Jambo François». ArAeq., B. 97, f. 16, p. 32.890; Mf. 3/42. A un autre endroit Wijima déclare que cela s'est passé le premier dimanche de novembre 1956. Et Elenga explique à Hulstaert qu'il s'agit d'une (réelle) menace et que l'affaire se passait au tribunal même.



longuement séjourné à l'endroit, s'y présentent comme propriétaires terriens et concluent un marché avec un acheteur aveugle. Le vrai propriétaire revenu, un procès s'en suit, et vous allez vous plaindre qu'on vous a ravi votre champ? Si le père n'a pas abattu de forêt, le fils n'aura pas de jachère<sup>556</sup>. Et vous, Boakampifo, de dire ce proverbe: la forêt revient au restant<sup>557</sup>. Mais, moi je constate qu'il n'en est pas ainsi. Car la terre appartient au survivant seulement en cas d'héritage, mais cela ne concerne pas les immigrés pillards comme c'est le cas ici en ville. Un étranger n'a pas le droit d'hériter la terre des autochtones. Nous remarquons que votre connaissance du droit d'autrui vous a induit en erreur et que vous avez fait croire aux Blancs qui travaillent avec vous que les terres des indigènes n'avaient pas de propriétaires. Certains parmi vous vont demander aux Blancs qui travaillent avec eux dans les bureaux des titres fonciers pour des portions de terres. Les Blancs ne comprennent pas notre coutume et leur donnent ces terres sans autorisation des indigènes en disant que les terres appartiennent à l'Etat. Vraiment, la persécution est loin de prendre fin. Nous savons que les terres appartiennent à l'Etat comme vous le déclarez avec témérité, mais nous pensons que toute votre richesse appartient aussi à l'Etat: votre femme, vos enfants, vos animaux domestiques, etc. En pillant les terres qui chez nous dépassent toutes nos autres richesses, ne pensez pas que vous pillez tout autant d'autres biens. Les ancêtres disent qu'un étranger ne peut pas crier du haut de la colline. Boakampifo demande à l'Etat de créer des lois sur des terres vacantes et toutes les autres terres; par là, il veut traquer au cours d'une même partie de chasse et un singe et un sanglier: il perçoit un salaire chez le Blanc où il travaille, et en même temps, il veut s'adonner à l'agriculture pour spolier les terres d'autrui. Quelle misère! Pour notre part, celui qui écrit des choses pareilles est cupide à outrance. Il veut exacerber notre colère dans la lutte pour le droit foncier coutumier. C'est bien lui qui incite les Blancs à persévérer dans l'idée que toutes terres appartiennent aux autorités administratives et à ses collaborateurs.

Iseseké

**30. Ooten'omkwa, l'oten'ol'efe e?** [Tu en as coupé un, en couperas-tu deux?], Boakampifo, *Lokole* du 15 janvier 1956, n° 2, p. 3. Réponse à la lettre 29.

Mon cher Ngoi,

Après m'avoir montré la réponse d'Iseseké à mon interpellation à la rédaction de *Lokole* et à ses lecteurs, je vous envoie alors mon droit de réponse que je vous demande de publier dans le même numéro. Je vous en remercie beaucoup et vous demande pardon pour tant de dérangements de ma part.

Votre, Boakampifo

<sup>556</sup> *Ise ntakota ngonda, bona ntaataka mpumba*. Voir *Proverbes* 1229: *Isé ntákótá ngonda, bóna ntáléká mpumbá*. Proverbe fréquemment utilisé dans le contexte des droits fonciers.

<sup>557</sup> *Ngonda nd'otsikali*. Voir *Proverbes* 1810. *Ngonda ndé botsikali*, «La forêt un restant». Signification: La forêt nous survit, elle ne dépend pas de nous pour son existence.

Mon ami Isěseké

Vous, les rédacteurs de *Lokole*, vous portez beaucoup de surnoms. C'est pourquoi nous ne savons pas vraiment à qui l'on s'adresse. Me promenant, j'ai fait une escale à l'Imprimerie et mon ami Ngai P. m'a montré votre réponse. Elle est bien à côté de mes préoccupations. Je vais donc vous expliciter ma pensée par rapport à votre réponse. Puis, je vais vous montrer d'autres erreurs. Vous dites que je n'ai pas explicité le terme d'immigrés<sup>558</sup>. Toute personne qui habite l'agglomération, fût-il de Lifumba, Ifeko, Boangi, Wangata, Bølange<sup>559</sup>, par le fait d'habiter le *belge*<sup>560</sup>, est un immigré sans plus. En vérité, sachez que la ville de Mbandaka n'offre pas beaucoup d'emplois, alors qu'elle est bien peuplée. Dans nos villages et ailleurs aussi, c'est l'homme qui cultive le champ, la femme ne s'occupant que du labourage. L'homme, ici en ville, a son travail précis et ce sont les femmes laborieuses qui cultivent les champs. Vos deux proverbes disent que mon travail chez le Blanc est incompatible avec la revendication des terres d'autrui. Vous renchérissez avec votre allusion à la pirogue que les terres sont inaliénables. Vraiment, vous êtes un juge habile, mais vos propos sont exagérés. Car nous n'avons pas encore vu un immigré qui possède une terre vacante actuellement au *belge*. Les femmes se débrouillent en cultivant pour se nourrir, mais vous allez loin dans votre appréciation des faits. Est-ce une bonne façon de trancher une palabre? Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites à la 4<sup>e</sup> partie... Lorsque je dis que les terres appartiennent au survivant, vous dites qu'elle appartient à ceux qui sont apparentés. Moi, je me suis plaint du fait que l'administrateur ait interdit aux immigrés de couper même une herbe dans la forêt. Il aurait fallu qu'ils mettent cette loi par écrit pour nous apaiser. Et lorsque j'en fais quelque commentaire, vous dites que nous sommes à la recherche du pouvoir. Comme vous savez amplifier les choses! D'abord, vous ne m'avez pas bien compris; puis, votre façon de juger est très partisane. Le juge apaise ceux qui ont une palabre, il ne les excite pas à s'opposer. Deux coqs ne chantent pas sur un même toit. Un étranger n'a son droit que chez lui, mais... ne soyez pas un juge perfide. Nous connaissons très bien ceux qui demandent aux Blancs les faveurs évoquées ci-dessus, mais quelqu'un d'en amont ne peut pas demander au Blanc de lui concéder les terres à Wangata<sup>561</sup>. Peut-être vous avez appris cela, mais pas moi. Isěseké, ne réveillez pas des chats qui dorment. Je suis autochtone et les Ngel'ea Ntando<sup>562</sup> sont donc

<sup>558</sup> L'auteur utilise ici le mot *boyaya* (D., p. 358), qui signifie «immigrant, colon», ce qui est différent du terme usuel *bofaya* qui signifie «visiteur».

<sup>559</sup> Une série de villages périphériques de Mbandaka qui sont actuellement absorbés dans l'agglomération ou dans la ville.

<sup>560</sup> «Belge» dénomination du quartier des autochtones par opposition au quartier des Blancs dans une ville du Congo belge. Même les personnes originaires de ces villages environnants, mais qui sont allées habiter dans le centre extracoutumier, s'y sont installées sur une terre qui a appartenu à un propriétaire traditionnel.

<sup>561</sup> Wangata était à cette époque encore un village non intégré, au sud de Mbandaka.

<sup>562</sup> *Ngel'ea ntando* signifie: «les gens d'en aval», dénomination du groupe de villages au sud de Mbandaka.

mes frères. Il peut arriver que quelqu'un qui ne comprend rien, aille frapper ma famille qui a pénétré la forêt à la recherche du bois de chauffage. Il aura comme prétexte: l'administrateur a interdit aux habitants du *belge* de pénétrer dans nos forêts. Ignorez-vous que tous les hommes ne sont pas riches au même degré? Oubliez-vous que certains originaires d'ici vont à la pêche ou à la chasse chez nous en amont et on ne les expulse pas? et qu'ils s'y considèrent comme des originaires? Il faut bien comprendre les problèmes, et la manière de les trancher. Car vous avez jugé à la hâte l'affaire que voici. Vous tous les rédacteurs, vous ne vous êtes pas bien concertés. Je ne peux pas vous renier. Mais comme vous êtes juges, il faut savoir comment apaiser les parties en cause, car vous avez mis le feu entre nous et nos frères noirs au sujet de la palabre qui nous oppose. Silence, c'est la fin!

Boakampifo

**31. Ndoɣ'aɔnjɛmla l'inkeke'isali efekel'ea tsinjantsinja**<sup>563</sup> [L'ami se méfie de la petitesse de ma taille. Une souche qu'on pousse et repousse], Isěseké, *Lokole* 15 février 1956, n° 4, p. 2. Réponse à la lettre 30.

*Cher ami Paul Ngɔi et autres collaborateurs,  
J'ai vu comment vous transmettez à l'ami Boakampifo la réponse comme réplique à ma réfutation (Lokole n° 2, pp. 2 et 3). Je vous prie de faire paraître cette petite conclusion juste dans le numéro prochain, comme vous l'avez fait pour mon ami, parce que nous qui ne sommes pas près de vous, nous n'avons pas la chance de publier des réponses toutes prêtes aux questions. Mes remerciements infinis et salutations infinies.*

*Isěseké*<sup>564</sup>

Boakampifo, fils de ma mère,  
Je suis étonné de la vivacité de ta réplique à ma réponse aux affaires foncières. Tu dis ici que tu étais de passage et que ton ami P. Ngɔi t'avait montré la page sur laquelle se trouvait ma réponse. Donc, tu n'as pas encore payé ton abonnement à *Lokole*! Mais pourquoi tu y publies des nouvelles? La condition selon laquelle les gens qui n'ont pas encore payé ne peuvent pas publier, n'est-elle plus en vigueur? Arrêtons ... Moi-même, je vois que tu es de connivence avec les rédacteurs de *Lokole*, puisqu'ils ont publié ta réplique vite juste après ma question et je vois dans tes dires que tu ne reçois pas *Lokole*. Paye d'abord ton abonnement à *Lokole* pour pouvoir faire publier tout ce que tu as dans ton cœur, car le lieu où nous allons n'est pas près. Tu t'étonnes toi-même que les vaillants de *Lokole* portent plusieurs sobriquets et tu me réponds au nom d'Isěseké, cela c'est manquer de respect. Moi, je ne suis pas juge: sache que ton affaire n'est

<sup>563</sup> A l'apparence d'un proverbe. Pas dans *Proverbs*.

<sup>564</sup> Texte en italiques dans l'original.

pas arrivée chez les juges. Les gens font appel aux séparateurs s'ils en viennent à se battre, mais on n'appelle pas les séparateurs pour les querelles. Tu doutes au sujet du nom d'«Isěseké»! Je vois, moi, que tu n'es pas un vrai Nkundó. Tu sais bien que dans nos forêts de tous les arbres qui sont là, le premier-né ou le propriétaire de la forêt, c'est isseke [petit arbuste *Microdesmis puberala* Hook.f. *Euphorbiae*]. Le bokungu [arbre *piptademia africana* Hook f. *Mimosac*] et d'autres grands arbres essaient de le supplanter. C'est moi, Iseseke, qui pleure, moi le propriétaire des forêts que tu es en train de ravir. Je ne suis pas juge comme tu le penses. Je suis d'accord avec toi quand tu dis que ma réponse et ton opinion ne s'accordent pas. C'est clair. Si moi, j'étais juge, nous allions nous entendre, mais comme je suis celui qui fait la palabre avec toi, comment pouvons-nous avoir une même opinion! As-tu déjà vu deux personnes tirer la liane bakau d'un seul côté? Quand je te dis que tu n'as pas élucidé l'affaire des étrangers, tu discutes et tu en doutes. Regarde dans ton dernier alinéa, tu me donnes encore raison, quand tu dis: «*Toi, tu oublies que tout le monde n'est pas riche? Tu oublies que certains de nous vont à la chasse seulement avec leurs filets*»... C'est ce que j'ai voulu que tu explicites! Moi je ne chercherai pas l'explication du nom même, parce que les étrangers qui ont un emploi avec une bonne rémunération, quand ils travaillent des champs, ils agacent encore les originaires du village. Mais si ceux qui errent partout travaillaient les champs, peut-être qu'ils réussiraient. Il ne s'agit pas seulement d'étrangers. Quand moi je dis qu'on ne peut aliéner ni rejeter la terre, tu estimes que j'exagère et tu ajoutes que tu n'as pas encore entendu dire et vu un jour que les gens du belge ont acquis des portions de terre. Tu dis que les femmes cultivent des petits champs comparables au pied d'éléphant. Personne ne peut te donner tort, mais si tu continues avec de telles réponses, c'est que tu es toujours enfermé dans un bureau du matin au soir, que tu ne regardes pas autour de toi et que tu n'as pas encore conversé avec d'autres amis. Ce qui t'inspire, c'est seulement ton désir immodéré de la forêt. D'ailleurs, *Lokole* ne voudra pas nous laisser de l'espace dans d'autres numéros, parce que la lutte ne doit se faire que dans une cour spacieuse. Tu connais ces proverbes: Que l'enfant cherche le lit; le rat a mangé la ceinture; un insecte rampe sur toi; ceux qui sont apparentés doivent se quereller pendant la pluie<sup>565</sup>? Regarde, je vais te démasquer: va un peu à Mbandaka Inkole, demande à ceux qui habitent la grande rue d'où ils sont originaires? Tu n'es pas encore passé entre le camp Otraco et Bolaka en allant vers Bamanya?

<sup>565</sup> Référence est faite ici à quatre proverbes (1) *Bɔnɔlu aase mbete* [Que l'enfant cherche le lit]. Non-identifié dans *Proverbes*; (2) *Mp'al'onsenge*, *Proverbes* 1752: *Mpó álê bonséngé áyókita lá etóo* [Le rat mange la ceinture, il est près d'arriver aussi à l'habit]. *Signification*: «Si ta famille est attaquée on te cherche aussi des ennuis»; (3) *Iwaw'aokolande*, *Proverbes* 1298: *Iwaw'aókolandé watsitolaja* [Un insecte rampe sur toi, fais le sauter avec les doigts]. *Signification*: «Il faut réagir dès le début»; (4) *Basangi baseke nd'a mbula*, *Proverbes* 177: *Bāsangi nyangó basēke ndé mbúla, báfósé la wáné* [Ceux qui ont une même mère doivent se quereller pendant la pluie]. *Signification*: «Il faut laver le linge sale en famille».

A qui appartient la première parcelle à droite? Quand TSF a acheté la terre d'Ifeko, qui a reçu une partie de l'argent ensemble avec les autochtones? Quelle est cette autre explication: la forêt reste, elle ne part pas, même si les propriétaires meurent? A qui appartient celle que tu as laissée aux frères au village? Qui en hériteront? Tu es triste parce que l'administrateur a défendu aux immigrants de toucher aux feuillages de la forêt des autochtones. Dis-moi la première personne qu'on a arrêtée pour avoir violé ce règlement? Tu continues: j'ai voulu que l'administrateur nous écrive ce règlement sur papier. Là, tu veux continuer avec la perfidie des citadins. De ces premiers règlements, combien tu en as interprétés? Lis le vieux Enguta (*Lok.* n° 23/24 p. 6) et ...? [sic] Si toi tu veux qu'on t'écrive les lois dans des livres, c'est parce que tu sais lire; scolarise-nous tous d'abord, sinon rentre dans la forêt afin de ne pas avoir trompé ni menti. Je pense que tu étais dans les ténèbres lors de ma première question pour laquelle tu m'as mis au rang des juges. Si tu avais bien examiné mon nom et mes idées, tu allais comprendre que je suis celui dont tu es en train de ravir les forêts (et qui pleure). A la fin, tu es désolé que je t'excite toi et tes frères. Tu dis qu'un jour on attrapera ton épouse avec du feuillage ou du bois de chauffage. N'écoute pas cette affaire, jamais. Il n'y a que vous, qui travaillez dans les villes qui portez atteinte à l'honneur des Nkundó-Móngo. Ecoute quelles sont mes idées à moi que tu as cru être le juge dans cette affaire. J'ai répondu avec colère pour les raisons suivantes: par notre nature depuis nos ancêtres, nous sommes des hommes libéraux. Depuis toujours tous les noirs étaient généreux, paisibles, pacifiques et travailleurs. Nous n'avions pas de discernement. Nous nous fréquentons dans nos maisons sans distinction de pouvoir ni de richesse. Nous ne connaissons ni orgueil, ni désaveu, ni outrage ni dédain envers les amis. Vous, cette nouvelle génération, vous avez clôturé vos cours et vos lieux d'aisance. Tu es en train de manger, l'ami te trouve et quand il met la main pour manger avec toi, tu lui reproches d'ignorer les règles de la politesse ou de ne pas avoir de bonnes manières. Un visiteur te trouve en train de manger, tu lui ne donnes que le journal. La moindre chose est payante. Nous qui passons par là comme un de vos frères, vous ne nous recevez pas et vous nous dupez avec beaucoup de choses. Vous dites que les Blancs vous ont appris la duperie et les faux-fuyants (politique). Quand vous allez régulièrement en Europe<sup>566</sup> apprendre les bonnes manières des Blancs et les biens qu'ils proposent aux Noirs, pensez que ces voyages c'est pour vous déguiser la peau ou pour désavouer les amis et tout le Congo. En revenant de là, vous ne donnez les nouvelles qu'à vos amis qui sont au pouvoir et vous faites la sourde oreille à nous qui manquons de nouvelles d'Europe. La chèvre met-elle bas un léopard? Tu es venu me concurrencer et tu rentres sans accepter d'arrangement? Boakampifo, quand tu as appris que les originaires étaient devenus furieux à cause de leurs forêts, quel est cet originaire

<sup>566</sup> Je n'ai pas pu vérifier si effectivement Tswambe (ou Eanga) aurait fait des voyages en Europa avant 1956.

du village que tu as consulté pour pouvoir arranger cette affaire, comme font les frères? Tu tranches vite et tu informes les Blancs et tu écris dans *Lokole* pour que tout le monde lise nos défauts, alors que la coutume traitait des défauts dans la famille? Quand tu fais publier ces affaires dans les journaux, les Européens disent: «C'est ce qu'ils veulent: la dispute». N'oublie pas que tu leur donnes la faculté de dire que «si eux-mêmes se disputent la forêt, à plus forte raison, nous? Donc, ils ne sont pas les propriétaires des forêts, nous allons donc les ravir». Tu verras que tu as appris au léopard comment chasser et les ancêtres disent: «On ne porte pas la vanité dans la mort, pour ne pas faire comme le léopard et l'antilope»<sup>567</sup>. Quand les autochtones refusent de donner la forêt, c'est parce que votre façon de demander est une façon de dominer ou de piller, et toi-même, tu n'oublies pas comment les ancêtres demandaient les forêts? Moi, je ne suis pas intermédiaire de quelqu'un ou d'une autorité comme vous le faites maintenant.

*Isěské*

**32. Ooten'efe, oten'ol'esato?** [Tu en as coupé deux, en couperas-tu trois?<sup>568</sup>], Boakampifo, *Lokole* 1 mars 1956, n° 5, p. 2. Réponse à la lettre 31.

*Bien-aimé Isěské,*

*Aurais-tu encore des arguments pour me convaincre? Ceux qui sont apparentés, simulent l'inimitié*<sup>569</sup>, *disent les anciens ... Demande à Elenga et à ses amis pour qu'ils nous donnent une possibilité de résoudre définitivement mon affaire. Moi, Boakafampifo! En réalité, Paul Ngɔi, mon frère, je te supplie de fournir une issue en me donnant des réponses à mes questions dans cet unique numéro que tu vas publier concernant Isěské. Je te remercie*<sup>570</sup>.

Boakafampifo

Après tout, tu exagères. Veux-tu nous dire que là où tu vis, c'est-à-dire au village, tu n'as jamais été en position conflictuelle avec certains de tes consanguins? Et n'aurais-tu nulle part personne qui ne vive pas en bons termes avec toi? Paul Ngɔi est mon cher ami. Même si nous faisons une palabre, même si nous nous évitons un peu, toujours est-il que la confiance règne entre nous deux, de sorte que nous mangeons dans l'obscurité le botomba [Chrysetomys dissimilis Rochebr.] et il n'a pour moi aucun secret. Donc, entre l'ignome et la pelure

<sup>567</sup> *Bafotombe lɔlesɔ nd'iwa, ofokela ng'oki nkoi la mbuli*. Pas dans *Proverbes*. Probablement une allusion à une fable.

<sup>568</sup> *Ooten'efe, oten'ol'esato*. Pas dans *Proverbes*. Signification: «Auras-tu encore des arguments pour me convaincre»?

<sup>569</sup> *Bafomb'ilanga*. *Proverbes* 176. *Básangí nyangó, báfomb'ilanga!* Ce proverbe se trouve reproduit en dessous de la lettre 33 du 1<sup>er</sup> avril 1946 (voir ci-dessous) d'Isěské. Explication de *Proverbes*: «Quand deux frères se disputent, ils ne sont pas vraiment fâchés, ne vous mêlez pas de la querelle, car ils se tourneront contre vous».

<sup>570</sup> En italiques dans l'original. «mon affaire» en gras dans l'original.

il n'y a pas place. Réponds-moi un peu. Je ne suis qu'un passant, c'est-à-dire, je ne suis ni fondateur ni un des membres de Lokole; comment aurai-je pu donner un ordre pour diffuser une quelconque information dans Lokole? Tu es quelqu'un d'important pour Lokole et je te confonds en te disant que tu n'es pas un lecteur de Lokole bien que tu occupes une place de choix dans Lokole. Dans Lokole n° 7, page 2, en bas, nous lisons: «Nous avons levé l'interdit»<sup>571</sup>. Cette abrogation n'a été que théorique, n'est-ce pas? Si je n'ai pas bien compris, dis-le moi. Il faut faire la part des choses pour ce qui concerne les fondateurs. Paul Ngoi et moi, nous nous rencontrons souvent et nous parlons beaucoup des lamentations de nos frères Noirs. Enfin, Ngoi ne cesse de glorifier l'influence de Lokole, et il dit à moi et à certains amis que, s'il y a des dérangements concernant les litiges et de bonnes questions à traiter pour le bien-être du village, de les confier à Lokole et ce dernier trouvera des solutions pour nous. Tu me signales que mon affaire n'est pas encore arrivée aux mains des juges ...

Prépare-toi, je viens.

Isëseké, comment! Je me rends compte que tu commences à fuir tes responsabilités. Tu n'es pas un juge, mais tu es le propriétaire de la forêt. En réalité, tu es un homme illustre dont tous parlent. Mais, pour la leçon de morale d'Iy'afe à l'intention de Mbaku Grégoire, jette un coup d'œil sur le Lokole n° 23-24, à la page 7, dans «Qui est le propriétaire de Lokole»<sup>572</sup>. Iy'afe et son groupe nous disent clairement que Lokole appartient à tous les Nkundó et les Móngo. Alors n'appartient-il pas à nos propres juges de trancher nos affaires selon les instructions qu'ils ont reçues auprès des Blancs qui incarnent le pouvoir? Ne cherche pas à nous troubler en noircissant encore notre réputation.

Ami, non, je ne t'ai pas donné raison, comme tu le penses; les affaires que tu fais revivre dans ma septième partie de ... là, je t'ai dit un mot sur l'observance de l'amitié qui doit régner entre nous ... Non, si je dis: *Certains parmi nous vont faire des recherches avec leurs filets de notre côté en amont*, à ce moment je fais la distinction des côtés où ils se dirigent et je n'ai pas précisé les sortes de prospection. Ne vois-tu pas qu'ici nous parlons le même langage? Tu dis: ... *mais c'est mieux que les vagabonds fassent des champs*. Là, tu as raison, car il n'est pas gentil de nous approprier des biens sans toutefois songer à nos consanguins qui souffrent ou qui n'ont pas de moyens.

Je n'ai pas de commentaires à donner sur la cinquième partie de ta réponse, car je ne connais pas ce qui se passe réellement au village. En outre, j'ignore l'affaire de Mbandaka Inkole et d'autres problèmes dont tu me fais part. Je médite un peu et je suis toujours à la recherche d'une solution, car notre discussion ne prendra fin que quand je te répondrai dans un autre numéro. Comme tu ne cesses

<sup>571</sup> Au début seuls les abonnés pouvaient envoyer des nouvelles des villages. La rédaction a supprimé cette règle à partir de ce numéro 7 de 1955.

<sup>572</sup> Numéro 23-24 du 1-15 décembre 1955, p. 7 est une réponse à une question de Grégoire M'baku. Elle se situe dans la dispute entre le journal *Mbandaka* et *Lokole* concernant l'influence de leurs autorités de tutelle respectives (l'administration et la mission).



de m'importuner, sois clair et précis. Car tu dois me dire si les immigrants avaient reçu leur portion *de forêt, parce qu'ils l'ont ravie aux autochtones* ou s'ils l'avaient obtenue *à la sueur de leur front en commençant d'abord à y établir de petits champs*.

Dans la sixième partie, tes arguments ne sont pas convaincants. Lors du conflit qui avait opposé, ... à..., j'avais vu de mes propres yeux deux policiers arrêter Maman Bolondo, une femme de notre groupe, parce qu'elle avait ramassé et transporté six menus bouts de bois de chauffage dans son panier... A la suite de cet incident, j'ai été me lamenter auprès de Lokole. Mais tu m'invites à citer le vieillard Enguta à titre d'exemple! Ne sais-tu pas qu'il est aussi mécontent de Lokole? Les fondateurs de Lokole sont-ils allés auprès des patriarches afin d'apaiser le vieillard Enguta? Ce ne sont pas seulement ces promesses qui ne sont jamais honorées, mais jusqu'à présent, de leur part, on ne voit aucune réalisation. (Tiens! excuse-moi si tu remarques peut-être que je commence à dévier parce que j'ai peur que tu dises que j'outrage Lokole, car Isëseké cherche des discussions dans lesquelles il n'est pas capable de se tirer d'affaire.) Et tu commences à nous embrouiller en disant que l'Etat n'a jamais écrit de lois sur papier à notre intention et tu ajoutes que tu es lettré? N'as-tu pas été sur les bancs de l'école? Et ce fameux discours que tu profères, qui te l'a écrit? Il ne fallait pas faire mention de cette situation. Car si tu n'étais pas scolarisé, ton fils ou ton jeune frère aurait écrit ce plaidoyer à ta place. Si l'Etat met sur papier les lois et s'il arrive que tu ne sais pas lire, n'importe quel petit enfant qui sait lire le fera à ton intention afin que tu puisses d'une manière ou d'une autre mettre fin à tes doutes. Nous savons que tu n'es ni juge ni Ngel'ea ntando. Tu n'es qu'un tiers ambitieux<sup>573</sup> qui a voulu s'immiscer dans une affaire qui ne le regarde pas. Pourquoi veux-tu salir la réputation des fondateurs de Lokole?

Dans ta septième partie..., relis-la encore une fois, tu es pris au piège! Voici tes mensonges: a) tu dis que tu n'es pas un attiré de Lokole; b) tu nies être scolarisé; c) tu ajoutes que *tu n'as pas entendu parler de cette affaire et que tu ne connais pas cette affaire*. Où en sommes-nous? Comment peux-tu tenir ce genre de discours si tu ne connais pas cette affaire? C'est bien. Je t'attends pour ne pas ébruiter par oubli des secrets. Ce que tu me rappelles, n'est-ce pas ce que j'ai proposé moi-même? Souvent, tu me renies. Tu n'as pas été juge et tu ne l'es pas. Que tu sois Ntomba<sup>574</sup> ou pas, je ne les ai pas agacés sur leurs propres terres. Cependant, ne dis plus mot sur ce qui ne te regarde pas. Pour ce qui concerne les aliments, mon cœur est loin de là. Sur ce point, je ne te raconterai pas les jérémiades des jeunes hommes qui sont ici au sujet des aliments. Ils

<sup>573</sup> Allusion probable au fait que Wijima n'est pas l'aîné de la famille mais qu'il est le puîné et mandaté de son frère aîné Ibuka.

<sup>574</sup> Sur ces Ntomba, voir Hulstaert, 1990, pp. 43-46. Il s'agit d'une des composantes ethniques de Mbandaka à côté des Boloki et Eleku, et ainsi de la position juridique de Wijima, base de ses prétentions sur la terre disputée avec Eanga.



oublie ce que les anciens disent: les aliments ne sont que des excréments et il ne faut pas les refuser à ton ami<sup>575</sup>.

Dans la huitième partie, ce n'est pas possible! Où es-tu? Est-ce que tu rêves? De nouveau, tu ne te fais pas comprendre. Tu es sans position, je n'aime pas des tracasseries pareilles. Donne-moi le nom d'une seule personne que tu connais et qui est habitante autochtone, car tu te prétends être l'aîné des Ntomba. Montre-moi son domicile ou ton propre domicile prouvant que tu es Ntomba, afin que je vienne demander une faveur pour cette femme qui a un mari qui ne touche qu'un maigre salaire et qui veut établir un petit champ. Elle est dans le besoin et ne sait pas à qui demander une forêt. Tu me reproches d'avoir tranché rapidement l'affaire en consultant les Blancs et en publiant l'affaire dans Lokole afin que tout le monde lise nos erreurs. Je me moque de toi éperdument! Tu es conscient que j'ai tort en tranchant l'affaire en vertu des lois des Blancs et en la publiant dans Lokole. Quel est ce Blanc que j'avais consulté? Tu sais bel et bien que, quand nous mettons nos mauvaises querelles dans le journal, c'est une affaire qui concerne tout le village et il serait mieux que tous le lisent. Maintenant tu cherches un arrangement, ta réponse a-t-elle fait preuve de réconciliation? Tu m'as adressé une riposte et maintenant tu souhaites que nous parlions le même langage. Tiens! Et pourtant tu continues avec tes ripostes de mauvaise humeur. Tu m'accuses encore à tort en disant que *lorsque je me mets à écrire ces choses, les Blancs traitent cela de dispute*. Les Blancs sont instituteurs et ne sont pas sans savoir qu'un immigrant ne peut disputer la possession d'une forêt à un autochtone. Vois-tu que quand un immigrant dispute la forêt au propriétaire que c'est un vol? On n'agit pas comme ça. Il n'y a aucune idée de dispute. Cette forêt n'appartient qu'aux autochtones; nous, les immigrants et les étrangers, nous sommes loin de cette affaire.

Enfin, Isëseké, je n'arrive pas à t'identifier. Tu affirmes que tu n'es pas un rédacteur de Lokole. Tu n'es pas non plus un Ntomba, car ta première réponse montre que tu n'es pas autochtone. Après tout, je n'arrive pas à t'identifier. Mais, je te mets en garde: de ne pas t'immiscer avec colère dans les affaires qui ne te regardent pas. Trancher avec colère, c'est dépasser toute mesure. Sois un vrai questionneur. Je te fais savoir que j'ai écrit après que j'ai rencontré des policiers qui avaient arrêté une femme de notre groupe et lorsqu'un vieillard m'avait raconté tout ce qui s'était passé lors d'une assemblée provoquée par l'administrateur de territoire<sup>576</sup> concernant cette prohibition. Mais cela ne te concernait pas. Il fallait demander la permission auprès des rédacteurs de Lokole et répondre en leurs noms. Après tout, tu as mal agi et je n'y reviens plus.

Boakampifo

<sup>575</sup> Probablement un proverbe. Non identifié.

<sup>576</sup> Il s'agit de l'assemblée de tentative de réconciliation du 20 novembre 1954 par l'administrateur de Territoire Flament.

**33. Ntsifimanaka la Etsikafaka baata lobi o ngwanga**<sup>577</sup> [Celui qui ne décampe jamais et qui ne partage jamais, aura bientôt des problèmes], Isěseké, *Lokole* 1 avril 1956, n° 7, p. 2. Réponse à la lettre 32.

Ami Boakampifo,

J'ai reçu avec joie ton second brouillon dans *Lokole* n° 5 et je me rends compte que tu es formidable. Reste à l'écoute... Ne pense pas que c'est par ambition ou par agacement que j'écris sur cette affaire à ton intention, ce n'est qu'une leçon de raisonnement pour nous-mêmes et pour nos petits-enfants. La coutume dit ceci: «On n'a jamais eu raison à cause de l'insolence»<sup>578</sup>. Je viens de lire les quatre premières parties de ton discours, mais je ne trouve rien de substantiel dans ce que tu racontes (la raison pour laquelle nous ne nous entendons pas); c'est ce que nous appelons les pelures et l'arrière-cour (on jette les pelures derrière la maison et l'on consomme la nourriture). Passons!

Je suis mécontent de toi à cause de ce que tu as écrit dans la cinquième partie, parce que tu n'as pas respecté ce que j'ai écrit (tu as changé certaines choses que j'avais écrites). N'oublie pas que chaque phrase ou tout ce que j'avance dans cette discussion n'est qu'un piège enterré. Mais si tu déplaces des passages ou si tu supprimes, ne fût-ce qu'une petite chose, pour avoir raison ou par le souci de changer les écrits, là, tu dénatures tout le texte. Dans cette même partie, tu n'as saisi que des nids qui n'ont pas d'oiseaux: tu prétends que nous raisonnons de la même façon, alors que ce n'est pas le cas. J'avais dit ceci: «Si les vagabonds font leurs champs, c'est PEUT-ETRE mieux!». Tu changes mon texte en disant: «C'est mieux que les vagabonds fassent leurs champs». C'est-à-dire que tu crois que c'est logique. Dans notre discussion, j'ai laissé un doute, alors que toi, tu es opiniâtre. Où en sommes-nous? Si j'ai écrit: «C'est mieux qu'un vagabond fasse un champ», cela veut dire que je veux avoir de ta part une différence entre un vagabond, un travailleur et un immigrant, car je remarque que tu risques de te perdre dans leur signification. Apaise-toi un peu.

Dans ta sixième partie, tu remets la discussion dans l'attente de la position de certains vieillards, car tu es hésitant; ensuite, tu continues; pour, enfin, t'arrêter où? Que veux-tu que nous, les propriétaires des forêts, nous fassions? Je n'ai rien à demander. Dis-moi la vérité, rien que la vérité, sur cette affaire.

Dans la septième partie, tu dis: «*J'avais assisté* à l'arrestation de la femme d'un de mes amis...» Et si tu n'avais pas bien compris la cause de son arrestation, il serait préférable de te taire. Donne-moi le nom de l'homme qui a arrêté cette femme. Tu diras que c'est un policier! A ce moment, tu diras encore que ce sont les autochtones comme tu l'avais déjà écrit. Tu vois comment tes échappatoires et tes faux-fuyants t'ont jeté dans l'abîme. Ne sais-tu pas que des écrits pareils, qui ont pour but de souiller la réputation de ton semblable, peuvent te mettre en

<sup>577</sup> Variante de traduction: «On ne peut me refuser» et «je ne partage jamais» auront bientôt maille à partir l'un avec l'autre.

<sup>578</sup> *Bafoate elonga la lălesă*. Pas dans *Proverbes*.

difficultés. L'écrivain n'est pas seulement celui qui enregistre des propos, mais celui qui mène des études qui s'appuient sur des témoignages au sujet de quelque chose.

Penses-tu que j'étais sous-informé, comme tu l'étais le jour où l'on avait arrêté la femme de ton ami? C'était le médecin vétérinaire qui avait donné l'ordre de ne plus couper du bois de chauffage dans son champ, parce que les femmes y semaient du désordre et l'endommageaient à tout moment. Et par voie de conséquence, il posta des policiers à Bokala. Comme la femme de ton ami a enfreint la loi de ce médecin, tu profites malignement d'ajouter cette situation à notre discussion pour avoir raison. Comment peux-tu donner tort aux autochtones? C'est ici que tu as trouvé un vide (des nids sans oiseaux). Ensuite, tu dis que le vieillard Enguta est mécontent des censeurs de *Lokole*. Tiens! Attention! (Prière de lire de nouveau avec tes lunettes.)

Dans ta réponse, tu dis que je suis ambitieux et que je ne suis pas Ngel'ea ntando; tu dis que j'ai beau être fougueux et tu m'invites à ne pas m'immiscer dans tes affaires relatives à la mendicité audacieuse. Je suis d'accord. Je cesserai d'engager des discussions avec toi. Tu dis que celui qui peut engager une telle discussion, ne doit être qu'un fils aîné, un propriétaire d'une forêt, une autorité. Je fais peu de cas de l'autorité. Je t'ai déjà parlé de ma progéniture et de mon pouvoir sur ces forêts, mais tu ne m'as pas cru parce que tu voulais toujours avoir raison. Sur ce, je te dis que je ne suis qu'un étranger ou un esclave et que je ne suis pas propriétaire d'une forêt. Un pygmoïde et un Nkundó peuvent se battre, l'esclave et son maître peuvent se quereller. Mais, comme tu me désavoues en disant que cela ne me regarde pas et que tu ne veux engager de discussion qu'avec un fils aîné de Ngel'ea ntando<sup>579</sup>. Qui t'a donné ce pouvoir en ville de faire anarchiquement cadeau de portions de forêts à la demande de tous les immigrants? Le commissaire? Le chef du belge? Le juge? Le policier? Parce que tu dis toi-même que celui qui peut engager une discussion ne peut être qu'un fils aîné et je veux savoir si cette ville est sous ton pouvoir.

Qui t'avait donné le nom de BOAKAMPIFO? As-tu réfléchi avant de prendre ce nom ambitieux qui dénote une certaine usurpation de pouvoir? Tu t'étais embusqué, mais tu vas te faire démasquer. La coutume a prévu ce nom pour l'aîné du village, le plus vieux du village qui représente la progéniture ou pour le jeune (autochtone) connaisseur des choses de la coutume, capable de déterminer les pouvoirs des gens, afin de distribuer les forêts et les pêcheries aux autochtones; ce jeune intelligent devra également arranger toutes les désordres du village afin de mettre fin aux allures nocives des perturbateurs ou agitateurs. Maintenant c'est l'Etat qui a pris le nom de Boakampifo, parce qu'il

<sup>579</sup> Dans la version originale imprimée se trouve la graphie «ngel'ea ntando», ce qui pourrait être un jeu de mot. Ng'el'ea ntando sont les habitants de la région entre Mbandaka et Bokatola; *ngel'e ntando* pourrait être traduit comme «les gens qui donnent le signal dans la danse».

nous gouverne et il nous traite comme il veut. Et tu ne l'ignores pas. Nous ne te confondons pas, car nous ne savons pas si tu es l'aîné de Mbandaka. Mais tu dois savoir que le premier est un étranger, il n'est pas originaire de Nkundó-Móngo<sup>580</sup>. Car je remarque que tu as commencé à demander des jachères pour les femmes mariées, tout en disant que leurs maris n'ont pas beaucoup d'argent. Ici, tu oublies que tout homme a sa jachère au village et qu'il peut envoyer sa femme y récolter tout ce qu'il veut.

Je m'arrête ici et je te remercie infiniment. Il est vrai qu'on coupe les nkongo [plantes à grandes feuilles, *sarcophrynium macrostachyum*] pour l'éléphant et pour le sanglier, mais pas pour le lisile [lémurien, *Galago demidovi* Fisch.]. Nous pouvons demander une espace dans la feuille *Lokole* si mes questions et mes réponses s'accordent plus ou moins, mais pas dans des faux-fuyants et dans des excuses.

*Isěseké*

Ceux qui ont une même mère simulent l'inimitié<sup>581</sup>.

**34. Ek'is'olimangaka o nga wetɔ nga nsɔnsɔlɔ** [Le début de cette discussion semblait être de la blague; maintenant cela devient du sérieux], Boakampifo, *Lokole* 1 mai 1956, n° 9, p. 3. Réponse à la lettre 33.

Bien-aimé Isěseké,

Ceux qui sont apparentés simulent l'inimitié.

Je t'ai attrapé dans *Lokole* n° 7, page 2 [du 1<sup>er</sup> avril 1956, voir texte n° 32]. Je te lis et je me moque de toi, mais ce n'est pas étonnant parce que je vois que tu n'es pas vraiment un vieillard. Tu n'es qu'un fameux jeune homme de cette époque. Tu as désiré montrer tes dents, reste donc au soleil<sup>582</sup>.

Dans ta première intervention, tu dis qu'on n'a jamais eu raison par arrogance. En réponse, je te dis que tu résistes pour rien. Tu ajoutes que tu ne trouves rien de substantiel dans mes quatre premières parties. Eh! bien, ce ne sont que des prologues, mais tu dois savoir qu'il y avait du fondement. Nous ne cherchons pas ici une discussion, mais cherchons, au contraire, le discernement des choses. Emporte-moi! Supporte-moi! Tu me tends un piège, et qu'est-ce que moi, je peux t'offrir? Je peux te répondre que longer la rive n'est pas difficile. Tu joues des deux côtés quand tu dis que tu as parlé superficiellement lorsque

<sup>580</sup> Il n'est pas clair à qui Isěseké fait allusion ici. S'agit-il de Bofonge, chef de la cité mais originaire de Bolomba, ou vise-t-il le gouverneur, ou le commissaire de district? Dans ce paragraphe *Isěseké* en finit avec son adversaire en l'accusant d'usurpateur et s'attribuant le seul ayant droit à ce titre, même s'il n'est pas le réel aîné, mais son jeune représentant.

<sup>581</sup> *Basangi nyango bafom'ilanga. Proverbes 176: Bāsangí nyangó báfomba ilanga.* Signification: «Ceux qui ont une même mère dissimulent l'inimitié». Voir texte n° 32 ci-dessus. Expression mise en exergue par la rédaction du journal et séparée du texte principal. Proverbe judiciaire: voir Van Goethem 1942.

<sup>582</sup> *W'okomboli 'ongonya, yalaka nk'a wane. Proverbes 2242. Ókómbóláki bongónya oyala'ngo ndá wáné.* Signification: «Nous devons supporter les conséquences de nos fautes».

tu disais que c'était PEUT-ETRE mieux que des vagabonds fassent leurs champs. Curieusement, tu n'es pas propriétaire de cette forêt, et tu n'es pas toujours d'accord. Je te demande encore une fois: «Qui es -tu?». Tu t'es déjà dérobé à cette affaire, car tu n'es pas le propriétaire de la forêt, tu n'es pas un fils aîné ... Mais, pourquoi tout ce bruit? Tu m'invites à me taire. Toi, Isěseké, je te demande: Es-tu un des rédacteurs de *Lokole* à qui je m'étais adressé? Tu discutes avec qui? Si tu avais été un rédacteur, tu aurais pu trouver une solution pour moi et pour tous les lecteurs et tu aurais pu apaiser tout le monde en répondant à ma question. Maintenant tu éteins la discussion et tu veux savoir où tu dois t'arrêter. Moi, je ne mettrai fin à cette discussion que lorsque j'aurai une réponse satisfaisante.

Dans ta cinquième partie, tu t'adjudges deux pouvoirs: rédacteur de *Lokole* et propriétaire de la forêt. Et pour le moment, tu deviens Dieu qui sonde les intentions des hommes. En réalité, tu le mérites. Tu me pousses à te donner le nom de celui qui a arrêté la femme de mon ami et tu me réponds en disant que c'est un policier ... Sur ce point, je ne te répondrai plus de peur de nous plonger dans des discours interminables. Car je ne cherche ni discussion ni raison. Je ne cherche que ce que j'avais demandé.

Dans la sixième partie, tu te donnes encore un autre surnom, car le jour où l'on a arrêté la femme de mon ami, je ne t'ai pas vu et nous n'étions pas dans les démêlés comme tu le penses. Donc tu es aussi policier. Tu cherches des palabres, car tu étais caché et nous ne t'avons pas vu. Mais, ne te rends-tu pas compte que ce n'est pas mauvais si les rédacteurs demandent à l'Etat et aux autorités de nous écrire les LOIS et les INSTRUCTIONS? Qui est au courant de la LOI de ce médecin vétérinaire? Il avait défendu aux femmes de couper encore du bois, est-ce que toutes les femmes étaient au courant de cette loi?

Dans la septième partie, tu ne tiens pas compte du droit d'aînesse du propriétaire de la forêt et de son droit et tu ajoutes que tu m'as déjà donné des explications concernant ta progéniture et ton droit sur ces forêts. Tu vois comment je te froisse! Tu m'as taxé d'arrogant! Ami, c'est toi-même qui es arrogant. J'ai beau chercher le numéro de *Lokole* dans lequel tu m'avais donné des éclaircissements à propos de ton pouvoir sur cette terre, mais il reste introuvable ici. Lorsque tu me liras, tu seras honteux, car tu as agi sans réfléchir. Du reste, tu commences à te disculper avec grande adresse. Hypocrite, que tu es!

Tu n'es pas identifiable. Mais, moi, je suis «celui qui se lamente, celui qui est malade»<sup>583</sup>. Ni le commissaire, ni le chef du *belge*, ni le juge, ni même le policier, personne ne m'a donné le pouvoir de faire un cadeau aux immigrants qui sont dans la ville. C'est incroyable! Comment donc un policier peut-il investir quelqu'un d'un pouvoir? C'est la première fois que j'entends cela! Même si j'avais gouverné cette ville, je n'aurais pas pu demander des portions de terre

<sup>583</sup> *Otataana wat'ondoka nkange*. Proche de *Proverbes* 2366: *Ōtataana ōndénábobé*. Signification: «Celui qui est content de sa situation ne se plaint pas».

pour ces immigrants. Mais je serais allé m'agenouiller auprès de certains de nos frères. Si tu demandes quelque chose à quelqu'un, est-ce synonyme de gouverner un village? Vas-y! Tu vois, tu n'es qu'un vagabond qui as vendu la forêt aux étrangers par recherche effrénée de l'argent. Tu ne vois pas comment certains de tes consanguins commencent à regretter que leurs femmes n'aient plus de jachères pour faire les champs.

Moi, Boakampifo, quand je t'expliquerai cette situation, cela te rendra honteux et confus. Tu veux savoir le nom de celui qui m'a donné le sobriquet de Boakampifo! Dis-moi, alors, le nom de celui qui t'a donné le sobriquet d'Isëseké. Tu dis que j'ai volé le surnom de Boakampifo. Ensuite, ton explication me donne raison parce que je suis vraiment connaisseur de la coutume et je mets le pouvoir en ordre. Et que dois-je encore chercher? Tu vois comment toi-même tu patauges dans la boue? Isëseké, tu dis que tout homme a sa jachère au village et peut envoyer sa femme pour y chercher tout ce qu'il veut. Il ne fallait pas parler ainsi; je donne ma langue au chat, car tout le monde se moque de toi.

En guise de conclusion, je t'en prie de te présenter et de dire un mot à propos de ton pouvoir sur ces forêts avant de me répondre. Donne également le nom de celui qui écrit tout cela pour toi, parce que tu as dit au départ que tu étais analphabète<sup>584</sup>. Peut-être celui qui écrit pour toi, ajoute-t-il certains mots vides de sens. J'attends ta réponse.

Boakampifo

**35. Of'a wanya nd'ulu – embɔ nd'olinga**<sup>585</sup> [Insensée est la tortue commune – la tortue des marais est dans la fumée], Pierre Efete, *Lokole*, 1 août 1956, n° 15, pp. 6-7.

Identification du correspondant: *Pierre Efete, originaire de Wängatá w'âjiko près de Mbandaka, fut longtemps juge au centre extracoutumier de Coquilhatville. En 1962, dans le numéro du 15 mars 1962, p. 4, de Lokole, il signa son texte se qualifiant de: «Porte-parole du peuple de l'Equateur». Il publia plusieurs articles dans Lokole Lokiso en 1955, 1956 et 1962. Le 15 février 1962, p. 5, il dit souhaiter le retour des Blancs. Il contribua aux Rechtspraakfabels van de Nkundo de G. Hulstaert et A. De Rop, Tervuren, 1954.*

Ecoutez ce proverbe ...

Vous, les rédacteurs de *Lokole*, je vous invite à écouter ce proverbe afin de me fournir une bonne explication. Voici ce problème. Ouvrez vos oreilles! Vous me suivez?

<sup>584</sup> Allusion probable au fait que Wijima, scolarisé, agissait au nom de son grand frère Ibuka, le véritable aîné de la famille, mais analphabète et qui avait donné une procuration à Wijima pour gérer en son nom cette affaire foncière.

<sup>585</sup> Signification: on peut vaincre par la ruse. Pas dans *Proverbes*.

Losako<sup>586</sup> des Nkundó et des Móngo:

- Celle qui était sur l'esulu<sup>587</sup> a construit une étagère<sup>588</sup>;
- Après le dépeçage, le propriétaire d'une poule ne reçoit que les pattes<sup>589</sup>;
- Celui qui a eu les champignons en mange les tiges<sup>590</sup>;
- Le propriétaire de la femme doit une somme d'argent au concubin de sa femme<sup>591</sup>;
- J'ai acheté des crevettes qui proviennent de la clôture [de pêche] qui appartenait à ma propre mère<sup>592</sup>;
- L'oiseau bokoko [centropus monachus] dit que lui seul connaît le soleil<sup>593</sup>;
- Un dicton doit précéder le procès<sup>594</sup>.

Voyez un peu si cette affaire est mauvaise ou bonne. Ceux qui enseignent la parole de Dieu disent que le péché est comparable à une civette monstrueuse [ngambala]<sup>595</sup>. Cet animal a une tête, des pattes antérieures, des pattes postérieures, une queue, des griffes et des dents comme le crocodile dans l'eau. S'il veut entrer dans ta maison, cet animal dit: «Laisse-moi de l'espace pour poser ma tête». S'il a déjà fait entrer sa tête, il dit: «Laisse-moi de l'espace pour poser une de mes pattes antérieures». S'il l'a déjà posée, il dit: «Laisse-moi de l'espace pour que je pose l'autre». S'il pose ses deux pattes antérieures dans ta maison, il dit: «Laisse-moi de l'espace pour faire entrer ma queue». Après avoir posé sa queue dans ta maison, il dit au propriétaire de la maison ceci: «Sors de cette maison, n'y reviens plus, car elle est encombrée de mon corps. Il n'y a plus de place». Voyez cette situation! Comment un étranger peut se rendre maître d'une maison qui n'est pas la sienne, en chassant le propriétaire de la maison qui doit aller chercher un autre domicile? Je veux savoir qui est comparable à cet animal: le Blanc, le Noir, une femme ou un homme, un jeune homme ou un vieillard? Donnez-moi une réponse satisfaisante sur cette affaire. Je ne suis pas assez intelligent pour donner mon opinion, mais stupide que je suis, je dirai que

<sup>586</sup> Losako est un genre littéraire propre à l'art oral des Móngo. Voir Hulstaert 1959. L'auteur débite ici une série de sept nsako. Plusieurs sont aussi connus comme proverbes.

<sup>587</sup> Esúlú, D., p. 606: Endroit un peu surélevé dans les marais, formé de racines et qui émerge facilement lors des crues.

<sup>588</sup> Oky'esulu aotonga bojiko. Hulstaert 1959, p. 470: Óki ndá esúlú dótóngá bolíko. Signification: «On profite de la sueur des autres». Aussi Proverbes 2226.

<sup>589</sup> Oatakí nsoso, nkaf'akaka. Pas dans Proverbes.

<sup>590</sup> Omukaki bebwo aol'etembe. Proverbes 2290: Ómuki bebwo la ðlé betémbé. Signification: «Souvent on se voit ravir les fruits de sa peine».

<sup>591</sup> Bomongo waji aolita nyango el'onsasamb'oa waji. Pas dans Proverbes.

<sup>592</sup> Njosomba befaji nd'ekombo eki ngoya mongo. Proverbes 1834: Njòsomba nsé ndá ekombo éki ngóya. Signification: «Appliqué à tout cas où quelqu'un a été dépossédé de ses droits par un étranger à cause de sa jeunesse ou de sa faiblesse».

<sup>593</sup> Bokoko asanga 'ondea jefa nk'ende. Proverbes 326: Bokókó ásanga óndéa jéfa'nko endé. Signification: «Contre celui qui croit être malin tout seul».

<sup>594</sup> Joi l'okolo, joso bokolo. Pas dans Proverbes.

<sup>595</sup> Le traducteur avait traduit ngambala par *Civettictis civetta* Schreb ce qui n'est pas évident. Le mot ne se trouve pas dans D. On y trouve bien la variante engambala, à traduire par «énorme grandeur, énormité». Une traduction acceptable me semble être le mot «monstre». Je retiens la traduction «civette» pour raison d'harmonie littéraire avec la suite du texte.

le monstre, c'est le Blanc. C'est mon opinion. Car si le Blanc se propose de te ravir ta terre, il usera des mêmes stratégies que la civette. Il va d'abord dire ceci: «Donne-moi un petit espace de terre pour élever mes bêtes». Tu lui donnes dix mètres. Il revient en ces termes: «Ajoute-moi quelque espace de terre pour que mes bêtes broutent l'herbe». Tu lui donnes encore dix mètres, au total vingt mètres. Il dit: «Donne-moi encore un petit espace pour que je construise un pavillon pour mon bouvier». Tu lui donnes encore dix mètres. Il revient pour demander un espace pour construire des maisons pour ses travailleurs: «Donne-moi un espace pour que je construise une maison pour le Blanc, car les Noirs ne travaillent pas bien à l'absence du Blanc», ajoute-t-il. Il revient de nouveau demander un petit espace pour faire la clôture de peur qu'on ne vole ses biens. Il a pour ainsi dire cent cinquante mètres. Lorsque le travail de la clôture prend fin, il dit: «Donne-moi un petit espace pour construire une maison servant de magasin». Il réclame encore un petit espace pour construire des maisons de travail, un espace pour planter des palmiers, des caféiers, des théiers, un espace pour creuser du sable et extraire des pierres. Le Blanc demande beaucoup de choses sans limite. Et comme en blaguant, en une seule année, il te ravit mille mètres de ta propre terre sans plus. Dans dix ans, il te ravira combien de mètres? Je crois qu'il te ravira toute votre terre.

L'exemple des descendants de BOYELA<sup>596</sup> est frappant. Dès son arrivée, le Blanc avait trouvé Boyela habitant, là où nous faisons le marché (le marché de Coquilhatville). Le Blanc lui dit: «Laisse-moi un espace, laisse-moi un espace». A force de céder à tout moment un petit espace au Blanc, le nom des descendants de Boyela a disparu pour toujours; c'est l'extinction de la descendance BOYELA. Si tu hésites à croire ce que je dis, compte-moi le nombre des maisons des Blancs qui sont à l'endroit que l'on a ravi à Boyela. De Ifeko jusqu'à S.A.B. Wangata, peux-tu me donner le nombre exact des maisons des travailleurs et des bureaux? Tu te rangeras à mon avis en disant qu'elles sont innombrables! La civette, c'est le Blanc. Et si tu as bonne mémoire, il nous avait dit qu'un jour, ils prendront toutes nos terres.

Les Blancs disent que toutes les rivières comprises entr'Ikengo et Bamanya leur reviennent de droit. A cette allure, les Blancs nous poursuivent jusqu'aux villages de l'intérieur même. Toi tu ne vois rien. N'est-ce pas bon qu'ils louent notre terre aussi longtemps qu'ils deviennent de plus en plus nombreux? C'est une autre idée. S'ils louent nos terres, tu pourras peut-être les chasser de ta terre. Mais la vendre est une autre affaire. Ce n'est pas prudent de vendre nos forêts. Pour le moment, il n'est pas venu trop de Blancs et nous avons encore nos terres. A un certain moment, les Blancs seront nombreux ici, puisqu'ils ne cessent d'arriver et nous, de notre côté, nous serons aussi numériquement fort. Cependant, nous leur vendrons nos terres. Serait-il souhaitable qu'un jour nos

<sup>596</sup> Voir Hulstaert 1990. Sur le cas de Boyela lire pp. 28-30 et 37-38. Le village a été évacué pour faire place aux villas des Blancs à l'occasion de l'extension de Coquilhatville.



enfants achètent leurs propres terres auprès des étrangers qui les avaient achetées auprès de nous?

Répondez-moi.

Je me sens vraiment triste.

Je suis à toi, moi qui bats le lokole, moi qui vous aime.

EFETE Pierre

N° 44, Av. Lalia

C.E.C., Coq.

**36. Eki we wisak'intsinga bafumba baonyangola** [Là où tu as caché un paquet de nourriture, les fourmis l'ont envahi]<sup>597</sup>, Mponde, *Lokole* 1 septembre 1956, n° 17, p. 3.

Identification du correspondant: *Mpondé* (signification «intermédiaire») est le sobriquet d'Augustin Elenga, un des deux fondateurs-rédacteurs de *Lokole* Lokiso. Voir Charles Lonkama, Augustin Elenga Lukumambela (1920-1986): Bio-bibliographie, *Annales Équatoria* 11(1990), pp. 409-414. L'auteur met ses compatriotes ouvertement en garde contre les ruses et l'instinct d'acquéreur des Blancs. Elenga enquêtait sur place pour le compte d'Hulstaert dans les affaires Lokondo versus H.C.B. et Wijima.

Aujourd'hui nous sommes très content de pouvoir ajouter pour le vieux Pierre Efete, au losako et au wanda<sup>598</sup> parus dans *Lokole* n°15 (1 août 1956) à la page 6 encore quelques autres textes. «Le sanglier s'est vu refuser des cornes à cause de sa lenteur»<sup>599</sup>. Il faut de la prudence dans la vie. «Celui qui est allé chercher des lianes nkosa [Manniophyton] se transporte sur les rotangs ngaji [Eremospatha]»<sup>600</sup>. «La poule qui était allé prendre du feu s'est attachée aux insectes»<sup>601</sup>.

Nous nous étonnons de ce que le vieux Pierre se soucie de cette affaire. Parce que tous ses amis qui ont bénéficié des biens dans la ville des Blancs font fi de tous ces pleurs. L'arbre bonjolo [combretodendron Africanum] ne donne que des chenilles comestibles; l'étranger retournera chez lui, mais comment agissent nos amis qui travaillent en ville et leurs Blancs? Nous avons pensé que nos frères noirs sont venus vivre en ville pour les raisons suivantes: aider les Blancs pour avoir un peu d'argent et quelquefois cultiver des champs et préparer la vieillesse. En ce qui concerne la résidence des civilisés dans de grandes villes, nous avons pensé qu'ils y sont pour ces mêmes raisons et aussi

<sup>597</sup> *Eki we wisak'intsinga bafumba baonyangola*. Pas dans *Proverbes*. Signification: «On est démasqué et sans argument».

<sup>598</sup> *Wanda*: salutation très respectueuse variante de *losako*.

<sup>599</sup> *Nsombo aofim'n'aseka la lokuto*. *Proverbes* 1984: *Nsombo äofimana baséké la lokúto*. Signification: «Quand on vient trop tard on ne reçoit rien».

<sup>600</sup> *Otswaki nkosa aolongola ngoli*. *Proverbes* 2398: *Ötswákí nkósá áolongola ngolí*. Signification: «On est allé faire un travail et on en fait un autre».

<sup>601</sup> *Nsoso etswaki okola tsa aalemela towawa*. *Proverbes* 1997: *Nsósó ètswákí ökola isúngi áslémela bawawa*. Signification: «On oublie l'essentiel pour s'attacher aux futilités».

pour construire. Construire des maisons pour leurs enfants afin que ces derniers poursuivent leurs études supérieures dans les grandes villes. Nos civilisés vont passer leurs vacances à Léopoldville. J'ai pensé que ce repos n'est qu'une façon d'apprendre la façon de vivre dans une grande ville en la comparant avec celle de la forêt. Or, ce n'est pas le cas ... Le civilisé qui a construit sa maison en ville se sépare de ses frères du village. Ses consanguins espéraient son retour à la fin de son travail au moment de la pension ou du licenciement, mais alors il ne tient pas compte d'eux et se fait esclave de ceux qui disent «je vais y arriver, j'y dormirai, c'est mon village» et il se contente de rejeter son village, d'oublier qu'il est noir et de qualifier les villageois de sauvages. Comme au Blanc, on me vend les feuilles de manioc, du manioc et du café; quand j'ai faim, je me rends au marché; on peut m'arrêter pendant la nuit et l'on peut me chasser de ma maison en ville. Le Blanc nous a apporté les manières d'une bonne civilisation, mais qui les observent? Le Blanc rentre chez lui soit quand il devient trop vieux pour le service, soit lorsque le temps de son travail a pris fin. Le Blanc construit sur le sol de ses ancêtres en préparant sa vieillesse; la forêt d'un Blanc n'a jamais fait l'objet d'une distribution; au contraire, on la loue. La demande d'un lopin de terre auprès du Blanc ne choque jamais par la langue ni les bons comportements de nos ancêtres. Et il n'a jamais emprisonné un noir parce que ce dernier a fixé sa résidence à l'ancien emplacement de son père et parce qu'il lui a refusé sa terre. Et comment! ... Le vieux Efete veut avoir une réponse à sa préoccupation. Je demande au vieillard s'il peut me donner le nombre des civilisés vivant dans des villes et qui songent encore aux anciens emplacements de leurs pères. Ceux qui y songent avec toi peuvent-ils atteindre le nombre de dix? Ce n'est qu'une réponse. Alors, les lecteurs de *Lokole*? Je demande au vieillard de me dire pour qui les civilisés construisent de belles maisons à l'étranger pendant que leurs anciens emplacements se voient envahis par des plantes *besombo* [Aframmon leonense K. Schum]. Nous savons que nos pères n'ont pas connu les réalités de la civilisation ni l'intelligence des Blancs; nous, de notre part, nous avons compris et discerné nous-mêmes les choses. Ce n'était encore que de la théorie; passons à la pratique. Où sont les rangées de maisons des « fin-de-terme »<sup>602</sup> qui se trouvent dans les villages des autorités qui ont mis fin à leurs services dans les villes? Qui vont faire revivre les limites et faire des recherches au sujet de l'histoire et des richesses des ancêtres? Les pères sont devenus de plus en plus vieux et les enfants tournent leur regard vers l'Europe. Les étrangers perfides s'en vont acheter toutes les forêts avec de l'argent; où serons-nous après quelques dizaines d'années? Une maison en ville n'est pas un bien comme le pensent ces insensés qui ne voient pas plus loin que leur nez. En réalité, ce n'est qu'une aide et non une acquisition. On parle d'acquisition si l'on a sur place sa clôture

<sup>602</sup> A une certaine époque, les militaires en fin de terme pouvaient s'établir à des endroits réservés pour eux, à quelque distance des villageois ou proche des postes de l'administration.

de chasse, ses pêcheries, du copal, du bois de chauffage, des pierres, du sable, des feuilles de liane nkombé [Maumania], des plantes à grande feuille nkongo [sacrophrynium macrostachyum], des feuilles de manioc et tout ce qui est du traditionnel. Cependant, si tu pars pour l'étranger et que les gens qui t'accueillent te font un lit de luxe pendant cent ans pour se donner le temps de piller les richesses que tu as laissées au village, ce ne sera pas, à mon avis, de la prospérité et de l'autorité, mais de la fourberie, du vol et de la brutalité. J'ai taillé une bavette avec des amis de la rivière Momboyo. L'un d'eux voulut savoir si j'avais vu son village. Je lui répondis sans vergogne que je n'avais pas dépensé un demi franc pour acheter des feuilles de manioc et du manioc, qu'il y avait des bananes mûres en quantité, partout on voyait des papayes pourries. L'autre voulut savoir le prix d'un régime de banane chez eux. Je lui répondis sans réserve qu'il revenait à 20 francs, pour un grand régime, difficile à transporter par un seul individu. Et le manioc? dit-il. Je lui dis que c'était cinq maniocs pour 1 franc. Etonné, je lui dis: «Comment demandes-tu des renseignements sur ton village comme un étranger? Y a-t-il longtemps que tu n'as pas été au village pendant les périodes de ton congé»? Les deux disent qu'ils n'ont plus vu leur village depuis qu'ils sont nés, qu'ils ne le connaissent que d'ouï-dire et qu'ils sont objet de moquerie de la part de leurs amis de service. En outre, je leur fais savoir que leur grand-père a une palabre concernant la forêt avec une compagnie<sup>603</sup> et, comme ils travaillent dans le bureau qui traite de toutes ces affaires, comment leur grand-père peut-il être en difficulté avec les Blancs sans qu'ils réagissent. En réponse, ils disent que leur père ne leur avait dit mot sur le village. Ils ajoutent que les Blancs se sont emparés de ces forêts et qu'ils ont réfuté leur plaidoyer en leur disant que, lorsqu'ils avaient commencé à occuper cette forêt, leur père qui vivait en ville et n'a pas fait obstacle. Alors, à fortiori, eux, ses enfants? Comme ils étaient habitués à vivre en ville, ils ignoraient qu'on leur avait ravi la concession de leur père à cause d'une palabre que leur frère aîné avait eue et enfin qu'ils ne savaient où aller trouver domicile. Le vieux Pierre [Efete, lettre n° 35] est fortement chagriné à cause de cette situation. Nous le louons infiniment parce qu'il a compris l'exemple de Boyela Coq. Que tous les civilisés<sup>604</sup> soient prudents! On te signale l'arrivée d'un léopard; toi, tu dis que ce n'est qu'une mouche ordinaire. Nous avons essayé de questionner certains amis dans la fleur de l'âge qui exercent de hautes fonctions sur cette situation malheureuse, mais ils ne veulent pas nous écouter. Ils ne s'attachent qu'à une civilisation singée. Ils doivent savoir que les premiers dirigeants qui avaient défendu le Congo n'ont été inhumés que dans leurs villages. Tous, nous devons considérer que nous sommes venus travailler en ville pour chercher l'argent et pour apprendre les

<sup>603</sup> Il s'agit de l'affaire Lokondo versus H.C.B. Elenga avait été enquêter sur place pour le compte d'Hulstaert.

<sup>604</sup> Les civilisés 'Bambotsi' visés ici sont les évolués.

notions de la civilisation. La ville est comparable à un lieu de dépeçage, mais on ne s'y éternise pas. La ville est une bonne affaire, car elle réunit tout le monde formant ainsi des villes principales. Cependant, la ville est un endroit qui plonge les autochtones dans l'ignorance en leur faisant oublier leur coutume et leur avoir. Ces derniers abandonnent leurs familles tout en laissant la place aux étrangers qui viennent piller toute la richesse de leurs villages. C'est vrai parce que nous avons laissé des huttes au village; mais curieusement, les étrangers nous ont remplacés et ils ont construit de belles maisons pour s'y fixer. Nous avons construit à l'étranger et nous devons savoir que le jour du délogement viendra, et nous errerons hébétés comme des animaux à l'image des descendants de Boyela qui ont dû acheter des poissons dans la clôture de pêche de leur père.

Mponde

**37. Ise ntakota ngonda**<sup>605</sup> [Le père ne coupe pas la forêt], Anonyme<sup>606</sup>, *Lokole* 15 septembre 1956, n° 18, p. 8.

Identification du correspondant: *il est probable que ce texte est de la main d'Hulstaert.*

Maintenant que nous avons écrit l'épreuve concernant les terres, ce serait bon de réfléchir un moment. Nous ne devons pas devenir versatiles. Pas le moindre désordre. Cette enquête fera connaître aux autorités en Europe, la souffrance que nous avons à cause de nos forêts et de nos ruisseaux. L'auteur a fait une chose très intelligente. Les ambiguïtés ne donneront pas de résultat. Jusqu'à avoir une véritable réponse, l'insistance est importante. Mais le bavardage et les ragots et autres verbiages, quand vous écrivez aux Blancs, .... n'ont pas de sens ... Soutenez-nous!

**38. Njuo ya bafomi. Baswela bokili** [Une question des musiciens. Ils se disputent une terre], Pierre Iyandja, *Lokole* 15 juin 1958, n° 12, p. 3.

Identification du correspondant: *Pierre Iyandja n'est connu que par cette seule contribution. On peut déduire du texte ci-dessous qu'il habitait à Bolenge, village à 10 km au sud de Mbandaka.*

C'est étonnant ce que je vous demande. Les Blancs achètent des terres comme ils l'ont fait chez Boyela et à Ifeko. C'est incroyable! Et, vous, les rédacteurs du journal, dites-moi si vous avez entendu parler des bagarres entre eux. Je suis fort étonné du comportement des originaires de Bolenge village<sup>607</sup>. Autrefois ils

<sup>605</sup> *Proverbes* 1229: *Isé ntákotá ngonda, bóna ntáléká mpumbá*. Signification: «Le fils a droit aux fruits du travail de son père». Utilisé souvent dans la discussion foncière.

<sup>606</sup> L'auteur anonyme est irrité par les querelles qui se déroulent dans le journal depuis quelque temps. Il est soucieux de l'effet que ces dissensions auront sur les décideurs en Europe où on est bien occupé du problème foncier.

<sup>607</sup> Ce problème à Bolenge n'a pas été documenté dans les ArAeq.

étaient des hommes pacifiques; mais après qu'on eut acheté leurs terres, ils sont devenus belliqueux. Pourquoi doivent-ils se blesser les uns les autres? Qu'est-ce qu'ils se disputent? Pourquoi doivent-ils se disputer la possession des terres sans toutefois avoir de l'argent de la part des acheteurs? Les ancêtres ou nos premiers pères qui sont déjà morts, n'ont-ils pas laissé l'argent? S'ils continuent ainsi à se quereller au sujet de l'argent ou des terres, je supplie nos chefs et l'état d'intervenir sinon il y aura des pertes humaines. L'état ne veut pas de batailles. Mais que devons-nous faire? C'est mieux d'intervenir afin que nous vivions en paix; vous savez que nous, les Noirs, nous nous massacrons comme des poules et nous abandonnons l'argent et les forêts.

Iyandja Pierre

Bolenge-Indigène, Coq

**39. Bomongo yomba awelaka**<sup>608</sup> [Le propriétaire d'un bien meurt pour l'amour de son bien], Louis Ekadji, *Lokole* 1 juillet 1958, n° 13, p. 6.

Identification du correspondant: *Louis Ekadji est élève de la 4<sup>e</sup> année à l'école primaire d'Imbonga sur Momboyo.*

Mercredi le 28 avril 1958, nous avons appris une triste nouvelle. Jadis quelqu'un avait acheté un étang dans un village dénommé Bofonge<sup>609</sup>. Cette personne était une femme. Elle avait mis au monde trois enfants: un garçon et deux filles. Après quelques années, la mère était morte. Ses enfants avaient décidé d'organiser une fête en sa mémoire. Sur ces entrefaites, on vint leur dire que leur étang se vidait, prêt à être écopé. Peu après, ils eurent une seconde nouvelle: quelqu'un écopait cet étang. Vous savez qu'une nouvelle est comparable à un oiseau! Un des enfants se mit en route pour questionner celui qui écopait leur étang. Ce dernier n'a pas voulu écouter les questions du propriétaire de l'étang. A ce moment, ils avaient déjà apprêté beaucoup d'aliments, sans parler de la quantité remarquable de boissons. Le propriétaire de l'étang s'était fâché; ils s'étaient battus et s'étaient jetés par terre. Puis le propriétaire de l'étang rentra au village. La famille de celui qui avait écopé l'étang le poussa à aller accuser le propriétaire de l'étang au tribunal. Deux jours après, nous vîmes un soldat à sa recherche. Questionné sur la cause de son arrestation, le soldat lui dit que celui qui s'était bagarré avec lui était venu l'accuser. Tout le monde s'en étonna et conclut que c'était pour le provoquer de façon délibérée. Après tout, il se mit en route avec le soldat. Enfin, ils comparurent devant la Justice. Ils firent leurs dépositions au tribunal. Après les dépositions, on leur dit de passer la nuit sur place dans l'attente du verdict le lendemain. Le matin, on les appela. On trancha l'affaire et le propriétaire de l'étang perdit le procès. Les

<sup>608</sup> *Proverbes* 435: *Bomóngó yómba awélaka*. Signification: «En défendant sa cause on peut la perdre».

<sup>609</sup> Bofongé, village près de Losako sur la Momboyo.

autochtones déclarèrent publiquement que cet homme, qui n'était pas le propriétaire de l'étang, avait corrompu les juges. Les ancêtres ont raison dans ce proverbe qui dit que le propriétaire d'un bien meurt par amour pour son bien. Ecoute! Je n'ai plus sommeil à cause de cette affaire. C'est la raison pour laquelle je vous demande si ces juges ont bien tranché cette affaire.

C'est moi qui vous parle.

Ekadji Louis, Elève à Imbonga 4<sup>e</sup>

## ANNEXE V

### TEXTES EN RELATION AVEC LES PROCES A COQUILHATVILLE

La documentation liée aux procès fonciers de Coquilhatville est très étendue. Nous ne publions ici que deux textes qui donnent une vue d'ensemble, principalement une correspondance entre A. Sohier et G. Hulstaert, et un mémoire sur l'affaire Wijima (communiqué par Hulstaert à plusieurs autorités comme Gérard Dumont, procureur général à Léopoldville, et Antoine Sohier, magistrat en Belgique), dont le contexte a été esquissé dans l'introduction.

**(1) Lettre de G. Hulstaert à A. Sohier du 19 janvier 1955** [Lettre 68], *Annales Æquatoria* 1997, **18**: 155-161.

*Les sous-titres ci-dessous, entre crochets, ont été ajoutés par moi. Les majuscules dans le texte sont dans l'original. L'original se trouve dans ArMSC, Papieren Hulstaert, Boîte correspondentie niet MSC, farde Antoine Sohier.*

Bamanya 19-1-55

Cher Monsieur Sohier,

Je vous remercie des n[uméro]s de votre Journal contenant les articles sur le droit foncier. Je vous félicite de ce bel aperçu et de la position courageuse sur un tas de détails dans cette matière si délicate. La défense des droits indigènes vient à son heure. Mais je ne suis pas d'accord avec votre tentative d'explication de la déclaration de la vacance des terres et domanialisation<sup>610</sup>. Je comprends mieux vos élèves souriants. La jeunesse est radicale et sent immédiatement une justification post factum, fabriquée pour le besoin de la cause. Nationalisation est à mon avis un anachronisme. Puis il me semble que, même si le législateur avait à cette époque pu y penser, on ne pourrait appliquer ici ce terme tel qu'on l'emploie en France, en Angleterre et que les collègues socialistes voudraient installer partout. Au Congo, et ailleurs en Afrique, je crois plutôt qu'il s'agit d'une appropriation des terres par l'Etat, soi-disant pour le bien commun, donc d'une expropriation camouflée sous le manteau d'appropriation de biens sans maître. On peut maintenant discuter sur la légitimité de cette expropriation, mais si l'on veut éviter le terme de spoliation, c'est à mon avis le seul qui pourrait convenir. Je pense d'autre part que le législateur croyait de bonne foi à la vacance d'immenses terres au Congo. De fait, il s'est trompé. Il a alors dû inventer la distinction de terres indigènes sous qualification de l'occupation; en y ajoutant «de quelque façon» en s'appropriant celles dont l'indigène ne tirait pas un profit permanent. Ces terres, comme il appert, étaient propriété des indigènes, il y a de nouveau expropriation, sans procédure. Invoquer le bien public ne peut valoir selon moi, puisqu'il n'y avait pas nécessité publique pour la nation congolaise ni même nécessité pour l'Etat de procéder de telle façon.

<sup>610</sup> Il s'agit de Sohier 1954a, pp. 115-116.

L'Etat a besoin de terres; il a donc le droit d'exproprier ce qu'il faut et dans le respect de certaines procédures; mais de fait, il a exproprié en bloc plus qu'il n'y faut et souvent dans un but nettement commercial. Mais aussi je pense que cela n'était pas nécessaire et qu'il y avait un autre moyen pour concilier les besoins de l'Etat et les droits. Les doléances et les oppositions contre la politique foncière de l'Etat augmentent rapidement; et même des évolués des centres commencent à être gagnés à l'indignation. Et cela est grave pour l'avenir. Un commissaire de district me disait récemment que ce sont les missionnaires qui suscitent ces problèmes; je lui rétorquai que de fait les missionnaires sont presque les seuls Blancs à encore avoir des contacts avec les indigènes et donc à entendre leurs doléances. Ce qui est rigoureusement «exact». Tout le personnel de l'Etat est éloigné de plus en plus de l'indigène et aucun discours ni aucune «revalorisation» n'y changera rien. C'est un phénomène d'évolution inévitable dans les circonstances données, il faut en prendre son parti, mais en contrebalancer les mauvais effets par une plus grande souplesse envers l'indigène et une indulgence pour ses réactions si par hasard on les aperçoit.

[Lokondo-H.C.B.]

Il y a une affaire en cours dans ce domaine, je vous joins les documents. Le prononcé de l'arrêt doit se faire dans 8 ou 15 jours en première instance. Je crains la condamnation de l'indigène, mais aucune action d'indemnité ou au pénal n'est intentée, après les 3 mois d'incarcération au territoire. Je ne pense pas que l'indigène aura le courage de continuer plus loin; je n'en vois pas l'intérêt. J'ai l'impression qu'on cherche tous les moyens pour le débouter; car non seulement l'affaire est ancienne mais aussi on craint que d'autres indigènes ne se mettent à réclamer. Car pareils cas ne sont pas isolés dans la région en question; j'en ai connu personnellement où aucun des propriétaires n'était présent à l'enquête et où malgré la remarque d'un des notables (un féticheur encore) qu'eux tous n'avaient aucun droit sur le terrain et qu'il fallait appeler les propriétaires, ceux-ci n'ont pas été appelés et tous les notables ont mis le pouce pour cession de cette terre. Le cas en question ici est identique. Seulement, il est très vieux. L'indigène spolié prétend n'avoir pas eu connaissance de cette cession, ce que je peux fort bien croire, mais ce que les Blancs n'admettent pas puisque théoriquement il doit en avoir eu connaissance. On a trouvé encore une objection contre lui: il appartient à la lignée féminine. Cela sert bien dans les tribunaux ... mais en droit indigène cela ne dit rien du tout. La question est: quelle est la famille ou l'indigène propriétaire (qu'il soit féminin ou masculin etc. n'a aucune importance, sinon pour la préséance et l'ordre entre les familles); deuxièmement: est-ce que ce clan ou famille a fait la cession; c.-à.-d. est-ce que le représentant (ou gérant dans votre théorie) coutumier a consenti à la cession? Dans le cas en jugement, le tribunal (j'y assistais) a déclaré, selon enquête de l'administrateur, que c'est la seule qui est faite, dans le territoire même des H.C.B.... Pour autant que je puisse juger du cas, ayant en mains les dossiers et les déclarations du tribunal, l'indigène est dans son droit. Le seul point difficile



est, selon moi, que le délai de réclamation est passé. Il prétend avoir tout ignoré, ce qui est bien possible vu son âge et l'absence de publicité réelle donnée à ces actes dans les régions de l'intérieur. On sait quelque chose de cessions, mais on chasse tous les jeunes et on n'admet que certaines personnes triées. Puis on ne connaît les terrains cédés qu'au moment de l'exploitation. On écarte souvent les propriétaires et l'on évite donc qu'ils aient connaissance de ce qui s'est passé en réalité. Quelle est la valeur juridique de ces actes??? Notez qu'un magistrat me disait au sujet de cette affaire, que les indigènes étaient représentés par les chefs, etc... et que ce n'étaient pas nécessairement leurs chefs coutumiers, mais n'importe lesquels, et que si le chef ou notable etc... consentait à la cession, elle était valide même en l'absence ou en l'opposition du chef du groupement propriétaire... - ord. 26.1. 35.

Je joins toute la documentation<sup>611</sup> (en copie) que je possède; elle me paraît instructive et pourrait vous servir, pour votre documentation et pour les considérations dans votre journal. Vous avez là toutes les données, et comme il s'agit d'une affaire de justice, donc publique, vous avez toute liberté d'en traiter.

[Wijima-Etat]

Il en est de même du cas suivant, encore en cours. WIJIMA a été autrefois, après la guerre 45, relégué pour s'être opposé à une cession de terre à Coq. Le tout a été agencé par son ennemi personnel, le chef de secteur d'alors qui voulait en profiter pour favoriser son parent, chef du clan apparenté ETÓO qui ne possède plus un pouce de terrain, tout PRIS par l'Etat. Ce parent EANGA a reçu évidemment l'hospitalité du clan JÓMOTO de Wijima, mais là il veut s'imposer comme chef du groupement MBANDAKA INKOLE, comprenant les deux clans ou familles. Il y a donc une affaire indigène, favorisée par l'Administration, jointe à la question de justice écrite. Revenu de relégation après x années, l'A. T. enjoint à Wijima de se tenir désormais tranquille et ne plus s'occuper des questions foncières, sinon... Il se tient tranquille et quand, peu de temps après, les TSF demandent un terrain dans le patrimoine de JÓMOTO (terre ENTIEREMENT OCCUPEE au sens de la loi, donc terre indigène sans contestation), l'affaire est arrangée entre le chef de secteur, le chef de groupement et EANGA. Wijima n'est pas invité et, sur [sic pour «sous»] la menace de l'A. T., s'abstient de se présenter d'office. Un an passé et les difficultés augmentent entre les deux indigènes, il s'y ajoute d'autres questions foncières (carrières etc.) Wijima se plaint à M. Brausch, A. T. connu pour sa connaissance des affaires indigènes et l'intérêt réel qu'il y porte. Celui-ci fait renvoyer l'affaire au tribunal de secteur (il n'y pas ici de tribunaux inférieurs). Eanga cité 4 fois refuse de se présenter (pas de sanction évidemment) et exige l'affaire devant le tribunal de territoire (dont le greffier est son gendre)... Après exposé des plaidoyers des deux parties,

<sup>611</sup> Hulstaert procurait ce genre de documentation globale sur un problème à Sohier ou à d'autres personnalités. Malheureusement les papiers d'Antoine Sohier ne sont pas accessibles pour le moment.

l'A. T. intervient pour arrêter la procédure, et enjoint aux parties et au chef de secteur d'examiner l'affaire selon la procédure coutumière, sous la présidence du chef de secteur (donc pas coutumier, d'ailleurs le chef dans la coutume n'a rien à voir dans ces affaires et le tribunal coutumier en dehors de la juridiction familiale était d'arbitrage sans juges fixes). Grande assemblée de toute la chefferie sur le terrain, mais position fixée d'avance; aucun examen des limites, refus d'appeler les vieux témoins membres des clans en litige, parole donnée à des patriarches d'autres familles habitant à 15 et 20 km en ignorant les limites, des domaines si éloignés, etc. Il y a presque 2 mois de cela, et aucun verdict n'a été prononcé. Manifestement on tire l'affaire en longueur espérant sans doute la disparition des vieux témoins. J'ai réclamé au Comm. Distr. qui a enjoint à l'A. T. de s'occuper de cette affaire. Celui-ci envoie son adjoint, auquel j'expose le cas et demandant que l'affaire se poursuive au tribunal. En même temps Wijima a porté l'affaire au parquet, qui attend le jugement du territoire. Après un mois, rien ne se fait. La réclamation de Wijima est dans le délai de 2 ans prévus. Que va-t-on faire? L'extension nouvelle prévue à Coq (avant qu'on ait bâti la première) se heurte à l'opposition du village à déloger... On parviendra à vaincre la résistance. Car aussi longtemps qu'existe la relégation, l'arbitraire règne et jamais la justice ne sera assurée pour l'indigène. Croyez-vous qu'il y aurait intérêt pour le premier cas H.C.B.-LOKONDO, que celui-ci aille encore en appel? Il risque la relégation et le sait, mais voudrait essayer tout pour sauvegarder pour sa famille et les descendants assez nombreux un peu de terrain à eux. Il me serait agréable de recevoir une brève réponse à cette question de détail, afin de pouvoir conseiller en bonne connaissance et au mieux de ses intérêts cet indigène sans autre défense. Cet appel doit-il être introduit immédiatement après le jugement ou reste-t-il quelque temps pour réfléchir? J'ai essayé personnellement auprès du directeur des H.C.B. pour obtenir un compromis, puisque les H.C.B. ne manquent pas de terres ni de moyens pour obtenir un échange en cas de rétrocession, mais ils ne veulent rien entendre. Ils se font ainsi un tort moral certain, mais s'abstiennent quand même.

[TSF-Lolifa / Wijima contre l'Etat]

TSF vient de demander un nouveau terrain, cette fois, à LOLIFA. Là le capita et les deux juges sont favorables à la cession, mais les autres patriarches s'opposent. Le terrain demandé 125 ha (ou éventuellement 100) et appartient à plus d'une famille; les non officiels ne s'opposent pas à l'installation des TSF sur le terrain qu'ils veulent délaïsser, bien qu'ainsi il leur restera juste le strict minimum nécessaire, mais ils ne veulent pas accepter de l'argent; donc en français, ils permettent l'usufruit et l'usage pour un temps indéterminé, mais ne veulent pas vendre leur terre, dont ils veulent conserver la propriété. De nombreux indigènes sont ici partisans de cette formule de collaboration entre Blancs et Noirs. [Accès au tribunal]

Quand je suis allé mardi au tribunal pour l'affaire LOKONDO, j'ai invité avec moi deux indigènes, dont un juge du tribunal du territoire, qui s'intéressent fort

aux questions foncières. Ils n'ont d'abord pas voulu, puisque aucun INDIGENE n'y est admis, ils sont systématiquement refoulés par la police. Je leur rétorquai que les audiences sont publiques et que donc personne ne les chasserait. Nous avons fait parti et, évidemment, on ne les a pas chassés (à cause de ma compagnie, évidemment...); j'estime qu'il est une bonne chose que des juges indigènes assistent aux séances de tribunaux européens. Et j'espère que l'exemple portera et que d'autres essayeront de s'y rendre; ce sera difficile au début, à cause de l'attitude générale des Blancs et de la police. On verra. Voilà de quoi vous ravir les modestes moments de loisir dont vous disposez. Je suis disposé à fournir de plus amples détails sur ces questions. Cette fois-ci au moins, j'ai fait autre chose que vous ennuyer par mon bavardage et je vous apporte des faits nets et publics sans que je doive vous demander de taire noms et circonstances. Une petite réponse pour les points pratiques directs et immédiats pour l'affaire LOKONDO me fera plaisir; le reste ne presse pas. Excusez mes nombreuses fautes de frappe: c'est toujours en hâte; mais je pense que le texte sera plus lisible que si j'avais écrit à la main. Avec toutes mes meilleures salutations.

**(2) Mémoire sur une enquête de vacance Mbandaka-Inkole 24 Ha (Affaire Wijima).<sup>612</sup>** Sans date mais après 1-4-1957

Un terrain de 24 Ha sis à Mbandaka-Inkole, Coquilhatville, à droite de la route Coq-Boyeka-Bamanya, près de la bifurcation Eala, ayant été demandé par la Colonie, Service Télécommunications, une enquête de vacance fut effectuée le 28-3-1952. Ce terrain est en exploitation depuis de nombreuses années. C'est le capita administratif Eanga, usurpant les droits des ayants-droit coutumiers, qui marqua son accord, de concert avec le chef du secteur, son parent. Les véritables ayants-droit coutumiers ne furent pas convoqués. Aussi le nommé Wijima Boki-limba Pius (transcrit aussi comme Witsima), représentant la famille Jomoto (alias Djomoto) propriétaire coutumier, a-t-il introduit le 12-8-1954 une protestation avec demande de révision. Cette plainte a été renouvelée et précisée le 7-11-1954, le 12-2-1955, le 20-3-1956, le 3-4-1956. En date du 23-4-1956, le Parquet de l'Equateur répond en proclamant que la plainte ne paraît pas fondée (copie annexée<sup>613</sup>). Wijima a écrit alors tant au substitut ayant dressé la Proclamation qu'au procureur du roi, pour s'opposer à la Proclamation et maintenir les droits coutumiers de sa famille. Ce qui suit est le résumé de l'argumentation des

<sup>612</sup> Il existe deux versions de ce mémoire: Version A (le brouillon de B): ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 822-826; Mf. 3/41, publiée aussi dans Vinck 1997, pp. 211-218, et version B: ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 912-916, que je reproduis ici. Les quelques différences significatives sont reproduites dans les notes infrapaginales. Un résumé de ce mémoire a été fait par Hulstaert sous le titre: *Note sur l'affaire de la terre Bongole, 24 Ha, à Coquilhatville*, ArAeq., B. 97, f. 16, pp. 828-830; Mf. 3/41.

<sup>613</sup> Ce texte n'est pas repris ici.

intéressés Wijima et son frère Ibuka Bernard pour étayer leurs revendications et infirmer la sentence du Parquet. Seule la forme et quelques éléments indispensables à la compréhensions sont à [sic pour «de»] moi. Avant d'exposer leur point de vue, il convient d'élucider une question de personnes. Wijima n'est pas le patriarche de la famille Jomoto, mais il la représente sur l'ordre de son aîné Ibuka qui m'a affirmé plus d'une fois la délégation de ses pouvoirs, en pleine conformité avec le droit Nkundó. Il convient encore de ne pas perdre de vue que le groupe Inkole des Mbandaka comprend deux familles, ou clans si l'on préfère ce terme: Etoo et Jomoto, la première descendant du frère, la seconde descendant de la sœur. L'existence de pareilles branches, nettement séparées et autonomes, est fréquente ici.

1. La Proclamation ne mentionne pas les lettres, réitérant la plainte et la spécifiant plus nettement.

2. Les causes de la plainte relativement tardive sont:

a) Le plaignant venait de rentrer de relégation, mesure qui lui avait été appliquée précisément pour avoir défendu les droits coutumiers de sa famille et être ainsi «un danger permanent pour l'ordre et la tranquillité publique». A son retour donc l'Administration l'avait averti de se tenir dorénavant à l'écart des questions de terre;

b) Les chefs de la famille propriétaire coutumière, Ibuka et Wijima, n'ont pas été convoqués à l'enquête. Conformément à la pratique administrative dans cette région, leur présence n'aurait pas été admise (il n'est pas rare que les ayants droit coutumiers ne sont pas entendus dans cette matière);

c) L'occupation effective des terrains ne se faisait pas; la plainte n'a été introduite que lorsque les travaux confirmaient les rumeurs sur la cession; les indigènes même évolués ne connaissent pas là législation sur [sic pour «en»] la matière.

3. La Proclamation dit que Wijima a bénéficié du partage des indemnités accordées pour la cession du terrain. D'abord, cela ne constitue pas un acquiescement. Et quelle est la part de liberté dans pareille acceptation? Ensuite, la pratique générale dans la région est que ces indemnités sont partagées entre les diverses familles apparentées à la famille propriétaire, et pas seulement entre les membres de celle-ci. Le groupe Mbandaka étant composé de plusieurs familles ayant chacune son domaine foncier propre, comment la famille de Wijima pouvait-elle connaître la provenance exacte de ces indemnités? Car les chefs capitas auxquels l'Administration donne le montant à distribuer n'admettent pas des questions à ce sujet. Wijima pouvait donc parfaitement ignorer l'origine précise de la somme. Celle-ci n'est apparue aux intéressés que lors du commencement des travaux sur le terrain. C'est à ce moment qu'ils se sont rendus compte que sans doute la somme reçue récemment faisait partie des indemnités allouées pour cette terre cédée à leur insu par un usurpateur.

(Il ne faut pas perdre de vue que le chef de secteur (ou de chefferie) et les capitas dans cette région ne sont pas autorités coutumières, mais seulement légales,

constituées, que cependant on continue d'appeler coutumières dans le langage officiel).

4. Le Parquet ne paraît pas avoir examiné les droits de la famille Jomoto sur le terrain en question, mais s'être contenté de constater que ces droits contestés par Eanga Lucien, membre d'une autre famille Etoo.

5. La Proclamation dit que «Eanga a toujours contesté les droits historiques invoqués... par Wijima». Or cette opposition entre Wijima et Eanga date exactement de 1942 et a pour origine la même cause que l'affaire sous examen: l'usurpation par Eanga du droit de disposer des terres Jomoto. A cette époque, Eanga habitait avec les autres membres de sa famille Etoo à Boyela. Lorsque cette agglomération devait disparaître pour permettre l'extension de la ville européenne, Eanga a obtenu l'autorisation de se fixer sur les terres de la famille Jomoto. C'est là surtout que, grâce à l'appui du chef de secteur son parent du côté maternel, et fort de sa position comme capita nommé par l'Administration, il n'a cessé d'intriguer contre Wijima et sa famille et d'essayer de s'arroger les droits coutumiers de ses hôtes (Ce cas n'est pas exceptionnel dans ces parages). L'attitude d'Eanga s'explique d'autant plus aisément que sa famille (Etoo) ne possède plus un cm<sup>2</sup> de terre (tout est englobé dans la ville de Coq...). Mais à quoi revient, en fait, la thèse d'Eanga?

A. Eanga conteste l'autonomie de la famille Jomoto. Or, 1° dans le droit Nkundó l'autonomie des branches Jomoto est la règle (cf. début de ce mémoire) et l'exception devrait donc être prouvée; 2° il n'y a pas de doute que l'autonomie existe dans le cas; 3° des documents officiels en font foi (cf. infra 7,11,12).

B. Eanga se pose comme ayant capacité de disposer du terrain sous litige. Or, 1° il n'appartient pas à la famille Jomoto propriétaire (cf. e.a. la Proclamation) et n'a donc aucune capacité coutumière dans cette matière; 2° il n'a même pas cette capacité dans sa propre famille Etoo (cf. infra n° 7).

6. Il ne sera jamais difficile de trouver un chef ou capita (dont la position dépend uniquement de l'Administration) pour contester les droits de l'indigène réclamant qui, de son côté, court le risque de la relégation, puisqu'en effet, «il met le trouble dans la région» en faisant opposition aux pouvoirs constitués. Si pareille contestation suffit pour déclarer non fondée la réclamation d'un indigène qui se croit lésé dans les cessions de terres, et donc, le débouter, la législation régissant cette matière reste lettre morte et la protection des droits fonciers est plus qu'aléatoire.

7. La Proclamation ne nie pas l'existence des deux familles Etoo et Jomoto. On aurait dû en tirer la conclusion que les domaines fonciers sont distincts et que donc Eanga n'est pas, dans le droit coutumier Nkundó, habilité à disposer des terres en question. Même si la distinction n'existait pas, il ne reviendrait pas à Eanga à se poser comme le chef coutumier du groupe, puisqu'il existe des membres de loin ses aînés.

8. Il n'apparaît pas pourquoi le Parquet n'a pas cherché à élucider la question du droit respectif des deux familles.

9. La Proclamation dit que Wijima n'appuie sa revendication sur «aucun titre coutumier valable et effectif». Le seul titre valable coutumier que je connaisse est constitué par les limites entre les domaines et le témoignage des autochtones au sujet des terres, des sources, des chasses, des étangs à poissons et à rouissage de manioc, les cimetières, etc. Or pour cela il aurait fallu une enquête sur le terrain avec convocation des témoins. Au surplus, le Parquet ne paraît pas avoir étudié le dossier déjà constitué au territoire concernant ce litige.

10. La Proclamation dit que «la procédure suivie pour l'enquête de vacance du terrain... a été régulière et conforme aux prescriptions du décret du 31 mai 1934». Or parmi les indigènes que d'après l'art. 3 de ce décret, l'autorité aurait dû convoquer se trouvent bien, semble-t-il, Ibuka et Wijima qui se prétendent ayants-droit coutumiers et qui certainement revendiquent des droits. Or, la Proclamation ne relève pas cette anomalie pourtant capitale; au contraire, elle avance que la procédure est conforme aux prescriptions.

11. Plus d'une fois Wijima a soumis au tribunal indigène le différend qui l'oppose à Eanga; mais jamais l'affaire n'a été examinée. En 1954, l'administrateur territorial a substitué à la procédure du tribunal une assemblée convoquée par lui et qui a été plutôt une parodie de justice. Le Procès-verbal qui en a été dressé ne tranche pas sur le fond, bien qu'il soit plein d'hostilité à l'égard de Wijima. En outre, on peut y lire qu'aucun des deux seuls témoins admis par l'assemblée (présidée par le chef de secteur, parent d'Eanga), quoique appartenant comme Eanga à la famille Etoo, n'a donné tort à Wijima. Au contraire, le seul qui a fait une déposition positive a admis l'existence des deux familles autonomes et donc reconnu implicitement les droits de la famille Jomoto. L'assemblée aurait dû constater sur le terrain les limites, comme le demandait Wijima, mais elle a refusé de le faire. Sur la demande de l'Administrateur territorial, j'ai étudié le cas et consigné mes remarques dans un rapport dont le Parquet aurait pu prendre connaissance.

12. Le Parquet aurait pu également prendre connaissance d'une lettre du 11-8-1952 écrite par le chef de secteur adjoint au chef de secteur et dans laquelle il est dit textuellement que le terrain de Bokondanjika appartient réellement à la famille Ibuka et Wijima. Copie de cette lettre est annexée au dossier remis au territoire. Si le terrain sous litige n'est pas celui de Bokondanjika, il n'en reste pas moins qu'il fait partie du domaine Jomoto et qu'il n'aurait pu être attribuée à Wijima si les présentations d'Eanga étaient fondées.

13. La Proclamation rappelle les critères des terres indigènes. Le terrain sous litige était lors de l'enquête occupé par des plantations de manioc, quelques palmiers et arbres fruitiers, quelques maisons, appartenant à divers indigènes qui payaient des droits de louage à la famille Jomoto, qui, elle, se contentait d'exploiter le bois et les carrières de limonite et de sable. Ces terres étaient donc manifestement indigènes. Il convient de remarquer ici que les contrats d'occupation et de louage etc. moyennant rétribution, sont parfaitement coutumiers et que l'usage ne prouve pas la propriété dans la coutume Nkundó à

laquelle les terres indigènes restent soumises. Sur la question de fait, il faut remarquer qu'Eanga n'a jamais porté plainte pour ces contrats, quoiqu'il s'en soit plaint incidemment. La plainte aurait été normale s'il se croyait réellement lésé dans ses droits fonciers. En outre, depuis de nombreuses années, Wijima et les siens ont exploité ce même terrain pour la livraison de limonite, de sable blanc, de bois de chauffage aux Européens. Jamais Eanga n'a porté plainte contre ces exploitations, se contentant d'intriguer auprès de l'Administration (à consulter p. ex. le procès-verbal du conseil de secteur sept. ou oct. 1955, qui lui aussi, loin de nier les droits de la famille Jomoto les reconnaît indirectement).

14. Une demande d'extension du terrain sous litige vient confirmer indirectement la thèse de Wijima. En effet, la convocation datée du 13 nov. 1956 pour une enquête à effectuer le 19 nov. suivant est adressée à 8 personnes, dont les représentants de la famille Jomoto: Ibuka B. et Bokilimba Wijima. Si ceux-ci n'avaient pas de droits coutumiers sur le terrain, on se demande pourquoi l'Administration aurait changé d'attitude. On peut donc y voir un redressement implicite des erreurs antérieures enfin reconnues, quoique non réparées.

[la phrase suivante en manuscrite dans l'original:]

*Il serait utile d'annexer un croquis délimitant de façon sommaire le «domaine» de Ibuka et Wijima et situant Bandaka-Inkole à l'intérieur de cette zone.*

Il serait instructif de mettre la présente affaire dans un cadre plus large. On verrait alors comme une cabale montée contre Wijima et sa famille par les «autorités constituées».

La cause de cette opposition est triple.

1) Wijima, ancien élève de la colonie scolaire de l'Etat, a passé de nombreuses années au service des Européens. Il a donc un certain degré d'instruction et d'évolution qui gêne les autorités indigènes (cf. Procès-verbal de l'assemblée du secteur 20 nov. 54).

2) Eanga est capita de l'Administration avec pouvoir sur la famille Jomoto depuis qu'il est venu se fixer dans celle-ci après la disparition du village de Boyela. Sa propre famille Etoo n'a plus de terres. C'est pourquoi il a été admis sur les terres de la famille Jomoto apparentée. S'il parvient à déloger Wijima, il espère rester seul maître.

3) Wijima est très industrieux et a tiré de ces terres des profits substantiels. Son «progressivisme» ne peut que susciter l'envie. On sait combien ce vice est fréquent dans les milieux indigènes et comment il est à l'origine de nombreux conflits, d'inimitiés, de pratiques, de sorcelleries, etc. Que ce mobile est présent dans ce cas peut se lire encore dans le rapport cité du conseil de secteur.

Un roman pourrait être écrit avec toutes les avanies, injustices, attaques, etc. que ces personnes ont subies. Parmi les manifestations récentes, il faut citer que, profitant de son titre de capita, Eanga a donné des parcelles à des étrangers contre la volonté des propriétaires coutumiers dont la plainte au tribunal de secteur, déposée il y a un an conformément au règlement du conseil de secteur, est

restée sans effet jusqu'ici<sup>614</sup>. La répercussion de cette affaire dans les milieux indigènes peut être très fâcheuse. La sentence du Parquet a été expliquée au secteur de l'Équateur comme définitive. Les autochtones ne manqueront pas d'en tirer la conclusion que leurs droits fonciers ne sont pas protégés (suffisamment) par le Parquet. Certes les évolués des centres ont d'autres soucis, et les ruraux sont encore très «inarticulés». Mais cela ne durera guère, et déjà des évolués s'éveillent à ces problèmes et commencent à s'indigner de pareilles situations, même si elles ne les touchent pas personnellement. Le public indigène ne manquera pas d'avoir l'impression que le Parquet a absolument voulu éviter de donner gain de cause à la famille de Wijima et tort à une instance gouvernementale. Or, cela me paraît souverainement regrettable. Je ne suis pas seul à estimer qu'au stade actuel de l'évolution du Congo nous ne pouvons plus nous permettre pareille attitude, ni ce genre d'erreur dont on dit qu'elles sont pires qu'un crime.

Incidemment, ce cas montre une fois de plus que le système des chefs et capitas, tel qu'il est pratiqué par l'Administration chez les Môngo de l'Équateur, est essentiellement défavorable au développement, en milieu coutumier, d'une classe moyenne, d'un vrai paysannat, d'une économie selon les principes occidentaux. Dans l'organisation administrative actuelle, il n'y a pour cela d'autre place que les centres extra-coutumiers. Aussi l'exode rural est-il inévitable et il est passablement ridicule de se plaindre d'une situation dont on est soi-même (du moins en partie) responsable et qu'on ne veut pas modifier.

G. Hulstaert<sup>615</sup>

<sup>614</sup> Phrase ajoutée dans la version B: «On pourrait consulter encore une lettre de ces mêmes personnes au gouverneur de la province pour expliquer leurs difficultés (1-4-1957)».

<sup>615</sup> Phrase ajoutée dans la version B: «Membre de la Commission permanente pour la protection des indigènes».